

**Zeitschrift:** Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern

**Herausgeber:** Grosser Rat des Kantons Bern

**Band:** - (1968)

**Rubrik:** Februarsession

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Tagblatt

## des Grossen Rates des Kantons Bern

### Kreisschreiben an die Mitglieder des Grossen Rates

Saignelégier, 16. Januar 1968

Herr Grossrat,

Gemäss Artikel 2 Absatz 3 der Geschäftsordnung des Grossen Rates beginnt die Februarsession

Montag, den 5. Februar 1968

Sie werden eingeladen, sich am genannten Tage um **14.15 Uhr** im Grossratssaal, Rathaus Bern, zur ersten Sitzung einzufinden.

Zur Behandlung kommen folgende Geschäfte:

#### Verfassungsänderung

Staatsverfassung des Kantons Bern (Abänderung von Art. 13 Abs. 1)

#### Gesetzesentwürfe

1. Gesetz über den Finanzaushalt des Staates Bern
2. Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften

#### Volksbeschluss

Volksbeschluss betreffend Neu- und Umbau des Amthauses Aarberg

#### Dekretsentwürfe

*zur Beratung:*

1. Dekret über die Einreichung der Gemeinden in Beitragsklassen für die Lehrerbesoldungen

*zur Bestellung einer Kommission:*

1. Dekret vom 10. Mai 1921 über das Verfahren bei Volksabstimmungen und Wahlen (Abänderung)
2. Dekrete betreffend den Tarif in Strafsachen und über die Gerichtsgebühren in Zivilprozess-Sachen

#### Direktionsgeschäfte

(siehe separate Vorlagen)

#### Weitere Geschäfte

#### Regierungspräsidium

Eintritt neuer Mitglieder in den Rat

#### Polizeidirektion

1. Einbürgerungen
2. Strafnachlassgesuche

#### Parlamentarische Eingänge

(siehe separate Vorlage)

\* \* \*

#### Wahlen

- 1 Mitglied des Obergerichts (Rücktritt W. Schneeberger)
- Wahl des Generalprokurator (Rücktritt Dr. Loosli)
- 1 Mitglied des Verwaltungsgerichts (Rücktritt Dr. W. Buser)
- 1 Mitglied der Justizkommission (Rücktritt J. Peter)
- 1 Mitglied der Strassenkommission (Rücktritt Dr. H. Bratschi)

\* \* \*

(5. Februar 1968)

*Tagesordnung der ersten Sitzung*

1. Eintritt neuer Mitglieder in den Rat
2. Geschäfte der Präsidialabteilung
3. Geschäfte der Polizeidirektion
4. Geschäfte der Finanzdirektion

Mit Hochschätzung

*Der Grossratspräsident:*  
**M. Péquignot**

**Erste Sitzung**

Montag, 5. Februar 1968,  
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 194 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Buchs (Lenk), Gigandet, Kästli (Bolligen), Michel (Meiringen), Roth (Münsingen), Schädelin.

**Le Président.** Monsieur le Président du gouvernement, Messieurs les Conseillers d'Etat, Messieurs les députés et chers collègues.

J'ai l'honneur d'ouvrir notre habituelle session extraordinaire de février, en vous adressant mon salut le plus cordial.

De session en session et d'une année à l'autre, la même tension internationale, les mêmes foyers de lutte, les mêmes sujets de crainte, les mêmes alternances d'inquiétude et d'espoir nous accompagnent indéfectiblement. Cette étrange toile de fond est si bien incorporée à notre vie quotidienne, elle nous devient presque si indifférente que nous apprécions mal ou que nous méconnaissons dangereusement la portée exacte de tout ce brassage d'événements politiques, scientifiques, idéologiques, ou démographiques que le monde nous apporte et puis emporte dans sa course immuable, encombré de satellites mais singulièrement dépourvu de vrai bonheur.

Mais il suffit que tremble la terre et que tombe la neige pour nous rappeler que les éléments naturels restent indomptés et que l'homme n'est pas le seul maître. Les catastrophiques événements de ces dernières semaines sont là pour en démontrer la tragique réalité. C'est avec infiniment de compassion et de regret que nous pensons aux nombreuses victimes des séismes de Sicile, à la douleur de leurs proches, à la misère de la population, à l'angoisse des réfugiés. Plus récemment, des avalanches meurtrières ont semé la mort et le désastre dans les cantons voisins. Nous exprimons aussi à ces Confédérés dans la peine et le deuil nos sentiments de profonde et vive sympathie.

Plus près de nous encore, M. Ulrich Joss, journaliste accrédité au Grand Conseil, est décédé à la suite d'un accident de la route alors qu'il se rendait en auto, pour des raisons professionnelles, à Münsingen dans l'Oberland. M. Joss assistait régulièrement depuis de nombreuses années à nos débats et il accomplissait avec conscience son devoir de chroniqueur parlementaire. Nos pensées de sympathie vont à sa famille éprouvée.

Mais pour nous, la vie parlementaire reprend ses impératifs. La session extraordinaire de février durera de deux à trois semaines. Les objets seront traités dans l'ordre du programme général que vous avez reçu.

Les deux commissions à désigner comprendront chacune onze membres. Les motions N° 1 de M. Abbühl et N° 2 du Dr Augsburger ont été à nouveau renvoyées, de même que la motion N° 6 de M. Zingg et l'interpellation N° 34 de M. Buchs (La Lenk). Quant au postulat N° 18 de M. Aeberli et à l'interpellation N° 28 de M. Willemain, ils ont été retirés. Les élections auront lieu le mercredi 14 février. A la liste figurant sur la circulaire de convocation, il y a lieu d'ajouter l'élection d'un membre de la commission paritaire en remplacement du président, M. le Dr Fritz Hofmann, démissionnaire, ainsi que la réélection du président du Conseil de banque de la Banque cantonale bernoise, M. Siegenthaler.

Nous avons reçu une requête (recours en grâce) de M. Walter Iselin, de Berne, de M. Edi Suter, Berne, et de M. Willy Voitel, de Montreux. Toutes trois ont été transmises à la Direction de police. M. Bernard Bruhwiler, de Berne, nous a adressé un complément à la plainte qu'il a déposée contre la Chambre d'accusation de la Cour suprême. Cette affaire sera transmise à la Direction de la justice. La Volkswirtschaftskammer de l'Oberland nous a adressé une résolution concernant le développement du trafic aérien. La conférence présidentielle a décidé que cette résolution ne serait pas lue devant le plenum. Par contre, on peut en prendre connaissance sur mon bureau. Elle sera ensuite transmise à la direction des transports.

Plusieurs membres de la commission ayant eu des difficultés de parage, de nouvelles précisions ont été demandées au commandant de police de la Ville de Berne, qui nous informe qu'il a donné l'ordre aux agents de la circulation de ne pas soumettre au contrôle les véhicules munis de la fiche «P-Rathaus». Ceci vaut également pour les séances des commissions du Grand Conseil. Les véhicules en question peuvent donc rester parqués sans limitation de temps à la Rathausplatz, à la Metzgergasse et à la Postgasse pendant ces séances.

Je vous rappelle que la soirée du Männerchor de Berne aura lieu le lundi 12 février à 20 heures. A cette occasion, le comité du Männerchor rappelle que les épouses des grands-conseillers seront les bienvenues.

Mlle Breganti, qui assumait le service sténographique français de nos débats, a démissionné à fin décembre 1967. Pour lui succéder, le gouvernement a nommé Mlle Claire Widmer, à laquelle je souhaite une cordiale bienvenue parmi nous.

Enfin, trois députés ont démissionné: le Dr Heinz Bratschi, membre du Grand Conseil de 1958 à 1968, membre de la commission de justice de 1962 à 1966, membre et vice-président de la commission des routes de 1965 à 1968, président du groupe socialiste. Il a été élu au Conseil national en 1967.

Le Dr Bratschi a appartenu en plus à dix-huit commissions, dont six comme vice-président. Il a en outre présidé la commission concernant l'arrêté populaire sur l'aide aux chemins de fer.

M. Karl Glatthard, de Berne, a été membre du Grand Conseil de 1962 à 1968. Egalement élu conseiller national en 1967, M. Glatthard a fait partie de sept commissions parlementaires.

Enfin, M. Enrico Homberg, de Berne également, a fait partie de notre Conseil de 1964 à 1968. Il a été élu consul général à Amsterdam. J'adresse à ces trois anciens collègues les remerciements du Grand Conseil pour l'intérêt qu'ils ont porté à ses travaux et l'activité qu'ils ont déployée. Je leur souhaite plein succès dans leurs nouvelles fonctions. Je prie M. le chancelier de donner lecture de l'acte de nomination de leurs successeurs.

### **Eintritt neuer Mitglieder in den Rat**

Nach Verlesung der bezüglichen Regierungsratsbeschlüsse treten neu in den Rat ein:

Anstelle des zurückgetretenen Herrn Karl Glatthard Herr Peter Schindler, Redaktor, Bern.

Anstelle des zurückgetretenen Herrn Enrico Homberger, Bern, Herr Hans Ludwig, Architekt, Bümpliz.

Anstelle des zurückgetretenen Herrn Dr. Heinz Bratschi Herr Ernst Kohler, Elektromechaniker, Bümpliz.

Die Herren Peter Schindler und Hans Ludwig leisten den verfassungsmässigen Eid, Herr Ernst Kohler legt das Gelübde ab.

**Hirt** (Utzenstorf). Sie haben gehört, dass die beiden Motionen der Kollegen Dr. Augsburger und Abbühl betreffend die Flugplatzfrage zurückgestellt worden sind. Ich bin ersucht worden, als Präsident der Spezialkommission eine kurze Erklärung darüber abzugeben, warum die Behandlung der Motionen nochmals hinausgeschoben worden ist. Die Kommission hatte zu einem Vortrag der Regierung Stellung zu nehmen, der in einem Antrag ausmündete, welcher in der Februarsession auf Wunsch des Regierungsrates hätte behandelt werden sollen. In diesem Antrag, der von der Kommission bereinigt worden ist, hat der Regierungsrat vom Grossen Rat für die Weiterbehandlung der Flugplatzfrage einen konkreten Auftrag gewünscht und wollte ermächtigt werden, einen Fachmann zur Behandlung dieser Fragen anzustellen. Die Spezialkommission kam zum Schluss, es wäre verfrüht, bereits in der Februarsession über die beiden Motionen zu verhandeln, weil die Unterlagen, die die sachliche Behandlung des Geschäftes ermöglicht hätten, nicht vorhanden sind. Die Kommission hatte volles Verständnis für den Wunsch der Regierung, die Verantwortung nicht allein tragen zu müssen und vom Grossen Rat daher einen konkreten Auftrag zu erhalten. Die Kommission hat beide Motionäre angefragt, ob sie bereit wären, ihre Motion zurückzustellen. Sie stimmten zu, wenn auch nicht mit grosser Begeisterung.

Die Kommission hat den Regierungsrat beauftragt, die Standortsfrage durch Fachleute abzuklären, und die Regierung ist damit einverstanden. Dieser Auftrag ist schon erteilt worden, und es ist anzunehmen, dass noch im Laufe dieses Jahres die Unterlagen zur Verfügung stehen werden. Nachher

wird Ihnen die Kommission Antrag stellen, und Sie werden zu den beiden Motionen Stellung nehmen müssen.

Die Kommission kam auch zum Schluss, dass die Bestrebungen des Oberlandes, den Charterverkehr zur Aufrechterhaltung und Förderung des Fremdenverkehrs aufrechtzuerhalten, weiterverfolgt werden müssen. Dieses Problem hat grosse volkswirtschaftliche Bedeutung. Der Grosse Rat und die Regierung müssen helfen, eine Lösung zu finden, um das Oberland mit einem Charterflugverkehr zu bedienen. Ob dazu der Militärflugplatz Interlaken benötigt wird, wissen wir noch nicht.

Das wollte ich Ihnen erklären, damit Sie wissen, warum die Behandlung der beiden Motionen noch einmal verschoben wird.

Übrigens musste man auch bei andern Abstimmungen und Wahlen sehr lange auf das Ergebnis warten.

Ich glaube, dass die Schwierigkeiten überwunden werden können, indem man technische Hilfsmittel einsetzt. Im Vordergrund aber steht die Organisation. Diese muss man überprüfen. Das wird in meinem Postulat gewünscht, und wir hoffen, künftig die Wahlresultate schneller zu kennen, als es bei den letzten Nationalratswahlen der Fall war.

**Nobel.** Die «Aufregung», die im Bernerland am Montag und Dienstag nach den Nationalratswahlen herrschte, und die zahlreichen Artikel, die in der Tagespresse erschienen sind, haben zur Genüge dargestellt, wie sehnsgütig das Bernervolk auf die Resultate der Wahlen wartete. In der Presse wurde von altmodischen Methoden der Resultatsermittlung im Kanton Bern geschrieben. Man suchte einen Sündenbock und glaubte ihn mit der PTT gefunden zu haben. Diese ist aber an der Verspätung nicht schuld, und darüber möchten wir ein paar Worte berichten.

Tatsache ist, dass die Sendungen mit den Wahlprotokollen vorschriftsgemäss nach Bern geschickt werden. Es ist aber nicht vorgeschrieben, dass die Sendungen per Express, eingeschrieben oder als Sonderpost speditiert werden sollen; es genügt gewöhnliche Post. So hat man erstaunliche Sachen erlebt. Z. B. in einer Gemeinde des Jura wurden die ermittelten Resultate in einen gewöhnlichen Briefkasten geworfen, der erst am andern Morgen geleert wurde. Die Sendungen trafen erst am Dienstag in Bern ein. Eine andere Gemeinde hat die Protokolle der Bundeskanzlei zugestellt. Man kann der PTT natürlich keinen Vorwurf machen, sie habe diese Sendungen dem Adressaten ausgehändigt, denn sie darf nichts anderes tun.

Es ist wichtig, dass für Abhilfe gesorgt wird und bei den nächsten Nationalratswahlen die Resultate rascher ermittelt werden. Man sollte, wie es andere Kantone tun, ununterbrochen, also auch während der Nacht, arbeiten, damit die Resultate spätestens am Montagabend vorliegen. Wir wären dankbar, wenn die Regierung und die Staatskanzlei gemeinsam eine Lösung suchen würden.

**Bauder,** Regierungspräsident. Es hat keinen grossen Sinn, dass wir uns hier post festum über die Angelegenheit stark verbreiten. Die Ausmittlung der Resultate der Nationalratswahlen erfolgte vielleicht im Kanton Bern bisher in einem etwas idyllischen Stil, der mit dem heutigen Bedürfnis nach rascher Information nicht mehr vereinbar ist. Immerhin, in den Dreissigerjahren wurde es sogar Mittwoch oder Donnerstag, bis die Resultate ermittelt waren, im Jahr 1951 lagen sie sogar erst am Montag der zweiten Woche vor. Wenn wir also im Jahr 1967 erst am Mittwoch gekommen sind, war das gegenüber den vorhergehenden Wahlgängen keine Verschlechterung, sondern die normale Leistung nach altem System.

Grosse Zeitverluste entstehen schon bei einzelnen Gemeinden, die Schwierigkeiten in der Ausarbeitung der Wahlprotokolle haben. Auf der Stufe der Gemeinden schleichen sich bei der Ausarbeitung der Wahlprotokolle viele Fehler ein, was zur

## Nachkredit für die Staatskanzlei für 1967

(Beilage Nr. 1, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren an der Aare), worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

## Postulat des Herrn Grossrat Mischler — Interpellation des Herrn Grossrat Nobel — Schriftliche Anfragen der Herren Abbühl und Jardin betreffend Nationalratswahlen

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 671 und 672)

**Mischler.** Ich habe im November unmittelbar nach den Nationalratswahlen mit einem Postulat die Regierung eingeladen, sie möge prüfen, mit welchen Massnahmen sich die Auszählung der Wahlergebnisse beschleunigen liesse. Im Postulatstext habe ich festgestellt, dass die Einzelergebnisse z. B. im Kanton Zürich am Montagabend nach den Wahlen bekannt waren, dass man aber zwei weitere Tage warten musste, bis die Ergebnisse des Kantons Bern publiziert wurden. — Bei allem Verständnis für die bernische Gemälichkeit sind wir der Meinung, dass wir diese Situation überprüfen müssen. Die Nationalratswahlen haben in der ganzen Schweiz sehr grosse Bedeutung. Diesmal hat man das Verständnis für die bernische Gemälichkeit etwas stark strapaziert. Besonders der Kanton Bern ist an der raschen Bekanntgabe der Wahlergebnisse interessiert. Besonders auch die einzelnen Kandidaten sowie die Parteien und Wirtschaftsorganisationen, die hinter den Kandidaten stehen, warten sehnsgütig darauf, die Abstimmungsergebnisse zu erfahren. Auch die Presse möchte die Wahlergebnisse möglichst früh veröffentlichen.

Über den Grund der späten Bekanntgabe der bernischen Ergebnisse wurden allerlei Gerüchte herumgeboten. Ich will auf diese nicht eingehen.

Folge hat, dass das Korrekturbüro in Bern nachher die ganze Geschichte korrigieren muss, wodurch auch wieder Zeit verlorengeht; denn die Protokolle können erst in die Gesamtrechnung einbezogen werden, wenn sie geprüft sind. – Der Gemeindeschreiber einer oberländischen Gemeinde hat erst am Dienstag nachmittag die Wahlprotokolle auf die Post gebracht und hat sie per Express an die Bundeskanzlei adressiert. Dadurch treten natürlich namhafte Verspätungen ein.

Ferner hat sich gezeigt, dass das Übermittlungssystem durch die Briefpost zu viel Zeit in Anspruch nimmt.

Schliesslich geht die Arbeit der Ausmittlung nach bisherigem System zu langsam vor sich.

Wir sehen folgende Verbesserungen vor:

Für die nächsten Nationalratswahlen möchten wir jedem Statthalteramt einen kleinen Stab von Leuten beigeben, die man vorher wenn nötig in Kursen ausbilden würde. Diese sollten dem Statthalteramt und den einzelnen Gemeinden, die bei der Erstellung ihrer Wahlprotokolle Schwierigkeiten haben, als technische Berater und als Helfer zur Verfügung stehen. Wir hoffen, dass damit bereits auf der Stufe der Gemeinden wesentlich Zeit gewonnen werden kann.

Sodann werden die Statthalterämter angewiesen, die Wahlprotokolle mit Kurrierdienst einzusammeln und sie auf den Statthalterämtern zusammenzustellen.

Sodann sehen wir einen Kurrierdienst von den einzelnen Statthalterämtern zum Rathaus in Bern vor. Das Polizeikommando des Kantons Bern wird beauftragt werden, diesen einzurichten. Diese Kurrierdienste haben auch zwischen den Statthalterämtern und den einzelnen Gemeinden zu funktionieren, und zwar Tag und Nacht. Nur so erreichen wir gegenüber dem jetzigen Zustand einen wesentlichen Zeitgewinn.

Ferner soll die Zahl von neuen Ausmittlungsequipen in Bern auf mindestens 11 erhöht werden, und diese sollen die Arbeit in der Nacht nicht aussetzen, sondern sich ablösen.

Schliesslich soll abgeklärt werden, ob Computer, wie sie in andern Kantonen eingesetzt worden sind, auch im Kanton Bern dienlich wären. Im Kanton Genf hat bei den letzten Wahlen die Verwendung eines Computers zu einer Fehlleistung geführt, wodurch in der Ermittlung der Wahlresultate ein wesentlicher Zeitverlust entstanden ist.

Herr Grossrat Jardin hat zusätzlich gefragt, in welchem Ausmass die Möglichkeit der brieflichen Stimmabgabe beansprucht worden sei. In der Abstimmung vom 3. Juli 1967, wo das erstmals möglich war, haben von dieser neuen Möglichkeit Gebrauch gemacht: In Bern 35 Stimmberechtigte, in Biel 11, in Thun 7, in Lyss 5, in Burgdorf, Frutigen und Interlaken je 3, in Moutier 1, in St-Imier, Delémont, Pruntrut, Langnau, Köniz und Langenthal je einer.

Bei den Nationalratswahlen 1967 haben in allen Ämtern des alten Kantonsteils insgesamt 1029 Stimmbürger von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht, im Jura deren 259, also total 1288 Stimmbürger, was eine kaum ins Gewicht fallende Zahl darstellt.

Die Regierung nimmt das Postulat Mischler entgegen.

## A b s t i m m u n g

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

**Nobel.** Je suis satisfait.

**Abbühl.** Satisfait.

**Jardin.** Satisfait.

## Interpellation des Herrn Grossrat Martignoni — Wählbarkeit von Mitgliedern des Regierungsrates in die Bundesversammlung

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 749)

**Martignoni.** Wenn in der Politik Sachfragen auftauchen, die mit Politikern selber im Zusammenhang stehen, dann ist die Gefahr gross, dass alle noch so objektiven Argumente sofort auf bestimmte Persönlichkeiten bezogen werden. Auch bei der Interpellation, die ich in der November session eingereicht habe, ist diese Gefahr vorhanden. Ich möchte aber gleich zum voraus betonen, dass es mir hier wirklich um die Sache geht und nicht um Personen und nicht um einzelne Mitglieder in der Regierung. Das zeigt auch der Zeitpunkt der Einreichung und der Begründung der Anfrage. Denn gegenwärtig sind bekanntlich keine Wahlen fällig, und deshalb scheint es mir am Platz, dass der Grosse Rat und vor allem die Regierung als Exekutive sich in aller Ruhe einige Gedanken machen über ihre Arbeitslast und ihre Arbeitskapazität. In der heutigen Zeit sind ja die meisten Führungskräfte mehr denn je beansprucht, sei es in der Politik, in der Wirtschaft, in der Wissenschaft und im Sozialwesen, wobei vielenorts Kleinkram erledigt werden muss, der nicht unbedingt in den Aufgabenbereich verantwortlicher Chefs gehört. Beansprucht durch die administrative Tätigkeit, bleibt dann jeweils verhältnismässig wenig Zeit übrig, um sich den eigentlichen Führungsaufgaben und dem dazugehörigen Nachdenken zu widmen. In diesem Zusammenhang möchte ich die Frage stellen über die Beteiligung von Regierungsräten als Mitglieder der Bundesversammlung.

Das Gesetz über die Wählbarkeit von Mitgliedern des Regierungsrates in die Bundesversammlung wurde am 3. November 1929 vom Bernervolk angenommen. Es ging zurück auf eine im November 1925 eingereichte Motion Gnägi, des Vaters des heutigen Bundesrates. Grossrat Gnägi verlangte in dieser Motion die Beschränkung auf maximal drei Mitglieder des Regierungsrates in der Bundesversammlung, wobei er in der ausführlichen Begründung auch auf die Nebenbeschäftigung der Regierungsräte eintrat, eine Frage, die wir ja heute, nachdem sie befriedigend gelöst ist, beiseite lassen können. Er erklärte damals:

«Es liegt uns durchaus fern, das Ansehen und die Autorität der Regierung durch diese Motion irgendwie abzuschwächen; im Gegenteil: ich und sicher auch die Mitunterzeichner wünschen nur das, dass wir in alle Zukunft eine tüchtige und kraftvolle Regierung haben, die unser Staats-schiff sicher führen wird.»

Es ist sehr interessant, die damalige Diskussion rückblickend zu verfolgen. In die Aussprache griff damals auch der nachmalige Bundesrat Minger ein, wobei er unter anderem folgendes erklärte:

«Ich gebe zu, dass die Herren ihr möglichstes tun, damit ihre Ressorts richtig verwaltet werden. Aber auf der andern Seite möchte ich sagen, dass es wenigstens in einem Privatgeschäfte nicht möglich ist, ein solches Amt zu übernehmen, ohne dass der eigentliche Beruf leidet. Wenn man im Regierungsrat und auch im Gemeinderat von Bern den Eindruck hat, dass das nicht schade, so deshalb, weil die interessierten Herren den Schaden selbst nicht spüren, sondern andere ihn tragen müssen.»

Der Vorstoss wurde damals natürlich auch bekämpft. So erklärte ein Votant bei der Gesetzesberatung, die Motion Gnägi laufe auf die kurze Formel hinaus: «Die bernischen Regierungsräte arbeiten zuviel, aber sie arbeiten zuviel immer am falschen Ort.»

Die Zahl der bernischen Regierungsräte in der Bundesversammlung hat immer stark geschwankt. Von 9 Mitgliedern sassen zeitweise deren 6 im Bundeshaus, während zeitweise auch nur 2 Mitglieder der Bundesversammlung angehörten. Heute scheint eine neue Standortbestimmung notwendig zu sein, wobei ich unterstreichen möchte, dass es sich hier keineswegs um eine parteipolitische, sondern um eine gesamtkantonale Angelegenheit handelt.

Die meisten Kantone haben eine Beschränkung eingeführt. Ich habe ein wenig Umschau gehalten und bin dabei zu folgenden Ergebnissen gelangt:

Genf .....	Zahl der Regierungsräte	Höchstzahl von Regierungsräten in der Bundes- versammlung	
		unbeschränkt	keine Beschränkung
Basel-Stadt .....	7	3	
Waadt .....	7	3	
Solothurn .....	5	3	
Luzern .....	7	2	
Zürich .....	7	2	
St. Gallen .....	7	2	
Aargau .....	5	1	
Graubünden .....	5	1	

Aus dieser Zusammenstellung geht eindeutig hervor, dass sich Bern mit 4 von 9 am oberen Plafond befindet. Das hat natürlich zum Teil seine Berechtigung insoweit, als die Berner Regierungsräte auch während der Sessionen ihre dringendsten amtlichen Obliegenheiten erfüllen können.

Anderseits muss nun doch, wie bereits im Interpellationstext, darauf verwiesen werden, dass sich in den letzten fast 40 Jahren seit Bestehen des Gesetzes die Aufgaben der kantonalen Regierung vervielfacht haben. Ich glaube, dass ich nicht speziell darauf hinweisen muss, welche Entwicklung alle Gebiete des öffentlichen Wirkens in den letzten Jahrzehnten genommen haben. Ich möchte als Beispiel nur sagen, dass wir im Grossen Rat mehr Sitzungen haben als früher; die Zahl der Vorstösse in unserem Rat hat zugenommen, die Belastung der Kommissionen ist grösser, und durch die

neuere Gesetzgebung hat die Regierung in sehr vielen Fällen neue Kompetenzen erhalten, wodurch sich Vorarbeiten für die Entscheide und erweiterte Verantwortungen ergeben. Wenn also schon damals von nur 3 Regierungsräten in der Bundesversammlung die Rede war und man sich schliesslich auf deren 4 einigte, so muss diese Frage heute doch wieder aufgerollt werden. Dabei ist mitzuberücksichtigen, dass heute wie damals gewisse Ressorts mit Vorteil im eidgenössischen Parlament vertreten sind, weil die massgeblichen Entscheide beim Bund fallen, während bei anderen Ressorts der Kanton oder auf dem Wege der Konkordate die Kantone im Vordergrund stehen. Ich möchte darauf verzichten, Beispiele zu nennen, um nicht in den Verdacht zu geraten, ich visierte einzelne Mitglieder des Regierungskollegiums persönlich an.

Gegen eine allgemeine Beschränkung und damit auch gegen eine noch stärkere Beschränkung gibt es im Grunde genommen zwei Argumente. Regierungspräsident Merz hat sie bereits im Jahre 1926 bei der Beantwortung der Motion Gnägi angeführt. Das eine gilt dem Hinweis, damit könnte eine «Entwertung der Bedeutung der Stellung eines Regierungsrates» verbunden sein; oder positiv ausgedrückt: man sollte die «günstigsten Bedingungen für eine qualitativ hochstehende Besetzung der Regierungsratsstellen» schaffen. Ich kann dieses Argument nicht gelten lassen. Sollte es tatsächlich zutreffen, so würde dies bedeuten, dass wir im Kanton Bern und alle andern Kantone mit restriktiven Bestimmungen seither schlechter regiert werden. Ich glaube, die Regierung wäre das letzte Gremium, das eine derartige Unterstellung akzeptieren würde. Auch Nationalrat Feldmann, der spätere Bundesrat, musste bei seinem Eintritt in die Berner Regierung zeitweise auf seinen Sitz im eidgenössischen Parlament verzichten. Das hat ihn nicht gehindert, das Amt eines Regierungsrates anzunehmen und dem Kanton hervorragende Dienste zu leisten.

Wesentlich komplexer ist das zweite Argument, das die grundsätzliche Frage aufwirft: Soll dem Volke vorgeschlagen werden, sich seine eigene Freiheit für die Wahl und Auswahl der Mitglieder des Nationalrates – der Ständerat fällt ja weg – einzuhängen? Regierungspräsident Merz hat damals dazu gesagt, solche Einschränkungen seien nicht nötig, «weil auf anderem Wege, durch die Parteien selbst, gegebenenfalls durch den Grossen Rat, dasjenige angeordnet werden kann, was im Sinne einer gesunden Beschränkung angeordnet werden muss». Nehmen wir den Grossen Rat vorweg: Glaubt jemand hier im Ernst, der Grossen Rat würde eines schönen Tages erklären, dieses oder jenes Mitglied der Regierung sei überlastet und solle deshalb aus der Bundesversammlung zurücktreten? Die entsprechende Reaktion wäre wahrscheinlich recht heftig. «Missachtung eines Volksentscheides» wäre wohl der gelindeste Ausdruck, der in diesem Zusammenhang fiele.

Und die Parteien? Da müssen wir doch ganz offen miteinander reden: Es ist nun einmal so, dass Regierungsräte auf den Proporzlisten der Parteien besondere Zugpferde darstellen. Es wäre nicht gut, wenn es nicht so wäre. Denn ein Regierungsrat muss sich auf eine breite Vertrauensbasis im Volke

stützen können. Um möglichst viele Stimmen zu erhalten, werden die Parteien darnach trachten, ihre besten und bekanntesten Kandidaten zu unterbreiten. Der Wähler wird dann zuerst den Mann und nicht die mitkandidierenden Regierungsräte auf anderen Parteilisten in Betracht ziehen. Das letztere wird für ihn mit Recht zur sekundären Frage.

Gerade weil der einzelne Wähler je nach Parteilisten stimmt und nicht weiß, wie viele kandidierende Regierungsräte das Rennen machen werden, hat er auf das schliessliche Resultat nur einen mittelbaren Einfluss, es sei denn, die gesamte Wählerschaft schüttet das Kind resp. die kandidierenden Regierungsräte mit dem Bade aus und über selber Zurückhaltung. Das wäre indessen aber auch nicht richtig.

Wenn der Kanton Bern seinen Einfluss im Bund geltend machen will, so muss dies gezielt geschehen, und die Quantität der Regierungsräte in der Bundesversammlung hat damit nur in sekundärer Weise zu tun. Selbstverständlich muss die Berner Regierung in der obersten gesetzgebenden Behörde des Bundes vertreten sein. Das wird von unserer Seite in keiner Art und Weise bestritten. Aber nach Auffassung des Interpellanten und der Mitunterzeichneten genügt ein Drittel des ganzen Kollegiums.

Ich werde mir deshalb erlauben, die Antwort der Regierung genau zu prüfen und je nach den angeführten Argumenten die Angelegenheit vor dem Rate wiederum aufzugreifen.

**Bauder**, Regierungspräsident. Im November 1925 hat der damalige Grossrat Gnägi, der Vater des heutigen Bundesrat Gnägi, wie bereits erwähnt worden ist, eine Motion eingereicht, mit der eine Verfassungsbestimmung gewünscht wurde, wonach nur drei Mitglieder des Regierungsrates in die Bundesversammlung hätten abgeordnet werden können. Die Regierung stellte sich zur Motion negativ ein. Sie wurde aber vom Grossen Rat trotzdem angenommen, worauf die Regierung im Jahre 1927 einen Zusatz zum Artikel 33 der Staatsverfassung vorschlug. Das entsprach wiederum nicht der Auffassung der parlamentarischen Kommission, indem der damalige Grossrat Eduard von Steiger, nachmaliger Bundesrat, den Ordnungsantrag stellte, man solle nicht eine Verfassungsänderung vorsehen, sondern ein Spezialgesetz erlassen. Dieser Ordnungsantrag wurde vom Grossen Rat mit 122 : 63 Stimmen angenommen. In der Folge hat die Regierung ein Gesetz ausgearbeitet. Im Laufe der Gesetzesberatung sind dann gewisse Kontroversen über die Behandlung der sprachlichen Minderheit im Kanton aufgetaucht. Nachdem man sich auf den Einbau einer diesbezüglichen Sicherung einigen konnte, wurde das Gesetz sowohl vom Grossen Rat und dann, am 3. November 1929, vom Volk gutgeheissen, und zwar interessenweise mit nur 18 221 Ja gegen 14 223 Nein. Offenbar ist im Volke im Jahre 1928 ob dieser Frage keine Grundwelle entstanden.

Die Kantone Genf, Nidwalden, Obwalden, Schwyz und Uri kennen noch heute keine Beschränkung. Im Tessin darf kein Regierungsrat der Bundesversammlung angehören, im Kanton Solothurn dürfen es höchstens 3 sein (5 Regierungs-

räte). Bei 7 Regierungsräten ist in der Regel die Zahl der eidgenössischen Parlamentarier auf 2 beschränkt, bei 5 Regierungsräten auf 1 bis 2, in der Waadt bei 7 Regierungsräten auf 3.

Die Regierung ist zur Auffassung gelangt, dass das Gesetz über die Wählbarkeit von Mitgliedern des Regierungsrates in die Bundesversammlung im jetzigen Moment nicht revidiert werden soll. Sie betont «im jetzigen Moment». Es besteht eine Tendenz, die sich seit 1928 bis heute sehr stark akzentuiert hat und sich weiter akzentuieren wird. Es ist die Schwerpunktverlagerung in äusserst wichtigen Geschäften von den Kantonen auf die Eidgenossenschaft. Das stellt die kantonalen Regierungen vor andere Probleme als 1928. Gerade diese Akzentverschiebung lässt es aber als wünschbar erachten, dass jede Kantonsregierung in den eidgenössischen Räten gut vertreten ist. Das kann ich ganz unbeschwerte sagen, denn ich bin von der Angelegenheit nicht betroffen. Die erwähnte Akzentverlagerung ist auch für den Kanton Bern, gerade im jetzigen Moment, von sehr grosser Bedeutung. Ich verweise auf die Fragen der Universität, des Verkehrs, des Strassenbaus, der BLS usw. Es ist wichtig, dass die bernische Regierung in den eidgenössischen Räten direkt ihren Einfluss nehmen kann. Es wird immer wichtiger, dass die bernischen Regierungsräte nicht nur im Ratsplenum der Bundesversammlung ihren Einfluss haben, sondern auch in den Fraktionen und wenn irgend möglich schon in den parlamentarischen Kommissionen.

Sodann hat der Interpellant mit Recht darauf hingewiesen, dass sich die Belastung der Regierungsräte seit 1928 vervielfacht hat, dies vor allem infolge der Zunahme und Verfeinerung der Gesetze. Als Folge davon werden die einzelnen Regierungsräte und der Gesamtregierungsrat allzu sehr mit Routinegeschäften von untergeordneter Bedeutung belastet. Man sollte aber die Regierung nicht in erster Linie dort entlasten, wo sie zugunsten des Kantons sehr wichtige Einflüsse geltend machen kann, sondern sollte sie von Routinegeschäften entlasten. Der Regierungsrat hat die Justizdirektion beauftragt, die nötigen Studien für die Änderung von Gesetzen, Dekreten und andern Erlassen durchzuführen, um die Entlastung des Gesamtregierungsrates und der einzelnen Direktionsvorsteher von einer ganzen Reihe von Routinegeschäften durch Kompetenzdelegation an die Verwaltungsabteilungen zu entlasten. – Der Kanton St. Gallen ist mit seinen ähnlichen Anstrengungen schon weiter als wir; die entsprechenden Anträge der Regierung werden schon im Parlament beraten.

Zurzeit werden intensive Vorarbeiten für die Totalrevision der Bundesverfassung geleistet. Wir wissen nicht, ob damit die Akzentverschiebung von den Kantonen auf den Bund noch gefördert wird. Vielleicht wird nachher auch die kantonale Verfassung total revidiert werden müssen.

Schlussendlich ist es weitgehend Sache der Parteien, zu entscheiden, wie viele Regierungsratsmitglieder Sie auf Ihre Listen für die Nationalratswahlen aufnehmen wollen, und schliesslich entscheidet dann darüber der Wähler.

Aus allen diesen Gründen möchte die Regierung für den Moment von der Revision des Gesetzes von 1928 absehen.

**Martignoni.** Ich bin von der Auskunft teilweise befriedigt.

### Einbürgerungen

Auf den Antrag des Regierungsrates und der Justizkommission wird den nachgenannten Personen, welche sich über ihre Handlungsfähigkeit, den Genuss eines guten Leumundes sowie über günstige Vermögens- und Erwerbsverhältnisse ausgewiesen haben, auf ihr Ansuchen hin, bei 136 in Betracht fallenden Stimmen, also bei einem absoluten Mehr von 69 Stimmen, das bernische Kantonsbürgerrecht und das Bürgerrecht der nachbezeichneten Gemeinden mit 127 bis 137 Stimmen erteilt, unter Vorbehalt der Bezahlung der Einbürgerungsgebühren.

#### Schweizerbürger

1. Basler Walter, von Küttigen AG, geboren am 8. September 1899 in Bern, pens. Elektrotechniker, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Martha Lina geb. von Niederhäusern, geboren am 6. Juli 1898 in Bern, welchem der Grosse Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.
2. Bornhäuser Hans Adolf, von Wallisellen und Winterthur, geboren am 1. April 1910 in Zürich, Kaufmann, wohnhaft in Muri bei Bern, Ehemann der Marianne geb. Graf, geboren am 9. September 1916 in Bern, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Burgergemeinde von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.
3. Bornhäuser Verena Marianne, von Wallisellen und Winterthur, geboren am 5. Juni 1947 in Bern, ledig, Apothekerhelferin, wohnhaft in Muri bei Bern, welcher die Burgergemeinde von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.
4. Bühler Walter, von Rothrist, geboren am 22. Januar 1916 in Bern, Glaserhilfsarbeiter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Elsa geb. Stalder, geboren am 6. Juli 1919 in Magden AG, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.
5. Lamers Waltraud Anna, von Wädenswil, geboren am 14. August 1908 in Münster (Deutschland), geschieden, Kunstmalerin, wohnhaft in Nidau, welcher der Stadtrat von Nidau das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.
6. Schädlér Daniel Christian Albert, von Obstalden GL, geboren am 3. September 1958 in Aarau, Schüler, wohnhaft in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

7. Widmer Johann Emil, von Ellikon ZH, geboren am 15. Mai 1907 in Luzern, eidg. Beamter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Bertha Mathilde geb. Geissbühler, geboren am 31. Oktober 1907 in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.
8. Zen-Ruffinen Walter, von Leuk, geboren am 29. August 1925 in Leuk, Angestellter SVB, wohnhaft in Bern, Ehemann der Minna Johanna geb. Haldi, geboren am 19. Juli 1925, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

#### Ausländer

9. Allegri Angela Emma, italienische Staatsangehörige, geboren am 16. Februar 1948 in Bern, ledig, Seminaristin, wohnhaft in Ingenbohl, mit gesetzlichem Wohnsitz in Bern, welcher der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit Geburt in der Schweiz und hat seither ihren gesetzlichen Wohnsitz in Bern.

10. Bugglin Eugen, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 8. Juni 1909 in Zürich, Autofahrlehrer, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Else Emma Frieda geb. Pinkernelle, geboren am 29. Juli 1917 in Einbeck (Deutschland), welchem der Grosse Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme der Jahre 1940–1952 seit Geburt in der Schweiz; seit 1952 ist er in Köniz gemeldet.

11. Dallenbach Eduard, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 30. Dezember 1933 in Schaffhausen, Kino-Operateur, wohnhaft in Bern, Ehemann der Christina Elisabeth geb. Sieber, geboren am 1. Oktober 1939 in Schirgiswalde (Deutschland), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seit 1961 ist er in Bern gemeldet.

12. Gatti Renata Adriana, italienische Staatsangehörige, geboren am 4. Februar 1944 in Bern, ledig, Sekretärin, wohnhaft in Bern, welcher der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit Geburt in der Schweiz; mit Ausnahme von zwei Jahren war sie immer in Bern gemeldet.

13. Hummel Theodor, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 16. Oktober 1911 in Zürich, Coiffeur, wohnhaft in Bern, Ehemann der Gertrud Hedwig geb. Henne, geboren am 1. März 1923 in Pfrondorf (Deutschland), Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

- Der Bewerber wohnt mit Ausnahme der Jahre 1922–1928 seit Geburt in der Schweiz; seit 1941 ist er in Bern gemeldet.
14. **W o h l l e b e r** Hans Walther, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 22. September 1937 in Thun, ledig, stud. phil., wohnhaft in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt mit Ausnahme der Jahre 1946–1960 seit Geburt in der Schweiz; seit 1964 ist er in Bern gemeldet.
15. **H o f m a n n** Victor Ernst Ika, schwedischer Staatsangehöriger, geboren am 27. Januar 1948 in Stockholm, ledig, Student, wohnhaft in Biel, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1955 in der Schweiz; seit 1961 ist er in Biel gemeldet.
16. **S t u d e r** Barbara Ingeborg, deutsche Staatsangehörige, geboren in Biel am 16. Januar 1957, Schülerin, wohnhaft in La Neuveville, welcher die Einwohnergemeindeversammlung von La Neuveville das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Die Bewerberin wohnt mit Ausnahme von drei Jahren seit Geburt in der Schweiz; seit 1960 ist sie in La Neuveville gemeldet.
17. **V i l l a b r u n a** Andrea, italienische Staatsangehörige, geboren am 26. Januar 1960 in Teufen, Schülerin, wohnhaft in Wimmis, welcher die Einwohnergemeindeversammlung von Wimmis das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Die Bewerberin wohnt seit Geburt in der Schweiz; seit Dezember 1964 ist sie in Wimmis gemeldet.
18. **A n d r e o l a** Luigi Angelo, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 26. Juli 1921 in Valfurva (Italien), Chauffeur, wohnhaft in Biel, Ehemann der Klara geb. Andres, geboren am 19. April 1922 in Bargen, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1946 in der Schweiz; seit 1957 ist er in Biel gemeldet.
19. **B a a d e r** Josef Bernhard, deutscher Staatsangehöriger, geboren in Ettlingen (Deutschland) am 21. Oktober 1935, Elektriker, wohnhaft in Bévilard, Ehemann der Liliane Marguerite geb. Gros, geboren am 18. Dezember 1938 in Echichens VD, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Bévilard das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1955 in der Schweiz; seit 1962 ist er in Bévilard gemeldet.
20. **B a l d i n i** Antonio Adelmo, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 6. Dezember 1934 in Vicenza (Italien), Schlosser, wohnhaft in Oberhofen, Ehemann der Therese geb. Frutiger, geboren am 18. Dezember 1938 in Oberhofen, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Oberhofen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit Dezember 1957 in der Schweiz; seither ist er in Oberhofen gemeldet.
21. **B á n k a y** Dénes Ernö, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 16. November 1933 in Budapest, Chemiker/Assistent, wohnhaft in Bern, Ehemann der Suzanna geb. Corboz, geboren am 18. April 1936 in Kassa (Ungarn), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit November 1956 in der Schweiz; seit August 1960 ist er in Bern gemeldet.
22. **H e n z e l m a n n** Manfred, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 2. Juli 1938 in Sprendlingen (Deutschland), Spengler-Installateur, wohnhaft in Heimberg, Ehemann der Berta geb. Bertschinger, geboren am 12. April 1939 in Wald ZH, Vater von fünf minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Heimberg das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seit 1962 ist er in Heimberg gemeldet.
23. **K n i t t e r** Horst Albert Heinrich Hermann, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 12. September 1934 in Hameln (Deutschland), Maler, wohnhaft in Utzenstorf, Ehemann der Anna Elisabeth geb. Strauss, geboren am 18. November 1933 in Pibrac (Frankreich), Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Utzenstorf das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1955 in der Schweiz; seit 1961 ist er in Utzenstorf gemeldet.
24. **K u n e r t** Karl Werner, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 29. Juli 1938 in Zirkau (Deutschland), Vertreter, wohnhaft in Thun, Ehemann der Verena geb. Megert, geboren am 2. Oktober 1940 in Wattenwil, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem der Stadtrat von Thun das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit August 1956 in der Schweiz; seit Juni 1964 ist er in Thun gemeldet.
25. **L a m a n d a** András, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 17. April 1938 in Budapest, Modellschreiner, wohnhaft in Oberburg, Ehemann der Gertrud geb. Tschabold, geboren am 20. März 1941 in Oberburg, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von

Oberburg das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seit 1965 ist er in Oberburg gemeldet.

26. L u t z Gerhard Willibald, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 8. November 1933 in Bodenbach-Bünauberg (Tschechoslowakei), Kalkulator, wohnhaft in Muri bei Bern, Ehemann der Elsbeth Margrit geb. Wälti, geboren am 18. März 1934 in Bern, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Muri bei Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1955 in der Schweiz; seit 1960 ist er in Muri bei Bern gemeldet.

27. M é s z á r o s , ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 3. Juli 1939 in Füzesgyarmat (Ungarn), Feinmechaniker, wohnhaft in Biel, Ehemann der Ruth Nelly geb. Zimmermann, geboren am 16. April 1938 in Zuchwil SO, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit November 1956 in der Schweiz; seit 1960 ist er in Biel gemeldet.

28. M i l a n i André Arthur, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 16. April 1931 in Delémont, Mechaniker, wohnhaft in Delémont, Ehemann der Rachèle Angèle geb. Chassot, geboren am 26. April 1929 in Chandon (Freiburg), Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Delémont das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seit 1937 ist er in Delémont gemeldet.

29. N e u m a n n Kornel, jugoslawischer Staatsangehöriger, geboren am 12. Dezember 1918, in Osijek (Jugoslawien), kant. Beamter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Verena Gertrud geborene Tschäppeler, geboren am 31. Juli 1926 in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von fünf Jahren seit Dezember 1941 in der Schweiz; seit 1952 ist er in Bern gemeldet.

30. P i r k h e i m Friedrich, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 18. April 1933 in Kathal (Oesterreich), Schreiner, wohnhaft in Bern, Ehemann der Margrit geb. Willimann, geboren am 30. Oktober 1936 in Zürich, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1953 in der Schweiz seit 1955 ist er in Bern gemeldet.

31. P o l e s a n a Marcello Felice, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 2. März 1937 in Argentheuil (Frankreich), Traxführer, wohnhaft in Rüderswil, Ehemann der Hildegard geborene Bärtschi, geboren am 19. November 1941

in Bern, Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Rüderswil das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1961 ist er in Rüderswil gemeldet.

32. R i d l y Peter Boldizsar, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 6. Januar 1920 in Budapest, Ing. agr., wohnhaft in Ins, Ehemann der Anna-Maria geb. Känel, geboren am 25. April 1925 in Aarberg, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Ins das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Dezember 1956 in der Schweiz; seit Januar 1957 ist er in Ins gemeldet.

33. S c o r g n a m i g l i o Guido, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 10. Oktober 1927 in Portici (Italien), Gewerkschaftsfunktionär, wohnhaft in Bolligen, Ehemann der Elisabeth Josephine geb. Müller, geboren am 20. November 1932 in Köniz, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem der Grosses Gemeinderat von Bolligen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seit 1958 ist er in Bolligen gemeldet.

34. S o r c i n e l l i Italo, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 6. Januar 1929 in San Costanzo (Italien), Chauffeur, wohnhaft in La Neuveville, Ehemann der Lily Geneviève geborene Schweizer, geboren am 14. Mai 1929 in Neuenburg, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von La Neuveville das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber war von 1952 bis 1958 als Saisonarbeiter in der Schweiz; seither ist er in La Neuveville gemeldet.

35. S z a b o Ernö Istvan, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 7. Januar 1940 in Sopron (Ungarn), Automechaniker, wohnhaft in Bern, Ehemann der Katharina Gertrud geb. Lange, geboren am 16. Januar 1942 in Bern, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Dezember 1956 in der Schweiz; seit März 1957 ist er in Bern gemeldet.

36. Z a m b o n i Augusto Mario, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 31. Oktober 1936 in Vigolo Vattaro (Italien), Unternehmer, wohnhaft in Develier, Ehemann der Gisèle Fernande Augusta geb. Monnin, geboren am 29. Januar 1940 in Develier, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Develier das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von acht Monaten seit März 1957 in der Schweiz; seit Mai 1959 ist er in Develier gemeldet.

37. **B e l l i n** Albano, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 23. Januar 1935 in Noventa Vicentina (Italien), Vorarbeiter, wohnhaft in Oberhofen, Ehemann der Marianne geb. Schwägerl, geboren am 7. September 1938 in Bärnau (Deutschland), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Oberhofen das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1955 in der Schweiz; seit November 1957 ist er in Oberhofen gemeldet.

38. **B e n e t i k** Wilhelm, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 26. November 1936 in Klagenfurt (Oesterreich), Zimmermann, wohnhaft in Unterseen, Ehemann der Emma Maria geb. Moser, geboren am 21. Juli 1937 in Klagenfurt, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Unterseen das Gemeindebürgerecht erteilt hat.

Der Bewerber wohnt seit 1955 in der Schweiz; seit 1959 ist er in Unterseen gemeldet.

39. **B u g g l i n** Ilona Gisela, deutsche Staatsangehörige, geboren am 10. September 1945 in Brandenburg (Deutschland), ledig, Verkäuferin, wohnhaft in Köniz, welcher der Grossen Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1952 in der Schweiz; mit Ausnahme eines Welschlandjahres ist sie seither in Köniz gemeldet.

40. **B u g g l i n** Marga, deutsche Staatsangehörige, geboren am 16. Januar 1947 in Einbeck (Deutschland), ledig, Verkäuferin, wohnhaft in Köniz, welcher der Grossen Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1952 in der Schweiz; seither ist sie mit Ausnahme eines Jahres in Köniz gemeldet.

41. **B u g g l i n** Monika Else, deutsche Staatsangehörige, geboren am 31. März 1944 in Brandenburg (Deutschland), ledig, Sekretärin, wohnhaft in Genf, welcher der Grossen Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1953 in der Schweiz; bis Mai 1965 war sie in Köniz gemeldet und seither in Genf.

42. **C i t t e r i o** Ambrogio, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 14. September 1922 in Verano Brianza (Italien), Verzahnermeister, wohnhaft in Rütschelen, Ehemann der Rosina Luigia geb. Baroli, geboren am 31. Januar 1922 in Craveggia (Italien), Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Rütschelen das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1948 in der Schweiz; seit 1953 ist er in Rütschelen gemeldet.

43. **D r e c h s e l** Reinhilde, deutsche Staatsangehörige, geboren am 11. Juli 1928 in Olbernhau (Deutschland), ledig, Gouvernante, wohnhaft in Steffisburg, welcher der Grossen Gemeinderat von Steffisburg das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt mit Ausnahme von vier Monaten seit 1951 in der Schweiz; seit 1962 ist sie in Steffisburg gemeldet.

44. **D u s h a** László József, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 13. November 1940 in Zeliezovce (Tschechoslowakei), ledig, Laborant, wohnhaft in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1956 in der Schweiz; seit 1962 ist er in Bern gemeldet.

45. **D ü v e l** Ewald, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 6. März 1920 in Plön (Deutschland), Apotheker, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Charlotte Ursula Elise Auguste geborene Kuntze, geboren am 16. Februar 1918 in Berlin-Charlottenburg, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem der Grossen Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Juli 1953 in der Schweiz; seit Juli 1957 ist er in Köniz gemeldet.

46. **F e j e s** Agnes, ungarische Staatsangehörige, geboren am 5. Juli 1946 in Budapest (Ungarn), ledig, stud. med., wohnhaft in Bern, welcher der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit November 1956 in der Schweiz; seither ist sie ununterbrochen in Bern gemeldet.

47. **F u c c i** Antonio, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 20. Februar 1933 in Gioia Sannitica (Italien), ledig, Chauffeur, wohnhaft in Herzogenbuchsee, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Herzogenbuchsee das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme eines Jahres seit 1953 in der Schweiz; seit 1961 ist er in Herzogenbuchsee gemeldet.

48. **G l a s e r** Frantisek, tschechoslowakischer Staatsangehöriger, geboren am 7. März 1903 in Teplice (Böhmen), Journalist, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Josefa geb. Meisel, geboren am 24. Januar 1904 in Prag, welchem der Grossen Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1942 in der Schweiz; seit 1949 ist er in Köniz gemeldet.

49. **H o u t e r m a n s** Eleonore geb. Müller, deutsche Staatsangehörige, geboren am 6. Februar 1924 in Meschede (Deutschland), verwitwet, Hausfrau, wohnhaft in Bern, Mutter von zwei minderjährigen Kindern, welcher der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.

- Die Bewerberin wohnt seit 1954 in der Schweiz; seither ist sie in Bern gemeldet.
50. **M a s c i a r e l l i Iso**, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 18. Februar 1923 in Montecelio (Italien), Schlosser, wohnhaft in Wyssachen, Ehemann der Irma geb. Marantelli, geboren am 21. Februar 1926 in Lissago (Italien), Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Wyssachen das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von vier Jahren seit 1947 in der Schweiz; seit Februar 1960 ist er in Wyssachen gemeldet.
51. **N a u j o k s Paul Robert**, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 11. März 1922 in Königsberg (Deutschland), Servicemonteur, wohnhaft in Bern, Ehemann der Seraphine Maria geb. Pichler, geboren am 25. August 1924 in Murau (Oesterreich), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1952 in der Schweiz; seit 1956 ist er ununterbrochen in Bern gemeldet.
52. **R a m s e b n e r Otto**, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 5. Mai 1931 in Schwarzenbach (Oesterreich), Kellermeister, wohnhaft in Münsingen, Ehemann der Ingrid Elisabeth geb. Kayssner, geboren am 12. Mai 1937 in Eisenach (Deutschland), Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Münsingen das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt mit Ausnahme eines Jahres seit 1952 in der Schweiz; seit April 1962 ist er in Münsingen gemeldet.
53. **S i e g l Johann**, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 18. August 1924 in Graz (Oesterreich), Elektromonteur, wohnhaft in Münsingen, Ehemann der Erika Anna geborene Rössler, geboren am 10. Dezember 1926 in Graz, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Münsingen das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1953 in der Schweiz; seit 1955 ist er in Münsingen gemeldet.
54. **S i e g l Rudolf Franz**, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 16. September 1947 in Fürstenfeld (Oesterreich), ledig, kaufmännischer Angestellter, wohnhaft in Münsingen, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Münsingen das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1953 in der Schweiz; seit 1955 ist er in Münsingen gemeldet.
55. **U b i n k Lodewijk Martinus**, niederländischer Staatsangehöriger, geboren am 26. März 1924 in Amsterdam, Elektrowickler, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Rosa geb. Sodl, geboren am 8. August 1936 in Olbendorf (Oesterreich), Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Grosse Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1948 in der Schweiz; seit 1959 ist er in Köniz gemeldet.
56. **V a d a s Géza Jenö**, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 17. April 1949 in Györ (Ungarn), ledig, Student, wohnhaft in Biel, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seit 1964 ist er in Biel gemeldet.
57. **V a d a s Laszlo**, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 2. Mai 1947 in Györ (Ungarn), ledig, Student, wohnhaft in Biel, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seit 1964 ist er in Biel gemeldet.
58. **V o l k o f f Jean Christian Nikolov**, bulgarischer Staatsangehöriger, geboren am 5. September 1948 in Sofia (Bulgarien), ledig, Handelsschüler, wohnhaft in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit Juni 1956 in der Schweiz; seither ist er in Bern gemeldet.
59. **V o l k o f f Nikola Nikolov**, bulgarischer Staatsangehöriger, geboren am 10. September 1951 in Drianovo (Bulgarien), Schüler, wohnhaft in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerecht zugesichert hat.  
Der Bewerber wohnt seit 1956 in der Schweiz; seither ist er in Bern gemeldet.

---

### **Strafnachlassgesuche**

Sämtliche Strafnachlassgesuche werden stillschweigend nach den übereinstimmenden Anträgen des Regierungsrates und der Justizkommission erledigt. Den Fall 13 hat die Kommission zurückgezogen; er wird dem Rat in einer späteren Session vorgeleget werden.

---

### **Landverkäufe in Bolligen**

(Beilage 1, Seite 11)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Stauffer (Büren an der Aare), worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

---

**Landkauf in Kappelen**

(Beilage 1, Seite 12)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren an der Aare), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

---

**Nachkredit für die Salzhandlung**

(Beilage 1, Seite 12)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren an der Aare), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

---

**Abgabe von Land im Baurecht in Zollikofen**

(Beilage 1, Seite 12)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren an der Aare), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

---

**Postulat des Herrn Grossrat Marti — Ausbildungskurse für Gemeindesteuer-Kommis-sionsmitglieder**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 671)

**Marti.** Laut Artikel 121 des Gesetzes und § 15 des Dekretes über die Veranlagung der direkten Staats- und Gemeindesteuern kann der Gemeinderat beschliessen, Aufgaben im Steuerwesen einer Gemeindesteuerkommission zu übertragen. Diese haben die Steuererklärungen zuhanden der Veranlagungsbehörden zu begutachten, haben auf Wahrheitsgemässie Ausfüllung der Steuererklärungen zu achten. Für Steuerpflichtige, die keine Steuererklärung ausfüllen, stellen sie Antrag an die Veranlagungsbehörde. Hier sieht man, dass die Steuerkommissionen ihrer Aufgabe oft nicht ganz gewachsen sind. In Artikel 30 Absatz 3 des Steuergesetzes steht: «Ergeben sich im Verfahren keine Anhaltspunkte für eine genügende zahlenmässige Feststellung des Einkommens, so ist dieses mindestens nach dem Aufwand der Personen einzuschätzen, die aus diesem Einkommen leben müssen.» Höchst selten hört man, dass Pflichtige nach ihrem Lebensaufwand eingeschätzt werden. Das ist ein Fehler. Die meisten Kommissionsmitglieder kennen diese Bestimmung überhaupt nicht.

Eine weitere Aufgabe der Steuerkommission besteht in der Punktierung der Landwirtschaft. Selbst innerhalb derselben politischen Gemeinde bestehen für Betriebe gleicher Grösse und gleicher Bewirtschaftung sehr unterschiedliche Veranlagungen. Innerhalb eines Veranlagungskreises oder innerhalb des ganzen Kantons sind die Unterschiede noch grösser. Innerhalb der Gemeinde ist für die Bewertung die Steuerkommission zuständig. Diese ist ihrer Aufgabe meistens nicht gewachsen. Es wäre wünschenswert, dass der Kanton alle zwei Jahre unter der Leitung der kantonalen Steuerverwaltung Kurse für die Mitglieder der Steuerkommissionen durchführen würde. Damit wäre Gewähr geboten, dass überall einigermassen nach gleichen Gesichtspunkten taxiert wird. Wir könnten damit auch die Behörden der Veranlagungskreise etwas entlasten, denn es wären weniger Rückfragen und Untersuchungen nötig, und es würden weniger Einsprachen gemacht. Solche erfolgen häufig, weil der Einsprecher das Gefühl hat, dieser oder jener Nachbar, der ungefähr unter gleichen Verhältnissen wirtschaftet, werde tiefer veranlagt.

Den Kommissionsmitgliedern sollten die Steuergesetze, die Dekrete und Verordnungen zugestellt werden. Die meisten Kommissionsmitglieder sind zuwenig über ihre Aufgabe orientiert; sie kennen das Steuergesetz und die Dekrete nicht.

Ich bitte den Rat, dem Postulat zuzustimmen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Regierungsrat ist grundsätzlich bereit, das Postulat anzunehmen, aber ich möchte es in folgendem Sinne einschränken:

Es ist nicht einfach, das Postulat zu verwirklichen. Angenommen, die Gemeindesteuerkommissionen beständen überall aus dem Minimum von 5 Mitgliedern. Das ergäbe schon rund 2500 Mitglieder. Es gibt aber Gemeinden, die grössere Kommissionen haben. Es wirken also ungefähr 3000 Leute in Gemeindesteuerkommissionen. Wenn man je 100 aufbieten wollte, ergäben sich 30 Tagungen. An diese Orientierungsversammlungen müssten wir sachkundiges Personal abordnen. Es entstünden erhebliche Schwierigkeiten.

Die Mitglieder der Gemeindesteuerkommission müssen nicht in erster Linie steuertechnische Kenntnisse haben, sondern sie müssen die Verhältnisse der Steuerpflichtigen einigermassen kennen. Beispielsweise will man von ihnen wissen, ob dieser oder jener Steuerpflichtige einem Nebenerwerb nachgeht, ob seine Frau ebenfalls arbeite, ob er eine Ferienwohnung vermiete, wie es sich mit dem Lebensaufwand verhält, oder wie es mit dem Beschäftigungsgrad steht, usw.

In diesem Zusammenhang ist auf den Paragraphen 31 Absatz 3 des Veranlagungskreises zu verweisen, wonach ein Vertreter der Steuerverwaltung den Verhandlungen der Gemeindesteuerkommission mit beratender Stimme beiwohnen kann. Von dieser Möglichkeit machen die Veranlagungsbehörden sehr häufig Gebrauch.

Unseres Erachtens kommt auch im Blick auf die zahlreichen Mutationen in den Gemeindesteuerkommissionen ein Instruktionskurs kaum in Betracht. Es wäre ja auch nicht möglich, in einem

Tageskurs tiefgründige steuerrechtliche Kenntnisse zu vermitteln.

In diesem einschränkenden Sinne nehmen wir das Postulat entgegen. Die Veranlagungsbehörde wird möglichst ohne Ausnahme einen Vertreter an die Sitzungen der Gemeindesteuerkommissionen delegieren, um die Kommissionsmitglieder im Sinne der Ausführungen, die ich soeben gemacht habe, in ihre Aufgabe einzuführen.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

---

### Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften

#### Erste Beratung

(Siehe Nr. 3 der Beilagen; die Beschlüsse sind nachstehend nur aufgeführt, soweit sie anders lauten als die in der Beilage gedruckten gemeinsamen Anträge des Regierungsrates und der Kommission.)

#### E i n t r e t e n s f r a g e

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Sie haben in der letzten Woche den Entwurf und den Vortrag zum Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften erhalten.

Die Fraktionen hatten Gelegenheit, in ganz-tägigen Sitzungen vor der Session diesen Entwurf sowie das Gesetz über den Finanzaushalt, nach Orientierung durch den Finanzdirektor, zu beraten. Ich kann mich deshalb in meinen Ausführungen zum Eintreten relativ kurz fassen und mich auf einige mir wesentlich erscheinende Punkte beschränken.

In bezug auf die späte Zustellung der Kommissionsanträge ist folgendes festzuhalten:

Die Vorlage der Regierung, die in der Kommission mit Ausnahme von Artikel 34 keine grund-sätzliche oder materiell tiefgreifende Abänderung erfuhr, wurde Ihnen bereits Anfang Januar zuge-stellt.

Seit der Grosse Rat mit seinem Beschluss vom 16. November 1966 der Regierung in den Punkten 3 und 5 (siehe Vortrag, Seite 1) die bekannten Aufträge erteilte, ist bloss etwas mehr als ein Jahr vergangen. Es wurde in dieser Zeit von der Verwaltung, speziell der Finanzdirektion und Herrn Regierungsrat Moser eine gewaltige Arbeit geleistet, um all die notwendigen Vorarbeiten rechtzeitig unter Dach zu bringen. Ich möchte allen Beteiligten dafür sowie für die vorzügliche Dokumentation und Orientierung der Kommission auch an dieser Stelle den besten Dank aussprechen.

Was wir Ihnen hier vorlegen, ist sicher kein Freudentrunk; dessen sind wir uns alle bewusst. Es ist bittere Notwendigkeit, und es schmeckt viel eher nach Medizin. Medizin ist aber nur dann zumutbar, wenn eine Krankheit oder doch wenigstens Anzeichen zu einer solchen vorliegen.

Deshalb gilt es eine Diagnose zu erarbeiten, das heisst in unserem konkreten Fall zu versuchen, die Situation der bernischen Staatsfinanzen ernsthaft zu analysieren. Dies können wir am besten tun, wenn wir den Vortrag der Finanzdirektion gründlich studieren. Ich hoffe, Sie haben das in der kurzen Zeit möglichst eingehend getan, und möchte mich auf einige Bemerkungen beschränken.

Auf Seite 4 finden wir die Fehlbeträge der Staatsrechnungen 1963 bis 1966 mit total 186 Millionen Franken verzeichnet. Dazu müssen noch die Budget-Fehlbeträge pro 1967 und 1968 mit zirka 50 bis 60 Millionen Franken gerechnet werden.

Im gleichen Abschnitt wird dargestellt, dass für bewilligte, aber noch nicht ausbezahlte Staatsbeiträge Verpflichtungen in der Höhe von 404 Millionen Franken bestehen. Fälligkeitstermine für diese Beiträge wurden gestützt auf den Grossratsbeschluss vom 11. November 1964 zum Teil bis ins Jahr 1976 verschoben.

Wer sich angesichts dieser Zahlen und Tatsachen mit dem Hinweis trösten möchte, dass doch die Gesuche um Staatsbeiträge in einzelnen Sektoren in den nächsten Jahren zurückgehen würden, dem möchte ich den Abschnitt über Schulhausbaubeiträge auf Seite 6 in Erinnerung rufen. Es heisst dort: «Eine Erhebung der Erziehungsdirektion ermittelte für die Jahre 1966 bis 1972 255 grössere Projekte mit einer Kostensumme von 435 Millionen Franken! Die ordentlichen Staatsbeiträge allein würden nach der Schätzung der Erziehungsdirektion für diese Projekte 106 Millionen Franken ausmachen.» Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass wir im Jahre 1967 für 116 Millionen Franken nur Baubeuräge bewilligt haben, das heisst ungefähr das Doppelte dessen, was mit den heutigen Einnahmen in einem Jahr bezahlt werden kann.

Auf Grund der Tabelle auf Seite 3 stellen wir fest: Das Wachstum der Aufgaben für Beiträge ist in der Bemessungsperiode wesentlich grösser als bei den Gesamteinnahmen und den Steuern. Wir hätten deshalb, nur für die Gemeindebeiträge, 1966 3 Steuerzehntel mehr benötigt als 1955.

Während langer Jahre vermochten die steigenden Einnahmen (Steuern) auch die grössten Brocken auf der Ausgabenseite auszugleichen. Durch die Auswirkungen verschiedener Beitragsgesetze ist diese glückliche Wachstumsharmonie zwischen Einnahmen und Ausgaben seit Beginn der sechziger Jahre aus dem Gleichgewicht geraten.

Aus den vorstehenden Ausführungen gilt es nun die Schlussfolgerungen zu ziehen, die ich wie folgt umschreiben möchte: Unsere Staatsfinanzen sind nicht eigentlich krank, sie sind einfach in den letzten Jahren überfordert worden. Es gilt nun zu handeln, bevor ernsthafte Störungen und Schwierigkeiten in der Tresorerie des Staates und ganz besonders bei der Erfüllung seiner eigenen, grossen und zum Teil sehr dringenden Aufgaben (Straßenbau, Seminarien, Universität, landwirtschaftliche Schulen, psychiatrische Kliniken, Kinderspital, Berufsschulen, Krankenversicherung) eintreten.

Es wäre meiner Auffassung nach vor allem falsch, wollte man sich vorerst mit der Frage der Schuld an dieser Situation auseinandersetzen; das wäre Zeitverschwendungen. Die Zahl der

«Schuldigen» ist so gross, dass zur Abklärung nur allzuoft der «Bock» als Gärtner eingesetzt werden müsste.

Es ist bei dieser Vorlage auch nicht etwa so, dass man den «Schwarzpeter» einfach den Gemeinden zuspielen möchte, wie gelegentlich behauptet wird. Wer die Sache ernst nimmt, hat zum «Schwarzpeterspielen» weder Zeit noch Lust.

Wenden wir uns deshalb unverzüglich und entschlossen unserer vordringlichen Aufgabe zu, der Schaffung von Voraussetzungen für eine gesunde, kontrollierbare staatliche Finanzpolitik. Innerhalb dieser Aufgabe nimmt das vorliegende Gesetz einen wichtigen Platz ein. Es will das Verhältnis zwischen dem Staat und seinen Beitragsbezügern neu regeln, und zwar über die gesetzlich fundierte Rücksichtnahme auf die Dringlichkeit der beitragsberechtigten Vorhaben sowie der Steuerkraft der Bezüger wie des Staates.

Im zweiten Teil wird die Regelung der staatlichen Abgaben den heutigen Verhältnissen angepasst.

Der dritte Teil umfasst die Abänderung von verschiedenen im Zusammenhang mit den Staatsfinanzen stehenden Bestimmungen.

Im vierten Teil finden wir die Übergangs- und Schlussbestimmungen.

Gestatten Sie mir noch einige Bemerkungen zu den einzelnen Abschnitten.

Im Abschnitt 1 A wird der direkte Finanzausgleich geregelt. Dessen Aufgabenbereich bleibt, wie im Gesetz vom 15. Februar 1953 festgelegt ist, bestehen. Er muss jedoch verstärkt werden, um die Ausfälle in den finanzschwachen Gemeinden, die durch die Kürzung der Beitragsansätze im indirekten Finanzausgleich entstehen, wenigstens weitgehend auszugleichen. Bei den Voraussetzungen für die Bezugsberechtigung wird neu auf eine um 0,3 Einheiten höhere Steueranlage als dem gewogenen Mittel abgestellt. Auf die Festlegung einer minimalen Steueranlage von 2,8 (wie bisher) wird verzichtet. Der Grosse Rat wird zudem ermächtigt, die Bezugsberechtigung bis auf das gewogene Mittel herabzusetzen.

Der Abschnitt 1 B handelt vom indirekten Finanzausgleich. Dieser wird in den Artikeln 5 und 6 umschrieben. Sie bilden das eigentliche Kernstück der Vorlage. Der Grosse Rat erhält den Auftrag und die Kompetenz, Höchstbeträge festzusetzen, die pro Jahr für Beiträge zugesichert werden können. Er wird dabei auf die Grundsätze des Finanzhaushaltsgesetzes verwiesen und hat die Staatssteuerkraft zu berücksichtigen. Gemäss Artikel 6 muss also der Grosse Rat mit Rücksichtnahme auf die Steuerkraft und die Gesamtsteueranlage der Gemeinden die Beitragsabstufungen vornehmen. Das erlaubt uns, via Gesamtplafonierung, die Beiträge so festzulegen, dass die Staatsfinanzen nicht überbeansprucht werden. Die Einzelheiten werden in einem Dekret geregelt; die Regierung wird den Entwurf auf die zweite Lesung unterbreiten.

Im Abschnitt 2 A wird das Spitalwesen behandelt. Mit Volksbeschluss vom Dezember 1961 beschloss das Bernervolk, der Insel für die Jahre 1961 bis 1966 nebst den Kopfbeiträgen (nach dem Gesetz vom Mai 1949) im Betrage von Fr. 12 000.— einen maximalen jährlichen Beitrag von 1,8 Mil-

lionen Franken auszurichten. Nach dem Ablauf dieses Volksbeschlusses verbleibt nur noch die gesetzliche Beitragsmöglichkeit, der Insel etwa 1,06 Millionen Franken auszurichten bei einem auf Ende 1967 geschätzten Fehlbetrag von 9,7 Millionen Franken.

Ähnlich steht es mit den Bezirksspitalern. Hier besteht eine gesetzliche Grundlage für Beiträge in der Höhe von etwa 3,2 Millionen Franken. Seit Jahren werden durch den Grossen Rat im Budget jährlich wesentlich höhere Beiträge gesprochen. Im Jahre 1966 waren es etwa 7 Millionen Franken.

In Artikel 8 und 10<sup>bis</sup> sieht der Gesetzesentwurf die Grundlagen für genügende Staats- und Gemeindebeiträge vor. Sodann können Gemeinden, die keinem Spitalverband angehören, einem solchen zugeteilt oder zugerechnet werden. Die Spitalbaubeiträge werden den Bestimmungen über den Finanzausgleich unterstellt.

Beim ganzen Abschnitt Spitalwesen handelt es sich um Übergangsbestimmungen bis zum Inkrafttreten des neuen Spitalgesetzes.

Im Abschnitt Schulwesen (2 B) beschlägt die wichtigste Änderung das Lehrerbesoldungsgesetz. Die Gesamtsumme der Besoldungen und Arbeitgeberbeiträge an die Versicherungskasse im Betrage von rund 124,3 Millionen Franken wird nicht mehr im Verhältnis von 1:1, sondern drei Siebentel zu Lasten des Staates und vier Siebentel zu Lasten der Gesamtheit der Gemeinden aufgeteilt. Es ergibt sich daraus eine Entlastung des Staates von rund 8,5 bis 9 Millionen Franken.

Auf die weiteren Abänderungen im Lehrerbesoldungsgesetz werde ich in der Detailberatung näher eintreten.

Es bleibt noch zu erwähnen, dass Baubeiträge für Schulhäuser dem Finanzausgleich unterstellt werden.

Im Abschnitt «Verschiedene Bestimmungen» werden verschiedene Beitragsgesetze dem Finanzausgleich unterstellt.

Im Artikel 15 betreffend das Fürsorgegesetz vom 3. Dezember 1961 wird

a) eine Kompetenzverschiebung von der Fürsorgedirektion zum Regierungsrat respektive Grossen Rat vorgenommen,

b) die Verteilung der Aufwendungen über den Lastenausgleich neu im Verhältnis 1:1 vorgeschlagen. Bisher übernahmen der Staat sieben Zehntel und die Gemeinden drei Zehntel.

Im zweiten Teil wird im ersten Abschnitt das Gesetz vom 28. Juni 1964 über die direkten Staats- und Gemeindesteuern abgeändert, um

a) über die Kompetenzerteilung an den Regierungsrat den Verzugs- und Vergütungszins den jeweiligen Verhältnissen anzupassen,

b) den Bezug der Gemeindesteuern an der Quelle nach dem gewogenen Mittel vornehmen zu können,

c) den ratenweisen Steuerbezug einführen zu können.

Im zweiten Abschnitt bringen die Artikel 22 bis 27 die Rechtsgrundlagen für den Bezug von Gebühren. In Artikel 28 bis 33 werden Gesetze mit Gebührenbestimmungen den vorgenannten Vorschriften (Artikel 22 bis 27) angepasst.

Im dritten Teil werden verschiedene Gesetzesbestimmungen, die mit der Finanzpolitik in Zusammenhang stehen, neu gefasst. Die wichtigste Neufassung betrifft das Universitätsgesetz (Artikel 34). Die Kommission lehnte den Antrag der Regierung mit 11:8 Stimmen ab. Die Regierung beharrt auf ihrem Antrag, so dass wir in der Detailberatung zur ausgiebigen Diskussion kommen werden.

In den Schluss- und Übergangsbestimmungen geht es darum, für die Beiträge an die Bezirks spitäler und an die Insel, die wir gesprochen haben, für 1966 und 1967 nachträglich die Rechtsgrundlage zu schaffen (Art. 40). Im Artikel 41 wird die rechtliche Fundierung der Finanzierung der psychiatrischen Kliniken, der Kliniken für Epileptische und der Asyle für Chronischkranke vorgenommen, und es geht darum, die Gemeinden an diesen Institutionen mitzutragen zu lassen.

Die Situation unserer Staatsfinanzen zeigt deutlich, dass wir nicht wie bisher weiterfahren können. Ich ersuche Sie daher dringend, auf das Gesetz einzutreten. Wir hoffen es so gestalten zu können, dass es seine Wirkung hat, ohne die Gemeinden übermäßig zu belasten, und dass es auch im Volk Gnade finden werde. Das ist der erste Schritt zu einer neuen, gesunden bernischen Finanzpolitik.

**Blaser** (Zäziwil). Im Namen der BGB-Fraktion möchte ich zum Eintreten ein paar grundsätzliche Überlegungen bekanntgeben. Wir haben mit Genugtuung zur Kenntnis genommen, dass die Finanzdirektion und der Regierungsrat gründliche Arbeit geleistet haben. Wir danken vorab dem Finanzdirektor und allen weiteren Beteiligten herzlich dafür.

Das Beitragsgesetz und das Gesetz über den Finanzaushalt sind zweifellos die Massnahmen, die nötig sind, um die finanzpolitische Führung zu verstärken und sie mit der Planung zu koordinieren. Ohne diese Gesetze könnte die bernische Finanzpolitik auf eine schiefe Ebene geraten. Das Ganze ist eine Rosskur, die uns aber durch die Verhältnisse aufgezwungen worden ist.

Es wäre falsch, wenn der Grosse Rat die Verantwortung für die unerfreuliche Lage, wie beim Schwarzpeterspiel, einfach weitergäbe. Natürlich haben Verhältnisse mitgespielt, die wir nicht beeinflussen können. Aber wir sind doch an der Situation mitschuldig, und wir müssen uns an der Wiederherstellung gesunder Verhältnisse beteiligen.

Die Neuerungen, die das Beitragsgesetz bringt, haben zweifellos ernste staatspolitische Folgen. In der Presse und andernorts sind diesbezüglich Bedenken geäußert worden. Diese wollen wir nicht leichtnehmen. Mit diesem Gesetz werden viele Kompetenzen, die bisher das Volk hatte, dem Grossen Rat und der Regierung übertragen. Diese Manipulation dürfen wir nicht leichtfertig vornehmen. Jedenfalls muss das Volk gründlich über die Gründe aufgeklärt werden.

Ganz ähnlich wie mit der Kompetenzverschiebung verhält es sich mit der neuen Lastenverteilung. Wenn das so weitergeht, kann der Kanton seine Aufgaben nicht mehr erfüllen.

Bei all diesen neuen Massnahmen muss man sehr darauf achten, dass die Entwicklung der bernischen Volkswirtschaft nicht gehemmt wird. Die Vermehrung des Steuersubstrates durch ein normales Wachstum unserer Wirtschaft ist die Grundlage für die Gesundung. Um aber dieses Wachstum zu gewährleisten, müssen wir auch schrittweise die Infrastruktur ausbauen.

In den Unterlagen zum Beitragsgesetz fehlt eine Beurteilung der Vermögenslage. Diese ist zweifellos noch gesund. Etwelche Mehrverschuldung wäre noch tragbar, obwohl man sie in Zeiten der guten Konjunktur sollte vermeiden können. – Dem Anleihenmarkt sind Grenzen gesetzt; zudem hat das Volk der letzten Vorlage betreffend neue Anleihen nicht ohne Bedenken zugestimmt.

Trotz Beitragsgesetz und neuem Finanzaushaltsgesetz werden wir wahrscheinlich die Finanzsituation nicht ohne neue Steuern retten können. Auch finanzstarke Kantone, wie Zürich, haben in letzter Zeit zu massiven Steuererhöhungen greifen müssen. – Bevor wir aber die Steuern erhöhen, muss dem Volk der Sparwille dokumentiert werden. Wohl haben wir im Artikel 1 des Finanzaushaltsgesetzes den Grundsatz der Sparsamkeit. Aber das genügt nicht, man wird darüber im Dekret noch einiges sagen müssen. Namentlich wird es nötig sein, bei den Bauten endlich vom Perfektionismus abzugehen. In der Vorlage sind keine entsprechenden Zusicherungen vorhanden. Wohl ist auf dem Gebiet der Normalien verschiedenes korrigiert worden, und weitere Korrekturen stehen bevor. Wenn aber die Finanzkompetenzen des Volkes beschnitten werden und man von neuen Steuern redet, muss garantiert werden, dass gewisse Überforderungen, die leider vorgekommen sind, aufhören. Wo für die Ausführung der Bauten, z. B. beim Zivilschutz oder bei den Meliorationen, Bundesvorschriften bestehen, muss sich die Regierung beim Bund für einfachere Lösungen einsetzen.

Das Kernstück dieser Vorlage bilden zweifellos die Bestimmungen über den Finanzausgleich. Die neuen Grundsätze über die Lastenverteilung sind wohl richtig, aber einen Überblick erhalten wir erst, wenn wir das Dekret durchberaten haben. Dieses wurde uns auf die zweite Lesung versprochen. In der Richtung macht unsere Fraktion Vorbehalt. Die neue Verteilung beim Finanzausgleich stützt sich auf den Finanzplan. Es wird nicht leicht sein, die vielen Bedürfnisse nach der Dringlichkeit gerecht zu ordnen.

Unsere Fraktion begrüßt es ganz besonders, dass im Spitalwesen eine Übergangsordnung geschaffen wird, nachdem wir seit Jahren vergeblich auf das neue Beitragsgesetz warten.

Eine weitere wichtige Neuerung ist die Revision des Lastenausgleichs. Gerade hier hat sich in den letzten Jahren gezeigt, dass sich bei der Revision des Fürsorgegesetzes Fehler eingeschlichen haben, die man korrigieren musste.

Unsere Fraktion ist mit den Abschnitten bezüglich Steuern und Gebühren grundsätzlich einverstanden.

Eine eingehende Diskussion wurde bei uns über die Frage der Universität geführt. Darüber ist in der Presse viel unbeschwerliche Politik gemacht worden. Es ist dringend nötig, dass der Grosse Rat

über die tatsächlichen Verhältnisse und Möglichkeiten im Zusammenhang mit der Vorlage noch richtig orientiert wird. Unsere Fraktion hat vor Jahresfrist durch Herrn Dr. Hofmann eine Motion eingereicht, mit der das Universitätsproblem aufgerollt wurde. Sie wurde angenommen. Darin sind verschiedene Anträge enthalten, die uns nach wie vor als wichtig erscheinen; entsprechend wird die Regierung handeln müssen. Wenn gegenwärtig der Platz nicht mehr auf allen Fakultäten ausreicht, um alle Studenten aufzunehmen, auch die, welche an andern Orten abgewiesen werden, kommen wir nicht darum herum, Einschränkungen zu treffen. Dass dabei die Berner Studenten ein gewisses Privileg haben müssen, ist angesichts der Aufwendungen des Kantons sicher richtig. Persönlich erachte ich es aber als falsch, das Beitragsgesetz mit der Revision des Universitätsgesetzes zu belasten. – Nach meinem Dafürhalten gibt der Artikel 11 der Regierung die Kompetenz, neue Bedingungen festzulegen. Der Grosse Rat sollte diesen Ball nicht aufnehmen, sondern im Gegenteil die Regierung beauftragen, sie möge ihre Kompetenzen ausnutzen. — Unsere Fraktion hat zur Kenntnis genommen, dass die Regierung den Artikel 34 wahrscheinlich zur zweiten Lesung zurücknehmen wird. Wir hoffen, dass sich bis dann eine richtige Lösung ergeben werde.

Die Fraktion wird sich bei der Detailberatung zu verschiedenen Bestimmungen vernehmen lassen. Sie ist einstimmig der Meinung, auf das Gesetz sei einzutreten.

**Frutiger.** Im Auftrag der freisinnigen Fraktion schliesse ich mich dem Dank an den Finanzdirektor an. Der Grosse Rat hat erst im November 1966 den Auftrag erteilt, diese Vorschläge auszuarbeiten. Sie sind mit grossem Aufwand nun in kurzer Zeit zustande gekommen. Der Entscheid, der getroffen werden soll, ist der Fraktion nicht leichtgefallen. Die Zeit zur Beratung war ausserordentlich kurz, sowohl für die vorberatende Kommission wie auch für die Fraktionen. Die Auswirkungen des Gesetzes auf die Finanzhaushalte der Gemeinden sind nur in sehr groben Zügen überblickbar. Die nähtere Überprüfung war aus zeitlichen Gründen kaum möglich, und anderseits bildet ja das Gesetz in einem grossen Teil nur den Rahmen, der durch die Dekrete auszufüllen ist, die aber jetzt noch nicht vorliegen.

Die Fraktion anerkennt die Gründe, die die Regierung für rasche Behandlung des Gesetzes ins Feld führt. Trotzdem erwarten wir, dass bis zur zweiten Lesung die Dekretsentwürfe vorliegen. Der Finanzdirektor hat sie versprochen. In der Beziehung macht unsere Fraktion auf die zweite Lesung einen Vorbehalt.

Die Ausgangslage ist im Vortrag der Finanzdirektion richtig dargelegt worden. In zunehmendem Masse ist der Kanton zu einer Clearingstelle geworden, der Steuern bezieht und sie auf Grund gesetzlicher Ansprüche an die Gemeinden und an Dritte weiterleitet. Damit sind ihm die Mittel entzogen, die eigenen Aufgaben zu lösen, und es gelingt ihm auch nicht mehr, seine Rechnung auszugleichen. Der Notbehelf, die Auszahlung der gesetzlich geschuldeten Beiträge einfach hinauszuschieben, ist unhaltbar; denn dadurch werden die Gemeinden, welche die höchsten Beiträge erwarten

können, relativ am stärksten mit Zinsen belastet. Das verfälscht den indirekten Finanzausgleich. Sodann belastet der Zahlungsaufschub die zukünftigen Staatsrechnungen. Damit wird die Lösung der Probleme nur hinausgeschoben.

Die Fraktion ist einverstanden, dass zuerst finanzpolitisch Ordnung geschaffen wird. Man muss einen Überblick geben, bevor man vom Bürger neue Steuern verlangt. Dieses Vorgehen hat die freisinnige Fraktion seit langem verlangt. Die heutige Vorlage bildet einen Schritt unter verschiedenen andern; sie bezweckt hauptsächlich die Neuverteilung der Lasten zwischen Kanton, Gemeinden und Dritten. Es wäre vielleicht logischer gewesen, zuerst grundsätzlich die Verteilung der Aufgaben zwischen Kanton und Gemeinden zu überprüfen. Die Aufgabe wäre aber nicht in kürzer Frist lösbar gewesen. Die Mehrbelastung aus der Neuverteilung der Lasten an den Lehrerbesoldungen, den Spitalbeiträgen usw. macht ungefähr 27 Millionen Franken aus.

Wesentlich schwerer wird die Plafonierung und die dadurch nötige Anpassung der Beitragsgesetze im indirekten Finanzausgleich, bei denen sogenannte Baubeuräge ins Gewicht fallen. Im letzten Jahr haben die Baubeuräge ungefähr 117 Millionen Franken ausgemacht. In diesem Jahr werden sie nicht kleiner sein. Wir werden allein in dieser Session 30 bis 40 Millionen Franken Beiträge beschliessen. Im Budget haben aber, gemäss Prognose der Finanzdirektion, nur ungefähr 60 Millionen Franken Platz. Wenn das Total der Beiträge auf die vorhandenen Mittel begrenzt werden soll, wie es das Gesetz vorsieht, bedeutet das ungefähr die Halbierung der Beiträge oder die Reduktion um rund 60 Millionen Franken. – Auf die Gemeinden wird sich das ungleich auswirken, aber im Durchschnitt werden sie 3 bis 4 Steuerzehntel ausmachen.

Der Grosse Rat hätte es allerdings in der Hand, die Plafonierung nicht allzu plötzlich und nicht allzu rigoros vorzunehmen, sondern eine Übergangszeit einzuschalten, um allzu grosse Härten zu vermeiden.

Die vorgesehene Plafonierung könnte auf zwei Arten gehandhabt werden. Unter der Annahme, dass die Beitragsgesuche den Plafond übersteigen, könnte die Zahl der zu berücksichtigenden Gesuche beschränkt werden, und dann könnte man die Beitragssätze relativ hochhalten. Man kann aber auch innerhalb des Rahmens möglichst viele Gesuche berücksichtigen, aber die Beitragssätze senken. – Wir glauben, nur der erste Weg werde es der Regierung ermöglichen, einen gewissen Einfluss auf die Dringlichkeit der Ausführung der Objekte auszuüben. Es wäre erwünscht, dass die Regierung dem Rat über die Handhabung des Gesetzes Auskunft gäbe.

Die kantonalen Finanzschwierigkeiten röhren wahrscheinlich zum Teil daher, dass der Rat gesetzlich verpflichtet ist, gewisse Beiträge zu leisten, ohne auf den Zeitpunkt der Fälligkeit Einfluss nehmen zu können. Das sollte durch eine Dringlichkeitsordnung korrigiert werden können.

Das Gesetz gibt den kantonalen Behörden und der Verwaltung mehr Kompetenzen. Das mag gewisse Bedenken verursachen. Wenn aber die Regierung auf den Zeitpunkt der Ausführung ver-

mehrten Einfluss haben soll, ist diese Kompetenzübertragung nötig.

Die freisinnige Fraktion begrüßt die Entlastung der schwerstbelasteten Gemeinden durch angemessene Verstärkung des direkten Finanzausgleichs, als Kompensation für den Abbau der Beiträge. Das ist zweckmässiger als Beiträge von 70 und mehr Prozent zu gewähren, weil im letzten Falle die Sparmöglichkeiten in den Gemeinden nicht voll ausgeschöpft werden.

Am meisten werden durch die Neuregelung die städtischen Gemeinden und die finanzstarken mittleren und kleinen Gemeinden betroffen. Es wird aber besonders bei den Ausführungsbestimmungen darauf Rücksicht genommen werden müssen, dass die Mehrbelastung der städtischen Agglomerationen ein gewisses Mass nicht überschreitet. In Anbetracht der ganz anders gelagerten Aufgaben dieser Gemeinden kann der Finanzausgleich nicht auf ihrem Rücken beliebig verstärkt werden. Die Annahme des Gesetzes durch das Volk würde zudem gefährdet, wenn der Eindruck vorherrschen würde, es bestehe diese Tendenz. Wenn die Gemeinden im indirekten Finanzausgleich weniger erhalten, muss ihnen Gelegenheit gegeben werden, Einsparungen vorzunehmen. Die Vorschriften des Kantons über die Gestaltung der Objekte werden weniger weit gehen können als bisher. Bei der künftigen Revision des Steuergesetzes wird man sodann den Gemeinden nicht unzumutbare Ausfälle aufzürden dürfen.

Die freisinnige Fraktion ist bereit, einem Kompromissartikel über die Einführung des ratenweisen Steuerbezuges zuzustimmen, dies allerdings mit einigen Bedenken, doch sie behält sich ihre endgültige Stellungnahme bei Vorliegen des Dekretsentwurfes vor.

Den vorgeschlagenen Änderungen des Universitätsgesetzes könnte unsere Fraktion nicht zustimmen. Sie bittet die Regierung, den Artikel zurückzuziehen. Unsere Fraktion ist im heutigen Zeitpunkt gegen die Beschränkung der Zulassung zum Universitätsstudium. Sie ist aber bereit, den Standpunkt zu revidieren, wenn andere deutsch-schweizerische Universitäten eine Beschränkung beschliessen sollten. Solche Einschränkungen wären nicht ohne Einfluss auf die Mittelschulstufe. Es wäre nicht zu verantworten, Mittelschüler bis zur Hochschulreife auszubilden, ihnen aber nachher keine Möglichkeit für das Weiterstudium zu bieten.

Darüber, ob es zweckmässig sei, in diese Vorlage die Abänderung der Hundetaxen und der Fischereitaxen aufzunehmen, möchte sich die Fraktion den Entschluss auf die zweite Lesung vorbehalten. Materiell ist sie mit den beiden Anträgen einverstanden.

Die freisinnige Fraktion beantragt Ihnen, auf die erste Lesung einzutreten. Sie behält sich vor, in der Detailberatung weitere Anträge zu stellen.

**Cattin.** Le groupe démocratique chrétien-social a étudié le projet de loi portant modification des prescriptions relatives aux subventions et aux redevances. Il appuie l'initiative du Conseil-exécutif et plus particulièrement de la Direction des finances visant à assainir la situation financière précaire du canton et à mettre de l'ordre dans nos finances, dont l'état va en se dégradant.

A la faveur de la haute conjoncture, le canton a vécu depuis plus d'une décennie dans un état de véritable euphorie, menant un train de vie supérieur à ses moyens. Il a promulgué diverses lois qui ont entraîné des charges disproportionnées aux possibilités financières, ne se souciant pas suffisamment de leurs répercussions à longue échéance sur le plan financier. Aujourd'hui, le canton est obligé de constater qu'il est allé trop loin dans sa politique généreuse de subventionnement, et pour parer aux déficits annuels croissants, il se voit contraint de faire marche arrière, ce qui est toujours difficile et douloureux, surtout en cette matière. Il se voit contraint du même coup de revoir le principe même et les bases du subventionnement.

Face à l'inquiétude d'un avenir incertain, qui promet à l'Etat d'énormes charges, le canton se trouve dans l'obligation de donner un violent coup de frein au système actuellement en vigueur, de procéder à un tour de vis afin de limiter, d'échelonner, voire de remettre certaines dépenses. La situation devant laquelle nous nous trouvons nous amène à rappeler une vérité élémentaire que l'on a parfois trop tendance à oublier, à savoir que l'Etat n'est pas créateur de richesses, mais simple répartiteur de recettes, dont les principales sont les impôts. Cette répartition de recettes pose à son tour le problème des tâches de l'Etat et celui des subventions, qui doivent être placées dans leur cadre réel.

A vouloir imposer toujours plus de charges nouvelles à l'Etat, dans le cas particulier au canton; à vouloir régulièrement augmenter la quote-part des frais supplémentaires assumés par le canton au bénéfice des autres communautés de droit public ou de l'initiative privée, on place celui-ci devant l'alternative de devoir rechercher de nouvelles sources de revenus, dont la plus simple mais aussi la plus impopulaire serait le relèvement de la quotité d'impôt, ou de devoir, faute de moyens, renoncer, momentanément tout au moins, à l'exécution de certaines tâches projetées, d'en différer l'exécution ou d'envisager leur réalisation sur d'autres bases et selon des critères différents.

Certes, les travaux d'infrastructure – je songe entre autres à l'épuration des eaux et à la construction de routes – présentent une envergure telle que leur réalisation ne saurait se concevoir sans une aide accrue de l'Etat aussi bien fédéral que cantonal. Mais il n'en demeure pas moins nécessaire de repenser le rôle de l'Etat dans plus d'un secteur, de procéder à une répartition plus équitable et plus judicieuse des tâches et des charges qui lui incombent, et de cet examen devrait résulter un allégement du poids incombant au canton dans la mise en œuvre de certains travaux.

Le rôle des subventions doit également faire l'objet d'un nouvel examen. Placées dans leur fonction véritable, elles devraient constituer un encouragement, avoir un effet stimulant, être un moteur auxiliaire et non pas tendre à préserver certaines situations acquises.

L'aspect conservatoire des subventions déploré sur le plan fédéral par la commission Stocker doit l'être également sur le plan cantonal. Une refonte du système actuel des subventions, une révision de la clé de répartition de ces dernières liée à

leur adaptation aux possibilités financières du pays, l'élaboration d'un plan financier, l'établissement d'un ordre de priorité pour les dépenses du secteur public, la recherche d'économies enfin apparaissent comme autant de mesures urgentes pour assainir la situation financière du canton et rétablir l'équilibre de nos finances mises à mal.

La poursuite de cet objectif a amené notre groupe à se prononcer dans sa grande majorité en faveur de l'entrée en matière en ce qui a trait au projet de loi qui nous est présenté. Des réserves doivent cependant être émises. Si, dans divers secteurs, le message de la Direction des finances donne un aperçu global des charges supplémentaires que l'adoption de ce projet de loi entraînera pour les communes, il nous paraît indispensable que soient présentées des tables indiquant le détail de ce supplément de charges par commune, comme cela s'est fait pour la discussion d'autres actes législatifs.

Les décrets que présuppose cette loi sont en préparation. Ils seront prêts pour la deuxième lecture, nous a-t-on assuré. Il nous paraît dès lors indispensable d'en connaître la teneur afin que nous soyons réellement en mesure de nous prononcer en toute connaissance de cause, car les répercussions d'ordre financier qu'entraîneront pour les communes les modifications proposées par ce projet ne sauraient nous laisser indifférents et doivent faire l'objet d'un examen attentif. C'est pourquoi, sur ce point précis, notre groupe demande que la votation finale de ce projet de loi en deuxième lecture n'intervienne pas avant que le Grand Conseil ait reçu les différents décrets en cette matière. Nous demandons également que l'article 34 relatif à la modification de la loi de 1954 sur l'université soit biffé du projet de loi, car il n'a rien à faire dans ce dernier.

C'est en formulant ces réserves et en précisant que nous proposerons quelques amendements dans le cadre de la discussion du projet par article que je vous invite, au nom de la majorité de notre groupe, à voter l'entrée en matière.

**Meyer.** Im Jahre 1935 hat eine rege gesetzgeberische Tätigkeit über Massnahmen zur Wiederherstellung des finanziellen Gleichgewichts im Staatshaushalt den Anfang genommen. Diese Tätigkeit hat einen ersten Abschluss gefunden mit dem Gesetz über die Finanzverwaltung vom 3. Juli 1938. Diese Gesetze wurden in der Krisenzeite geschaffen und sind entsprechend gekennzeichnet. Die Drohung des zweiten Weltkrieges stand vor der Tür. Unsere Nachkriegszeit hat, entgegen den gehegten Befürchtungen, zuerst ein sanftes, nachher ein starkes Ansteigen des Volkswohlstandes gebracht. Daran freuten sich die Bürger und die Gemeinden. Während dieser Zeit hat sich der Staat immer mehr in ein weitverästeltes Subventionensystem verstrickt, das ihm einen wesentlichen Teil seiner finanziellen Kräfte entzogen hat, so dass er seine primären Aufgaben nicht mehr ganz zeitgemäß lösen konnte. Trotz prosperierender Wirtschaft ist unser Staat überbeansprucht, leidet an Geldknappheit. Nun müssen wir die Staatsbeiträge an unsere Möglichkeiten anpassen, müssen die Kompetenzen verschieben und verschiedene Vorschriften ändern, was zum

Teil von politisch erheblicher Tragweite ist (Universitätsartikel); zum Teil sind es Änderungen mehr organisatorischer Natur, wie z. B. die Steuervorschriften.

Der direkte Finanzausgleich darf nicht ins Uferlose führen. Die Teilnahmeberechtigung ist straff zu handhaben. Künstlich hochgehaltene Gemeindesteueranlagen sollen durch geeignete technische Massnahmen korrigiert werden.

Mit unserem neuen Fürsorgegesetz wurden die unwürdigen Armenjagden und andere Praktiken abgeschafft; der Staat hat sich der Fürsorgeaufgaben immer mehr annehmen müssen. Damit verbunden war der Lastenausgleich. Damit hat sich die Einstellung unserer kommunalen Fürsorgebehörden und der Öffentlichkeit in der Gemeinde gegenüber der Fürsorge vom menschlichen und moralischen Standpunkt aus sehr stark verbessert. Ich bin nicht ganz der Auffassung von Kollege Blaser, der meint, die Institution habe sich nicht in jeder Beziehung bewährt und man habe Fehler begangen. Wir sind stolz auf unser Fürsorgegesetz. Daher darf die Lastentragung nur so weit geändert werden, dass der Goodwill, von dem das Fürsorgegesetz getragen ist, nicht zerstört wird.

**Schulwesen:** Der Gesetzesentwurf verschiebt die Lasten für die Primar- und Sekundarschule wesentlich zuungunsten der Gemeinden. Es liegt der sozialdemokratischen Fraktion fern, einseitig die Interessen der betroffenen Gemeinden zu wahren, aber die allzu abrupte Abschnürung von Beiträgen könnte zu finanziellen Schockzuständen führen, und das wiederum könnte den so nötigen Ausbau der Infrastruktur stören.

Die sozialdemokratische Fraktion bedauert es, dass für die Unterstellung unter den indirekten Lastenausgleich keine allgemeinere Regelung hat gefunden werden können. Es geht einfach nicht an, dass nur Teilgebiete des Beitragssystems angeschnitten werden, wodurch dann meist minderbemittelte Kreise betroffen werden. Die Unterstellung unter den indirekten Lastenausgleich wird alle Kreise treffen müssen, auch die der Urproduktion und die der gewerblichen Dienstleistungen. Das wurde uns in der Kommission mehrmals versprochen, und es sollte nicht nur beim Versprechen bleiben, sondern man sollte auf die zweite Lesung hin Vorschläge bringen.

Die sozialdemokratische Fraktion hat leider die Auffassung, das Steuersubstrat sei durch Neuregelung der Steuerveranlagung besser zu erfassen. Leider glaubte man eine Zeitlang, man könne die Steuern herabsetzen. Jetzt wären wir froh, mit den Steueranlagen arbeiten zu können, die wir seinerzeit hatten. Unser Steuergesetz ist infolge der sozialen und wirtschaftlichen Entwicklung überaltert. Die sozialdemokratische Fraktion verlangt die Verschiebung der Progressionsgrenze oben, denn heute sind Einkommen von über Fr. 100 000.— keine Seltenheit mehr. Wir missgönnen den Leuten diese Einkommen nicht, aber es gibt eine Grenze, wo man sich fragen muss, ob das noch Erwerbseinkommen sei.

**Universität:** Der Artikel 34 des Gesetzesentwurfs hat auch bei der sozialdemokratischen Fraktion keine Gnade gefunden. Der verkappte Numerus clausus widerspricht dem Geist der modernen Gesellschaft. Hochschule und Institute

sollen aus öffentlichen Mitteln derart ausgestaltet werden, dass die Forschung, die Lehre und die Ausbildung auf der Höhe der Zeit steht. Es wäre nicht richtig, zu sagen, man wolle den Staat entlasten, damit er seine primären Aufgaben, zu denen auch die Universität gehört, lösen kann, dann aber auch diese Aufgabe abzubauen. Außerdem wäre es nicht richtig, den Numerus clausus nur vom finanziellen Standpunkt aus zu betrachten und ihn aus der Gesamtheit aller Fragen betreffend die Hochschulreform herauszureißen. Jedenfalls wäre es ungeschickt, die Hochschulreform mit dem Numerus clausus zu beginnen, und dies nur, weil wir jetzt kein Geld haben. Ich verweise auf die Berichte der eidgenössischen Expertenkommission vom Jahre 1964 und auf den Bericht des Bundesrates vom Jahre 1967.

Es wurde befürchtet, dass die Verwaltung insbesondere durch das Gesetz betreffend den Finanzaushalt das Übergewicht über die Legislative erhalten und dass auch das Kollegialsystem in der Regierung gestört würde. Es ist das Wort «Superdirektion» gefallen, indem gewisse Prioritäten, in gutem und schlechtem Sinne, gesetzt werden könnten.

Die sozialdemokratische Fraktion verlangt, dass man die Frage der zeitlichen Begrenzung des Gesetzes prüfe.

Unsere Fraktion ist mehrheitlich bereit, auf die Beratung des Entwurfes einzutreten, macht aber ihre endgültige Stellungnahme vom Schicksal ihrer Zusatz- und Abänderungsanträge abhängig. Es kann niemals allein die Aufgabe gewisser sozialer Kreise sein, unsere Staatsfinanzen wieder in Ordnung zu bringen. Wir fordern Solidarität. Der Entwurf kann nur Gesetz werden, wenn das berücksichtigt wird.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Zweite Sitzung

Dienstag, 6. Februar 1968,  
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident P e q u i g n o t

Anwesend sind 185 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Buchs (Lenk), Gigandet, Hägeli (Tramelan), Horst, Kästli (Bolligen), Ludwig, Michel (Meiringen), Nahrath, Roth (Münsingen), Schädelin, Stoller; unentschuldigt abwesend sind die Herren Grimm, Hofmann (Burgdorf), Oeuvray.

### Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 14 hievor)

**Winzenried.** «Gouverner, c'est prévoir», heisst ein bewährtes Sprichwort, das leider in unserem Kanton Bern in letzter Zeit in Vergessenheit geraten ist.

Die Stellungnahme der freisinnigen Fraktion hat Ihnen Herr Kollege Frutiger gestern dargelegt. Er hat Ihnen auch gesagt, unter welchen Bedingungen eine Mehrheit unserer Fraktion für Eintreten auf die Vorlage stimmen wird. Da es aber in unserer Fraktion, wie zweifellos in jeder andern Partei, auch äusserst kritische Stimmen gab, erlaube ich mir, hier speziell auf die Aspekte hinzuweisen, die in der Gesetzesvorlage noch nicht genügend berücksichtigt worden sind und wo es noch dringender Verbesserungsvorschläge bedarf.

Herr Kollega Blaser hat gestern dargelegt, dass es sich jetzt nicht darum handeln kann, den Schwarzpeter irgendeiner Partei oder einer staatlichen Instanz zuzuschreiben. In bezug auf diesen Grundsatz bin ich mit ihm vollständig einig, aber wir müssen doch kurz rekapitulieren, wie die Verantwortungen verteilt sind. Dabei kommen wir zum Schluss, dass wir alle die Mitverantwortung zu übernehmen haben, allerdings vielleicht nicht im gleichen Ausmass.

Die Regierung hat es an der sorgfältigen Planung, aber vor allem an der notwendigen Koordination zwischen den einzelnen Direktionen fehlen lassen. Vielleicht wäre auch eine zweckmässigere Aufteilung der Aufgaben zwischen Staat und Gemeinden möglich gewesen. Es stimmt aber nicht, wie etwa behauptet wird, dass der Regierung alle Mehrausgaben immer vom Grossen Rat aufgezwungen wurden. Ich erinnere nur daran, wie empfindlich gewisse Herren Regierungsräte jeweils reagieren, wenn ein Grossrat einer Regierungsvorlage nicht zustimmt. Denken Sie nur zurück an den unglücklichen Salzpalast.

Der Grosse Rat hat zweifellos allzu gutgläubig und ohne sich über die finanziellen Möglichkeiten zu kümmern, Ausgaben beschlossen. Er hat manchmal mit übersetztem Tempo Gesetze revidiert und neue Aufgaben dem Staat übertragen, ohne sich ein Bild zu machen, welche finanziellen Konsequenzen damit verbunden sind.

Schliesslich hat aber auch das Bernervolk seine Verantwortung mitzuübernehmen, indem es vielleicht allzu gouvernemental und kritiklos die vorgelegten Gesetze und Volksbeschlüsse sanktionierte. Zur Sanierung der Situation braucht es deshalb eine Kraftanstrengung aller Kreise, sonst kommen wir nicht aus der Misere heraus. Eine solche momentane Kraftanstrengung nützt aber nichts, wenn dabei nicht für die Zukunft die notwendigen Lehren gezogen werden; sonst wiederholt sich zwangsläufig die gleiche Übung in einigen Jahren.

Welche Schlussfolgerungen drängen sich aus dem in bemerkenswert offener Art dargelegten Vortrag der Regierung zu dieser Gesetzesvorlage auf? Der Staat wurde von uns in letzter Zeit ständig überfordert. Er konnte die ihm zugesuchten Aufgaben nicht mehr bewältigen oder musste sie so erfüllen, dass dabei seine finanziellen Grundfeste ins Wanken gerieten. Ich schliesse mich der Auffassung nicht an, dass die Situation in bezug auf unsere Staatsfinanzen nicht zu den allergrössten Bedenken Anlass geben und die Situation bagatellisiert werden darf. Als Konsequenz für die Zukunft gibt es nichts anderes als äusserste Zurückhaltung bei der Übertragung von neuen Aufgaben an den Staat. Ich bedaure deshalb, dass man in dieser Richtung nicht weitergegangen ist und vermehrt Anträge auf echte Einsparungen vorgelegt hat. Man geht nun wohl daran, die finanziellen Ausgaben in bezug auf das Bildungswesen, das Fürsorgewesen und das Gesundheitswesen zwischen dem Staat und den Gemeinden etwas anders zu verteilen; die direkten Subventionsempfänger verschont man aber.

Wenn Herr Kollega Meyer gestern sein Eintretensreferat dazu benutzt hat, um ein sozialpolitisches Programm zu entwickeln, muss ich seine Unterschiebung, gewisse Kreise wollten sich ihrer sozialen Verantwortung entledigen, zurückweisen, denn gerade beim Fürsorgewesen wurde mit aller Deutlichkeit demonstriert, wohin der Weg führt, wenn sich die Gemeinden allzu leicht ihrer finanziellen Verpflichtungen entziehen können. Der zweite Punkt, der zu kritischen Bemerkungen Anlass gibt, ist das Tempo, mit welchem die Gesetzesrevision durchgepeitscht werden soll. Man spricht zu Recht von einer Notgesetzgebung. Wenn man sich aber fragt, in welcher Zeitspanne sich die Situation so verschlechtert hat, dass es nun notwendig ist, die Notbremse zu ziehen, wird einem klar, dass dies der Ausfluss einer langfristigen, unerfreulichen Situation ist und nicht etwa die Folge der jüngsten Entwicklung. Die Steuereinnahmen des Staates haben sich ja nicht verringert. Im Gegenteil, für dieses Jahr kann mit einem ganz erheblich grösseren Steuereingang gerechnet werden. Was bedauerlich ist, ist die Tatsache, dass die Regierung und nicht etwa nur der Herr Finanzdirektor einer Entwicklung allzu lange tatenlos oder zum mindesten zuwenig aufmerksam zu-

geschaut hat und sich als Verwalterin unseres Staatsvermögens allzu lange nicht im klaren war, wohin die muntere Fahrt geht. Man kann sich mit gutem Recht fragen, ob es richtig ist, wie gestern erwähnt wurde, den Patienten mittels einer Rosskur heilen zu wollen, mit dem Risiko allerdings, dass der Patient dabei stirbt. Ich glaube, es wäre klüger gewesen, eine sorgfältigere und abgewogene Therapie einzuleiten und die Vorlage von unnötigem Ballast zu befreien, der finanziell für den Staat nur unwesentliche Einsparungen bringt. Ein grosser Teil von uns empfindet es als untragbar und eine Zumutung, heute Gesetze und Dekrete ändern zu müssen, die wir noch vor zwei bis drei Jahren als wohlabgewogen vor dem Volk vertreten mussten.

Ein weiteres Unbehagen empfindet jeder von uns, weil er die Auswirkungen der Gesetzesrevision nicht kennt. Wir kennen sie zuwenig genau in bezug auf die Staatsfinanzen, weil die Ausführungsbestimmungen nicht vorliegen, aber wir kennen sie vor allem nicht in bezug auf die Gemeindefinanzen. Es scheint mir deshalb gefährlich zu sein, eine Situation, die wir jahrelang tatenlos akzeptiert haben, innerhalb von einigen wenigen Monaten radikal ändern zu wollen, es sei denn, wir geben vor dem Volk unmissverständlich zu, dass wir in unserer bisherigen Tätigkeit versagt haben.

Ich kann mir nicht vorstellen, dass der Grosse Rat und das Bernervolk, das nun durch den Alarmruf der Regierung misstrauisch geworden ist, einer Gesetzesvorlage zustimmt, ohne dass es über seine Auswirkungen genau informiert ist. In diesem Zusammenhang ist wohl die Anregung von Herrn Kollega Cattin ernsthaft zu prüfen.

Ein weiterer Aspekt der vorgeschlagenen Sanierungsmassnahmen scheint mir ebenfalls unbefriedigend zu sein. Wir müssen uns bewusst sein, dass es sich im Grunde genommen um gar keine Gesundung der öffentlichen Finanzen handelt, indem wir einfach den Bazillus, der die Staatskasse angefressen hat, den Gemeinden anhängen, mit dem Risiko, dass wir am Schluss dieser Übung anstelle eines Patienten bald einige Dutzend in unserem Kanton haben werden. Man muss sich ernsthaft fragen, ob eine solche Methode verantwortet werden darf, besonders da eine zusätzliche Mittelbeschaffung in den Gemeinden ebenfalls nur in beschränktem Umfang möglich ist.

Wir müssen und dürfen uns keiner Illusion hingeben. Dem Anziehen der Steuer- und Gebührenschraube sind in unserem Kanton enge Grenzen gesetzt. Damit, dem Staat einfach neue Einnahmen zu verschaffen, wie es gestern Herr Kollega Meyer vorschlug, wobei zu bedauern ist, dass er seine guten Vorschläge nicht bereits in der Kommission zum besten gab, lösen wir nämlich das Problem nicht. Denn der Staat reagiert genau gleich wie der Private: Über je mehr Mittel er verfügt, desto leichter gibt er sie aus. Sollte nämlich der zweite Akt dieses Dramas der sein, in unserem Kanton die Steuern zu erhöhen, brauchen wir keine professoralen Gutachten mehr erstellen zu lassen, um uns über zu treffende Massnahmen in bezug auf die Förderung der bernischen Wirtschaft zu orientieren. Ich möchte den Herren von der sozialdemokratischen Fraktion, die nun glau-

ben, das Steckenpferd der Verschärfung der Progression bei dieser Gelegenheit reiten zu müssen, in Erinnerung rufen, dass wir in unseren bernischen Unternehmungen wegen der abnorm hohen Steuerbelastung im Vergleich zu andern Kantonen ohnehin die allergrösste Mühe haben, Führungskräfte in unseren Kanton zu bringen, die geeignet sind, dynamisch ein Unternehmen weiterzuentwickeln. Ich glaube, ein gangbarer Weg wird der sein, dass wir uns alle in Zukunft mit unseren Ansprüchen bescheidener verhalten müssen. Der Unternehmer muss wieder schärfer kalkulieren und noch vermehrt rationalisieren, um Preiserhöhungen zu vermeiden und seine Produkte, auch wenn es sich um Staatsaufträge handelt, zu den äusserst vorteilhaften Bedingungen anzubieten. Der Arbeitnehmer muss sich mit Lohnerhöhungen, die im Rahmen der Produktivitätssteigerung liegen, zufriedengeben, er muss seine Wünsche nach kürzerer Arbeitszeit und mehr Freizeit zurückstellen, und der Staat muss nur die Aufgaben übernehmen, die er im Rahmen der bestehenden Finanzordnung auch erfüllen kann. Mit andern Worten: Alle Kreise müssen sich anstrengen, denn die Erkenntnisse aus dem vorgeschlagenen Sanierungsplan sind doch eindeutig die, dass Heilung nicht in einem weiteren Ausbau der Staatsaufgaben liegen kann. Es ist für unseren Kanton sicher kein Ruhmesblatt, in Zeiten wirtschaftlicher Hochkonjunktur eine fragwürdige Notgesetzgebung zu beschliessen.

Ich stelle bewusst keinen Antrag auf Nichteintreten, da uns allen klar ist, dass wir etwas unternehmen müssen. Aus den genannten Gründen bin ich aber eher skeptisch, ob wir mit den in Aussicht genommenen Massnahmen im richtigen Zeitpunkt alle richtigen Mittel gewählt haben. Soll die Vorlage die Schlussabstimmung bereits im Grossen Rat überleben, braucht es aber bis zur zweiten Lesung noch sehr viel Aufklärungsarbeit und ergänzende Informationen; sonst könnte ein Teil unserer Fraktion der Gesetzesvorlage nicht zustimmen.

**Trachsels.** Ohne mich lange mit grundsätzlichen Erklärungen abzugeben, möchte ich zum vorliegenden Gesetz — ich werde ebenfalls für Eintreten stimmen — Bedenken äussern, die ich aus der Sicht einer gewissen Kategorie von Gemeinden empfinde, nämlich der finanzmittelstarken oder finanzschwächeren mit einer Steueranlage zwischen 2,5 und 3,0. Es ist schon mehrmals gesagt worden, und bis heute mittag werden wir wahrscheinlich diese Äusserung noch verschiedentlich hören, es brauche eine Kraftanstrengung, um unseren bernischen Finanzhaushalt zu sanieren und wieder auf einen gesunden Boden zu stellen. Dabei wollen wir sicher alle mithelfen. Es versteht sich von selbst, dass wir in erster Linie sparen müssen. Das vorliegende Gesetz ist nun aber kein Spargesetz. Es verteilt vor allem die Lasten zwischen dem Staat und den Gemeinden neu. Dabei werden die finanzmittelstarken Gemeinden in erster Linie getroffen. Schon durch die direkte Neuverteilung der Lehrerbesoldungen usw. werden sie am stärksten belastet. Ferner entziehen wir durch das vorliegende Gesetz auf einen Schlag einer ganzen Reihe bewährter Gesetze die Finan-

zierungsgrundlage. Wir ersetzen sie durch den Begriff des indirekten Finanzausgleichs. Darüber können wir aber nicht urteilen, solange wir das Dekret nicht in Händen haben. Wir werden es, wie Herr Regierungsrat Moser zugesichert hat, vor der zweiten Lesung erhalten und uns dann ein besseres Bild machen können. Trotz dem indirekten und direkten Finanzausgleich, der in der von mir erwähnten Kategorie von Gemeinden wenig spielen dürfte, werden viele Gemeinden Mühe haben, ihre baulichen Aufgaben zu erfüllen. Sie werden vorerst einmal ihre Steueranlage erhöhen müssen, und ich bin überzeugt, dass sie der Vorlage nur zustimmen können, wenn sie spüren, dass wir wirklich sparen wollen und nicht nur vom Sparen reden. In der gestrigen Eintretensdebatte haben mich zwei Dinge überrascht: vorerst einmal die gereizte Art und Weise, wie Herr Dr. Meyer beim Lastenausgleich auf die Ausführungen des Kollegen Blaser reagiert hat. Es kann doch keine Rede davon sein, dass Grossrat Blaser auf Kosten der Minderbemittelten die Staatsfinanzen sanieren oder sparen möchte. Aber gespart muss werden, vor allem beim Schulhausbau und beim Strassenbau. Vielleicht könnte man auch noch in der Verwaltung sparen. Auch beim Lastenausgleich wird gespart werden müssen. Das ist möglich, ohne die Minderbemittelten zu treffen. Es hat sich dies tatsächlich so eingespielt, dass man heute in der Tarifgestaltung bei den Wohlfahrtsinstitutionen so weit geht, dass sie selbst bei grösseren Einnahmen nicht mehr selbsttragend sind. Das verunmöglicht es den Gemeindebehörden, zu sparen. Wenn man eine Bemerkung fällt lässt, heisst es, es gebe heute so etwas wie einen «Wohlstandsnotstand», da könne man nicht sparen, man könne es in den Lastenausgleich geben, und die Gemeindebehörde steht noch dumm da, wenn sie sparen will. Hier dürfen wir ganz gut, ohne ein schlechtes Gewissen zu haben, etwas weitergehen.

Überrascht hat mich auch die Einmütigkeit, mit der alle Redner den Artikel 34 abgelehnt haben. Es ist der Universitätsartikel, der in der Kommission mit 11:8 Stimmen gestrichen worden ist, also mit einer sehr geringen Mehrheit. Wir wissen, dass jeder Student den Staat Fr. 40 000.— kostet. Wir wollen hier nicht kleinlich sein. Zweifellos wäre es auch falsch. Die Regierung will nur die Aufnahmebedingungen und den ganzen Betrieb etwas besser in die Hand bekommen, damit wir nicht in eine Situation hineinschlittern, in der wir schliesslich die eigenen Studenten, weil wir zuviel Studierende aufgenommen haben, nicht mehr seriös ausbilden können, wie das heute an der Medizinischen Fakultät bereits Tatsache zu werden droht. Es hat mich sehr beschäftigt, dass man hier einhellig der Meinung ist, man dürfe dagegen, wahrscheinlich vorwiegend aus politischen Gründen, nichts unternehmen. Wie will man nachher die grossen Kredite für die Universität vor dem Volk durchbringen, wenn man nicht sieht, dass man wenigstens die minimalsten Sparmöglichkeiten ausschöpfen will? Wenn das Gesetz vor dem Volk Gnade finden soll, muss gespart werden. Man muss das Gefühl haben, dass man sparen will. Wenn das nicht der Fall sein sollte, müsste auch ich mich fragen, ob es nicht

besser wäre, zuerst die Steueranlage des Kantons zu erhöhen und nachher über die Lastenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden zu diskutieren.

**Freiburghaus** (Rüfenacht). Bei den Beratungen über das neue Beitragsgesetz wollen wir uns in einem Punkt keine Illusionen machen, nämlich darin, dass wir die Struktur unseres Kantons, den föderalistischen Aufbau, nicht ändern können. Es wäre auch richtig, wenn man sich in unseren Reihen gründlich überlegen würde, welches letztlich die Aufgabe des Staates auch noch ist. Der Staat als höhere Ebene hat nun einmal die Pflicht, ausgleichend zu wirken. Er hat die Pflicht, denen, die sich selber nicht helfen können, beizustehen und mit den Gemeinden zusammen die dringenden Aufgaben zu lösen. Ich glaube, darin sind wir uns alle einig. Deshalb ist es nach meiner Auffassung auch nicht richtig, wenn wir die Beitragsgesetze, die bis jetzt Gültigkeit hatten, in Bausch und Bogen verdammten. Als die Gesetze, die wir jetzt abändern wollen, erlassen wurden, konnten wir nicht in die Zukunft blicken. Wir haben diese Gesetze damals als richtig erachtet und sie haben sich in den Anfängen auch absolut bewährt. Wenn nun die Entwicklung in bezug auf die Finanzen und die Lösung von Aufgaben einen etwas anderen Verlauf gerommen hat, so ist die Schuld dafür nicht denen zuzuschreiben, die damals im guten Glauben diese Beitragsgesetze, diese Abstufungen, beschlossen haben. Es ist unsere Pflicht, uns darauf zurückzubesinnen und uns der Situation anzupassen. Es gab seinerzeit, es ist noch gar nicht sehr lange her, ganz andere Situationen. Kurz nach dem Krieg hatte der Kanton Mühe, gewisse Gemeinden zur Lösung ihrer Aufgaben zu bewegen. Es brauchte dazu eine Initialzündung des Kantons. Das war seine Aufgabe. Der Kanton musste die Gemeinden bitten, doch endlich ihre Schulhausanlagen zu sanieren und sich einmal mit den Verkehrsverhältnissen und den Wasserprioritäten zu beschäftigen. Man hatte Mühe, die Gemeinden dazuzubringen. Mancher Beamte musste zu den Gemeindebehörden geschickt werden, um sie von der Notwendigkeit der Lösung dieser Aufgaben zu überzeugen. Wer dann nicht gerade drauflosgegangen ist, wurde als hinterwäldlerisch und rückständig bezeichnet. Wir müssen uns an diese Situation zurückbesinnen.

Man hat dann die Beitragsgesetze geschaffen, weil man sich sagte, die Gemeinden könnten diese Aufgaben nicht allein lösen, der Kanton müsse nach Massgabe der Steuerkraft, der finanziellen Möglichkeiten, helfen. Die Gesetze waren nicht so schlecht. Ich glaube, es ist auch falsch, wenn wir uns jetzt in bezug auf die Staffelungen in diesen Beitragsgesetzen immer nur mit den Extremen befassen. Es sind nicht die Extreme, die uns die Schwierigkeiten gebracht haben, sondern im Mittelfeld haben wir den «Match» verloren. Man spricht immer von den 75 Prozent bei den Schulhausbauten und meint damit, diese hätten die Katastrophe des Kantons ausgelöst. Der Herr Finanzdirektor wäre sicher in der Lage, uns zu sagen, wie viele Gemeinden von den 492 Gemeinden auf 75 Prozent gekommen sind. Wie ich sehe, hebt der seinerzeitige Präsident der Staatswirtschaftskom-

mission die Schwurfinger auf. Es sind somit drei kleine Gemeinden, die 75 Prozent erhalten haben. Wenn wir dann noch feststellen, wieviel dies dem Kanton ausgemacht hat, glaube ich, sollten wir nicht mehr davon reden. Ähnlich verhält es sich auch in bezug auf das Strassenbaugesetz. Was schwierig war, sind die Staffelungen. Dort konnte man bis auf 75 Prozent gehen. Diese Staffelungen hat meistens aber auch nicht der Grosser Rat beschlossen, sondern er hat einfach den Rahmen gesteckt. Ich mache niemandem einen Vorwurf. Die Schlüsselungen und Berechnungen zu den Beiträgen waren seinerzeit notwendig und richtig.

Nun hat man durch die Entwicklung der Wirtschaft erkennen können, dass wir in der Mittelklasse mit Beitragsgewährungen viel zu grosszügig umgegangen sind. Es standen plötzlich weit über 200 Gemeinden im direkten Finanzausgleich, was in den letzten Jahren eine Belastung von 7 bis 9 Millionen Franken brachte. Das ist eine Aufgabe, die wir jetzt zu lösen haben. Wir müssen hier auf den realen Boden zurückkommen, wenn wir diese Frage diskutieren.

Auch in der Kommission wurde von einer zeitlichen Begrenzung der Bestimmungen, die uns jetzt im Entwurf vorgelegt worden sind, gesprochen. Persönlich bin ich der Auffassung, dass wir hier eine Art Steuergesetz, ein Beitragsgesetz, beraten, und wir wissen ja, wie kurzlebig solche Dinge im Kanton sind. Wir wissen, wie stark sie von der Entwicklung der Wirtschaft, den Steuereingängen und den dringenden Aufgaben, die gelöst werden müssen, beeinflusst werden. Dem Grossen Rat sollen deshalb vermehrte Kompetenzen übertragen werden. Ich bin deswegen etwa nicht unglücklich. Der Grosser Rat wird nun die Beiträge nach Massgabe der finanziellen Möglichkeiten des Staates ausrichten. Der Grosser Rat wird weiterhin tagen, und es werden neue Grossräte kommen. Wir dürfen uns ja nicht etwa einbilden – entschuldigen Sie, dass ich dies sage –, dass die heutige Zusammensetzung unseres Rates auf Jahrhunderte die beste sei, die es je gegeben habe. Spätere Kollegen werden die Verhältnisse ebenso kennen wie wir, sie werden sich ebenso damit auseinandersetzen müssen wie wir und die Normen den gegebenen Verhältnissen anpassen. Das ist mir vollständig klar. Ich habe auch in einen zukünftigen Grossen Rat Vertrauen, wenn wir nach vier bis fünf Jahren vielleicht schon ein bisschen weiter sehen. Ich glaube, niemand in der Finanzdirektion oder in der Regierung oder im Grossen Rat kann genau sagen, welches die Auswirkungen der Gesetzesbestimmungen sein werden. Korrekturen werden auch in Zukunft unvermeidlich sein, weil man auf diesem oder jenem Sektor die Verhältnisse nicht ganz richtig beurteilt hat. Weit über zehn Dekrete müssen erlassen werden. Der Grosser Rat wird daher nicht darum herumkommen, diese laufend den neuen Verhältnissen anzupassen. Letztlich geht es darum, die Aufgaben zu lösen. Man sagt sich, man wolle sie nach Dringlichkeit und im Verhältnis zu den finanziellen Möglichkeiten erfüllen. Wir haben gehört, dass das, was im Gesetz heute schon an Beitragsskürzungen festgelegt ist (Verhältnis Staat/Gemeinden bei den Lehrerbesoldungen, beim Fürsorgegesetz usw.) ungefähr 30 Millionen Franken

ausmache. An der Beitragsskala wird noch nichts geändert. Es wird auf den Dekretsweg verwiesen. Dort wird man dann sehen, was der Grosse Rat noch mehr, vielleicht zuungunsten der Gemeinden, vorkehren wird. Man wird dann sehen, wieviel das den Staat entlastet. Darin möchte ich unserem Kollegen Trachsel recht geben. Ich kenne die Verhältnisse in den Gemeinden auch ein wenig. Nachdem wir nun den direkten Finanzausgleich massiv verstärken, nehmen wir 50 bis 100 Gemeinden aus, weil dort die Steuerkraft so klein ist, dass sie sich selber nicht helfen können. Die Gemeinden, die es nach meiner Auffassung treffen wird, sind jene, die in der Entwicklung stehen. Es sind die Vorortsgemeinden, grössere Gemeinden, die heute mit Steueranlagen von 2,4 bis 2,8 operieren und wo dringende Aufgaben zu lösen sind. Die Schulkinder stehen vor der Türe, die Verkehrsverhältnisse müssen gelöst werden. Diese Gemeinden haben in bezug auf das Mittel der Steuererhöhung absolut nicht mehr freie Hand. Gehen sie nämlich zu weit hinauf, zum Beispiel zwei Zehntel oder drei Zehntel, so wirken sie nachher abstossend. Sie erhalten dann keinen Zuzug mehr, und plötzlich haben sie auch falsch disponiert und geplant.

Ich will schliessen und sagen, dass es in vielen Gemeinden ohne Steuererhöhung nicht gehen wird, denn die 30 Millionen Franken werden fehlen. Die Aufgaben bestehen weiter. Irgendwoher werden die Mittel kommen müssen. Zaubern kann niemand. Ich hoffe nur, dass wir das Gesetz so zur zweiten Lesung vorbereiten können, dass ihm zugestimmt werden kann; sonst müssten wir etwas ganz anderes suchen.

Ich beabsichtige, im dritten Teil (Abänderung verschiedener Bestimmungen) einen Antrag einzubringen, der den Gemeinden auf einem Sektor die Möglichkeit gibt, die Steuerkraft etwas besser auszunützen. Es betrifft die Feuerwehrsteuer. Der heutige Ansatz von Fr. 2.— bis Fr. 50.— entspricht den gegenwärtigen Verhältnissen nicht mehr. Auch gegenüber andern Kantonen stehen wir hier zurück.

Ich stimme ebenfalls für Eintreten.

**Dübi.** Die Voten, die wir heute morgen gehört haben, rufen uns die altbekannte Tatsache in Erinnerung, dass der Schweizer empfindlich reagiert, wenn es ums Portemonnaie geht. Es ist deshalb klar, wenn man den breiten Strom von Staatsbeiträgen, der sich bis jetzt auf die Gemeinden ergossen hat, stauen und drosseln will, dass man auch heftig reagiert. Jedem in diesem Saal ist es aber doch ganz klar, dass sich der Staat in einem finanziellen Notstand befindet. Die wiederholten Ausgabenüberschüsse, die wir trotz allen Anstrengungen nicht beseitigen konnten, die Unmöglichkeit, staatseigene Aufgaben überhaupt richtig an die Hand zu nehmen, haben den Staat in die Situation gebracht, über die wir heute diskutieren. Es geht hier also darum, das finanzielle Gleichgewicht des Staates wiederherzustellen. Wir wissen, dass er bemüht ist, den Ausgabenüberhang den es durch die Gesetze, die wir in Beratung ziehen, ergeben hat, über das Mittel des indirekten Finanzausgleichs auf ein tragbares, vernünftiges Mass zurückzuführen. Wenn wir richtig vorgehen

wollten – das ist in der Vorlage angetönt –, müssten wir eigentlich die Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden nochmals überprüfen, was wir ja alle gemacht haben, als wir die Gesetze beraten haben, und dort entsprechend der Leistungsfähigkeit der Gemeinden und des Staates in jedem einzelnen Fall eine Neuverteilung auch der Lasten vornehmen. Dieser Weg ist zu eng und führt im Moment zu nichts. Es ist doch auch so, dass jetzt die Regierung alle jene Gebiete herausgesucht hat, wo nach ihrem Dafürhalten die Belastung des Staates zu weit gegangen ist, und die ziehen wir hier in Beratung. Es ist nun interessant, festzustellen, dass es alles Gesetze betrifft, die in den letzten zehn Jahren vom Grossen Rat verabschiedet und vom Volk gutgeheissen worden sind. Ohne dass man eigentlich nun die Aufgabenverteilung im Einzelfall näher prüft, will man jetzt die Lasten anders verlagern. Damit ist auch gegeben, dass die Regierung das Gesetz ohne zeitliche Beschränkung in Kraft treten lassen will, also im Sinne einer Dauermassnahme. Sie will nicht, dass die gleiche Situation, in der wir uns jetzt befinden, innert kurzem wieder entsteht; sonst kann der Staat seine eigenen Aufgaben ungenügend oder überhaupt nicht erfüllen. Er ist aber auch bemüht, neue Einnahmen zu erschliessen. Ich verweise auf die Gebührenordnung.

So ist es eigentlich verständlich, dass man davon ausgegangen ist, bei diesem Notstandsgesetz keine Befristung vorzusehen. Nach meinem Dafürhalten ist und bleibt es ein Notstandsgesetz. Wenn man keine Befristung im Gesetz vorgesehen hat, so deshalb, weil man sich in der Vorlage an die veränderten Verhältnisse anpassen will, weil man die notwendigen Korrekturen dort anbringen will, wo man zu weit gegangen ist. Ich habe mir trotzdem erlaubt, in den Kommissionsberatungen die Frage wegen einer Befristung der Vorlage anzuschneiden, und zwar aus folgenden drei Überlegungen:

Es ist nach meinem Dafürhalten, wie ich schon ausgeführt habe, eindeutig eine Notstandsgesetzgebung. Der Staat, ich will es nicht wiederholen, versucht mit dieser Massnahme, das finanzielle Gleichgewicht wiederherzustellen. Wir heben nun aber – das hat vorhin Herr Kollega Freiburghaus ausgeführt – die vom Grossen Rat gutgeheissene und vom Volk gebilligte Ordnung in vielen Fällen einfach auf und geben namentlich auch in der Finanzplanung dem Grossen Rat den Auftrag, die Verhältnisse in diesem Sinne zu überprüfen. Anstelle des Volkes wird jetzt der Grossen Rat die Grundsätze des indirekten Finanzausgleichs festlegen müssen. Es ist also nicht mehr das Volk, das hier, ich möchte fast sagen den Segen dazu gibt, sondern es ist der Grossen Rat, der damit auch eine grosse Verantwortung übernimmt. Ich glaube, das kann man, wenn es sich um eine Notstandsgesetzgebung handelt, noch hinnehmen. Ich wüsste auch nicht, wie man es im Moment anders machen wollte. Ob es aber, auf die Dauer gesehen, befriedigend ist, das Volk auf diese Art und Weise auszuschalten, darüber kann man geteilter Meinung sein. Dann sollte man auch – ich habe es vorher schon angetönt, und die Regierung ist auch dieser Ansicht – die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden neu überprüfen. Der Bei-

tragsabbau geht auch von der Überlegung aus, dass es sich primär oder weitgehend um Gemeindeaufgaben handelt. Darum kann man den Gemeinden auch neue Lasten übertragen. Ich wage aber zu bezweifeln, ob es auf die Dauer angängig ist, das Primäre, was die Grundlage für die Lastenverteilung ist, nämlich die Aufgabenteilung, nicht näher zu überprüfen. Es ist schon wiederholt gesagt worden, wir würden die Auswirkungen zuwenig kennen. Das Problem ist doch so, dass es weitergeprüft werden muss. Den Auftrag können wir der Regierung nur erteilen, wenn wir das Gesetz befristen; dann ist sie verpflichtet, das Problem vor Fristablauf näher zu prüfen.

Zweitens scheint es mir, sollten wir die Notstandsgesetzgebung, die jetzt hoffentlich positiv behandelt wird, in die ordentliche Gesetzgebung überführen können, so wie wir dies auf Bundesebene gewohnt sind. Dort wissen wir, dass während des Krieges und auch nachher eine ganze Reihe von Notstandsgesetzen erlassen worden ist, die man befristet und aufgehoben hat, in vielen Fällen auch durch Zustimmung des Volkes. Beim Bund kann man das ohne weiteres tun. Dort ist das Parlament zuständig, ein solches Gesetz aufzuheben. Beim Kanton verhält es sich aber anders. Der Grosse Rat kann ein Gesetz nur dann aufheben, wenn er dazu ausdrücklich ermächtigt wird; sonst läuft das Gesetz weiter. Als Beispiel nenne ich das Gesetz über die Wiederherstellung aus dem Jahre 1935, das schon zitiert worden ist. Gewisse Bestimmungen daraus sind noch heute gültig, obschon sie überholt und obsolet geworden sind. Aber das Wiederherstellungsgesetz von 1935 hat sich vorwiegend im Rahmen der Finanzdirektion abgespielt. Deshalb kann man es ohne weiteres hinnehmen. Beim vorliegenden Gesetz hingegen, das ins Schulwesen, ins Fürsorgewesen, in den Strassenbau usw. eingreift, ist die Situation nach meiner Meinung anders. Aus dieser Überlegung frage ich mich, ob es nicht klug wäre, hier doch eine Terminierung vorzusehen. Es geht hier auch etwas um die Vertrauensfrage; denn wie schon vorhin Herr Freiburghaus ausgeführt hat, sind wir mit Überzeugung mit den Gesetzesvorlagen vor das Volk getreten, die wir jetzt abändern wollen.

Die dritte Überlegung ist die, dass wir mit einer Terminierung dieser Gesetzesvorlage den Charakter einer Notstandsmassnahme unterstreichen. Es würde uns dies nachher auch erlauben, wieder zu normalen Verhältnissen oder zu einem normalen Zustand zurückzukehren. Das wäre nach meinem Dafürhalten auch abstimmungspolitisch von grossem Vorteil.

Wenn ich mir erlauben darf, noch die Frage nach der Frist anzuschneiden, die wir vielleicht in das Gesetz hineinnehmen müssten, wenn man das überhaupt will, so möchte ich sagen, dass ich persönlich überzeugt bin, dass eine Minimaldauer dieser Massnahme von zehn Jahren unbedingt erforderlich ist, wenn man im Staat das Gleichgewicht wiederherstellen will. In fünf Jahren wäre ein solches Vorhaben kaum zu verwirklichen. Zehn Jahre scheinen mir auch eine Frist zu sein, die wir einigermassen überblicken können. Auch das Volk wäre meines Erachtens einverstanden, dem Grossen Rat diese Kompetenz zu übertragen. Ich

habe das Problem bereits in der Kommission angeschnitten, dann aber erklärt, ich würde darauf verzichten, einen Antrag einzureichen in der Meinung, einen Vorbehalt bezüglich der zweiten Lesung anzubringen. Nun ist allerdings unsere Fraktion doch der Auffassung, man sollte diese sehr wichtige Frage schon in der ersten Lesung aufwerfen. Sie hat mich deshalb beauftragt, das Problem hier vorzubringen. Ich habe es getan in der Meinung, dass auch die andern Fraktionen sich dazu äussern oder wenigstens ihre Überlegungen machen können. Wir können eine zehnjährige Frist vorsehen. Dann fällt das Gesetz nach Ablauf dieser Frist automatisch dahin. Wenn man aber gewisse Bedenken hat, ob eine solche Lösung tunlich sei, könnte man auch den Grossen Rat bereits ermächtigen, gegebenenfalls eine Verlängerung der Frist zu beschliessen. Man müsste dann nicht nochmals vor das Volk treten, wenn sich zeigen sollte, dass die zehnjährige Dauer zu kurz ist.

Es ging mir nur darum, das Problem unter den 3 Aspekten, die ich näher ausgeführt habe, zur Sprache zu bringen und Ihnen anzukündigen, dass ich mir vorbehalte, zum Artikel 42 einen Antrag einzubringen.

**Mischler.** Ich habe mehrmals gehört, dass man gesagt hat, die beiden Finanzgesetze seien nichts Gefreutes. Ich habe in der Situation, in der wir stehen, auch nichts Gefreutes erwartet. Wenn man daheim zuwenig Geld hat, gibt es in der Regel unerfreuliche Diskussionen. So ist es natürlich auch im Staatshaushalt.

In bezug auf das Tempo möchte ich sagen, dass wir, vor allem vom Gesichtspunkt der Staatswirtschaftskommission aus betrachtet, ausserordentlich froh waren, dass die Regierung sich bemüht hat, ein gewisses Tempo vorzusetzen, wobei ich zugebe, dass dies selbstverständlich Anforderungen an die Ratsmitglieder stellt. Es ist aber so, dass die Zeit drängt.

Vorerst eine Bemerkung zu den Ausführungen von Herrn Dr. Winzenried. Ich habe volles Verständnis für das, was er hier vorgetragen hat. Den Grundsatz, dass die Arbeitnehmerschaft mit ihren Forderungen nicht über die Produktivitätssteigerung hinausgehen soll, haben wir all die Jahre hindurch einzuhalten versucht. Im Grunde genommen ist doch in der Schweiz auch die Arbeitgeberschaft mit der Haltung der Arbeitnehmerschaft gut gefahren. Es gibt einen Punkt, den man immer wieder unterstreichen muss, nämlich dass wir dafür gesorgt haben, nicht Arbeitsausfälle durch Streiks usw. zu haben. Man darf der schweizerischen Arbeiterschaft zugute halten, dass sie die Wirtschaft durch die Aufrechterhaltung des Arbeitsfriedens begünstigt hat. Das hat sehr oft bei Grossaufträgen des Auslandes den Ausschlag gegeben, weil damit gerechnet werden konnte, dass die Lieferfristen eingehalten werden.

Die Arbeitnehmerschaft ist ganz allgemein ausserordentlich interessiert, dass die Staatsfinanzen wieder ins Gleichgewicht geraten. Nach dieser Richtung müssen wir unbedingt alle Anstrengungen unternehmen. Als Gewerkschaftsfunktionär sorge ich mich darum, wie es herauskommen soll,

wenn wir in der Hochkonjunktur, bei guter Beschäftigungslage, wie wir sie heute haben, in finanzielle Schwierigkeiten kommen. Bei alledem haben wir jeweils doch auch noch Glück gehabt, indem das Ergebnis meist günstiger herausgekommen ist, als erwartet worden war. Wenn in der Wirtschaft aber eine gewisse Stagnation eintreten oder sogar eine rückläufige Bewegung einsetzen sollte, während wir auf der andern Seite durch die Zusicherung der Subventionen usw. «vorausgesessen» haben, ergibt das eine ungünstige Situation. Wir sind deshalb sehr daran interessiert, wieder das finanzielle Gleichgewicht zu finden. In diesem Zusammenhang möchte ich folgendes sagen: Ich hatte einmal Gelegenheit, zur Staatsrechnung zu referieren. Das gab mir die Möglichkeit, zurückblickend zu sehen, was uns in der Rechnung während der sogenannten guten Jahre präsentiert wurde. Es betrifft dies nicht den heutigen Finanzdirektor, es geht überhaupt nicht um Personen, sondern um die Sache. Dabei stellte ich fest, dass man jahrelang in der Staatsrechnung wesentliche Ausgabenüberschüsse hatte, die man nachher mit der Rechnung über die Vermögensveränderungen wieder ins Gleichgewicht brachte. Ich glaube, wir haben ein Interesse daran, dass die Rechnung nicht besser dargestellt wird, als sie ist, und dass man dann, wenn es unserer Wirtschaft gut geht, sogar Rückstellungen anlegt und die notwendigen Abschreibungen macht. Mit der Steueranlage ist schon zwei- bis dreimal manipuliert worden in Fällen, wo dies nicht unbedingt notwendig gewesen wäre und wo man vielleicht nicht zu den gleichen Schlussfolgerungen gekommen wäre, wenn die Rechnung anders dargestellt gewesen wäre. Ich betone nochmals, dass dies nicht den heutigen Finanzdirektor angeht. Immerhin möchte ich fragen: Könnte man uns nicht vielleicht bei der Beratung der Gesetzesvorlagen jeweils etwas besser Aufschluss über die mutmasslichen finanziellen Auswirkungen geben? Ich glaube, dass dies möglich wäre und dass dies gelegentlich auch die Atmosphäre im Rate beeinflussen könnte. Ich würde gerne die Meinung des Finanzdirektors dazu vernehmen.

In der Staatswirtschaftskommission sieht man mit aller Deutlichkeit, dass da oder dort noch Möglichkeiten offenstehen. Ich will in diesem Zusammenhang nicht das Wort «sparen» gebrauchen. Ich höre überhaupt dieses Wort nicht besonders gern; es geht vielmehr darum, die Mittel zweckmäßig zu verwenden. Man kann nämlich unter Umständen mit dem Sparen eine teure Situation heraufbeschwören. Um die Mittel zweckmäßig einzusetzen – wir haben dieses Problem mit der Regierung mehrmals durchbesprochen – ist es notwendig, der Koordination in der Regierung vermehrte Aufmerksamkeit zu schenken. In der Regel kommen wir sehr spät in den Besitz der Vorlagen. Erst sehr spät hat man die Möglichkeit, einzuwirken. Diese Bemerkung trifft natürlich dann zu, wenn beispielsweise drei Direktionen an einem Geschäft beteiligt sind, so etwa der Schuldirektor oder der Gesundheitsdirektor und dann vor allem der Finanzdirektor und der Baudirektor. Hier sehe ich noch Möglichkeiten, wobei ich hier im Rate erwähnen kann, dass wir in letzter Zeit in dieser Beziehung auf

sehr grosses Interesse und sehr grosses Verständnis seitens der Regierung gestossen sind.

Was wir überprüfen müssen, ist meines Erachtens auch das Verhältnis der Kantone zur Eidgenossenschaft. Ich nenne als Beispiel die Strassen, die Autobahnen usw. Trotz den Subventionen des Bundes, die wir auf diesem Sektor erhalten, stellt sich hier in bezug auf die Leistungen der Kantone doch ein Problem, das unbedingt einmal näher geprüft werden sollte. Vergleicht man beispielsweise die entsprechenden Aufwendungen des Kantons Bern mit denjenigen von Basel-Stadt, muss man sich sagen, dass hier etwas nicht in Ordnung ist.

Über die Förderung der bernischen Wirtschaft hatte ich oft Gelegenheit, an diesem Pult zu sprechen. Ich stelle die Förderung der bernischen Wirtschaft ganz einfach in den Mittelpunkt der Problemstellung. Sie ist, auf weite Sicht betrachtet, entscheidend.

Endlich möchte ich noch ankündigen, dass ich zum Artikel 2 einen Antrag stellen und in der Detailberatung noch begründen werde.

Herrn Kollega Dübi kann ich mitteilen, dass ich seiner Anregung sympathisch gegenüberstehe. Ich habe bereits in der Kommission zum Ausdruck gebracht, dass wir darüber unbedingt diskutieren müssen, wobei sich jedes Ratsmitglied sicher noch vorbehalten muss, die aufgeworfene Frage nochmals genau zu prüfen.

Ich bin für Eintreten auf diese Gesetzesvorlage.

**Schwander.** Ich möchte ein paar Bedenken abstimmgstechnischer Natur anmelden. Das vorliegende Gesetz wird von uns nicht in letzter Instanz behandelt. Der Stimmbürger wird das letzte Wort dazu haben, und der Stimmbürger ist nicht nur Kantonsbürger, sondern auch Gemeindebürger. Er ist Steuerzahler. Das Gesetz wird ihn angehen, es geht ihm eventuell ans Portemonnaie.

Wie sieht die Sache aus, wenn sie vom Gemeindebürger in den verschiedenen Gemeinden betrachtet wird? Von den 30 Millionen Franken, die der Staat jetzt gewinnen könnte, werden 27,5 Millionen Franken einfach auf die Gemeinden überwälzt. Was in den Gemeinden geschieht, weiss man heute noch nicht. Alles ist noch unklar. Die Auswirkungen, die ganze Tragweite des neuen Gesetzes können wir jetzt noch nicht erkennen. Das ist hier mehrmals schon gesagt worden. Die Bieler Finanzdirektion hat eine Rechnung aufgestellt, die für den Gemeindebürger und Steuerzahler von Biel sehr ungünstig lautet. Für die Stadt Biel gäbe es einen Ausfall von 7 bis 8 Millionen Franken. Was heisst das? Das heisst für den Steuerzahler von Biel, dass die Gemeindesteuern hinaufgesetzt werden müssten vom jetzigen Ansatz von 2,3 um mindestens 4 Steuerzehntel. Wenn dann die Steuern um 4 Steuerzehntel hinaufgesetzt sein werden, wird noch kein Fünfer zusätzlich in der Stadtkasse sein. Rein abstimmgstechnisch ist esverständlich, wenn sich da der Steuerzahler sagt: Das ist für mich ein sehr ungünstiger Handel. Es braucht also hier im Rat einen ganz grossen Optimismus, wenn man glaubt, eine solche Vorlage werde in einer Stadt wie Biel einfach unbesen angenommen. Die Steuerzahler sind auch nur Leute, es sind nicht Idealisten, die einfach

gerne mehr Steuern zahlen, ohne dass sie dafür etwas sehen. Damit müssen wir auch rechnen.

Es ist mir gesagt worden – ich hoffe, man werde dies hier nicht wieder aufgreifen –, das Bieler Spital komme jetzt sehr vorteilhaft weg. Ich möchte nur sagen, Biel besteht, trotzdem man manchmal diese Auffassung haben könnte, weil so viel davon gesprochen wird, nicht nur aus einem Spital. Es befinden sich darum herum noch eine Anzahl anderer Häuser, und es hat in Biel nicht nur kranke, sondern auch gesunde Leute, die vor allem entscheiden werden. Ich sage das nur, damit man auch daran denkt, die Vorlage so zu gestalten, dass sie für den Stimmbürger annehmbar wird. Ich glaube, wir sollten in gewissen Fällen etwas weniger mit der grossen Kelle bei den so genannten finanzstarken Gemeinden abschöpfen. Biel ist nicht mehr sehr finanzstark, und wenn man weiterabschöpft, könnte Biel eines Tages zu einer finanzschwachen Gemeinde, zu einer Katastrophengemeinde, in finanzieller Hinsicht, werden. Es ist noch nicht so weit, aber dieser Prozess könnte vom Staat aus gefördert werden.

Abschliessend möchte ich nur sagen, dass ich mir meine Stellungnahme zum vorliegenden Gesetz vorbehalte. Ich glaube, wir müssen eine ganze Reihe von Bestimmungen etwas mässigen, den Hobel etwas weniger stark ansetzen; sonst hat die Vorlage meiner Ansicht nach von Anfang an gar keine Aussicht auf Gnade beim Stimmbürger, keine Aussicht auf Erfolg.

**Morand.** Il est évident que nous avons abordé un débat-fleuve et que les orateurs ne manqueront pas. S'il doit en naître une loi qui ne s'éloigne pas trop du projet qui nous est soumis, nous n'aurons pas travaillé en vain.

Nous devons nous rappeler que c'est parce que nous avons été trop généreux avec les derniers publics que le canton se trouve aujourd'hui dans cette situation, et il est indispensable de réagir si nous voulons éviter une catastrophe. Cette situation, les Chambres fédérales l'ont vécue dernièrement, et après avoir chargé une commission – la commission Stocker – d'étudier les possibilités de diminution et de suppression de certaines subventions, les parlementaires fédéraux se sont succédé pendant des heures à la tribune pour modifier, saper ou rendre inopérantes la plus grande partie des propositions formulées par ladite commission. Vous connaissez le résultat de cet exercice. Il est éloquent: sur les 140 millions de réductions proposées, 35 seulement ont été en fin de compte approuvées par les députés.

Le projet qui nous est soumis aujourd'hui peut certes supporter quelques modifications, mais si, comme je l'ai dit en commission, chacun de nous intervient pour proposer de supprimer à chaque article ce qui le rend opérant et efficace, nous aboutirons au même résultat que les Chambres fédérales et cette loi ne produira pas les effets que la direction des finances en attend, à savoir un assainissement de la situation financière du canton. Il faudra alors recourir à une mesure impopulaire et injuste, l'augmentation de la quotité d'impôt. Elle serait injuste parce que nous n'aurions pas fait tout notre possible pour l'éviter. C'est la raison pour laquelle, en félicitant les auteurs de ce projet, je vous recommande d'entrer en matière.

**Le Président.** Nous avons entendu jusqu'ici onze orateurs, qui sont tous membres de la commission. La discussion est maintenant ouverte pour les députés qui ne font pas partie de la commission. Huit orateurs se sont inscrits. D'ici quelque temps, je vous proposerai de clore la liste.

D'autre part, je prie les députés qui ont l'intention de présenter des propositions d'amendements de nous les soumettre pour la traduction.

**Wenger.** Ich möchte vorerst dem Herrn Finanzdirektor und seinen Mitarbeitern den Dank aussprechen für die Aufgabe, die sie gelöst haben. Auch wenn sie uns und sicher auch Ihnen nicht gefällt, so ist es doch eine grosse Arbeit, die Mut erfordert hat. Das freut uns. Dass die bernischen Gemeinden an der Vorlage keine besondere Freude empfinden, ist verständlich. Dennoch möchte ich hier erklären, dass guter Wille vorhanden ist. Wir wollen helfen, die Finanzklemme zu lösen, und wollen einander nicht Fehler vorhalten. Das hätte keinen Sinn. Die Gemeinden sind ja ebenso schlimm oder zum Teil noch viel schlimmer dran als der Staat. Dennoch sind sicher alle Gemeinden bereit zu helfen. Wir kennen heute die Zeit, wo die Abwälzung der Lasten nach unten erfolgt. Der Bund hat Lasten nicht nur auf die Kantone, sondern sogar auf die Gemeinden abgewälzt. Denken wir nur daran, dass in zwei Jahren jede Gemeinde um die Portofreiheit kommt, was jede mittlere Gemeinde wiederum einige tausend Franken kosten wird. Das ist also heute an der Tagesordnung.

Der Kanton möchte jetzt rund 30 Millionen Franken den Gemeinden auferlegen, und die Gemeinden sollten dieses Geld aufbringen. Man spricht dabei viel von staatseigenen Aufgaben. Ich höre dieses Wort nicht gerne, ich muss das offen sagen. Es gibt deren heute gar nicht mehr sehr viele. Gerade nach dem neuen Gesetz gibt es eine ganze Anzahl sogenannter staatseigener Aufgaben, für die man die Gemeinden, den Steuerbürger, heranzieht. Zusammenarbeit wäre der richtige Ausdruck.

Die Gemeinden werden durch diese Vorlage doppelt belastet, einmal erhalten sie weniger Subventionen im indirekten Finanzausgleich, und so dann kommen sie zum zweitenmal zum Zug, indem sie für Werke herangezogen werden, wo sie bisher nicht helfen mussten.

Eine weitere Frage muss noch kurz aufgeworfen werden, nämlich die Frage, ob die Gemeinden die 30 Millionen Franken, die der Staat erwartet, überhaupt ausgeben werden, denn die Aufgaben müssen gelöst werden. Dazu möchte ich ein Fragezeichen setzen. Ich bin zufälligerweise Präsident einer ARA von acht Gemeinden. Für eine Projektverfassung hätten diese Gemeinden kleine Beträge beschliessen sollen. Von den 8 Gemeinden haben 5 abgelehnt und nur 3 zugestimmt. Was soll man nun tun?

Auch über folgendes muss man sich im klaren sein: Wo der Staat weniger gibt, hat er auch weniger zu befehlen. Bei den Gemeinden hegt man gewisse Befürchtungen, dass die Wirtschaft eine gewisse Schrumpfung erleiden könnte. Es gibt Gewerbe in den Dörfern, die bereits unter Auftragsmangel leiden, und es gibt Leute, die schon

heute eine gewisse Furcht vor einer neuen Krise empfinden. Man muss also sehr aufpassen, nicht in einen Schrumpfungsprozess hineinzukommen. Was das bedeuten würde, haben wir früher erlebt.

Wie das Ganze herauskommt, wissen wir auch noch nicht genau. Wohl sind gewisse Bestimmungen im Gesetz enthalten, aber die Dekrete geben schliesslich den Ausschlag. Der Grosse Rat erhält eine Riesenaufgabe, aber auch eine Riesenverantwortung. Es wird noch viel Arbeit erforderlich sein, um den Stimmbürger zur Annahme des Gesetzes zu bewegen. Der direkte Finanzausgleich ist sicher gut geordnet. Ich möchte dafür danken und erklären: Es ist in Ordnung, denen zu helfen, die sich nicht selber helfen können. Dieser Umstand wird es einem vielleicht erleichtern, auf die Vorlage einzutreten, obschon man sich auch diesbezüglich sagen könnte, es wäre nicht notwendig gewesen, den Finanzausgleichsfonds auf 30 Millionen Franken anwachsen zu lassen, man hätte schon vorher etwas helfen können. Dort möchte ich immerhin keine Kritik anführen. Die mittelstarken Gemeinden werden natürlich jetzt vermehrt zum Zuge kommen.

Es stellt sich noch die Frage: Kann der Staat nachher die sogenannten staatseigenen Aufgaben lösen, wenn die 30 Millionen Franken abgesetzt werden? Ich kann dies noch nicht recht glauben. Der Staat muss ganz sicher neue, zusätzliche Einkünfte haben, um seine Aufgaben zu lösen. Das Steuergesetz wird in dieser Vorlage sehr wenig berührt. Das bedaure ich. Man hätte diesbezüglich etwas mehr Mut an den Tag legen sollen. Es ist zu befürchten – in dieser Hinsicht wollen wir uns nichts vormachen –, dass eine Steuererhöhung im Kanton noch folgen wird, wenn man die Aufgaben lösen will. Im allgemeinen haben die Gemeinden den Eindruck – das möchte ich nun doch als Kritik hier anführen –, dass der Staat bei seinen grossen Werken etwas zu wenig spart. Man hört das Wort «sparen» nicht gern. Das Volk hört es aber auch nicht gern, wenn es heißt, es gehe allzu luxuriös zu. Ich muss deshalb bitten, die Planung und die Kontrolle im Staate richtig spielen zu lassen. Der Lift ins 18. Stockwerk sollte dann am richtigen Ort sein, um es bildlich auszudrücken. Wenn wir darauf nicht achten, nützen die 30 Millionen Franken Einsparung nicht viel. Die sind an einem andern Ort rasch verschwunden. Die Gemeinden müssen das Vertrauen zu den staatlichen Organen wieder neu erhalten. Sie sind jetzt etwas erschreckt. Wir können das Gesetz nur durchbringen, wenn das Vertrauen der Gemeindebürger zum Staat wiederhergestellt ist. Das kann man wiederherstellen dadurch, dass die Gemeinden sehen, dass der Staat plant, beaufsichtigt und kontrolliert und dass mit den Steuergeldern haushälterisch umgegangen wird. Wenn man auf diese Art vorgeht, glaube ich, könnte das Gesetz in der Volksabstimmung durchgebracht werden. Hier stimme ich auf alle Fälle für Eintreten.

**Messer.** Es scheint mir, bei diesem Gesetz gehe es einzig um eine Verlagerung der 30 Millionen Franken. Die Kritik auf Rückweisung war daher in unserer Fraktion ziemlich laut.

In bezug auf die Steuern möchte ich kurz folgendes sagen: Es ist schon erwähnt worden, dass,

wenn man die Steuern erhöhen wollte, man vorgängig verschiedene Punkte miteinander noch diskutieren sollte. Es ist auch im Vortrag noch ein Vermerk enthalten, wonach von der Steueranlage von 2,2 0,4 für das Fürsorgewesen verwendet werden. In Tat und Wahrheit sind es nur noch 0,2. Diese Angelegenheit muss also gelegentlich geprüft werden.

Die Situation ist so, dass es sehr populär ist, über das Sparen zu reden und Abstriche an den Staatsausgaben vorzunehmen. Ich möchte aber doch festhalten, dass, solange ich im Grossen Rat bin, man sich immer bemüht hat, die notwendigen Aufgaben im Rahmen der Sparsamkeit zu lösen. Ich möchte auch hier erklären, dass gerade die Staatsverwaltung des Kantons Bern sparsam ist. Die Ausgaben je Kopf der Bevölkerung sind wesentlich tiefer als in andern Kantonen. Wie ein roter Faden zog sich durch die ganze Diskussion, dass gewisse Mittel fehlen. Man hat aber immer nur um den heissen Brei herumgeredet. Wie die Mittel beschafft werden sollen, wurde zuwenig angetont. Es ist selbstverständlich klar, dass wenn ich hier für einen Ausbau des Gewässerschutzes, der Landesplanung, des Naturschutzes, der Strassen, der Schulung, der Forschung usw. rede, das keinen Schnelleffekt hat. Wir müssen uns ganz klar darüber sein, dass wir nicht erst Ausgaben tätigen können, wenn wir das Geld erhalten haben. Das ist noch eine Theorie aus der Postkutschenzeit. Nach dem Krieg geschah ein Kapitalfehler, speziell vom Delegierten für Arbeitsbeschaffung, indem die öffentliche Hand gebeten wurde, bei der Lösung ihrer Aufgaben Zurückhaltung zu üben. Was ist nun passiert? Dadurch ist eine gewaltige Ballung entstanden, und jetzt kommt das Ganze wie eine Lawine auf uns zu. Die Aufgaben, die ich vorhin erwähnt habe, kommen uns jetzt wesentlich teurer zu stehen. Nun stellt sich die Frage: Wie lösen wir diesen Knoten? Wir hören immer wieder von unseren Regierungsräten, die Kassen seien leer, «les caisses sont vides». Irgendwie müssen wir aber die Mittel beschaffen. Das können wir ganz eindeutig nicht nur über die Steuern lösen. Die Regierung sagt, dass es in der Kompetenz des bernischen Grossen Rates liegen würde, die Steueranlage von 2,2 auf 2,5 zu erhöhen. Es gäbe keine Möglichkeit, dagegen zu opponieren. Eine Erhöhung um drei Zehntel würde ungefähr 60 Millionen Franken ergeben. Es wird nun erklärt, es sei ganz ausgeschlossen, über die Steuern – wozu ich und meine Kollegen von der sozialdemokratischen Fraktion unsere Vorbehalte machen – diese Frage zu lösen. Wir kommen also ganz eindeutig zur Feststellung: Wir können die Mittel, die in den nächsten 10 bis 15 Jahren erforderlich sein werden – vielleicht ein oder zwei Milliarden Franken – nur auf dem Anleihenswege beschaffen. Prof. Küng, St. Gallen, hat nun in einer Studie die Entwicklung der Infrastruktur als nichtinflatorisch bezeichnet. Er hat immer wieder darauf hingewiesen, dass wir den Akzent auf die produktionssteigernden Investitionen setzen müssen, sei es für den Fremdenverkehr, die Landwirtschaft, die Forschung usw. Aus dem Vortrag geht nun allerdings hervor, dass die Regierung in der nächsten Zeit nicht gerne an den öffentlichen Kapitalmarkt gelangt. Es be-

steht aber noch die Möglichkeit – sie steht jetzt zur Diskussion –, eventuell den AHV-Fonds von gegenwärtig 7,5 Milliarden Franken zu beanspruchen. Es würde mich interessieren, zu vernehmen, wie sich die Regierung dazu stellt.

Was ich Ihnen nun vortragen werde, habe ich bei der Behandlung von Finanzberichten bereits zweimal erwähnt. Ich bitte Sie, dabei zu beachten, dass es nicht meine Erfindung ist, sondern Bestandteil der Finanzwissenschaft bildet. Ich lese wörtlich vor: «Die Banken sind in der Lage, auf dem Wege der Kreditschöpfung Buchgeld zu schaffen und den Staat zu finanzieren.» Das scheint mir eine prüfenswerte Möglichkeit zu sein.

Nun noch zwei Punkte. Wenn man von der ungedeckten Schuld im Staate Bern redet, kommt gewissen Leuten der kalte Angstschweiss. Dabei müssen wir aber folgendes festhalten: Unter Berücksichtigung der erheblichen stillen Reserven in den Liegenschaften, den Wäldern und den staats-eigenen Unternehmungen (vor uns steht noch der Ertrag aus dem BLS-Verkauf) ist der Kanton Bern vermögensmäßig der zweitreichste Schweizer Kanton. Im Jahre 1967 werden wir 32 Prozent mehr Steuereingang haben. Ferner erwähne ich die kalte Progression, die dem Staat über 20 Millionen Franken einträgt und die ich aus der Sicht der Unselbständigerwerbenden als ungerecht betrachte.

Auf Seite 2 des Vortrages ist vermerkt, dass man die Wirtschaft fördern soll. Eine Steigerung des Wirtschaftspotentials können wir nur dadurch erreichen, dass wir die Investitionen produktions-fördernd anlegen. Es wird gesagt, man sollte die bernische Volkswirtschaft fördern, um nicht zu stagnieren oder rückwärtszugehen. Es ist auch die Rede von einer Entwicklungsinstitution. Warum? Weil wir produktionsmäßig und in bezug auf die Steuerkraft unter den schweizerischen Kantonen an 14. oder 15. Stelle blieben. Es ist selbstverständlich, dass wir hier unbedingt den Hebel ansetzen müssen. Es kann dies, wie ich schon angetönt habe, aber nicht nur über die Steuern erfolgen, sondern die Finanzierung muss auf andere Weise geschehen. Es wird vermerkt, dass der Kanton Bern wenigstens in einigen Amtsbezirken unterentwickelt sei. Wie sind aber die Mittel aufzubringen? Ich habe vorhin Herrn Prof. Küng, St. Gallen, zitiert, der die Sache klar sieht. Ich möchte jedoch warnen, dass es verhängnisvoll wäre, wollte man den «Spartürk» von Prof. Stocker auf den Kanton Bern übertragen.

Ein letzter Punkt: In den Vereinigten Staaten leistet die Privatwirtschaft sehr grosse Spenden für kulturelle, künstlerische und wissenschaftliche Belange. In New York hat man die Metropolitan Opera mit Spenden von 215 Millionen Dollar rein aus der Privatwirtschaft finanziert. Ich möchte das zur Nachahmung empfehlen. Gleichzeitig möchte ich meiner Freude Ausdruck geben, dass in den Gemeinden Deisswil und Worb Wesentliches gespendet worden ist in Sachen Kindergarten und Schulraum. Ferner erinnere ich an den Anna-Seiler-Fonds, der seit Jahrhunderten besteht, sowie an das Theodor-Kocher-Institut. Ich möchte appellieren an die besitzenden Leute: Warum nicht auch hier ein Vermehrtes tun?

**Stähli.** Die Notwendigkeit, dass der Kanton mit einem Gesetz seine Finanzen wieder ins Gleichgewicht bringen muss, ist unbestritten. Wenn man aber den vorliegenden Gesetzesentwurf durchgeht, so sieht man, dass er wenig echte Sparmassnahmen bringt, sondern dass es weitgehend um eine blosse Umlagerung von bestehenden Lasten des Kantons auf die Gemeinden geht. Es ist bezeichnend, dass beispielsweise von 30 Millionen Franken, die der Kanton einzusparen hofft, nur etwa 2,5 Millionen Franken direkt beim Bürger abgeschöpft werden, während die übrigen 27,5 Millionen Franken vom Kanton auf die Gemeinden verschoben werden.

Verschiedene Einzelheiten im Gesetzesentwurf lassen überdies erkennen, dass durch die Massnahmen, die man in Aussicht nimmt, die sogenannten finanzstarken Gemeinden betroffen würden. Was man gemeinhin als finanzstark bezeichnet, sind vielfach Gemeinden, die in einer ähnlich kritischen Situation stehen wie der Kanton. Das Beispiel der Stadt Biel, die seit Jahren in einer gewaltigen Struktur- und Wachstumskrise steckt, zeigt das ganz deutlich. Jedenfalls gehört diese Gemeinde nicht zu denen, die auf Kosten des Kantons das Vermögen erhöhen konnten.

Im zweiten Entwurf, den wir erhalten haben – es ist derjenige, der aus den Kommissionsberatungen hervorgegangen ist –, wird nun auf die Gesamtsteueranlage abgestellt, während vorher einfach von der Steueranlage die Rede war. Es ist unbedingt notwendig, dass man außer den Steuern auch noch Gebühren berücksichtigt, die unter Umständen ein ganz gehöriges Ausmass annehmen können. Wir haben beispielsweise in Biel eine besondere Gebühr wegen unserer Abwasserreinigungsanlage erheben müssen. Wir haben mit diesem Jahr eine Kehrichtabfuhrgebühr eingeführt, dies gegen erheblichen Widerstand. Unser Elektrizitätswerk, das lediglich Strom kauft und verkauft, wirft einen beträchtlichen Gewinn ab. Wenn wir das alles zusammennehmen, entspricht das ungefähr drei Steuerzehnteln. Dann wäre unsere Steueranlage nicht mehr 2,3, sondern 2,6.

Ich möchte danken für die Übergangsbestimmungen zugunsten der Krankenanstalten, die geschaffen worden sind und gültig sein sollen, bis die neue Gesetzgebung da ist. Das wird es den Spitätern erlauben, sich einigermassen auf dem Boden der Gesetzmässigkeit zu bewegen.

Wir haben versucht abzuschätzen, welches ungefähr die Belastung für unsere Gemeinde sein könnte. Es ist bereits ausgeführt worden, dass die Mehrbelastung 7 bis 8 Millionen Franken ausmachen könnte. Ich sage das unter allem Vorbehalt, weil es sich dabei um Schätzungen, blosse Annahmen handelt. Immerhin kann ich mitteilen, dass es beim Fürsorgewesen allein zwischen 2,7 und 3,6 Millionen Franken geht, was schon etwa zwei Steuerzehnteln entsprechen würde. Wenn wir also, wenn der Ausfall tatsächlich in diesem Ausmass eintreten sollte, den Ausfall durch die Erhöhung der Gemeindesteuern hereinbringen wollten, müssten wir unsere Steueranlage um 4 bis 5 Steuerzehntel hinaufsetzen. Dabei muss ich sagen, dass die Möglichkeiten für eine Industriestadt, die Steueranlage zu erhöhen, nicht unbegrenzt sind. Wenn ich trotzdem für Eintreten

stimme, so deshalb, weil ich die Notwendigkeit des Gesetzes anerkenne. Ich möchte mir aber, je nachdem, was die Dekrete, die man uns in Aussicht gestellt hat, bringen, meine Haltung für die zweite Lesung vorbehalten. Zum Artikel 8 melde ich schon hier einen Abänderungsantrag an. Ich werde beantragen, es sei dort der Kopfbeitrag von 30 auf 50 Rappen zu erhöhen.

**Gyger.** Um gleich Klarheit über meine Ausführungen zu schaffen, möchte ich zur Kenntnis geben, dass ich gegen Eintreten stimmen werde. Ich begründe diese Haltung folgendermassen:

Der wachsende Schuldenberg muss abgetragen werden. Das ist klar. Ich glaube jedoch nicht, dass gerade der vorgeschlagene Weg der richtige ist. Wir wären nicht in eine solche Situation hineingeraten, wenn man rechtzeitig die notwendigen Vorkehren getroffen hätte, z. B. bei grösseren Aufgaben gleichzeitig die notwendigen finanziellen Mittel beschafft hätte. Wenn ich mich richtig erinnere, hat der Kanton Bern sogar vor nicht allzulanger Zeit die Steuern gesenkt, anstatt Reserven anzulegen. Ob das geschickt war, möchte ich bezweifeln. Die letzthin beschlossene Erhöhung der Motorfahrzeugsteuer, die direkte Besteuerung der Gastarbeiter und die Erhöhung des Salzpreises haben den Steuerzahler merklich belastet, aber dem Staat nicht wesentlich geholfen. Was heute vorgeschlagen wird, ist eine Verminderung der gesetzlich verankerten Beitragsleistungen des Kantons an die Gemeinden. Mit einem Schlag sollten die Staatsbeiträge in allen Gesetzen herabgesetzt werden. Nach der Regierung heisst das, die Gesamtsumme der Staatsbeiträge der Steuerkraft des Staates anpassen. Wie verlautet, soll der Staat mit gut 400 Millionen Franken Subventionen an die Gemeinden im Rückstand sein. Der Zinsverlust geht zu Lasten der Gemeinden. Die voraussichtliche jährliche Besserstellung von 30 Millionen Franken müssen die Gemeinden aufbringen (vermehrte Fürsorgelosten, vermehrter Anteil an die Lehrerbesoldungen, Beiträge an die Psychiatriespitäler und an das Inselspital, vermehrte Wasserzinsen, höhere Gebühren, allgemeine Betriebsbeiträge an die Bezirksspitäler usw.). Trotz alledem wird es nicht gelingen, das finanzielle Gleichgewicht des Staates wiederherzustellen. Eine spürbare Steuererhöhung wird wahrscheinlich später trotzdem notwendig sein.

Auch für die Universität, d. h. für den intellektuellen Nachwuchs, kommen böse Zeiten. Die Regierung soll befugt werden, einschränkende Aufnahmebestimmungen zu erlassen. Können wir das verantworten? Soll der Rückstand gegenüber anderen Staaten noch grösser werden? «Voraussetzung für die Aufnahme in die Universität ist der Nachweis genügender Vorbildung. Das Nähtere ordnet der Regierungsrat.» Dies steht in der Vorlage. Dieser Ton zieht sich auch wie ein roter Faden durch die ganze Vorlage. Das Entscheidungsrecht wird dem Volk weitgehend entzogen, dafür dem Grossen Rat und namentlich der Regierung zugeschanzt. Diese erhält in Finanzfragen weitgehend die Machtstellung der gnädigen Herren aus der autoritären Zeit des Patrizierregimes. Der bisherige Rechtsanspruch des Beitragsempfängers wird stark eingeschränkt. Was bis dahin ge-

setztlich verankert war, soll durch Dekrete und Verordnungen neu geregelt werden. Der Staat versucht, sich mit dieser Vorlage seinen gesetzlichen Verpflichtungen zu entziehen. Was der Souverän sanktioniert hat, soll null und nichtig erklärt werden. Das ist eine sehr schmerzliche Notstandsmassnahme. Wäre es nicht gescheiter, die einzelnen Gesetze nach dem vorliegenden Gesetz mehr oder weniger alle Finanzbestimmungen der übrigen Gesetze zu frisieren? Kann es der Kanton verantworten, verschiedene Gemeinden in finanziell unhaltbare Situationen hineinzumanövrieren? Das ist im Grunde genommen eine Zuschreibung des Schwarzpeters an die Gemeinden. Das hat zur Folge, dass die meisten Gemeinden die Steuern hinaufsetzen müssen, ohne dass sie für andere Aufgaben mehr Geld erhalten. Am stärksten geschröpft durch das Gesetz werden die grösseren Gemeinden. Die meisten von ihnen gehören zu den sogenannten «finanzstarken». Diese grösseren Gemeinden haben im Unterschied zu vielen «finanzschwachen» zusätzliche Leistungen wie zum Beispiel für den Zivilschutz, den Strassenunterhalt, die Ortspolizei, kulturelle Aufgaben, die Betagtenfürsorge usw. zu übernehmen.

Eine Steuererhöhung in der Gemeinde durchzubringen, ist bekanntlich viel schwieriger als im Kanton, wo der Grossen Rat zuständig ist und keine Volksabstimmung durchgeführt werden muss. Mir scheint, dass der Kanton den Weg des geringsten Widerstandes beschreitet. Es wäre wünschenswert, einen Gesetzesentwurf zu erhalten, der sich über die Folgen der vorgeschlagenen Lösung genau Rechenschaft gibt, was im jetzigen Vortrag vermisst wird. Ich werde also gegen Eintreten stimmen.

**Le Président.** Nous avons entendu jusqu'à maintenant beaucoup de «oui, mais», mais aucun orateur ne s'est opposé à l'entrée en matière. M. Gyger fait-il la proposition ferme de refuser l'entrée en matière?

**Gyger.** Ja, ich stelle einen Nichteintretensantrag.

**Achermann.** Ich möchte mich zu zwei Einzelfragen äussern, zuerst zum Problem, das Herr Kollega Dübi angezogen hat. Er hat von Notstandsmassnahmen gesprochen und gewünscht, dass man sie terminiere. Ich möchte das Problem noch anders skizzieren und von Notstandsgesetzgebung sprechen.

Wenn Sie die Vorlage durchgelesen haben, werden Sie sicher mit mir einiggehen, dass sie sogar für uns sehr schwer zu erfassen ist. Wir haben ein Gesetz vor uns, das zahlreiche Hinweise auf andere Gesetze enthält und das in Ausführung sein wird in verschiedenen Dekreten in Verbindung zu bereits bestehenden Dekreten und in verschiedenen Ausführungsverordnungen des Regierungsrates. Das ist keine Kritik. Was rein juristisch an diesem Gesetz vollbracht worden ist, ist eine gute Arbeit. Man hat in dieser Situation kaum etwas anderes machen können. Auch Herr Kollega Dübi hat dies bereits betont. Mir scheint nun aber, nachdem man unter einem Zeitdruck steht, sollte man schon unter diesem Gesichtspunkt zu einer

Terminierung kommen und damit zu einer Rückführung in die ordentliche, übersichtliche Gesetzgebung. Ich meine, dass man die allgemeinen Probleme im Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates unterbringen sollte und die anderen Bestimmungen möglichst konzentriert in den bestehenden Beitragsgesetzen und Dekreten, damit wir wiederum die Übersicht gewinnen. Das gilt nicht nur für uns, sondern ganz allgemein auch für diejenigen, die nachher diese Erlasse in den Gemeinden und beim Volk anwenden müssen.

Ein zweites Problem, das auch schon angetönt worden ist, betrifft den Abschnitt der Steuern. Ich vermisste in diesem Abschnitt Ausführungen und eventuelle Anträge zu dem sehr wichtigen Problem der kalten Progression. Als wir die Steuergesetzesrevision vornahmen, unterhielten wir uns lange darüber, ob wir nicht in bezug auf die Abzüge und Tarife für die Einkommens- und Vermögenssteuern eine Indexierung einführen sollten mit automatischer Angleichung an die Teuerung. Man sprach damals von einer Spanne von etwa 5 Prozent, worauf eine Angleichung Platz greifen sollte. Man ist dann von diesem Gedanken wieder abgekommen, und meines Erachtens zu Recht. Ich stehe heute noch auf diesem Standpunkt. Man sagte damals, es erfordere dies eine periodische Gesetzesanpassung. Wir haben hier das gleiche Problem wie auf anderen Sektoren (Sozialversicherung usw.), wo periodisch eine Anpassung an die Teuerung erfolgt. Seit der letzten Steuergesetzesrevision haben wir bereits wieder eine Teuerung von nahezu 20 Prozent zu verzeichnen.

Wie sieht das nun im Einzelfall aus? Nehmen wir einen Steuerzahler, der Fr. 15 000.— versteuert. Nach einfacher Anlage, wenn man eine 20-prozentige Teuerung annähme, würde er Fr. 568.— zahlen. Da er aber in die kalte Progression kommt, zahlt er fast Fr. 600.— Er zahlt also rund Fr. 30.— mehr, ohne Berücksichtigung des Umstandes, dass die Abzüge sich auch sehr stark entwertet haben. Es entspricht dies, verglichen mit der Teuerung, einer Steuererhöhung um 6 Prozent. Wenn man die Abzüge hinzählt, sind wir in den unteren Kategorien bald einmal auf Mehrsteuern von 10 Prozent angelangt.

Ich möchte nun, nachdem wir in dieser Finanzklemme stecken, nicht dafür plädieren, jetzt die kalte Progression aufzuheben und dadurch dem Finanzdirektor Schwierigkeiten zu bereiten. Ich möchte vielmehr sagen: Bringen wir dieses Opfer! Ich möchte das Opfer aber nur gebracht haben, besonders im Hinblick auf die unteren Einkommensschichten, unter der Voraussetzung, dass die Tarifierung, d. h. die Progression, nach oben weitergeführt wird. Es ist nämlich eine Steuerungegerechtigkeit, dass bei einem Steuereinkommen von Fr. 120 600.— und mehr der Steuerzahler nur die Teuerung zahlt und nicht von der Progression «profitiert». Das macht bei 6 Prozent, wie ich vorhin gerechnet habe, auf der einfachen Steueranlage rund Fr. 370.— im Jahr aus und bei 10 Prozent bereits Fr. 600.—

Nun ist noch zu berücksichtigen, dass wir in den Gemeinden, besonders in den finanzstarken Gemeinden, vor einer massiven Steuererhöhung stehen, wenn das vorliegende Gesetz angenommen

wird. Deshalb spielt das Problem der Steuergerechtigkeit, das ich hier angezogen habe, eine ganz besondere Rolle. Ich möchte nun den Wunsch anbringen, das von mir aufgeworfene Problem auf die zweite Lesung hin doch noch zu studieren. Ich hätte auch gerne gewusst, wieviel das ausmacht.

Im übrigen stimme ich unter den Vorbehalten, die unser Fraktionssprecher Cattin hier vorgetragen hat, und unter den Vorbehalten, die ich soeben angebracht habe, für Eintreten. In der Detailberatung werde ich zwei Anträge zu stellen haben.

**Wisard.** J'interviens dans ce débat non pour m'exprimer au sujet de l'entrée en matière, mais pour demander une précision au directeur des finances. Les projets de construction actuellement déposés auprès de la direction seront-ils subventionnés selon le taux actuellement en vigueur, ou selon les nouvelles dispositions de la loi que nous sommes en train d'examiner?

**Tschannen.** Gestatten Sie mir, zuerst eine Erklärung abzugeben. Wir haben in der sozialdemokratischen Fraktion – allerdings gegen heftigen Widerstand, zu Beginn der Verhandlungen schien es, als ob sich unsere Fraktion nicht für Eintreten durchringen könnte –, mehrheitlich Eintreten beschlossen. Nun hat vorhin Herr Kollega Gyger erklärt, er werde nicht für Eintreten stimmen. Das ist seine persönliche Meinung und nicht die Meinung der Fraktionsmehrheit.

Nun zum Gesetz selber: Selbstverständlich ist über das vorliegende Gesetz niemand erfreut; vor allem unsere Kategorie von Gemeinden ist es nicht. Trotzdem bin ich für Eintreten, weil ich sehe, dass die Staatsfinanzen saniert werden müssen. Ich bin hierher gekommen, um einige grundsätzliche Punkte vorzutragen.

Sehr unbefriedigend ist an der Vorlage, dass die Auswirkungen der Artikel 5, 6, 11, 13, 18 und 31 überhaupt nicht präzis zu errechnen sind. Ich habe für unseren Gemeinderat eine Zusammenstellung gemacht, die den Ausfall für unsere Gemeinde ermitteln soll. Dabei konnte ich nur für die Hälfte der erwähnten Artikel frankenmässige Zahlen errechnen. Im übrigen sind es blosse Schätzungen. Wir haben dasselbe bereits gehört in bezug auf die Stadt Biel. Mir ist deshalb unter diesen Umständen der Antrag Cattin absolut sympathisch, der sagt, man sollte die Schlussabstimmung verschieben, bis man die Dekrete kennt; denn erst beim Vorliegen der Dekrete können wir die Auswirkungen feststellen.

Gestatten Sie mir noch einen Hinweis, der mein Erstaunen erregt hat. Herr Kollega Freiburghaus hat ganz richtig gesagt, dass nicht etwa die extremen Fälle des Finanzausgleichs die Staatsfinanzen in Unordnung gebracht haben. Es sind tatsächlich sehr wenige Gemeinden, die das Maximum von 75 Prozent erhalten haben. Wie Herr Freiburghaus richtig bemerkte, sind die Staatsfinanzen deshalb ins Schwimmen gekommen, weil eine grosse Mittelschicht von rund 200 Gemeinden zum Zuge gekommen ist. Nun sehe ich nicht ein, wo die Logik liegt, wenn man dann die Bestimmung im Artikel 2 Absatz 1 liest. Wir müssen uns klar sein, dass es im Vortrag zu diesem Gesetz heisst,

100 Gemeinden hätten die Steueranlage herabsetzen können, sie hätten es aber nicht getan, weil sie sonst aus dem Finanzausgleich gefallen wären. Ich frage mich: Was war eigentlich der Sinn des Finanzausgleichs? Doch die überhöhten Steueranlagen allmählich zu senken. Die Steueranlagen sind aber nicht gesenkt worden mit Rücksicht darauf, durch den Finanzausgleich etwas zu erhalten. Nun heisst es in Artikel 2 Absatz 1 des Entwurfes: «Beitragsberechtigt sind Gemeinden, deren gesamte Gemeindesteuerbelastung das gewogene Mittel aller Steueranlagen, aufgerundet auf ganze Zehntel, um 0,3 Einheiten überschreitet. Der Grosse Rat kann die Beitragsberechtigungsgrenze herabsetzen, jedoch nicht unter das gewogene Mittel aller Steueranlagen.» Was heisst das? Jetzt ist die mittlere Gemeindesteueranlage auf 2,42. Wenn wir also um 3 Einheiten erhöhen, kommen wir auf 2,8. Von 2,8 an fällt man somit unter den Finanzausgleich. Nun soll also der Grosse Rat die Beitragsberechtigung noch herabsetzen können bis auf das gewogene Mittel, so dass noch mehr Gemeinden in den Genuss des Finanzausgleichs kommen. Da komme ich nicht mehr nach. Ich weiss nicht, ob es der Sinn des Beitragsgesetzes ist, den Finanzausgleich auf diese Art zu verstärken. Ich erkläre schon hier, dass ich dem zweiten Satz von Artikel 2 Absatz 1 energisch Opposition machen werde, da er dem Grundsatz der Vorlage widerspricht.

Wir wissen, dass das Gesetz, soweit wir es errechnen können, dem Staat 30 Millionen Lasten weg nimmt und sie der Gesamtheit der Gemeinden aufbürdet, allerdings ohne Mehrbelastung der finanzschwachen Gemeinden, was in Ordnung geht. Dafür werden aber die andern Gemeinden mehr zahlen müssen. 30 Millionen Franken, bezogen auf das ganze Steueraufkommen der Gemeinden, entspräche einer Steueranlageerhöhung von 1,5 bis 2. Das wird aber nicht schematisch durchgeführt werden können. Treffen wird es vor allem die finanzstarken Gemeinden, die Städte, die bestimmt noch etwas verdauen können und dazu auch bereit sind. Man darf deshalb nicht einfach erklären, die 30 Millionen Franken würden vom Staat auf die Gemeinden verlagert, sondern man muss sagen, auf welche Gemeinden. Es würde in unserer Gemeinde nicht verstanden, wenn man hier die Verhältnisse nicht in der Weise klargestellt hätte, wie sie es im Grunde genommen sind.

Unsere Fraktion ist auch bereit, das Gesetz auf 10 Jahre zu befristen. Herr Kollega Dübi hat mit Nachdruck erklärt, es sei eine Notstandsgesetzgebung. Das heisst mit andern Worten, der Kanton Bern befindet sich in einem Notstand. Ich frage nun: In was für einem Zustand wären wir dann, wenn die Konjunktur aufhörte? Ich glaube, da gibt es in Gottes Namen nur eines, so unsympathisch es sein mag, nämlich auch eine Korrektur auf der steuerlichen Seite vorzunehmen. Ich weiss, dass man einwenden wird, ich seit gegen Steuererhöhungen gewesen. Ich war aber auch gegen einen Steuerabbau. Ich wandte mich vor allem dann gegen Steuererhöhungen, als ich fand, sie seien sozial nicht richtig gelagert und nicht tragbar. Ich befürworte ebenfalls die Milderung der kalten Progression, wie dies bereits Kollege Achermann angeregt hat.

Zum Schluss möchte ich noch folgendes sagen: Ein ganz liberal geführter Staat wie Deutschland – in letzter Zeit hat es etwas gebessert – hat in der gleichen Lage, während der Hochkonjunktur, als die Steuern nicht mehr ausreichten, eine neue Steuer eingeführt, nämlich die Mehrwertsteuer.

Ich werde mit der Mehrheit meiner Fraktion für Eintreten stimmen.

**Zingg (Bern).** Wir haben hier eine einschneidende Vorlage, und ich finde, dass man für den Anfang sehr weit gegangen ist. Sogar von Sprechern der BGB-Fraktion wurde erklärt, Bedenken gegen etwas, was als Rosskur bezeichnet werden muss, seien nicht leichtzunehmen. Wir haben in der Vorlage ein Rezept dafür erhalten, wie man es nicht machen soll. Auf Seite 21 des Vortrages heisst es, es sei dem Staat ergangen wie den Privaten, man habe immer mehr Geld gehabt und etwas wagen dürfen, worauf es dann wörtlich heisst: «Dies führte in den letzten anderthalb Jahrzehnten zu zahlreichen Gesetzen, über deren Tragweite man sich, rückblickend betrachtet, zuwenig Rechenschaft abgelegt hat.» Wir haben uns also zuwenig Rechenschaft abgelegt. Dieser Punkt ist hier auch schon erwähnt worden. Man sollte eben wissen, was man macht. Ich frage nun: Wissen wir jetzt bei diesem Gesetz, was wir machen? Ich glaube das nicht. Wir wissen, dass der Staat 30 Millionen Franken einsparen will und jemand anders diesen Betrag zahlen soll. Aber die Auswirkungen sind schliesslich für uns wesentlich. Von Herrn Freiburghaus ist bereits gesagt worden, die Auswirkungen würden wir nicht kennen. Herr Stadtpräsident Stähli hat uns ein typisches Beispiel genannt. Er hat gesagt, für Biel rechne man mit einer Mehrbelastung von 7 bis 8 Millionen Franken. Von Bern habe ich gehört – ob es stimmt, weiss ich nicht, ich rede hier nicht in voller Kenntnis der Sachlage –, die Mehrbelastung mache für diese Stadt 20 Millionen Franken aus. Ich glaube, dass etwas nicht stimmen kann, wenn solche Vermutungen aufgestellt werden. Wenn wir die Vorlage gegenüber dem Volk verteidigen wollen, sollten wir Klarheit über die Auswirkungen haben. Wenn wir die 20 Millionen Franken von Bern und die 7 oder 8 Millionen Franken von Biel zusammenzählen, so würden ja schon allein diese beiden Städte die Lasten zur Hauptsache tragen. Ich glaube das nun nicht, möchte aber gerne wissen, wie es steht.

Ich finde, die Vorlage, wie sie uns unterbreitet wird, ist ungenügend. Wir sollten mehr wissen. Ich war deshalb eigentlich für Rückweisung, konnte mich dann aber überwinden, hier keinen Rückweisungsantrag zu stellen. Ich wäre damit natürlich auch nicht durchgekommen. Ich bin nun aber der gleichen Auffassung wie Herr Cattin und werde seinen Antrag unterstützen.

Ich bin auch deshalb nicht begeistert von der Vorlage, weil leider nicht in allen erforderlichen Punkten etwas geändert wird. So steht im Vortrag, man untersuche zum Beispiel die Steuern, aber es wird nicht viel darüber gesagt, was aus diesem Sektor herauszuholen wäre. Wir wissen aus früheren Verhandlungen über verschiedene Finanzberichte, dass der Staat genügend Mittel hätte, wenn alles ehrlich versteuert würde. Ob

das stimmt, muss der Finanzdirektor wissen. Er sollte uns sagen, ob dies zutrifft und ob man nicht dort in erster Linie den Hebel hätte ansetzen sollen.

Im weiteren möchte ich auch die Ausführungen von Herrn Mischler unterstützen. Auch im Vortrag steht übrigens: «In diesen komplexen Problemkreis ist die Förderung der bernischen Wirtschaft als äusserst wichtiges Anliegen einzubeziehen.» Dass dies äusserst wichtig ist, hat man schon lange wissen können. Wir hatten in früheren Jahren entsprechende Vorstösse zu behandeln von den Herren Kollegen Mischler, Dr. Ständer, Dr. Christen usw. Schon 1960 hiess es von seiten der Regierung, man sollte untersuchen, wie die unterentwickelten Landesgegenden gefördert werden können. Jetzt sind wir im Jahre 1968. Ich finde, hier hätte man viel früher zuschlagen sollen. Rückblickend betrachtet, haben wir also auch dort versagt, oder wenigstens der Regierungsrat hat versagt, indem er nicht etwas mehr Dampf darauf gelassen hat.

Zum Schluss möchte ich noch sagen: Ich glaube, wir gehen den falschen Weg, wenn wir von der Logik reden, die hier erwähnt worden ist. In der Politik kann man meines Erachtens nicht mit der Logik zählen; denn der Vortrag sagt uns, dass der Grosse Rat und die Regierung in der Vergangenheit Fehler begangen haben. Anstatt dass man nun uns Kompetenzen weg nimmt, nimmt man sie dem Volke weg. Das ist auch nicht ganz logisch. Ich habe darauf nur aufmerksam machen wollen.

Im Sinne des Antrages Cattin werde auch ich für Eintreten stimmen. Die Annahme der Vorlage unsererseits setzt aber voraus, dass die Anträge, die wir stellen werden, akzeptiert werden.

**Schädelin.** Ich bin vor kurzem aus einem Krankheitsurlaub zurückgekehrt. Das ist auch der Grund, warum ich vorläufig nur halbtagsweise arbeite und mich für einen Teil der Session entschuldigen lassen muss.

In bezug auf den vorliegenden Gesetzesentwurf muss ich sagen, dass ich etwas vollständig anderes erwartet habe als das, was uns unterbreitet wird. Man dachte sich, der Staat werde prüfen, wo man sparen könnte. Der Ausgabenüberhang, verglichen mit dem Gesamtumsatz des Kantons, ist ja nicht unendlich gross. Wenn man die Einsparungen am richtigen Ort sucht, so lässt sich ein Verteiler finden, ohne dass bei den einzelnen Gesetzen an der Substanz etwas verloren geht. Wir haben nun mit Verblüffung festgestellt, dass der vorliegende Gesetzesentwurf keine einzige Massnahme vorschlägt, die eine echte Ersparnis bringt. Die Lasten werden nur auf die Gemeinden überwälzt. Das war für uns vom Jungen Bern eine Enttäuschung.

Nachdem uns diese Vorlage unterbreitet worden ist, können wir nicht einfach wieder von vorne beginnen. Mit einem Nichteintreten würden wir den Kanton in einen unhaltbaren Zustand hineinmanövriren. Darum wird man, wenn auch sehr ungern, auf das Gesetz, das hoffentlich befristet wird, eintreten müssen. Man hat in der Eintretensdebatte ja auch schon gehört, dass an und für sich bei den Gemeinden die Bereitschaft zur Mithilfe besteht. Die grossen, finanzstarken Gemeinden trifft es vermehrt, aber die meisten von ihnen sind zum Mitmachen bereit.

Wenn ich zuerst gesagt habe, durch einen breitflächigen Sparversuch hätte man beim einzelnen Werk nicht sehr viel verspürt, so wirkt es wie ein Schlag ins Gesicht, wenn man beispielsweise beim Artikel 15 – das trifft in meine Materie – feststellen muss, dass zum Beispiel beim Fürsorgegesetz eine Verschiebung zwischen den Lasten des Staates und der Gemeinden um 20 Prozent stattfinden soll. Das ist nun nicht mehr mit der Mikrometer-schraube gearbeitet, sondern mit dem Vorschlaghammer. Wenn man so dreinfährt, hege ich die Befürchtung, dass nachher ein Gesetz in der Substanz getroffen wird. Seinerzeit hat man im Kanton, der in bezug auf die Fürsorge, vor allem die Individualfürsorge, ein Stück weit Entwicklungsgebiet ist, mit dem fortschrittlichen Fürsorgegesetz erreichen wollen, dass die Gemeinden Mittel nicht verschwenden, aber grosszügig einsetzen können. Wenn auch die kleinen Gemeinden weniger hart getroffen werden als die grossen, so ist doch zu befürchten, dass der Geist des alten Fürsorgegesetzes wieder wach wird, indem man knauserig tut und Aufgaben nicht löst, die gelöst sein sollten. Ich denke vor allem an die bauliche Altersfürsorge, die jetzt den Gemeinden fast unmöglich wird, nachdem ein Kreisschreiben des Kantons die Gemeinden aufgefordert hat, endlich die Altersheime, die dringend notwendig sind, zu bauen. An diesem Beispiel will ich nur zeigen, dass die Gewichte etwas eigenartig verteilt sind. Ich werde mir erlauben, in der Detailberatung zum Artikel 15 einen Antrag zu stellen oder Anträge zu unterstützen, wenn sie von anderer Seite eingereicht werden.

**Krauchthaler,** Präsident der Kommission. Ich möchte vorweg, was ich in meinem Eintretensvotum unterlassen habe, noch bekanntgeben, wie das Ergebnis der Schlussabstimmung in der Kommission gelautet hat. Es stimmten dort von 21 Kommissionsmitgliedern deren 16 für das Gesetz, 2 enthielten sich der Stimme und 3 waren abwesend. Von diesen drei haben mir zwei erklärt, sie hätten zugestimmt, während sich das andere Kommissionsmitglied der Stimme enthalten hätte. Das war die Situation in der Kommission am Schluss der Beratung.

Hier im Rate haben sich nun genau 20 Redner zum Eintreten ausgesprochen. Von diesen 20 Votanten hat nur einer Nichteintreten beantragt. Die vorgebrachte Argumentation für das Nichteintreten hat mich als Kommissionspräsident in keiner Art und Weise umstimmen können, so dass ich Sie weiterhin namens der Kommission ersuchen muss, auf die Vorlage einzutreten. Ich möchte auch feststellen, dass Herr Kollega Gyger in keinem Punkte irgendeinen Vorschlag zur Lösung des Problems gebracht hat. Dass wir das Problem aber lösen müssen, ist in allen 20 Voten mehr oder weniger zum Ausdruck gekommen. Ich habe eingangs festgestellt, dass diese Vorlage niemandem Freude bereitet. Immerhin zeigen die 19 positiven Voten in unserem Rate — einige mit Vorbehalt —, dass der Grosse Rat die notwendige Einsicht hat. Das kann man richtig werten, wenn man weiss, wie tief jeder dieser Votanten mit seiner Region und deren Interessen verwachsen ist.

Ich glaube, es hätte mit einem rationellen Ratsbetrieb nichts zu tun, wenn ich jetzt versuchen

wollte, materiell auf die gefallenen Voten einzutreten. Es ist dies sicher die Aufgabe des «Vaters dieses Kindes», wenn wir es so präzisieren wollen, und nicht diejenige des Paten. Ich möchte deshalb ein weiteres Mal Fussball spielen im Grossen Rat und sagen: Ich gebe jetzt die Flanke nach rechts weiter zum Finanzdirektor, der versuchen wird, das notwendige Tor zu schiessen, und ich bin überzeugt, dass er es auch zustande bringen wird.

**Le Président.** Je prie encore une fois les députés qui auraient des propositions à formuler de bien vouloir les remettre à la traduction et à M. le directeur des finances. Il lui serait agréable de les avoir encore ce matin, afin qu'il puisse les étudier cet après-midi. Les débats de demain en seront facilités.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich glaube, es war richtig, sich derart gründlich über diese Vorlage auszusprechen. Sie werden mir deshalb sicher gestatten, auch etwas breit zu antworten. Die Mühe wird sich lohnen, da dadurch verschiedenes geklärt werden kann. Ich will versuchen, jedem Votanten Auskunft zu erteilen. Vielleicht werde ich mich hier oder dort wiederholen, da sich die Voten ebenfalls in vielen Punkten überschnitten haben.

Herr Grossrat Blaser hat bemängelt, man habe in der Vorlage die Vermögenslage des Staates zuwenig erläutert. Ich möchte dazu folgendes bemerken: Jedes Jahr geben wir zum Voranschlag unsere Berichte heraus. In den letzten beiden Jahren haben wir Finanzberichte an den Grossen Rat ausgearbeitet mit entsprechenden Anträgen. Wir vertraten deshalb die Auffassung, es seien genügend Grundlagen im Besitz der Mitglieder des Grossen Rates, um sich ins Bild zu setzen. Ich gebe zu, dass diese Vorlage kein Spargesetz ist. Im Grundsatz sind wir uns aber einig: Es soll gespart werden. Das kann der Finanzdirektor jedoch nicht allein tun. Der Finanzdirektor ist von den einzelnen Direktionen, von den grossrätslichen Kommissionen und später noch vom Grossen Rat schon öfters überrundet worden, wenn er sparen wollte. Das muss ich hier feststellen. In Artikel 1 des Finanzhaushaltsgesetzes haben wir den Grundsatz verankert. Alles, was weggleitend sein soll, um gesunde Staatsfinanzen zu erhalten, werden wir im Dekret zu formulieren trachten. Der heute zur Beratung stehende Gesetzesentwurf ist also nicht ein Spargesetz, sondern viel mehr ein Lastenverteilungsgesetz. Wir müssen die Lastenverteilung neu konzipieren, nachdem sich die Verhältnisse seit dem Erlass des Grossteils der Gesetze in kurzer Zeit verändert haben. Wenn wir schon neu aufbauen wollen und nachher den Auftrag haben, einen Finanzplan mit Dringlichkeitsordnung auszuarbeiten, so sollten wir wissen, welche Aufgaben die Gemeinden haben, welche Aufgaben vom Staat und den Gemeinden zusammen zu lösen sind und was am Schluss noch an staatseigenen Aufgaben verbleibt. Jedes Jahr geht dem Finanzdirektor mindestens ein Steuerzehntel im direkten und indirekten Finanzausgleich zusätzlich neu durch die Finger, und zuletzt brauchen wir beim Staat nicht mehr zu planen! Wie ich schon mehrmals gesagt habe, haben wir dann noch gerade die Mittel zur Verfügung, um unsere Verwaltung zu bezahlen,

welche die Beiträge verteilt. Für die staatseigenen Bauten bedarf es keiner grossen Finanzplanung und keiner Dringlichkeitsordnung mehr. Ich gebe zu, dass das System, das wir in den letzten zwei bis drei Jahren kannten, unbefriedigend ist. Wir stagnieren. Wenn wir die Probleme der Infrastruktur liegenlassen, bringen wir jedenfalls unsere Volkswirtschaft nicht flott. Das ist mir ganz klar. Wir können nicht in diesem Sinne weitkutschieren. Wie sollen wir aber vom Staate aus einen Impuls geben können, wenn uns nicht die notwendigen Mittel zur Verfügung stehen? Das sind die Gründe dieser bescheidenen Sparvorlage. Es versteht sich von selbst, dass wir diesen Tatsachen alle Aufmerksamkeit schenken müssen.

In der Diskussion ist unter anderem auch gesagt worden, man hätte zuerst vielleicht die Steuern erhöhen sollen, bevor man mit dieser Vorlage gekommen sei. Als wir seinerzeit mit einer Vorlage für einen Steuerzehntel zugunsten des Gewässerschutzes vor den Grossen Rat traten, hieß es, man sollte zuerst den Boden ebnen, man möchte vorerst sehen, wo wir stehen, dann könne man die Steuern erhöhen. Sie sehen also, dass man in guten Treuen beiderlei Meinung sein kann. Immerhin hat uns der Steuerzehntel, den wir für den Gewässerschutz erhalten haben, bis jetzt schon 60 Millionen Franken eingebracht. Wir haben also in der Zwischenzeit bereits etwas machen können.

Herr Grossrat Frutiger, ich gebe zu, die Zeit, welche den Herren Grossräten zur Verfügung stand, um die Vorlagen zu studieren, war recht kurz bemessen. Sie war es aber auch für die Finanzdirektion zum Ausarbeiten der Vorlagen. Praktisch gesehen hätte man zwei Jahre benötigen sollen, um die Arbeit zu bewerkstelligen, wie sie hier in allen Teilen gewünscht worden ist. Wir haben die Arbeit in einem Jahr bewältigt, da wir Wert darauf gelegt haben, die Vorlagen so rasch wie möglich dem Grossen Rat zuzuleiten, wobei noch die letzte Novembersession dazwischen kam mit dem Budget, bei welcher Gelegenheit wir ebenfalls über die Finanzen diskutiert haben. Es war dies keine einfache Aufgabe. Im November und Dezember 1967 haben wir dann die Gesetzesentwürfe endgültig formuliert. Dadurch war es uns möglich, das Gesetz über den Finanzhaushalt noch vor Weihnachten und das Gesetz über die Beiträge und Abgaben noch vor dem Neujahr den Herren Grossräten zukommen zu lassen und den Kommissionen mindestens drei Wochen Zeit einzuräumen, die Vorlagen zu studieren. Ich gebe zu, dass dies für eine so schwierige Materie eine kurze Zeit ist. Wenn man aber mehr Zeit zur Verfügung hat, wird weniger intensiv gearbeitet. Bei der Art und Weise, wie wir jetzt vorgegangen sind, hat es mindestens den Vorteil, dass die Aufgabe in absehbarer Zeit bewältigt ist, wenn man einmal dahintergegangen ist. Die vorliegenden Probleme sind so komplex, dass es vielleicht nur von Gutem ist, sich in einer kurzen Zeitspanne damit auseinanderzusetzen zu müssen. Das sei nur nebenbei erwähnt.

Ich kann all denen, die gesagt haben, man sehe die Auswirkungen nicht und man möchte ein mehreres wissen, antworten: Sie werden in der

zweiten Lesung die Katze nicht im Sack kaufen müssen. Wir haben die Dekrete in Vorbereitung. Einzelne sind bereits fertiggestellt. Eines davon ist das Dekret über den direkten und den indirekten Finanzausgleich. Da es eine sehr komplexe Materie ist, mussten wir uns sagen: Bevor wir das Gesetz definitiv formulieren, müssen wir die Tragweite der Bestimmungen schon rein materiell überblicken können. Der Dekretsentwurf samt Vortrag ist also fertig. Ich habe blass noch vorschlagen, den Vortrag etwas kürzer und vielleicht auch etwas einfacher zu fassen mit mehr Tarifen und Berechnungen, damit die Gemeinden ihre Rechnungen anstellen können. In diesem Sinne wird das Dekret noch ergänzt. Ich habe mich aber gehütet, Ihnen dieses Dekret vor der ersten Lesung der beiden Gesetzesvorlagen auch noch zu unterbreiten. Damit hätte man einen grossen Teil der Ratsmitglieder schon in der grundsätzlichen Debatte, die wir jetzt führen, kopfscheu machen können. Die Dekrete werden Ihnen also auf die zweite Lesung hin unterbreitet werden. Es erfordert dies noch sehr viel Arbeit. An uns soll es aber nicht fehlen. Sie müssen sicher selber zugeben, dass es etwas viel verlangt gewesen wäre, alle Dekrete schon auf die erste Lesung der Gesetzesvorlagen hin auszuarbeiten. Soll man bereits alle Dekrete vorbereiten, wenn man noch nicht weiss, auf welchen Boden ein so kompliziertes Gesetz fällt und ob der Grosse Rat überhaupt geneigt ist, darauf einzutreten und daraus etwas zu machen, mit dem man vor das Volk gehen will? Ich glaube nicht, und deshalb haben wir uns auf das einzige Dekret beschränkt, das ich erwähnt habe.

Ideal wäre es gewesen, grundsätzlich die Aufgaben von Kanton und Gemeinden neu festzulegen, besser auseinanderzuhalten, um nachher eine Neuverteilung der Lasten vorzunehmen. Dazu fehlt uns aber die Zeit. Die Probleme, die wir zu lösen haben, sind dringend. Ich muss weitergehend sagen: Es nützt uns nichts, eine neue Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden durchzuführen, wenn nicht der Bund dasselbe mit den Kantonen macht. Dort sind nämlich auch einige Probleme in Diskussion, die, von unserem Kanton aus gesehen, auf verschiedenen Gebieten anders geordnet werden müssen. Es müsste also eigentlich auf allen drei Stufen eine Neuverteilung der Aufgaben und der Lasten Platz greifen. Ein wesentliches Problem, das sich uns stellte, war der Rechtsanspruch der Subventionsempfänger, der heute gesetzlich verankert ist und der uns in eine schlimme Situation hineingebracht hat. Aufgrund der Gemeindeautonomie sind im Kanton Aufgaben beschlossen worden, und weil die Gemeinden einen Rechtsanspruch auf die Subventionen haben, mussten wir sie hier im Rate zusichern, ohne das Geld zur Verfügung zu haben. Das ist das Hauptproblem, das uns drückt und das beseitigt werden muss. Neben diesem Hauptproblem stellen sich noch andere Fragen.

Wie können wir dieser Situation gerecht werden? Wir haben untersucht, ob es zum Beispiel anginge, im indirekten Finanzausgleich die Subventionssätze für die verschiedenen Gemeinden prozentual zu kürzen. Das wäre ein Weg gewesen. Dann hätte man aber einen Tarif aufstellen müs-

sen, der möglicherweise auch nach der gleitenden Skala ausgesehen hätte, die wir heute vorlegen müssen; denn wenn wir die Subventionen pauschal um 10 oder 20 Prozent kürzen, so macht dies für den Aufgabenkreis des Finanzschwachen mehr aus als für den Finanzstarken. Wir sind deshalb von einem solchen Rabattsystem abgekommen. Es hat sich auch die Frage gestellt: Sollen wir einfach glattweg die ausserordentlichen Subventionen streichen, das heisst bei 50 Prozent haltnachen? Damit hätten wir jedoch wieder die gleichen getroffen, nämlich die schwächsten Gemeinden. Darum sind wir von diesen beiden Lösungsmöglichkeiten abgekommen. Der Starke wäre dabei immer stärker und der Schwache immer schwächer geworden. Wir haben somit nichts anderes machen können, als den Rechtsanspruch auf die Beiträge, der grundsätzlich weiterbesteht, zu begrenzen, und zwar auf die Steuerkraft des Staates, weil, wie ich vorhin erwähnte, wir die Hauptursache der heutigen Situation darin sehen, dass uns dieser unbegrenzte Rechtsanspruch die Staatsfinanzen ausgeöhlt hat. Wir sind deshalb zur Lösung mit einer sogenannten flexiblen Finanzausgleichsskala gekommen, die im vorliegenden Gesetz grundsätzlich festgehalten ist, ebenfalls im Dekret, wie Sie des näheren noch sehen werden. Es verhält sich so, wie gesagt worden ist: das System hat zur Folge, dass man weniger Subventionen erhalten wird. Wir können ja nicht mehr Beiträge ausrichten. Wir haben alles gegeben, was wir geben konnten. Je mehr Geld wir nachher auf einer gesunden Basis beschaffen, wie ich sie skizziert habe und die wir legen müssen, je mehr Geld wir haben auf dem Weg direkter oder indirekter Abgaben, desto mehr können wir auch aufgrund des neuen Finanzausgleichs, den wir hier vorschlagen, ausrichten. Es geht also praktisch – ich habe das schon bei den beiden letzten Finanzberichten angetont – um folgendes: Die Gemeinden haben ihre Gemeindesteuern für ihre ureigenen Aufgaben. Sie haben heute und seit Jahren eine Gesamtsteueranlage im gewogenen Mittel von 2,42, während sie der Staat in den letzten Jahren erhöhen muss, und zwar nicht zuletzt aus Gründen einer Lösung des indirekten Finanzausgleichs, wie wir sie jetzt kennen. Die Gemeinden haben also ihre Steuern für ihre ureigenen Aufgaben, und der Staat sollte seine Steuern für seine ureigenen Aufgaben ebenfalls haben. Der Staat muss aber von seinen Staatssteuern Mittel für die Aufgaben abzweigen, welche die Gemeinden und der Staat zusammen zu lösen haben. Das ist der dritte Punkt: die gemeinsam zu lösenden Aufgaben. Dabei muss ich erwähnen, dass in den letzten zehn Jahren der Staat für Beiträge an die gemeinsam zu lösenden Aufgaben drei Steuerzehntel mehr aufgewendet hat, das heisst diese Beiträge haben sich von rund 0,6 auf über 0,9 Einheiten erhöht. Hauptsächlich deswegen ist das bekannte Loch entstanden. Die Gemeinden, Herr Grossrat Frutiger, sollen dadurch, dass sie vom Staat weniger erhalten, mehr Freiheit bekommen. Ich gebe zu, dass man in der Normierung der Subventionsbauten vom Staat aus etwas weit gegangen ist. Wir sahen dies bei den Schulhausbauten, aber auch bei andern Projekten. Das haben wir jetzt korrigiert. Immerhin muss ich

sagen, dass gewisse Normierungen auf Bundesrecht beruhen, die wir übernehmen mussten, zum Beispiel auf dem Sektor der Meliorationen. Hier schreibt der Bund vor, was vorzukehren ist, aber noch auf anderen Gebieten. Es verhält sich aber so, und darum werden wir auch in Zukunft nicht herumkommen: Wer zahlt, befiehlt. Wenn die Gemeinden heute von der Erhaltung der Gemeindeautonomie reden, so bin ich vollständig damit einverstanden. Mich würde es freuen, wenn die Gemeinden mit ihrer Autonomie ihre Aufgaben lösen würden und der Staat mit seiner Autonomie seine eigenen, so dass alles schön abgegrenzt werden könnte. So weit werden wir aber nie kommen, auch wenn wir an eine neue Aufgabenteilung herantreten.

Zur Hundetaxe möchte ich sagen, dass dies einer der letzten Punkte ist, woraus ich eine Prestigefrage mache, abgesehen davon, dass ich weder in bezug auf dieses noch auf das andere Gesetz so etwas vor habe. Wir waren aber der Auffassung, wenn man den Gemeinden schon ein mehreres zumutet, sollten sie auch primär, aus Selbsthilfegründen, die Möglichkeiten, die ihnen vom Gesetz gegeben sind, ausschöpfen können. Die Hundetaxe ist schon vor einigen Jahren mit einer Motion hier aufgegriffen worden. Die Polizeidirektion hat sofort eine Vorlage unterbreitet, die dann allerdings in Ihrem Rate schon zu Fall gebracht worden ist. Auch in bezug auf die Feuerwehrsatzsteuer ist angeregt worden, den Rahmen weiter zu spannen. Ferner wurden die Wasserzinsen erwähnt, die bei einem entsprechenden Ausbau den Gemeinden weitere Einnahmenquellen erschliessen könnten. Alle diese Möglichkeiten sind also vorgesehen. Sie können sich erklären, ob sie sie annehmen wollen oder nicht. Herr Grossrat Stähli hat mit Recht ange tönt: Alles, was die Gemeinden in Zukunft in bezug auf die Selbsthilfe in dieser Richtung machen oder nicht machen, müssen wir bei der Berechnung in der Gesamtsteueranlage berücksichtigen. Das gehört dazu.

Zur Fischerei soll ebenfalls ein Streichungsantrag eingereicht werden. Meine Herren, wir wollen weder aus der Jagd noch aus der Fischerei ein Geschäft machen. Bei der Jagd sind wir aber so weit gekommen, zu sagen, sie sollte sich selber erhalten, der Staat sollte nicht noch aus allgemeinen Steuergeldern die Jagdverwaltung bezahlen müssen, also ein Regal, das ihm etwas eintragen sollte. Im Jagdgesetz hat deshalb das Volk die Kompetenz zur Festsetzung der Jagdpatentgebühren dem Grossen Rat übertragen. Der Grund, warum wir die Fischerei jetzt auch einbezogen haben, ist derselbe. Genau gleich wie bei der Jagd sollten auch bei der Fischerei die Patentgebühren durch Beschluss des Grossen Rates so festgelegt werden, dass die Rechnung des Staates nicht in die roten Zahlen kommt. Bis jetzt, ich muss das anerkennen, haben wir bei der Fischerei, gesamthaft gesehen, nicht daraufgelegt. Mehrheitlich hatten wir Überschüsse zu verzeichnen. Auch daraus machen wir keine Prestigefrage. Man verhandelt gegenwärtig über ein neues Fischereigesetz. Die zuständigen Fischereinstanzen werden demnächst dazu Stellung nehmen. Ich bin der Meinung, man sollte die betreffende Bestimmung vorläufig im Gesetz belassen und die Haltung der Fischer

abwarten. Wenn sie gewillt sind, dasselbe zu tun wie die Jäger, können wir den betreffenden Artikel in diesem Gesetz immer noch streichen. Es geht bloss um diese grundsätzliche Frage.

Herr Grossrat Cattin hat auch den Gewässerschutz angetönt. Der Bund erlässt in bezug auf den Gewässerschutz sehr drakonische Vorschriften, was die Kantone alles vorzukehren haben. Aber was das Zahlen anbelangt, hinkt der Bund weit hintennach. Das ist bedauerlich. Wir würden es gerne sehen, wenn er noch ein mehreres täte im Blick auf das, was in dieser Beziehung noch an die Hand zu nehmen ist. Auch in bezug auf die Hochschulförderung wird es interessant sein zu erfahren, ob der Bund in seinem Gesetz Vorschriften aufstellen wird, die für die Universitätskantone noch tragbar sein werden. Ich möchte Herrn Cattin noch einmal sagen: Es geht heute nicht darum, die Gemeinden zu schröpfen. Ohne einen starken Staat können aber die Gemeinden, was Sie ebenfalls zugeben müssen, auch nicht leben. Wir unsererseits wissen, dass der Staat alles Interesse hat, dass die Gemeinden ihre Aufgaben erfüllen können. Heute geht es darum, hier den goldenen Mittelweg zu finden, um die Probleme zu lösen, die wir zusammen lösen müssen.

Über die Anregung, dem Gesetz erst in zweiter Lesung zuzustimmen, wenn alle Dekrete vorliegen und genehmigt sind, können wir dann reden. Ich habe jedenfalls versprochen, die Dekrete vorzulegen, damit «en connaissance de cause» über diese Gesetze in der zweiten Lesung abgestimmt werden kann. Herr Grossrat Cattin, wir haben dieses Beispiel schon einmal durchexerziert. Es ist sonst üblich, die Dekrete nach den Gesetzen zu beraten. Da aber das Misstrauen gegen die Verwaltung gross war, hat man zum Beispiel bei der Steuergesetzrevision zuerst das Dekret über die amtlichen Werte genehmigt, bevor dem Gesetz zugestimmt worden ist. Nur «entre parenthèses» möchte ich dazu Herrn Cattin sagen: Heute schimpft man über einen ganz bestimmten Artikel des Dekretes betreffend die amtlichen Werte, der die Übergangsordnung betrifft. Dort hat der Grossen Rat trotz den Warnungen des Finanzdirektors diesen überstimmt, und ausgerechnet mit diesem Artikel ist man heute nicht zufrieden. Man muss also in solchen Sachen vorsichtig sein.

Herr Dr. Meyer hat erwähnt, der direkte Finanzausgleich solle nicht ins Uferlose führen. Darin bin ich mit ihm einverstanden. Diesem Gedankengang kann man zustimmen, wenn man sich auf den Boden stellt, der direkte Finanzausgleich sei ein Almosen für die Gemeinden. Das glaube ich aber nicht. Der direkte Finanzausgleich hat sich nämlich bis jetzt sehr gut bewährt, so dass wir ihn beibehalten müssen. Gerade in dem Moment, da man den indirekten Finanzausgleich schmälert, muss der direkte Finanzausgleich verstärkt werden. Wieweit dies gehen wird, werden wir sehen. Wenn Sie, Herr Dr. Meyer, aber sagen, der direkte Finanzausgleich dürfe nicht ins Uferlose führen, so muss ich den Spiess umdrehen und erklären: Auch der indirekte Finanzausgleich darf dies nicht. Er ist es ja, der uns jetzt Sorgen bereitet hat. Der Rechtsanspruch auf Beiträge aller Art bis an den Rand des Ruins des Staates hat uns ja dazu geführt, Ihnen den vorliegenden

Gesetzesentwurf zu unterbreiten. Der indirekte Finanzausgleich führt übrigens für den Staat noch sehr viel weiter als der direkte, was wir ja gemerkt haben.

Zum Fürsorgegesetz ist folgendes zu sagen: Das neue Fürsorgegesetz war eine Wohltat. Dieses Gesetz ist in Ordnung. Es hat sich im grossen und ganzen bewährt. Die Verhältnisse haben sich aber auf verschiedenen Gebieten des Fürsorgewesens verändert. So sind seit der Schaffung des neuen Fürsorgegesetzes verschiedene AHV-Revisionen hinzugekommen, die eine wesentliche Entlastung brachten. Abgesehen von der Teilung 7:3 oder 5:5 ist hier aber noch ein Punkt erwähnenswert: Man hat erklärt, man nehme dem Volk kompetenzmässig etwas viel weg zugunsten des Grossen Rates und der Regierung. Ist es nun richtig, wenn die Fürsoredirektion die Möglichkeit hat, ganz in eigener Kompetenz einem Verband von Verpflegungsheimen, dem etwa 30 bis 40 Gemeinden angeschlossen sind, zu sagen: «Sie dürfen für 16 bis 20 Millionen Franken bauen, Sie haben unseren Segen», wobei die Regierung und der Grosse Rat gar nichts dazu zu sagen haben. Das müssen wir doch ändern, wenn man von den Finanzkompetenzen des Volkes, des Grossen Rates und der Regierung redet. Auch hier müssen wir vernünftiger werden.

Es wurde auch bemerkt, in diesem Gesetz sei ebenfalls die Rede von Beiträgen an die Gemeindestrassen, das Spitalwesen usw. Wenn wir den indirekten Finanzausgleich für die wesentlichen Baubeuräge neu ordnen wollen, müssen wir ihn auch für die Betriebskostenbeiträge neu regeln. Nachdem wir verschiedene Lösungen haben, sind wir zur Auffassung gekommen, man sollte jetzt zu einem einheitlichen System gelangen, damit in Zukunft alles nach den gleichen Vorschriften über den indirekten Finanzausgleich gehandhabt wird. Warum wir zu keiner einfacheren Regelung gekommen sind, Herr Dr. Meyer, darüber habe ich bereits Ausführungen gemacht.

Auf die Verbesserung des Steuersubstrates habe ich bereits hingewiesen. Ich bin mit den gefallenen Äusserungen absolut einverstanden. Wenn wir im gleichen Tempo weiterfahren wollen in der Zusicherung von Beiträgen und Subventionen aller Art wie bis jetzt und darüber hinaus noch gewisse Aufgaben in Angriff nehmen, die vordringlich sind, so fehlen uns jährlich 100 Millionen Franken. Das sind rund 5 Steuerzehntel, wenn man den Zehntel zu 20 Millionen Franken rechnet. Das können wir nicht beschaffen. Hier im Rate können wir höchstens noch 3 Steuerzehntel beschliessen. Wir sind daran, eine Verbesserung des Steuersubstrates anzustreben. Die sogenannte Kommission Tschannen hat bereits ein Jahr funktioniert. Man hat sich von ihr viel versprochen und erwartet jetzt ihren Bericht.

Ein weiterer Punkt: Übernächsten Sonntag kommt die Steueramnestievorlage zur Abstimmung. Auch davon verspricht man sich allerhand. Wir wollen hier die Erwartungen aber nicht zu hoch schrauben; ich bin in dieser Beziehung eher etwas skeptisch.

Zur Weiterführung der Progression muss ich erwähnen, dass, wenn man das Steuergesetz heute

revidierte, diese eine der Diskussionspunkte bilden würde. Das ist ganz klar. Es würde wahrscheinlich auch niemand etwas einzuwenden haben, wenn man dort noch höher ginge als heute. Sie kennen aber meine Haltung gegenüber einer Steuergesetzesrevision. Bis jetzt habe ich mich dagegen gewehrt, schon wieder eine Steuergesetzesrevision vorzunehmen. Es sind gewisse Widersprüche festzustellen, wenn man meint, man sollte eine Steuergesetzesrevision an die Hand nehmen, nachdem die letzte drei oder vier Jahre zurückliegt, während man glaubt, an anderen Gesetzen, die erst seit kurzer Zeit in Kraft sind, nichts ändern zu dürfen. Wenn hier Abschnitte über Abänderungen von Steuergesetzesbestimmungen enthalten sind, so sind dies technische Vorschriften, vor allem in bezug auf den Verzugszins, oder Gesetzeslücken, die wir bei dieser Gelegenheit beheben wollen. Es geht uns dabei aber hauptsächlich darum, ein Problem zu lösen, bei dem uns heute der Schuh drückt. Es betrifft den ratenweisen Steuerbezug, um die mangelhafte Zahlungsbereitschaft des Staates wieder in Ordnung zu bringen. Deshalb gehören diese Bestimmungen in diese Vorlage hinein. Wenn wir über die Weiterführung der Progression reden wollen, muss man sich schlüssig werden: Soll sie nur für die natürlichen Personen oder auch für die juristischen Personen gelten? Kommen wir dort zum Beispiel zu neuen Ansätzen, dann stellt sich sofort die Frage, wie es sich dann mit den Abschreibungen und der Reservestellung verhält. Man hört etwa, man sei mit einer Erhöhung der Progression einverstanden, aber im gleichen Atemzug meldet man das Begehr an, die kalte Progression zu eliminieren. Wie können wir dies tun? Wir haben gesehen, dass durch eine Korrektur unten nichts herausschaut. Das Problem kann nur durch Erhöhung der Sozialabzüge gelöst werden. Dies ist aber eine so komplexe Materie und bildet den zentralen Punkt unserer heutigen Steuergesetzgebung, dass wir diese Frage im vorliegenden Gesetz schlechterdings nicht lösen können. In bezug auf eine Weiterführung der Steuerprogression bei den natürlichen Personen ist zu sagen, dass diese auch eine solche bei den juristischen Personen nach sich ziehen würde. Auf der andern Seite kommt man und verlangt eine Abschaffung der kalten Progression durch Erhöhung der Sozialabzüge. Damit werden sich Plus und Minus wieder aufheben. Was nützt das in der vorliegenden Situation? Schliesslich erklärt man noch, das wichtigste sei die Förderung der bernischen Volkswirtschaft. Das ist absolut richtig. Wie ich gesagt habe, fehlen uns jährlich 80 bis 100 Millionen Franken. Diese bringen wir durch technische Manipulationen nicht auf. Da müssen wir grundsätzlich etwas unternehmen zur Intensivierung unserer Volkswirtschaft. Heisst es aber die Volkswirtschaft fördern, wenn man die Progression so weiterführt, dass sich neue Betriebe sagen: Nein, wir kommen nicht in den Kanton Bern, uns ist es an einem andern Ort wohler. – Im übrigen erhalten Sie demnächst den Bericht eines Professorenkollegiums. Er war nur etwas lang und in einigen Punkten nicht vollständig. Wir haben ihn deshalb ergänzen lassen. Aus diesem Bericht werden Sie sehen, dass wir nicht darum herumkommen, eine Institution zu

schaffen, wie sie hier angeregt wird und die sich laufend mit diesen Problemen beschäftigt. Das kostet den Staat aber wiederum eine Stange Geld. Darüber können wir dann reden. Wenn man aber von der Volkswirtschaft spricht, so muss man in diesem Zusammenhang auch den Steuersektor berücksichtigen. Wir müssen auch auf diesem konkurrenzfähig bleiben.

Herr Dr. Meyer, ich habe Ihre Ausführungen gehört in bezug auf die Superdirektion der Finanzen. Ich muss Ihnen sagen, dass mir diese «Superdirektion» nicht lauter Freude bereitet. Der Finanzdirektor muss an allen Fronten kämpfen, zuerst mit den Direktionen, aber sogar mit seinen eigenen Kollegen in der Regierung, namentlich mit denen, die sich mit Problemen beschäftigen müssen, die den Staat und die Gemeinden angehen. Dabei habe ich mir gesagt: Die beste Lösung wäre, vom Kollegialsystem abzukommen! Dann brauchten Sie überhaupt keine Finanzdirektion mehr! Dann hätten Sie einfach den Steuerverwalter und den Kantonsbuchhalter. Der Kantonsbuchhalter würde das Budget aufstellen, und der Grosse Rat würde jeder Direktion jedes Jahr soviel zuteilen, wie sie brauchen kann. Dann benötigten wir auch keinen Finanzdirektor mehr! Im gleichen Atemzug kommt man aber und sagt, es bestehe zuwenig Koordination. Es ist aber manchmal schlechterdings unmöglich, die Koordination richtig spielen zu lassen, besonders wenn mir Gesetze und Dekrete erst im letzten Augenblick unterbreitet werden, bevor sie an den Grossen Rat gelangen. Im neuen Finanzaushaltgesetz haben wir nun eine bessere Lösung vorgesehen. In dieser Beziehung hätte der Vorstoss, der in einer der letzten Sessionen begründet wurde, auch für die Dekrete eine zweite Lesung zu ermöglichen, Vorteile gebracht. Bei Dekretsberatungen sind nämlich schon ganz unkontrollierte Dinge durchgegangen. Einen solchen Fall hatten wir bei der Spitalvorlage, wo man einfach gesagt hat, sie finde rückwirkend Anwendung auf alles, was bereits projektiert ist. Das hat uns 16 Millionen Franken gekostet. Oder in der letzten Maisession haben wir eine aufgeschobene Anwendung des Dekretes über die Schulhausbauten beschlossen. Das kostet den Staat auch einige Millionen Franken.

Wenn uns mangelnde Koordination vorgeworfen wird, so muss ich sagen, dass man den Willen dazu haben muss. Den kann der Finanzdirektor nicht allein aufbringen. Und wenn Sie den Finanzdirektor abschaffen, ist die Koordination noch mehr gefährdet. Von einer «Superdirektion» habe ich bis jetzt aber nichts gemerkt, höchstens dass ich etwa 50 Prozent mehr Arbeit hatte als jeder andere und an allen möglichen und unmöglichen Orten mitmachen muss und dort ein schönes Honorar erhalte. Die Honorargelder aus diesen zusätzlichen Arbeiten, die ich in die Staatskasse ablieferne, machen jetzt gerade 50 Prozent meiner Besoldung aus. Ich bin also der billigste der Regierungsräte, was den Staat betrifft! (Heiterkeit).

Herr Grossrat Winzenried, Sie sind in Ihrer Kritik heftig geworden. Sie sagten, es fehle an einer zweckmässigen Koordination und Planung. Über die Koordination habe ich mich jetzt geäußert. In bezug auf die Planung muss ich bemerken, dass es praktisch unmöglich ist, zu pla-

nen, wenn einem nur noch ein paar Milliönen verbleiben, wovon man noch drei Viertel für Subventionen braucht. Die Planung ist eine Dauer-aufgabe. Diese werden wir in Zukunft jedes Jahr ergänzen auf mindestens 4 Jahre oder länger. Das werden wir tun müssen. Es gibt Direktionen, die bis jetzt schon sehr gut geplant haben. Es gibt sogar eine Direktion, die ihren Überhang an Fälligkeiten abgebaut hat und in eine anständige Situation hineingekommen ist. Wir verfügen heute aber beispielsweise noch über keine Gesamtplanung hinsichtlich der Spitäler oder der Hochschule. Wie können wir bei diesen grossen Mocken eine Finanzplanung für den Kanton ausarbeiten, wenn auf der andern Seite nicht klar ist, über welche Mittel wir noch verfügen können? Herr Dr. Winzenried, den «Salzpalast» wollen wir bei-seite lassen. Für einmal haben wir damit Wahlen gemacht (Heiterkeit). Jetzt haben wir über zwei Finanzberichte zu diskutieren. Sie kommen immer mit der Bemerkung, man sehe keine Möglichkeit der Ersparnis, keine Ausgabenbremse. Hat mir jemand im Verlaufe der langen Debatte gesagt, wo, was und wie gespart werden könnte? Es hat mir kein einziger ein goldenes Ei gelegt, nicht einmal ein möschiges (Heiterkeit).

Man sagt auch, das Tempo sei zu rasch. Wir diskutieren jetzt drei Jahre lang darüber. Das Bernervolk ist nämlich über die Situation genau so gut im Bild wie der Grosse Rat. Das habe ich in den letzten beiden Wintern an etwa 60 Vorträgen und Diskussionen gemerkt, die ich gehalten habe. Bringen Sie die Sache in ein richtiges Verhältnis, und das Volk wird Verständnis dafür haben. Ich hoffe, der Grosse Rat werde das Verständnis auch aufbringen. Ich behaupte jedoch, dass, wenn das Gesetz ausgehöhlt wird, so dass nichts mehr drin steckt, es selbstverständlich vom Volk verworfen wird. Wenn der Grosse Rat aber bezeugt, dass es so nicht weitergehen kann, dass jetzt Ordnung geschaffen werden muss, dass Aufbauarbeit geleistet werden muss, wird ihm das Bernervolk folgen. Davon bin ich fest überzeugt.

Jetzt heisst es, das Tempo sei zu rasch, während wir erst kürzlich in der Zeitung lasen «endlich». Das letzte Jahr hiess es, das Gesetz über die Finanzkontrolle müsse bis zum 31. Dezember 1967 her. Dies wurde sogar von zwei Votanten hier im Rate gefordert. Wir haben das Gesetz fertiggebracht zur ersten Lesung auf die gegenwärtige Februarsession hin. Rascher konnten wir nicht vorgehen. Ich bin nun der Meinung, beide Gesetze müssen dem Volk gemeinsam vorgelegt werden. Auf der einen Seite will das Volk sehen, dass wir jetzt saubere Grundlagen schaffen, um nachher neu darauf aufzubauen. Es will nachher wissen, wenn wir neues Geld bewilligen müssen, ob der Franken richtig und zielbewusst angelegt wird. Die beiden Gesetze werden daher gemeinsam unterbreitet, und es wäre auch nicht angezeigt gewesen, die ganze Materie in einem Erlass zu behandeln. Herr Dr. Winzenried und meine anderen Herren Grossräte: Ich bin überzeugt, dass es nicht ohne neue Steuern gehen wird. Hier sind Klagen geführt worden, die Gemeinden würden mit den Steuern hinaufgehen müssen. Das ist möglich. Es trifft nicht alle gleich. Ich bin nicht überzeugt, dass z. B. diejenigen, die heute mit

ihren Steuern hinuntergehen könnten, nachher beim neuen Finanzausgleich die Steuern erhöhen werden. Eines ist aber klar: Warum sollen die Gemeinden mit ihren Steuern nicht hinaufgehen müssen, wenn der Staat dies auch tun muss. – Ich bin der Meinung, wenn das unter Dach ist, so machen wir anhand der Unterlagen, die wir haben, eine richtige Finanzordnung. Dann werden wir sehen, wo wir stehen, und sagen können: Jetzt müssen noch die und die Einnahmen her. Ich glaube also auch, dass es nicht ohne weitere Steuern gehen wird. Vorderhand wollen wir aber die Abklärungen abwarten. Wir wollen sehen, was die Erforschung des Steuersubstrates und eine allfällige Steueramnestie ergeben. Wir werden das eine und das andere nehmen und dann beurteilen können, ob eine Steuergesetzesrevision fällig ist oder nicht.

Es ist auch gesagt worden, man habe zu spät geplant. Herr Dr. Winzenried, ich befinden mich da in recht guter Gesellschaft. Das gleiche Problem stellt sich nämlich sowohl beim Bund wie in allen Kantonen. Das ist kein Trost. Man hat Gesetze erlassen, deren Tragweite nicht abgesehen worden ist. Ich gebe zu, dass wir sie jetzt nach dem neuen Gesetz auch noch nicht ganz absehen. Wir sehen aber die Mängel, die es hat, und die müssen wir zu beheben trachten. Es hat sogar ein grosser Wirtschaftssachverständiger, nämlich der Wirtschaftsminister der Deutschen Bundesrepublik, Prof. Schiller, letzthin im Fernsehen gesagt, woran man heute in Westdeutschland kranke, sei der Umstand, dass man in den letzten Jahren der Hochkonjunktur alles auf Rosen gebettet gesehen habe. Man habe Gesetzesnormen in ihrer Tragweite nicht überblicken können oder sich zuwenig Mühe genommen, abzuklären, wie weit sie führten. Das sei der Grund für das heutige Schlamassel.

Wir stellen also überall die genau gleichen Erscheinungen fest. Das soll keine Entschuldigung sein und sei nur nebenbei erwähnt.

Herr Trachsel, ich habe Ihnen auf die Frage nach einer allfälligen Steuererhöhung zu antworten. Wenn wir alle Probleme der Infrastruktur in einem Tempo wie bisher lösen wollen, nicht nur diejenigen, welche die Gemeinden oder der Staat allein lösen, sondern auch die gemeinsamen, dann reicht es einfach nicht. Deshalb muss man das Gesetz weniger als eine Kürzung der Subventionen an die Gemeinden betrachten; es bringt vielmehr eine Anpassung der Subventionen an die Mittel des Staates und der Gemeinden zur Lösung der Aufgaben.

Herr Freiburghaus, ich bin mit Ihnen einverstanden, dass nur wenige Gemeinden an den Maximalmalsatz von 75 Prozent herankommen. Wir haben unseren Massstab auch nicht auf diese Extreme abgestellt. Was aber auch nicht richtig war, abgesehen davon, dass wir immer das Doppelte oder das Dreifache dessen bewilligt haben, was wir an Geld zur Verfügung hatten, ist die Tatsache, dass wir an Gemeinden über 50prozentige Subventionen gewährt haben, in denen die Steuerkraft grösser ist als beim Staat. Im Fürsorgewesen, im Spitalwesen usw. gibt es Gemeinden, die an ihre Werke Subventionen von über 50 Prozent erhalten

haben, obschon sie eine bedeutend günstigere Steueranlage haben als der Staat.

Die Frage der zeitlichen Begrenzung ist von Herrn Freiburghaus und namentlich auch von Herrn Dübi aufgeworfen worden. Ich bin gerne bereit, das noch zu prüfen. Ich möchte Ihnen nur sagen, dass man sich von dieser Begrenzung nicht zuviel versprechen darf. Unter 10 Jahren können wir nicht gehen, und nach zehn Jahren sollten wir wahrscheinlich alle Subventionsgesetze, die heute bestehen, in ihrer Gesamtheit überholen. Die Frage ist nur die, ob die gesamthafte Finanzlage des Staates in zehn Jahren günstiger sein wird als heute. In dieser Hinsicht hege ich grosse Zweifel. Wenn wir rechnen, dass der Staat ein Hochbauprogramm hat von weit über einer Milliarde Franken, für die Universität allein ein solches von 800 Millionen Franken, und ein Tiefbauprogramm mit den Hauptstrassenzügen, die zur Diskussion stehen, von ebenfalls über einer Milliarde Franken, die wir nach der Auffassung gewisser Herren im Laufe einer halben Generation lösen sollten, so haben wir in ein paar Jahren noch keine besseren Verhältnisse beim Staat, auch wenn wir die Zeitspanne auf eine Generation ausdehnen. Wir werden in ein paar Jahren vielleicht übersichtlichere Verhältnisse haben. Wir werden das Heft besser in der Hand haben in bezug auf Planung und Dringlichkeit. In finanzieller Hinsicht dürfen wir uns aber keinen Illusionen hingeben. Es wurde auch erwähnt, es sei ein Notstandsgesetz, und deshalb müsse man es befristen. Wir haben die letzten Gesetze revidiert, die 50, 60 oder fast 100 Jahre in Kraft waren. Bei diesem Gesetz wird es nicht so lange dauern, bis es revidiert werden muss. Heute geht alles viel rascher. Man sieht dies beim Steuergesetz, beim Lehrerbesoldungsgesetz und bei anderen Erlassen. Hier haben wir zum Teil auch Übergangslösungen für das Spitalwesen. Es verhält sich doch so, dass eine Spitalplanung zur Diskussion steht. Der Herr Gesundheitsdirektor hat diese ja schon für die nächste Zeit in Aussicht gestellt. Dann wird die vorstehende Übergangslösung hinfällig. In bezug auf das Lehrerbesoldungsgesetz ist zu sagen, dass die bekannte Reallohnverbesserung mit dem Einbau von AHV und IV kommen wird. Dann werden wir sowohl das Dekret über die staatlichen Besoldungen wie das Lehrerbesoldungsgesetz überholen müssen. Dann fallen die betreffenden Bestimmungen aus dem heute zur Diskussion stehenden Gesetz wieder heraus. Den ratenweisen Steuerbezug werden wir, wenn wir ihn heute einführen, in zehn Jahren nicht fallenlassen. Vielleicht ist aber innerhalb dieser Frist ein neues Steuergesetz ausgearbeitet worden. Dann wird diese Bestimmung im neuen Steuergesetz enthalten sein und hier wegfallen. Zur Gebührenordnung ist zu sagen, dass wir bloss darnach trachten, die Gebühren, die in allen Gesetzen verstreut sind, zusammenzufassen, was einem die Sucharbeit erleichtern soll. Wenn es in die Kompetenz des Grossen Rates fällt, die kleinen Ausgaben anzupassen, sollte er auch die kleinen Einnahmen anpassen können. Wie gesagt, ich bin einverstanden, diesen Punkt zu prüfen. Ich verspreche mir aber sehr wenig davon. In kurzer Zeit werden wesentliche Abschnitte in die ordentliche Gesetzgebung übergeführt werden.

Ich bin mit meinen Ausführungen leider noch nicht zu Ende. Ich lege Wert darauf, den anderen Herren auch noch zu antworten. Mit Rücksicht auf die vorgesetzte Zeit bin ich bereit, hier abzubrechen und morgen weiterzufahren.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Dritte Sitzung

Mittwoch, 7. Februar 1968,  
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident P é q u i g n o t

Anwesend sind 184 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Burri (Schliern), Favre, Gigandet, Haegeli (Tramelan), Hofmann (Burgdorf), Michel (Meiringen), Nahrath, Probst, Schneider, Siegenthaler, Stoffer, Stoller; unentschuldigt abwesend sind die Herren Grimm, Oeuvray, Voisin (Porrentruy).

### Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften

Eintretensfrage

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 20 hievor)

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich fahre weiter in der Beantwortung des Votums von Herrn Grossrat Mischler. Mit seinen Ausführungen in bezug auf die Förderung der Volkswirtschaft bin ich grundsätzlich einverstanden. Die Massnahmen, die wir dort einleiten und treffen müssen, werden aber nur auf weite Sicht Früchte tragen. Bis dahin gilt es, durchzuhalten. Wir sind uns einig: Ohne gesunde Staatsfinanzen gibt es keine gesunde Volkswirtschaft und ohne gesunde Volkswirtschaft auch keine gesunden Staatsfinanzen. Wir müssen also vorweg die Volkswirtschaft fördern, und zwar in dem Sinne, dass wir danach trachten, die Enden zusammenzubringen, d. h. die 100 Millionen Franken zu beschaffen, die uns zur Lösung der Probleme der Infrastruktur fehlen. Das bringen wir aber nicht fertig, wenn wir die Steuern massiv erhöhen. Das wäre ein Widerspruch. In dieser Hinsicht – das habe ich schon gestern erwähnt – müssen wir vorsichtig sein. Ich gehe auch einig mit der Bemerkung, der Grosse Rat und das Volk sollen in bezug auf die künftigen Vorlagen besser über die finanzielle Tragweite orientiert werden als bisher. Es wäre darüber einiges zu sagen aus der Vergangenheit. Die erste Möglichkeit wird sich nächstens zeigen. Es liegt ein Projektierungskredit vor für ein sogenanntes Mehrzweckgebäude der Universität. Dieses Mehrzweckgebäude soll ein Provisorium darstellen für den Übergang der Hochschule von der Grossen Schanze auf das Viererfeld. Es soll einige Millionen Franken kosten. Wir werden mit dem Kreditbegehren vor das Volk treten müssen, und in dem Moment will das Bernervolk wissen, was die Hochschule Bern in den nächsten Jahren kosten wird, nämlich Hunderte von Millionen Franken Baukosten und jährlich etwa 6 Steuerzehntel. Hier gibt es eine Gelegen-

heit, das Bernervolk über die Tragweite dieses dicken Brockens aufzuklären. Zur Befristung der Vorlage habe ich mich gestern schon geäussert. Ich werde im speziellen noch darauf zurückkommen.

Herr Grossrat Schwander, die Auswirkungen auf die Gemeinden werden auf die zweite Lesung hin anhand von Beispielen und Tarifen noch abgeklärt. Ich hege jedoch grosse Zweifel, ob die Mehrbelastung für die Stadt Biel 7 bis 8 Millionen Franken und für die Stadt Bern angeblich 20 Millionen Franken betragen werde. Das gäbe zusammen 27 Millionen Franken, während wir insgesamt, für alle Gemeinden zusammen, 30 Millionen Franken berechnet haben. Man rechnet hier also etwas nebeneinander vorbei. Sie werden aber Gelegenheit erhalten, die Rechnungsbeispiele noch zu studieren. Ich verweise auf Seite 23 des Vortrages. Die Gemeinden erleiden eine Einbusse von 28 Millionen Franken, und der Staat will für die finanzschwachen Gemeinden maximal einen Steuerzehntel zurückstellen, nicht auf einmal, sondern sukzessive, wie sich das ergeben wird. Davon gehen schon 20 Millionen Franken ab, so dass dem Kanton noch 8 Millionen Franken verbleiben, wenn man die Rechnung so simplifiziert; aber so einfach ist sie nicht, abgesehen davon, dass die Regierung auf Seite 23 des Vortrages noch darauf hinweist, dass der Staat von sich aus als Gegenleistung die aufgelaufenen Defizite der Insel und der Bezirksspitäler, insbesondere auch des Bieler Spitals, deckt. Das ist ein Brocken von 20 Millionen Franken. Dazu ist der Staat bereit, um einen Strich darunter zu machen und in bezug auf die Spitäler neu anzufangen. Bis dahin hoffen wir, sei dann die mehrmals erwähnte Spitalplanung da. Im übrigen hat der Staat bis jetzt den Bezirksspitätern sehr ansehnliche Beiträge geleistet. Gesetzwidrig ist er weit über das hinausgegangen, was er hätte tun dürfen. In dieser Sachlage ist es doch nicht mehr als recht und billig, wenn auf der andern Seite die Gemeinden dem Staat an seine Gesundheitsanstalten (die psychiatrischen, die epileptischen usw.) in Zukunft ihren Obolus auch entrichten. Was die Gemeinden dem Staat nach diesem Gesetz direkt opfern, wie man gesagt hat, hat der Staat den Gemeinden schon seit Jahren zum voraus gegeben. Er hat schon in der Vergangenheit drei Zehntel der Steuerkraft mehr ausgerichtet, als er hätte entrichten dürfen. Deshalb ist auch die mittlere Steueranlage der Gemeinden immer gleichgeblieben, auf 2,42, das heißt, die Gemeinden haben im Gegensatz zum Staat ihre Steueranlage nicht erhöhen müssen. Es geht gar nicht darum, den Gemeinden mit diesem Gesetz zu Unrecht etwas wegzunehmen. Die Gemeinden müssen sich aber den finanziellen Möglichkeiten des Staates in Zukunft besser anpassen. Der vorgeschlagene Weg führt uns nicht nur zu einer Finanzplanung und Dringlichkeitsordnung, die bei den staatseigenen Aufgaben wünschenswert ist, sondern er zwingt auch die Gemeinden auf indirektem Wege, namentlich in bezug auf die subventionierten Bauten, eine Dringlichkeitsordnung durchzuführen, wie das seinerzeit Herr Grossrat Schürch in einem Postulat angeregt hat.

Herr Grossrat Morand, ich bin mit Ihren Äusserungen in allen Teilen einverstanden. Ich möchte ebenfalls unterstreichen: Wenn der Staat, bevor er

an eine Steuererhöhung denkt, alle Möglichkeiten des Spars oder der Beschaffung zusätzlicher Einnahmen ausschöpft, so müssen das die Gemeinden auch tun. Der Staat hat jetzt die Motorfahrzeugsteuern sowie die Fremdarbeitersteuern erhöht, und er hat versucht, den Salzpreis sowie die Gebührenansätze hinaufzusetzen. Das bringt alles zusammen ungefähr einen Steuerzehntel. Diesen Steuerzehntel haben wir in der laufenden Finanzperiode von zwei Jahren notwendig zum Ausgleich der Teuerung. Wir werden ihn auch in Zukunft notwendig haben. Das ist ein gangbarer Weg, aber die Gemeinden müssen dasselbe ebenfalls tun. Die Gemeinden haben gestern dokumentiert, dass sie die Steuern erhöhen müssen, also müssen sie auch alle Möglichkeiten ausschöpfen, ihre Einnahmen zu verbessern. Die Gemeinden besitzen solche Möglichkeiten. Wir haben einige aufgezählt. Wir wollen jetzt nicht von der Hundertaxe sprechen, sondern eher vom Wasserzins. Es wird aber auch noch ein Antrag auf Erhöhung der Feuerwehrersatzsteuer eingereicht werden.

Herr Grossrat Wenger, wenn dadurch, dass der Staat den Hahn jetzt zwei Jahre lang etwas zugedreht hat, eine Schockwirkung auf die Wirtschaft ausgeübt worden ist, so war diese Schockwirkung bestimmt recht gesund. Auch für Kranke gibt es sogenannte Schocktherapien, die ebenfalls zur Gesundung beitragen. Im Hinblick auf unsere Finanzen war diese Schocktherapie gar nicht unangebracht. Heute kann man wieder Land zu anständigen Preisen kaufen und auch wieder zu anständigen Preisen bauen. Wir sagen: So können wir nicht weiterfahren. Bevor wir aber die Steuern hinaufsetzen, müssen die Probleme gelöst werden. Es hat für den Staat absolut keinen Sinn, jetzt einen Steuerzehntel zu beantragen, wenn ihm für seine immensen Probleme von den 20 Millionen Franken noch ein Viertel, das heißt 5 Millionen Franken verbleibt, während die anderen 15 Millionen Franken wieder in alle Welt hinausgehen. Weder der Staat noch die Gemeinden können auf diese Weise ihre Aufgaben lösen. So kommen wir nicht zum Ziel. Auf dieser Überlegung beruhen unsere Vorschläge.

Herr Dr. Messer, wenn wir das Gesetzgebungs werk, das wir Ihnen in zwei Vorlagen unterbreiten, mit den zugehörigen Dekreten unter Dach haben, kommen die Finanzkompetenzen in der Verfassung an die Reihe. Es hat keinen Sinn, das fakultative Referendum predigen zu wollen und die Finanzkompetenzen des Grossen Rates und der Regierung hinaufzusetzen in einem Moment, da wir kein Geld haben. Das Volk würde uns das nicht glauben. Wenn wir hingegen in allen Teilen Ordnung gemacht haben, können wir die Finanzkompetenzen regeln, so dass wir die Probleme lösen können und nicht mehr überall anstossen. Dann wird der Augenblick gekommen sein, nicht nur die Finanzkompetenzen in der Staatsverfassung an die Hand zu nehmen, sondern auch die Steuerkompetenzen, wo noch festgelegt ist, dass wir für den Staat maximal die zweifache Steuer einheit erheben dürfen, also 2,0, dass wir aber zusätzlich eine Zuschlagssteuer für das Armenwesen erheben können bis auf 2,5, also das Anderthalbfache der Einheitsanlage. Heute brauchen wir das nicht mehr für das Fürsorgewesen, sondern für

andere Zwecke. Deshalb wollen wir diesen Steuerartikel in der Verfassung unter die Lupe nehmen, allerdings nicht jetzt, nicht bevor wir die konkreten Probleme im Staate gelöst haben.

Die Probleme lassen sich nicht allein über die Steuern lösen. Es freut mich, dass gerade Sie das gesagt haben, Herr Grossrat Messer. Das habe ich mir besonders gemerkt. Wir können aber auch noch Anleihen aufnehmen. Man sollte jedoch nicht in einer Zeit wie der heutigen den Schuldenberg so auftürmen müssen, dass uns viele Millionen Franken zur Verzinsung der festen Schulden weggehen. Wir möchten mit dem Geld lieber schaffen und Probleme lösen, anstatt den Banken Zinsen zu zahlen. Uns sind also hier schon aus wirtschaftlichen Gründen gesetzt. Wir stehen gesamteidgenössisch in bezug auf den Schuldenberg in einer schönen Mittellage. Wir können uns also noch etwas leisten. Ich hatte aber die Meinung, in Zukunft sollten die normalen Einnahmen für die normalen Aufwendungen und Investitionen ausreichen, während man die grossen Brocken, die im Spitalwesen und bei der Universität entstehen werden, auf dem Anleihensweg finanzieren würde. Dazu ist allerdings eines zu bemerken: Wir können nicht unbeschränkt an den Anleihenmarkt gelangen. 1967 war der Anleihenmarkt mit etwa 150 Emissionsbegehren im Gesamtbetrag von gegen 5 Milliarden Franken belastet. Damals war die Emissionskommission eine Zeitlang noch in Kraft. Man hat den Betrag dann auf unter 4 Milliarden Franken herabgekämmt, weil das Geld nicht vorhanden war. Für 1968 sind bereits 130 Anleihen im Gesamtbetrag von 4,5 Milliarden Franken und für 1969 schon rund 125 Anleihen, bis jetzt ungefähr 4,5 Milliarden Franken, angemeldet. Wir werden also nicht je länger desto einfacher an den Anleihenmarkt gelangen können, bestimmt nicht häufiger als zweimal jährlich. Gerae die Tatsache, dass wir bis jetzt den Anleihenmarkt nicht überbeansprucht haben, hatte zur Folge, dass wir immer noch zu anständigen Bedingungen untergekommen sind. Wenn wir jährlich drei- bis viermal erschienen, würde das aufhören. Dann würde die Kreditfähigkeit des Kantons anders beurteilt.

Sie haben auch den AHV-Fonds erwähnt, Herr Dr. Messer. Mit den Beiträgen, die wir vom AHV-Fonds erhalten können, nämlich 2 oder 3 Millionen Franken im Jahr, kommen wir nicht weit. Die AHV wird, wenn die 7. Revision kommt, nochmals vermehrte Mittel von ihren Reserven benötigen, so dass wir hier mit noch kleineren Anleihsmöglichkeiten rechnen müssen.

In bezug auf Buchgeld bei den Banken sind sich sogar die Nationalökonomen nicht einig, was das ist. Ich kann aber Herrn Dr. Messer sagen, dass wir auf das Neujahr hin Buchgeld hereingenommen haben. Es waren ungefähr 50 Millionen Franken, die uns zur Erfüllung von Verpflichtungen im November und Dezember fehlten. Wir waren froh darüber. Das ist jedoch nicht langfristiges Geld für unsere langfristigen Anlagen, die wir errichten müssen, sondern das ist kurzfristiges oder mittelfristiges Geld, das nachher aus den eingehenden Steuern zurückbezahlt werden muss.

Wir seien der zweitreichste Kanton, wurde gesagt, da würden noch Möglichkeiten bestehen. Tatsächlich haben wir noch stille Reserven in Witzwil, Thorberg und Hindelbank. Versilbern Sie die aber einmal! Oder wären Sie einverstanden, die Aktien der BKW zu verkaufen, wo stille Reserven enthalten sind? Dann würden Sie aber die Energiepolitik für die bernische Volkswirtschaft aus der Hand geben. Eisenbahnpapiere hätten wir, abgesehen von denjenigen der BLS, Millionenwerte abzugeben, aber es will sie niemand, weil keine stillen Reserven vorhanden sind. Wir haben noch eine andere Möglichkeit untersucht, nämlich die Einführung eines sogenannten Spitalrappens. Die Anregung stammte von Herrn Dr. Achermann. Das Gutachten, das wir eingeholt haben, ist aber verfassungs- und gesetzesmäßig sehr negativ ausgefallen. Man wird über verschiedene Punkte noch diskutieren können. In der Abwicklung sehe ich jedoch grosse Schwierigkeiten, auch wenn die Idee «durchgezwängt» werden könnte. Den Spitalrappen, den wir zusätzlich zu den Arbeitgeber- und Arbeitnehmerbeiträgen erhoben hätten, hätte einige Dutzend Millionen Franken zur Lösung der Spitalfragen ergeben. Die Realisierung ist aber verfassungsmässig und organisationsmäßig sehr unwahrscheinlich. Im übrigen, Herr Dr. Messer, habe ich gesagt: Sie werden, wenn wir das Gutachten Stocker dem Grossen Rat nächstens in den Hauptzügen zur Verfügung stellen werden, daraus ersehen, dass dort eine sogenannte Entwicklungsinstitution angeregt wird, welche die Probleme auf weite Sicht volkswirtschaftlich lösen soll, was aber den Staat ebenfalls eine schöne Stange Geld kosten wird.

Herr Grossrat Stähli, wir haben jetzt viel ganz allgemein über echte und unechte Sparmassnahmen gesprochen, aber im Einzelfall nicht sehr viel erreicht. Das Sparen ist jedoch ein Dauerproblem, wie in Zukunft auch die Planung ein Dauerproblem bleiben wird. Ich habe schon erwähnt, dass wir mit allen kleinen Möglichkeiten nicht zum Ziele kommen. Es gibt nur zwei Alternativen: sich einschränken und danach trachten, mit den Mitteln auszukommen, die wir besitzen, oder das Geld für die Ausgaben, die der Staat machen muss, auf den verschiedenen Wegen, die aufgezeichnet worden sind, zur Verfügung zu stellen. Je mehr wir machen, desto mehr Geld werden wir haben müssen. Das sind die beiden Alternativen. Entweder machen wir nichts oder wenig, dann reicht es, oder wenn es nicht reicht, müssen vermehrte Mittel beschafft werden. Auch Sie haben gesagt, Herr Grossrat Stähli, die Aktion würde Biel 4 bis 5 Steuerzehntel kosten. Ich zweifle einfach daran. Das könnte höchstens dann der Fall sein, wenn Sie so rechnen, dass Sie aus dem Beitragswesen weniger erhalten als bisher. Aber direkt, nur durch dieses Gesetz, werden Sie nicht mit 4 bis 5 Zehnteln tangiert, ebensowenig wie die Stadt Bern mit 20 Millionen Franken. Das verteilt sich auf viel weitere Kreise. Am Schluss blieben ja dem Staate, wenn man alles rechnet, rund 8 Millionen Franken. Das scheint mir doch das Minimum zu sein, das aus dem Lastenausgleich herausschauen sollte. Einschränkung des Finanzausgleichs heißt übrigens nicht die Gemeinden drücken, sondern sowohl der Staat wie die Gemeinden müssen sich

nach den vorhandenen Mitteln strecken, und zwar beide Teile, nicht nur einer. Das als Aktion gegen die Gemeinden auslegen zu wollen, kommt gar nicht in Frage; denn auf der andern Seite muss ja der Staat seine Aufgaben auch lösen können. Das wäre sehr einseitig argumentiert.

Herr Grossrat Gyger, Sie haben gesagt: njet! Sie werfen uns vor, wir hätten zuwenig vorausgedacht, wir wollten alles auf die Gemeinden abwälzen, es werde nichts gelöst, nur alles aufgeschoben, die Volksrechte würden eingeengt, um dem Grossen Rat und der Regierung vermehrte Kompetenzen zu übertragen. Ich habe immerhin Zutrauen zu Ihnen, Herr Grossrat Gyger, dass Sie solche Kompetenzen vertrauensvoll ausführen würden. Sie haben auch gesagt, wir gingen den Weg des geringsten Widerstandes. Das scheint mir nicht der Fall zu sein, nachdem fast 20 Redner ihre Bedenken geäussert haben. Sie stellen den Antrag auf Nichteintreten. Was wollen Sie denn, Herr Grossrat Gyger? Sie haben gar nichts Positives vorgebracht. Obendrein sind Sie noch mit den gnädigen Herren gekommen. Wenn Sie nicht wissen, wie die Probleme gelöst werden sollen, wissen Sie dann, dass die gnädigen Herren vor 150 Jahren gestorben sind? Ich habe das schon vor 14 Tagen jemand fragen müssen. Eines ist sicher, Herr Grossrat Gyger, und darin sind wir uns wieder einig: Die gnädigen Herren haben Staatspolitik und eine ganz grosse Finanzpolitik gemacht. Von ihnen könnten wir heute noch allerhand lernen; ich gebe zu, Herr Gyger, nicht nur Sie, sondern auch ich. Sie wollen also alles beim alten belassen. Was heisst das? Das heisst, dass wir jeweils das Drei- bis Vierfache dessen bewilligen würden, was uns an Mitteln zur Verfügung stünde. Ich bin mit Ihnen einverstanden, dass die Gemeinden wichtig sind. Ich habe das schon eingangs angetönt. Wir müssen zu den Gemeinden schauen. Aber die gnädigen Herren haben zum Staate Sorge getragen, und wir müssen uns heute ebenfalls um den Staat sorgen; denn ohne den Staat sind auch die Gemeinden niemand.

Herrn Dr. Achermann möchte ich sagen – und ich sage es nochmals Herrn Grossrat Dübi –, dass es hier nicht um eine Notstandsgesetzgebung geht. Finanzielles Notrecht gibt es nämlich im Kanton Bern nur eines. Es ist in der Verfassung verankert, und zwar nicht einmal ausdrücklich. Notrecht haben wir nach der kantonalen Verfassung nur, wenn das Vaterland in Gefahr ist. Dann darf die Regierung einige militärische Massnahmen ordnen. In dieser Ermächtigung ist sicher auch die Beschaffung der notwendigen Mittel für diese Massnahmen eingeschlossen. Das ist das einzige Finanznotrecht im Kanton. Im Bund ist es ganz ähnlich gelagert, nur dass dort die Bundesversammlung durch Bundesbeschluss dem Bundesrat im Falle des Notstandes, in der Hauptsache auch des militärischen, ausserordentliche Vollmachten und finanzielle Kompetenzen erteilen kann, die befristet sind. Sonst kennen wir kein befristetes Finanznotrecht.

Noch eines: Bis jetzt hat niemand gesagt, was nach zehn Jahren passiert. Man sagt dem Volk, dann falle das Gesetz dahin, oder man müsse vorher ein anderes Gesetz schaffen, welches das

erstere ersetzt. Ich könnte mir die Sache einfach machen. Wenn wir den Befristungsartikel aufnehmen, müsstet sich dann in zehn Jahren mein Nachfolger damit auseinandersetzen. Wir haben hier keine Notstandsgesetzgebung, sondern eine ganz normale Gesetzgebung. Wenn sich ein Gesetz überlebt hat, die Verhältnisse stärker geworden sind, ändert man es ab. Gestern ist ja erklärt worden, das Steuergesetz sei auch schon wieder revisionsbedürftig, und es sind bereits entsprechende Vorstösse eingereicht worden. Unser gegenwärtiges Steuergesetz ist jetzt die zweite Steuerperiode in Kraft. Weshalb sollen denn die Gesetze, die wir vor 4 bis 8 Jahren erlassen haben, jetzt nicht angepasst werden, weil die Verhältnisse stärker geworden sind? Ich habe Ihnen gestern dargelegt, was am vorliegenden Gesetzesentwurf in zehn Jahren zurückbleibt. Auf jeden Fall wird der Abschnitt über das Spitalwesen wegfallen. Ich hoffe mindestens, dass bis dann die Spitalgesetzgebung unter Dach kommt, so dass dieser Abschnitt dort aufgenommen werden wird. Auch ein neues Steuergesetz werden wir haben, wie das schon gestern angekündigt worden ist. Die betreffenden Bestimmungen werden dann dort einzubauen sein. Alle Gesetze werden ja immer kurzlebiger, sie werden nicht mehr 100jährig. Ich glaube, wir haben noch ein Gesetz, das 100 Jahre alt ist. Bis in zehn Jahren wird vom vorliegenden Gesetzesentwurf aber sehr wahrscheinlich nichts mehr übrigbleiben als der Finanzausgleich. Wenn Sie dann in zehn Jahren allein mit dem Finanzausgleich in Form eines neuen Gesetzes vor das Volk treten, sind Sie dann sicher, dass das Gesetz angenommen wird? Wenn der Gebührentarif zum Beispiel fällt, wollen Sie dann die alten Gebühren wieder anwenden, die vor der Gesetzesrevision Gültigkeit hatten? Oder was wollen Sie dann tun? Sie müssten dann insgesamt eine Gesetzesrevision durchführen, oder es würden die Gesetze dahinfallen, weil sie befristet sind, und die alten Gesetze würden wieder Anwendung finden. Ich möchte hier doch auf diese Problematik aufmerksam machen.

Herr Wisard, die Geschäfte, die bis jetzt bewilligt sind, bleiben zu den Bedingungen bewilligt, wie dies beschlossen worden ist, und diejenigen, die bis zum Inkrafttreten dieses Gesetzes vorgelegt werden, werden natürlicherweise nach den bisherigen Bedingungen behandelt. Dieser Fall ist ganz klar. Daran gibt es nichts zu meckern. Daran müssen sich die Regierung und der Grossen Rat halten.

Herr Grossrat Tschannen, ich habe erklärt, dass wir für die zweite Lesung die Dekrete schaffen, Berechnungen aller Art anstellen und Tarife aufstellen werden, die zum grossen Teil schon vorhanden sind, damit Sie die Katze nicht im Sack kaufen müssen, wie ich bereits ausgeführt habe. Ich gebe zu, dass dieses Gesetz keine endgültige Lösung unserer Finanzprobleme bringt, aber es ebnet den Boden für eine gesündere Finanzpolitik, um dann die zahlreichen vordringlichen Probleme in Angriff nehmen zu können. Es ist, politisch gesehen, ein schweres Gesetz, und zwar aus ganz plausiblen Gründen. Die finanzschwachen Gemeinden werden sehr wenig tangiert, teilweise vielleicht sogar überhaupt nicht, aber gerade in

den finanzschwachen Gemeinden ist die Stimmkraft am kleinsten. Die finanzstarken Gemeinden dagegen werden am meisten tangiert, und sie sind es auch, die in der Abstimmung dank ihrer Stimmkraft den Ausschlag geben werden. Es ist mir deshalb ganz klar, dass es sehr schwierig sein wird, das Gesetz unter Dach zu bringen. Darum habe ich auch erklärt, ich werde keine Prestigefrage machen, wenn ich sehe, dass es dem Gesetz nützt. Trotz alledem muss jedoch zum Schluss etwas herausschauen. Wenn wir den goldenen Mittelweg bei diesem Gesetz finden – ich glaube, dass wir ihn bereits gefunden haben, denn wir sind nicht weit davon entfernt, was verantwortet werden darf –, bringen wir das Gesetz vor dem Volk durch. Das Gesetz würde aber zu Fall gebracht, wenn wir mit einem «hinkenden Boten» vor das Volk treten würden. Das Volk muss sehen, dass es dem Grossen Rat ernst ist. Wenn das Gesetz abgelehnt wird, geraten wir in die unbefriedigende Situation zurück, in der wir uns heute befinden.

Herr Grossrat Zingg, Sie stellen mehr oder weniger ein Ultimatum. Sie erklären, wenn Ihre Vorschläge nicht angenommen werden, würden Sie das Gesetz ablehnen. Ich glaube, so können wir nicht argumentieren. Wir müssen vielmehr Lösungen suchen. Wir müssen prüfen, wie wir durchkommen, damit wir die unhaltbaren Verhältnisse wieder auf einen gesunden Boden stellen können. Das erfordert gegenseitiges Verständnis, Zusammenarbeit zwischen Staat und Gemeinden und Opfer auf der ganzen Linie. Der Staat ist, ich muss das rekapitulieren, gegenüber den Gemeinden im indirekten Finanzausgleich und im Lastenausgleich sehr weit gegangen. Deshalb ist es hart, jetzt zurücklesen zu müssen. Der Mittelweg, den wir jetzt vorgeschlagen haben, scheint mir das Minimum zu sein, das wir durchführen müssen.

Herr Schädelin, einschliesslich der Änderungen im Fürsorgegesetz hat der Staat in den letzten Jahren, gemessen an der Steuerkraft, drei Steuerzehntel mehr ausgegeben, als er hätte entrichten dürfen. Davon haben gerade die finanzstarken Gemeinden, die eine niedrigere Steueranlage haben als der Staat, also unter 2,2, am meisten profitiert. Dass dort natürlich eine solche Massnahme, wie wir sie hier vorsehen, stärker empfunden wird, ist klar. Aber die drei Steuerzehntel, die wir entrichtet haben, machen heute 55 bis 60 Millionen Franken aus. Von diesem Betrag verlangen wir jetzt im Lastenausgleich 28 Millionen Franken zurück, wobei wir noch bereit sind, bis zu einem Steuerzehntel, d. h. bis zu 20 Millionen Franken, den schwachen Gemeinden zu helfen. So verbleiben dem Staat rund 8 Millionen Franken im übrigen Lastenausgleich. Da werden ein paar Ecken geschliffen, die geschliffen werden müssen. Was ist dabei schon Ungebührliches? Der Verteiler im Fürsorgegesetz von 50:50 Prozent, den wir vorschlagen, wird sicher der Entwicklung, wie sie sich in den letzten Jahren abgezeichnet hat, gerecht. Wie war die Situation? Die AHV und IV haben das Fürsorgewesen entlastet. Das gebe ich zu. Es sind aber neue Aufgaben hinzugekommen, und nun muss das Problem der Altersheime gelöst werden, nicht nur in den finanzstarken Gemein-

den, sondern auch in den finanzschwachen. Bei einer Teilung von 70:30 Prozent kommt bloss etwas an den Staat zurück, was er im indirekten Finanzausgleich nachher den finanzschwachen Gemeinden weitergibt, damit sie diese Aufgabe ebenfalls lösen können. Die finanzstarken Gemeinden werden in ihrer fürsgerischen Tätigkeit, in der Schaffung von Fürsorgeheimen usw., durch den neuen Verteiler nicht wesentlich tangiert. Sie können diese Aufgaben weiterführen, was auch recht ist.

Ich habe Wert darauf gelegt, allen Rednern zu antworten. Ich komme nun am Schluss zu einem Punkt, den sehr viele Votanten angetönt haben, nämlich die Universität. Ich werde mich in der Detailberatung noch näher dazu äussern. Jetzt möchte ich dazu nur folgendes sagen: Man hat uns diesbezüglich zu Unrecht schwer angegriffen, weil sich in der Regierung niemand dafür ausgesprochen hat, etwa den Numerus clausus einzuführen, wenn man dazu nicht gezwungen wird. Soviel Verständnis haben wir für die Universität. Es hätte gar keinen Sinn, Seminarien und Gymnasien zu bauen, wenn diese Schüler nachher nicht an die Universität aufgenommen werden könnten. Ich habe schon vor einiger Zeit ausgeführt, bevor wir einmal zum Numerus clausus kämen, müssten allerhand Massnahmen auf vielen Gebieten getroffen werden, die die Last des Staates erleichtern – ich werde sie in der Detailberatung aufzählen –, und der Numerus clausus wird ja in dieser Vorlage auch nicht angetönt. Ich habe die Schreibereien gegen den Finanzdirektor nicht alle gelesen. Der Artikel in der «Voix ouvrière» allerdings, in dem von der Lex Moser geschrieben wurde und von meiner hinterwäldlerischen Auffassung in bezug auf die Universität, hat mich eher zum Lachen gebracht. Auch die übrigen Presseberichterstattungen waren leider nicht objektiv. Ich vermag viel Kritik zu ertragen. Es stand aber nicht alles auf akademischem Niveau, was über die Universität geschrieben worden ist. Ich habe bis jetzt immer gemeint, zu einem Akademiker gehöre neben dem Wissen auch noch etwas Persönlichkeit und Charakter oder dann doch mindestens eine gute Kinderstube. Das hat man jedoch nicht allen Artikeln angemerkt.

Der Entwurf, den wir vorlegen – schon der erste und auch derjenige, der nachher zur Kommissionslesung gebracht wurde – ist der Antrag der Erziehungsdirektion, dem der Rektor der Universität Bern zugestimmt hat, weil man keine andere, erweiterte Sitzung abhalten konnte. Meine Herren, was soll ich dann noch tun? Die Regierung musste sich in dem Moment sagen: Wir müssen an unserem Antrag festhalten. Wenn etwas anderes erzählt oder geschrieben wird, ist das falsch. Wir haben hier sehr eng mit den andern Direktionen zusammengearbeitet, auch auf anderen Gebieten. Es war dies notwendig, und wir waren uns vollständig einig, auch mit der Erziehungsdirektion. Ich weiss also nicht, warum man plötzlich die Regierung und namentlich den Finanzdirektor derart massiv angreift.

Das sind meine vorläufigen Ausführungen zur Frage der Universität. Ganz allgemein muss ich sagen: Wir halten unseren Antrag aufrecht. Der Herr Kommissionspräsident wird den Antrag der

Kommissionsmehrheit vertreten müssen, worauf ich den Antrag der Regierung in bezug auf gewisse Details erläutern werde, worüber der Grosser Rat Aufschluss haben muss. Sie werden sicher verstehen: Wenn wir in diesem Gesetz um jeden Franken kämpfen müssen – bei den Gebühren geht es zum Teil um ein bis zwei Franken –, während wir auf der andern Seite Milliarden-Programme vor uns haben, die wir erfüllen müssen, können wir es uns nicht erlauben, zur Universität einfach nichts zu sagen, auch wenn wir jetzt schon wissen, dass wir in einem halben Jahr mit einer grossen Finanzvorlage vor das Volk treten und es orientieren müssen, wie es Herr Grossrat Mischler verlangt hat und wie ich es zugesichert habe. Deshalb haben wir hier die Universität zur Diskussion stellen müssen. Wegen der Formulierung werden wir dann reden müssen.

Damit bin ich am Schluss meiner Ausführungen. Viele Fragen der Herren Votanten haben sich überschnitten, so dass ich gewisse Fragen gemeinsam beantwortet habe, um Wiederholungen zu vermeiden. Ich glaube, die Hauptsache erfasst zu haben.

Ich möchte Ihnen ebenfalls empfehlen, den Nichteintretensantrag abzulehnen und auf das Gesetz einzutreten. Es ist ein Minimalprogramm. Wenn weniger bleibt als das, was vorliegt, erhalten wir einen «Krüppel». Ich gebe zu: Jetzt braucht es Mut. Wir haben unsren Teil der Verantwortung übernommen. Ich hoffe, dass Sie Ihren Teil auch übernehmen.

#### A b s t i m m u n g

Für den Antrag der vorberatenden Behörden (Eintreten) .....	147 Stimmen
Dagegen .....	6 Stimmen

#### D e t a i l b e r a t u n g

##### Art. 1

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. In den Artikeln 1, 2 und 3 wird das Gesetz über den direkten Finanzausgleich abgeändert. Ich werde zu jedem dieser Artikel separat Stellung nehmen, während ich später, vom Artikel 8 an, abschnittsweise referieren werde.

Der Artikel 1 des Finanzausgleichsgesetzes bleibt in bezug auf den Grundsatz und die Aufgabe genau gleich wie bisher. Einzig im Absatz 1 wird der Ausdruck «hohe Steueranlage» durch «überdurchschnittliche Gesamtsteueranlage» ersetzt.

In Artikel 1 Absatz 2 hatten wir bis jetzt die Kantonalbank mit der Hypothekarkasse gleichgestellt. (Sämtliche Staats- und Gemeindesteuern flossen in den Fonds.) Neu würden von der Kantonalbank nur noch die Staatssteuern zu 100 Prozent in den Fonds fliessen und die Gemeindesteuern zu 60 Prozent, dies mit Rücksicht auf die Tatsache, dass die Kantonalbank sehr viele Filialen besitzt und die Gemeinden mit diesen Filialen gegenüber der Kantonalbank gleichgestellt werden sollen, wie sie es den andern Bankinstituten gegenüber sind.

Neu haben wir eine vierteilige Skala. Bis jetzt kannten wir eine Vergütung in den Fonds, die eine Provisionsdifferenz beim Staatssteuerbezug in einem Betrag von rund 3 Millionen Franken pro Jahr umfasste. Neu ist hier vorgesehen – ich habe im Eintreten erwähnt, warum wir den direkten Finanzausgleich verstärken müssen –, dem Grossen Rat die Kompetenz zu erteilen, bis zu einem Steuerzehntel zu gehen, also jährlich gut 18 Millionen Franken dem Fonds zuzuführen. Bisher betrugen die totalen Zuflüsse in den Fonds jährlich etwa 10 Millionen Franken. Wenn wir die 3 Millionen Franken abziehen, die durch den Provisionsdifferenzanteil weggehen, blieben noch 7 Millionen Franken. Der Grosser Rat hätte also in Zukunft die Möglichkeit, den Fonds jährlich mit ungefähr 25 bis 26 Millionen Franken zu dotieren.

Ferner wird ein neuer Absatz 3 vorgeschlagen, worin stipuliert wird, dass, wenn die Mittel, die nach Absatz 1 und 2 vorgesehen sind, nicht ausreichen, die Regierung dem Grossen Rat davon Kenntnis geben kann. Es bestünde nachher die Möglichkeit, die Gemeinden und den Staat bis zu je 5 Prozent ihrer Erträge aus den Vermögensgewinnsteuern und den Nach- und Strafsteuern zur Speisung des Fonds beizuziehen.

Angenommen.

##### Art. 2

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Im Artikel 2 hatten wir bis jetzt das gewogene Mittel als beitragsberechtigte Voraussetzung plus 0,3 Einheiten, im Minimum aber 2,8. Neu wird nun auf das Minimum von 2,8 verzichtet und nur noch das gewogene Mittel zuzüglich 0,3 Einheiten aufgeführt. Das gewogene Mittel, wie Sie verschiedentlich gehört haben, beträgt gegenwärtig 2,42, so dass man, aufgerundet auf ganze Steuerzehntel, mit den 0,3 Einheiten auch auf 2,8 als minimale Gesamtsteueranlage kommen wird.

Im zweiten Satz von Artikel 2 Absatz 1 wird dem Grossen Rat die Kompetenz erteilt, die Beitragsberechtigung auf das gewogene Mittel herabzusetzen. Es ist in verschiedenen Voten zum Eintreten zum Ausdruck gekommen, dass sehr wahrscheinlich gerade die mittelstarken Gemeinden mit Steueranlagen von 2,4 bis 2,7 durch den Abbau der Beiträge im indirekten Finanzausgleich in Mitleidenschaft gezogen würden, so dass sich nachher die Notwendigkeit ergeben könnte, gerade auch in diesen Höhen der Steueranlage gewisse Auswirkungen des indirekten Finanzausgleichs zu lindern.

**Tschannen**. Ich habe schon in meinem Eintretensvotum ausgeführt, dass ich Streichung des zweiten Satzes von Artikel 2 Absatz 1 beantragen werde. Die Begründung hat mir eigentlich der Kommissionspräsident vorweggenommen, indem er sagte: Wenn man dem Grossen Rat die Kompetenz gibt, um drei Zehntel hinunterzugehen – er muss es nicht, er kann es aber tun –, um die Gemeinden zum Bezug von Beiträgen zu berechtigen, werden viele mittelstarke Gemeinden davon Gebrauch machen. Das wird zweifelsohne zutreffen. Es werden bestimmt sofort entsprechende Vorstösse einsetzen. Wir müssen uns nun doch einmal fragen, ob das der Sinn des Finanzausgleichs ist.

Der Sinn des Finanzausgleichs ist es, den schwerbelasteten Gemeinden zu helfen. Das war der Ausgangspunkt. Das Ziel bestand auch darin, diese Gemeinden in die Lage zu versetzen, ihre Steueranlage auf ein erträgliches Mass zu senken. Wenn wir aber hier schon die Möglichkeit schaffen, Gemeinden mit einer Steueranlage von 2,5 oder vielleicht, abgerundet, sogar von 2,4 in den indirekten Finanzausgleich hineinzunehmen, sehe ich nicht ein, wie lange wir überhaupt eine Sanierung durchführen können. Dann wird nämlich sofort eine ganz wesentliche Ausweitung des indirekten Finanzausgleichs Platz greifen. Ich möchte Ihnen daher beliebt machen, meinem Antrag zuzustimmen, den zweiten Satz von Artikel 2 Absatz 1 zu streichen. Dann wird nach wie vor, je nach der Staatssteueranlage, der direkte Finanzausgleich drei Zehntel über der Staatssteueranlage einsetzen. Würden wir den Satz bestehen lassen, wonach der Grosse Rat die Beitragsberechtigungsgrenze herabsetzen kann, könnten viele Gemeinden in den direkten Finanzausgleich hineinrutschen, wodurch wiederum ein grosser Teil des Finanzausgleichsfonds weggeschöpft würde.

**Freiburghaus** (Rüfenacht). Als wir seinerzeit den Finanzausgleich geschaffen haben, sagte man sich, wir sollten den Gemeinden mit hohen Steueranlagen die Spitze brechen können, und ist dann auf 2,8, das heisst theoretisch auf 2,79 (drei Zehntel über das gewogene Mittel der kantonalen Gesamtsteueranlage) gegangen. In dieser Beziehung hat Herr Kollega Tschannen recht. Nun muss ich allerdings bemerken, dass wir erstens die Kannformel wählen, und zweitens geben wir damit dem Grossen Rat die Möglichkeit, sich der Situation anzupassen. Man hat vorgesehen, den Finanzausgleich massiv zu verstärken. Seinerzeit begann man mit einer jährlichen Einlage in den Fonds von 2,5 Millionen Franken. Jetzt sind wir auf 10 Millionen Franken angelangt. Wenn der Grosse Rat nun einen Steuerzehntel beschliessen würde, wozu er nicht verpflichtet ist, kämen wir auf fast 30 Millionen Franken. Es ist nun schwer abzuschätzen, wieviel wirklich die am meisten belasteten Gemeinden davon benötigen. Es ist schwierig, die dort anfallenden dringenden Aufgaben zum voraus genau zu bestimmen. Der Kanton wird ja übrigens für gewisse Aufgaben Dringlichkeitsordnungen aufstellen.

Wir müssen uns nun über folgendes im klaren sein: Ich habe bereits in der Eintretensdebatte angetönt, dass gewissen Gemeinden im Mittelfeld Schwierigkeiten erwachsen können, da sie durch die Entwicklung überholt werden. Ich nehme als Beispiel die Gemeinde Worb. Wir haben eine Steueranlage von 2,6, weitaus die höchste in der Agglomeration Bern, und es wird niemand abstreiten können, dass wir mit Bern zusammenhängen, man denke nur an die vielen Pendler, die wir bereits haben. Unser Gemeindebudget ist sehr angespannt, so dass es sehr schwierig sein wird, die anfallenden Aufgaben zu lösen. Es ist dies auch geographisch und strukturell bedingt. Wenn wir nun in unserer Gemeinde in Schwierigkeiten kämen, könnte man nicht deswegen das Beitragsgesetz oder das Dekret wieder ändern. Wenn wir nämlich um 2 bis 4 Steuerzehntel hinaufgehen

müssten, drohte die Gefahr, dass wir Steuerzahler verlieren, auf die wir angewiesen sind; denn eine Steueranlage von 2,8, 2,9 oder gar 3,0 schaut der Steuerzahler an. In einem solchen Fall sollte doch der Grosse Rat – nicht der Regierungsrat oder die Verwaltung – die Möglichkeit haben, durch den Finanzausgleichsfonds dort eine gewisse Senkung der Steueranlage vorzunehmen. Wir sind heute gar nicht glücklich, dass wir den Fonds auf 30 Millionen Franken haben anwachsen lassen, während wir anderseits die Subventionen an die Gemeinden soweit hinausgeschoben haben. Herr Grossrat Zingg hat hier seinerzeit ein Postulat eingereicht. Der Herr Finanzdirektor erklärte zwar, es sei ein schräger Nagel und nicht unbedingt gesetzeskonform. Immerhin war es nicht richtig, nun in diesen schwierigen Zeiten 30 Millionen Franken im Fonds anzuhäufen und anderseits die Schwierigkeiten vergrössern zu lassen. Genau das möchten wir jedoch in Zukunft vermeiden. Der Grosse Rat muss sagen können: Wir haben die Mittel, um gewisse Sonderfälle zu behandeln. Diese Möglichkeit sollten wir uns nicht nehmen lassen. Wir brauchen die Massnahme nicht anzuwenden, wenn sie nicht erforderlich ist. Der Finanzausgleich hat doch weitgehend die Aufgabe, gezielt zu wirken. Es handelt sich um eine gezielte Massnahme, mit der wir sehr viel in Händen haben. Das ist wichtig. Es ist nicht ein allgemeines Gesetz, das einen unbedingten Rechtsanspruch statuiert. Durch eine gezielte Aktion kann den Sonderfällen Rechnung getragen werden. Dazu müssen wir aber die Situation abwarten, wir müssen sehen, wohin die Entwicklung führt. Um sich diese Möglichkeit nicht zum vornherein zu vermauern, bitte ich Sie, den Antrag Tschannen abzulehnen.

**Mischler.** Ich gehe mit Herrn Kollega Freiburg-haus nicht einig und muss Sie bitten, dem Antrag Tschannen zuzustimmen. Herr Freiburghaus sagt mit Recht, es handle sich um eine Kannvorschrift. Eine Kannvorschrift, die dem Grossen Rat die Kompetenz gibt, sie anzuwenden oder nicht, schafft eine Unsicherheit.

Ich bin jedoch nicht hierher gekommen, um Ihnen dies zu sagen. Ich möchte vielmehr auf folgende Tatsache aufmerksam machen: Wir haben in unserer Fraktion einen grossen Kampf geführt. Es bedurfte einiger Aufklärungsarbeit, um unsere Fraktionsmitglieder zu einer Zustimmung zu bewegen. Wenn wir nun diese Schleuse öffnen, wonach man bis zum Schnittpunkt den Finanzausgleich spielen lassen kann, erhalten wir ein grosses Mittelfeld, das mitberücksichtigt werden muss. Um wirksam zu sein, müssen dann aber auf der andern Seite auch die Mittel zur Verfügung stehen. Ich sehe deshalb in der jetzigen Formulierung des Artikels 2 diesbezüglich die allergrösste Gefahr. Wir benötigen unbedingt auch diejenigen, die unter dem Schnittpunkt liegen. Da es sich übrigens nur um eine Kannvorschrift handelt, möchte ich doch empfehlen, sie wegzulassen, und zwar nicht zuletzt auch aus abstimmungspolitischen Überlegungen. Wir hätten bestimmt Mühe, mit dem Artikel 2 zu operieren. Ich gehöre zu denen, die erklären, man sollte den Finanzausgleich von einer gewissen Höhe an spielen lassen, nämlich dort, wo die Schosse extrem ausschlagen, also bei den sehr

Finanzschwachen. Wir machen sicher etwas Vernünftiges, wenn wir dem Antrag Tschannen zu stimmen.

**Christen.** Ich möchte den Antrag Tschannen ebenfalls unterstützen und Sie dringend bitten, ihm zuzustimmen. Gerade das Votum von Herrn Freiburghaus hat mich eigentlich hierhergebracht, weil er mit Recht gesagt hat — er hat nur die andere Schlussfolgerung daraus gezogen —, dass es sich hier um eine gezielte Massnahme für Sonderfälle handeln müsse. Gerade wenn es eine gezielte Massnahme sein soll, die auf Sonderfälle beschränkt werden muss, können wir nicht eine Kannvorschrift stipulieren. Wir wissen alle, wohin das führt, nämlich ganz eindeutig zu einer immer grösseren Ausdehnung, und zuletzt hätten wir keine Mittel mehr in diesem Fonds und müssten neue Mittel zur Speisung des Fonds beschliessen. Das wäre gerade das Gegenteil dessen, was wir mit dieser Vorschrift erreichen wollen.

Es ist noch etwas von abstimmungspolitischen Überlegungen gesagt worden. Ich glaube, es verhält sich genau so und nicht umgekehrt, wie Herr Freiburghaus meint. Ich könnte mir nämlich vorstellen, dass dieser Passus ursprünglich aus anderen Überlegungen als abstimmungspolitische Massnahme gedacht war, nämlich um alle diejenigen, die auch noch Hunger verspüren sollten, in diese Vorlage hineinzukommen, zu einer Zustimmung zu bewegen. Das könnte aber gerade gegenteilige Auswirkungen zeitigen, wie Herr Kollege Mischler angetönt hat. Aus dieser Überlegung möchte ich die Herren Tschannen und Mischler unterstützen.

**Trachsel.** Ich habe diesem Satz von Anfang an die gleiche Bedeutung beigemessen wie Herr Dr. Christen, indem ich seinen materiellen Wert nicht hoch einschätze. Der Grosse Rat muss ja dann beschliessen, wenn weiter hinabgegangen werden will. Ich glaube nicht, dass ein solcher Beschluss rasch zustande käme. Ich habe auch gefunden, man habe diesen Passus in die Vorlage aufgenommen, um jene Kategorie von Gemeinden etwas zu beruhigen, die ohnehin durch dieses neue Gesetz schwer belastet werden. Wenn Sie diesen Passus nun streichen, so wird es eine grundsätzliche Angelegenheit. Dann sieht es so aus, als ob man diese Kategorie nochmals vermehrt belasten will, was sich nachher auch in den Dekreten beim indirekten Finanzausgleich auswirken könnte. Ich glaube, man sollte nicht anfangen, die Belastungen von einer Kategorie auf die andere abzuschieben; sonst könnte man unter Umständen auch noch andere Lücken finden. In bezug auf die Schulen haben wir ja einen Artikel nicht übernommen, der in erster Linie die finanzstarken Gemeinden trifft. Bei den Gymnasien werden auch in Zukunft 70 bis 90 Prozent an die Lehrerbesoldungen und an die Betriebskosten bezahlt, bei den Primar- und Sekundarschulen dagegen nicht mehr. Man könnte auch hier mit einem Antrag kommen.

Ich bitte Sie aus diesen Überlegungen, den Antrag Tschannen abzulehnen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Man könnte sich überlegen, ob man

den Artikel 2 zur zweiten Lesung zurücknehmen will. Ich glaube jedoch, dass der Rat heute entscheiden muss, da der Artikel 2 mit dem Artikel 3 zusammenhängt. Wir müssen wissen, was wir im Dekret vorzukehren haben. Man sollte daher heute eine klare Situation schaffen. Ich möchte mich nicht in die Technik des Finanzausgleichs hineinlassen. Unser Spezialist auf diesem Gebiet, Herr Notar Stucki, hat dafür, wenn ich so sagen darf, einen regelrechten Computer im Kopf.

Ich habe mich auch darüber aufgehalten, als man seinerzeit den Finanzausgleich geschaffen hat, damit die Gemeinden mit ihrer Steueranlage hinzugehen können, dass die meisten dieser Gemeinden ihre Steueranlage nicht gesenkt haben. Der Grund dafür ist vielleicht weniger darauf zurückzuführen, jedes Jahr vom Staat einen Zuschuss zu erhalten, sondern vielmehr darauf, dass sie gar nicht zurückgehen konnten. Mittlerweile haben sich nämlich in den Gemeinden die Probleme ebenso gejagt wie beim Staat. Sie haben das Geld gebraucht, um ihre neuen Aufgaben zu lösen. Dort allerdings, wo Gemeinden ihre Steueranlage hätten senken können und es nicht getan haben, haben wir einen entsprechenden Abzug vorgenommen. Wir haben es vermerkt, wenn sich das Betriebsvermögen einer Gemeinde vermehrt hat und haben dann eine gewisse Reduktion eintreten lassen. Es ist hier also nicht im eigentlichen Sinne ein Missbrauch getrieben worden; das wären vielmehr Ausnahmefälle gewesen, die ganz auf der Grenze lagen.

Für die betroffenen Gemeinden ist es im Blick auf den Finanzausgleich ein finanztechnisches Problem; in der gesamten Vorlage dagegen geht es um eine politische Frage, da man den finanzstarken Gemeinden ja wesentliche Opfer zumutet. Seit Jahren hat man erklärt, man sollte den Finanzausgleich verstärken. Eines der zentralen Probleme beim Lastenausgleich liegt nun in einer Einschränkung der Subventionen, um auf der andern Seite im direkten Finanzausgleich entgegenzukommen, damit die finanzschwachen Gemeinden und jene im Mittelfeld ihre Probleme trotzdem lösen können. Wenn man aus diesem Gefüge einen Zahn herausbricht, wird natürlich ein wesentlicher Teil unserer Konzeption tangiert. Darum sehe ich den Streichungsantrag nicht gerne und muss den Antrag des Regierungsrates aufrechterhalten.

Ich glaube, dass wir heute entscheiden sollten. Bei dieser ungewissen Situation Tarife und Vergleiche für eine zweite Lesung auszuarbeiten, hätte gar keinen Sinn. Ich will Ihnen sagen, was es ausmachen würde, wenn der Grosse Rat zum Beispiel mit der Beitragssberechtigungsgrenze von 2,8 auf 2,5 hinunterginge. Es würde den heutigen Maximalbeitrag, der gestattet, aber noch nicht erreicht ist (wir sind heute auf 7,5 Millionen und könnten auf 10 Millionen gehen), um 50 Prozent erhöhen. Für diejenigen dagegen, die neu hinzu kämen, wäre es ausserordentlich schwierig, Ermittlungen anzustellen. Wir haben aber an Beispielen ausgerechnet, dass es nicht sehr viel ausmachen würde. Wir stehen heute auf 7,5 Millionen Franken und haben einen Fonds von 30 Millionen Franken zur Verfügung. Ich habe gesagt, bevor wir den Fonds verteilen, wollen wir wissen, wie es hier herauskommt. Wir werden die Mittel auf diesem Gebiet wahrscheinlich noch brauchen können, namentlich

wenn nun der indirekte Finanzausgleich eingeschränkt wird und gewisse Gemeinden ihre Steueranlage erhöhen werden, wie dies hier dargelegt worden ist. Das Maximum von 10 Millionen Franken, das wir heute haben, nur auf die heutigen Gemeinden berechnet, ginge dann auf 15 Millionen Franken hinauf und würde sich mit den Gemeinden, die neu hineinrutschen werden, gegen 20 Millionen Franken erhöhen.

Nun stellt sich die Frage: Ist das tragbar oder nicht? Aus den Ziffern 1 bis 4 von Artikel 1 Absatz 2 fliessen in Zukunft jährlich 10 Millionen Franken. Damit decken wir heute das Maximum, und weil wir es noch nicht erreicht hatten, haben wir damit den Fonds bis auf 30 Millionen Franken äuffnen können. Nun kämen wir auf 20 Millionen Franken, wenn wir bis auf das gewogene Mittel von 2,42 hinunter, das heisst aufgerundet bis auf 2,5 in Zukunft rechnen würden. Wenn wir 10 Millionen Franken zur Verfügung haben aus den normalen Einkünften und bereit sind, einen weiteren Steuerzehntel zur Verfügung zu stellen, hätten wir dann 38 Millionen Franken, über die wir verfügen könnten. Deshalb die Kannvorschrift. Ein solcher Ausbau käme auch nicht auf einmal, sondern man ginge mit dem Ansatz stufenweise zurück, je nach den Erfordernissen. Von mir aus gesehen wird es nie notwendig sein, bis auf 2,5 hinunterzugehen. Wir haben aber die Mittel bereitgestellt, um den Finanzausgleich zu verstärken, nach dem man schon lange gerufen hat. Das kann in der Hauptsache lediglich durch Erhöhung dieser Beitragsberechtigungsgrenze erfolgen. Es steht dann noch eine weitere Möglichkeit offen über die Beitragsquote, die im Dekret geordnet ist. Das ist die materielle Situation. Wenn nämlich eine Gemeinde die Mittel, die sie aus dem Finanzausgleichsfonds erhält, regelmässig benützen würde zur Reduktion der Steueranlage und sich sagen würde, wir gehen hinter die Lösung unserer grossen Aufgaben erst dann, wenn wir genug Reserven geschaffen haben, so könnte der Fall eintreten, dass sie unter die Grenze von 2,8 fällt. Würde sie dann an die Lösung ihrer Aufgaben herantreten, so müsste sie mit ihrer Steueranlage wieder auf den ursprünglichen Satz von beispielsweise 3,2 oder 3,3 hinaufgehen, wie er bestanden hatte, bevor die Beiträge aus dem Finanzausgleichsfonds zu fliessen begannen. Aus diesem Grunde mussten wir eine Verstärkung des Finanzausgleichs durchführen, wir mussten ein Äquivalent schaffen: Einschränkung der Beiträge auf der einen Seite und Verstärkung des direkten Finanzausgleichs auf der andern Seite, um die betreffenden Probleme zu lösen. Diesem Gedanken wird durch den Artikel 2, wie wir ihn vorschlagen, Rechnung getragen. Er ist absolut tragbar, auch politisch. Ich glaube, eine Verschiebung auf die zweite Lesung hat keinen Sinn. Die Begriffe «finanzstark» und «finanzschwach» sind weitgehend auch ein Politikum. Die Regierung muss an ihrer Fassung festhalten, und ich glaube, der Rat sollte jetzt entscheiden.

### A b s t i m m u n g

Für den Antrag  
der vorberatenden Behörden ..... 65 Stimmen  
Für den Antrag Tschannen ..... 66 Stimmen

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Ich möchte die Stimmenzähler fragen, ob sie mich mitgezählt haben. Ich glaube kaum. Bei Mitberücksichtigung meiner Stimme hätten wir Stimmen gleichheit. Ich beantrage deshalb Wiederholung der Abstimmung.

### A b s t i m m u n g

Für den Antrag der vorberatenden	
Behörden .....	69 Stimmen
Für den Antrag Tschannen .....	68 Stimmen

### Art. 3 und 4

Angenommen.

### Art. 5 und 6

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Ich möchte zum Artikel 5 nur kurz sagen, dass es hier um den indirekten Finanzausgleich geht und dass die beiden Artikel 5 und 6, wie ich schon in der Eintretensdebatte ausgeführt habe, das Kernstück der Vorlage bilden. Der Abschnitt über den indirekten Finanzausgleich wird in Zukunft viel schwerer wiegen, weil er über den Auftrag der Plafonierung an den Grossen Rat mit Rücksicht auf die Steuerkraft des Staates auch Einfluss nimmt auf die Höhe der Beiträge und direkt auf die Dringlichkeit der eingereichten Gesuche, auf die Dringlichkeit der Bauvorhaben. Wir haben hier zwei Säulen: Auf der einen Seite das Total der eingereichten Gesuche und auf der andern Seite den Betrag, den wir, gestützt auf die bestehende Steuerkraft des Staates, pro Jahr gewähren können. Wenn wir das miteinander vergleichen, haben wir zwei Möglichkeiten. Die eine ist die, dass wir die eingereichten Gesuche nach Dringlichkeit durchgehen und Abstriche vornehmen, um sie mit der Staatssteuerkraft in Übereinstimmung zu bringen. Die andere Möglichkeit ist folgende: Wenn der Überhang der Begehren andauert und die Dringlichkeit vorhanden ist, so werden wir zum andern Mittel greifen, worüber in der Eintretensdebatte auch schon verschiedentlich gesprochen worden ist, nämlich zur Steuererhöhung.

Im Artikel 6 ist gegenüber dem bisherigen Vorgehen neu, dass man auf die Gesamtsteueranlage abstellt. Man kann also die verschiedenen «Zugemüse» hier einrechnen. Man muss sie einrechnen, auch wenn sie nicht bezogen werden, damit wir eine gleichmässige Plattform erhalten. Über den Artikel 6 erhalten wir noch die Möglichkeit, die Höhe der verschiedenen Staatsbeiträge an die einzelnen Gemeinden durch Dekret des Grossen Rates zu bestimmen. Weil wir nachher nicht mehr an den gesetzlichen Rahmen gebunden sind, der bis jetzt bestanden hat, können wir die Beitrags Höhe ebenfalls in die Manipulation einbeziehen. Das ist das Instrumentarium, das wir haben müssen, um die Sache zu kontrollieren; sonst läuft sie uns weiterhin davon. Darauf habe ich hier noch aufmerksam machen wollen. Ich werde mich nachher zum Artikel 6 nicht mehr besonders äussern.

**Würsten**. Der Artikel 5 dürfte nach meiner Meinung zum Schicksalsartikel dieser Vorlage werden, nicht nur in bezug auf die zukünftige Bau-

und Verwaltungspolitik der Gemeinden, sondern auch mit Rücksicht auf die Volksabstimmung. Wir wollen nämlich mit diesem Artikel den Grossratsbeschluss über die Beitragsterminierung gesetzlich verankern. Gerade dieser Beschluss hat bis heute bei den Gemeinden keine Sympathie gefunden. Er ist immer wieder wegen der Staffelung der Beitragszahlungen des Staates als ungerecht und hart empfunden worden, dies um so mehr, als man in der Praxis bei der Bestimmung der Beitragsfälligkeiten auf die Finanzkraft der einzelnen Subventionsempfänger überhaupt keine Rücksicht nahm. Ich habe übrigens gehofft, dass man mit diesem Gesetz die Staatsfinanzen aus dem Notstand hätte zurückführen können und zu einer normalen Zahlungsmoral zurückgekehrt wäre, wie das übrigens nicht zuletzt auch der Staat vom Bürger erwartet. Beachten wir hier, dass wir das Ergebnis der Jahresrechnung noch gar nicht kennen. Wir wissen aber, dass die neue amtliche Bewertung der Liegenschaften dem Staat und auch den Gemeinden bedeutende Mehreingänge an Steuern bringen wird. Vielleicht wird auch der Herr Finanzdirektor staunen, wenn er die Ergebnisse sieht. Man hat nämlich festgestellt, dass in zahlreichen Gemeinden – vielleicht sogar im Durchschnitt – der Steuerzuwachs 30 bis 40 Prozent beträgt gegenüber dem Jahr 1965, welches das Paralleljahr zum Jahr 1967 ist. Ich glaube, dass wenn die Steuereingänge in den bernischen Gemeinden durchschnittlich um 30 bis 40 Prozent zugenommen haben, dies immerhin auch dem Staat einen Zuwachs von über 100 Millionen Franken im Jahr bringen wird. Dass man in dem Moment auch noch die Beitragsterminierung beibehält, ist nicht ganz verständlich. Gerade weil wir den Rechnungsabschluss 1967 noch nicht kennen, müssen wir zum Artikel 5 im jetzigen Augenblick noch alle Vorbehalte anbringen. Ich möchte daher die Kommission ersuchen, den Artikel 5 auf die zweite Lesung hin nochmals genau zu überprüfen und ihn wenn möglich zu mildern, nicht zuletzt auch im Bestreben, die Vorlage in der Volksabstimmung durchzubringen. Am sympathischsten wäre mir, wenn man den Artikel 5 auf die zweite Lesung hin streichen könnte und die Kommission zu einem solchen Antrag käme.

**Achermann.** Die Artikel 5 und 6 hängen, wie der Herr Kommissionspräsident gesagt hat, eng zusammen. Ich habe zu beiden Artikeln einen Antrag zu stellen. Wenn der Präsident keine Einwendungen erhebt, erlaube ich mir, sie in der Gesamtheit hier zu begründen, weil sie eben miteinander im Zusammenhang stehen.

Zunächst zum Artikel 5: Wir haben wiederholt das Stichwort vom luxuriösen Bauen gehört. Wir haben gehört, im Volk herrsche die Meinung vor, man müsse wohl die Aufgaben erfüllen, aber auf das notwendige Mass zugeschnitten. Entsprechende Diskussionen haben wir bereits geführt in bezug auf die Schulhausbauten und haben dort Normalien geschaffen. Ähnliche Probleme werden sich aber bei allen Bauvorhaben stellen. Man muss deshalb meines Erachtens bei dieser Gelegenheit, wenn man schon von einer Begrenzung der Beiträge spricht, das Problem unbedingt tangieren. Man könnte nun sagen, dass die Normalien bei den

Bauten in den Einzelfällen geregelt werden könnten, wie das zum Beispiel bei den Schulhausbauten gemacht worden ist. Mir scheint aber, dass dies ein beschwerlicher Weg wäre. Vor allem dünkt mich, auf die Volksabstimmung hin, wo man die Sache dem Souverän wird plausibel machen müssen, komme zuwenig plastisch zum Ausdruck, was man eigentlich will. Deshalb möchte ich zum Artikel 5 einen Zusatzantrag stellen, der als Absatz 2 beizufügen wäre und lautet würde: «Bei Bauvorhaben werden nur Anlagen in einfacher und zweckmässiger Ausführung subventioniert. Mehrkosten für teurere Anlagen haben die Gemeinden vollumfänglich selber zu tragen.» Ich glaube, es ist dies ein Grundsatz, über den wir uns, gestützt auf die Diskussionen, wie ich schon gesagt habe, alle einig sind, der aber doch irgendwie als Grundlage in das Gesetz hineingehört. Damit schaffen wir uns auch eine Zielsetzung für die weiteren Subventionierungen von Bauten. Ich möchte nicht behaupten, dass diese Formulierung der Weisheit letzter Schluss ist. Ich lasse mit mir über die Formulierung diskutieren und wäre auch durchaus einverstanden, wenn der Text einmal in die Kommission genommen und dort näher beraten würde.

Nun noch ein Grundsatzproblem zum Artikel 5, das dann ausmündet in einem Zusatzantrag zum Artikel 6. Wir haben die Begrenzung der Beiträge. Diese kann nur einen Sinn haben, wie schon ange tönt worden ist, wenn man eine gewisse Plafonierung vornimmt, und wenn man plafonierte, so sagt man sofort im gleichen Atemzug, dass man auch eine Planung bei der Beitragszuteilung vornehmen müsse. Es genügt dann nicht nur, Vorschriften zu haben über die Berechnung der Beiträge, sondern man muss sich klarwerden, wie man die Summen zuteilt, die man zu verteilen hat. Wenn diese gleich gross wären wie bis heute, hätte die ganze Übung gar keinen Sinn. Dann könnten wir entweder sagen, wie mein Vorredner gehofft hat, wir würden dann schon genug Einnahmen zur Verfügung haben, um im Stil wie bisher weiterfinanzieren zu können, oder wir erhöhen die Steuern, und nachher bleibt alles beim alten. Ich glaube aber kaum, dass dies der Sinn ist; man will vielmehr das ganze Volumen reduzieren und auf das Notwendige begrenzen. Das erfordert meines Erachtens eine Dringlichkeitsordnung und eine Planung. Es sollte daher irgendwo grundsätzlich gesagt werden, wie die Zuteilung erfolgt. Nach meiner Auffassung kann es nur darum gehen, die Zuteilung einmal nach wirtschaftlichen Gesichtspunkten und nach Zweckmässigkeitsüberlegungen vorzunehmen und dann nach der Dringlichkeit. Wir werden, wie das gesagt worden ist, in erster Linie die Vorhaben unterstützen müssen, die wirtschaftlich notwendig sind, wo es sich um den Ausbau der Infrastruktur handelt. Weiter werden wir meines Erachtens aber auch beispielsweise den Gewässerschutz besonders im Auge behalten müssen, wo eine Retardierung in der Planung und eine Abschwächung des Kampfes für sauberes Wasser auf keinen Fall eintreten darf.

Aus diesen Überlegungen möchte ich, dass man im Artikel 6 grundsätzlich etwas über die Zuteilung der Beiträge sagt. Ich habe mir vorgestellt, man könnte einen Absatz 2 beifügen, der folgenden Wortlaut hätte:

«Die Zuteilung der im Rahmen von Artikel 5 Absatz 1 zur Verfügung stehenden Gesamtsumme hat nach der sachlichen und zeitlichen Dringlichkeit zu erfolgen. Der Regierungsrat kann hierüber von den Gemeinden Angaben und Unterlagen verlangen.» Warum das letztere? Das ist meines Erachtens ein unbedingtes Planungsmittel. Wir haben hier wiederholt gehört, dass wir in das Debakel hineingekommen sind, weil wir die Grundlagen für die Planung nicht hatten. Man ist überrumpelt worden, man wusste nicht, was die Gemeinden tun. Die Gesuche sind einfach «au fur et à mesure» gekommen. Es gab Spalten, und die Gesuche sind zum Teil auch sehr früh gestellt worden, obwohl der Finanzbedarf erst viel später erfolgte. Da wird man, wenn man schon eine Planierung vornehmen will, Grundlagen für die Planung schaffen müssen. Herr Kollega Schürch hat schon einmal einen ähnlichen Vorstoss unternommen, um gewisse Angaben der Gemeinden zu erhalten. Ich glaube, man wird das nicht bis in alle Einzelheiten aufzeichnen können, aber im Grundsatz sollte man die Grundlagen schaffen, damit man in Zukunft von den Gemeinden die notwendigen Angaben verlangen kann.

Ich bitte Sie, meinen beiden Zusatzanträgen zuzustimmen.

**Schürch.** Ich bin natürlich der letzte, der in der Sache Herrn Kollega Achermann entgegentreten möchte. Ich möchte Sie aber darauf aufmerksam machen, dass wir in dieser Session noch das Gesetz über den Finanzaushalt zu behandeln haben, und nach meiner Auffassung gehört mindestens das, was Herr Kollega Achermann über die Planung in das vorliegende Gesetz hineinbringen möchte, in das Finanzaushaltsgesetz. Dort steht nämlich schon verschiedenes über die Planung. Im übrigen möchte ich darauf hinweisen, dass es im Artikel 5, über den wir jetzt diskutieren, ausdrücklich heisst: «Der Grosse Rat hat die Grundsätze des Gesetzes über den Finanzaushalt und die Staatssteuerkraft zu berücksichtigen.» Unter diesen Grundsätzen haben wir im Artikel 1 des Finanzaushaltsgesetzes unter anderem den Grundsatz der Sparsamkeit und der Wirtschaftlichkeit. Wenn man das Bedürfnis hat, das noch etwas präziser zu formulieren, wie es Herr Kollega Achermann vorschlägt, glaube ich, sollte man es im Finanzaushaltsgesetz berücksichtigen. Was die Planung anbelangt, haben wir dort einen Artikel 3 vorgeschlagen, wo ausdrücklich auch von der Einstufung der Aufgaben nach sachlicher und zeitlicher Dringlichkeit die Rede ist. Wenn ich dem Antrag von Herrn Kollega Achermann hier in einem gewissen Sinne entgegentrete, so also nicht etwa aus inhaltlichen Gründen, sondern weil ich der Meinung bin, wir sollten den vorliegenden Gesetzesentwurf in der ersten Lesung nicht mit solchen Zusätzen belasten. Wir sollten vielmehr einmal abwarten, um zu sehen, wie wir das Finanzaushaltsgesetz verabschieden können. Wenn wir dort noch nicht befriedigt sind, können wir dann allenfalls in der zweiten Lesung dieses Gesetzesentwurfs darauf eintreten. In diesem Sinne möchte ich beliebt machen, die Anträge von Herrn Kollega Achermann als Anregung für die zweite Lesung entgegenzunehmen und noch nicht darüber abzustimmen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Vorerst zu Herrn Grossrat Würsten. Es besteht nicht die geringste Meinung, dass man mit dem Artikel 5 etwa das System des Hinausschiebens der Fälligkeitstermine aufrechterhalten will. Der Sinn der vorliegenden Gesetzgebung ist ja der, von diesem System endlich loszukommen, von einer Situation, die für alle Teile, für den Staat, für die Verwaltung und für die Beitragsempfänger, unbefriedigend ist. Deshalb wollen wir dieses System hier auch nicht verankern. Der Artikel 5 läuft übrigens darauf hinaus, wie hier bemerkt worden ist, dass nicht nur der Staat einen Finanzplan und eine Dringlichkeitsordnung aufstellt, sondern dass man auch die Gemeinden dazu zwingt. Das muss Hand in Hand gehen, sonst fährt man nebeneinander vorbei, wodurch alle gutgemeinten Beschlüsse die wir gefasst haben, praktisch illusorisch würden. Ich möchte zum Artikel 5 besonders feststellen, dass hier keine Hintergedanken bestehen.

Dann kommt Herr Grossrat Würsten mit dem Argument des Steuereingangs pro 1967. Wir haben schon 30 Prozent im Budget mehr gebucht als in der vorangegangenen Steuerperiode, und wenn der gesamthaft Mehrertrag gar 32 oder 33 Prozent betragen sollte, so habe ich schon darauf hingewiesen, dass wir darüber bereits verfügt haben. Das geht in das gleiche Loch wie alles übrige. Wir haben schon pro 1967 Nachkredite für Teuerungszulagen an das Personal im Betrage von 10 Millionen Franken bewilligt. Der Grosse Rat hat ferner für Bauvorhaben zusätzliche Kredite von 5 Millionen Franken gesprochen, und wenn wir das Inseldefizit von 20 Millionen Franken mindestens zum Teil noch abtragen könnten sowie das Defizit der Bezirksspitäler wäre das wunderbar. Jetzt aber hier, gestützt auf das Steuerergebnis 1967, gesetzliche Folgerungen ziehen zu wollen, wäre der falsche Weg, den wir nicht gehen können. Ich gebe zu, dass 1968 noch höhere Steuereingänge resultieren werden zufolge der Nachtaxation auf den definitiven Einschätzungen; aber auch Eliminierungen werden zu verzeichnen sein, die in der Regel in die Millionen gehen. Man kann daher sagen: 1968 wird der Steuerertrag vielleicht nochmals etwas höher liegen als 1967. Wir werden darob jedoch wiederum froh sein, denn man spricht bereits von einer Reallohnnerhöhung für das Staatspersonal und die Lehrerschaft. Die ganze Aktion inklusive Einbau in die Versicherungskasse wird Millionen kosten. Aus diesen einmalig guten Ergebnissen – übrigens sind wir noch nicht sicher, dass sie im erwähnten Umfang ausfallen werden – Schlussfolgerungen für die Gesetzgebung zu ziehen, wäre nach meiner Auffassung falsch.

Den Anträgen von Herrn Dr. Achermann stehe ich grundsätzlich sympathisch gegenüber. Ich könnte sie annehmen, nur nicht in der Form, wie sie jetzt eingereicht worden sind. Ich glaube nicht, dass man die vorgeschlagene Bestimmung dem Artikel 5 anhängen sollte. Sie gehört vielmehr in den Artikel 6, der von der Berechnung der Beiträge handelt. Ich bin somit der Meinung, die beiden Zusätze, die Herr Grossrat Achermann zu den Artikeln 5 und 6 beantragt, dem Artikel 6 als Alinea 2 und 3 beizufügen, allerdings mit einer Ergänzung, wie sie Herr Dr. Schürch mit Recht angetönt hat: Es

genügt natürlich nicht, dass man nur von Bauvorhaben ganz allgemein spricht. Nicht nur die Bauvorhaben kosten den Staat Geld, sondern alle subventionsberechtigten Aufwendungen. Der Ausdruck «Bauvorhaben» genügt deshalb nicht. Die Ausgangslage, wie Herr Dr. Schürch richtig erwähnt hat, bildet der Artikel 1 des Finanzhaushaltsgesetzes. Wir hätten deshalb vorgesehen, was Herr Dr. Achermann zum Artikel 5 vorschlägt, als Alinea 2 in Artikel 6 aufzunehmen, wo es lauten würde: «Für die Bemessung der subventionsberechtigten Aufgaben ist Artikel 1 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates Bern sinngemäß anwendbar». Das käme vorweg. Dann könnte man weiterfahren: «Bei Bauvorhaben werden nur Anlagen in einfacher und zweckmässiger Ausführung subventioniert. Mehrkosten für teurere Anlagen haben die Gemeinden vollumfänglich selber zu tragen.» Vorweg käme somit der Grundsatz mit dem Hinweis auf Artikel 1 des Finanzhaushaltsgesetzes. Diesen müssen wir hier erwähnen. Ich glaube, Herr Dr. Achermann hätte gegen eine solche Formulierung nichts einzuwenden. Das gehört zusammen. Als Alinea 3 käme dann hinzu, was Herr Grossrat Achermann zum Artikel 6 beantragt, wobei es nur heissen müsste: «... im Rahmen von Artikel 5 ...» anstatt «... im Rahmen von Artikel 5 Absatz 1 ...», da der Artikel 5 keine Änderung erfahren würde. Das wäre ein Vorschlag zur Güte, den man meines Erachtens bereinigen könnte. Ich bin aber auch einverstanden, die beiden Anträge Achermann zur zweiten Lesung entgegnzunehmen, um alle Möglichkeiten gemäss Artikel 1 des Finanzhaushaltsgesetzes und alle Gedankengänge, die hier entwickelt worden sind, zu prüfen. Mittlerweile wird auch das Finanzhaushaltsgesetz zur Beratung kommen. Wir werden dann sehen, wo wir die Anträge am besten einbauen. In diesem Sinne ist die Regierung bereit, die beiden Anträge Achermann auf die zweite Lesung hin entgegnzunehmen.

**Le Président.** En résumé, le représentant du gouvernement se rallie à la proposition de M. Achermann concernant l'article 5, sous réserve de sa modification dans le sens indiqué. M. Achermann est-il d'accord avec cette modification?

**Achermann.** Ich bin damit einverstanden.

Angenommen.

#### Art. 6

**Le Président.** La parole est-elle demandée au sujet de l'article 6?

Tel n'étant pas le cas, il est renvoyé à la commission, de même que les alinéas 2 et 3 nouveaux.

Angenommen.

#### Art. 7

Angenommen.

**Le Président.** Nous passons au chapitre 2. Le président de la commission le traitera globalement mais la discussion sera ouverte sur chaque lettre séparément, de manière à éviter des redites et à accélérer nos travaux.

#### Art. 8 und 9

**Krauchthaler,** Präsident der Kommission. Hier geht es grundsätzlich um die Abänderung des Gesetzes von 1949 über die Beiträge an das Inselspital und die Bezirksspitäler. Was das Inselspital anbelangt, haben wir vom 31. Dezember 1966 an überhaupt keinen gesetzlichen Zustand mehr, ausser der Bestimmung, die im Artikel 1 von Abschnitt I dieses Kapitels verankert ist. Sie handelt von den Kopfbeiträgen. Diese betragen zu Lasten des Staates 80 Rappen und zu Lasten der Gemeinden 40 Rappen, was heute zusammen 1,06 Millionen Franken ausmacht. Mit dem Volksbeschluss vom Jahre 1961 hat das Inselspital bis und mit 1966 zu den Kopfbeiträgen von rund 1,06 Millionen Franken weitere 1,8 Millionen Franken vom Staat erhalten zur Deckung der Fehlbeträge der Inselabteilungen, dies im Gegensatz zu den Kliniken, deren Defizite der Staat übernehmen muss. Die aufgelaufenen Defizite betragen heute bereits etwas über 15 Millionen Franken.

Nun möchte man in der neuen Fassung des Artikels 1 dieses Abschnittes eine neue Grundlage im Rahmen dieses Gesetzes schaffen, indem man einen Gesamtbeitrag des Staates und der Gemeinden vorsieht, der ab 1. Januar 1969 4 bis 8 Franken je 100 Franken Steuerkraft betragen würde. Die Aufteilung zwischen Staat und Gemeinden würde so geregelt, dass drei Teile zu Lasten der Gemeinden und vier Teile zu Lasten des Staates fallen würden. Wenn man nach den Grundlagen von 1965 die Sache aufrechnen würde, unter Berücksichtigung eines Fehlbetrages pro 1969 von 7,2 Millionen Franken, müsste man mit ungefähr Fr. 4.50 je 100 Franken Steuerkraft rechnen. Den Staat würde dies für 1969 belasten mit rund 4,12 Millionen Franken und die Gemeinden mit rund 3,09 Millionen Franken.

Im Absatz 2 von Artikel 1 dieses Abschnittes haben wir Bestimmungen über die Aufteilung des Gemeindebeitrages. Dieser würde vorweg aufgeteilt aufgrund eines Kopfbeitrages von 30 Rappen je Kopf der Wohnbevölkerung. Das würde nach der Volkszählung von 1960 rund 270 000 Franken ausmachen, und den Rest von ungefähr 2,8 Millionen Franken würde man wiederum nach Steuerkraft und Steuerertragsfaktor auf die einzelnen Gemeinden verteilen. Die Kopfbeiträge bilden an und für sich keine gerechte Grundlage, stellen wir doch fest, dass sie die finanzschwachen Gemeinden erheblich mehr belasten.

Zum Artikel 2 dieses Abschnittes habe ich nichts zu bemerken. Er bleibt wie bisher.

Im Abschnitt II haben wir bei den Beiträgen an die Bezirksspitäler und die gemeinnützigen Krankenanstalten eine neue Fassung, wonach die Gemeinden zu einer Beitragsleistung an die Bezirksspitäler herangezogen werden können. Wir wissen, dass auch hier die gesetzliche Grundlage fehlt, wenigstens für Beitragsgewährungen, die über etwa 3,2 Millionen Franken hinausgehen. Die Grundlagen im bisherigen Gesetz finden wir in den Artikeln 6 bis 10. Für weitergehende Beiträge – im Jahre 1967 beliefen sie sich auf 7,5 Millionen Franken – fehlt jedoch die gesetzliche Grundlage. Sie würde geschaffen, was den Staat betrifft, im ersten Absatz von Artikel 10<sup>bis</sup>. Im Absatz 2 wür-

den nachher die Gemeinden in ihrer Gesamtheit herangezogen, um an die Bereitstellung des Gesamtbeitrages an die Bezirksspitäler das ihrige beizutragen, und zwar in einer Größenordnung von 3 bis 7 Franken je 100 Franken Steuerkraft, wobei 1 Prozent der Steuerkraft, auf 1965 abgestellt, die Summe von nicht ganz 1,7 Millionen Franken ergeben würde, so dass man mit 3 Franken auf 100 Franken oder 3 Prozent auf eine Belastung der Gemeinden pro 1969 von ungefähr 4,8 Millionen Franken käme.

Im Artikel 10<sup>ter</sup> würde die Möglichkeit geschaffen, Gemeinden, die keinem Spitalverband angehören, gestützt auf das Bauvorschriftengesetz (Artikel 39) in einen Spitalverband einzuweisen und sie bei den Berechnungen mitzuberücksichtigen.

Genau das gleiche gilt auch in bezug auf den Artikel 9. Im Artikel 9 haben wir die Baubeiträge an die Bezirksspitäler nach dem Gesetz vom September 1964, die nun einfach im Artikel 2 Absatz 1 dem Finanzausgleich unterstellt werden, nachdem wir bisher im Gesetz Rahmenbeiträge von minimal 40 Prozent und maximal 70 Prozent vorgesehen hatten. Im dazugehörenden Ausführungsdekrete sind die Vorschriften so verankert, dass wir in der Praxis sogar Minimalbeiträge von 52 Prozent erhalten. Diese Beiträge würden also dem Finanzausgleich im Rahmen der Artikel 5 und 6 unterstellt. Auch hier hätten wir die Möglichkeit, wie vorhin zum Artikel 10<sup>ter</sup> erwähnt, die Gemeinden, die keinem Gemeindeverband angehören, einem solchen zuzuteilen und dort in der Beitragsberechnung zu berücksichtigen.

Das sind meine Bemerkungen zu den Artikeln 8 und 9.

Angenommen.

#### Art. 10 bis 12

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Wir kommen nun zum Abschnitt Schulwesen. Hier geht es vorweg darum, das Gesetz über die Besoldungen der Lehrerschaft der Primar- und Mittelschulen von 1965 abzuändern. In den Artikeln 3 und 11 will man eine bessere Umschreibung der nicht vollbeschäftigen Arbeitslehrerinnen vornehmen. Im Artikel 19 Absatz 2 haben wir das eigentliche Kernstück dieses Abschnittes. Bisher wurde der Gesamtbetrag der Lehrerbesoldungen mit den Teuerungszulagen und den Arbeitgeberbeiträgen an die Lehrerversicherungskasse je zur Hälfte zwischen dem Kanton und der Gesamtheit der Gemeinden aufgeteilt. Man schlägt nun hier einen neuen Verteiler vor, und zwar in der Weise, dass inskünftig vom Gesamtbetrag, der sich gegenwärtig in einer Größenordnung von 124 Millionen Franken bewegt, die Gemeinden vier Siebentel und der Staat drei Siebentel übernehmen würden. Das ergäbe eine Verschiebung zugunsten des Staates und zu Lasten der Gemeinden von rund 8,8 Millionen Franken. Im Artikel 20 ist festgehalten, dass in Zukunft bei den finanzstarken Gemeinden der Anteil der Gemeinde an der Anfangsgrundbesoldung bis auf 100 Prozent ginge. Das können wir feststellen, wenn wir die Besoldungssätze vergleichen, die im betreffenden Artikel des Besoldungsgesetzes enthalten sind. In Artikel 20

Absatz 3 haben wir wiederum die Umschreibung von nichtständig beschäftigten Arbeitslehrerinnen.

Das Dekret, wonach der Gemeindeanteil von vier Siebentel aufgrund der Finanzkraft der Gemeinden aufgeteilt wird, soll gemäss Artikel 22 alle drei Jahre überholt werden anstatt wie bisher alle sechs Jahre, weil man damit eine Koordination mit dem direkten Finanzausgleich erhalten wird. Im Artikel 26 wird die Kostenverteilung bei Stellvertretung neu geregelt. Bis jetzt hat der Staat von diesen Kosten einen grösseren Anteil übernommen als die Gemeinde, während drei Achtel dem Vertretenen belastet wurden. Neu ist vorgesehen, dass der Staat und die Gemeinde je drei Achtel übernehmen.

Im Artikel 27 heisst es am Schluss des Absatzes 1: «Die Beteiligung des Staates an diesen Entschädigungen wird in einem Dekret des Grossen Rates geordnet. Sie entspricht ordentlicherweise dem Anteil des Staates an den Anfangsgrundbesoldungen der Lehrer.» Diese Bestimmung ist hier enthalten, da es keinen Sinn hätte, für diese Sonderentschädigungen noch einen separaten Verteiler aufzustellen.

Unter h wird statuiert, dass der Artikel 30 lit. f aufgehoben wird. Es handelt sich um die Staatsbeiträge an die Gemeindezulagen in den finanzschwachen Gemeinden. Diese Beiträge haben bis heute den Staat mit etwa 300 000 Franken belastet. Man glaubt nun, nachdem man den direkten Finanzausgleich verstärkt, dass es möglich sein sollte, den Staat von dieser Beitragspflicht, die einer Freiwilligkeit entspricht, wenn man davon absieht, dass die Gemeinden das tun müssen, um überhaupt Lehrkräfte zu erhalten, zu lösen. Man hat in der Kommission hierüber eine längere Diskussion geführt und hat schliesslich mit 9 Stimmen bei einigen Enthaltungen beschlossen, die lit. f von Artikel 30 zu streichen.

Mit dem Artikel 11 wird das Gesetz über die Primarschulen vom Dezember 1951 abgeändert. In jenem Gesetz über die Primarschulen haben wir ordentliche Schulhausbaubeiträge von 5 bis 50 Prozent und die Möglichkeit, bei finanzschwachen Gemeinden bis auf 75 Prozent zu gehen. Neu würde das so geregelt, dass man auch diese Beiträge den Bestimmungen des indirekten Finanzausgleichs unterstellen würde. Man hatte in den ersten Entwurf auch noch die Artikel 15 und 16 dieses Gesetzes aufgenommen. Der Artikel 15 wurde dann von der Kommission gestrichen, und der Artikel 16 wurde auf Antrag von Herrn Finanzdirektor Moser nach reger Diskussion neu gefasst, indem man dort bei den Beiträgen an die Jugendbibliotheken den Staat nicht direkt verpflichten möchte. Damit soll die Möglichkeit offen gelassen werden, dass finanzstarke Gemeinden diese Aufwendungen selber tragen.

Der Artikel 12 betrifft das Gesetz über die Mittelschulen vom März 1957 / 10. Februar 1963. Abgeändert werden soll der Artikel 46 Absatz 1 dieses Gesetzes, der von den Baubeiträgen an die Schulhausbauten handelt. Bisher betragen diese Beiträge 10 bis 50 Prozent, wobei die Möglichkeit bestand, gegenüber finanzschwachen Gemeinden bis auf 75 Prozent zu gehen. Auch diese Baubeiträge sollen nun den Vorschriften des indirekten Finanzausgleichs unterstellt werden.

Ich hoffe, Ihnen mit diesen Ausführungen die wichtigsten Änderungen in bezug auf den Abschnitt «Schulwesen» erläutert zu haben.

**Tanner.** Zu Artikel 10 lit. a: Mit dem Artikel 10 lit. a wird neu die Pro-rata-Entlohnung der Arbeitslehrerinnen eingeführt. Ich glaube, an und für sich kann man dagegen nichts einwenden, es liegt dies in der Stundenzahl begründet. Es betrifft dies in erster Linie die Arbeitslehrerinnen an den untersten Schulklassen. Dort wird normalerweise der Arbeitsschulunterricht durch die Primarlehrerin erteilt. Nun hatten wir in den Zeiten des Lehrermangels eine ganze Anzahl verheirateter Lehrerinnen, die man entweder bei der Verheiratung gebeten hat, den Lehrerinnenberuf nicht aufzugeben, oder man hat sie wieder in den Schuldienst zurückgeholt. Diese Lehrerinnen haben zum Teil den Wunsch geäussert, sie möchten mindestens vom Arbeitsschulunterricht entlastet werden, was auf Gesuch hin von der Erziehungsdirektion bewilligt werden konnte. Wenn nun die Klassenlehrerin den Arbeitsschulunterricht nicht selber erteilt hat, musste sie selbstverständlich einen Besoldungsabzug in Kauf nehmen. Der Besoldungsabzug ist ebenfalls im Lehrerbesoldungsgesetz geregelt, wo es im Artikel 3 Absatz 2 heisst: «Wenn der Arbeitsschulunterricht für die Klassen bis und mit dem 3. Schuljahr nicht von der Klassenlehrerin erteilt wird, verringert sich die Besoldung der Lehrerin um die Minimalbesoldung für eine Arbeitsschulklass.» Man zieht vom Lohn der Klassenlehrerin somit immer einen ganzen Arbeitsschulklassenanteil ab. Das war bis heute in Ordnung, weil auf der andern Seite die Arbeitslehrerin jeweils auch voll entlöhnt wurde. Wenn man nun aber neuerdings die Arbeitslehrerin gemäss Stundenzahl entlönen will, so muss gerechterweise auch der Abzug bei der Klassenlehrerin pro rata erfolgen. Man wird daher nicht darum herumkommen, den Artikel 3 Absatz 2 des Lehrerbesoldungsgesetzes ebenfalls in die Revision einzubziehen, damit die Absätze 1 und 2 wieder zusammen harmonieren. Ich möchte somit die Kommission bitten, auf die zweite Lesung hin auch die Revision des Absatzes 2 von Artikel 3 des Lehrerbesoldungsgesetzes zu prüfen und die ganze Frage abzuklären.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es ist festzustellen, dass der Artikel 10 in der abgeänderten Form für die Arbeitslehrerin eine wesentliche Besoldungseinbusse darstellt, und man müsste eine Übergangslösung suchen, um namentlich den Härtefällen gerecht zu werden. Im Artikel 10 sind Klassen zu 4 Wochenstunden nicht besonders erwähnt.

Dazu ist nun allgemein folgendes zu sagen: Eine Differenzierung der Besoldung nach Stundenzahlen ist unumgänglich. Wenn eine Arbeitslehrerin an einer Klasse zu 3 Wochenstunden die gleiche Besoldung erhält wie eine andere Arbeitslehrerin für 4 Wochenstunden, ergibt das vergleichsweise eine höhere Besoldung als diejenige eines Sekundarlehrers. Beim Sekundarlehrer beträgt das gesetzliche Minimum für 30 Wochenstunden Franken 14 640.—. Die Arbeitslehrerin dagegen bezieht pro Arbeitsschulklass zu 3 Wochenstunden Fran-

ken 1650.—, was für 30 Wochenstunden Franken 16 500.— ergäbe. Wir müssen also eine Differenzierung in bezug auf die Wochenstunden vornehmen, um nicht eine Ungleichheit zu schaffen. Gemäss Artikel 10 Absatz 2 letzter Satz, wird das Nähere über die Berechnung der Entschädigung für Arbeitsschulklassen mit reduzierten Stundenzahlen durch den Regierungsrat geordnet. Der Regierungsrat ist bereit, in dieser Verordnung die entstandenen Härtefälle, wie sie Herr Tanner vorgetragen hat, übergangsweise zu lösen. Damit dürfte das Problem aus der Welt geschafft sein. Wir haben dann den Grundsatz in dieser Vorlage, dass den Wochenstunden Rechnung zu tragen ist, und die Übergangslösung wird der Regierungsrat, wie gesagt, in einer Verordnung treffen, um die Härtefälle doch berücksichtigen zu können. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Regierung beizupflichten.

**Tanner.** Ich glaube, der Herr Finanzdirektor hat mich nicht ganz richtig verstanden. Ich habe an der neuen Besoldungsregelung für die Arbeitslehrerinnen absolut nichts auszusetzen. Was ich aufgreifen wollte, ist jedoch umgekehrt der Abzug, den die betreffende Klassenlehrerin, also die Primarlehrerin, in Kauf nehmen muss, wenn sie den Arbeitsschulunterricht nicht erteilt. Man hat ihr bis jetzt dafür immer eine ganze Arbeitsschulklassenbesoldung abgezogen. Wenn man jetzt sagt, es mache nur noch eine halbe Arbeitsschulklassenbesoldung aus, so scheint es mir nicht gerecht zu sein, wenn man nachher der Klassenlehrerin trotzdem die ganze Besoldung abzieht. Das liesse sich nämlich auch stundenmässig belegen. Eine Primarlehrerin an der zweiten Klasse zum Beispiel hat 800 Stunden. Davon sind 70 Stunden Arbeitsschule. Das macht rund ein Zwölftel des Unterrichts aus, den sie nicht selber erteilt. Bis jetzt hat man mit der ganzen Arbeitsschulbesoldung rund einen Sechstel des Lohnes abgezogen. Ich kenne einen Fall, wo in einer Gemeinde sogar von der Ortszulage ein Sechstel abgezogen wurde, weil die Klassenlehrerin den Arbeitsschulunterricht nicht erteilte. Was ich möchte, ist eine Anpassung des Abzuges, den man gegenüber der Primarlehrerin vornimmt, an das, was man auf der andern Seite der Arbeitsschullehrerin auszahlt.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Tanner hat keinen Abänderungsantrag zum vorliegenden Gesetzesentwurf eingereicht. Ich habe deshalb ganz allgemein zum Problem Stellung genommen. Ich möchte Herrn Tanner nun bitten, mir zu der Frage, die er aufgeworfen hat, eine schriftliche Eingabe zukommen zu lassen, damit wir die Angelegenheit auf die zweite Lesung hin genau prüfen können. Ich helfe nämlich nicht gerne mit, hier Beschlüsse zu fassen mit finanzieller Tragweite, wenn man nicht Gelegenheit hatte, alle Einzelheiten vorher genau abzuklären.

**Le Président.** En résumé, le représentant du gouvernement se déclare disposé à examiner la suggestion de M. Tanner en vue de la deuxième lecture. La lettre a de l'article 10 est ainsi adoptée dans le texte imprimé.

**Staender.** Zu Artikel 10 lit. b: Der Herr Finanzdirektor hat bereits zu einem Punkt Stellung genommen, den ich unter dem Abschnitt B anziehen wollte. Es betrifft die Angelegenheit in bezug auf die 3 und 4 Wochenstunden der Arbeitslehrerinnen. Dazu ist nun aber noch folgendes zu erwähnen: Es gibt wohl Arbeitslehrerinnen, die noch Klassen haben zu 3 Wochenstunden, aber es gibt auch solche, die Klassen haben zu 6 Wochenstunden, nämlich diejenigen an den Hilfsklassen. Ich möchte deshalb bitten, zuhanden der zweiten Lesung zu prüfen, ob diesen Arbeitslehrerinnen entsprechend ihren Mehrstunden eine zusätzliche Entschädigung ausgerichtet werden sollte, wie man auf der andern Seite den andern Arbeitslehrerinnen entsprechend ihren Minderstunden die Entschädigung kürzt.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Arbeitsschulklassen mit mehr als 4 Wochenstunden kommen höchstens als Ausnahme an Hilfsklassen vor. Von mir aus gesehen ist es ganz selbstverständlich, dass in einem derartigen Fall die Besoldung genau gleich der Stundenzahl angepasst werden muss wie im andern Fall. Ich hatte das im Moment übersehen.

Angenommen.

Art. 10 lit. c bis lit. h

Angenommen.

Art. 11 lit. a

Angenommen.

**Anliker.** Zu Artikel 11 lit. b: Ich komme hierher, um Sie zu bitten, den Artikel 16 des Primarschulgesetzes, wo die Beiträge an die Jugendbibliotheken in eine Kannformel gebracht werden, zu belassen wie im bisherigen Gesetz. Es steht hier im Grunde genommen ein kleiner Betrag zur Diskussion, nicht einmal ganz Fr. 200 000.—. Es geht mir dabei nicht so sehr darum, dies frankenmässig zu werten, sondern vielmehr darum, zu dokumentieren, dass der Grosse Rat nicht gewillt ist, gegenüber den kulturellen Aufgaben kleinlich zu sein. Ich bitte Sie daher, meinem Antrag zuzustimmen.

**Krauchthaler,** Präsident der Kommission. Über die Revision des Artikels 16 des Primarschulgesetzes hat man in der Kommission eingehend diskutiert. Schliesslich hat der Herr Finanzdirektor selber eine Formulierung vorgeschlagen, wie sie hier vorliegt. Diese Formulierung wurde ohne Gegenstimme angenommen, und ich glaube, sie ist viel elastischer als die Fassung, die Herr Anliker vorschlägt. Es geht hier nicht nur um die Kannformel. Nach der alten Formulierung könnte man meinen, die Gemeinden müssten Jugendbibliotheken errichten. Es heisst: «Sie errichten Jugendbibliotheken...». Aus der neuen Formulierung braucht man dies nicht herauszulesen. Ich bin auch für die Jugendbibliotheken, die die jungen Leute zum Lesen anhalten, was sehr zu begrüssen ist. Die neue Fassung ist jedoch, wie erwähnt, viel elastischer. Mit ihr kann natürlich die Möglichkeit bestehen, dass der Staat den finanziertstärksten Ge-

meinden bei der Lösung dieser Aufgabe etwas weniger entgegenkommt als bisher. Ich möchte Ihnen also beliebt machen, den Antrag Anliker abzulehnen.

**Grob.** Ich glaube, wir sollten uns hier fragen: Was setzen wir der Schundliteratur gegenüber, was geben wir unserer Jugend an Positivem zu ihrer Entwicklung? Wenn wir die Kannformel wählen, werden bei einer Geldknappheit zur Lösung dieser Aufgaben keine Mittel vorhanden sein. Ich glaube, gegenüber der Jugendbildung dürfen wir nicht zurückhaltend sein. Denken wir nur daran, wie vorbildlich die Stadt Bern hier vorgegangen ist. Sie bringt 600 000 Franken auf für ihre hervorragenden Jugendbibliotheken, die sehr viel gebraucht werden und wesentlich zur Entwicklung und Bildung unserer Jugend beitragen. Ich bitte Sie daher, den Antrag Anliker anzunehmen.

**Kunz** (Oey-Diemtigen). Als Bauer komme ich nicht hierher, um gegen die Jugendbibliotheken aufzutreten. Ich möchte vielmehr an den Grundsatz erinnern, den wir zu Beginn festgelegt haben: Wenn wir anfangen sollten, Einzelheiten aus dieser Vorlage herauszubrechen, so würde dies eine Kettenreaktion auslösen. Wir haben vorhin in bezug auf die Gemeindezulagen einen Beschluss gefasst, welcher die finanzschwachen Gemeinden sehr stark trifft und wo wir nicht leichten Herzens zugestimmt haben. Wenn es nun im vorliegenden Fall die finanzstarken Gemeinden gegenüber bisher etwas mehr belasten kann, die ja finanziell besser dastehen als der Kanton, so möchte ich doch an diese Gemeinden appellieren, dem Staat gegenüber ebenfalls ein Entgegenkommen zu zeigen.

Ich bitte Sie, den Antrag Anliker abzulehnen, damit wir im Hinblick auf die zweite Lesung wissen, wo wir stehen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin seinerzeit auch auf die Jugendbibliothek gegangen, um mich weiterzubilden. Das war sehr wertvoll. In der Eintretensdebatte erklärten wir aber, es wäre am schönsten, wenn man die Aufgaben von Bund, Kanton und Gemeinden genau ausscheiden und nachher die entsprechende Lastenverteilung vornehmen könnte. Um dieses Problem geht es auch hier. Die Errichtung von Jugendbibliotheken ist doch eindeutig eine Gemeindeaufgabe. Es würde nun mit der Konzeption des vorliegenden Gesetzesentwurfes nicht übereinstimmen, wenn wir jetzt eine solche Gemeindeaufgabe verpflichtend dem Staat überbinden wollten, auch wenn es nicht um einen grossen Betrag geht, denn der alte Wortlaut wird als Mussvorschrift betrachtet. Die Bestimmung lautet: «Die Gemeinden errichten Jugendbibliotheken, welche von den Schülern unentgeltlich benützt werden können. Der Staat unterstützt diese Bibliotheken durch Büchergeschenke und Geldbeiträge.» Das ist ein ganz ähnlicher Wortlaut wie derjenige in bezug auf den Rechtsanspruch in den andern Gesetzen. Dieser Wortlaut ist übrigens von Ihnen, Herr Grossrat Grob, in der letzten Budgetdebatte ins Feld geführt worden, um eine Beitragserhöhung von Fr. 200 000.— auf Fr. 400 000.— zu

erwirken. Es wurde gesagt, die Geldentwertung schreite weiter, und der Staat sei verpflichtet, seine Beiträge zu erhöhen.

Bei den Jugendbibliotheken handelt es sich nun tatsächlich um eine Aufgabe, die von den Gemeinden selber erfüllt werden kann und auch erfüllt wird, von den finanzstarken mehr als von den finanzschwachen. Der Artikel ist jetzt so gefasst worden, dass dort, wo wirklich keine andere Möglichkeit besteht, der Staat einen Beitrag gewähren kann. Nach dem neuen Wortlaut besteht aber keine Verpflichtung, und wir können die Höhe der Beiträge auch begrenzen. Wir wollen doch vernünftig sein.

Herr Grossrat Grob, der Staat leistet sehr viel für kulturelle Zwecke, vor allem in den Städten Bern, Biel und Thun. Auf dem Lande haben wir dagegen nicht dieselben Möglichkeiten. So leisten wir beispielsweise sehr viel für das Stadttheater Bern, die Musikgesellschaft, den Orchesterverein und das Konservatorium. Es ist nicht so, dass wir für die kulturellen Belange kein Verständnis haben. Unsere Museen kosten Geld, vor allem das Kunstmuseum, das ich auch noch präside - ohne Honorar! Gott sei Dank ist das Naturhistorische Museum Sache der Burgergemeinde.

Stellen wir doch einmal fest, was in den letzten Jahren alles gratis geworden ist, von der Primarschule über die Sekundarschule bis zum Gymnasium ist alles gratis. Früher hatte man etwa noch den Schulatlas zu bezahlen. Das gab jeweils ein Familienstück. Heute ist auch das nicht mehr der Fall. Man macht jedoch die Feststellung: Alles, was der Staat und die Gemeinden zahlen, ist nichts oder weniger wert. Man ist sogar soweit gegangen zu sagen, auch die Universität sollte in allen Teilen gratis sein. Man darf jedoch nicht übertreiben.

Hier sind wir nun der Meinung: Der Staat entrichtet weitgehende Beiträge an das Schulwesen und an die kulturellen Belange, soweit ihm das möglich ist. Man sollte ihm jetzt aber nicht durch eine Mussvorschrift noch etwas anhängen, was vielleicht im ganzen eine Bagatelle ist, jedoch eine Verwischung des Prinzips bedeuten würde. Aus einer eindeutigen Gemeindeaufgabe wollen wir jetzt nicht eine neue Staatsaufgabe kreieren, nachdem uns ohnehin die Mittel fehlen. Aus diesem Grunde haben wir den Artikel auch neu gefasst. Ich hoffe, dass die Jugendbibliotheken trotzdem zu ihren Büchern kommen werden.

### A b s t i m m u n g

Für den Antrag der vorberatenden Behörden . . . . .	72 Stimmen
Für den Antrag Anliker . . . . .	68 Stimmen

Angenommen.

### Art. 13

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Wir kommen zum Abschnitt «Verschiedene Bestimmungen». Der Artikel 13 betrifft das Einführungsgesetz vom 3. Oktober 1965 über den Zivilschutz, und zwar dessen Artikel 11 und 21. Es geht hier wiederum um die Unterstellung der Beiträge unter den Finanzausgleich. Bis jetzt hat sich nach diesem

Gesetz der Staat im Mittel jeweils zur Hälfte beteiligt; die andere Hälfte ging, nach Abzug der Bundesubvention, zu Lasten der Gemeinden. Neu ist nun vorgesehen, die Beiträge, die nach Abzug der Bundesleistungen verbleiben, ebenfalls dem Finanzausgleich zu unterstellen. Das bedingt die Abänderung der beiden erwähnten Artikel des Einführungsgesetzes über den Zivilschutz.

Angenommen.

### Art. 14

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Hier geht es um eine Abänderung des Strassenbaugesetzes, wo im Artikel 39 die Staatsbeiträge an die Gemeindestrassen geregelt sind. Dazu ist zu bemerken, dass die Kriterien, die wir heute im alten Artikel haben, im Dekret geprüft werden müssen. Es geht hier ebenfalls um eine Unterstellung unter den Finanzausgleich.

Auch der Artikel 39 Absatz 5 des Gesetzes über Bau- und Unterhalt der Strassen muss abgeändert werden. Dort hatten wir bis jetzt die Formulierung «.... mindestens 50 Prozent nach Abzug der Bundesbeiträge an die städtischen Nationalstrassen». Es wird vorgeschlagen, das Wort «mindestens» zu streichen.

Auch der Artikel 46 Absatz 3 des genannten Gesetzes muss revidiert werden. Wir hatten hier die gleiche Fassung wie im Artikel 39 Absatz 5 (mindestens 50 Prozent). Neu soll es heißen: «Der Kanton gewährt an die Kosten des Unterhalts und Betriebs städtischer Nationalstrassen angemessene Beiträge». Man ist heute noch nicht genau im Bild, wieviel der Bund leisten wird. Die Angelegenheit ist noch in der Schwebew. Deshalb haben wir gefunden, man sollte nicht etwa Beiträge des Staates ablehnen, aber den Artikel allgemein fassen, damit man nachher mit den gegebenen Verhältnissen fertig wird.

Angenommen.

### Art. 15

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Der Artikel 15 wird wiederum mehr zu reden geben. Er betrifft das Fürsorgegesetz, und zwar dessen Artikel 36. Dort wird die Kompetenz zur Unterstellung unter den Lastenausgleich dem Grossen Rat und dem Regierungsrat übertragen. Bisher lag diese Kompetenz weitgehend bei der Fürsorgedirektion.

Im Artikel 38 Absatz 3 betreffend die Verteilung war bisher ein Verhältnis zwischen Staat und Gemeinden von 7:3 statuiert. Es wird nun folgende neue Fassung vorgeschlagen: «Von der Gesamtsumme tragen der Staat und die Gesamtheit der Gemeinden je die Hälfte.» Wir haben uns in der Kommission durch Herrn Fürsprecher Thommen von der Fürsorgedirektion orientieren lassen. Er hat dort erklärt, die grossen Brocken, die für den Bau und Umbau von Heimen in den Lastenausgleich kommen, wären eigentlich Aufgaben der Gemeinden. Gestützt auf diese Feststellung ist die Kommission dann zur Auffassung gekommen, es wäre am Platze, hier eine hälftige Verteilung der Kosten vorzusehen.

**Le Président.** Je dois revenir à l'article 14, le texte allemand ne correspondant pas au texte français que j'ai sous les yeux.

Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, l'article 14 comprend trois lettres, soit une lettre par article ou partie d'article modifié, ce qui me paraît logique.

Il y a donc lieu de faire figurer, dans le texte allemand, l'article 39, alinéa 4, sous lettre a; l'article 39, alinéa 5, sous lettre b, et l'article 46, alinéa 3, sous lettre c. Etes-vous d'accord avec cette modification?

(Assentiment.)

Nous revenons à l'article 15, lettre a. Je donne la parole à M. Blaser.

**Blaser** (Zäziwil). Zu lit. a: Wir haben in diesem Beitragsgesetz sehr viele Bestimmungen, mit denen man Kompetenzen des Volkes zurücknimmt an den Grossen Rat und zum Teil sogar an die Regierung. Im Artikel 15 lit. a machen wir nun das Gegenteil. Man dehnt die Kompetenz der Fürsorgedirektion an die Regierung und den Grossen Rat aus, was zweifellos richtig ist, wenn man weiss, welche Aufgaben und Ausgaben damit verbunden sind. Es ist bestimmt richtig, dass der Grosse Rat zu den grossen Ausgabensummen selber Stellung nehmen kann. Das wird dazu führen, dass die einzelnen Massnahmen und Projekte sorgfältiger und sparsamer geplant werden.

Zum Punkt b möchte ich folgendes sagen: Ich habe bereits im Eintreten festgehalten, dass gewisse Korrekturen beim Fürsorgegesetz notwendig seien. Ich möchte Kollega Meyer sagen, dass es dabei nicht etwa darum gehen kann, das Rad zurückzudrehen, sondern wir müssen den Auswüchsen steuern, so dass wir die Gewähr haben, dass nachher die wirklich Bedürftigen in den Genuss dieser Sozialleistungen gelangen. Wir müssen feststellen, dass mit dem System des Lastenausgleichs denen, die das Geld ausgeben, die Verantwortung über die Finanzen abgenommen wird. Die Folge wird sein, dass nicht mehr überall gespart wird, und wer noch spart, ist letztlich der Dumme. Es verhält sich so, dass sehr viele Sozialaufgaben nach dem System des Lastenausgleichs geordnet sind. Ich erwähne die Heimpflege, die Säuglingsfürsorge, die Schulzahnpflege usw. Dabei machen wir die Feststellung, dass sehr oft Leistungen an Leute gehen, die finanziell absolut in der Lage wären, die Aufwendungen selber zu tragen. Wir müssen uns fragen: Ist es richtig, dass die Öffentlichkeit an die Schulzahnpflege Beiträge leistet für Kinder vermögender Eltern, und ist es richtig, wenn vermögliche Familien die Heimpflege beanspruchen, dass sie nur einen Teil der effektiven Aufwendungen bezahlen müssen und für den Rest die Öffentlichkeit belastet wird? Bei der Schaffung des Fürsorgegesetzes war doch der Gedanke wegleitend, die Beitragsordnung so festzulegen, dass nur die Bedürftigen in den Genuss der öffentlichen Leistungen kommen sollen und nicht alle.

Von der Regierung wird nun vorgeschlagen, den Verteiler zwischen Staat und Gemeinden von 7:3 auf 5:5 zu korrigieren. Ich gebe zu, dass eine stärkere Belastung der Gemeinden dazu beitragen mag, dass die Ausgaben etwas sorgfältiger unter die Lupe genommen werden. Wenn man aber die

Auswüchse, die tatsächlich hier und dort vorgekommen sind, wirklich korrigieren wollte, sollte man dazu übergehen, einen Teil dieser Aufgaben vorweg den Gemeinden selber aufzuerlegen. Erst dann hätten wir die volle Gewähr, dass die Bedürfnisfrage sorgfältig abgeklärt wird. In diesem Sinne könnte ich mir vorstellen, dass die Gemeinde von diesen Auslagen zuerst einen Viertel selber trägt und ein weiteres Viertel von der Gesamtheit der Gemeinden nach dem Grundsatz des Lastenausgleichs übernommen wird, worauf dem Staat noch die Hälfte verbleiben würde. Damit hätten wir eine Sicherung eingebaut, dass keine Überbordungen mehr stattfinden. Ich stelle nicht einen diesbezüglichen Antrag, möchte aber die Kommission ersuchen, das Problem auf die zweite Lesung hin nochmals zu überprüfen.

**Strahm.** Zu lit. b: Herr Grossrat Dr. Meyer hat bereits beim Eintreten angekündigt, dass uns der Abschnitt über das Fürsorgewesen in dieser Gesetzesvorlage einige Sorgen bereiten werde. Gestern hat auch Herr Grossrat Schädelin, der Fürsorgedirektor der grössten bernischen Gemeinde, seine Sorgen in überzeugender Weise zum Ausdruck gebracht. Die von ihm vorgetragenen Bedenken dürfen meines Erachtens vom Rat nicht einfach übergangen werden.

Von mehreren Rednern wurde im Eintreten gesagt, dass wir seit 1961 ein fortschrittliches Fürsorgegesetz haben. Soll nun das Rad weiter zurückgedreht werden? Diese Gefahr besteht, wenn der Verteiler mit 50:50 angenommen werden sollte. Die Gemeinden, selbst diejenigen, die bisher mit ihren Mitteln haushälterisch umgegangen sind, werden gezwungen, drastische Steuererhöhungen durchzuführen oder ganz massive Einsparungen zu treffen. Wo soll man denn sparen? Bei den Lehrerbesoldungen wird es nicht gehen, trotzdem diese den Gemeinden die grösste Belastung bringen werden. Anders dagegen verhält es sich bei den Aufwendungen für das Fürsorgewesen. Es ist ein unwürdiges Spiel, wenn man mit den armen Leuten knauserig umgeht. Aber gerade auf dem Fürsorgesektor besteht diese Gefahr, wenn der Staat mit den Mitteln zurückhält und den Verteiler derart krass ändert will. Ich möchte feststellen, dass viele unserer alten Leute, der Alleinstehenden und der Ehepaare, nicht einmal über das betreibungsrechtliche Existenzminimum verfügen. Das ist eine Tatsache. Wenn ich von den Armen rede, so rede ich namentlich von den alten Leuten, die im Tag nur Fr. 8.— zum Leben, für Kleider, Schuhe, Elektrizität, Gas usw. zur Verfügung haben, nachdem der Mietzins bezahlt ist. Diesen Leuten hat man mit dem Dekret, das wir vor etwa einem Jahr angenommen haben, helfen können, indem man zum Beispiel den ganzen Mietzins angerechnet hat. Nun ist zu befürchten, dass in Zukunft auch diesbezüglich Zurückhaltung geübt werden wird. Das betreffende Dekret hat sich bewährt, namentlich auch in der Stadt Bern, wo es am meisten Arme gibt. Es soll überhaupt im Kanton Bern im Verhältnis zur Einwohnerzahl weit aus am meisten Arme geben in der Schweiz, mehr als in andern Kantonen. Das habe ich schon mehrmals von unserem Fürsorgedirektor gehört. Diesen Leuten muss geholfen werden.

Wenn nun gesagt wird, man habe mit Unterstützungen an die armen Leute in dieser oder jener Gemeinde übertrieben, so sind das sicher Einzelfälle. Man darf diese nicht verallgemeinern und dann glauben, man könne hier auf der ganzen Linie so und soviel einsparen. Auf jeden Fall habe ich in der Stadt Bern, wo ich Gelegenheit habe, mich mit diesen Fragen zu befassen, nie feststellen können, dass die Armen zuviel erhalten oder dass sie leichtsinnig unterstützt würden. Jeder einzelne Fall wird genau untersucht, wie das auch richtig ist.

Es versuchte einmal in der Stadt Bern ein Chefbeamter eine Zeitlang mit dem Betrag, der den alten Leuten zur Verfügung gestellt wird, also mit ungefähr Fr. 8.— pro Tag, zu leben. Der Chefbeamte war glücklich, als er den Versuch abbrechen konnte. Ich glaube, viel länger hätte er es nicht ausgehalten. Das beweist doch, dass man mit den Armenunterstützungen nicht zuweit geht, sondern eher zurückhaltend ist.

Aus den vorerwähnten Gründen stelle ich Ihnen im Namen der sozialdemokratischen Fraktion den Antrag, den Verteiler beim Fürsorgewesen nicht auf 50:50 festzusetzen. Ich verweise nochmals auf die Ausführungen von Herrn Gemeinderat Schädelin. Er kann leider an dieser Sitzung nicht teilnehmen. Wenn er hier wäre, würde er meinen Antrag bestimmt unterstützen oder hätte selber einen entsprechenden Antrag eingereicht. Mein Antrag lautet, im Artikel 15 lit. b zu sagen: «Von der Gesamtsumme tragen alle Gemeinden zusammen vier Zehntel und der Staat sechs Zehntel.» Damit hätten wir einen Verteiler von 60:40 anstatt 50:50. Der Rat sollte diesem Verteiler zustimmen, da sonst die Gefahr besteht, dass man an einem Orte spart und sparen muss, wo es am wenigsten am Platze ist, nämlich auf dem Rücken unserer Armen.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Vierte Sitzung

Mittwoch, den 7. Februar 1968,  
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 167 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Aebi, Ast, Braunschweig, Bühler, Cattin, Eggenberger, Fankhauser, Favre, Gasser (Münchenwiler), Geiser, Gigandet, Graber, Hirt (Biel), Hofmann (Burgdorf), Hügi, Jaggi, Jardin, Kautz, Kressig, Marchand, Miserez, Müller, Nahrath, Rätz, Rohrbach, Roth (Münsingen), Schnyder, Schwander, Staender, Stoller, Ueltschi, Willemain, Wirz.

### Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 40 hievor)

Art. 15 (Fortsetzung)

**Schädelin.** Herr Kollege Strahm hat den Antrag eingereicht, den ich wahrscheinlich dem Wesen nach selber gestellt hätte, wenn mir nicht Herr Strahm zugekommen wäre.

Zum ganzen Artikel ist immerhin zu bemerken, dass niemand in diesem Raatssaal dagegen ist, die Kompetenzordnung beim Fürsorgegesetz der allgemeinen Kompetenzordnung anzupassen. Dort geben wir Herrn Regierungsrat Moser ohne weiteres recht. Trotzdem es schön und bequem war, bis jetzt in bezug auf die Fürsorge im Windschatten der Politik entscheiden zu können, ist es sicher angezeigt, wenn Millionenbauten durch die Instanzen beschlossen werden, die auch in den andern Geschäften dafür zuständig sind. Ich bin auch der Meinung, dass, wenn man an die Sanierung des Finanzhaushaltes des Staates geht, man den Verteilungsschlüssel wieder ernsthaft diskutieren muss; denn es kann schon sein, dass man seinerzeit bei der Schaffung des grossartigen und modernen Fürsorgegesetzes den Bogen überspannt hat. Ich erinnere daran, dass bei der Beratung dieses Gesetzes darüber gestritten wurde, ob der Staat zwei Drittel oder 70 Prozent zu übernehmen habe, und man ist dann auf 70 Prozent gegangen. Es schien dannzumal, nach den Berechnungen der Situation von 1960/61, dass der Staat und die Gemeinden insgesamt ungefähr die gleiche Belastung erhalten würden wie jetzt. Es hat sich dann gezeigt, dass der Kanton in bezug auf die Fürsorge und die Sozialgesetzgebung eine starke Belastung erfuhr, weshalb ich glaube, es sei richtig, jetzt eine Kor-

rektur anzubringen. Aber schon in der Botschaft fällt auf, dass unter den sehr zahlreichen Gesetzeswerken ausgerechnet das Fürsorgewesen mit 2 Millionen Franken Abstand an der Spitze der «Opfer» steht, während das Fürsorgewesen am Gesamthaushalt des Kantons nur einen bescheidenen Anteil hat. Ich habe mir sofort die Frage stellen müssen, ob man jetzt den Bogen nicht auf die andere Seite überspannt und dem Gesetz etwas von seinem Wesen nimmt. Es werden zwar nur zwei Artikel geändert. Das System der Lastenverteilung soll bleiben. Wenn aber die Änderung für eine finanziel starke Gemeinde zur Folge hat, dass sie im Endeffekt weniger an die Fürsorgeaufwendungen erhalten soll als nach dem alten, antiquierten Fürsorgegesetz, kann man sich fragen, ob das richtig ist. Die Stadt Bern wird beispielsweise unter 40 Prozent sinken. Das ist jedoch nicht einmal meine Hauptsorte, trotzdem es einem Mitglied des Gemeinderates von Bern nicht gleichgültig sein kann, ob wir unter diesem Titel eine Mehrbelastung von vielleicht 3 bis 3,5 Millionen Franken erhalten. Die grössere Sorge ist die, dass dies nicht nur Bern trifft, sondern die Gemeinden überhaupt, und dass genau das geschieht, was man ausmerzen wollte. Man wollte das Fürsorgewesen entwickeln und die Gemeinden ermuntern, die Individualfürsorge, aber auch die Fürsorgeinstitutionen zu modernisieren. Man wollte, dass die Heime differenziert und dass Altersheime gebaut werden. Denn wir hatten und haben deren immer noch zuwenig. Bei einem derart scharfen Eingriff kann das nun die Gemeinden veranlassen, dass sie wieder in das alte Denken zurück sinken und sich fragen: Was macht uns das aus? Auf die Errichtung an und für sich notwendiger Sozialinstitutionen wird dann verzichtet, und in der Individualfürsorge wird eine unangebrachte Zurückhaltung geübt werden. Der Vorschlag von Herrn Kollega Blaser hat auf den ersten Blick etwas Bestechendes an sich, indem man sich sagen könnte: Führen wir den Selbstbehalt für die Gemeinden ein. Gerade bei der Diskussion des neuen Fürsorgegesetzes ist darüber in der Kommission und im Rat gesprochen worden. Ich will Ihnen nur ganz kurz mitteilen, was das für Folgen hätte: Wenn wir den Selbstbehalt für die Gemeinden einführen, bezahlen die Gemeinden wieder ganz direkt an ihre Armenlasten, und damit wird an der Struktur etwas Schwerwiegendes geändert; denn dann gehen die Armenlasten zum Teil nicht mehr via Lastenverteilung, sondern stammen zum Teil direkt aus der Gemeindekasse. Dann ist plötzlich die Gemeinde wiederum sehr daran interessiert, wieviel Armengenossige sie in ihrem Gemeindebann hat, worauf die Armenjagd von neuem beginnen könnte. In diese Situation sollten wir nicht zurückfallen. Ich bin der Meinung, trotzdem es einen gewissen Einbruch in das Gesetz bedeutet – ich bin mir dessen bewusst –, dass wir jetzt sorgfältig vorgehen müssen, dass wir uns in der Mitte dieses Weges treffen und wahrscheinlich beim rechten Verteilungsschlüssel von 60:40 landen müssen. Auf diese Weise würden die Gemeinden etwas auf sich nehmen, und der Kanton würde ein segensreiches Gesetzeswerk nicht gerade verderben. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag Strahm zuzustimmen.

**Bärtschi** (Heiligenschwendi). Auch ich bin hierhergekommen, um den Antrag Strahm zu unterstützen, und zwar vor allem aus den Erfahrungen heraus, die ich in meiner fürsorgerischen Tätigkeit machen konnte. Es verhält sich genau so, wie Herr Kollege Schädelin soeben dargelegt hat. Mit einer Änderung von 70:30 auf 50:50 schneidet man nicht einfach 20 Prozent ab und lässt diese durch jemand anders zahlen, sondern dadurch wird der Grundgedanke des Gesetzes ganz einfach mitverändert. Ich war stolz, im Kanton Bern als Fürsorger schaffen zu dürfen mit einem Gesetz, das einem die Arbeit dermassen erleichtert hat. Von Herrn Blaser ist richtig gesagt worden, dass die Fürsorgeleistungen nur dem Bedürftigen zugute kommen sollen. Diesen Satz möchte ich voll und ganz unterstreichen. Dadurch aber, dass wir einfach den Verteilungsschlüssel ändern, gewinnen wir keine vermehrte Kontrolle darüber, ob die Mittel nur den Bedürftigen zugute kommen, sondern wir erreichen nur, dass man sich in der einen oder andern Gemeinde vielleicht sagen wird: Der soll jetzt selber schauen, dieses und jenes hat er ganz und gar nicht notwendig. – Dadurch würden auch die Grundsätze des Fürsorgegesetzes verändert.

Auf Seite 9 des Vortrags heisst es: «Im Vordergrund stand eher die Absicht, eine bestimmte Aufgabe so rasch, reibungslos und so gut als möglich zu lösen.» Es ging also darum, bestimmte Aufgaben so gut, so rasch und so reibungslos als möglich zu lösen. Vorher hatten wir im Kanton Bern keine gute Regelung im Fürsorgewesen. Durch das neue Fürsorgegesetz haben sich die Verhältnisse dann grundlegend gebessert. Einer der wesentlichen Bestandteile des neuen Gesetzes war der Verteiler, und wenn wir den Verteiler ändern, ändern wir auch eines der Grundziele. Aus der Erfahrung heraus befürchte ich, bei der Verteilung von Fürsorgeleistungen könnten nachher andere Überlegungen Platz greifen als heute. Wenn Sie an einem Ort eine Strasse anlegen, wo es bisher noch keine gab, und wenn Sie dann auf dieser Strasse einzelne Steine antreffen, so ärgern Sie diese Steine; es wird Ihnen aber nicht einfallen, deswegen die ganze Strasse abzureißen. – Und wenn durch das neue Fürsorgegesetz gewisse Unebenheiten vorkommen, wenn einmal jemand einen Beitrag erhält, der vielleicht nicht bedürftig war im Sinne des Gesetzes, so sollte man deshalb nicht den Geist des Gesetzes ändern. Wir reden hier nicht von Artikel 36. Dass gewisse Kompetenzen weggenommen werden sollen, darüber sind wir uns alle einig. Uns geht es nur um den Artikel 38 Absatz 3, um den Verteilungsmodus.

Noch ein Wort zu den Ausführungen von Kollega Blaser. Sein Vorschlag, dass die Gemeinden wiederum ein Viertel aus der eigenen Kasse tragen sollten und ein Viertel über die Lastenverteilung, während die andere Hälfte der Kanton übernehmen würde, mutet mich sehr gefährlich an. Dann wären wir wieder genau dort angelangt wie früher, als man die Armen von einer Gemeinde zu andern abgeschoben hat, und das wäre schade.

Der Herr Finanzdirektor hat erklärt, man müsse einen goldenen Mittelweg suchen. Wo der goldene Mittelweg liegt, darüber kann man geteilter Meinung sein. Wenn man sich mit der Axt einen neuen

Weg bahnen will, muss man auch aufpassen, dass man nicht zuviel zerstört. Ich glaube, im vorliegenden Fall wäre der goldene Mittelweg der, dass wir beschliessen würden: 60 Prozent gehen zu Lasten des Staates und 40 Prozent zu Lasten der Gesamtheit der bernischen Gemeinden anstatt 50:50 Prozent.

**Schürch.** Ich verwalte die Finanzen einer Gemeinde, die am meisten zur Kasse gebeten wird. Trotzdem bin ich dafür, dass wir sogar im Fürsorgewesen etwas leisten, weil sich das Mögliche stets erst im Gewande des Notwendigen zeigt, wie ein gescheiter, aber leider nicht wiedergewählter Zürcher Ständerat einmal gesagt hat. Bevor etwas nicht absolut notwendig ist, wird nichts getan. Jetzt ist zur Sanierung der Staatsfinanzen das Sparen notwendig, beziehungsweise eine Neuumlagerung des Aufwandes, und deshalb wird es jetzt auch möglich. Ich möchte also damit allgemein erklärt haben, dass wir auch von einer grossen Gemeinde aus sogar auf dem Gebiete des Fürsorgewesens bereit sein müssen, etwas Zusätzliches gegenüber dem bisherigen Zustand zu unseren Lasten zu übernehmen. Ich möchte beifügen, dass keine Rede davon sein kann, dass, wenn wir etwas weniger oder sogar wesentlich weniger vom Kanton erhalten, die Armenjagd wieder anfangen würde. Diese Einstellung gibt es nicht, jedenfalls nicht in der Gemeinde, die ich vertreten darf. Sollte es diese Einstellung in anderen Gemeinden noch geben, so möchte ich an die Herren Grossräte jener Gemeinden appellieren, dafür zu sorgen, dass bei ihren Behörden dieser Gedanke nicht wieder einreisst.

Wie wir heute gehört haben, sei der Bogen im Fürsorgewesen mit dem Verteiler 7:3 vielleicht etwas überspannt worden. Ich bin persönlich auch dieser Auffassung und bin sehr erfreut, dass Herr Strahm nicht auf diesen Verteiler zurückgreifen will. Ich bin erfreut nicht wegen der Gemeinde Bern und ihren Finanzen, sondern wegen der Gessinnung und der realistischen Beurteilung, die sich darin zeigt. Ich könnte seinem Antrag, auf 6:4 zu gehen, durchaus beipflichten. Bei 5:5 dagegen würde bereits die finanzpolitische Reizschwelle anfangen, auch bei uns. Ich glaube, Herr Strahm hat in kluger Weise ungefähr die Mitte gehalten zwischen dem, was zuviel und was zuwenig wäre.

Nun möchte ich noch die Frage des Selbstbehaltes anknüpfen. Ich bin auch nicht überzeugt, dass das ein gutes System ist. Ich habe vorhin von der Armenjagd gesprochen, die es nicht mehr gibt. Wenn man den Selbstbehalt noch einführen würde, wäre mein Optimismus, dass es sie nicht mehr gebe, vielleicht noch etwas weniger begründet, obschon ich sogar an Sie, meine Herren, appellieren möchte, soweit Sie wie ich Gemeindemänner sind, dass man gegen das Ende des 20. Jahrhunderts selbst dann von der Armenjagd abkommen könnte, wenn man noch mehr zahlen müsste. Ich weiss, das ist manchmal etwas viel verlangt. Wir müssen eine realistische, brauchbare Handhabe besitzen. Der Vorteil des Selbstbehaltes wäre ganz bestimmt der, dass sich die Gemeinden noch ein zweites Mal überlegen würden, mit welcher Kelle sie anrichten wollen und ob sie nicht noch etwas

billiger bauen könnten. Das hätte den Wert eines Anreizes. Auf der andern Seite besteht die Gefahr, die hier schon von meinem Vorredner geschildert worden ist und die ich nicht verharmlosen will. Ich möchte aber doch beliebt machen, heute, in der zweiten Lesung, über den Vorschlag Blaser nicht abzustimmen; wir sollten vielmehr zuerst sehen, wie sich das finanziell effektiv auswirkt. Es scheint mir, die Idee sollte nicht einfach aus Abschied und Traktanden fallengelassen werden. Ich möchte wünschen – dieser Wunsch läuft auf einen Antrag zuhanden der Kommission und der Regierung hinaus –, bis zur zweiten Lesung die Frage des Selbstbehaltes doch nochmals zu prüfen, damit man uns nicht vorwerfen kann, wir hätten nicht alle Fragen seriös studiert und ihre Konsequenzen überblickt. Wir dürfen sicher nicht so weit gehen, dass wir im Ausbau der Fürsorge die berühmte dritte oder vierte Säule, die Säule der privaten, selber verantworteten Fürsorge vollständig aushöhlen, dass sie zusammenfällt. Wir dürfen aber anderseits auch nicht vergessen, dass das Problem gerade vom Alter und von der Überalterung unserer Bevölkerung ein sozialpolitisches und sozialhygienisches Hauptproblem unserer Zeit und noch viel mehr der künftigen Zeit ist. Deshalb dürfen wir es nicht einfach über das Knie brechen. Ich möchte sehr wünschen, dass wir die Fragen, die hier aufgeworfen worden sind, auch die Frage des Selbstbehaltes, noch genau prüfen, bevor man einfach ja oder nein dazu sagt.

**Dübi.** Es war leicht vorauszusehen, dass der Artikel 15 in unseren Beratungen eine grosse Rolle spielen, und dass der Streit der Meinungen über die Frage der Lastenverteilung im Fürsorgewesen aufflammen wird. Das war jetzt auch der Fall. Es ist nicht mancher hier, der dabei war, als wir im Jahre 1961 das Fürsorgegesetz in Interlaken vorberaten haben. Ich war einer derjenigen, die damals – ich darf das von mir in aller Bescheidenheit behaupten – einen wesentlichen Beitrag geleistet haben. Das Glanzstück des Gesetzes war nun nicht die Lastenverteilung, sondern die Be seitigung der Armenjagd, eine saubere Lösung der auswärtigen Fürsorge und die Einführung von neuen, modernen Gesichtspunkten im Fürsorgewesen. Das war dannzumal entscheidend. Nun muss ich Sie auf folgendes aufmerksam machen: Wir sind über die Beratung des Artikels 7 unseres jetzigen Gesetzesentwurfes stillschweigend hin weggegangen. Es ist ein sehr wesentlicher Artikel. Dort steht nämlich: «Die Bestimmungen der Artikel 5 und 6 finden Anwendung, soweit andere Gesetze nicht Abweichendes enthalten.» Dieser Wortlaut gefällt mir allerdings noch nicht ganz. Ich habe in der Kommission einen deutlicheren vorgeschlagen. Nun ist zu beachten, dass eines dieser Gesetze, auf das eben diese Grundsätze nicht angewendet werden können, das Fürsorge gesetz ist. Wir werden auf die zweite Lesung hin die Gesetze noch aufführen, die Bestimmungen enthalten, die keine Anwendung der Grundsätze der Artikel 5 und 6 gestatten. Das heisst mit anderen Worten, dass das, was im Fürsorgegesetz festgelegt worden ist, durch die Änderung der Lastenverteilung nicht tangiert wird. Das ist sehr wesentlich und zerstreut viele Bedenken, die jetzt geäussert worden sind.

Und nun das zweite: Der Staat hat im Jahre 1961 kein Geschenk gemacht, als er 70 Prozent der Armenlasten übernommen hat. Selbst in der grössten Euphorie ist der Staat nicht so grosszügig, dass er den Gemeinden derart entgegenkäme. Der Verteiler von 7:3 im Jahre 1961 hat vielmehr ganz genau dem Anteil entsprochen, den der Staat schon vorher von sämtlichen Fürsorgeaufwendungen übernommen hatte. Er hat also dort die Gemeinden nicht bewusst entlasten wollen, sondern es hat dem entsprochen, was er insgesamt an Fürsorgeaufwendungen bereits getragen hat. Der Verteilungsschlüssel von 7:3 beruhte auf einer Verständigung, die man bereits vorher getroffen hatte, so dass die Gemeinden dannzumal eigentlich nicht wesentlich entlastet wurden. Nun verhält es sich allerdings so, dass damals der Staat zum Beispiel die ganzen Aufwendungen für die Auswärtigenfürsorge übernommen hat. Dort ist er im Laufe der Jahre durch den Ausbau der Sozialversicherung, das Funktionieren des Konkordates und durch Ergänzungsleistungen sehr stark entlastet worden. Das wird vom Kanton zugegeben. Was nun aber in den letzten Jahren zugenommen hat, sind seine eigenen Aufwendungen, die er tragen muss für Anstalten und Heime. Das haben wir dannzumal nicht vorausgesehen. Nun stellt sich der Kanton auf den Standpunkt, das seien auch Aufwendungen, welche die Gemeinden mittragen sollten; denn es gibt nicht viele Gemeindeanstalten und Gemeindeheime. Diese Aufgabe hat man vielmehr weitgehend dem Staate überlassen. Er muss für den Ausbau und die Erneuerung der Anstalten und Heime sorgen. Ich glaube deshalb, dass man den Verteiler grundsätzlich überprüfen sollte, wenn man sich das alles vor Augen hält.

Es ist noch etwas hinzugekommen, das nicht zu bestreiten ist. Herr Blaser hat es schon angetönt, und Herr Trachsel hat es uns in der Kommission exemplifiziert: Durch die Lastenverteilung nach dem Verteilungsschlüssel 70:30 ist man in den Gemeinden larger geworden. Die Aufwendungen im Fürsorgewesen haben zugenommen und damit proportional auch die Verantwortung. Nun ist es eine politische Frage, wieweit man hier gehen will. Ich wollte nur betonen, dass die Befürchtungen, es gebe hier einen gewaltigen Abbau im Fürsorgewesen gegenüber dem, was man bisher hatte, wenn man den Lastenverteiler ändere, nicht am Platze sind.

Ich möchte Ihnen empfehlen, sowohl den Antrag Blaser wie den Antrag Strahm für die zweite Lesung entgegenzunehmen. Dadurch erhalten wir die Möglichkeit, die Auswirkungen bei einer Änderung des Lastenverteilers in aller Ruhe abzuklären. Die Unterlagen haben wir in der Kommission noch nicht erhalten.

**Kopp.** Ich habe das Gefühl, das Fürsorgegesetz habe sich etwas in unser Beitragsgesetz verirrt. Ich begreife natürlich, dass man versucht, hier eine Summe herauszuholen und auf die Gemeinden zu verlagern, die mit ihren 10 Millionen Franken in Betracht fällt. Der Charakter des Fürsorgegesetzes eignet sich aber ganz und gar nicht für die Verwirklichung von Einsparungen durch das vorliegende Finanzgesetz. Wir haben mehrmals gehört, das Fürsorgegesetz sei ein gutes Gesetz. Herr Kol-

lega Schädelin bezeichnete es als grossartig und modern, und Herr Bärtschi (Heiligenschwendi) ist stolz auf das Gesetz. Ausserkantonale Fürsorgebehörden, Regierungsräte und Kantonsräte haben mir immer wieder erklärt: Ihr in Bern habt ein gutes Fürsorgegesetz. Wir arbeiten auch an einem solchen Gesetz. – Ich würde es daher bedauern, wenn wir das Fürsorgegesetz ernsthaft antasteten. Dass man etwas unternehmen muss, begreifen wir alle. Ich habe den Grossen Rat noch nie bis kurz vor Sitzungsschluss in so guter Besetzung gesehen. Das zeigt mir, dass in allen Fraktionen und bei jedem einzelnen Grossrat der Wille besteht, die Angelegenheit ernsthaft zu diskutieren und das Beste herauszuholen.

Ich möchte noch einen weiteren Aspekt etwas ins Gesichtsfeld rücken: Herr Kollege Strahm hat ganz besonders die einzelnen Personen im Auge gehabt und glaubt, sie würden bei einer Neuregelung schlechter fahren, verschiedene Vorredner haben erwähnt, die Gemeinden würden mehr belastet, und ich wage zu behaupten, dass auch die Institutionen, die Heime und Anstalten, die Herr Dübi bereits erwähnt hat, darunter zu leiden haben würden. Bis jetzt war es möglich, mit Hilfe der Invalidenversicherung und des Kantons und dank der Lastenverteilung etwas Rechtes zu leisten. Die Fürsorgelasten sind nicht einfach unkontrolliert angestiegen bis zu einer Höhe, dass man sich hätte sagen müssen, man könne nicht mehr zahlen; sie sind vielmehr in einem erträglichen Rahmen geblieben. Es konnte hier unbestritten gesagt werden: Wir brauchen nicht die im Grunde vorsehenen vier Steuerzehntel, sondern wir kommen mit zwei Steuerzehnteln aus. Es handelt sich also nicht um ein Gebiet, das besonderen Sparmassnahmen und Einschränkungen ruft. Wir unternehmen in der Sozialgesetzgebung unser möglichstes, um durch die Altersversicherung, die Invalidenversicherung, durch Ergänzungsleistungen und durch neue Initiativen bei der Krankenversicherung die Armenlasten für den Staat und die Gemeinden noch weiter einzuschränken. Ich möchte deshalb den Antrag Strahm unterstützen und Sie bitten, dasselbe zu tun.

Noch ein Wort zu den Armenjagden. Ich kann mich darüber kurz fassen, da dieser Punkt bereits aufgegriffen worden ist. Immerhin möchte ich dazu noch folgendes sagen: Es ist noch nicht ganz so weit, dass man von diesem Begriff nicht mehr reden kann. Ich erwähne hier ein Beispiel aus ganz jüngster Zeit: Wenn man in einer Gemeinde Wohnungsbau betreiben will, um Behinderte aufzunehmen, kommt sofort von den Gemeindebehörden die Mahnung: «Bringen Sie uns nicht armenogenössige Leute hieher, wir wollen nicht Armenlasten noch und noch.» Das ist auch in der Gemeinde Bern nicht ganz unbekannt und ist von den Gemeindebehörden aus begreiflich. Wir, die wir in der Fürsorge tätig sind, haben dies aber noch in den Knochen. Es ist mir zum Beispiel noch in Erinnerung, dass man einmal einen arbeitsfähigen Invaliden in einer Gemeinde in der Nähe von Bern unterbringen wollte und die Gemeindebehörden sich dagegen wehrten. Nach 1961 haben sich die Verhältnisse dann dank dem neuen Fürsorgegesetz gebessert. Man konnte dann endlich atmen. Da wir fürchten, man könnte wieder zu den früheren

Zuständen zurückkehren, bitte ich Sie, dem Antrag Strahm zuzustimmen. Mit einem Verteilungsschlüssel von 60:40 Prozent liegt er auch psychologisch richtig.

**Stauffer** (Gampelen). Ich komme hierher, um Ihnen beliebt zu machen, heute nicht über den Verteilungsschlüssel von 50:50 oder 60:40 Prozent abzustimmen, da man der Diskussion entnehmen kann, dass die Angelegenheit noch nicht abstimmungsreif ist. Es ist unbestritten, dass irgendeine Sicherung eingebaut werden sollte, damit nicht allzuviel gebraucht wird. Wir wollen jetzt, da wir von der Fürsorge reden, nicht das Wort «sparen» in den Vordergrund rücken. Es ist aber sicher so, dass manchenorts die Sache besser überprüft werden könnte und dadurch den Gemeinden gewisse Einsparungen resultieren würden. Herr Kollega Blaser hat uns einen Weg aufgezeigt. Wir kennen jedoch die Konsequenzen nicht. Ich habe sie auch nicht herausfinden können, trotzdem ich versucht habe, die Auswirkungen in Prozenten für die schwerbelasteten oder die weniger belasteten Gemeinden zu berechnen. Man sollte daher den Artikel an die Kommission zurückweisen, damit die Angelegenheit geprüft werden kann. Wir würden unseren Entscheid dann in der zweiten Lesung aufgrund der angestellten Berechnungen fällen. Würden wir heute abstimmen, müsste unser Entscheid in der zweiten Lesung ohnehin in Wiedererwägung gezogen werden.

Ich bin Mitglied der Fürsorgekommission und habe mit einigen meiner Kollegen über diese Fragen gesprochen. Wir waren alle der gleichen Ansicht: Wir sind froh, dass uns etwas von unserer Verantwortung abgenommen wird. Wir haben in der Fürsorgekommission sehr oft in einer halben Stunde über die Ausrichtung sehr grosser Beiträge, die manchmal bis zu 10 Millionen Franken gingen, Beschluss gefasst, während man im Grossen Rat über kleine Summen eine Stunde lang diskutiert. Die Verantwortung lastet nachher auf den Leuten. Damit möchte ich keineswegs sagen, dass irgend etwas falsch gegangen wäre, im Gegenteil, es war uns möglich, Grosses zu leisten. Vielleicht wird sich das nun ändern und das Barometer auf die andere Seite ausschlagen. Das wäre schade, aber die Verantwortung war eben doch, wie gesagt, zu gross. Deshalb glaube ich, man sollte die Sache jetzt belassen und auf das Dekret warten.

Von der Armenjagd möchte ich nicht sprechen. Wir haben in den einzelnen Kreisen Fürsorgeinspektoren, die bestimmt dafür sorgen werden, dass die Armenjagden nicht mehr aufkommen.

**Tschannen.** Ich habe Ihnen in meinem Eintretensvotum erklärt, dass es sehr grosser Mühe bedurfte, unsere Fraktion zu veranlassen, auf die Gesetzesvorlage einzutreten. Die erste Meinung war ganz anders. Einer der Kardinalpunkte, von dem es abhängen wird, ob wir der Vorlage in der ersten Lesung zustimmen können, ist die Formulierung des Artikels 15, den wir nun beraten. Dies möchte ich vor allem dem Block ganz ernsthaft zum Überlegen geben, der sehr fest zu sein scheint, sonst werden Sie uns eine Zustimmung sehr erschweren, wenn nicht gar verunmöglichten. Hin und wieder schaut aus diesem festen Block zwar ein Zahn heraus, was mich gefreut hat.

Ich möchte nun noch auf folgendes aufmerksam machen: Der Artikel 15 bringt eine Beschniedigung im neuen Fürsorgegesetz. Dabei stellt sich die Frage: Kann man eigentlich durch ein Gesetz einen Grundsatz der Verfassung aufheben? Denn in der Verfassung sagt der Artikel 91 Absatz 3 ganz klar und deutlich: «Soweit die aus den ordentlichen Einnahmen des Staates für das Armenwesen verwendbaren Mittel nicht genügen, kann behufs Deckung der Mehrausgaben eine besondere Armensteuer bis zu einem Viertel der direkten Staatssteuer erhoben werden.» Nun ist die Situation folgende: Bis jetzt betragen die Armenlasten – rechnen Sie das nach, ich habe es getan – 2,4 Zehntel der Steueranlage und nicht 4 Zehntel. Bezogen auf die 2,2 Steueranlage, die wir jetzt haben, könnten wir 4,5 Zehntel Armensteuer erheben. Die brauchen wir aber bei weitem nicht. Warum will man nun nochmals etwas kürzen? Offenbar waren die Leute, welche die Verfassung damals geschaffen haben, weiter, und selbstverständlich war auch – das muss ich ehrlicherweise zugeben – die Armut verbreiteter als heute. Nach meiner Auffassung ist der Antrag Strahm mit einem Verteilungsmodus von 60 Prozent zu Lasten des Staates und 40 Prozent zu Lasten der Gesamtheit der Gemeinden ganz sicher das Gegebene. Man muss sich auch klar sein, dass der Staat seine 60 Prozent zahlen wird; alle Gemeinden dagegen zahlen nicht ihre 40 Prozent, da hier hinein wiederum der Lastenausgleich, wie schon bis jetzt, spielen wird. Muri zum Beispiel musste nicht etwa nur 3 Zehntel zahlen. Immerhin ist es nicht die Sorge um Muri, die mich hieher geführt hat, sondern die Sorge, die in unseren Kreisen weitverbreitet ist, man könnte mit dieser Vorlage wieder wegnehmen, was uns das fortschrittliche Fürsorgegesetz gebracht hat. Aus diesen Überlegungen bitte ich, hier eine Abstimmung durchzuführen. Wenn wir die Abstimmung bis zur zweiten Lesung aufschieben, kaufen wir die Katze im Sack. Wir haben deren schon mehrere. Dann gehen wir heim und wissen im Grunde genommen wenig oder nichts. Wo es um die gutsituierten Gemeinden ging, zum Beispiel in bezug auf die Lehrerbesoldungen, haben wir geschwiegen. Wir hätten auch dort zum Beispiel fragen können: Was hat eigentlich der Staat in die Schulordnung der Gemeinden hineinzureden, wo er praktisch nichts mehr zahlt, sondern nur noch symbolische Beiträge entrichtet? Man sagt: Wer zahlt, befiehlt. Analog sollte man es dann auch so halten: Wer nicht zahlt, befiehlt nicht.

Da wir das Gesetz nicht gefährden sollten, bitte ich Sie, dem Antrag Strahm zuzustimmen. Der Herr Finanzdirektor hat in versöhnlicher, netter Art gesagt, er mache aus diesem Gesetz keinen Prestigestandpunkt. Ich glaube, es wäre nun an der Zeit, diesen Beweis hier für das erstmal zu erbringen.

**Eichenberger** (Bolligen). Obschon ich im Jahre 1961 noch nicht dem Grossen Rat angehörte, weiss ich doch, dass ein wichtiger Gedanke, der damals im Fürsorgegesetz verankert worden ist, die Aufhebung der Armenjagd betraf. Als Fürsorger muss ich aber heute noch konstatieren, dass einzelne Gemeinden davon noch nicht frei sind, dass man heute noch versucht, einzelne Armenfälle

von einer Gemeinde auf die andere abzuschieben. Ich bin überzeugt, dass bei einem Verteilungsschlüssel von 50:50 Prozent das Zuschanzen von Armenfällen wiederum in vermehrtem Masse vorkommen würde. Herr Kollega Schürch ist Optimist. Ich bin sonst auch Optimist, aber in dieser Beziehung bin ich es weniger als Herr Schürch. Mit dem Vorschlag von Herrn Kollega Blaser (zweimal ein Viertel und einmal die Hälfte) konnte ich mich gar nicht befreunden. Die sozialen Institutionen sind sehr dankbar ob der heutigen Lösung von 70 zu 30 Prozent, die wir deshalb am liebsten beibehalten möchten. Wenn wir in unserer Fraktion Eintreten beschlossen haben, so geschah dies mit schweren Bedenken, wie das bereits angehängt worden ist. Von unserer Seite aus gesehen, ist die Angelegenheit abstimmungsreif, und zwar bitte ich Sie, dem Antrag Strahm zuzustimmen.

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Dass der Artikel 15 gewissermassen ein neuralgischer Punkt sein werde, habe ich schon in meiner Orientierung mitgeteilt. Ich will mich nicht lange zu den gefallenen Voten äussern, sondern bekennen, dass ich persönlich der Ansicht von Herrn Dr. Schürch bin. Ich glaube nicht daran, dass die Armenjagden durch den neuen Verteiler irgendwie intensiviert werden. Zu Ehren unserer Gemeindeschreiber und Gemeindekassiere möchte ich auch feststellen, dass es nicht mehr sehr viele gibt, die das noch zu praktizieren versuchen. Diejenigen Fälle, die es noch gibt, haben wir auch mit der Verteilung 7:3 nicht aus der Welt geschafft. In der Kommission hat merkwürdigerweise dieser Artikel nach der Orientierung durch Herrn Fürsprecher Thommen von der Fürsorgedirektion, als er uns die gewaltige Verschiebung der Aufwendungen schilderte, praktisch keine Diskussion ausgelöst.

Ich möchte von mir aus sagen: Das Problem ist sehr komplex, und der Antrag Strahm ist diskutabel. Ich bin deshalb als Kommissionspräsident der Auffassung, die Angelegenheit nicht jetzt zu entscheiden, sondern den Artikel 15 an die Kommission zurückzuweisen. Ich möchte hierüber aber noch gerne die Meinung des Herrn Finanzdirektors hören.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir wussten, dass dieser Artikel eine breite Debatte hervorrufen wird. Ich sehe nun gewisse Widersprüche. Heute morgen hat sich die gleiche Seite, die jetzt im Lastenausgleich der Regierung nicht folgen will, auch gegen den direkten und indirekten Finanzausgleich ausgesprochen, wo man den finanzschwachen Gemeinden durch eine andere Lastenverteilung helfen will. Wenn man sagt, dieser Lastenverteiler sei ein Fremdkörper im Gesetz, muss ich erwideren: Nein, es ist kein Fremdkörper, es ist einer der Punkte in unserer Gesetzgebung, wo überbordet worden ist, und deshalb muss man ihn korrigieren. Die Verhältnisse haben sich sehr stark verändert gegenüber damals, als das neue Fürsorgegesetz in Kraft trat. Herr Grossrat Dübi erklärte, man habe das damals unverändert übernommen. Seither sind aber die Altersversicherung und die Invalidenversicherung ausgebaut worden, und vermehrte Armenlasten

sind erwachsen durch die verschiedenen Heime (Verpflegungsheime aller Art), die in den Lastenausgleich hineinkommen und an die der Staat wiederum 70 Prozent beiträgt. Jetzt steht die 7. AHV-Revision bevor. Wenn es geht wie das letzte Mal, wird sie den Staat Bern wiederum Millionen kosten. Diese zusätzlichen Belastungen des Staates muss man hier sicher auch für die Zukunft einkalkulieren.

Nun wollen wir einmal rechnerisch betrachten, worum es eigentlich geht. Praktisch ist die ganze Gesetzgebung, die wir in diesem Punkt vorlegen, darauf ausgerichtet, dass diejenigen, die stärker sind als der Staat, in Zukunft mehr übernehmen sollen, um den Staat zu entlasten, und diejenigen, die schwächer sind als der Staat, nicht mehr übernehmen sollen als bisher. Diesem Gedanken trägt unser Vorschlag Rechnung. Über jeden Abschnitt dieses Gesetzes sind eingehende, seitengleiche Studien aufgestellt worden, im ganzen etwa 10 bis 15 Stück. Erst nachher ist der Gesetzesentwurf entstanden. Auch in bezug auf das Fürsorgewesen haben wir eine solche Studie ausgearbeitet. Dabei sind wir alles in allem zum Schluss gekommen, der Verteilungsmodus von 5:5 sei richtig. Aus dieser Zusammenstellung möchte ich Ihnen hier nur kurz folgendes darlegen: 70 Prozent übernimmt der Staat vorweg, und 30 Prozent übernehmen die Gemeinden. Die Gemeinden sind für ihre 30 Prozent in 9 Klassen eingeteilt. Die 5 ersten Klassen umfassen 272 Gemeinden. Es sind dies, grob gesagt, die Gemeinden, die in den Finanzausgleich kommen. Diesen 272 Gemeinden mutet man bei einer Aufteilung von 5:5 statt 7:3 und bei einer Steigerung von beispielsweise 871 000 Franken auf 1,4 Millionen Franken Mehraufwendungen von Fr. 530 000.— zu. Für die übrigen 220 Gemeinden machen die Mehraufwendungen dagegen den Löwenanteil aus, nämlich 11 Millionen Franken minus Fr. 530 000.—. Rechnet man die unteren Gemeinden bis zur Klasse 6, erhält man ein noch etwas anderes Bild. Dann betragen die Mehraufwendungen für die unteren 6 Klassen 1,4 Millionen Franken und für die anderen 3 Klassen noch 9,5 Millionen Franken.

Nun sagen ausgerechnet die Vertreter der finanzstarken Gemeinden, die den Löwenanteil zahlen, eine Verteilung von 5:5 sei für sie tragbar. Da verwundert es mich nun, dass die andere Seite erklärt, das sei für sie ein Casus belli für Ablehnung des Gesetzes.

Ich muss nochmals erwähnen: Es passt dies nicht in den indirekten Finanzausgleich hinein. Deshalb haben wir diesen Verteiler besonders geordnet. Bis zur 6. Klasse hinauf ist jedoch nur ein ganz minimaler Kostenzuwachs zu verzeichnen, nämlich von 11 Franken auf 19 Franken; in der 9. Klasse dagegen steigen die Kosten von 28 Franken auf 47 Franken (jeweils pro Kopf der Wohnbevölkerung gerechnet). Das Interessante ist nun, dass gerade die finanzstarken Gemeinden einer derartigen Lösung zur Entlastung des Staates zustimmen.

Ich habe Verständnis für den Antrag Strahm. Es ist aber falsch, wenn man meint, hier werde der einzelne Fürsorgeberechtigte direkt tangiert. Der einzelne wird gar nicht tangiert, sondern nur die Gemeinden im Blick auf den Bau der Fürsorgeheime, welches Problem sich ja stellt und das

gerade in den grossen Gemeinden weitgehend gelöst wurde. Sonderbar ist, dass die kleineren und finanzschwachen Gemeinden trotz des bisherigen Verteilers 7:3 noch nicht so weit sind. Das ist auch der Grund, warum wir dazu gekommen sind, wenn man schon auf der Linie der Entlastung des Staates bleiben will, den direkten Finanzausgleich zu verstärken. Auch dort war man dagegen. Ich muss also wirklich fragen, was man denn in dieser Angelegenheit will.

Ich sage nochmals: Es ist keine soziale Frage im engern Sinne, sondern eine sozialpolitische, wie es Herr Dr. Schürch dargelegt hat. Das Problem der Fürsorgeheime liegt aber auf einer besonderen Ebene und muss gesondert behandelt werden. Hier haben wir uns mit dem Lastenausgleich zwischen dem Staat und den Gemeinden zu beschäftigen.

Ich stelle fest, dass gegen die Kompetenzübertragung nicht opponiert wird. Es sind blos gegen den Verteiler von 5:5 oder 6:4 Einwände erhoben worden. Nun liegen zwei Anträge vor. Herr Grossrat Tschannen wäre für Abstimmung. Ich kann mich dieser Auffassung anschliessen, muss aber am Antrag der Regierung festhalten. Ich neige nun allerdings zur Ansicht, die zwei eingereichten Anträge liessen es als angezeigt erscheinen, den Artikel 15 bis zur zweiten Lesung zurückzunehmen. Wir können dann das zahlreiche Material, das wir haben, den Kommissionsmitgliedern und Ihrem Rate noch zur Verfügung stellen.

Noch eine Bemerkung: Die knappen Abstimmungsergebnisse von heute morgen haben mich absolut nicht gefreut. Die Verwaltung und namentlich die Finanzdirektion werden sich im Hinblick auf die politische Seite dieser Gesetzesvorlage in allen Punkten überlegen müssen, ob man zu weit oder zu wenig weit gegangen ist und ob dieses oder jenes noch verbessert werden könnte.

In bezug auf den Selbstbehalt von 15 Prozent glaube ich nicht, dass dies wieder zu einer Armenjagd führen wird. Als das Fürsorgegesetz ausgearbeitet wurde, war ich auch schon Mitglied der Regierung. Die Regierung hatte damals einen Verteiler von 60:40 Prozent beantragt. In der Folge, d. h. nach der ersten Kommissionssitzung, sagte der damalige Fürsorgedirektor, er komme mit 60:40 nicht durch, man solle auf zwei Drittel gehen. Wenn man nämlich nicht auf zwei Drittel gehe, so würden 75 Prozent anstatt nur 70 Prozent beschlossen. Das war die Situation, und die Regierung hat sich diesem Druck gefügt. Sie sagte sich, die Hauptsache sei ein neues Fürsorgegesetz, und über den andern Punkt werde man später Klarheit bekommen. Es hat sich nun aber tatsächlich gezeigt, dass wir mit dem Ansatz von 70 Prozent viel zu hoch gegangen sind.

Man hatte nicht nur ein unangenehmes Gefühl wegen der Kompetenzseite, die im vorliegenden Fall ja nicht umstritten ist. Auch in den Gemeinden, gerade in den finanzschwachen, herrschte das Gefühl, in den grossen und finanzstarken Gemeinden, die das Geld haben, um diese Aufgaben zu lösen, werde alles und jedes gemacht, während man selber kein Geld habe. Es ist allerhand in den Topf des Lastenausgleichs getan worden, ich will nicht sagen Unkontrolliertes – die Verwaltung hat es schon geprüft –, aber von der Öffentlichkeit aus gesehen etwas viel Anonymes. Schon aus diesem

Grund ist hier eine Korrektur fällig. Herr Grossrat Tschannen, ich mache auch aus dieser Sache keine Prestigefrage, und weil ich keine Prestigefrage daraus mache, möchte ich jetzt sagen: Wir stimmen nicht ab, sondern nehmen die Anträge zur Prüfung auf die zweite Lesung entgegen.

**Le Président.** Le moment est venu de mettre cet article au net. M. Strahm propose une nouvelle répartition des charges respectives de l'Etat et des communes, alors que M. Schürch, reprenant l'idée de M. Blaser, propose le renvoi de cet article à la commission. Je demande à M. Strahm s'il approuve le renvoi à la commission ou s'il demande que sa proposition soit mise aux voix maintenant.

**Strahm.** Herr Dr. Augsburger, der Präsident der BGB-Fraktion, hat mir erklärt, seine Fraktion sei nicht grundsätzlich gegen den Verteiler, den ich vorgeschlagen habe. Ich vertraue auf die Loyalität dieser Erklärung und darauf, dass die Sache ernsthaft und wohlwollend geprüft wird und bin deshalb mit einer Verschiebung der Abstimmung auf die zweite Lesung einverstanden.

**Le Président.** M. Strahm se déclare d'accord avec le renvoi de sa proposition à la commission en vue de la deuxième délibération. Y a-t-il une opposition? Tel n'étant pas le cas, l'article 15 est renvoyé à la commission et laissé momentanément en suspens.

Angenommen.

#### Art. 16

**Zingg (Bern).** Hier geht es um die Berufsschulen. In Artikel 45 des Gesetzes über die berufliche Ausbildung soll es nach der Vorlage heißen: «Die Beiträge an Neu- und Erweiterungsbauten für Berufsschulen werden nach den Bestimmungen über den Finanzausgleich berechnet.» Ich möchte dieser Bestimmung den folgenden Satz beifügen: «Gemeinden, die Schüler aus anderen Gemeinden aufnehmen, wird die Steueranlage dieser auswärtigen Gemeinden bei der Berechnung voll berücksichtigt.» Man sagte mir, die Berechnung erfolge schon heute auf diese Weise. Ich hörte jedoch auch eine andere Version. Die Gemeinde Bern hat an ihrer Gewerbeschule Schüler aus dem ganzen Kanton. Es ist deshalb wichtig, dass die Schüler der auswärtigen Gemeinden bei der Berechnung berücksichtigt werden. Ich erachte dies als selbstverständlich und bitte Sie daher, meinem Ergänzungsantrag zuzustimmen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte Herrn Zingg sagen, dass es so gehandhabt wird gestützt auf Artikel 46 Absatz 3 des Mittelschulgesetzes vom 10. Februar 1963. Sollte es anders gemacht werden, wäre es falsch. Der Antrag erübrigts sich somit.

**Le Président.** M. Zingg est-il convaincu ou maintient-il sa proposition?

**Zingg (Bern).** Ich wusste nicht, wo diese Bestimmung zu finden ist. Nach den Ausführungen des Finanzdirektors verzichte ich auf meinen Antrag.

Angenommen.

## Art. 17

Angenommen.

## Art. 18

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Zu diesem Artikel möchte ich nur mitteilen, dass er den Artikel 122 des Gesetzes über die Nutzung des Wassers dem Finanzausgleich unterstellt. Gewisse Kriterien des bisherigen Artikels 22 Absatz 2 werden dann noch im Dekret berücksichtigt werden müssen.

Angenommen.

## Art. 19

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Der zweite Teil der Vorlage handelt von den Steuern. Im Artikel 19 geht es um rein technische und administrative Abänderungen unseres Steuergesetzes. In einem Absatz 3 zum Artikel 155 des Gemeindesteuergesetzes soll der Regierungsrat ermächtigt werden, die Sätze für Verzugs- und Vergütungszinsen jährlich festzulegen, also den Verhältnissen anzupassen. Das bedingt die Änderung einiger Artikel.

Ein neues Alinea 5 zum Artikel 152 des Steuergesetzes soll gestatten, Gemeindesteuern an der Quelle nach dem gewogenen Mittel (gegenwärtig 2,42) zu beziehen. Für den Gemeindesteuerbezug an der Quelle aufgrund des bisherigen Systems sind nicht weniger als 378 Tabellen ausgearbeitet worden. Es gibt Betriebe, die mit 50 bis 60 Tabellen arbeiten müssen, wenn sie die Quellensteuer ihrer Arbeitnehmer einzahlen wollen. Im Interesse der Vereinfachung soll dies neu nach dem gewogenen Mittel erfolgen. Das wird zur Folge haben, dass Steuerpflichtige, die nach der Quellensteuer belastet werden, in den finanzschwachen Gemeinden mit hohen Steueransätzen günstiger wegkommen werden und in den finanzstarken Gemeinden mit niedrigen Steueransätzen weniger günstig. Die Kommission kam jedoch einstimmig zur Auffassung, es sei unbedingt am Platz, diesen administrativen Aufwand auszumerzen.

Eine weitere Abänderung betrifft den ratenweisen Steuerbezug. Wir haben erfahren, dass sich der Staat im Laufe des Jahres mit laufenden Krediten bis zu 400 Millionen Franken belasten muss, was einen grossen Aufwand für den Zinsendienst zur Folge hat. Mit dem ratenweisen Steuerbezug könnte man diesen Zinsaufwand wesentlich reduzieren. Auf der andern Seite ist es klar, dass, wenn man die Steuern ratenweise beziehen will, wir dies nicht mehr auf dem bisherigen Weg über die Gemeinden machen können. Wir kannten jetzt den freiwilligen Steuervorbezug über die Gemeinden. Dieser hat jedoch nicht sehr viel eingetragen, bloss 16 bis 17 Prozent der Gesamtsteuern, hat aber auf der andern Seite einen sehr erheblichen Aufwand an Zinsen und Vergütungen gebracht. Man möchte das nun insofern vereinfachen, als man diesen Staatssteuerbezug zentralisieren würde, wobei dem Regierungsrat die Kompetenz erteilt werden soll, die Amtsstellen zu bezeichnen. Man rechnet hier mit den Amtsschaffnereien. Man möchte aber auch, wenn man in bezug auf die Datenverarbeitungsanlage so weit sein wird, Ge-

meinden, die dies wünschen, Gelegenheit geben, ihren Steuerbezug durch die staatlichen Stellen tätigen zu lassen. Dadurch fällt natürlich das bisherige Vergütungssystem dahin. Die Gemeinden erhielten bisher pro Steuererklärung Fr. 3.— sowie eine Vergütung von 1 Prozent der eingezogenen Staatssteuer. Nur die Steuerbeträge, die bis zum Fälligkeitstermin nicht eingegangen waren, wurden von den Amtsschaffnereien eingezogen. Neu wird nun vorgesehen, den Gemeinden eine höhere Vergütung je Steuererklärung auszurichten. Die Kompetenz dazu legt man in die Hand der Regierung. Man hat Berechnungen angestellt, die zeigen, dass wenn man je Steuererklärung Fr. 7.— zahlen würde, 55 Prozent der Gemeinden besser wegkämen als bisher, und mit Fr. 8.— wären es 85 Prozent der Gemeinden. Auf der andern Seite kennen wir aber bereits heute das System, dass Bern und Thun die Staatssteuern restlos, das heisst auch über den Fälligkeitstermin hinaus, einziehen. Man nimmt an, dass auch noch Biel hinzukommen werde, da die Möglichkeiten vorhanden sind. Im Zuge der vorstehenden Revision soll die Vergütungsfrage auch für diese Gemeinden geregelt werden, und zwar so, dass sie als Entschädigung 1,3 Prozent der Steueranlage zu 1,0 erhalten würden. Anderseits haben Sie gehört, dass die Gemeinden ihre Steuern durch den Staat einziehen lassen könnten. In diesem Falle würde die gleiche Provision zugunsten des Staates abgezweigt.

Das sind die wesentlichsten Abänderungen, die durch den Artikel 19 im Steuergesetz vorgenommen werden sollen.

**Messer**. Ich habe Ihnen zum Artikel 46 des Steuergesetzes einen Antrag eingereicht, den ich wie folgt erläutern möchte: Mit meinem Antrag werden nicht berührt die Vermögensbesteuerung sowie die Gewinn- und Kapitalbesteuerung der juristischen Personen und der Holdinggesellschaften. Ich möchte dabei unterstreichen, dass wir weiterhin für die Wirtschaftsförderung eintreten. Nicht berührt wird ferner das Vermögen der Selbsthilfegenossenschaften. Wie der Sprecher unserer Fraktion schon mitgeteilt hat, bezweckt unser Antrag die Weiterführung der Progression bei der Einkommensbesteuerung der natürlichen Personen. Nach der bisherigen Regelung des Artikels 46 besteht eine Gruppe von 65 600 bis 120 500 Franken mit dem maximalen Einheitsansatz von 5,25. Es ist dies ein Multiplikator zur Steueranlage (Staat 2,2, Gemeinden 0,5 bis 4,4). Für Bern würde die Rechnung wie folgt aussehen:  $2,2 + 2,0 = 4,2 \times 5,25$ .

Ich möchte hier ausdrücklich betonen, dass mein Antrag nicht die landwirtschaftlichen Einkommen im Auge hat, sondern gewisse Einkommen des Mittelstandes, die in den letzten Jahren zum Teil sehr stark gestiegen sind. Ich habe einem Gespräch zweier Wirtschaftskapitäne zugehört, wobei erklärt wurde, früher hätte man mit zehn Jahren gerechnet, um zu einer Million zu kommen, jetzt rechne man noch mit drei Jahren.

120 500 Franken bildeten bisher die obere Grenze. Unser Antrag möchte nun die Skala weiterführen bis auf 200 500 Franken unter Erhöhung des Einheitsansatzes auf 6,05.

Wie wären die Auswirkungen? Bei einem Einkommen von 150 000 Franken zum Satz von 6,05 würde es bei der Staatssteuer einen Mehrbetrag von Fr. 1725.90 ausmachen, bei einem Einkommen von Fr. 200 500.— einen Mehrbetrag von Fr. 3528.—, bei Fr. 500 000.— einen Mehrbetrag von Fr. 8800.— und bei einer Million einen solchen von Fr. 17 600.—. Ich rede hier nur von der Staatssteuer. Hinzu kämen, je nach der Steueranlage der Gemeinde, die Beträge der Gemeindesteuern. Nun habe ich noch versucht, auszurechnen, wie hoch der Steuermehrertrag wäre, wenn mein Antrag angenommen würde. Meine Berechnungen basieren auf der Steuerstatistik 1959/60 und ergaben einen Mehrertrag für den Staat von 5 bis 7 Millionen Franken und für die Gemeinden von 6 bis 8 Millionen Franken. Ich möchte mich allerdings bei diesen Zahlen nicht behaften lassen. Ich bin vielmehr der Meinung, man sollte diese Berechnungen nun noch für die Jahre 1967/68 vornehmen.

Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion bitte ich Sie, unserem Antrag zuzustimmen.

**Winzenried.** Ich gehöre leider nicht zu den Industriekapitänen, die ihr Vermögen innert dreier Jahre ungefähr um eine Million Franken vermehren können. Immerhin handelt es sich hier um ein Problem, mit dem wir uns doch noch einen Moment auseinandersetzen müssen.

Ich begreife, dass bei einer so heiklen Gesetzgebung auch ein Schuss Parteipolitik betrieben werden muss. Ich habe schon in der Eintretensdebatte gesagt, aus welchen Gründen einer Steuererhöhung in unserem Kanton Grenzen gesetzt sind. Ich bin nun eigentlich erstaunt, dass ausgegerechnet Herr Kollega Messer, der sich sonst bei jeder Gelegenheit als sehr grosser Förderer der bernischen Wirtschaft aufspielt, hier diesen Antrag vertritt. Er hat wohl erklärt, es tangiere die juristischen Personen nicht, er möchte nur die natürlichen Personen anvisieren. Ich glaube aber, dass wir dieses Problem nicht losgelöst von einer allgemeinen Steuergesetzrevision lösen können. Sonst kämen wir soweit, wie Herr Regierungsrat Moser in der Eintretensdebatte richtig ausgeführt hat: Wir hätten dann in unserem Kanton nur noch Hühner, die möschige Eier legen, und keine mehr, die goldene Eier legen, obschon der Staat diese auch ganz gerne hat. Es wäre falsch, wenn man hier einfach nur das eine Problem, losgelöst von der Gesamtheit der Problematik der Weiterführung der Progression, lösen wollte. Bei der Annahme des Antrages Messer würden wir uns einem Zustand nähern, in dem die bernische Wirtschaft immer mehr in Bedrängnis käme. Als Vertreter der Industrie muss ich hier vor einer solchen Entwicklung den Warnfinger erheben. Sie wissen sicher alle und lesen es täglich in den Zeitungen, mit welchem Tempo sich die Konzentrationsbestrebungen in der schweizerischen Industrie entwickeln. Dieser Entwicklungsprozess hat bereits bedenkliche Formen angenommen. Wir können ihn jedoch nicht aufhalten, und auch die bernische Wirtschaft wird in diesen Sog hineingezogen. Die ersten Auswirkungen haben sich bereits gezeigt. Ich möchte daran erinnern, was wir vor ungefähr einem halben Jahr erlebt haben in bezug auf die

Konzentrationsbestrebungen Wander-Sandoz. Auch in der Uhrenindustrie nehmen die Konzentrationsbestrebungen rapid zu. Diese Entwicklung hat zur Folge, dass die grösseren Unternehmungen, die wir früher als gute Steuerzahler im Kanton besasssen, mit ihrer Holding, mit ihrem Sitz und den leitenden Funktionären aus dem Kanton Bern verschwinden und nach Genf, Lausanne oder Zug ziehen, um ihre Tätigkeit dort auszuüben.

Wenn man, wie das bei mir der Fall ist, schon am Rande an solchen Gesprächen beteiligt war und versucht hat, eine Konzernleitung zu bewegen, nach Bern zu kommen oder in Bern zu bleiben, so ist man immer wieder ganz automatisch auf das Steuerproblem zu sprechen gekommen und dabei jeweils auf eine eisige Ablehnung gestossen. Man sagt, das Steuerklima in unserem Kanton sei nicht nur für die Industrie, sondern auch für ihre Spitzenfunktionäre allzu ungünstig, so dass solche Bestrebungen hoffnungslos sind.

Ich möchte mich nicht später, wenn verschiedene weitere Züge aus unserem Kanton abgefahrene sein werden, dem Vorwurf aussetzen, man habe bei dieser Gelegenheit im Grossen Rat nicht davor gewarnt. Ich gebe zu, eine Weiterführung der Progression ist ein politisches Postulat, das diskutiert werden muss und das in gewissem Sinne vertretbar ist. Es kann aber nicht isoliert und ohne Rücksicht auf die Konkurrenzfähigkeit des gesamtschweizerischen Steuerkonzerts gelöst werden. Im Interesse der Erhaltung und Stärkung der bernischen Industrie ersuche ich Sie deshalb, den Antrag der sozialdemokratischen Fraktion bei dieser Gelegenheit abzulehnen. Wir wollen doch bei einer nächsten Steuergesetzrevision, die sich bereits am Horizont abzeichnet, auch noch, wie es nach gut bernischer Art Brauch ist, eine Materie haben, bei der man gegenseitig etwas aushandeln kann. Ich möchte deshalb Herrn Messer bitten, seine Munition noch etwas in Reserve zu halten und sie bei der nächsten Steuergesetzesrevision zu verschiessen.

**Gullotti.** Ich möchte von mir aus erklären, dass mir der Antrag Messer doch prüfenswert erscheint in bezug auf seine Auswirkungen und diskutiert werden sollte. Herr Dr. Messer hat uns gewisse Zahlen genannt, wobei er gesagt hat, es seien zum Teil nur Schätzungen. Ich glaube, man sollte diese Berechnungen auf die zweite Lesung hin noch vornehmen, um genau zu wissen, wie viele Millionen Franken uns sein Antrag einbringen würde. Ich weiss, dass der Herr Finanzdirektor verschiedentlich gesagt hat, eine Steuergesetzesrevision sei verfrüht, nachdem erst kürzlich eine solche durchgeführt worden ist. Es scheint aber in dieser Beziehung zu gehen wie mit anderen Sachen auch: Man kann sie nicht aufhalten. Dass im Zusammenhang mit der Sanierung der Finanzen des Staates Bern – ich möchte das deutlich sagen – auch das Problem einer Steuergesetzesrevision geprüft und abgeklärt werden muss, scheint mir wichtig und richtig zu sein. Wir haben natürlich in unserer Fraktion zum Antrag Messer nicht Stellung beziehen können. Ich vertrete daher die Auffassung, man sollte darüber erst in der zweiten Lesung definitiv entscheiden; denn wenn Sie uns heute zu einem Entscheid zwingen, so fällt dieser viel-

leicht anders aus als nach erfolgter Prüfung und nach Rücksprache mit dem Herrn Finanzdirektor in unserer Fraktion. Ich sage dies hier rein persönlich, ohne meine Fraktion zu verpflichten. Ich glaube aber, dass wir in dieser Beziehung etwas unternehmen müssen. Es sollte aber nicht aus dem Stegreif heraus entschieden werden.

Noch eine Bemerkung zu der Drohung, die Industrie wandere aus dem Kanton Bern ab oder komme nicht zu uns. Das glaube ich nicht. Ich bin der Ansicht, dass dafür ganz andere Faktoren massgebend sind als die Steuern. Ich habe schon mit sehr prominenten Leuten aus der Industrie darüber gesprochen. Natürlich werden auch die Steuern ein wenig in Betracht gezogen, aber den Ausschlag geben jeweils andere Faktoren, wie Verbindungen, das Gelände usw. Niemand hat ein Interesse daran, auch nicht die Industrie in anderen Kantonen, dass wir unsere Probleme nicht lösen können, da dies auch Auswirkungen auf eidgenössischer Ebene hätte.

**Schorer.** Ich möchte Ihnen beliebt machen, den Antrag Messer abzulehnen. Ich will Ihnen einige Gründe nennen, die mir zusätzlich in dieser Sache wichtig erscheinen neben denen, die Herr Kollega Winzenried aufgeführt hat.

Vorerst gilt meine Sorge dem vorliegenden Gesetz. Wir müssen uns bewusst sein, dass es um so schwieriger wird, es nachher in der Volksabstimmung durchzubringen, je mehr wir hier hineinstopfen. Es wäre nun keine Neutarifierung der Einkommenssteuer und damit auch der Vermögensgewinnsteuer vorgesehen, außer einer stärkeren Erfassung des obersten Einkommens. Es ist mit Recht gesagt worden, dass man sich diesen Punkt einmal überlegen kann, aber ich glaube, wir sollten es nicht im Zusammenhang mit dieser Gesetzesvorlage tun. Rückblickend möchte ich auf eines verweisen, das Ihnen vielleicht entgangen ist: Im Jahre 1964 haben wir den Tarif neu festgelegt. Im allgemeinen haben wir damals den Tarif gesenkt und verfeinert, wie man so schön sagt, wir haben den Tarif von 100 zu 100 Franken ansteigen lassen, damit es die alten Sprünge nicht mehr gab. Für die grossen Einkommen dagegen hat man den Tarif hinaufgesetzt. Der Höchsttarif galt früher ab Fr. 85 000.— mit 5 Prozent Einheitsanlage. Man ging dann hinauf bis auf 5,25 und machte den Sprung bei rund 95 000 oder 96 000 Franken Einkommen. Schon im Jahre 1964 kam ein gewisser Widerstand aus den betroffenen Kreisen, die fanden, es sei dies ungerecht, überall werde der Tarif gesenkt, nur ausgerechnet für jene, die ohnehin am meisten zahlen müssen, werde er noch erhöht. Es wurde dann aus diesen Kreisen auch eine sogenannte Plafonierung vorgeschlagen, indem man sich sagte, es müsse mit Rücksicht auf die verschiedenen Steuerarten eine oberste Grenze festgelegt werden, zum Beispiel 50 oder 60 Prozent, damit jemand nicht mehr als die Hälfte oder gar zwei Drittel des Einkommens abzuliefern hat; denn hinzu kommen die eidgenössische Wehrsteuer und die Liegenschaftssteuer.

Allgemein herrscht das Gefühl vor, die Steueranlage werde hinaufgehen. Man spricht im Kanton davon, aber auch in den verschiedenen Gemeinden. Einen Schritt haben der Kanton und

viele Gemeinden bereits getan. Ich finde es deshalb als höchst unglücklich, gerade im Zusammenhang mit dieser Vorlage die obersten Einkommen noch höher besteuern zu wollen.

Wie verhält es sich in bezug auf die Industrie? Ich glaube, hier haben beide Seiten recht. Auch wenn wir keine Steuern hätten, käme die Industrie nicht in Scharen nach dem Kanton Bern. Es gibt aber Industrien, die wegen der Steueranlage nicht zu uns kommen, es gibt sogar solche, die weggezogen sind, und zwar gilt dies nicht nur wegen der effektiven Steuern, sondern weil der Kanton Bern überall den Namen einer hohen Besteuerung hat. Ich habe Rücksprache genommen mit verschiedenen Fachleuten, namentlich von Treuhandstellen, die mir erklärten, der Kanton Bern nehme es bei der Veranlagung etwas genauer als die andern Kantone, wie wir es ja kennen, und in dieser Richtung wollen wir ja noch weitergehen. Sicher ist, dass wir keine Industrien anziehen, wenn wir den Steuertarif hinaufsetzen.

Nun gibt es aber nicht wenige Leute in Europa, die, ohne eine Industrie zu betreiben oder zu besitzen, auch über höhere Einkommen und Vermögen verfügen, zum Beispiel Rentner. Diese werden auch nicht eine Gegend aufsuchen, in der die Steuern erhöht werden. Im Jahre 1964 haben wir nach jahrelangem Kampf den Grundsatz verlassen, die Wertpapiere nach dem Kurswert zu erfassen, weil uns aus diesem Grunde eine Reihe von Rentnern davongelaufen sind und sich an den Genfersee oder in Richtung Murten und Freiburg verzogen haben. Man hat sich auch dort gesagt, es müsse irgendwo eine Grenze gezogen werden. Ich warne Sie daher vor einer Steuererhöhung, wie sie Herr Kollega Messer vorschlägt. Sehr zahlreich wären die Betroffenen sicher nicht. Sie gehören aber Gesellschaften, Organisationen und Branchen an, die nachher doch zusammen mit ihnen den Kopf schütteln und Widerstand leisten können.

Ich bitte Sie daher, der Vorlage zuliebe, von einer Erhöhung des Steuertarifs abzusehen.

**Mischler.** Ich bin anderer Auffassung. Wir können heute nicht einen vernünftigen Vorschlag – ich möchte ihn so bezeichnen – einfach ablehnen. Ich finde, wir sollten ihn unbedingt zur zweiten Lesung entgegennehmen.

Vorerst möchte ich Herrn Dr. Winzenried sagen: Diesmal hat er etwas daneben gehauen, wenn er glaubt, es sei einfach ein politisches Hobby des Herrn Dr. Messer. Ich möchte doch daran erinnern, dass wir seinerzeit bei der Steuergesetzesrevision in Spiez sehr eingehend über dieses Problem diskutiert haben. Damals vertrat man die Auffassung, man sollte noch zuwarten. Wenn ich jedoch den Herrn Finanzdirektor in der Eintretensdebatte richtig verstanden habe, so hat auch er erklärt, wenn man jetzt an eine Steuergesetzesrevision heranginge, müsste man diese Sache ernsthaft prüfen. Ich glaube, es ist sicher am Platz, die aufgeworfene Frage in diesem Zusammenhang zu lösen. Ich gehöre auch zu denen, die immer wieder von der Wirtschaftsförderung reden. Ich glaube aber nicht, dass sich Auswirkungen, wie sie Herr Dr. Winzenried geschildert hat, einstellen würden. Es liesse sich übrigens weitgehend

überprüfen, wen es treffen würde. Herr Dr. Messer hat ja ausdrücklich gesagt, die juristischen Personen würden ausgenommen. Wenn man nämlich die Steuerkurven der verschiedenen Kantone miteinander vergleicht, stellt man fest, dass die bernische einen anderen Verlauf nimmt als die Kurven anderer Kantone. Unsere Steuerkurve verläuft vorerst in der Mitte und übersteigt damit eine ganze Reihe anderer Kurven, aber dann gibt es einen Schnittpunkt, weil in anderen Kantonen die hohen Einkommen zum Teil wesentlich höher besteuert werden als bei uns. Einen solchen Vergleich sollten wir unbedingt anstellen.

Nun zu Herrn Dr. Schorer wegen der Steuermoral und der Veranlagung. Sie haben darauf aufmerksam gemacht, dass man geltend mache, die Steuerveranlagung werde im Kanton Bern seriöser durchgeführt als in andern Kantonen. Darauf möchte ich folgendes antworten: Der Herr Finanzdirektor hat einmal erklärt – er nimmt es mir sicher nicht übel, wenn ich für einmal aus der Schule plaudere, wir kommen ja gut aus miteinander –, wenn alle so genau veranlagt werden könnten wie die Unselbständigerwerbenden, hätte der Finanzdirektor bedeutend weniger Sorgen. Daraus ziehe ich einfach die Schlussfolgerung, dass es auch im Kanton Bern viele Steuersünder gibt. Es wäre natürlich relativ einfach, dieses Problem zu lösen. Ich will aber jetzt nicht mein Steckenpferd reiten.

Ich möchte Sie dringend bitten, das, was heute morgen Herr Kollega Tschannen bereits gesagt hat, auch in Erwägung zu ziehen. Wir müssen auch dafür sorgen, dass das Gesetz angenommen wird. Ich gehöre zu denen, die dabei mithelfen wollen. Wenn man aber alles ablehnen und schon in der ersten Lesung abtun will, erschweren Sie es denen, die guten Willens sind, ihren Beitrag zu leisten, damit wir die Vorlage schliesslich durchbringen.

**Achermann.** Herr Kollega Dr. Winzenried hat gesagt, man sollte mit diesem Problem nicht Politik treiben. Ich weiss, wie er es gemeint hat. Er hat gefunden, man sollte die Sachen nicht durcheinanderbringen. Immerhin möchte ich sagen, dass wir hier sind, um die Probleme zu diskutieren, auch in politischer Sicht. Es ist unsere Aufgabe, das mögliche zu sehen, wie es mein Vorredner angetont hat, um mit der Vorlage durchzukommen. Wir müssen darnach trachten, dass es nicht ein Hornbergerschiessen gibt. Ich höre tagtäglich Klagen von Kollegen, die erklären: Genug jetzt! Sie zahlen anständig Steuern und merken, wie ich das schon in meinem Eintretensvotum ausgeführt habe, ständig die kalte Progression, die nächstes Jahr noch weitergehen wird, wenn der Staat weitere Teuerungszulagen, Reallohnnerhöhungen usw. gewähren wird. Ich bin auch der Meinung, dass man eine Korrektur im Sinne des Antrages Messer möglichst bald vornehmen sollte. Mit Rücksicht auf die Lage des Kantons sollten wir aber im Augenblick noch etwas Zurückhaltung üben, um vorerst zu sehen, wie hoch der Steuerertrag in der neuen Veranlagungsperiode sein wird. Steuergerechtigkeit muss verlangt werden. Es ist nicht in Ordnung, dass Einkommensbezüger von 120 000 Franken an von der kalten Progression gar nichts merken. Das muss korrigiert werden. Ich bin sehr

erfreut, dass auch Herr Kollega Gullotti hier die Meinung vertreten hat, das Problem müsse studiert werden. Unsere Fraktion könnte dem Antrag Messer im Moment allerdings auch nicht ohne weiteres zustimmen, weil wir die Konsequenzen nicht kennen. Wir sollten mit dieser Gesetzesberatung nicht eine eigentliche Steuergesetzesrevision einleiten, sondern nur Korrekturen anbringen. Ich möchte Ihnen deshalb beliebt machen, den Antrag Messer zur ernsthaften Prüfung in die zweite Lesung zu nehmen.

**Hirt (Utzenstorf).** Ich will mich ganz kurz fassen. Ich habe bis jetzt keine Voten gehört, aus denen man nicht entnehmen konnte, man wolle das Problem prüfen. Es stellt sich allerdings die Frage, ob es angezeigt ist, den Vorstoss von Herrn Dr. Messer mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf zu verkoppeln. Eine Verkoppelung gefällt mir nicht. Sie wäre der Weg des geringsten Widerstandes, indem man sich sagt, man müsse diesen oder jenen ein Zuckerlein geben auf Kosten einer Minderheit, die sich gar nicht zur Wehr setzen kann. Ich bin persönlich nicht dagegen, den Vorschlag zu gegebener Zeit zu prüfen. Die Angelegenheit hat positive und negative Seiten. Man wird aufpassen müssen, dass man das Kind nicht mit dem Bade ausschüttet. Man darf den Bogen nicht überspannen, damit es bei uns nicht kommt wie in anderen Staaten, wo die Freierwerbenden erklären: Wir haben gar kein Interesse, mehr als vier Tage in der Woche zu arbeiten, man nimmt uns den Verdienst ohnehin vom Fiskus wieder weg. Das ist etwas in extremis gesprochen. Ich möchte damit nicht etwa sagen, dass man bei uns bereits auf diesem Stand angelangt sei. Bei uns ist die Belastung noch tragbar.

Ich bin nicht hieher gekommen, um in dieser Beziehung ein Klagelied anzustimmen. Ich glaube jedoch, wir sollten in bezug auf eine Verkoppelung vorsichtig sein und die Prüfung des Antrags bis zu einer Steuergesetzesrevision hinausschieben. Zum mindesten aber sollten wir Gelegenheit erhalten, das Problem in den Fraktionen noch zu besprechen.

**Augsburger.** Herr Kollega Mischler hat mir das Stichwort gegeben, indem er vom Abtun in der ersten Lesung gesprochen hat. Ein Abtun in erster Lesung ist meines Erachtens nie in Ordnung, wenn man den Fraktionen nicht die Möglichkeit gibt, eine Frage, die im Rat aufgeworfen wird, seriös zu diskutieren. Das ist auch der Grund, warum die BGB-Fraktion dem Vorstoss Strahm jetzt nicht hätte zustimmen können. Das Problem ist ja interessanterweise von den Vertretern der sozialdemokratischen Fraktion in der Spezialkommission auch nicht aufgeworfen worden. Wenn man nun hier plötzlich kommt und sagt, es sei eine «conditio sine qua non», um dem Gesetzesentwurf zustimmen zu können, so muss man doch den Fraktionen Gelegenheit geben, den Antrag zu diskutieren und die Auswirkungen abzuklären.

Herrn Kollega Mischler möchte ich sagen, auch der jetzt eingereichte Antrag Messer ist grundsätzlich prüfenswert. Ich mache darauf aufmerksam, dass bis jetzt der Finanzdirektor mehr als einmal Vorstösse erhalten hat, die effektiv auf

eine Steuergesetzesrevision hinauslaufen. Der Herr Finanzdirektor hat dazu jeweilen erklärt: Wir haben jetzt das Steuergesetz revidiert. Heute und morgen kommt eine weitere Revision nicht in Frage. – Nun stellen wir natürlich fest, dass der Vorschlag Messer auf gar nichts anderes hinausläuft als auf eine Steuergesetzesrevision, und eine gewisse Konsequenz sollte man natürlich in diesem Punkt auch walten lassen. Man kann nicht den einen Vorstoss unter dem Titel «Gesetz über die Änderung von Beitrags- und Abgabevorschriften» laufen lassen, während man einen anderen Vorstoss, der auch berechtigt sein mag, schubladisiert und erklärt, in ein paar Jahren könne man ihn hervornehmen.

Ich bin bereit, den Vorstoss in meiner Fraktion behandeln zu lassen. Prüfen sollten wir alles, was hier vorgebracht wird. Heute jedoch könnten wir dem Antrag Messer nicht zustimmen.

**Iseli.** Ich möchte vor allem zum Votum Hirt (Utzenstorf) eine Bemerkung anbringen. Er fragte: Warum wollen wir Postulate auf eine Revision der Steuergesetzgebung mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf verkoppeln? – Ich frage weiter: Warum verkoppeln wir diesen Gesetzesentwurf mit vielen anderen Gesetzen, mit dem Fürsorgegesetz, dem Primarschulgesetz usw.? Ich glaube, die Begründung ist fehl am Platz, eine Verkopplung mit dem Steuergesetz sei hier nicht angängig. Auf der einen Seite sehen wir, dass der Staat Geld haben muss; auf der andern Seite haben wir bis jetzt aber nichts gesehen als eine Verschiebung der Lasten vom Staat zu den Gemeinden. Die Gebührenfrage, die noch nicht beraten worden ist, fällt dabei für den Staat nicht wesentlich ins Gewicht. Ich glaube, dass der Antrag Messer uns die Möglichkeit gibt, dass der Staat und die Gemeinden zu vermehrten Steuereinnahmen kommen. Ich möchte damit nicht sagen, über den Antrag müsste jetzt endgültig Beschluss gefasst werden. Ich kann den gemachten Anregungen, das Problem auf die zweite Lesung hin gründlich zu prüfen, zustimmen. Immerhin glaube ich, dass wir eine Verkopplung mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf vornehmen dürfen.

**Messer.** Ich danke für die Diskussion und möchte nur kurz den Herren Gullotti und Augsburger antworten. Ich glaube, dass es richtig ist, unseren Antrag zur Beratung in der zweiten Lesung zurückzunehmen, um so mehr, als ich bereits ausgeführt habe, dass ich mich bei den von mir genannten Zahlen nicht behaften lassen möchte. Die Berechnungen sollten noch von den Fachleuten des Kantonalen Statistischen Amtes vorgenommen werden, worauf das Problem in den Fraktionen behandelt werden könnte.

Noch eine Bemerkung zum Votum von Herrn Hirt (Utzenstorf): Auch wenn der Kanton Bern höhere Steuern bezieht als beispielsweise die Innerschweiz, so wissen wir doch alle, dass die Schweiz ein Steuerparadies ist. Auf alle Fälle sind wir bei uns noch nicht so weit, dass jemand wegen der Steuerbelastung kein Interesse hat, mehr als vier Tage in der Woche zu arbeiten.

Herr Dr. Winzenried, wir sind auf der gleichen Linie. Ich nehme mit meinem Antrag die juristischen Personen aus, so dass er die Wirtschafts-

förderung nicht beeinträchtigt. Ich sehe ganz klar, dass wir die Steuerkraft rapid und wirksam nur erhöhen können durch vermehrte Industrialisierung. Ich habe ganz deutlich gesagt, dass mein Antrag nur die natürlichen Personen berührt. Wie viele es sind, weiss ich im Moment nicht. Wenn jemand von einem Einkommen von Fr. 500 000.— Fr. 120 000.— an Steuern abliefern muss, verbleiben ihm immer noch Fr. 380 000.— Auch wenn wir noch Fr. 15 000.— oder Fr. 20 000.— an Steuern hinzurechnen, brauchen wir für die betreffende Person immer noch keine Sammlung durchzuführen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich habe mich bereits in meinem gestrigen Eintretensvotum zu diesem Problem geäussert. Ich habe es abgelehnt, in der Revision der Steuervorschriften weiterzugehen, als was von uns vorgeschlagen wird in bezug auf den Verzugszins und den ratenweisen Steuerbezug, und zwar aus den Gründen, die ich früher erwähnt habe. Es würde nämlich zu nichts führen, auch der Antrag Messer nicht. Ich habe gestern erklärt, wenn wir das Steuergesetz heute revidierten, würden wir wahrscheinlich die Progressionsgrenzen weiterführen und den heutigen Verhältnissen anpassen.

Ich habe vermutlich den Mund etwas voll genommen, Herr Grossrat Mischler, als ich sagte, wir könnten die Staatsfinanzen sanieren, wenn alle Einkommen und Vermögen ehrlich versteuert würden. Die Erhebungen, die aufgrund der Motion Eggengerger gesamtschweizerisch gemacht worden sind und die noch übertrieben sein sollen, würden dem Kanton Bern inklusive Wehrsteuer Steuermehreinnahmen von 50 Millionen Franken einbringen und ohne Wehrsteuer etwa 38 bis 40 Millionen Franken. Mit dem Wehrsteueranteil kämen Staat und Gemeinden wahrscheinlich auf 40 Millionen Franken. Wenn wir diesen Betrag halbieren – vorausgesetzt dass die Zahlen stimmen – erhalten wir 20 Millionen Franken. 20 Millionen Franken sind ein Steuerzehntel. Die Rechnung wird also nicht aufgehen, denn mit einem Steuerzehntel können wir die Probleme nicht lösen, die unser harren.

Als die Rechengerätekommision nach Paris ging, um eine neue Datenverarbeitungsanlage zu kaufen und ich hätte mitgehen sollen, habe ich erklärt, ich würde nicht mitkommen, sonst würde noch die Meinung entstehen, ich erhalte eine Provision. Ich schlug vor, eine Anlage zu kaufen mit nur zwei Arbeitsgängen, nämlich mit einem Schirmbildverfahren bei dem alle Steuerpflichtigen defilieren müssten und wobei ausgeworfen würde, wieviel jeder einzelne zahlen sollte, und mit einer Waage, auf die alle staatlichen Funktionäre, einschliesslich der Lehrer, die wir mitbesolden, stehen müssten, worauf der Lohn ausgeworfen würde nach dem Gewicht der Arbeit, die sie leisten (Heiterkeit). Das wäre ein radikales System.

Nun Spass beiseite und zur Vorlage selber: Ich bin nach wie vor gegen eine Steuergesetzesrevision und auch gegen eine Verkoppelung mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf. Ich habe mich auf den Standpunkt gestellt, dass wir jetzt die Grundlagen ebenen, soweit Ecken geschliffen werden müssen. Nachher müssen der Staat und die Gemeinden

an die neue Mittelbeschaffung herantreten. Vorgängig erhalten wir noch einen Bericht über die volkswirtschaftliche Situation und den Bericht über das vermehrte Steuersubstrat, und wenn die Amnestie zustande kommt, werden wir wissen, wieviel sie uns einträgt. Dann werden wir im Staat und in den Gemeinden darnach trachten, alle erdenklichen Einnahmen hereinzubekommen und die nicht absolut notwendigen Ausgaben zu eliminieren. Dann wird der Zeitpunkt gekommen sein, wo wir uns sagen können: Jetzt müssen im Staat und in den Gemeinden so und soviel neue Steuern her.

Wenn man von Steuergerechtigkeit spricht, so muss ich doch darauf aufmerksam machen, dass der Antrag Messer diesem Postulat nicht entspricht. Herr Dr. Messer war vorsichtig und hat die juristischen Personen ausgenommen. Wir haben sie bei der letzten Steuergesetzesrevision ebenfalls ganz bewusst ausgelassen, weil wir uns sagten, unsere Abschreibungs- und Reservestellungsmöglichkeiten seien nicht so gestaltet, dass man dort verschärfen dürfe. Wenn man aber im heutigen Moment eine Korrektur bei den natürlichen Personen vornehmen wollte, müsste man in diesem Zusammenhang das Problem auch in bezug auf die Gesellschaften aller Art prüfen.

Herr Dr. Achermann und andere Redner erklärten, die kalte Progression müsse beseitigt werden. Man bringe sie in den untersten Kategorien nicht weg wegen der Sätze, die wir nicht weitersenken können. Wir mussten also bereits bei der letzten Revision die Sozialabzüge erhöhen, und zwar haben wir sie vor drei Jahren soweit hinaufgesetzt, dass damals die kalte Progression damit mehr als aufgewogen war. Von der einen Seite kommt man nun und will die Progressionskala weiterziehen, wobei wir aus Steuergerechtigkeitsgründen die Gesellschaften nicht ausnehmen könnten, während man auf der andern Seite verlangt, die kalte Progression zufolge der fortschreitenden Teuerung zu beseitigen und die Sozialabzüge zu erhöhen. Dadurch bekäme der Staat auf Heller und Pfennig genau gleich viel, wie wenn wir diese Anträge nicht aufnähmen.

Ein so komplexes Problem – es ist nämlich das zentrale Problem unserer Steuergesetzgebung – können Sie nicht herausnehmen und es derart kurzfristig auf die zweite Lesung hin bearbeiten. Für die zweite Lesung müssen wir das vorliegende Gesetz nochmals überholen, das Finanzverwaltungsgesetz schaffen und eine ganze Anzahl Dekrete ausarbeiten. Es ist schlechterdings unmöglich, bis im Mai das zentrale, wichtigste Problem unseres Steuergesetzes einer Revision zu unterziehen. Wenn Sie das wollen, was Herr Dr. Messer anregt und was wir zu prüfen bereit sind, müssen Sie auf dem parlamentarischen Wege eine Motion einreichen. Dann werden wir wissen, was Sie alles wollen und werden eine Steuergesetzesnovelle ausarbeiten. Es wird dann aber nicht so herauskommen dürfen wie das letztemal, wo man dem Staat nur Mittel wegnahm und keine beschaffte. Um eine solche Novelle nach allen diesen Richtlinien auszuarbeiten, benötigen wir Zeit bis mindestens September, so dass die erste Lesung in der November session durchgeführt werden könnte. Vorher wird es schlechterdings unmöglich sein. Das Pro-

blem ist komplexer, als es hier dargestellt worden ist. Ich kann es deshalb auf keinen Fall für die zweite Lesung des vorliegenden Gesetzesentwurfes entgegennehmen. Stellen Sie dann aber Ihre Motionen in dem Sinne, dass dem Staat und den Gemeinden mehr herausschauen wird als bisher und nicht weniger.

Herr Dr. Messer hat eine Schriftliche Anfrage eingereicht, man solle ihm die Unterlagen liefern. Wir werden die Unterlagen beschaffen. Wenn man aber das durchführen will, was jetzt beantragt wird, werden zur Abklärung der Verhältnisse noch viel weitergehende Unterlagen beschafft werden müssen.

Ich bin vom Gedanken abgekommen, auf ewige Zeiten auf Steuergesetzesrevisionen zu verzichten. Wir lassen sogar wichtige und komplexe Probleme für eine nächste Steuergesetzesrevision studieren, so z. B. das Problem der steuerlichen Belastung, wenn Mann und Frau, ob selbstständig oder unselbstständig erwerbend, verdienen. Eine Lösung dieser Frage hat in die seinerzeitige Teilrevision nicht hineingepasst. Ferner nenne ich das Problem des Abzugs der Steuern, das so umfassend ist, dass es auch nur im Rahmen einer Gesamtrevision gelöst werden kann. Wir prüfen sogar, ob wir auf eine nächste Gesamtrevision hin auf die Liegenschaftssteuer verzichten könnten, um Diskussionen in bezug auf die amtlichen Werte zu eliminieren. Wir müssten dann natürlich den daraus resultierenden Mindereingang von 30 Millionen Franken an einem andern Ort unterbringen.

Alles das sind sehr komplexe Fragen, die ich auf die zweite Lesung des Beitragsgesetzes hin nicht entgegennehmen kann. Ich bin bereit, die aufgeworfenen Fragen zu prüfen, aber Sie müssen uns Zeit lassen auf dem Wege, den ich Ihnen aufgezeigt habe.

**Le Président.** Je demande à M. Messer s'il maintient sa proposition ou s'il est disposé à intervenir par une autre voie, celle de la motion, par exemple.

**Messer.** Ich habe vorhin im Einverständnis mit der sozialdemokratischen Fraktion erklärt, dass wir uns den Anregungen der Herren Dr. Augsburger und Gullotti anschliessen und bereit sind, unseren Antrag auf die zweite Lesung hin zurückzunehmen. Wie ich Ihnen bereits ausgeführt habe, sind meine Berechnungen nicht unbedingt hieb- und stichfest, da mir die Zahlen von 1967/68 nicht zur Verfügung standen. Es sind noch nicht alle Veranlagungen der Selbständigerwerbenden unter Dach, und zum Teil sind sie bestritten durch Einsprachen oder Rekurse.

Es ginge nun einzig um folgendes: Die Skala sollte erweitert werden von Fr. 120 500.— auf Fr. 200 500.—. Das ergibt bei einem Einheitsansatz von 5,25, weil es Fr. 80 000.— mehr sind, 0,8 Prozent mehr. Der Ansatz würde damit steigen von 5,25 auf 6,05. Das ist keine grosse Sache. Man könnte sich eventuell auch nur beschränken auf den Staat oder für die Gemeinden ein Mittel nehmen. Wir sind aber zusammen mit der BGB-Fraktion bereit, dass unser Antrag zur Prüfung auf die zweite Lesung hin überwiesen wird. Ich bitte Sie, darüber abzustimmen.

**Mischler.** Entschuldigen Sie, dass ich nochmals nachdopple. Ich bin der Meinung, der Rat sollte unseren Antrag unbedingt zur zweiten Lesung entgegennehmen. Gerade das Votum unseres Herrn Finanzdirektors veranlasst mich, Ihnen dies beliebt zu machen. Dann können wir nämlich seine Anregung prüfen, ob wir nicht besser eine Motion einreichen, die sogar von der Kommission ausgehen könnte. Ich bitte Sie dringend, unserem Antrag zuzustimmen.

**Le Président.** M. Messer propose le renvoi de cette proposition à la commission, alors que le gouvernement s'y oppose. Nous allons voter.

#### A b s t i m m u n g

Für die Überweisung des Antrages	
Messer an die Kommission .....	77 Stimmen
Dagegen .....	48 Stimmen

#### Art. 20 bis 30

Angenommen.

#### Art. 31

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Der Artikel 31 umfasst, wie Sie sehen, einige Artikel des Wassernutzungsgesetzes. Ich werde darüber keine langen Ausführungen machen. Ich will nur festhalten, dass es hier darum geht, die Gebühren und Abgaben für die Wasserkraftwerke und für das Gebrauchs- und Trinkwasser sowie die Verwendung der Einnahmen aus diesen Abgaben neu zu regeln. Bei den Gebühren für die Wasserkraftwerke stellen wir fest, dass sie im bisherigen Gesetz auf Fr. 4.— bis Fr. 6.— limitiert sind, während das Bundesrecht, das diese Abgaben ebenfalls nach oben begrenzt, den Kantonen die Möglichkeit gibt, bis auf Fr. 12.50 pro Bruttopferdekraft zu gehen. Es besteht nun die Absicht, mit der Revision der betreffenden Artikel dem Staat die Möglichkeit zu geben, in Zukunft den Maximalansatz nach eidgenössischem Recht auszuschöpfen. Aufgrund einer Orientierung in der Kommission kann ich Ihnen mitteilen, dass dies keine wesentlichen Auswirkungen auf unsere Energiepreise zur Folge haben wird.

Das gleiche gilt in bezug auf das Gebrauchs- und Trinkwasser. Dort würde die Festlegung des Ansatzes in die Kompetenz des Grossen Rates gelegt durch Erlass eines Dekretes.

In bezug auf den Artikel betreffend den Naturschutzfonds (Art. 107, Abs. 2) ist zu sagen, dass man für die Zukunft vorsieht, diese Einnahmen, wie ich sie vorhin umschrieben habe, zu verwenden erstens für die Aufwendungen der Wasserwirtschaft und des Gewässerschutzes und zweitens für die Aufrnung des Naturschadefonds. Bis jetzt hatten wir dort einen festen Ansatz von 10 Prozent. Neu würde es in die Kompetenz des Grossen Rates gelegt, 5 bis 10 Prozent zu beschliessen. Davon sind bis jetzt durchschnittlich Fr. 300 000.— beansprucht worden bei einem Bestand des Fonds von über 3 Millionen Franken. Wir können damit rechnen, dass diese Einnahmen weitersteigen werden. Man rechnet bei den Zinsen für die Wasserkraftrechte mit einem Betrag

von rund 2 Millionen Franken und beim Gebrauchs- und Trinkwasser mit einem Betrag von rund Fr. 500 000.—. Es hat keinen Sinn, bei der heutigen Situation derartige Fonds über die Notwendigkeit hinaus zu öffnen.

Angenommen.

#### Art. 32

Angenommen.

#### Art. 33

**Schorer.** Ich möchte Ihnen beantragen, den Artikel 33 zu streichen, und zwar aus folgenden Gründen: Inhaltlich ist vorgesehen, die Festlegung der Fischereipatenttaxen für die verschiedenen Kategorien und die verschiedenen Zeitspannen dem Grossen Rat zu übertragen. Das ist heute im Gesetz festgelegt, und über die Gebühren der Berufsfischer bestimmt nach dem jetzigen Gesetz der Regierungsrat. Darüber möchte ich mich weniger aussäubern, sondern über die allgemeinen Patenttaxen der sogenannten Sportfischer. Wir haben etwa 25 000 Sportfischer im Kanton Bern. Man hat den Fischern schon lange, bevor man überhaupt von diesem Gesetz sprach, erklärt, sie müssten zu einer Heraufsetzung der Patentgebühren Hand bieten. Sie haben sich grundsätzlich einverstanden erklärt in der Meinung, man sollte überhaupt das Fischereigesetz, wenn man es schon in den Tarifen ändern will, überprüfen. Unser Kantonalverband hat eine erste Überprüfung vorgenommen und ist ungefähr zu folgendem Schluss gekommen: Erhöhung der Patenttaxen und auf der andern Seite gewisse Abänderungen, zum Beispiel Erhöhung des Strafrahmens, Verbesserung der Beschlagnahmungsmassnahmen, bessere Sicherung gegenüber der Verwendung der Einnahmen. Ende Februar wird durch unseren Kantonalverband beschlossen, wie unsere Vorschläge lauten sollen.

Nun ist folgendes zu sagen: Der Artikel 33 will die Änderung des Fischereigesetzes auf die Ansätze für die Patentgebühren beschränken, und zwar einfach durch Kompetenzübertragung an den Grossen Rat. Dagegen erwächst ein grosser Widerstand. Ich habe mit den Leuten auch über einen neuen Tarif diskutiert, ihn zahlen- und frankenmäßig festgelegt, sowie über eine gelegentliche Anpassung des Tarifs durch den Grossen Rat. Dabei haben die Leute, die sich seinerzeit dafür eingesetzt hatten, dass überhaupt die Fischerei patent- und gebührenpflichtig wurde, erklärt, das habe man damals im Gesetz festgelegt und müsse nun wieder im Gesetz stehen und nicht in einem Dekret oder in einer Verordnung.

Nun kommt noch eines hinzu: Ich habe gestern einer Diskussion über das Gesetz betreffend das Salzregal beigewohnt. Dabei hat jemand eine Einwendung dagegen erhoben, dass eventuell der Kilopreis von 40 Rappen einmal vom Grossen Rat abgeändert werden könnte; er hat gesagt, damit nehme man dem Volk ein Recht weg. Dieser Auffassung haben sich nachher noch eine ganze Reihe von Votanten angeschlossen. Ich glaube, das wollen wir doch nicht vergleichen mit den

vorliegenden Taxen, so dass ich als beste Lösung eine Streichung des Artikels 33 sehe, worauf wir darüber reden können, wie wir das Fischereigesetz revidieren wollen. Mit einer Erhöhung der Taxen sind wir einverstanden, aber es müsste auch eine Revision in anderen Punkten erfolgen. Damit würde man das Gesetz etwas auflockern. Die Zeit würde ausreichen, dass die neuen Taxen auch ab 1969 bezogen werden könnten. Damit kämen wir auch etwas um den Streit über die Kompetenzübertragung herum, die in vielen Kreisen auf einen gewissen Widerstand stösst. Dieser Widerstand ist grösser, als ich gemeint habe, namentlich aus der Erfahrung heraus, die ich gestern machen musste.

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Ich habe zu diesem Artikel vorgängig keine Ausführungen gemacht, da aus dem Text ziemlich klar hervorgeht, was man will. Man schlägt einen neuen Absatz 4 zum Artikel 8 des Fischereigesetzes vor, und im Artikel 9 will man stipulieren, was vorhin Herr Dr. Schorer dargelegt hat und was man bereits in einer ganzen Anzahl von Artikeln getan hat. Das Ziel der Massnahmen ist ungefähr folgendes: Man will mit der Fischerei dasselbe erreichen wie mit der Jagd, nämlich eine Deckung der Ausgaben durch die Einnahmen. Wird später das Fischereigesetz revidiert, besteht immer die Möglichkeit, diese Bestimmungen ins Fischereigesetz zu übernehmen. Heute und morgen ziehen wir aber das Fischereigesetz nicht in Revision. Deshalb sollten wir den Artikel 33 in dieser Vorlage belassen. Damit erreichen wir eine Anpassung auf der ganzen Linie. Mir scheint, dieses Argument sollten auch die Fischer begreifen. Ich muss Ihnen beantragen, den Antrag Schorer abzulehnen.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es ging hier tatsächlich um die Frage, ob man für die Fischerei die gleiche Regelung einführen will wie bei der Jagd. Wenn heute das Fischereigesetz revidiert würde, würde man vermutlich eine gleiche Lösung treffen wie im Jagdgesetz. Von Zeit zu Zeit drängt sich einfach eine Erhöhung der Patentgebühren auf, genau gleich wie bei den andern kleinen Gebühren und Abgaben.

Ich möchte nun Herrn Dr. Schorer bitten, den Artikel 33 in der Vorlage zu belassen bis zur zweiten Lesung. Bis dann wird die Versammlung des Fischereiverbandes stattgefunden haben, und wir werden den Beschluss der Fischer kennen. Ich hoffe, dass sich Herr Dr. Schorer dieser Anregung anschliesst. Ich habe mich schon mehrmals über die Regale des Staates geäussert. Das Jagdregal ist ein Regal, das dem Staat indirekte Einnahmen bringen soll. Jahrelang haben wir aber für die Wildhut und die Wildschäden Steuergelder verwenden müssen, die wir für andere Zwecke hätten brauchen können. Nun hat man die Patentgebühren massiv erhöht. Die Verwaltung kann jetzt daraus bezahlt werden. Mit den Jagdpatentgebühren wollen wir allerdings auch nicht einen Gewinn erzielen. Die Jagd sollte sich vielmehr selber erhalten. Wir wollen nun, dass bei der Fischerei in dieser Beziehung gleichgezogen wird. Der Fi-

scherei muss ich nun immerhin zugute halten, dass sie während 7 bis 8 Jahren ein kleines Plus abgeworfen hat, während die Jagdrechnung jahrelang defizitär war. Ich habe das Vertrauen zu den Fischern, dass sie diese Einsicht zeigen und aus Gründen der Solidarität einer Erhöhung der Patentgebühren zustimmen werden.

Die Versammlung des Fischereiverbandes findet Ende Februar statt. Nun wäre ich der Meinung, den Artikel 33 bis zur zweiten Lesung zu belassen. Fällt die Stellungnahme des Fischereiverbandes positiv aus, bin ich einverstanden, wenn man den Artikel nachher streicht und der Gesetzgebung den Lauf lässt. Ich möchte Herrn Dr. Schorer bitten, dieser Lösung zuzustimmen.

Das Argument, man nehme dem Volk Rechte weg, ist etwas weit verbreitet, weil man es in den letzten Jahren gezüchtet hat durch Schlagworte wie «Einschränkung der demokratischen Rechte» oder «Ausdehnung der Volksrechte» usw. Nun muss ich fragen: Ist es eine Verletzung der Volksrechte, wenn der Grossen Rat oder die Regierung kompetent sein sollen, kleine Gebühren festzulegen, während der Grossen Rat auf der andern Seite zuständig ist, ein Milliardenbudget zu genehmigen? Ich verstehe es schlechterdings nicht, dass man darauf ein solches Geschrei macht. Auch das Argument in bezug auf den Salzpreis ist mir unverständlich. Der «Salzpalast» hat seinerzeit ungeheure Schaden angerichtet. Im Kanton Bern beträgt der durchschnittliche Salzkonsument pro Person und Jahr 7 Kilo. Wird das Salz offen gekauft, so wird die Preiserhöhung von 15 Rappen je Kilo pro Kopf der Bevölkerung und pro Jahr einen Betrag von Fr. 1.05 ausmachen. Übrigens sollte man auch bereits gemerkt haben, dass es nicht leicht ist, im Grossen Rat Tarife hinaufzusetzen. Eher ist man bereit, die Ausgaben zu erhöhen als die Einnahmen, namentlich vor den Wahlen! Ich mache jedoch niemand einen Vorwurf. Ich war auch einmal Mitglied des Grossen Rates. In bezug auf die Kompetenz zur Festsetzung des Salzpreises von einer Schmälerung der Volksrechte zu reden, ist absolut fehl am Platze. Zum «Salzpalast» habe ich gestern vergessen zu sagen: Wir hätten ihn besser gebaut. Wir kommen nämlich heute teurer weg, als wenn wir ihn gebaut hätten.

**Le Président.** M. Schorer se rallie-t-il à la proposition de M. Moser?

**Schorer.** Ich muss eine kleine Berichtigung anbringen. Ich bin nicht derjenige, der gesagt hat, der Grossen Rat solle nicht die Kompetenz haben, den Salzpreis zu erhöhen. Ich habe nur darauf hinweisen wollen, dass man sogar in diesem Punkt im Volk Anstoss nimmt, dass es nicht bei der gesetzlichen Regelung bleibt. Nun glaube ich, bei Taxen, die zu Tausenden erhoben werden, verhält es sich doch etwas anders. Ich bin grundsätzlich auch der Meinung, derartige Taxbestimmungen gehörten ins Gesetz. Vielleicht finden wir eine Lösung, die dem Jagdgesetz entspricht. Dort sind nämlich feste Taxen aufgeführt. Möglicherweise werde ich einen solchen Vorschlag unterbreiten.

Ich bin einverstanden, den Artikel 33 bis zur zweiten Lesung in der Vorlage zu belassen, so dass die Angelegenheit in der Zwischenzeit weiterver-

folgt werden kann im Sinne der Ausführungen des Herrn Finanzdirektors. Die Fischer sind ja nicht abgeneigt, dem Staat zu Mehreinnahmen aus der Fischerei zu verhelfen.

Angenommen.

#### Art. 34

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Wie wir bereits den Eintretensvoten entnehmen konnten, kommen wir hier zu einem neuralgischen Punkt der Vorlage. Ich kann Ihnen mitteilen, dass die Kommission mit 11:8 Stimmen beschlossen hat, den Artikel 34 zu streichen. Persönlich hätte ich es begrüßt, wenn man den Artikel bis zur zweiten Lesung stehengelassen hätte, damit man über die aufgeworfenen Fragen noch diskutieren könnte. Für den Augenblick habe ich nichts beizufügen. Ich nehme an, der Herr Finanzdirektor werde die Stellungnahme des Regierungsrates begründen.

**Winzenried**. Wir sind eigentlich überrascht, dass sich der Regierungsrat der Kommissionsmehrheit beim umstrittenen Artikel 34 nicht angeschlossen hat, nachdem sich alle Fraktionssprecher gegen diesen Artikel ausgesprochen hatten. Ich habe in der Eintretensdebatte erklärt, dass es einer Anstrengung aller Kreise bedürfe, um unsere Staatsfinanzen wieder in Ordnung zu bringen. Man wird mir vielleicht jetzt entgegenhalten, ich sei unlogisch, dass ich mich dagegen wehre, auf einer Sparte Einsparungen zu erzielen, und mein Wunsch habe deshalb lediglich theoretischen Charakter. Zu diesem vermutlichen Widerspruch möchte ich zum vornherein erklären, dass wir die Auffassung vertreten, dass im Rahmen eines allgemeinen Sparprogramms auch die Universitätsbelange tangiert werden müssen. Herr Regierungsrat Moser hat zwar erklärt, es sei nicht ein Spargesetz, das wir jetzt beraten, sondern ein Beitragsgesetz. Was wir aber kritisieren und womit wir uns auf gar keinen Fall einverstanden erklären können, ist der von der Regierung vorgeschlagene Weg. Es geht bei unserem Streichungsantrag nicht etwa darum, dass wir, wie ein Kollege in der Kommission erklärt hat, glauben, es sei populär, sich für die Belange der Studenten einzusetzen; wir sind vielmehr überzeugt, dass das Hochschulproblem viel zu komplex und weitwichtig ist, als dass die Weichen in bezug auf die Aufnahme an der Universität Bern einfach mit einem Federstrich geändert werden könnten und Kompetenzen der Regierung übertragen werden, von denen wir nicht wissen, wie sie gehandhabt werden.

Der Regierungsrat hat wohl erklärt, er wolle im Prinzip keine Einführung des Numerus clausus. In der Vorlage steht allerdings das Gegenteil. Dort wird ganz eindeutig erklärt, es gehe darum, die Aufnahme von Studierenden soweit notwendig zu beschränken. Also brauchen wir uns hier nicht über die Interpretation des Gesetzesrestextes zu streiten. Wollte die Regierung nämlich nicht die Aufnahme verschärfen, wäre der Artikel 34 gar nie ins Gesetz gekommen. Die Vertreter der Erziehungsdirektion haben uns in der Kommission auch ganz eindeutig erklärt, worum es eigentlich bei der Änderung des Universitätsgesetzes geht.

Sie haben darauf hingewiesen, dass wir an der Hochschule nicht nur zuwenig Hörsäle haben, sondern dass uns Professoren, Assistenten und Unterrichtsmittel fehlen und dass man auch hier, auf dieser Sparte der öffentlichen Aufgaben, nicht rechtzeitig erkannt hat, wie man die Probleme meistern will.

Herr Regierungsrat Moser hat in der Eintretensdebatte erklärt, der Rektor der Universität sei mit dem Vorschlag einverstanden. Der Rektor repräsentiert aber nicht die Mehrheit der Universität. Der Senatsausschuss hat sich nämlich entschieden gegen die Tendenzen in Richtung des Numerus clausus ausgesprochen. Ich glaube, es kann sich hier nicht darum handeln, heute oder morgen eine allgemeine Universitätsdebatte durchzuführen. Immerhin müssen wir auf einige Widersprüche hinweisen.

Seit vielen Jahren wird in unserem Kanton ein systematischer Ausbau der Gymnasien gefordert und durchgeführt. Dafür sind Millionenkredite bewilligt worden. Man hat neue Mittelschulen in Interlaken, Thun und Langenthal geschaffen. Plötzlich soll, nachdem man oben den Trichter weit geöffnet hat, der Ausfluss unten verengt werden. Das ist eine unkonsequente Bildungspolitik, die wir nicht akzeptieren können.

Ich möchte nicht auf die Schlussfolgerungen aus dem Bericht Labhart und der kürzlichen Veröffentlichungen des Wissenschaftsrates eintreten. Dort werden wahrscheinlich die Grenzen infolge der Finanzierungsschwierigkeiten auch noch etwas zurückgesteckt werden müssen. Immerhin dürfen wir nicht verkennen, dass der akademischen Nachwuchsförderung die allergrösste Aufmerksamkeit geschenkt werden muss, wollen wir unseren hohen Lebensstandard halten und hauptsächlich unsere hochentwickelte Wirtschaft nicht tanzen.

Man hat uns erklärt, Genf habe bereits den Numerus clausus eingeführt. Die Verhältnisse an der Universität Genf sind aber ganz anders als bei uns in Bern. Genf bildet gegenwärtig über 60 Prozent ausländische Studenten aus, während bei uns der Ausländeranteil etwa 10 Prozent beträgt. Bern hat übrigens gegenwärtig etwa 300 Studenten weniger als noch vor zwei Jahren, und mit unseren etwa 2500 Berner Studenten bilden wir gleichviel Berner Akademiker aus wie vor ungefähr 30 Jahren. Wir müssen aber auch wissen, dass in den nächsten Jahren nun die geburten schwachen Jahrgänge in die akademische Ausbildung kommen, was sich bereits mit einem merklichen Nachlassen der Schülerzahlen an den Mittelschulen bemerkbar macht. Wir sind absolut damit einverstanden, dass gegen die Bummller und Gammler an unserer Universität energisch vorgegangen wird und dass die Plätze den fleissigen und anständigen Studenten, die bestrebt sind, möglichst rasch ihre Ausbildung zu beenden, zur Verfügung zu halten sind. Wir vertreten die Auffassung, dass es mit der heutigen Gesetzgebung absolut möglich ist, dass die Universitätsbehörden und die Professoren in dieser Richtung ihre Massnahmen treffen. Dafür haben sie unsere volle Unterstützung. Wir sind uns auch einig, dass es ein unmöglicher Zustand ist, wenn etwa 25 Prozent aller Studenten ihre Studien nicht zum Abschluss

bringen, wobei es sich allerdings vielfach um Studentinnen handelt, die sich verheiraten. Dass hier Remedur geschaffen werden muss, liegt ebenfalls in den Möglichkeiten der heutigen Universitätsordnung. Wir sind uns auch im klaren darüber, wenn andere Universitäten den Numerus clausus einführen sollten, dass wir geeignete Massnahmen treffen müssen, um wegen des Zustroms namentlich unerwünschter Elemente abgesichert zu sein.

Wo vertretbare Einsparungen bei den Universitätskosten möglich sind, hat die Regierung unsere volle Unterstützung. Einsparungen sind nämlich ohne die Einführung des Numerus clausus absolut möglich, indem wir unsere Universitätsneubauten etwas weniger luxuriös und aufwendig planen. Ich erinnere an den Skandal bei der Planung des Chemikalischen Instituts, wo wir letztes Jahr einen Nachtragskredit bewilligen mussten und wo wegen fehlender Koordination und zügelloser Wunschträume einzelner Herren Professoren ein Betrag von über Fr. 700 000.— mehr oder weniger nutzlos verschleudert wurde.

Wir vertreten auch die Auffassung, dass bei einigen Fakultäten füglich noch etwas mehr Studenten pro Lehrstelle verdaut werden könnten. Das ist allerdings bei der Medizinischen Fakultät unserer Universität, wo der Andrang am grössten ist, nur beschränkt möglich. Kürzlich veröffentlichte Zahlen haben aber doch ergeben, dass an der Universität Zürich im Durchschnitt die Studentenzahl pro Lehrkörper ganz wesentlich grösser ist als an der Berner Universität. Wir leisten uns den Luxus, Fakultäten zu führen, wo wahrscheinlich, ohne dass unsere Berner Universität an Ansehen einbüßen würde, eine bessere Koordination mit andern Universitäten möglich wäre. Wir haben zum Beispiel eine Fakultät, wo heute mehr Professoren und Dozenten tätig sind, als Studenten immatrikuliert sind.

Wir müssen unsere Anstrengungen aber auch intensivieren, von Nachbarkantonen, die ihre Studenten in grosser Zahl nach Bern schicken, finanzielle Beiträge zu erhalten.

Die freisinnige Fraktion unterstützt den Antrag der Kommissionsmehrheit auf Streichung von Artikel 34, weil seine Auswirkungen weit über die Revision eines kantonalen Beitragsgesetzes hinausgehen. Wir hoffen aber auch, dass mit unserem Streichungsantrag die Regierung vielleicht gezwungen wird, die von uns geforderte Revision des Universitätsgesetzes etwas speditiver an die Hand zu nehmen, und dass es sich nicht bewahrheiten sollte, wie Herr Regierungsrat Moser in der Kommission erklärte, dass ein neues Universitätsgesetz noch jahrelang auf sich warten liesse.

Aus diesen Überlegungen bitte ich Sie, dem Antrag auf Streichung von Artikel 34 zuzustimmen.

**Horst.** Es ist vielleicht vermessen, wenn ich als gewöhnlicher Bauer, der nie studieren durfte, mich zu dieser Frage äussere. Ich möchte vorerst ausdrücklich betonen, dass ich nicht etwa im Namen meiner Fraktion spreche. Es wäre sicher übertrieben, es als Landesunglück zu bezeichnen – Herr Dr. Meyer sagte, das Ansehen des Kantons Bern sei in höchster Gefahr –, wenn einmal die

Zahl der Studenten beschränkt werden müsste, weil es nicht anders geht. Dabei hat Herr Dr. Meyer etwas später erklärt, es sei ihm gleichgültig, wie man die finanziellen Probleme im Kanton Bern löse. Folglich wäre es ihm egal, wenn eines Tages das Ansehen des Kantons Bern Schaden nähme, indem wir nicht in der Lage wären, die finanziellen Probleme zu lösen. Ferner hat er gesagt, wenn man die Bauern und das Gewerbe richtig besteuern würde, hätte der Staat keine finanziellen Sorgen. Dazu möchte ich bemerken, dass es sich keineswegs so verhält, dass nur die Unselbständigerwerbenden mit dem Lohnausweis ihr Einkommen richtig versteuern, während die Selbständigerwerbenden a priori Leute sind, welche die Steuerbehörden hintergehen wollen. Es gibt sogar Bauern, davon bin ich überzeugt, die zuviel Steuern bezahlen, weil sie gar nicht in der Lage sind, sich richtig einzuschätzen. Warum sind sie dazu nicht in der Lage? Weil sie keine Berufsschule besuchen konnten. Noch letzten Herbst hat man 120 Bauernsöhne, die eine landwirtschaftliche Schule besuchen wollten, nicht aufnehmen können, weil kein Platz vorhanden war. Die Berufsschulen sind für uns ebenso wichtig wie die Universität. Ich will natürlich die Bedeutung der Universität keineswegs herabmindern. Man muss machen, was man kann. Hingegen darf man die Situation nicht derart dramatisieren, dass man von einem Landesun Glück spricht, Herr Dr. Meyer, wenn einmal ein paar Studenten zurückgewiesen werden müssten. Man sollte darnach trachten, auch die Bauern richtig auszubilden, damit sie in der Lage sind, die Steuererklärung auszufüllen und richtig besteuert werden können (Heiterkeit).

Zum Schluss möchte ich sagen: Belassen Sie den Artikel 34, wie er in der Vorlage steht. Ich möchte diesbezüglich der Regierung helfen und bin überzeugt, dass sie den Artikel nicht missbrauchen und die Bestimmungen dann anwenden wird, wenn es notwendig ist.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Fünfte Sitzung

Donnerstag, 8. Februar 1968,  
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 181 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Braunschweig, Buchs (Lenk), Delaplace, Eggenberger, Gassmann, Gigandet, Hofmann (Burgdorf), Kästli (Bolligen), Linder, Michel (Meiringen), Mühlemann, Roth (Urtenen), Schädelin, Schindler, Stoller, Wirz, Würsten; unentschuldigt abwesend ist Herr Grimm.

### Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 57 hievor)

#### Art. 34

**Meyer.** Ich begreife sehr gut, dass der Finanzdirektor über die allfälligen Engpässe bei der Ausbildung unserer Studenten besorgt ist, aber mit seinem Lösungsvorschlag ist die Sozialdemokratische Partei nicht einverstanden. Wir beraten dieses Gesetz ja, damit der Staat seine primären Aufgaben, wozu auch die Führung der Universität gehört, lösen kann. Wir müssen unsere Universität in persönlicher und räumlicher Hinsicht und auch den soziologischen, wirtschaftlichen und kulturellen Bedürfnissen unseres Staates in weitem Rahmen anpassen. Wir dürfen das Problem nicht einfach vom Standpunkt der Bürger sehen, die ausserhalb der Universität stehen, dürfen es aber auch nicht nur vom rein akademischen, zum Teil als snobistisch empfundenen Standpunkt aus beurteilen; denn wir dürfen keinen Graben zwischen Akademikern und Nichtakademikern öffnen.

Wir sind stolz darauf, dass es endlich gelungen ist, unsere Mittelschulen zu dezentralisieren. Zu meiner Schulzeit mussten die Oberaargauer nach Bern oder Burgdorf fahren. Jetzt ist die Mittelschule demokratisiert, indem man sie näher an die Schüler herangebracht hat. Nun können weitere Kreise sich das Maturitätszeugnis holen und nachher voller Erwartungen in die akademische Freiheit eintreten. Die Studenten müssen sich aber auf die wirtschaftlichen Bedürfnisse einrichten, und daher braucht man keine Lenkung vorzunehmen. – Wir sind auch stolz auf das ausgebaute Stipendiensystem, welches weiteren Kreisen das akademische Studium ermöglicht. Das darf man nun nicht mit dem Numerus clausus wieder durchkreuzen. Dieser mag dort angezeigt sein, wo sich ein Gebiet gesundschrumpfen muss.

Der Artikel 34 sollte aus dem Gesetz herausgenommen werden. Wir stehen vor einer grossen Reform unserer Universität. Der Student wird sich

viele Änderungen gefallen lassen müssen. Aber wir müssen verhindern, dass durch zu starke Beschneidung der akademischen Freiheit unsere Universität zu einer höhern Fachschule herabsinkt.

Es gibt auch politische Realitäten, die man nicht übersehen darf, ohne schwerwiegende Folgen zu riskieren. Wir haben auf weiten Gebieten Akademikermangel; es fehlen Ärzte, Zahnärzte, Verwaltungsjuristen, Wirtschaftsjuristen, Juristen der forensischen Praxis, technische und administrative Führungskräfte.

Schliesslich ist das Geld für die akademische Ausbildung gut angelegt, denn diese Studenten werden einmal rechte Steuerzahler sein.

Die Lösung der Universitätsprobleme darf nicht durch den Artikel 34 präjudiziert werden. Der Finanzdirektor kennt die Probleme. Ich bitte ihn, der Streichung des Artikels 34 zuzustimmen, mit dem wir die ganze Hochschulreform gefährden könnten. In Übereinstimmung mit der Kommission beantragt die sozialdemokratische Fraktion, den Artikel 34 zu streichen.

**Dübi.** Ich habe schon in der Kommission für die Streichung des Artikels gestimmt und will auch hier nochmals auf den Artikel 11 des Universitätsgegesetzes verweisen.

Der Artikel 34 stammt eigentlich von der Erziehungsdirektion. Ich weiss, warum diese den Vorschlag unternommen hat. Letzten Herbst wurden 250 Medizinstudenten immatrikuliert. Diese werden in die klinischen Semester und dann in die Spitäler zur Ausbildung kommen. Bisher hat man dort etwa 60 Studenten unterbringen müssen. Selbst wenn etwa 30 Prozent der neuimmatrikulierten Medizinstudenten ihr Studium nicht beenden, wird man etwa 200 von ihnen in den klinischen Semestern ausbilden müssen. Da stellen sich eben enorme praktische Schwierigkeiten.

Wir hörten gestern, dass der Staat für einen Studenten der Medizinischen Fakultät im ganzen etwa Fr. 40 000.— aufwenden muss. Bisher rechnete man mit etwa Fr. 20 000.— Natürlich verursachen Studenten der Rechtswissenschaft oder der Philologie bei weitem nicht derart hohe Kosten.

Gestern wurde gesagt, es sei kein Landesunglück, wenn jemand zurückgewiesen werden müsse. – Vom psychologischen Standpunkt aus ist das aber verheerend. Sie haben im Jahre 1957 das Mittelschulgesetz revidiert und 1963 den Besuch des Gymnasiums durch Stipendien erleichtert. Im Laufe der letzten 17 Jahre hat die Zahl der bernischen Studenten von 1100 auf 2400 zugenommen. Wir haben unser Ziel, den akademischen Nachwuchs zu fördern, erreicht. Es wäre sinnwidrig, nun die Bremse zu ziehen. Damit würde man den Mittelschulbetrieb lähmen.

Der Artikel 34 ist ein Fremdkörper in diesem Gesetz, das zum Ziel hat, die Lasten zwischen Staat und Gemeinden neu zu verteilen. Hier ist nicht der Ort, zu demonstrieren, dass der Staat auch bei der Erfüllung seiner eigenen Aufgaben sparen will. Überdies bringt der Artikel 34, verglichen mit dem Artikel 11 des Universitätsgegesetzes, nichts Neues. Dort steht: «Die Bedingungen für die Immatrikulation und für die Zulassung zu den Universitätsprüfungen und Disziplin

an der Universität ordnet der Regierungsrat nach Anhörung des Senats durch Reglement.» Es ist also nicht nötig, in dieses Gesetz politischen Zündstoff zu bringen. Die jungen Leute wurden aber durch die bisherige Diskussion bereits aufgeschreckt. Sie wissen, mit welcher Intensität die Jungen, wenn sie Feuer gefasst haben, sich für etwas, auch negativ, einsetzen können. Wir sind gut beraten, wenn wir den Artikel streichen. Materiell bringt er ohnehin keine Änderung.

Kollege Winzenried sagte, Genf sei gezwungen gewesen, den Numerus clausus einzuführen. Das bezog sich aber auf die Ausländer, denn an jener Universität sind etwa 75 Prozent Ausländer immatrikuliert, und die Schweizer haben kaum mehr Platz. Bei uns beträgt der Anteil der Ausländer nicht einmal 10 Prozent.

Ob Basel etwas im Sinne des Numerus clausus vorkehren wird, wissen wir noch nicht. Wenn Basel und Zürich Einschränkungen treffen, können wir Berner natürlich nicht aus der Reihe tanzen, aber so weit ist es jetzt noch nicht. Das genannte Gesetz gibt uns allenfalls die Handhabe für ähnliche Massnahmen. Ich verstehe nicht, dass die Regierung an diesem Artikel festhält. Ich beantrage Ihnen, ihn zu streichen.

**Cattin.** Le groupe démocratique chrétien-social est également d'avis que la modification de l'article 11 de la loi sur l'université, même si elle a été proposée par la Direction de l'instruction publique et le rectorat de l'Université, n'a pas sa place dans le projet de loi qui nous est soumis.

Que l'on veuille poser des exigences accrues pour l'accès à l'Université, plus particulièrement en ce qui concerne l'équivalence de certains diplômes, étrangers notamment; que l'on veuille sévir contre cette catégorie de jeunes gens qui croient que la vie étudiante est une vie de facilité et d'insouciance, contre ces étudiants perdus qui encombrent nos facultés, cela est fort compréhensible et même louable, mais il semble qu'il devrait être possible d'atteindre ce but dans le cadre des prescriptions existantes. Sinon, ce serait un motif supplémentaire d'accélérer les travaux de révision de la loi sur l'université.

Cependant, de telles mesures ne devront pas être envisagées avant que la situation résultant de l'aide fédérale aux universités ne soit parfaitement éclaircie, avant que certains problèmes de coordination entre cantons universitaires ne soient résolus et avant que des arrangements ne soient pris sur le plan financier, notamment avec les cantons ne possédant pas d'université et qui envoient leurs jeunes gens étudier à Berne.

Lors du débat d'entrée en matière, le directeur des finances a déclaré qu'aucun conseiller d'Etat n'était favorable à un «numerus clausus». Je n'y suis pas non plus favorable, car je ne pense pas que ce soit là la bonne formule, mais la décision finale qui devra être prise sera certainement influencée par l'attitude des autres universités suisses, de même que la décision qui tendrait à donner un droit de priorité aux étudiants du canton. Une telle décision prise unilatéralement ne manquerait pas de provoquer des réactions dans les autres cantons universitaires, et à ce sujet, j'aimerais attirer votre attention sur la situation particulière

des étudiants jurassiens de langue française. La plupart d'entre eux ne peuvent effectuer leurs semestres à Berne à cause de l'obstacle souvent insurmontable que représente la langue. Cela vaut particulièrement pour ceux qui se préparent à une carrière littéraire ou juridique. Ils sont donc obligés de poursuivre leurs études universitaires dans une faculté de Suisse romande, et le moment venu, à supposer que la préférence soit donnée aux étudiants du canton et qu'une telle mesure soit également prise par les autres cantons universitaires, il s'agirait alors, pour le canton de Berne, de sauvegarder les droits des étudiants jurassiens de langue française afin de leur permettre l'accès des universités romandes.

Cette nouvelle disposition légale touche à tant de problèmes que le terrain ne nous paraît pas préparé aujourd'hui. Ces questions devraient être examinées sur un plan plus général et éventuellement en collaboration avec les autres cantons universitaires. C'est pourquoi, au nom du groupe démocratique chrétien-social, je vous propose de ne pas insérer cette disposition dans le projet soumis à notre examen.

**Kunz** (Oey-Diemtigen). Ich habe als Bauer etwelche Hemmungen, über dieses Thema zu sprechen. Ich bin einer der acht, die in der Kommission für Annahme des Artikels 34 gestimmt haben. Was bis jetzt zur Streichung gesagt wurde, hat mich nicht überzeugt. Wenn Genf und Basel ähnlich vorgehen, können wir auf den Artikel 34 nicht verzichten.

Auch wir Bauern sind stolz auf unsere Universität. Nun hörten wir, dass 25 Prozent der Studierenden keinen Abschluss machen. Das ist mehr, als der Durchschnitt der Universitäten beträgt. Sodann wurde gesagt, in Bern sei die Studiendauer länger als im Durchschnitt der schweizerischen Universitäten. Vielleicht hängt das damit zusammen, dass wir die Leute besser ausbilden, als es andernorts geschieht. Wir haben ein Interesse daran, dass die schwachen Studenten den Platz räumen. Auf unserm Berufsstand reitet man ja auch herum. Der Bauernstand wurde seit dem letzten Krieg dezimiert. Das kann man natürlich nicht in allen Teilen vergleichen.

Bis zur zweiten Lesung hätten wir einen besseren Überblick darüber, was andere Universitäten beschließen. Es geht nicht darum, dass die fähigen Berner nicht sollen studieren können. Ich ersuche Sie, den Artikel 34 bis zur zweiten Lesung bestehen zu lassen. Diese Auffassung haben wir nicht etwa, um regierungstreu zu sein. Wir hoffen, dass bis zur nächsten Lesung eine einheitliche Meinung zustande komme.

**Sutermeister.** Ich möchte nicht wiederholen, was Kollega Dr. Winzenried, Dr. Meier und Kollege Dübi so gut formulierten: Artikel 34 enthält mit seiner versteckten Numerus-clausus-Drohung und der Einschränkung der Universitätsautonomie zweifellos politischen Sprengstoff, wie die heftigen Reaktionen der Studenten schon bei den Kommissionsverhandlungen bewiesen. Ich frage nun: Wollen wir unsere Studenten durch diese Klausel unnötig politisch radikalisiere wie in Berlin und Frankfurt? Den ersten Fehler machte eigentlich

unser Rektor, wenn er nichts gegen den Numerus clausus einzuwenden hatte, und den zweiten Professor Marbach mit seinem weltfremden Artikel, man müsse die deutsche Zeitschrift «Pardon» verbieten, weil sie unkritisch von den Studentenkrawallen der Dutschkes und Teufels und vom Sex berichte. Leider ist aber nun «Pardon» bald noch die letzte Antinazizeitschrift in Deutschland, wo die reaktionären Neonazis die Studenten nach links treiben, und die Sex-Masche ist eben nur der Versuch, die stärkste Waffe im verschärfsten Generationentrotz gegen eine Erwachsenenwelt einzusetzen, die es noch nicht gelernt hat, Politik ohne Kriege zu machen! Soviel zum politischen Aspekt des Artikels 34.

Natürlich muss auch auf dem Sektor Hochschule gespart werden, aber besser durch eine längst fällige Studienreform und durch Verzicht auf prestigegebauten und unnötigen Perfektionismus! Sonst aber verlangen die Expertenberichte Labhardt, Schultz usw. umgekehrt dringliche Verbreiterung der Mittelschulbasis im Hinblick auf eine noch umfassendere Hochschulbildung, denn auch «die andern schlafen nicht». und die Vereinigten Staaten und die Sowjetunion sind dabei, ein «Volk von Ingenieuren» aufzustellen, während wir in Gefahr sind, durch ängstliches Sparen ein «Volk von Hirten» zu bleiben, deren Bildung gerade ausreicht, um die Steuererklärung auszufüllen. Überhaupt muss mit dem deutschen Wirtschaftsminister Schiller gesagt werden: Wenn man bei sinkender Konjunktur mit Subventionsabbau unter anderem Sparmassnahmen weiter dämpft, muss man sich nicht wundern, wenn's dann schiefgeht und ein sogenannter Circulus vitiosus, ein Teufelskreis, entsteht. Deshalb muss zum Beispiel Deutschland heute die freie Wirtschaft mit Subventionen mühsam wieder anzukurbeln versuchen. Wir Schweizer sind immer ängstliche «Baissiers» gewesen. Seien wir also auch diesmal ängstlich, und kurbeln wir die Wirtschaft wenigstens auf dem Kultursektor wieder an, wo es gilt, weniger an Investitionen zu sparen als zu rationalisieren! Man kann sich nicht nur «gesund-», sondern «krankschrumpfen»!

Der Landesring ist also schon aus psychologischen und politischen Gründen für Weglassen von Artikel 34.

**Trachsel.** Der Artikel 11 des Universitätsgesetzes sagt meines Erachtens genau das gleiche wie der vorliegende Artikel 34. Immerhin besagt ein Gutachten, das der Erziehungsdirektion erstattet wurde, mit dem Artikel 11 des Universitätsgesetzes könne man die Aufnahmen in die Universität nicht einschränken. Daher beantrage ich Ihnen, den Artikel 34 bestehen zu lassen. Die Finanzdirektion wird dann bis zur zweiten Lesung Gelegenheit haben, den Text nochmals zu prüfen und vielleicht zu einer Formulierung gelangen, der allseits zugestimmt wird. Man sollte das Gesetz nicht mit Artikeln belasten, denen sehr starke Opposition erwachsen könnte. Niemand würde sich dann mit Begeisterung für das Gesetz wehren. Wir haben aber dieses unerfreuliche Gesetz nötig.

Wo ist die Logik der Universitätspolitik der freisinnigen Fraktion? Die Erziehungsdirektion hat ja den Artikel 34 vorgelegt. Man will vermeiden, dass die Studenten nicht mehr seriös ausgebildet

werden können, und der Artikel 34 wird abgelehnt. – Man hofft, vom Bund im Jahr für unsere Universität 20 Millionen Franken zu erhalten. Ein freisinniger Nationalrat hat kürzlich in einer Zeitung geschrieben, das sei die Hälfte zuviel, es genüge, wenn der Bund im gesamten statt 200 Millionen nur 100 Millionen Franken für die Universitäten aufwende, man werde sowieso zu viele Akademiker haben. – Warum wollen wir dann den Artikel 34 nicht bestehen lassen? Ich sehe in dieser Politik keine Logik.

**Blaser (Zäziwil).** Ich bin für die Streichung dieses Artikels, zum Teil aber aus andern Gründen als andere Votanten. Im Artikel 11 des Universitätsgesetzes hat die Regierung die Kompetenz, nach Anhörung des Senates die Bedingungen für die Immatrikulation festzulegen. Anscheinend hat die Regierung den Mut nicht, diese Bestimmung anzuwenden; sie will den Ball jetzt dem Grossen Rat zuspielen. – Ein bekannter Staatsrechtler hat gesagt, der Artikel 11 genüge, um einschränkende Bestimmungen zu erlassen, wenn sie unumgänglich sein sollten. – Einschränkungen werden bei einzelnen Fakultäten nötig sein, weil wir mit dem Raumprogramm nicht nachkommen und somit den Bedürfnissen aller Studenten nicht jederzeit entsprechen könnten. Alle Opposition gegen den Numerus clausus nützt uns nichts, wenn eben der Platz nicht vorhanden ist. Es ist ja auch denkbar, dass das Volk eine kostspielige Universitätsvorlage ablehnt. Man sollte also über die Frage des Numerus clausus realistischer, mit weniger Schaum, politisieren.

Die Universität kann nicht einfach befehlen und das Volk bezahlen lassen. So würde jeder Goodwill zerstört, den die Universität für ihren Ausbau nötig hat. Die grossen Aufgaben müssen im gegenseitigen Einverständnis gelöst werden. Man darf natürlich bei der Ausbildung unserer geistigen Elite nicht knausern. Für den bernischen Nachwuchs ist alles zu tun, um den wirklichen Bedürfnissen zu entsprechen. Die Universität kann aber nicht ausserhalb der bernischen Finanzpolitik ausgebaut werden. Wir müssen die Grenzen sehen, ob es uns passt oder nicht. Auch andere Kantone sehen diese Grenzen, und einzelne haben sie schon gezogen.

Die Kommission hat mit Recht den Artikel 34 zurückgewiesen. Der Artikel 11 des Universitätsgesetzes genügt. Der Finanzdirektor sollte den Artikel zurücknehmen. Ich hoffe, es sei möglich, auf die zweite Lesung eine klare Situation zu schaffen.

**Freiburghaus (Rüfenacht).** Die Diskussion über diesen Artikel war richtig und wichtig. Es geht weniger um die Auslegung von Gesetzen als vielmehr um gewisse Grundsätze, um eine gewisse Mentalität. Vor Jahren hatte ich die Ehre, die grosse ausserparlamentarische Kommission zu präsidieren, die die bernische Schulpolitik überprüfen musste. Dort sagte seinerzeit ein bedeutendes Mitglied wörtlich: «Ich kann mir den Sohn eines Grampers, das heisst Bahnarbeiter, einfach nicht als Arzt vorstellen.» Warum denn nicht? Der Gramper wäre vielleicht gerne Lehrer geworden, musste aber wegen der Krisenzeit schon mit 16

Jahren verdienen. Diese antiquierte Mentalität lehnen wir ab. Wir haben die Gewaltentrennung, und die Universität hat sich auch in andern Fragen einzufügen. – Das vorliegende Gesetz hat mit der Frage der Förderung des akademischen Nachwuchses nichts zu tun. Der Souverän ist nach wie vor das Bernervolk. Der Numerus clausus wird noch nicht eingeführt, sondern man möchte der Regierung gewisse Möglichkeiten geben, Anpassungen vorzunehmen, wenn es dringend nötig sein sollte. Das ist ja auch nichts Neues. In der Krisenzeit hatten wir für die Lehramtsschule auch den Numerus clausus, weil man sonst zu viele Sekundarschüler gehabt hätte. – Das vorliegende Gesetz ordnet die Staatsbeiträge für die Gemeinden, weil der Staat seine eigenen Aufgaben nicht mehr richtig erfüllen kann. Der Zusammenhang lässt sich deshalb nicht wegdiskutieren. Es ist uns nicht gleichgültig, was der Staat mit dem Rest der Steuern macht. Das Volk hat nachher über die Kredite zu befinden. Für die Hochschule werden ja noch Hunderte von Millionen Franken bewilligt werden müssen. Wir müssen diejenige Grundlage schaffen, die es uns später ermöglicht, uns wirklich für die Vorlagen einzusetzen.

Ich sehe eine Inkonsistenz. Professoren der Volkswirtschaft von unserer Universität sind beauftragt worden, Sparmassnahmen vorzuschlagen. Wir haben gesehen, wo man überall sparen will: bei den Sozialleistungen, bei der Ausbildung, bei den Viehversicherungskassen usw. – Auch an der Universität könnte man sich der Situation anpassen. Aber darüber erstellt man keinen Bericht, denn man will davon nichts wissen. Jedenfalls hat man dieses Gefühl. Gegen diese Mentalität wehren wir uns.

Ich war einer derer in der Kommission, die sagten, wenn man den Artikel unvoreingenommen lese, das heißt ohne politisches Ressentiment, und ihn mit andern Artikeln des Gesetzes vergleiche, erkenne man, dass der Artikel 34 gar nicht so schlecht in die drei Teile des Gesetzes hineinpasst. – 1953/54 gehörte ich der Kommission für die Vorberatung des Universitätsgesetzes an. Dieses will man revidieren. Dann werden noch andere sehr weitreichende Fragen zu lösen sein. Diese Revision wird aber nicht so schnell vor sich gehen, wie man sich vorstellt. Wir wissen nicht, was Basel und Zürich machen, aber wir wissen, dass die Raumverhältnisse an unserer Universität sehr prekär sind. Wir müssen grosse Anstrengungen unternehmen, um unsere Universität der Zeit anzupassen. Der breiteren Basis für die Mittelschulen muss durch den Ausbau der Universität Rechnung getragen werden. Niemand macht aus dem Entscheid über den Artikel 34 ein Prestige. Aber ob die Streichung klug, logisch und gerecht ist, ist eine andere Frage.

**Burri** (Bern). Ich bin als Student am direktesten betroffen, vertrete aber hier nicht nur die Studenten.

Die Wohlfahrt unseres Volkes erfordert unter anderem eben die Ausbildung einer genügenden Zahl von Akademikern. Um das zu erreichen, müssen die Struktur der Universität und der Studienangang reformiert werden. Die Erziehungsdirektion hat bewiesen, dass sie das weiß, nämlich mit der

Rundfrage an die Fakultäten und die Studentschaft. Anscheinend müssen aber doch einzelne Punkte noch betont werden. Was geändert werden muss, ist nicht die Zahl der Studierenden, sondern man muss die Zahl derer reduzieren, die an der Universität «blüemelen». Die Studenten müssen konzentriert studieren und angestrengt ein Ziel verfolgen. An einzelnen Fakultäten ist das aber gar nicht möglich. An der Philosophisch-Historischen Fakultät kann man gemäss Reglement nach 6 Semestern den Doktor der Philosophie machen. Die Studenten studieren aber dort im Durchschnitt während 12 bis 14 Semestern. Das hat verschiedene Gründe. Erstens ist es gar nicht möglich, in 6 Semestern alle obligatorischen Vorlesungen zu belegen. Sodann sind die Professoren frei, zu bestimmen, bei ihnen könne man das Examen erst machen, wenn man das und das Seminar besucht habe, und das sei erst möglich, wenn man das Proseminar besucht habe, usw. So kann der Student an gewissen Fakultäten mit dem besten Willen nicht rascher vorankommen.

Ich bin kein grundsätzlicher Gegner des Numerus clausus. Ich kann mir vorstellen, dass, wenn alle andern Mittel ausgeschöpft sind, die Zahl der Studenten beschränkt werden muss. Aber dazu ist jetzt der Zeitpunkt nicht vorhanden. Diese Beschränkung kann höchstens im Rahmen einer allgemeinen Studienreform erfolgen, und zwar erst als letzte Massnahme, nicht vorher. Ich will versuchen, Ihnen das klarzumachen. Jetzt will man den Numerus clausus einführen, weil man zuwenig Geld hat. Wenn aber die Zahl der Studenten eingeschränkt wird, besteht die Gefahr, dass man noch während sehr langer Zeit die heutige Ordnung bestehen lässt; denn dann ist die Reform nicht mehr dringend nötig. Sie müssen mich richtig verstehen, in der Frage der Studienreform sind die Studenten, die meisten Assistenten und ein Teil der Professoren auf der Seite der Behörden. Die Studenten wollen dringend eine Studien- und Strukturreform, dies im Gegensatz zu andern Leuten an der Universität, die auf der akademischen Leiter höher stehen als ich. Es verwundert mich nicht, dass der Finanzdirektor sagt, der Vorschlag für den versteckten Numerus clausus stamme nicht von ihm, sondern von der Erziehungsdirektion, und er habe die Zustimmung der Rektoren gefunden. Das hat mich erbittert, denn es zeigt, wo der Hase im Pfeffer liegt. Der Numerus clausus ist die einfache Lösung, um bei der alten Organisation zu bleiben – wenigstens scheint es so zu sein. Aber damit wird das Problem nicht gelöst. Durch den Numerus clausus bleibt es bezüglich Organisation und Kompetenzen beim alten. Das müssen wir verhindern. Wir müssen neue Formen finden, wenn wir mit der Zeit Schritt halten und auch in der Zukunft bei den entwickelten Nationen bleiben wollen.

Ein Druckmittel, um bei den kompetenten Leuten eine Reform auszulösen, ist die Beschränkung der Mittel. Wenn wir dieses aus der Hand geben, schwinden meiner Ansicht nach die Hoffnungen auf eine Reform. Diese Aussicht auf die Reform schwindet auch mit der Einführung des Numerus clausus.

Die Autonomie der Universität muss, was die Substanz anbelangt, was also gelehrt und ge-

forscht wird, gewährleistet sein. Aber das kann nicht so weit gehen, dass die Universität vom Staat verlangen kann, was sie nur will. Die Studienreform muss gerade im Interesse der Autonomie auch von der Universität aus kommen, denn ich wüsste nicht, welche Behörde sonst diese Reform durchführen könnten. Der Staat soll sich nicht zu sehr mit der Substanz der Reform befassen, aber er, der das Geld gibt, soll verlangen können, dass vorwärtsgemacht wird, um die wirtschaftliche und sinnvolle Ausbildung der Studenten zu erreichen.

Wenn dann diese Studienreform unter Dach ist und man sieht, dass es immer noch nötig ist, die Anzahl der Studenten zu beschränken, kann man immer noch über den Numerus clausus reden, aber nicht vorher.

Wir müssen den Wirkungsgrad der Universität heraufsetzen. Wenn wir den Artikel, der versteckt den Numerus clausus ermöglicht, annehmen, erhöhen wir den Wirkungsgrad der Universität nicht, lediglich nimmt die Zahl der Studenten ab. Als Endergebnis wird die Leistung in der Ausbildung von Akademikern sinken. Daher kann der Numerus clausus nicht der Anfang der Studienreform sein, sonst besteht die Gefahr, dass es gleichzeitig das Ende wäre. Ich bin daher für die Streichung von Artikel 34.

**Schwander.** Der Finanzdirektor hat beim Eintritt die Sünden der Journalisten verlesen. Ich fühle mich nicht persönlich betroffen. Er hat gesagt, die Diskussion in den Zeitungen sei nicht auf akademischem Niveau gestanden. Das glaube ich ihm, obwohl ich nicht alles gelesen habe. Aber die Regierung muss einen Teil der Schuld für die subakademischen Diskussionen auf sich nehmen. Sie hat nämlich im Vortrag unnötigerweise den Teufel an die Wand gemalt. Wenn schon jetzt in den Zeitungen so unakademisch geschrieben wurde, wie wird es dann erst beim Abstimmungskampf herauskommen – Dort wird man noch mit gröberem Geschütz auffahren. – Dieser Artikel belastet das Gesetz unnötigerweise. – Unser Staat hat viele ausgebildete Leute nötig. Wir sind gegenüber den grossen Industriestaaten, zum Beispiel gegenüber den Vereinigten Staaten oder der Sowjetunion, im Rückstand. Wir werden den Unterricht auf akademischem Niveau in Zukunft etwas lenken müssen, wie dies schon der Vorredner gesagt hat. Man wird Lehre und Forschung trennen müssen. Die Universität ist längst nicht mehr ein Institut alter Burschenherrlichkeit. Der Student hat eine Pflicht in der Gesellschaft zu erfüllen. Ich bedaure, dass die Universität nicht selber schon längstens Reformprojekte erstellt hat. Man hat das Gefühl, verschiedene Herren sässen auf ihren Lehrstühlen, ohne tatsächlich im Interesse der Universität weiterzuplanen. Die Universität, die vorausdenkende Leute ausbilden sollte, hätte längst Pläne ausarbeiten sollen. Es geht um die Ausbildung des gesamten Nachwuchses. Die Techniken in Burgdorf und Biel haben auch wichtige Aufgaben. In Biel besteht längst der Numerus clausus, zwar nicht dem Namen nach, aber de facto. In diesem Jahr haben sich 650 Leute für die Prüfung angemeldet. Vielleicht können 200 aufgenommen werden. Jedes Jahr muss ein grosser

Teil des technischen Nachwuchses abgewiesen werden. Man muss darum die Schule ausbauen, aber im Moment sind auch andere Gegebenheiten zu berücksichtigen.

Der Regierungsrat schreibt: «Das geltende Gesetz von 1954 über die Universität bietet rechtlich keine Möglichkeit, die Aufnahme der Studierenden zu beschränken.» Das haben wir in der Kommission angezweifelt, und es wurde auch hier gesagt. Wir glauben nicht, dass gesetzliche Regelungen nötig sind, wenn tatsächlich zuwenig Raum vorhanden ist, denn dann werden sich gewisse Fragen von selber regeln.

Ich glaube nicht, dass die rechtlichen Grundlagen genügen. Die Angelegenheit wird sich wahrscheinlich von selber regeln, und die Universität wird nicht alle Leute aufnehmen können. Beispielsweise für die Ausbildung in den Kliniken ist einfach zuwenig Platz vorhanden. Es geht bei der Universität wie bei andern Instituten so, wie die Welschen sagen: «La plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a». – Wir wollen an der Universität nicht etwas ändern, das nachher die grössere, grundlegendere Reform behindern kann.

**Schweizer** (Bern). Ich bin für die Streichung von Artikel 34. Ich gehöre zu den altmodischen Leuten, die noch an das glauben, was in einem Parteiprogramm steht. Die Sozialdemokraten haben immer verlangt, an der Universität auch studieren zu können. In diesem Sinne bin ich froh zu hören, dass sie nun zu klein geworden ist. Das darf man jetzt nicht dramatisieren.

An der Universität wird bereits mit Fernsehapparaten gearbeitet, um den prekären Raumverhältnissen zu begegnen. Kann man das nicht ausbauen? Ich weiss, dass in den nächsten Jahren das Fernsehen gerade für die Ausbildung von Akademikern wertvolle Dienste leisten kann.

Könnte man nicht an der Universität organisatorisch einiges vorkehren? Ich bin nicht gegen den Ausbau, denn er ist dringend nötig. Aber im Moment können wir nicht alles vorkehren. Ist es unumgänglich, dass Hörsäle stundenlang leer sind? Man wird sagen, man hätte zuwenig Dozenten. Noch mehr einzustellen, wäre billiger, als grosse Bauten zu errichten, die wir im Moment gar nicht bezahlen können. Ich bin dagegen, dass auch nur ein einziger Student zurückgewiesen wird, wenn man den Raum noch besser ausnützen kann, als es heute der Fall ist. Der Tag hat 12 Stunden, und dazu hat es noch Abendstunden. Man könnte nämlich auch abends Vorlesungen halten.

Hat man ernsthaft mit andern Kantonen, die Studenten an die Universität Bern schicken, über Beiträge diskutiert? Solche Verhandlungen sollten mit den Kantonen aufgenommen werden, die keine Universität betreiben.

Drittens wäre eine bessere Koordination mit den andern Universitäten wünschbar. In 10 oder 20 Jahren wird nicht mehr jede Universität die gleichen, sehr teuren Apparate kaufen können. Spezialapparate und Spezialvorlesungen sollten nur an einer einzigen Universität der Schweiz gehalten werden, um Kosten zu sparen. Da muss der Föderalismus etwas vergessen werden.

Professor Marbach kann sich hier nicht verteidigen. Ich glaube, er ist nicht naiv. Er hat die

Radikalisierung von Studenten in Deutschland mit den Anfängen der Nazizeit verglichen. Dazu hat Professor Marbach etwas zu sagen. Er war in der Frontistenzeit nicht naiv und ist es auch heute nicht.

**Kiener.** Es ist erfreulich, dass der Numerus clausus eine so universitätsfreundliche Stimmung ausgelöst hat. Das Verständnis für die Bildung ist gross. Der Student braucht Freiheit. Das ist fast das einzige, was er hat. Dafür müssen wir Verständnis zeigen. Wir müssen es verstehen, dass die Studenten auf den Artikel 34 sauer reagiert haben. Der Staat will aber auch für die Universität mehr Mittel zur Verfügung stellen. Die Studenten sollten dankbar sein, dass wir das tun.

Wir können nicht mehr aus eigenen Mitteln die Universität genügend ausbauen. Wenn der Bund den Universitätskantone grössere Mittel zuwenden will, wird er Bedingungen stellen, beispielsweise die Kantone zur Koordination zwingen. Das berührt dann auch den Föderalismus.

Ein allgemeiner Numerus clausus für Studenten wird in der Eidgenossenschaft nicht möglich sein. Wenn beispielsweise in Basel für Chemie 20 Plätze frei sind und in Bern 20 Plätze zuwenig bestehen, wird man einem Jüngling sagen, er müsse in Basel studieren. Dieser Koordinationsdruck wird kommen, und man mag das dann vielleicht als Numerus clausus bezeichnen.

Was Kollege Schwander von den Techniken sagte, stimmt. Wer ins Technikum eintritt, ist ungefähr gleich alt wie ein Maturand, der in die Universität eintritt. Ein Beispiel: An einem Technikum ist in einer Abteilung für 24 Schüler Platz. Es haben sich 60 angemeldet, und die Aufnahmeprüfung hat ergeben, dass 48 die Bedingungen erfüllen würden (gute Lehrabschlussprüfung, Beherrschung des Stoffes der Sekundarschule). Aber es werden nur 24 aufgenommen. Nachher zu sagen, die Aufnahmeprüfung hätte diese Zahl von Aufnahmen ergeben, bedeutet eine Täuschung der Öffentlichkeit. Da stellt sich die Frage der Rechtsgleichheit der jungen Leute. Die Jünglinge sind benachteiligt, die zuerst eine Berufslehre gemacht haben und sich nachher an einem Technikum weiterbilden möchten. In anderen Kantonen verhält es sich ähnlich. Diese jungen Leute nützen uns wirtschaftlich ebensoviel wie die Akademiker.

Der Bericht Labhardt/Schultze wird heute von vielen Leuten kritischer angesehen als früher.

Der Vergleich mit den Vereinigten Staaten und der Sowjetunion: Die Schweiz ist ein kleines Land, kann sich nicht mit diesen grossen Staaten vergleichen. Die Schifffahrt, überhaupt das Meer, fordert Akademiker, ebenso der Bergbau, die Erdölforschung usw. Das alles haben wir nicht. Bedenken Sie auch, wie viele Akademiker in den grossen Staaten für die Entwicklung neuer Waffen eingesetzt werden. Das brauchen wir alles nicht. Daher ist es nicht richtig, mit der Zahl der Akademiker in jenen Staaten zu vergleichen.

Ich bin auch nicht für einen allgemeinen Numerus clausus, aber ob man von Numerus clausus oder von einem Koordinationsdruck redet, ist gehupft wie gesprungen.

**Le Président.** A ma connaissance, aucun député n'a demandé le renvoi de cet article à la commission pour nouvel examen d'ici à la deuxième lecture. La majorité de la commission propose sa suppression, tandis que la minorité de la commission vous invite à le maintenir tel qu'il figure dans le projet.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Diskussion, die jetzt geführt worden ist, zeigt mir, dass es wertvoll war, dass die Regierung, entgegen der Meinung der Kommission, den Artikel für die erste Lesung hat bestehen lassen. Hätte sie ihn gestrichen, so wäre die heutige Diskussion nicht entstanden, und das wäre schade, denn es war einiges über die heutige Situation und die Entwicklung der Universität zu sagen. Allein die Bauten der Universität werden in den nächsten Jahren Hunderte von Millionen kosten. Auch wenn der Bund 45 Prozent beiträgt, wird dem Kanton sehr viel zu zahlen verbleiben. Dazu kommen die Betriebskosten, die bis zum Jahre 1975 von 50 Millionen auf 130 Millionen jährlich ansteigen werden. Der Bund nimmt an, der Kliniker kostet uns jährlich Fr. 22 000.— oder Fr. 23 000.—. Wir legen aber über Fr. 40 000.— aus. Praktisch bedeutet das, dass wir an die bei nahe 150 Millionen Franken Betriebskosten vom Bund jährlich etwa 30 Millionen erhalten werden, so dass uns mehr als 100 Millionen zu zahlen verbleiben. Das ist mehr als das Doppelte als was wir heute aufwenden.

Wir diskutieren über die Spitäler, das Fürsorgewesen usw. Sollen wir da nicht auch zur Universität etwas sagen? Davon abzusehen wäre nicht richtig. Wir müssen ohnehin mit dem Universitätsproblem nächstens vor das Volk treten und ihm die Situation schildern. Vorher im Rat über die Situation zu diskutieren, war von Vorteil. – Das ganze ist auch ein Finanzproblem. Wenn man nämlich nicht gewisse Massnahmen trifft, so wird einfach überbordet. Ich bin in die Verhandlungen, die an der Universität laufen, ziemlich eingeweiht. Die Erziehungsdirektion hat leider, als Mittelstation zwischen Regierung und Universität, an jenen Verhandlungen keinen einheitlichen Gesprächspartner. Wahrscheinlich ist darum der Artikel 34 so gefasst worden, wie er heute vorliegt. Die Universität ist bestrebt, ihre Autonomie weiter auszubauen, möglichst nichts mit der Regierung zu tun zu haben, selber zu beschliessen, und die Regierung nur dafür sorgen zu lassen, dass das Geld herkommt. So hat es nämlich an einer Konferenz getötet. Aber die Regierung und der Grosser Rat können sich da nicht ausschalten lassen. Das war für uns Grund genug, die Angelegenheit auch in diesem Gesetz zu behandeln. Wollt Ihr den Artikel 34 stehen lassen oder ihn streichen? Es ist dafür und dagegen fast alles gesagt worden. Es hätte keinen Sinn, wenn ich mich noch lange dazu äussern würde. Sie werden jetzt abstimmen müssen.

Gerade weil die Erziehungsdirektion, zwischen Regierung und Universität, keinen einheitlichen Gesprächspartner an der Universität hat, sind wir mit der Gesetzgebung über die Planung der Universität noch nicht weiter gekommen. Wir wüssten,

was zu tun ist, aber es heisst, davon verstünden wir nichts – ohne dass aber dann Vorschläge einlangen würden.

Ich bezweifle, dass das neue Universitätsgesetz und die Planung der Universität rasch kommen werden. Vorher werden noch Jahre vergehen. Zwischenhinein hat dann der Erziehungsdirektor einen Bärendienst zu leisten, wenn man ihm nicht gewisse Handhaben gibt.

Vom Numerus clausus steht in keiner Vorlage etwas. Aber man hat ihn publizistisch konstruiert, und jetzt ist die Sache politisch «verchachelet».

Es ist vielleicht ein kleiner Fehler passiert, Herr Winzenried. Die Abschnitte über die Lehrerschaft und die Universität hat die Erziehungsdirektion selber verfasst, auch die entsprechenden Teile des Vortrages. Das haben wir entgegengenommen. Nachher hat die Erziehungsdirektion einen neuen Vorschlag gemacht. Sie haben ihn in der Kommission erhalten. Aber der Vortrag wurde nicht korrigiert. Es besteht zwischen dem Gesetzesentwurf und dem Vortrag eine Diskrepanz, und das wird uns nun vorgeworfen. Die Erziehungsdirektion schreibt im Kommentar zur zweiten Vorlage: «Damit ergibt sich die Möglichkeit, an einzelnen stark belasteten Fakultäten für begrenzte Zeitabschnitte die Zulassung nach der Zahl der vorhandenen Labor- und Klinikplätze zu bestimmen.» Wenn sich plötzlich 270 Studenten für die Medizin immatrikulieren, haben wir später für diese in der Klinik zu wenig Plätze, wo sie sich betätigen könnten, und wir hätten auch nicht genügend Kranke. Es heisst weiter: «Diese Massnahme kann nicht als Numerus clausus bezeichnet werden.»

Zum Artikel 34 schreibt die Erziehungsdirektion, man sollte den Studiengang reglementieren können, sollte Vorexamen durchführen, damit es nicht so lange dauert bis man allenfalls feststellt, dass dieser oder jener Student nicht vorwärts kommt, usw. Auch ich bin gegen den Numerus clausus, denn es gibt andere Möglichkeiten, bevor man zu dieser letzten Massnahme Zuflucht nehmen muss. Letztes Jahr haben sich am zahnärztlichen Institut ganz am Schluss der Immatrikulationszeit noch 10 Studenten angemeldet. Die Erziehungsdirektion verlangte von uns einen Kredit für diese 10 Plätze, nämlich etwa Fr. 100 000.—. Wir wollten wissen, welche Leute nachträglich gekommen sind. Es hiess, die kämen von auswärts, gehörten eigentlich an andere Universitäten, aber dort hätten sie keinen Platz und darum kämen sie nach Bern. So ist die betrübliche Situation entstanden.

Ich habe gesagt, bei der jetzigen verwaltungsmässigen und organisatorischen Situation werden wir noch lange auf das neue Universitätsgesetz warten müssen. Dann sind uns aber die andern Kantone voraus, und dann kommt eben der Bärendienst der Erziehungsdirektion. Die Vorschläge in Zürich und Basel sind noch nicht angenommen. Aber auch dort stellt sich das Problem. Übrigens ist man dort in der Planung weit voraus. Im Entwurf der baslerischen Vorschriften lesen wir: «Die Immatrikulation setzt ein anerkanntes Reifezeugnis sowie ein Leumundszeugnis voraus. Der Regierungsrat kann auf Antrag der Kuratel, unter Berücksichtigung der Anzahl der verfügbaren Studentenplätze, die Zahl der Immatrikulationen all-

gemein oder für einzelne Fakultäten begrenzen. Studierende des Kantons oder deren Eltern, die im Kanton Wohnsitz haben, sind von dieser Begrenzung ausgeschlossen.» Das steht in einem Entwurf, der vor die gesetzgebende Instanz kommen wird.

Der andere interne Entwurf lautet: «Falls die vorhandenen Studienplätze nicht ausreichen, kann der Regierungsrat die Zahl der Immatrikulationen beschränken. Bewerber des Kantons sind vorweg zu berücksichtigen.» Das ist noch nicht Gesetz, aber ich kann mir vorstellen, dass es angenommen wird. Dann werden wir Berner aber keine entsprechende Bestimmung haben. Schon im Blick auf diese Gesetzeserlasse kommen aus Universitätskantonen und Nicht-Universitätskantonen schon jetzt mehr Studenten nach Bern. Darum haben wir diesen Zudrang.

Der Schweizerische Studienrat schreibt im «Ausbau der schweizerischen Hochschulen»: «Es wird somit nicht mehr möglich sein, dass jeder Schweizer jederzeit an jeder schweizerischen Hochschule jedes beliebige Studium aufnimmt. Er wird es sich, nicht anders als wie es auch im Ausland der Fall ist, zum mindesten in den medizinischen und naturwissenschaftlichen Disziplinen gefallen lassen müssen, in der Wahl des Studienortes im Rahmen des Zumutbaren beschränkt zu sein.»

Wenn also Basel und Zürich in nächster Zeit etwas derartiges vorkehren, und wir nicht entsprechendes vorsehen, so erhalten wir einen noch grösseren Andrang zur Universität und können das nicht verhindern. So muss dann der Kanton Bern das Geld für diese Studenten aufbringen, die immer mehr aus der ganzen Schweiz kommen. Das ist der Grund, warum wir bald eine Bestimmung entsprechend dem Artikel 34 aufnehmen müssen.

Ich habe gesagt, der Numerus clausus sei in Artikel 34 nicht enthalten. Aber die Bestimmungen dieses Artikels sollen verhindern, dass man überrannt wird. Natürlich können wir, abgesehen von der medizinischen Fakultät, allerlei zur Vermehrung der Plätze vorkehren. Herr Dr. Winzenried hat gesagt, die Regierung soll das Universitätsgesetz und die Planung forcieren. Ich habe Ihnen gesagt, warum man damit noch nicht weiter gekommen ist.

Herr Dr. Meyer, ich habe schon gestern gesagt, es sei falsch, im Moment, wo man alle Schleusen öffnet, von unten bis zum Gymnasium, nachher keinen Zugang zur Universität zu haben. Das wäre eine unerfreuliche Situation.

Ich habe zugegeben, dass es an vielen Orten an Akademikern fehlt. Bei den Medizinern ist das vielleicht am wenigsten der Fall. Ich würde es aber gerne sehen, wenn ein grosser Teil derer, die wir im Kanton Bern ausbilden, für die wir Millionen ausgeben, auch im bernischen Leben untergebracht werden könnten, sei es im Geistesleben, sei es in der Wirtschaft. Ich habe natürlich nichts dagegen, dass die Studenten ins Ausland gehen. Auslandaufenthalte sind sogar erwünscht. Aber wir sollten Mittel und Wege finden, dass der Kanton nachher auch einen Nutzen von dem hat, was er für die Heranbildung der geistigen Elite ausgibt.

Herr Dübi und andere Redner haben gesagt, das bestehende Gesetz genüge, um alles vorzukehren. Nun ist die Misere da. Ein Professorenkollegium hat mündlich gesagt (und daran hat sich die Uni-

versität gehalten): «Die Kannvorschrift im Artikel 11 im Universitätsgesetz beziehe sich auf die Immatrikulation. Der Student kann sich also immatrikulieren lassen, wenn er die Vorschriften erfüllt. Aber die Kannvorschrift gilt nicht für die Universität.» Wenn jemand die Ausweise hat, müssen wir ihn also immatrikulieren. Das ist die Auffassung der Professoren. Die Universität hat sich bisher daran gehalten. Kann das die Regierung ändern, wenn die Universität sagt, sie sei autonom? Dann braucht es vielleicht eine authentische Interpretation des Grossen Rates, dass auch die Regierung «kann», wenn es die Universität nicht selber macht. Das wäre zu prüfen.

Ich glaube, es ist alles gesagt worden, warum wir es als opportun erachten, dass der Artikel 34 bestehen bleibt.

Herr Grossrat Schweizer hat einige präzise Fragen gestellt. Das Fernsehen wird an der Universität noch vermehrt kommen, besonders auch an der medizinischen Fakultät. Wenn das Krankengut in Bern fehlt, dann stellt sich die Frage, ob man Bezirksspitäler zum Beispiel in Biel oder Aarau oder St. Gallen berücksichtigen könne, wo dann die gleiche Vorlesung und Vorführung wie an der Universität Bern ausgestrahlt würde. Ob das überall richtig ist, bezweifle ich, aber es wird kommen müssen, denn es liegt auf der Hand.

Über die Organisation habe ich einiges gesagt. Da klappt nicht alles. Die Regierung hat gewisse Verpflichtungen. Die Erziehungsdirektion dient als Mittelstation zur Universität, und dort oben ist kein einheitlicher Gesprächspartner. Dieses Problem muss gelöst werden, dann können wir das neue Universitätsgesetz machen und können planen. Mittlerweile kommen aber laufend Anfragen an den Erziehungsdirektor, ob wir Platz hätten oder nicht.

Ich bin einverstanden, dass unter den Universitäten mehr koordiniert werden muss. Hiefür ist eine Kommission eingesetzt. Die nächste Sitzung findet im März statt. Dort wird auch über den Numerus clausus diskutiert werden.

Das sind die Gründe, aus denen heraus wir zu unsern Anträgen gelangt sind. Sollen wir nun den Artikel 34 auf die zweite Lesung zurücknehmen? Zuerst glaubte ich, das tun zu müssen. Aber was sollen wir auf die zweite Lesung hier bringen? Wir könnten nichts Neues vorlegen. Es geht darum: Will man die Angelegenheit etwas beweglicher gestalten, falls die Erziehungsdirektion und die Regierung mehr Möglichkeiten haben, oder will man das neue Universitätsgesetz abwarten und die Bewegungsmöglichkeit, ohne Rücksicht auf unsere Finanzen, einfach auf einen späteren Zeitpunkt verschieben? Ich weiss also nicht, was wir für die zweite Lesung, gestützt auf die Vorlage der Erziehungsdirektion, vorbereiten sollen, oder was wir in einem Dekret sagen sollten. Politisch ist das Geschäft, wie gesagt, verchachelet. Es ist verpolitisiert. – Die Finanzdirektion ist der Urheber des Konzeptes für das Beitragsgesetz. Sie hat, ausgenommen den Abschnitt über die Erziehung und vielleicht einen Teil des Gebührenwesens, den die Justizdirektion vorbereitet hat, das ganze Konzept gemacht, und im Mitberichtsverfahren haben die übrigen Direktionen mitgewirkt und zugestimmt. Ich mache aus der Angelegenheit keine Prestige-

frage. Ich habe gestern mein bescheidenes Kriegsbeil geschwungen gegen das Mörserfeuer der Presse, und damit ist die Sache begraben. Hier geht es um einen objektiven Entscheid, der stark verpolitisiert wurde. Ich sehe keine Möglichkeit, für die zweite Lesung etwas anderes zu machen. Ich möchte auch nicht, dass meine eigene Fraktion sich mit dem Antrag, den ich für die Regierung und die Erziehungsdirektion zu vertreten übernommen habe, politisch belastet (Heiterkeit).

### A b s t i m m u n g

Für den Antrag des Regierungsrates 38 Stimmen  
Für den Antrag der Kommission . . . . . 94 Stimmen

### Beschluss:

Der Artikel 34 wird gestrichen.

### Art. 35

Angenommen.

### Art. 36

**Iseli.** Ich beantrage, die Kommission soll auf die zweite Lesung nochmals prüfen, ob die Hundetaxe nicht zu erhöhen sei. Durch das vorliegende Gesetz werden die Gemeinden stärker belastet. Man sollte ihnen auch die Vermehrung ihrer Einnahmen ermöglichen.

Es wird auch ein Vorschlag in bezug auf die Feuerwehrsteuer kommen, was in diesem Gesetz nicht erwähnt ist.

Wenn wir die Hundetaxe in unserer Gemeinde verdoppeln würden, könnten wir daraus den Strassenarbeiter vollständig bezahlen. Ich führe das Beispiel nicht von ungefähr auf.

Die Kommission schlägt nur eine Änderung im Maximum vor. Das Gesetz besteht seit 1903 mit dem Minimum von Fr. 5.—. Damals war der Hund noch ein Nutztier (Käserei). Diese Hunde wurden durch Motoren ersetzt. Heute ist der Hund ein Luxustier.

Es geht nicht darum, dem alten Mütterchen die Haltung eines Hundes zu versagen. Ins Altersheim kann er ohnehin nicht mitgenommen werden. Die Haltung eines Hundes ist diesen alten Leuten nur ausnahmsweise möglich.

Man leistet sich eher einen Hund und ein Auto, als dass man ein zweites oder drittes Kind haben wollte.

Die Hundetaxe ist zu einer Luxussteuer geworden. Im Vorbericht steht: «Entsprechend der seither eingetretenen Geldentwertung müsste der Höchstbetrag auf Fr. 100.— angesetzt werden.»

Ich stelle keinen Antrag für eine bestimmte Höchsttaxe, bitte aber die Kommission, den Artikel 36 nochmals zu beraten.

**Kiener.** Ich bitte ebenfalls, den Artikel zu überprüfen, aber in anderer Art, als mein Vorrredner es wünscht. Ich glaube, der Artikel sollte überhaupt aus dem Gesetz herausgenommen werden. Die Hundefreunde würden es nicht verstehen, wenn man die Hundetaxe erhöhte. Dieser Ertrag macht ja keine Gemeinde reich.

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Ich glaube, wir wollen hier nicht eine Hundetaxe-debatte durchführen. Wir nehmen die Anregungen zur Prüfung auf die zweite Lesung entgegen.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Weil den Gemeinden verschiedenes weggenommen werden muss, wollten wir ihnen die Möglichkeit eröffnen, da und dort mehr Einnahmen zu haben. Ähnlich verhält es sich beim Wasserrzins. Ein Antrag in bezug auf die Feuerwehrsteuer wird noch gestellt werden. – Die Gemeinden sagten, sie müssten die Steuern erhöhen. Aber sie können auch die Nebeneinnahmen verbessern. Ich bin bereit, den Artikel nochmals anzusehen. Es macht mir aber Kummer zu hören, was man alles aus politischen Gründen aus dem Gesetz herausnehmen will. Der direkte und indirekte Finanzausgleich bildet die Ausgangslage für die Kürzung der Subventionen. Da hörten wir das Pro und Kontra. Wenn Sie noch 40 000 Fischer und 40 000 Hundebesitzer gegen die Vorlage haben, brauchen wir das Gesetz gar nicht zur Abstimmung vorzulegen. (Glücklicherweise sind nicht alle Hundebesitzer stimmberechtigt.) Sie sehen die Diskrepanzen in den Auffassungen.

Angenommen.

#### Art. 36<sup>bis</sup> (neu)

**Freiburghaus** (Rüfenacht). Ich möchte hier oder andernorts die Feuerwehrsteuer unterbringen. Ich beantrage zuhanden der zweiten Lesung, einen neuen Artikel aufzunehmen, worin das Gesetz vom 6. Juli 1952 über das Feuerwehrwesen und die Abwehr der Elementarschäden wie folgt geändert wird:

«Die Pflichtersatzsteuer beträgt mindestens Fr. 5.—, darf aber Fr. 150.— pro Jahr und Person nicht übersteigen, und sie ist nach Massgabe der Einkommens- und Vermögensverhältnisse in billiger Weise zu staffeln.»

Am Text würde ich also nichts ändern, es geht nur um die Ansätze. Sie betragen jetzt Fr. 2.— bis Fr. 50.—. Das ist nicht mehr zeitgemäß. Die Feuerwehrsteuer darf nur für Feuerwehrzwecke verwendet werden. Durch diese Steuer der Ersatzpflichtigen werden aber die Ausgaben für die Feuerwehr bei weitem nicht gedeckt. Der kantoneale Feuerwehrverein hat erklärt, die Anpassung der Beträge sei ein Postulat aller Feuerwehrkommissionen. Lieber wäre man auf das Maximum von Fr. 200.— gegangen, denn das würde die Staffelung erleichtern. Wir wollen aber mit den neuen Ansätzen nicht übertreiben. Die Brandversicherungsanstalt begrüßt die Erhöhung ebenfalls. Wir haben sodann die Motion Hirt vom 8. September 1964, die in der gleichen Richtung geht, sowie eine Interpellation Eichenberger vom letzten Jahr. In einer Kleinen Anfrage hat Herr Dr. Ständer die gleiche Frage aufgeworfen. Die Brandversicherungsanstalt würde es begrüßen, wenn man diese Anpassung vornähme. Das Geschäft wurde nicht aufgegriffen, weil man sich sagte, nur wegen dieser Ansätze wolle man das Gesetz nicht revidieren. Es kann aber noch lange dauern, bis eine Revisionsvorlage herauskommt. In vielen Gemeinden hat man weniger Mannschaft als früher, aber

teurere Geräte (Motorisierung usw.). Viele Leute mit namhaftem Einkommen leisten keinen Feuerwehrdienst. Diese sollten einen höheren Ersatz zahlen.

Mit Fr. 150.— als Maximum wären wir etwa in der Mitte der Ansätze anderer Kantone. Zürich erhebt Fr. 5.— bis Fr. 300.—, Luzern Fr. 3.— bis Fr. 400.—, Solothurn im Maximum Fr. 50.—, Basel-Land im Durchschnitt etwa Fr. 175.—, Basel-Stadt und St. Gallen erheben im Maximum Fr. 150.—.

Die Annahme meines Antrages gäbe den Gemeinden die Möglichkeit, ihre Ausfälle etwas zu kompensieren. Ich bitte, das auf die zweite Lesung zu prüfen. Referendumspolitisch wäre diese Ergänzung von Vorteil, denn die Feuerwehrleute wären dann am Gesetz um so mehr interessiert.

**Eichenberger** (Bolligen). Ich habe letztes Jahr im Sinne des Votums von Kollege Freiburghaus interpelliert und unterstützte seinen Wunsch wärmstens. Man hat mir und schon vor Jahren dem Kollegen Hirt von Biel versprochen, man wolle diese Ansätze zu gegebener Zeit ändern. Jetzt scheint mir der Moment hiefür gekommen zu sein. Mit dem Feuerwehrpflichtersatz können wir natürlich die Kosten der Feuerwehr nicht decken, soweinig als man die Militärausgaben mit dem Militärpflichtersatz decken kann. Aber man kann wesentliche Mittel herausholen. Darum bitte ich, dem Vorstoss zuzustimmen. Die Feuerwehren können viele moderne Geräte nicht anschaffen, weil das Geld fehlt. Die Entschädigungen der Feuerwehrfunktionäre sollten ebenfalls angepasst werden.

**Michel** (Brienz). Ich unterstütze den Antrag Freiburghaus. Es ist gerecht, den Gemeinden Ersatzmöglichkeiten zu bieten, wenn ihnen neue Lasten aufgebürdet werden. Die Gemeinde Brienz ist finanziell schwach. Sie hat viele Holzhäuser und ist verpflichtet, ein modernes Löschwesen einzurichten. Das verursacht uns hohe Ausgaben. Die Kosten werden hauptsächlich auf die Ersatzpflichtigen abgewälzt, und das hat dazu geführt, dass die Hälfte der Ersatzpflichtigen das Maximum bezahlen. Dieses wird nämlich schon bei einem Einkommen von Fr. 6000.— erhoben. Wir sollten bei höherem Einkommen mehr verlangen können. Das würde außerdem die Rekrutierungsschwierigkeiten verringern.

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Als alter Feuerwehrkommandant kann ich bestätigen, dass die Argumente stimmen, die hier vorgetragen wurden. Man wird, wenn die Ersatzpflicht angepasst wird, die aktiven Feuerwehrmänner hinter der Vorlage haben.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin mit der Prüfung einverstanden, weise nur darauf hin, dass es mehr Ersatzpflichtige gibt als Feuerwehrleute. Daraus könnte sich wieder eine Gruppe von Opponenten ergeben.

#### Art. 37

**Stauffer** (Gampelen). In Artikel 37 steht, dass für die Bemessung von Beiträgen die Einwohner-

zahl herangezogen wird, wobei auch die Anstaltsinsassen gezählt werden. In den zwei Anstalten in unserer Gemeinde haben wir mehr Insassen als übrige Gemeindeinwohner. Bisher wurden die Anstaltsinsassen für gewisse Anteile nicht mitgezählt. Ich hatte keine Zeit, das alles zu überprüfen. Ich bitte die Kommission, den Artikel 37 für die zweite Lesung zurückzunehmen.

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Wir nehmen das zur Prüfung auf die zweite Lesung entgegen.

Angenommen.

Art. 38 und 39

Angenommen.

Art. 40

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Hier geht es darum, das aufgelaufene Defizit der Inselabteilung von 15 Millionen Franken auf Ende 1968 zu begleichen. Zugleich müssen wir hier die Kürzungen, die wir in den Jahren 1966 und 1967 bei den Bezirksspitalern (Biel) vornahmen, ebenfalls, nachdem die Fehlbeträge nicht haben gedeckt werden können, noch zu Lasten des Staates kompensieren. Dann kommt noch die Wirkung von Artikel 8 dieses Gesetzes.

**Stähli**. Der Artikel 40 sieht vor, den Bezirksspitalern für 1966 und 1967 die Beiträge nach der bisherigen Praxis auszurichten. Damit hätten wir die Rechtsgrundlage für die Defizitdeckung geschaffen. Dafür danke ich dem Regierungsrat bestens. – In Artikel 8 dieses Gesetzes ist vorgesehen, das Betreibungsgesetz von 1949 durch die Artikel 10<sup>bis</sup> und 10<sup>ter</sup> zu ergänzen, wonach alle Gemeinden verpflichtet werden, die Spitallasten tragen zu helfen. Diese Artikel werden erst vom Jahre 1969 an wirksam werden. Für 1968 hängen wir in der Luft. Die Spitäler werden diese Lücke nicht rechtzeitig schliessen können. Daher erlaube ich mir, zuhanden der zweiten Lesung zu beantragen, man möge den Bezirksspitalern für 1966 bis 1968, nicht nur bis 1967, die Beiträge nach der Praxis der vorausgehenden Jahre ausrichten. Das scheint um so mehr gerechtfertigt zu sein, als man auch beim Inselspital die Defizite bis 1968 decken muss, wofür die Rechtsgrundlagen ebensowenig klar sind wie bei der Defizitdeckung für die Bezirksspitäler.

**Burri** (Bern). Es geht hier um die nachträgliche Legitimierung einer Usanz, die nicht gesetzlich festgelegt war. Im zweiten Satz geht es vor allem darum, das Defizit des Bezirksspitals Biel gemäss der bisherigen Praxis zu decken. Der Finanzdirektor hat in der Novembersession erklärt, warum das Defizit der Bezirksspitaler im allgemeinen und das des Bezirksspitals Biel im besonderen so hoch ausgefallen sei. Er sagte: «Wir verlangten dafür eine Begründung und erhielten auf einem anderthalbseitigen Brief eine fadenscheinige Argumentation, die wir nicht annehmen konnten.»

Ich hätte, bevor ich dem Artikel zustimmen kann, ein paar Fragen zu stellen.

Hat man jetzt mehr als eine fadenscheinige Erklärung, wieso das Defizit so gross ist?

Besteht für das Bezirksspital Biel ein Sonderstatut oder eine Sonderposition gegenüber andern Bezirksspitalern, wie es im Jahresbericht des Spitals Biel behauptet worden ist?

Wird der Regierungsrat das Gesetz nach Annahme rückwirkend in Kraft setzen können, oder gilt es erst ab 1969? Das wird Einfluss darauf haben, ob 1968 wieder keine genügende gesetzliche Grundlage besteht, um das Defizit in Biel voll zu decken.

Müssen wir nicht damit rechnen, dass wir auch für das laufende Jahr, 1968, mit dem, was in diesem Gesetz beschlossen wird, wieder einen zusätzlichen Defizitbetrag decken müssen?

Ich behalte mir vor, den zweiten Satz des Artikels abzulehnen, wenn die Erklärung nicht befriedigt.

**Mäder**. Wir haben in der Insel, wo das Betriebsdefizit aufgelaufen ist, das bis zum Jahre 1968 übernommen werden soll, folgende Abteilungen: Medizin, mit 90 Betten im Anna-Seiler-Haus, Chirurgie, mit 92 Betten im Anna-Seiler-Haus, im Lory-Haus eine Medizinische Abteilung mit 75 Betten, eine Strahlenabteilung mit 25 Betten, eine Urologische Abteilung mit 39 Betten, eine Rheuma-Station mit 18 Betten und im Inselheim eine Station mit 54 Betten. – Das alles hat die Nachkredite verursacht. Es ist also eine grosse Zahl von Abteilungen vorhanden. In die Insel kommen Patienten aus dem ganzen Kanton. Dieses Spital ist vor allem für Patienten wichtig, die in andern Spitalern gar nicht behandelt werden könnten. Wir sind alle daran interessiert, dass die Betriebsdefizite gedeckt werden, wie es hier vorgesehen ist. Ich hoffe, das werde übernommen.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Von der fadenscheinigen Erklärung habe ich nicht im Zusammenhang mit dem Bezirksspital Biel, sondern im Zusammenhang mit sämtlichen Bezirksspitalern gesprochen. Als es im November 1966 um die Beratung des Budgets 1967 ging, habe ich von allen Bezirksspitalern und auch von der Gesundheitsdirektion zu erfahren verlangt, wieviel man für das Jahr 1967 brauche. Es hiess, man brauche 6,5 Millionen Franken. Diesen Betrag haben wir in die Finanzprognose und ins Budget eingesetzt. Im Jahr vorher hatte man 6,1 Millionen, und bei einer weiteren Teuerung von 5 bis 6 Prozent ergaben sich 6,5 Millionen. Nachher hat der Spitalverband reklamiert, das genüge nicht, man brauche 8,2 Millionen, dies ohne den Sonderfall Biel. Aber das Budget war schon vorbereitet, und wir konnten nichts mehr ändern. Wir haben jedoch gefragt, warum 8,2 Millionen nötig seien. Da kam auf 1½ Seiten diese fadenscheinige Begründung, das Budget des Verbandes sei nicht mit aller Ernsthaftigkeit überprüft worden, man habe die Zusammenstellung aus dem Handgelenk heraus gemacht, habe auch die mutmasslichen Defizite von Spitalern einbezogen, die nicht einmal ein Budget machen. – Darum habe ich gesagt, das sei fadenscheinig; ich habe nicht das Defizit von Biel anvisiert. Wir hatten übrigens keine andere Erklärung erwar-

tet. Die Gesundheitsdirektion hat sich damals sagen müssen, bei 6,5 Millionen Kredit und 8,2 Millionen Defizit reiche es für Biel nicht zur hälftigen Defizitdeckung. Das musste man Biel schon im November 1966 sagen. – Herr Grossrat Stähli weiss, dass man in der Maisession gesagt hat, jetzt sei Biel in argen Nöten, denn das Geld reiche nicht aus, man müsse neue Massnahmen treffen. Dort habe ich gesagt, wie es sich mit der hälftigen Defizitdeckung für Biel verhalte. Biel hat nämlich kein Sonderstatut. Früher hat man einmal verhandelt und gesagt, Biel komme mit den ordentlichen Beiträgen nicht aus, es entstünden Defizite, von denen der Kanton mindestens die Hälfte übernehmen müsste. Die Finanzdirektion hat das abgelehnt, aber später hat man das in den Budgets der Gesundheitsdirektion immer wieder angenommen. Die Regierung hat es bestritten, aber man hat im Grossen Rat immer wieder rechtswidrig alles bewilligt, was der Spitalverband für die Gesamtheit der Spitäler eingab. Die Gesundheitsdirektion hat den Verteiler vorgenommen, hat Biel die Hälfte des Defizits gegeben. Ein Rechtsanspruch wurde abgelehnt, weil keine Grundlage besteht, und ein Sonderstatut besteht nicht. – Biel hat sich aber ganz massiv entwickelt und hat bauen müssen. Darüber ist schon verschiedenes gesagt worden, und noch mehr wird in der Spitalplanung gesagt werden. – Diese Situation können wir nicht andauern lassen. In allen Spitäler sind die Kosten gestiegen. Das Statut für die Insel ist am 31. Dezember 1966 abgelaufen. Die Defizite steigen bis Ende Jahr auf 15 Millionen Franken an. Dabei haben wir noch die klinischen Abteilungen, deren Rechnung über die Universität geht. Früher wurde für die Insel der Staatsbeitrag so bemessen, dass, unter Berücksichtigung der Kostenbeiträge der Gemeinden, voraussichtlich kein Defizit entstand. Im Laufe der Jahre sind aber die Kosten so stark gestiegen, dass trotz den hohen, statutengemässen Beiträgen des Staates Defizite erwachsen. Die Staatsbeiträge gemäss Statut waren von Anfang an zu klein bemessen. Bei dessen Ablauf sind die Differenzen entstanden, und die müssen wir decken, wie wir früher die Inseldefizite auch gedeckt haben. In der Übergangslösung bis zur Spitalplanung müssen wir nun diesen Knüppel lösen. Es hätte keinen Sinn, in jeder Session über das Spital Biel zu diskutieren. Man hat aus dem ungeschriebenen Recht Gesetz gemacht, und der Staat hat es honoriert. Wenn wir bei der Insel aufräumen, machen wir auch bei Biel, nach Ablauf der bisherigen Praxis, einen Strich darunter. Wenn das Gesetz im Mai dieses Jahres angenommen wird, haben die Spitäler die Möglichkeit, gestützt auf diese neuen Grundlagen, das Budget für 1969 zu machen, und dann sollen nicht Defizite entstehen. Damit wären die Rückstände dann gedeckt, sowohl für die Insel wie für das Bezirksspital Biel.

Wahrscheinlich hat sich ein Fehler eingeschlichen. Es sollte heissen «bis 1968», denn das Bezirksspital Biel hatte gar keine Möglichkeit, sich auf diese Neuordnung, die jetzt hier kommt, einzustellen. Aber es ist eine merkwürdige Berechnung. Es kommen ausser Biel wahrscheinlich auch noch andere Spitäler in Frage. Darum möchte ich den Abänderungsantrag nicht annehmen, sondern wir wollen überprüfen, ob die technische Berech-

nung richtig sei. Die Übergangsordnung gilt bis das neue Gesetz in Kraft tritt.

**Le Président.** M. Burri est satisfait.

Angenommen.

#### Art. 41

**Bärtschi** (Heiligenschwendi). Nur eine kleine Anfrage: Im ersten Vortrag stand zu Artikel 41, die Gemeinden sollen an die Nettobetriebskosten der kantonalen psychiatrischen Klinik und der Klinik für Epileptische Beiträge leisten. Im zweiten Vortrag ist zusätzlich aufgenommen worden «Auch für die Asyle für Chronischkranke leisten die Gemeinden die drei Siebentel». Weiter vorne steht im Vortrag unter anderem, mit der Aufnahme des kantonalen Frauenspitals habe man vorläufig zugewartet. – Ich frage, warum man mit dieser Aufnahme vorläufig zuwartete. Ich hätte beantragt: «An die Nettobetriebskosten der kantonalen psychiatrischen Kliniken, des kantonalen Frauenspitals, der Klinik für Epileptische und der Asyle für Chronischkranke ...»

Ich sehe nicht ein, warum das nicht hineingehören soll. Es braucht jetzt nicht abgestimmt zu werden, aber ich bitte, es auf die zweite Lesung hin zu prüfen.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin bereit, die Anregung zu prüfen. Warum hat man das nicht aufgenommen? Es gibt Grenzfälle. Wir haben uns überlegt, ob die Sanatorien hinein gehören. Der Bund und die Gemeinden geben Beiträge, weshalb wir dies hier nicht ohne weiteres haben verankern können. Wir werden prüfen, ob das in der neuen Spitalplanung berücksichtigt werden müsse. Darum haben wir die Sanatorien nicht aufgenommen.

Ein Spezialfall sind auch die Schwesternhäuser. Wir wollen nicht alles ins Gesetz aufnehmen. Die definitive Planung soll auf Ende Jahr vorgelegt werden, und der wollen wir auch etwas vorbehalten.

Aus dem gleichen Grunde haben wir das kantionale Frauenspital nicht aufgenommen. Es ist zum Teil auch Universitätsklinik.

Wie würde es sich mit den Polikliniken verhalten? Müssen wir die auch aufnehmen? Die erfüllen fast die Aufgabe eines Bezirksspitals.

Ich möchte den ganzen Spitalabschnitt für die zweite Lesung im Zusammenhang prüfen, damit wir nicht eine Praxis einschlagen, die für das neue Kostenbeitragsgesetz dann schon festsetzt; denn das könnte uns Schwierigkeiten bereiten. Wir werden inzwischen vielleicht die Vorlage der Gesundheitsdirektion erhalten.

Angenommen.

#### Art. 42

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Nicht alle Abschnitte dieses Gesetzes werden gleichzeitig in Kraft gesetzt werden können. Darum schlägt die Kommission vor, das Inkrafttreten in die Kompetenz der Regierung zu legen. Es liegen Anträge für Terminierung vor.

**Zingg** (Bern). Ich beantrage, dem Artikel 42 beizufügen: «Von diesem Zeitpunkt an bleibt dieses Gesetz längsten 10 Jahre in Kraft.»

Mit der Abänderung einer ganzen Anzahl von Gesetzen erschweren wir die Übersicht über die Gesetze. Ich habe schon früher von Juristen gehört, es werde immer schwieriger, sich zurechtzufinden. Vielleicht liegt darin zum Teil das schwache Interesse der Bürger für öffentliche Angelegenheiten begründet. Der Bürger hat Anrecht darauf, zu wissen, um was es geht. Diese Forderung wird in dieser Vorlage nicht erfüllt. Die Regierung beabsichtigt sicher nicht, diesen Zustand andauern zu lassen. Daher drängt sich die Befristung auf. In absehbarer Zeit müssen wir zur ordentlichen Gesetzgebung zurückkehren.

Man hat den Eindruck erhalten, Herr Finanzdirektor Moser habe sich überlegt, ob es nicht besser wäre, die einzelnen Gesetze zu revidieren. Das wäre gesetzestechisch besser gewesen, aber die Zeit hat hiezu nicht ausgereicht. Was hier vorliegt, ist eine Verlegenheitsgesetzgebung. Mit der Frist von 10 Jahren steht genügend Zeit zur Verfügung, die Gesetze zu revidieren. Einige müssen in dieser Zeit ohnehin revidiert werden. Gestern sprach man von der Revision des Steuergesetzes, und auch andere Gesetze werden an die Reihe kommen. Es ist angebracht, den Gedanken von Kollege Dübi zu verwirklichen. Er will die Befristung anders vornehmen. Ich schliesse mich aber seinem Antrag an. Wichtig ist, dass wir nicht über die 10 Jahre hinaus gehen.

**Dübi.** Ich habe beim Eintreten die Gründe für die Befristung angeführt. Wir schaffen hier eine Ausnahmegesetzgebung. Wenn das lange andauert, entstehen unklare Verhältnisse. Ausserdem legen wir wichtige Kompetenzen in die Hand des Grossen Rates, die bisher das Volk hatte. Auch darum können wir die Ausnahmegesetzgebung nicht unbefristet andauern lassen. Ich beantrage, auf die zweite Lesung folgenden neuen Absatz 2 zu prüfen:

«Das Gesetz wird nach einer Geltungsdauer von 10 Jahren nach dem Inkrafttreten aufgehoben.»

Die Frage der Befristung ist noch nicht so gründlich geprüft worden, dass wir sogleich darüber abstimmen könnten.

**Achermann.** Über diese Frage habe ich ebenfalls schon beim Eintreten gesprochen. Wir schaffen hier ein ausserordentliches Gesetz und müssen darum vorsichtig sein, weil sich gewisse Probleme zeigen, die man später ja doch lösen muss. Es wird vorteilhaft sein, dem Volk sagen zu können, das Gesetz sei zeitlich befristet.

Mir aber liegt das rechtliche Problem am Herzen. Als Jurist muss ich dagegen kämpfen, dass die Gesetze zu unübersichtlich werden. Dieses Gesetz stellt keine Einheit der Materie dar. Wir ändern Bestimmungen aus ganz verschiedenen Erlassen ab, zum Teil haben wir Übergangsbestimmungen, doch die Übersicht ist mangelhaft. Es heisst: «Alle widersprechenden Gesetze oder Bestimmungen werden aufgehoben.» Als ich auf der Universität war, legten die Professoren sehr grossen Wert auf gesetzmässige Verwaltung. Die

Übersicht wird selbst für die Juristen sehr erschwert. Man sollte versuchen, zu den bewährten Prinzipien zurückzukehren.

Der Finanzdirektor hat ausgeführt, warum man keine Befristung vornehmen sollte. Aber gerade seine Ausführungen überzeugen mich noch mehr von der Notwendigkeit der Befristung. Er sagte, durch das neue Spitalgesetz, durch das Gesetz über die Lehrerbesoldung, durch das Steuergesetz würden Teile des jetzt vorliegenden Gesetzes aufgehoben. – Dann haben wir ein Rumpfgesetz, das noch unübersichtlichere Verhältnisse schafft, als sie beim Inkrafttreten dieses Gesetzes vorhanden sein werden. Man sollte sich jetzt schon vornehmen, die einzelnen Gesetzesabschnitte so bald wie möglich in die ordentlichen, diese Materien wirklich beschlagenden Gesetze einzubauen.

Ich bitte Sie, auf die zweite Lesung hin folgendes zu prüfen:

«Marginale: Inkrafttreten und Befristung.

Absatz 2: Die einzelnen Gesetzesabschnitte sind so bald wie möglich, in jedem Fall innert 10 Jahren, in bestehende Gesetze einzubauen oder in spezielle, nach Materie geordnete Gesetze zu überführen.»

Bei den speziellen Gesetzen handelt es sich um ein Gesetz über den direkten Finanzausgleich und wahrscheinlich auch um ein Gesetz über die Gebühren. Alles andere könnte in bestehende Gesetze eingebaut werden.

**Le Président.** M. Dübi a formulé une proposition en vue de la deuxième lecture. Je demande à MM. Zingg et Achermann s'ils admettent que leurs propositions soient traitées de la même manière. Comme ces trois propositions tendent à limiter à dix ans la validité de la loi, il serait bon qu'elles puissent être examinées toutes trois dans le sens indiqué par le directeur des finances. Elles sont donc renvoyées dans ce sens à la commission pour la deuxième lecture.

Angenommen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich habe in der allgemeinen Debatte gesagt, warum ich gegen die zeitliche Beschränkung bin. Hier scheint der Eindruck zu herrschen, es handle sich um eine Notstandsgesetzgebung, die man wieder aufheben müsse. Ich bin gegenteiliger Meinung. Die Gesetze, die wir hier abändern, haben sich überlebt. Schon im Jahre 1935 hatten wir eine solche Situation. Auch damals entstand ein solches Sammelsurium. – Nach meiner Auffassung wird in kurzer Zeit ein grosser Teil der Gesetzgebungswelle, die das Leben nun bringt, in definitive Spezialgesetze übergeführt sein. Ich bin also bereit, das Problem für die zweite Lesung nochmals zu studieren. Der Antrag Dübi passt mir besser als der Antrag von Herrn Dr. Achermann. Wenn wir ein Gesetz nach dem andern total revidieren würden, ergäbe sich eine Gesetzgebungsflut, die dem Stimmbürgers keine Freude bereiten würde. Es ist besser, wenn wir sagen, das Gesetz gelte bis dann und dann. Der Finanzdirektor, der dannzumal hier amtet, soll sich dann bemühen, die Vorlagen rechtzeitig unter Dach zu bringen. Mit weniger als 10 Jahren geht es nicht. Wenn das die

Annahme des Gesetzes erleichtert, kann ich der Anregung von Herrn Dübi ruhig zustimmen, denn der Nachfolger muss dann schauen, wie er mit der Befristung auskommt.

Tatsächlich wird mit Gesetzen wie dem vorliegenden die Übersicht erschwert. Aber mit der Zeit wird davon nur der Finanzausgleich übrig bleiben, wenn man das nicht nach 10 Jahren aufheben kann, vielleicht auch der Teil über die Gebühren, falls wir das nicht rechtzeitig ordnen. Es fragt sich nämlich, ob das Volk für ein Gesetz über Gebühren Verständnis habe.

Wenn Sie also glauben, die Befristung verhelfe dem Gesetz zur Annahme, kann ich mich dem anschliessen, aber den Wortlaut möchte ich im Blick auf die technische Seite der Angelegenheit noch genau prüfen.

#### Art. 43

**Haltiner.** Ich möchte an den Finanzdirektor eine fahrplantechnische Anfrage richten. Wir hatten vier Sitzungen über das Beitragsgesetz. Einzelne wichtige Momente sind vielleicht trotzdem untergegangen. Wir sollten wissen, welches der Fahrplan für die Dekrete ist. Ich habe deren 9 gezählt. Wer berät diese? Wir sollten in den Fraktionen Stellung nehmen können. Werden sie der gleichen Kommission zugewiesen, die das vorliegende Gesetz vorberaten hat? Sind diese Dekrete bis zur zweiten Lesung verhandlungsbereit? Wir haben ein grosses Interesse, bald nach der ersten Lesung zu wissen, welches die finanziellen Auswirkungen für die Gemeinden sein werden. Infolge der bisherigen Erfahrungen mit andern Vorlagen möchten wir Unterlagen haben, um vergleichen zu können.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir haben einiges im Gesetz zur zweiten Lesung entgegengenommen. Wir werden die Fragen prüfen und sehen dann, ob wir andere Anträge stellen können oder nicht. Das Material ist vorhanden. Wir haben sehr viel für das Gesetz gesammelt, das wir den Kommissionsmitgliedern schon jetzt zur Verfügung stellen könnten. Das war nicht nötig. Wenn man weiter in die Details gehen will, im Zusammenhang mit den Dekreten, wird das jedoch nötig sein.

Wir wissen, dass es zahlreiche Dekrete geben wird. Vieles wird man ins gleiche zusammenfassen können. Anderes wird man speziell behandeln.

Auf jeden Fall ist es so, dass die Initiative für die Ausarbeitung der Dekrete bei der Finanzdirektion bleibt. Aber wir werden die Direktionen für den Teil, der sie betrifft, beanspruchen, damit sie die einzelnen Vorschriften ausarbeiten helfen. Auf diese Mitarbeit sind wir angewiesen. Auf diese Art werden wir rasch vorwärts kommen.

Das schwierigste Dekret betrifft den Finanzausgleich, und das ist fertig. Es wird noch andere, nicht sehr weitläufige Vorschriften geben.

Ich bin nicht der Auffassung, dass wir die Dekrete gleichzeitig mit der zweiten Lesung dieses Gesetzes behandeln können, sonst hätten wir jetzt die Kommissionen einsetzen müssen. Ich glaube auch nicht, dass die gleiche Kommission alle Dekrete wird behandeln müssen. Vielleicht wird sie die

wichtigsten übernehmen, aber für einzelne Dekrete werden wir andere Kommissionen bestellen.

Wir werden die Dekrete und Tarife für die zweite Lesung vorlegen, so weit wir das können. Sie müssen berücksichtigen, dass der Grosse Rat in dieser ersten Lesung einiges nicht definitiv festgelegt hat. Sie werden aber die Katze nicht im Sack kaufen müssen. Auf die Maisession sehen wir, wie viele Dekrete es braucht und wem wir sie zeigen wollen. In der Maisession erhalten Sie unsere Vorschläge für die Einsetzung von Kommissionen zur Behandlung der Dekrete in der Septembersession.

Das wäre der Fahrplan. Ob wir im September mit allen Dekreten durchkommen, möchte ich heute offen lassen. Vielleicht kann man einiges, das noch nicht reif ist, sogar in die Novembersession verlegen. Man sollte in der Maisession die zweite Gesetzesberatung anhand detaillierter Unterlagen unter Dach bringen, so dass wir Mitte des Jahres die Volksabstimmung durchführen können.

– Wir brauchen auch Übergangsbestimmungen. Wir können nicht alles miteinander lösen. Grundsätzlich soll aber das vorliegende Gesetz auf den 1. Januar des nächsten Jahres in Kraft treten. Das wäre der Fahrplan.

Angenommen.

#### Art. 7

**Hänsenberger.** Ich möchte auf den Artikel 7 zurückkommen. Hier steht: «Die Bestimmungen der Artikel 5 und 6 finden Anwendung, soweit andere Gesetze nichts Abweichendes enthalten.» Wir reden aber über die Gesetze, die abgeändert werden, nicht über die, welche nicht abgeändert werden. Welche Gesetze würden, gestützt auf Artikel 7, nicht abgeändert? Darüber sollten wir reden können. Ich beantrage, den Artikel 7 neu zu formulieren und zu sagen: «Die Bestimmungen der Artikel 5 und 6 finden Anwendung, soweit nicht Bundesrecht entgegensteht.» Nur dann werden wir den Finanzausgleich nicht an. Wenn es anders ist, sollte man ein Verzeichnis der Gesetze geben, die nicht unter den Finanzausgleich fallen. Das sollte für die zweite Lesung vorliegen. Die von mir vorgeschlagene Formulierung ist vielleicht noch nicht vollständig.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss Herrn Hänsenberger sagen, dass Herr Dübi diesen Punkt in der Kommission auch aufgegriffen hat. Ich habe ihm versprochen, das zu prüfen. Herr Dübi ist jetzt nicht da. Es wurde erwogen, die Formulierung zu wählen: «Die Bestimmungen der Artikel 5 und 6 finden Anwendung, soweit nicht andere Gesetzesbestimmungen dies ausschliessen.»

Ich könnte einiges materiell dazu anführen. Wegen der fortgeschrittenen Zeit will ich darauf verzichten. Wir wollen prüfen, ob die Änderung des Artikels 7 nötig ist.

#### Art. 2

**Tschannen.** Ich möchte noch etwas zum Artikel 2 sagen. Über diesen wurde zweimal abgestimmt. Zuerst haben Sie einen Streichungsantrag mit 66:65 Stimmen angenommen. Dann machte

der Kommissionspräsident geltend, er sei nicht mitgezählt worden. In der zweiten Abstimmung wurde der Vorschlag mit 69:68 Stimmen abgelehnt. Ich möchte wünschen, dass man die schwerwiegende Frage, die sich beim Artikel 2 stellt, nochmals prüfe. Der Finanzdirektor und der Kommissionspräsident erklärten mir, sie wären damit einverstanden.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Tatsächlich ist der Entscheid äusserst knapp ausgefallen, das war aber auch in andern Punkten der Fall, die referendumspolitisch von Bedeutung sind. Wir schauen ja das ganze Gesetz auf die zweite Lesung nochmals an und werden dabei automatisch auch auf den Artikel 2 zu sprechen kommen.

**Le Président**. Je pense que si la commission veut reprendre cette question en vue de la deuxième lecture, elle a le droit de le faire, quelle que soit la décision qui a été prise, de sorte que nous n'avons plus à nous prononcer à son sujet.

Art. 10, lit. e

**Buchs** (Stechelberg). In Artikel 10 lit. e steht, die Einreihung in die Besoldungsbeitragsklassen der Gemeinden erfolge auf Grund von Erhebungen über die finanziellen Verhältnisse der Gemeinden. Für die Einreihung soll namentlich die Steuerkraft, die Gesamtsteueranlage, die Zahl der Primar- und Sekundarschulklassen massgebend sein. – Ich möchte zuhanden der zweiten Lesung vorschlagen, beizufügen: «... sowie die Zahl der Schulhäuser». Die Einreihung spielt auch für die Schulhausbau-Subvention eine grosse Rolle. Nun ist es aber etwas ganz anderes, ob man 20 Schulklassen in zwei oder drei Schulhäusern hat, oder ob man wegen der Weitläufigkeit des Gemeindegebiets für gleichviel Klassen fünf oder sechs Schulhäuser hat. Solche Nebenausgemeinden haben vielleicht ein einziges Schulhaus renoviert. Der Erziehungsdirektor sagte vor Jahren, man möge keine Torschlusspanik haben, das Gesetz werde weiterhin gelten, und es sollen nicht alle Gemeinden sofort bauen, denn das Primarschulgesetz von 1951 werde gehandhabt. So wurde den Gemeinden empfohlen, zu warten. Heute werden die bestraft, die zugewartet haben. Ich bitte, wenn möglich auf die zweite Lesung hin, den von mir beantragten Zusatz aufzunehmen.

**Krauchthaler**, Präsident der Kommission. Ich bin mit der Prüfung einverstanden.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin einverstanden, dass das für die zweite Lesung entgegengenommen wird. Aber das ist eine technische Angelegenheit, und dazu möchten wir nicht Stellung nehmen, bevor sich die Erziehungsdirektion geäussert hat. Ich bin dankbar, wenn man das heute nicht entscheiden muss.

**Le Président**. Nous arrivons au terme de nos délibérations. La votation finale aura lieu lundi après-midi. Nous commencerons par examiner les

affaires de la direction des transports. La discussion durera une heure; puis nous prendrons la loi sur les finances de l'Etat.

Schluss der Sitzung um 12.05 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Sechste Sitzung

M o n t a g , 1 2 . F e b r u a r 1 9 6 8 ,  
1 4 . 1 5 U h r

Vorsitzender: Präsident P é q u i g n o t

Anwesend sind 187 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Buchs (Lenk), Delaplace, Droz, Gigandet, Hofmann (Burgdorf), Kocher, Roth (Urtenen), Salzmann, Schädelin, Schwander, Winzenried, Zuber; unentschuldigt abwesend ist Herr Grimm.

**Le Président.** Dans sa séance du 8 février 1968, le Conseil-exécutif a décidé d'entrer en matière sur un projet de modification du décret sur les impositions paroissiales. Afin que ce projet puisse être traité au cours de la session de mai, il y a lieu de désigner une commission parlementaire encore au cours de la présente session. Le gouvernement propose que le nombre des membres de la commission soit fixé à 17 et que le choix des groupes se porte sur les membres de la commission désignée le 16 mai 1967.

### Wasserversorgungen in Lauperswil, Krauchthal, Grossaffoltern

(Beilage 2, Seite 7 bis 10)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

### Kanalisation in Champoz, Wiedlisbach, Liesberg, Matten, Trubschachen, Kehrsatz, Münchringen, Uetendorf, Madiswil, Reichenbach

(Beilage 2, Seite 9 bis 19)

Namens der vorberatenden Behörden referieren über diese Geschäfte die Grossräte Ischi und Parietti, Mitglieder der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorliegenden Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

### Anschaffung eines kombinierten Seereinigungs- und Oelwehrbootes

(Beilage 2, Seite 10;  
französische Beilagen Seite 12)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### Kläranlage und Kanalisation in Blauen, Brisach, Dittingen, Laufen, Röschenz, Wahlen, Zwingen

(Beilage 2, Seite 12;  
französische Beilagen Seite 14)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### Motion des Herrn Grossrat Stauffer (Gampelen) — Aufsichtskommission Cressier

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 746)

**Stauffer** (Gampelen). Mit meiner Motion wünsche ich, dass eine Kommission geschaffen wird, die das Industriegebiet von Cressier beaufsichtigt. In dieser wären zwei Kantone und der Bund vertreten. Sie würde die Luft und das Wasser überwachen. Diese Aufgaben würde also nicht allein der Kanton Neuenburg besorgen.

Wären die Fabriken an der Landesgrenze, so wäre ohne weiteres der Nachbarstaat an der Überwachung beteiligt. Da sie aber längs der Grenzen zweier Kantone liegen, kommt die Zusammenarbeit von zwei Kantonen in Betracht. Das ist schwieriger zu erreichen.

Das Vertrauen der betroffenen Bevölkerung fehlt gegenüber den Neuenburger Behörden, dass sie Luft und Wasser genügend überwachen. Wir haben in der Raffination von Erdöl wenig Erfahrung. Die dortigen Fabriken haben Pflichtenhefte erhalten, aber gesetzliche Grundlagen bestehen nicht. Immer wieder werden sich neue Überraschungen ergeben. In der kurzen Zeit des Bestehens der Raffinerie sind schon Brände ausgetragen, die allerdings ohne Hilfe von aussen bewältigt werden konnten. Sodann ist Öl in die Zihl gelaufen. Ein anderer Ölauslauf konnte innerhalb der Raffinerie behoben werden.

Ich bin der Regierung dankbar, dass sie die Motion annimmt. Ich hoffe, sie werde verwirklicht werden können. Das Misstrauen gegenüber den Neuenburger Behörden röhrt daher, dass sie die Raffinerie gebaut haben, ohne dass man in der Nachbarschaft etwas Konkretes wusste. Der

Schleier war dichter als der Eiserne Vorhang. Das gibt Gerüchten und Übertreibungen Nahrung. Wir bedauern das. Durch Zusammenarbeit wären sie zu vermeiden.

Im Gebiet von Cressier besteht neben der Raffinerie eine Zementfabrik, die auf der Basis von Schweröl arbeitet, ein ölthermisches Kraftwerk, und seit 25 Jahren besteht dort eine Kartoffelverwertungsfabrik, die für ihren Kraft- und Wärmebedarf ebenfalls Schweröl verwendet. – Der Ölverbrauch in jener Gegend ist sehr gross, und das hat Befürchtungen zur Folge. Wichtig ist, dass die von mir verlangte Überwachungskommission Vorschriften ausarbeitet und deren Einhaltung überwacht. Durch Zusammenarbeit wird bei der Bevölkerung anstelle des Unbehagens das Vertrauen einkehren.

Ich danke Regierungsrat Huber herzlich für das, was er im letzten Jahr getan hat. Die Regierung hat sich hinter die Bevölkerung gestellt, hat ihr möglichstes getan, um Verhältnisse zu schaffen, die die Bevölkerung befriedigen. Wir werden regelmässig über die Messungen informiert. Wir werden, wenn die Interpellation Marti begründet wird, hören, dass die Regierung in der Ölabwehr und in der Brand- und Katastrophenverhütung ziemlich viel erreicht hat.

Ich danke für die Annahme der Motion und wünsche der Regierung Erfolg in der Verwirklichung.

**Huber**, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Il est certain que comme vient de le relever M. Stauffer, la petite guerre froide qui a sévi entre les autorités neuchâteloises et bernoises, la Shell et les populations des deux cantons s'est sensiblement apaisée. Je ne crois cependant pas que le mérite en revienne au seul Conseil-exécutif. Cette évolution est plutôt due au fait que le problème s'est en quelque sorte tassé, qu'il a mûri. Les autorités neuchâteloises se sont, les premières, rendu compte que la construction d'une raffinerie pose des problèmes d'ordre sociologique, technique et politique dont on n'était pas conscient il y a quelques années. Actuellement, nous entretiens de bons rapports avec les autorités neuchâteloises, qui nous renseignent régulièrement sur ce qui se passe dans l'aire de la Raffinerie de Cressier. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette coexistence pacifique et espérer qu'elle porte les fruits que nous en attendons tous.

Lors de la construction de la Raffinerie de Cressier, les autorités fédérales offrirent au canton de Neuchâtel de mettre à sa disposition une commission d'experts pour les questions de la protection des eaux et de l'hygiène de l'air. Par la suite, cette commission fut transformée en commission dite de haute surveillance, dans laquelle le canton de Berne avait droit à deux représentants. Lorsque cette dernière sera dissoute, la haute surveillance incombera à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail et à l'Office fédéral de la protection des eaux.

Dans cette perspective, le Conseil-exécutif a entrepris en temps opportun des démarches pour qu'il continue à être renseigné sur les mesures de surveillance prises après la dissolution de la

commission de haute surveillance. Dans une lettre datée d'avril 1967, le Département fédéral de l'économie publique nous a donné l'assurance qu'à l'avenir également, tous les rapports de contrôle seraient mis à notre disposition. En outre, le chef du Laboratoire cantonal de Neuchâtel, au nom des autorités de ce canton, a déclaré qu'il continuerait à transmettre directement aux autorités bernoises tous les rapports désirés.

Jusqu'à aujourd'hui, le système de sécurité a montré des lacunes manifestes dans l'installation de la Raffinerie de Cressier et l'on ne peut pas encore juger de manière définitive de l'efficacité des mesures qui ont été prescrites.

Nous suivons l'évolution du problème car malgré toutes les assurances que nous ont fort aimablement données nos interlocuteurs, nous ne sommes pas complètement rassurés.

Le Conseil-exécutif accepte donc la motion Stauffer. Il proposera aux autorités fédérales de maintenir une commission intercantionale de surveillance. Nous ne savons encore si elles donneront suite à cette revendication justifiée mais nous nous efforcerons de les convaincre de sa justification.

### A b s t i m m u n g

Für Annahme der Motion ..... Grosse Mehrheit

---

## Interpellation des Herrn Grossrat Borter — Kehrichtvernichtung

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 750)

**Borter**. In meiner Interpellation bitte ich den Regierungsrat um Auskunft über den Stand der Planung in bezug auf die Kehrichtverwertung. Seit einiger Zeit befasst sich der Kanton damit. Man hat einem Teil der Gemeinden, die ebenfalls in Planung begriffen sind, gesagt, sie sollen warten, bis der Kanton in der Angelegenheit beschlossen habe. Das hat sich in die Länge gezogen. Die Gemeinden sollten unbedingt den Stand der Planung kennen, um weiterarbeiten zu können. Wenn der Kanton die Planung für die Gebiete, die ich anvisiere, nicht selber ausführt, sollte man erwarten, dass er Bezirke und Grenzen festlege, also den Kanton einteile, und dass er die Angelegenheit mit den Gemeinden bespreche.

Ich bitte die Regierung um Auskunft.

**Huber**, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Dans notre réponse au postulat Kästli du 22 novembre 1966, nous avions dit que notre Direction, en collaboration avec le Département des travaux publics du canton de Soleure, avait chargé, au début de 1966, un bureau d'ingénieur spécialisé de Zurich de faire des études de rentabilité pour des installations d'élimination des ordures dans le Mittelland et l'Oberland.

Dans le même temps devait être étudié l'établissement à Attisholz d'une grande usine d'incinération des ordures, alimentant en vapeur plusieurs usines de l'industrie du papier. En automne 1967

toutefois, la fabrique d'Attisholz nous annonçait qu'elle renonçait à ce projet. Notre Direction a donc chargé le même bureau de poursuivre les études de la première variante. Les résultats provisoires indiquent que les frais de construction, d'exploitation et de transport pour une installation d'incinération des ordures, avec production de courant électrique, sise dans la région de Berthoud, seraient les mêmes qu'à Attisholz. Les frais d'exploitation pourraient encore être notablement abaissés par le rattachement d'autres régions du canton à cette entreprise. Une étude comparative des frais de transport par la route et le chemin de fer est également en cours.

Ces derniers mois, des installations d'incinération des ordures pour petites et moyennes agglomérations ont été mises en service dans le canton de Vaud. Leur visite nous a convaincu que ce genre d'installations pourrait rendre de bons services avant tout dans le Jura et dans l'Oberland. L'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux de l'Ecole polytechnique fédérale procède actuellement à des études portant sur l'efficacité de ces installations et la pollution de l'air en résultant. Le résultat de ces études devrait être connu dans un proche avenir. Notre Office de l'économie hydraulique et énergétique, quant à lui, est occupé à déterminer les régions pour lesquelles ce genre d'installations pourrait entrer en ligne de compte.

Nous avons procédé à une enquête auprès des communes pour connaître les emplacements dont elles disposent pour le dépôt d'ordures, de même que la période durant laquelle elles pourront se passer de construire une station d'incinération des ordures. Les réponses varient considérablement d'une commune à l'autre. Celle de Thoune, par exemple, qui envisageait de construire une usine d'incinération d'ordures, nous a répondu, après avoir procédé à une étude approfondie du problème, que les terrains dont elle dispose pour le dépôt d'ordures lui permettront de faire face aux besoins de ces vingt prochaines années. Nous ne savons pas si elle pourra renoncer pendant toute cette période à créer une usine d'incinération d'ordures.

Sur la base du rapport d'expertise du bureau d'ingénieur que nous avons chargé, en 1966, d'étudier la rentabilité des installations d'élimination des ordures projetées dans le Mittelland et l'Oberland, nous inviterons les communes à créer des régions d'incinération. Dans quelques cas urgents, nous avons aidé des communes à trouver et à aménager des emplacements convenant aux dépôts d'ordures.

En conclusion, nous pouvons assurer l'interpellateur que nous continuerons de vouer tous nos soins à l'étude et à la solution de cet important problème.

**Borter.** Ich bin von der Antwort befriedigt.

### Interpellation des Herrn Grossrat Marti — Verschmutzung des Bielersees

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 671)

**Marti.** Ich muss das Leidenskapitel Cressier nicht nochmals abspielen, erinnere nur an das Versagen der Sicherheitseinrichtung am 2. November 1967, als aus einem Ölausscheider in Cressier Öl in die Zihl geflossen ist. Man sagte, wegen starker Regenfälle sei der Ölabscheider überlaufen. – Was geschieht, wenn dort einmal ein Tank leck oder ein Absperrhahn schlecht geschlossen würde, wie es im Wallis in Châteauneuf passiert ist? Im Seeland besteht ein grosses Misstrauen gegen die Raffinerie. Man fragt sich, ob sie wirklich willens sei, genügend Sicherheitsmassnahmen zu treffen. Man befürchtet die Verschmutzung des Bielersees. Er ist die letzte Trinkwasserreserve der Stadt Biel und des Wasserverbundes Seeland AG, die ungefähr 100 000 Einwohner mit Trinkwasser versorgt, das fast alles dem Bielersee entnommen werden muss.

Hat die Raffinerie Cressier eine eigene, ausgebauten Ölwehr? Jedes grössere Werk hat Betriebswehren. Cressier hat offenbar eine Feuerwehr. Stimmt es, was im November behauptet worden ist, dass Cressier keine fahrbare Pumpstation zum Absaugen von Öl besitzt? Man denke an den Fall, wo Öl in die Zihl geflossen ist. Wer hat die Kosten für das erfolgreiche Eingreifen der Ölwehr Bern getragen, die am 2. November in Cressier das ausgelaufene Öl absaugen musste? Was hat der Regierungsrat nach dem 2. November unternommen? Kann er versichern, dass alles Denkbare unternommen werde, um solche Betriebsunfälle, wie sie sich in Cressier am 2. November ereignet haben, zu verhindern? Ist er überzeugt, dass von Cressier alles mögliche vorgekehrt wird, damit die Organisation klappt, wenn etwas passiert?

Ich danke für die Beantwortung der Fragen.

**Huber,** Directeur des transports, énergie et économie hydraulique. Le 2 novembre 1967, malgré les mesures de sécurité existantes, 100 à 200 litres d'huile provenant d'un séparateur d'hydrocarbure se sont écoulés dans le canal de la Thiele. Les autorités neuchâteloises, de même que la direction de la Shell, prétendent que 100 litres seulement se sont écoulés, tandis que les services de la police bernoise parlent de 100 à 200 litres.

Cet accident a causé une inquiétude justifiée parmi la population environnante. Selon les informations obtenues de la Raffinerie de Cressier, le débordement de l'huile accumulée dans le séparateur a été provoqué par l'obstruction d'un filtre d'une pompe. Le service d'intervention pour cas d'accidents de la Raffinerie, de même que la police du lac de Biel, sont aussitôt entrés en action et la presque totalité de l'huile échappée a pu être résorbée.

La Raffinerie possède un service spécial chargé de prendre toute mesure propre à prévenir les accidents et à remédier à leurs conséquences mais nous ne savons pas s'il fonctionne impeccablement. Les responsables du bon fonctionnement dudit service doivent tirer les conséquences des expériences faites jusqu'ici. En tout état de cause, ils

nous ont donné l'assurance qu'ils veilleront dans toute la mesure du possible au bon fonctionnement de ce service.

Nous répondons comme il suit aux questions posées par l'interpellateur.

a) Il n'est pas exact que la Raffinerie de Cressier ne dispose d'aucune station mobile de pompage. Elle en possède une d'une contenance de 7 m<sup>3</sup>. Lors de l'accident du 2 novembre 1967, elle est arrivée sur les lieux partiellement équipée, ce qui dénote un manque d'organisation flagrant. De tels faits ne doivent pas se renouveler. La pompe a été mise en action après que le matériel manquant eut été apporté. L'entreprise a en outre demandé à la maison Stutz, de Liestal, de mettre à sa disposition une seconde voiture de secours, mais celle-ci n'a pas dû être utilisée.

M. Marti désire savoir qui paiera les frais d'intervention. Dans tous les cas qui nous sont connus, les organes officiels qui sont intervenus ont mis les frais à la charge de ceux qui avaient causé l'accident. Dans le cas particulier, les frais d'intervention de notre police du lac de Biel incomberont à la maison Shell. Je relève que la police du lac de Biel a fait l'impression la plus favorable sur ceux qui l'ont vue à l'œuvre.

b) M. Marti désire également savoir quelles sont les mesures envisagées par le Conseil-exécutif en vue de renforcer les moyens de défense. Nous avons tenu deux séances, l'une à la fin de 1967 et l'autre au début de cette année, avec la Direction de la Raffinerie de Cressier, de même qu'avec des représentants de la commission de haute surveillance. Des représentants des autorités neuchâteloises assistaient également à la première séance. Une ou deux séances seront encore organisées en vue de la mise au point de toutes les questions qui n'ont pas encore été réglées.

Nous avons pu obtenir que du matériel destiné à l'établissement d'un barrage anti-huile sur la Thièle soit entreposé près de l'Etablissement cantonal de St-Jean. Il sera ainsi possible d'arrêter l'huile à la moindre alerte et de la résorber. L'Etablissement de St-Jean, que nous remercions ici officiellement pour sa bonne volonté et sa générosité, mettra à disposition le personnel qui sera instruit dans le maniement de cette installation de secours. Les frais de matériel seront pris en charge par la Raffinerie de Cressier. Ce barrage de protection doit empêcher toute pollution des eaux du lac de Biel par des hydrocarbures.

Si un accident de plus grave portée devait survenir à la Raffinerie de Cressier, le groupe de secours contre les incendies de la ville de Berne, ainsi que la police du lac de Biel, sont à même d'intervenir dans les plus brefs délais. Il est évident que, comme l'affirme le Conseil-exécutif dans sa réponse à la motion de M. Stauffer, nous suivrons l'évolution de la situation de très près et que nous ne relâcherons pas nos efforts.

**Marti.** Ich bin von der Antwort befriedigt.

## Interpellation des Herrn Grossrat Parietti — Wasserversorgung der Ajoie

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 751)

**Parietti.** En date du 16 décembre 1967, j'ai déposé l'interpellation suivante: «L'alimentation en eau potable pour l'ensemble de l'Ajoie cause de sérieux soucis à de nombreuses communes. Si certaines d'entre elles sont actuellement pourvues, et c'est le cas de ma commune, il n'en est pas de même pour beaucoup d'autres. La situation est telle qu'on ne saurait par exemple envisager partout l'implantation d'industries utilisant beaucoup d'eau. Une étude généralisée dans le cadre du district s'impose, comme le souhaite d'ailleurs l'Association des maires d'Ajoie et du Clos du Doubs. Elle ne saurait cependant se concevoir sans l'aide du canton. Le Conseil exécutif est-il prêt à donner son appui à cette entreprise d'intérêt général pour toute une région?»

A la tête de ma commune et en tant que membre responsable de l'Association des maires d'Ajoie, il m'a été donné de constater combien lancinant est le problème de l'alimentation en eau potable de l'Ajoie et du Clos du Doubs. Cela tient tout à la fois à la perméabilité du sol à la fragilité des sources alliée à la précarité de leur durabilité. En l'absence d'une action collective concertée, à part le syndicat des eaux de la Haute-Ajoie, chaque commune s'est donné un instrument plus ou moins satisfaisant. C'est ainsi que nombre d'entre elles se trouvent dans une situation inquiétante en période de sécheresse. Il y va non seulement de l'approvisionnement suffisant pour les besoins de la population et du bétail, mais encore de la qualité de l'eau, déjà sensible aux influences bactériologiques et calcaires dans nos régions et beaucoup plus susceptible de pollution en période de sécheresse. Cet état de fait est encore rendu plus dangereux lorsque, en désespoir de cause, certaines communes doivent recourir à des sources plus ou moins contaminées.

Peu de régions accusent une situation aussi alarmante que notre district. Le problème dépasse de beaucoup les possibilités individuelles des communes. C'est devenu un problème régional, dont dépend d'ailleurs non seulement la santé publique mais encore l'économie. L'industrie hésite à s'implanter dans nos régions. Nous connaissons des cas où des industries ont renoncé à s'installer chez nous en raison de l'insuffisance d'eau, qui constitue une cruelle lacune.

On pourrait multiplier les arguments et citer de nombreux exemples à l'appui des légitimes revendications de nos populations. Je sais d'ailleurs que M. Huber, conseiller d'Etat, partage mes inquiétudes et qu'il est prêt à apporter au problème les solutions qui s'imposent. Je lui en dis toute ma gratitude. Il voudra bien cependant me permettre de lui adresser une seule prière: celle de considérer l'urgence du problème et de prendre au plus tôt les mesures qui s'imposent.

**Huber,** Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. M. le député Parietti soulève la question de la planification et de la répartition de l'eau potable

en Ajoie. La situation particulière de l'Ajoie en matière d'approvisionnement en eau nous est connue, mais nous pensons qu'elle doit être examinée dans le cadre d'une étude générale des conditions d'approvisionnement en eau du canton. Grâce à l'initiative de l'Association des maires d'Ajoie et du Clos du Doubs, l'Office cantonal des eaux a demandé aux communes des indications sur le développement de leur population et de leur consommation en eau potable, ainsi que les sources et nappes souterraines déjà captées et non encore utilisées.

Le recensement des besoins, l'inventaire des sources et des nappes souterraines sont en cours. Dès que les résultats en seront connus, un ingénieur établira en collaboration avec un géologue un rapport sur les questions suivantes:

a) Les sources et les nappes souterraines de la région déjà utilisées suffisent-elles à l'approvisionnement actuel et futur de la population?

b) De quelle manière pourrait-on améliorer l'alimentation en eau de la région?

Des études sont en cours, et je pense que grâce à la bonne volonté et aux efforts conjugués des autorités des communes de l'Ajoie, en particulier de celle de la grande commune de Porrentruy et de son maire, M. Parietti, il sera possible de résoudre le problème.

Le Conseil-exécutif est prêt à donner son plein appui à la réalisation d'une solution économique et satisfaisante pour l'Ajoie et le Clos du Doubs.

**Le Président.** M. l'interpellateur est prié de déclarer s'il est satisfait de la réponse du Conseil-exécutif.

**Parietti.** Je suis satisfait.

Eingelangt ist folgendes

## Postulat

Der Regierungsrat wird ersucht zu prüfen, wie für die Berggebiete eine Lawinenzenkenkarte geschaffen werden könnte.

Die letzten Lawinenniedergänge haben gezeigt, dass es sowohl für die einheimische Bevölkerung als auch für die Touristik und den Bau von Ferienhäusern zweckmäßig ist, wenn anhand einer Karte über die möglichen Lawinenniedergänge Auskunft gegeben werden könnte.

In diesem Zusammenhang stellt sich auch die Frage, ob allenfalls deklarierte Lawinenzenken zu Bauverbotszonen erklärt werden sollten. Im westen könnte diese Lawinenzenkenkarte auch als Grundlage für einen Lawinenkataster dienen, der analog dem Schwellenkataster die Förderung von Lawinenverbauungen zum Ziel haben soll. Die Lawinenzenkenkarte soll die Lawinengänge erfassen, über die man Kenntnisse hat. Eine Vollständigkeit wird nicht erreichbar sein, und damit kann

mit dieser Karte keine Verantwortung des Staates verbunden werden. Sie kann nur hinweisenden und vorsorglichen Charakter haben.

5. Februar 1968

Hubacher  
und 25 Mitunterzeichner

Wird auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

## Interpellationen

### I.

Gemäss Artikel 49 des Gesetzes vom 8. Mai 1938 über das Gastwirtschaftsgewerbe und den Handel mit geistigen Getränken wurde die Schliessungsstunde für Gastwirtschaftsbetriebe vom Montag bis zum Freitag auf 23 Uhr und an Samstagen sowie an Sonn- und allgemeinen Feiertagen auf 24 Uhr festgesetzt (mit je einer halbstündigen Toleranz zum Verlassen der Betriebe). Artikel 51 des gleichen Gesetzes ermächtigt den Regierungsrat, für einzelne Gastwirtschaftsbetriebe, Orte oder Bezirke Ausnahmen von der Schliessungsstunde zu gestatten.

In den letzten Jahren wurde von dieser Ausnahme recht ergiebig Gebrauch gemacht, weshalb zu befürchten ist, dass die im Gesetz vorgesehene Ausnahme mehr und mehr zur Regel werden soll. Ist der Regierungsrat nicht auch der Auffassung, dass keine weiteren Ausnahmeverfügungen mehr erteilt werden sollten, sondern die Frage generell mit der bevorstehenden Revision des Gastwirtschaftsgesetzes zu lösen sein wird?

Es wird Dringlichkeit verlangt.

24. November 1967 / 5. Februar 1968

Zuber  
und 5 Mitunterzeichner

### II.

a) Es kann immer wieder beobachtet werden, dass an Bahnhöfen Öl von Bahnzisternen in Autotanks verladen wird. Sind an diesen Verladestationen die nötigen Sicherheitsmaßnahmen verlangt und werden diese periodisch kontrolliert?

b) Was für Vorschriften bestehen und was für Vorkehren werden getroffen bei Ölfirmen mit grossem Umschlag, bei denen noch alte Tanks direkt oder am Rand eines Grundwassergebietes liegen?

c) Werden die Zuleitungen im Boden geschützt, das heißt in Kanäle verlegt, und werden die Bauarbeiten überwacht und mit Rapporten belegt?

d) Wie kommt es, dass in Grundwassergebieten Kiesgruben bis auf das Grundwasser ausgebeutet

werden, so dass damit das Grundwasser verschmutzt werden kann?

Ich bitte den Regierungsrat um Auskunft über die vorliegenden Fragen und die einschlägigen Vorschriften hierüber.

6. Februar 1968

Salzmann  
und 6 Mitunterzeichner

### III.

Es muss leider festgestellt werden, dass in ländlichen Sekundarschulen Mädchen der Oberstufe gänzlich vom Turnunterricht dispensiert werden. Diese Massnahme erfolgt aus stundenplantechnischen Gründen.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Meinung, dass diesem Übelstand abgeholfen werden sollte?

7. Februar 1968

Stauffer (Büren a. d. A.)  
und 8 Mitunterzeichner

### IV.

Die Autobahnplanung sieht im Kanton Bern die N5 als Verbindung Solothurn–Biel–Yverdon und die N1 als Verbindung Olten–Bern–Lausanne vor.

Als neues, zusätzliches Strassenstück wird heute die Seelandtangente geplant, um einen Teil des Ost-West-Verkehrs aufzunehmen.

Bei den aufgelegten Güterzusammenlegungsprojekten ist bereits das nötige Trasse für die Strassenführung ausgespart, und zwar ohne Rücksicht auf angrenzende, bereits zusammengelegte Gebiete.

Der Regierungsrat wird ersucht, auf folgende Fragen Auskunft zu geben:

1. Ist diese zusätzliche Strasse nötig, oder wären nicht die N1 und die N5 in der Lage, den Verkehr aufzunehmen?

Wenn die Strasse nötig ist, wäre es nicht möglich, den Verkehr zum Teil über die N5, auf die heutige bestehende Strasse Biel–Lyss und von dort über eine zu erstellende Umfahrungsstrasse Lyss–Aarberg–Kerzers abzuleiten?

2. Im Seeland sind industrielle Schwerpunkte geplant.

Teilt der Regierungsrat nicht auch die Auffassung, dass neben dieser Industrialisierung möglichst viel Raum für die Landwirtschaft erhalten werden sollte?

3. Wird nicht durch immer neue und zusätzliche Strassenzüge eine leistungsfähige Landwirtschaft verunmöglicht?

4. Warum wird nicht frühzeitig mit den tangierten meliorierten Gebieten Rücksprache genommen?

8. Februar 1968

Horst  
und 5 Mitunterzeichner

### V.

Le direct Berne–Belfort–Paris, train № 579, qui part de Berne à 17 h. 15 pour arriver à Delémont à 18 h. 15 ne s'arrête pas à Moutier.

De ce fait de nombreuses personnes de Moutier et des régions avoisinantes sont privées d'une liaison rapide en fin d'après-midi.

Le Conseil-exécutif est-il prêt à intervenir auprès des instances compétentes, pour que celles-ci modifient l'horaire actuel en prévoyant un bref arrêt à Moutier?

8 février 1968

Wisard

(Der Schnellzug Nr. 579 Bern–Belfort–Paris [Bern ab 17.15 Uhr, Delsberg an 18.15 Uhr] hält in Münster nicht an.

Zahlreiche Bewohner von Münster und Umgebung haben somit im Spätnachmittag keine gute Verbindung.

Ist der Regierungsrat bereit, bei den zuständigen Behörden vorstellig zu werden, damit diese den bisherigen Fahrplan durch Schaffung eines kurzen Haltes in Münster abändern?)

Gehen an die Regierung.

---

Eingelangt sind folgende

### Schriftliche Anfragen

In der Staatsrechnung des Jahres 1960 wird auf Seite 335 dargestellt, dass der Index für die Einkommensbesteuerung 209 betrug im Vergleich zu 100 des Jahres 1948.

Der Lohnnehmer erlitt schon 1960 einen realen Verlust von 25 Indexpunkten auf seinem verfügbaren Einkommen infolge des damaligen Lebenshaltungskostenindex von 184. Auch anlässlich der Steuergesetzrevision von 1964 wurde die sogenannte «kalte Progression» nicht vollständig ausgeglichen.

Die Entwicklung des realen Lohneinkommensverlustes geht unvermindert weiter, da die Steuerbelastung bedeutend stärker steigt als die Nominalloherhöhung.

Der Regierungsrat wird ersucht, Auskunft zu geben, wie hoch die oben erwähnten Indizes für die Einkommenssteuern waren, und zwar auf den Stichtag 31. Dezember 1967.

5. Februar 1968

Dr. Messer

### II.

In der Maisession 1967 hat der Regierungsrat ein Postulat betreffend Anpassung der Einkommensgrenze für Leute in guten wirtschaftlichen Verhältnissen in der Krankenversicherung entgegengenommen.

Es wurde die Überprüfung im Zusammenhang mit der Schaffung des neuen Spitalbeitragsgesetzes zugesichert. Dieses Gesetz ist heute in Arbeit. Viele Krankenkassen sind gegenwärtig mit neuen Klasseneinteilungen beschäftigt. Deshalb wäre es zu begrüßen, wenn der Regierungsrat im Zusammenhang mit dem Spitalgesetz und den Vertragsverhandlungen zwischen Krankenkassen und Spitätern die neuen Einkommensgrenzen für die sogenannten Gutsituierten vornehmen würde. Auf welchen Zeitpunkt gedenkt die Regierung die längst fällige Anpassung dieser Einkommensgrenzen vorzunehmen?

5. Februar 1968

Strahm

### III.

Die Brandversicherungsanstalt (BVA) verlangt zum Subventionsgesuch die quittierten Originalrechnungen. Zahlungsbescheinigungen von der Finanzverwaltung oder von der Feuerwehrkommission werden nicht anerkannt.

Bei der Erfüllung dieser Vorschrift stoßen die Gemeinden immer wieder auf heftigen Widerstand seitens der Stadt- beziehungsweise Gemeindebuchhaltungen, die aus begreiflichen Gründen – Verlust der Belege, mehrmonatige Verzögerung der Zusammenstellung der Unterlagen der Gemeinderechnung usw. – die Originale nur äusserst ungern zur Verfügung stellen.

Ein weiterer Nachteil besteht darin, dass die Originalrechnungen erst nach der Passation der Gemeinderechnung durch das Regierungsstattleiteramt erhältlich sind. Dadurch können Subventionsgesuche jeweils frühestens in den Monaten Juli oder August gestellt werden.

a) Können aus diesen Erwägungen den Gesuchen an die Brandversicherungsanstalt nicht Rechnungskopien mit der Zahlungsbestätigung der Finanzverwaltung oder des Gemeindekassiers beigelegt werden? Diese Kopien blieben im Besitz der Subventionsbehörden, wodurch sich das Mikrofilm der Belege durch die Brandversicherungsanstalt erübrigen würde, was eine wesentliche Vereinfachung für die Gemeinden wie übrigens auch für die Brandversicherungsanstalt bedeuten würde.

b) Kann nicht eine Regelung getroffen werden, wonach das Beitragsgesuch (eventuell im Doppel einzureichen) an die Brandversicherungsanstalt anschliessend auch Gültigkeit für die betreffenden Bezirksbrandkassen besitzt? Fehlerquellen (Verjährung usw.) könnten dadurch weitgehend vermieden werden.

5. Februar 1968

Kunz (Thun)

Gehen an die Regierung.

## Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften

(Siehe Seite 74 hievor)

**Le Président.** M. Tschannen, président du groupe socialiste, a demandé la parole avant la votation finale.

**Tschannen.** Vor der Schlussabstimmung über das Ergebnis der ersten Gesetzesberatung sehe ich mich veranlasst, für unsere Fraktion die folgende Erklärung abzugeben:

Die drei neuralgischen Punkte, der Artikel 2 Absatz 1 über die Erweiterung der Beitragsberechtigungsgrenze im direkten Finanzausgleich,

der Artikel 15 lit. b über die Neuverteilung des Lastenausgleichs im Fürsorgewesen und

der Artikel 19 (neu) lit. a, Weiterführung der Progression auf den hohen Einkommen natürlicher Personen

sind samt und sondes für die Beratung in der zweiten Lesung entgegengenommen worden.

Im Artikel 2 halten wir daran fest (Rückwendung), dass die Berechtigungsgrenze erweitert werde, und zwar mit Rücksicht darauf, dass einmal mehr eine selten günstige Gelegenheit ausgelassen worden ist, vor allem die Burgergemeinden ohne Armenpflege in den Finanzausgleich endlich einzubeziehen. Vorher wollen wir von der Erweiterung des direkten Finanzausgleichs nichts wissen.

Was die Berechtigungsgrenzen respektive die neue Lastenverteilung im Fürsorgewesen betrifft, sehen wir bei einiger Phantasie ganz andere Möglichkeiten als die hälftige Verteilung auf Staat und Gemeinden. Wir überlassen es der Kommission und vor allem der Verwaltung, doch bis zur zweiten Lesung einiges anders zu sehen.

Was die Weiterführung der Progression anbelangt, sehen wir nicht ein, warum der Kanton Bern, der heute in einer Notlage ist, nicht denen ein Opfer zumuten soll, die dieses am besten erbringen können.

Das ist unsere Stellungnahme zu den drei neuralgischen Punkten. In der Erwartung eines weitergehenden Entgegenkommens stimmt unsere Fraktion mehrheitlich dem Ergebnis der ersten Beratung zu. Ihre endgültige Stellungnahme macht sie aber nach wie vor davon abhängig, was die zweite Lesung bringt und was dem Volk unterbreitet werden soll.

Wenn diese Erklärung gewissenorts wieder als Erpressung qualifiziert werden sollte, müsste ich diese Unterschiebung energisch zurückweisen. Ich habe nur die Haltung unserer Fraktion sachlich festgestellt. Über diese bestimmen wir allein und niemand anders, und wir nehmen für uns das Recht in Anspruch, zu sagen, was wir meinen.

«Politik ist die Kunst des Möglichen!» Das gilt für alle. In diesem Sinne fordert unsere Fraktion auf, der ersten Lesung des Gesetzes zuzustimmen.

### A b s t i m m u n g

Für Annahme des Gesetzesentwurfes 126 Stimmen  
Dagegen ..... 2 Stimmen

## Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates Bern

### Erste Beratung

(Siehe Nr. 4 der Beilagen; die Beschlüsse sind nachstehend nur aufgeführt, soweit sie anders lauten als die in der Beilage gedruckten gemeinsamen Anträge des Regierungsrates und der Kommission.)

#### Entretienstrafe

**Graf**, rapporteur de la commission. La loi que vous venez d'adopter et celle que nous allons discuter sont généralement considérées comme deux lois sœurs. Elles ne le sont que par le but. Si elles émanent de la même direction et ont un père commun, elles diffèrent sensiblement de par leur contenu.

La loi qui vient d'être adoptée tranche dans le vif; elle taille dans la chair même et intéresse les citoyens autant que les communes. La loi dont nous allons aborder la discussion est essentiellement technique. C'est une loi à usage interne, qui tend moins à fermer le robinet des subventions qu'à armer la main qui en détient la clé. Si la première loi a pour but d'arrêter l'hémorragie, la loi sur les finances de l'Etat a pour but d'éviter de nouvelles hémorragies.

Jusqu'ici, les finances de l'Etat étaient organisées par une loi datant de 1938. Elle a donc trente ans. Les conditions financières ont évolué dans une telle mesure depuis son adoption que sa révision s'impose. La loi de 1938 est devenue désuète. Elle n'est plus adaptée ni aux conditions économiques actuelles, ni à l'expansion des finances cantonales. Il a donc fallu la revoir dans sa conception fondamentale.

Comme il s'agissait d'une tâche importante et de longue haleine, et que cette révision déployera ses effets durant un grand nombre d'années, le Conseil d'Etat a fait appel aux lumières de M. le professeur Probst, qui a étudié le problème à la fois sous l'angle juridique et sous l'angle financier. Les principales dispositions de la nouvelle loi sont son œuvre.

La nouvelle loi sur les finances de l'Etat contient quelques définitions nouvelles que nous examinerons en détail lors de la discussion des articles. Elle est divisée en neuf chapitres. Citons, parmi les plus importants, ceux qui ont trait à l'établissement du budget et du plan financier, à la coordination entre les divers organes financiers cantonaux, enfin à la création d'un organe de contrôle. L'obligation d'établir un budget ne date pas de 1938. Bien avant cette époque, l'Etat en a établi, mais il n'existe pas jusqu'ici de réglementation concernant le plan financier. Le premier projet parlait de plans à longue échéance, à moyenne échéance et à longue échéance. La commission a estimé qu'il est extrêmement difficile, voire dangereux, d'établir des plans financiers pour des périodes de plus de 10 à 12 ans. S'il est possible d'établir des prévisions en matière de construction de routes et de bâtiments ou d'aménagement de certaines portions du territoire, il est beaucoup plus difficile de prévoir quelles seront les recettes et les dépenses d'une corporation de droit public dans quinze ou vingt ans, car on est tenté de les supposer non pas en fonction de la réalité mais en fonction de ses espoirs ou de ses craintes. C'est la raison pour

laquelle la commission a remplacé la notion de «plan à longue échéance» par celle de «plan à assez longue échéance» (auf längere Frist).

Le budget a été maintenu dans sa forme actuelle mais certaines dispositions relatives notamment aux variations de la fortune et aux liens qui doivent exister entre le budget et le plan financier, c'est-à-dire à la coordination, sont nouvelles.

Il est évident que pour assurer la surveillance des finances de l'Etat, éviter les dépenses exagérées et surtout s'assurer leur couverture, une coordination entre les différents services est nécessaire. Or, celle-ci ne peut être obtenue que si les cahiers des charges desdits services sont établis avec clarté et précision. Ce n'est qu'à cette condition que les charges pourront être réparties entre les différents services intéressés, chacun pouvant alors agir en fonction des besoins et des nécessités des autres services.

Le troisième chapitre important de cette loi a trait au contrôle des finances. Il est inutile d'établir un budget si on ne contrôle pas simultanément les dépenses. Or, ce contrôle portera sur les dépenses faites en cours d'exercice comme sur celles qui découlent des lois et décrets en discussion. On a trop négligé, ces dernières années, de tenir compte du fait que certaines des décisions prises par le Grand Conseil ou par le peuple risquaient de placer le canton devant des difficultés financières quasiment insurmontables. Il est donc nécessaire de prévoir l'effet qu'aura tel ou tel décret ou loi soumis au Grand Conseil sur la situation financière du canton. Il importe donc d'exercer un contrôle préalable, mais il va sans dire que l'organe chargé de ce contrôle ne pourra jouer que le rôle d'un conseiller.

La deuxième tâche qui incombera à l'organe de contrôle consistera à veiller à une utilisation judicieuse des deniers de l'Etat. Il devra donc veiller à ce que les crédits qui seront mis à la disposition des divers organismes cantonaux soient utilisés à bon escient et conformément aux prévisions budgétaires; en d'autres termes, il devra veiller au respect du budget. Enfin, il lui incombera de contrôler les dépenses une fois qu'elles auront été engagées, c'est-à-dire de vérifier la clôture des comptes.

Voilà, brièvement résumées, les trois dispositions principales de la nouvelle loi. Certaines de ses dispositions nouvelles, en particulier celles qui figurent au chapitre 3, ont trait à la fortune de l'Etat. Le chapitre premier en contient également, de même que le chapitre 6 traitant des crédits en faveur d'engagements (Verpflichtungskredite). Il s'agit là incontestablement d'innovations, sur lesquelles nous reviendrons au cours de la discussion des articles.

En résumé, le budget est un état des dépenses courantes ainsi que des engagements pris par le canton pour les années à venir. Nous verrons que ces innovations peuvent faciliter le contrôle financier de l'Etat.

Ce projet de révision, la commission l'a constaté avec satisfaction, tend à remettre de l'ordre dans les finances cantonales, et cela s'imposait. La loi de 1938 ne permettait plus de les gérer avec toute la parcimonie nécessaire. Les modifications qui vous sont proposées aujourd'hui permettront de

les gérer à la fois avec parcimonie et selon les principes de l'économie, et mettront l'Etat à même d'accomplir les différentes tâches qui lui sont dévolues.

La commission vous propose d'entrer en matière.

**Bühler.** Die christlichsoziale Fraktion beantragt Ihnen Eintreten auf das Gesetz. Ich gebe der Befriedigung darüber Ausdruck, dass eine Finanzplanung vorgesehen ist, die sich nicht in nebelhaften Fernen verliert, sondern auf kurze und mittlere Frist erfolgt. Wir begrüssen es, dass eine Finanzkontrolle geschaffen wird. Wir haben das seit längerer Zeit immer wieder verlangt und hoffen, es werde gelingen, für diese die richtigen Leute zu finden. Wir hoffen, dass sich durch die Neuordnung eine gesetzmässige, zweckmässige und sparsame Finanzgebarung entfalten werde.

**Gullotti.** Die BGB-Fraktion empfiehlt Eintreten. Die Verhandlungen haben sich in der Kommission sehr sachlich abgewickelt. Allgemein erkennt man, um was es geht.

Über die Finanzlage des Kantons haben wir bei der Behandlung des Abgabegesetzes einlässlich gesprochen. Ich halte fest, dass man nun auf die Idee der Schaffung einer Finanzkommission verzichtet. Damit wird die Position der Staatswirtschaftskommission ganz wesentlich verstärkt. Das verursacht dieser Gruppe aber zusätzliche Arbeit.

Das wiederholte Begehr, eine Finanzkontrolle zu schaffen, wird mit diesem Gesetz verwirklicht. Das ist aber kein Organ, das über der Finanzdirektion steht, sondern ein Organ der Finanzdirektion. Das muss man hier festhalten. Wir erwarten von der Finanzkontrolle viele positive Resultate, hoffen aber auch, dass man in der Regierung die Forderungen der einzelnen Direktionen koordiniere. Früher hatte man den Eindruck, jede Direktion vertrete einfach ihre eigenen Vorlagen. Wir müssen das Kollegalsystem betonen.

**Schürch.** Die freisinnige Fraktion empfiehlt, auf das Gesetz einzutreten. Es wird als modernes Werk betrachtet, das einige Grundsätze, Begriffe und Fragen der Organisation des Finanzaushaltes klarstellt. Wir bemühen uns, mehr Geld zu beschaffen. Voraussetzung ist die geordnete Verwaltung der Finanzen und die Klärung der Begriffe. Durch dieses Gesetz wird das weitgehend möglich.

Wenn der Artikel 62 der ursprünglichen Vorlage (jetzt Artikel 61) im Entwurf geblieben wäre, so wären im Rat Schwierigkeiten entstanden, und in der Volksabstimmung wäre dieser Artikel ein Mühlstein gewesen. Die Streichung dieses Artikels ist richtig und verantwortbar, denn dessen Absichten werden durch das Beitragsgesetz verwirklicht.

Das Gesetz hat nicht mehr den politischen Gehalt wie das Abgabegesetz. Aber es ist nötig, das Vertrauen des Grossen Rates in die Finanzführung zu stärken und durch die Finanzkontrolle eine wirksame Aufsicht zu schaffen. Diese ist auch für die Verwaltung selber nötig. Nur bei klaren Begriffen und klarer Organisation kann die Regierung in ihre eigene Verwaltung Vertrauen haben und kann das Zusammenwirken fruchtbar sein. Die Finanzplanung, das Baukreditverfahren, die Verpflichtungskredite, der Ausbau der Finanzaufsicht

sind schon erwähnt worden. Diesen vier Finanzneuerungen muss man im Prinzip zustimmen.

Nicht ganz einverstanden bin ich mit Kollege Gullotti, der sagte, die Finanzkontrolle müsse ein Organ der Finanzdirektion sein. So einfach ist das nicht. Er meint es auch nicht so einfach. Die Finanzkontrolle hat ihre Stellung ein wenig links oder rechts ausserhalb der Finanzdirektion, ist zwar mit ihr intensiv verbunden, untersteht ihr administrativ, hat aber gewisse selbständige Befugnisse. Dieses heikle Problem, das in allen Staaten und Gemeinden schwierig zu lösen ist, ist hier glücklich gelöst worden. Es ist nicht selbstverständlich, dass eine Fachinstanz eine erhöhte politische Unabhängigkeit erhält. Es gibt Modelllösungen. Was hier gefunden worden ist, scheint uns den Verhältnissen des Kantons Bern und der Verteilung der übrigen Aufgaben angepasst zu sein. Was die Finanzkontrolle übernimmt, wird heikel sein. Sie steht zwischen den Direktionen und dem Gesamtregierungsrat sowie zwischen der Regierung und dem Grossen Rat beziehungsweise seiner Staatswirtschaftskommission. Um diese Stellung klarzumachen, hat die Kommission den Artikel 60 dahin ergänzt, dass die Finanzkontrolle der Staatswirtschaftskommission respektive dem Grossen Rat jährlich Bericht erstatten soll.

Unsere Fraktion wäre nicht unglücklich gewesen, wenn man auf die Idee der Finanzkommission eingetreten wäre. Wir machen daraus aber keine Prestigefrage. Es war ein Vorschlag, der im Interesse der Entlastung der Staatswirtschaftskommission erfolgte. Wenn sich die Staatswirtschaftskommission Zeit nimmt, mit der Finanzkontrolle zusammenzuarbeiten, sind wir mit der jetzigen Lösung einverstanden.

Die Arbeitsteilung zwischen der Finanzkontrolle und der Kantonsbuchhalterei ist, obschon das nicht ganz rein erscheinen mag, akzeptabel.

Aus diesen Erwägungen beantragen wir Eintreten auf das Gesetz.

**Schweizer (Bern).** Die sozialdemokratische Fraktion ist einstimmig für Eintreten. Wir schaffen hier ein modernes Verwaltungsgesetz.

Der Wegfall von Artikel 61 hat uns die Zustimmung erleichtert. Auch uns wäre es nicht leichtgefallen, jenem Artikel zuzustimmen. Nun erhalten wir also ein reines Verwaltungsgesetz, das nicht die politische Brisanz aufweist wie das Abgabegesetz.

Wir haben es bedauert, dass die Staatsverfassung nur sehr trocken mit der Souveränität, mit dem Stimmrecht des Bürgers beginnt und nicht von Zweck und Aufgabe des Staates die Rede ist. – Als Ingress des Gesetzes hätte man daher jetzt Zweck und Aufgabe des Staates umschreiben können.

Die Vorlage ist von einem fortschrittlichen Geist geprägt und trägt den heutigen Gegebenheiten Rechnung.

Der Inhalt ist systematisch und lückenlos geordnet. Redaktionell ist einiges zu ändern. Wir Sozialdemokraten werden in der Detailberatung einige Abänderungsanträge stellen.

Es freut uns, dass die Stellung der Staatswirtschaftskommission verstärkt wird, und zwar auch in den Kommissionsberatungen. Als in der Kom-

mission diskutiert wurde, ob eine Finanzdelegation, ähnlich wie in der Eidgenossenschaft, zu bestellen sei, sagte Prof. Probst: «Die Staatswirtschaftskommission ist beizubehalten, aber auszubauen, insbesondere im Sinne einer vertieften organisatorischen Gliederung. So könnte zum Beispiel eine Subkommission die Rolle der Finanzdelegation übernehmen.» – Beim Bund hat sich die Finanzdelegation bewährt. Sie erstattet jährlich Berichte, die vom Schweizer Volk eingehend studiert werden, weil darin auf allfällige Mängel in der Verwaltung eingegangen wird. Nach den Ausführungen von Prof. Probst wäre es möglich, etwas Ähnliches in der Form von Subkommissionen der Staatswirtschaftskommission zu schaffen.

Gestärkt ist natürlich auch der Finanzdirektor. Er erklärte aber in der letzten Woche, er lege keinen Wert darauf, ein Superdirektor zu sein. Das hat sich, glaube ich, über den Sonntag nicht geändert, obwohl er an der Bischofsweihe teilnahm. Einiges hängt natürlich von den Vorstehern der andern Direktionen ab. Jedenfalls ist die Stellung des Finanzdirektors eher stärker als bisher.

In der Kommission wurde gesagt, dass bei der Finanzkontrolle ein Chef auftauchen könnte, der sich als Superregierungsrat vorkäme. Auch das ist natürlich nicht erwünscht. Ich sage das deshalb, weil es sehr wichtig ist, wer der Chef der neugeschaffenen Finanzkontrolle sein wird.

Das Gesetz scheint uns folgerichtig gegliedert zu sein. Die Umschreibung der Einnahmen und Ausgaben, des Staatsvermögens, des Voranschlags und der Staatsrechnung sind wertvoll. Fraglicher erscheint uns der Begriff der Verpflichtungskredite. Darüber wird der Finanzdirektor vielleicht einiges sagen.

Über die Abschnitte Finanzverwaltung und Finanzaufsicht werden in der Detailberatung Abänderungsanträge eingehen.

Die sozialdemokratische Fraktion wünscht generell, dass der Ausdruck «Sparsamkeit», der in der Vorlage häufig vorkommt, durch den Ausdruck «zweckmässigen Einsatz der Mittel» ersetzt werde. Wir haben als Sozialdemokraten nichts gegen die Sparsamkeit einzuwenden. Wir sind überzeugt, dass man vielenorts sparen kann. Aber die Gefahr besteht, dass die Sparsamkeit in Knausrigkeit ausschlägt, wenn das Sparen in der Verwaltung falsch ausgelegt wird. Wir wollen einen aufgeschlossenen, modernen Staat haben.

Alles in allem scheint uns die Vorlage tauglich zu sein. Nötig ist, die Finanzplanung einzuführen. Zwar kann man nicht auf zehn Jahre hinaus planen, aber es gibt doch neben der kurzen Planung auch eine Planung auf längere Sicht. Der Ausdruck in der Vorlage ist richtig.

Wir sind auch für verwaltungsinterne Koordination. Im Artikel 5 steht: «Dem Regierungsrat obliegt die finanzpolitische, finanzwirtschaftliche und finanztechnische Zusammenarbeit mit den Gemeinden und Gemeindeverbänden, den andern Kantonen und dem Bunde.» Ich betone das, weil hier wieder eine Koordinationsfrage angeschnitten wird, von der man viel spricht, die man aber in der Praxis wenig beachtet. Wir hoffen, das Gesetz diene auch dazu, die Koordination mit den andern Kantonen zu fördern.

**Baumberger.** Das Gesetz enthält sehr gute Gedanken, aber ich befürchte, dass ein grosser Kontrollapparat die Tätigkeit der Verwaltung lähmen werde. Das bisherige Finanzinspektorat hat seine Pflicht erfüllt. Unregelmässigkeiten sind gelegentlich festgestellt und wieder behoben worden. Ich hoffe, dass die Finanzkontrolle nicht allzusehr aufgebaut, sondern mit höchstens zwei oder drei Beamten mehr, als sie das Finanzinspektorat hatte, auskommen werde. In dem Sinne hat der Finanzdirektor in der Kommission Auskunft erteilt.

Wenn wir den Artikel 17 betreffend die Nachtragskredite bestehen lassen, wird ein grosser Papierkrieg entstehen. Ich habe schon einen Abänderungsantrag eingereicht.

**Mischler.** Der vorliegende Entwurf ist gut. Die Wirkung der Finanzkontrolle steht und fällt aber mit der Persönlichkeit ihres Chefs. Ich hoffe, es werde gelingen, die richtigen Leute zu finden. Über die klare Trennung der Finanzkontrolle von der übrigen Verwaltung wird man in der Detailberatung noch reden müssen. Durch die klare Trennung kann die Finanzkontrolle nur wirkamer werden.

Die Aufgabe der Finanzdirektion wird jetzt noch klarer umschrieben. Ihre Funktion wird damit eher noch bedeutsamer. Sie muss sich weniger mit Routinegeschäften befassen als vielmehr das Schwergewicht auf das verlegen, was hier zum Ausdruck kommt. – Das System der Subkommissionen hatten wir schon bisher. Wir werden vermehrt solche Subkommissionen bilden, um die Aufgaben zu verteilen. Im Namen der Kollegen der Staatswirtschaftskommission kann ich sagen, dass uns das Gesetz befriedigt. Wir erhalten damit für unsere Tätigkeit das nötige Instrument.

**Abbühl.** Das Gesetz über den Finanzhaushalt soll die Grundsätze des Finanzgebahrens des Staates regeln. Wir anerkennen die grosse Arbeit der Finanzdirektion und die offene Sprache, die ja auch im Gesetz über die Abgaben geführt wurde. Hauptziel ist die Verstärkung und der Ausbau der Finanzkontrolle. Im Artikel 51 wird umschrieben, die Finanzkontrolle soll den Finanzhaushalt des Staates laufend materiell überprüfen, den Vollzug des Voranschlages laufend überwachen, die Kreditkontrolle besorgen, die Verpflichtungskredite überwachen, alle Anweisungen gegenzeichnen und die Staatsrechnung prüfen. In Absatz 3 von Artikel 51 steht: «Der Finanzkontrolle können von der Finanzdirektion Aufgaben der Finanzplanung übertragen werden.» Ich glaube nicht, dass sich so etwas realisieren lässt, denn eine Kontrolle kann nicht die Planung besorgen, sondern muss sie kontrollieren, sonst entsteht bei der Finanzkontrolle eine Superorganisation.

Es fehlt ein Abschnitt über die Kontrolle und die Aufsicht über die Massnahmen, die die Verwaltung selber zu besorgen hat. Manchmal hat man das Gefühl, die Verwaltung obliege dem Perfektionismus. Alle Gemeinden, die mit der Verwaltung zu tun haben, kennen solche Auswüchse. Wenn eine Gemeinde eine Turnhalle bauen will, verlangt der Turninspektor vielleicht ein Turnstadiion. Oder es werden, wenn die Gemeinde eine

kleine Strassenänderung vornehmen will, grosse Lösungen verlangt. Beispielsweise wird auch das Gesetz über den Zivilschutz ausgeweitet, und die Gemeinden werden zu grossen Bauten verpflichtet. Ich verweise auf das Pfarrhaus Schüpfen, wo der Baudirektor dann aber selber eingegriffen hat. Man hat das Gefühl, der Staat gehe in der Auslegung der Vorschriften sehr weit, könnte vermehrt masshalten.

Im Gesetz wird leider nicht gesagt, wie die Verwaltung sparen soll und wer die Sparmassnahmen kontrolliert. Das Parlament kann das jedenfalls nicht tun, denn das Gesetz sieht keine parlamentarische Finanzkommission vor, die die Staatswirtschaftskommission entlasten würde. Die letztere ist meiner Ansicht nach überlastet. Die Entlastung wäre wünschbar, besonders wenn man, nach Artikel 13, den jährlichen Voranschlag aufzustellen dem Grossen Rat überlässt. Ich glaube, das letztere wäre Aufgabe der Regierung. Wir haben zu kontrollieren und zu genehmigen.

Was gedenkt der Finanzdirektor vorzukehren, dass in der Verwaltung beim Aufstellen der Programme vermehrt gespart wird?

**Linder.** Mit dieser Vorlage wird ein wirksames Instrument zur Verhinderung zunehmender Staatsverschuldung geschaffen. Nötig ist die Zusammenarbeit und die Ausnutzung der immer noch guten Wirtschaftslage. Das sind wir der kommenden Generation schuldig. Das Eintreten auf den Entwurf ist unsere Pflicht. Jetzt müssen wir beweisen, dass wir durch gezielte Einsetzung der jährlich 600 bis 700 Millionen Franken die Staatsaufgaben gut lösen können. Sollten für später doch noch grössere Verpflichtungen nötig werden, ist eine Steuergesetzesrevision fällig. Dann müssen, mit Ausnahme der Unterstützungsberichtigten, alle helfen. Ich warne davor, jetzt am Steuergesetz herumzumanipulieren. Wir wollen zuerst beweisen, dass wir ab und zu auf etwas verzichten können. Erst nachher sind wir berechtigt, die Steuerreserven anzuzapfen. Grünes Licht also für speditive Zusammenarbeit zum Wohl und Heil unseres Finanzaushaltes!

**Hächler.** Wäre es nicht besser, eine Reihe der technischen Bezeichnungen, die hier zum Teil erklärt sind, aus dem Gesetz herauszunehmen? Man müsste diese Ausdrücke ins Dekret nehmen, das den jeweiligen Verhältnissen besser angepasst werden kann. Ich werde darauf in der Detailberatung zurückkommen.

Ist es richtig, einfach von Einnahmen und Ausgaben zu reden? Sollte man nicht die gebräuchlichere Bezeichnung «Ertrag und Aufwand» übernehmen? Wir sollten uns nicht mehr auf die Terminologie der Kameralistik stützen, denn wir haben ein ausgebautes Rechnungswesen. Ich bitte, das auf die zweite Lesung hin zu prüfen.

Ähnlich verhält es sich bei der Gliederung des Vermögens. Ich bin versucht zu sagen, je kleiner das Vermögen, um so mehr Bezeichnungen habe man im Gesetzestext. Könnte man diese Bezeichnungen nicht vereinfachen?

Verpflichtungskredite sind offenbar Verpflichtungen, die man über Kredite bucht. Ich frage mich, ob man nicht eine zweckmässige, verständ-

liche Fassung finden könnte. Ich denke an den Ausdruck «nichtbefristete Kredite». Das würde jedermann zeigen, dass es eine Abgrenzung gegenüber den jährlichen Budgetkrediten bedeutet.

Ich habe mir überlegt, ob es nicht zweckmässig wäre, die Finanzkontrolle der Präsidialabteilung zu unterstellen.

**Staender.** Auch wenn man nicht Mitglied der Kommission war, hat man, als Nichtfachmann, den Eindruck erhalten, hier sei eine sorgfältige Arbeit geleistet worden. Ich mache hiefür den Verfassern mein Kompliment.

Wenn man sich nicht speziell mit der Materie befasst hat, ist man versucht, ein Hobby zu reiten. Der Rat kennt das meine. Es beschlägt die Bodenpolitik des Staates Bern. Im Artikel 43 wird gesagt, der Staat Bern dürfe nur dann Land erwerben, wenn es einem öffentlichen Zwecke diene oder wenn der Erwerb im öffentlichen Interesse liege. – Der Bodenbesitz des Staates gehört zum Staatsvermögen. In Artikel 1 Absatz 1 steht, dass der Staat die Aufgabe habe, das Staatsvermögen zu mehren. In der Botschaft finden wir den Satz, das Staatsvermögen sei eine wirtschaftliche Erscheinung. – Man könnte ergänzen, die ganze Vermögens- und Bodenpolitik des Staates soll auch eine wirtschaftliche Erscheinung sein. Das wird nirgends deutlich ausgedrückt. Man hat den Eindruck, die Umschreibung der Möglichkeiten des Staates, sein Vermögen und seinen Grundbesitz im Interesse des Staates in weitestem Sinne einzusetzen, sei etwas eng gefasst, entspreche den heutigen Bedürfnissen nicht ganz. – Im Rat wurde von verschiedener Seite gefordert, der Staat solle etwas unternehmen, um die ein wenig lethargische bernische Entwicklung der Wirtschaft zu lockern und zu fördern. Wir haben gehört, dass darüber Gutachten in Bearbeitung sind. Sollte in diesem Gesetz dem Staat nicht die Möglichkeit gegeben werden, sich mit seinem Grundbesitz für die Förderung der Wirtschaft des Kantons einzusetzen? Diese Aufgabe lastet jetzt einzig auf den Schultern der Gemeinden. Diese müssen Land erwerben und es wieder abgeben, damit sich wirtschaftliche Unternehmen niederlassen. Aber der Staat hat auch den Nutzen davon, wenn sich die Gemeinden wirtschaftlich entwickeln. – Mit dem Beitragsgesetz haben wir etwa 30 Millionen Franken auf die Gemeinden überwälzt. Als Korrelat sollte der Staat mit seinen Mitteln auch ein wenig mithelfen, dass die Gemeinden ihr Ziel erreichen. Ich weiss aus praktischer Erfahrung, dass, wenn man mit den staatlichen Instanzen bis zum Finanzdirektor, über den Erwerb von Boden verhandelt, der Staat nur bei dringendsten Bedürfnissen der Gemeinde Land verkauft. Das sind die zähesten Verhandlungen, die es gibt. Diese Politik sollte etwas lockerer sein. Ich bitte, auf die zweite Lesung zu untersuchen, ob nicht die Grundsätze der staatlichen Bodenpolitik etwas moderner konzipiert werden könnten, indem der Boden im Interesse des ganzen Kantons vermehrt eingesetzt würde.

**Graf,** rapporteur de la commission. Je n'ai pas de remarques à formuler au sujet des interventions que nous venons d'entendre, tous les orateurs s'étant prononcés en faveur de l'entrée en matière

et ayant déclaré qu'ils adhéraient, avec plus ou moins de réserves, au projet de révision de la loi sur les finances de l'Etat. Le principe même de cette révision n'est donc pas combattu. Je reviendrai cependant sur les différentes interventions au cours de la discussion de détail, en particulier sur la suggestion de M. Hächler tendant au remplacement des mots «recettes et dépenses» par les mots «produits et charges». Nous examinerons également l'opportunité de la substitution des termes «crédits en faveur d'engagements» (Verpflichtungskredite) par une autre formule plus adéquate. Il s'agit d'une question de terminologie qui n'est pas facile à trancher.

En conclusion, nous prenons acte avec satisfaction du fait que le Conseil est en principe favorable à l'entrée en matière.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ein Votum auf Nichteintreten wurde nicht abgegeben. Ich danke dafür.

Die Planung und die Koordination sind der Hauptinhalt des Gesetzes. Die Finanzkontrolle ist von zwei Seiten her beleuchtet worden. Einverstanden, sie soll keine Superdirektion werden. Das sage ich in Analogie zu einem Spruch, der letzte Woche getan wurde. Ich bin aber einverstanden, dass sie eine ganz spezielle Stellung haben wird. Administrativ ist sie der Finanzdirektion unterstellt, aber in ihrer Tätigkeit muss man ihr eine gewisse Freiheit lassen. Sie muss im gesamten Staatsapparat funktionieren können, soll mit den Abteilungen Kontakt haben, aber auch mit der Staatswirtschaftskommission und dem Grossen Rat und namentlich mit den Direktionsvorstehern. Ich glaube, hier sind die Sicherungen getroffen worden. – Die Finanzkontrolle überwacht gemäss Entwurf nicht die gesamte Staatsverwaltung, sondern wir haben aus ganz bestimmten Gründen die externe Kontrolle, das heisst die Kontrolle in den Bezirken, mit ihren etwa 300 Kässeli, der Kantonsbuchhalterei belassen. Aber die Kantonsbuchhalterei untersteht gesamthaft auch der Kontrolle durch die Finanzkontrolle. Es kann also nichts passieren. Wir werden aber nochmals gründlich prüfen, ob wir nicht für die Finanzkontrolle ein einziges Organ haben wollen, dies im Interesse der Abgrenzung und des richtigen Funktionierens der Kompetenzen. Jetzt ist ein gemischtes System vorgesehen, in Abweichung von der Lösung bei der Eidgenossenschaft und bei der Stadt Bern, das aber unsren Verhältnissen angepasst ist. Wir werden, wie gesagt, untersuchen, ob nicht die Finanzkontrolle auf der ganzen Linie zuständig sein soll. Seit der Kommissionssitzung sind mir ein paar Sachen aufgefallen, die mir den Gedanken nahegebracht haben, die Kontrolle durchgehend von einer einzigen Instanz vornehmen zu lassen.

Die Staatswirtschaftskommission geht gestärkt aus dieser Vorlage hervor. Ob Sie weitergehen wollen, wie es hier angeregt wurde, werden Sie diskutieren können, wenn das Dekret vorliegt. Ich glaube, dass eine Finanzkommission neben der Staatswirtschaftskommission keine gute Lösung wäre. Wir sahen, wie äusserst schwierig es ist, die Kompetenzen zwischen zwei Kommissionen abzugegrenzen. Nun wird die Staatswirtschaftskommis-

sion im Gesetz institutionalisiert, was vorher nicht der Fall war. Wenn sich die Finanzkontrolle eingespielt hat, steht es dem Grossen Rat frei, über eine Finanzdelegation zu reden, wenn sie dann noch nötig erscheint. Jetzt müssen wir sie nicht im Gesetz verankern; denn das wäre eine Angelegenheit der Geschäftsordnung und des Grossen Rates. Man sollte bei der Institutionalisierung der Staatswirtschaftskommission bleiben und die andern Fragen noch offen lassen.

Es erübrigt sich, weiter über den Artikel 61 zu diskutieren. Wir haben auch in der Kommission gesagt, er sei sehr problematisch. Nach den Besprechungen mit Professor Huber haben wir gesehen, dass wir diesen Artikel so weitläufig formulieren müssten, dass er sehr unförmig würde. Ausserdem könnten wir das vorliegende Gesetz, wenn wir den Artikel 61 aufnahmen, nicht gemeinsam mit dem Beitragsgesetz dem Volk vorlegen, was ein grosser Nachteil wäre. Das Berner Volk im Blick auf die Abstimmung mit einem Kontroll- und Haushaltsgesetz zu beschäftigen, wäre, besonders auch im Sinne der Information, eine mühsame Angelegenheit. Daher ist es am besten, den Artikel 61 wegzulassen.

Wenn dieses Gesetz in Kraft ist und die dazugehörenden Dekrete genehmigt sind – ich denke namentlich auch an das Organisationsdekret –, werden wir beobachten, wie das Ganze funktioniert, bevor wir weitere parlamentarische Grundlagen schaffen. – Die Finanzkontrolle wird nur richtig funktionieren, wenn sie richtig geleitet ist. Sie steht und fällt mit der Person, die an der Spitze steht. Es braucht für die Leitung viel Fingerspitzengefühl und viel überlegenes Wissen. Die Befürchtung von Herrn Baumberger, es entstehe ein grosser Verwaltungsapparat, ist unbegründet. Wir hatten ja schon bisher das Finanzinspektorat, und vorher hatten wir eine Finanzkontrolle, die Sie seinerzeit in ein Inspektorat umgewandelt haben. Ich betone, es hat seine Aufgabe erfüllt. Aber der Apparat war zuwenig ausgestaltet, um neben der Revision eine materielle Kontrolle durchführen zu können. Darum wollen wir eine richtige Kontrolle einrichten. Der Chef der Finanzkontrolle wird ein oder zwei Beamte haben müssen, die ihm helfen, die materielle Kontrolle und die Revisionskontrolle richtig durchzuführen. Daneben wird man das Personal brauchen, das heute auf dem Finanzinspektorat und der Kantonsbuchhalterei ist, welches sich mit der Aufgabe schon jetzt beschäftigt. Der Apparat wird also nicht zu gross werden.

Zugegeben, in redaktioneller Hinsicht ist auch bei diesem Gesetz einiges einzuwenden. Wenn der Vortrag und der Gesetzesentwurf vorliegen, wird nachher nur der Gesetzestext ausgefeilt. So können sich Differenzen zwischen dem Vortrag und dem Gesetz ergeben, und darunter leidet dann die Redaktion.

Herrn Grossrat Hächler muss ich sagen, dass wir uns an gewisse Ausdrücke halten müssen, die in der Finanzwissenschaft, der Finanztheorie und in der Praxis seit Jahren verwendet werden. Wir haben im Gesetz nicht alles laienmässig ausdrücken können. Die Begriffe, die allgemein Geltung haben, können wir nicht eliminieren, schon nicht im Blick auf die Rechtssprechung, die auf vielen

Gebieten besteht. Ich bezweifle, dass man die technischen Ausdrücke nur im Dekret verwenden und sie dort erläutern könnte. – Einnahmen und Ausgaben hatten wir bisher schon in der Finanzrechnung; Ertrag und Aufwand hatten wir in der Vermögensveränderungsrechnung. Wenn man diese Ausdrücke ständig ändert, leiden die Vergleichsmöglichkeiten. – Das gilt auch für die Gliederung des Vermögens. Die Verpflichtungskredite kennt man beim Bund, wahrscheinlich auch in der Stadt Bern. Die Kommission hat darüber mit Professor Probst diskutiert. Bei den Verpflichtungskrediten geht es um die vielen Beiträge, die wir in jeder Session bewilligen und worüber eine Kontrolle geführt werden muss. Diese wurde bis 1964 nicht geführt. Darüber müssen bestimmte Vorschriften her.

Wir können, glaube ich, die Finanzkontrolle nicht der Präsidialabteilung unterstellen, weil dort der Vorsitz jedes Jahr wechselt. Wir wollen aber alle Anregungen auf die zweite Lesung prüfen. Das bezieht sich auch auf die Abgrenzung in der Finanzkontrolle, wie es Herr Grossrat Schweizer angetönt hat.

Die Fragen von Herrn Grossrat Mischler habe ich in den allgemeinen Ausführungen schon beantwortet.

Herr Grossrat Abbühl, es geht nicht darum, dass die Finanzkontrolle selber plant, sondern das Planerische gehört in die Finanzdirektion. Aber diese wird, wenn wir ein gutes Kontrollorgan haben, dieses im Interesse der Planung und Koordination vermehrt zur Beratung beziehen. Die Finanzkontrolle kontrolliert auch die Finanzdirektion; denn alles geht durch die Finanzkontrolle, bevor es an die Regierung geleitet wird. Über dem Ganzen steht die Finanzdirektion, die die Geschäfte vorprüft, die an die Finanzkontrolle, an die Regierung und an den Grossen Rat gehen.

Die Bodenpolitik, Herr Dr. Staender, haben wir in der Kommission diskutiert. Es besteht die Sorge, der Staat könnte als Grossgrundbesitzer immer mächtiger werden. Das soll er nicht, aber er soll Land kaufen, damit er seine öffentlichen Aufgaben erfüllen kann. Weiter gehen soll er nicht. Zu den öffentlichen Aufgaben gehört auch der Erwerb von Land zur Leistung von Realersatz. Wenn wir das nicht könnten, wären wir bei den Güterzusammensetzungen im Falle des Nationalstrassenbaus in Schwierigkeiten. Der Staat wird aber nicht generell im ganzen Kanton als Landkäufer auftreten. Dazu hätte er ja auch nicht das Geld, und das wäre nicht im Sinne des Gesetzes. – Dass wir bei der Lösung der volkswirtschaftlichen Probleme mitwirken, ist verständlich. Wenn der Staat bei Verhandlungen über Landabgabe hart ist, röhrt das vielfach daher, dass die Leute, die von ihm Land wollen, den Weg des geringsten Widerstandes gehen, das heisst man gelangt an den Staat. Über dieses Problem haben wir vor nicht langer Zeit diskutiert, und wir kritisierten eine Agglomerationsgemeinde, weil sie das Land zu viel billigerem Preis abgab, als es dem Staat in einem Tauschvertrag berechnet wurde. – Der Staat ist zäh, aber die Gemeinden sind zum Teil noch härter, und ausserdem haben sie den längern Arm, indem sie ihre Anliegen im Grossen Rat austragen können.

Ich bin gerne bereit, in der Detailberatung auf einzelne Punkte näher einzugehen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

## Detailberatung

### Art. 1

**Graf**, rapporteur de la commission. Le premier chapitre, qui concerne la gestion des finances de l'Etat, est une innovation par rapport à la loi de 1938. L'article premier de celle-ci commençait par une énumération des différents éléments de la fortune de l'Etat. Nous avons essayé de définir clairement les principes qui doivent régir la gestion des finances cantonales.

Il est difficile de définir avec précision les tâches de l'Etat. Dans son rapport, le Conseil-exécutif souligne la nécessité de gérer les finances selon les principes de la légalité, de l'économie et de la rentabilité. Or, comme nous l'avons entendu tout à l'heure, le terme «économie» n'est pas admis par tout le monde, et nous verrons si une formulation ou une définition meilleure peut être trouvée.

L'alinéa 2 pose le principe de l'augmentation de la fortune de l'Etat. On peut se demander, et la question a du reste été débattue au sein de la commission, s'il est réellement du devoir de l'Etat de chercher à augmenter sa fortune, ou s'il ne doit pas simplement se borner à la maintenir dans des limites suffisantes pour lui permettre d'accomplir les tâches qui lui sont dévolues par la Constitution ou les lois. Il nous paraît cependant qu'en période d'austérité, l'introduction dans la loi du principe de l'augmentation de la fortune de l'Etat ne peut être que bénéfique du point de vue psychologique et législatif. Une telle disposition nous rappelle que dans les temps que nous vivons, il est bon de serrer des finances et les dépenses de l'Etat de près. C'est dans cette optique que la commission vous propose d'accepter l'article premier.

**Schweizer** (Bern). Ich habe schon erwähnt, dass die sozialdemokratische Fraktion das Wort «Sparsamkeit» durch den Ausdruck «zweckmässiger Einsatz der Mittel» ersetzen möchte. Der Absatz 1 würde lauten: «Der Grossen Rat und der Regierungsrat führen den Finanzaushalt nach den Grundsätzen der Gesetzmässigkeit, des zweckmässigen Einsatzes der Mittel und der Wirtschaftlichkeit.» Absatz 2 würde lauten: «Einnahmen und Ausgaben sind auf die Dauer im Gleichgewicht zu erhalten, Schulden möglichst abzutragen, zur Erhaltung und Mehrung des Staatsvermögens.»

Auf Seite 14 oben muss im Datum ein Verschrieb sein, es heisst 19. Dezember 1967, 19. Januar 1968 und 16. Januar 1968.

**Hächler**. Ich habe beim Eintreten gesagt, es wäre zweckmässig, die Worte «Einnahmen und Ausgaben» zu überprüfen. Ich bitte, das auf die zweite Lesung zu studieren. Wir haben es nicht mit einer Kassenrechnung zu tun, sondern mit einer umfassenden Rechnung, die sich von der Kameralistik gelöst hat, ihre Buchungen beschlagen nicht nur Einnahmen oder Ausgaben, sondern zum Beispiel

auch Reservestellungen oder Guthaben. Es wäre richtig, statt Einnahmen und Ausgaben zu sagen «Ertrag und Aufwand». – Das gilt für alle Artikel, in denen diese Ausdrücke erscheinen. Ich werde nicht bei jedem dieser Artikel auf mein Anliegen zurückkommen.

Ich bitte, das zu prüfen. Es entsteht keine Verwirrung, wenn man von der bisherigen Bezeichnung abrückt, sondern das Ganze würde nur gewinnen.

**Braunschweig.** Der Artikel 1, der die Zuständigkeit und die Grundsätze nennt, sollte hieb- und stichfest sein. Entsprechend dem Gedanken, den Herr Grossrat Schweizer geäussert hat, möchte ich bei Alinea 1 das Prinzip eines guten Rendements des Staatsmitteleinsatzes ausgedrückt sehen, so dass das harmonisch mit dem übrigen Text in Alinea 1 übereinstimmt.

In Absatz 2 mache ich auf einen Widerspruch aufmerksam: Wenn die Einnahmen und Ausgaben (von der alten Fassung ausgehend) im Gleichgewicht gehalten werden, ist es nicht möglich, das Staatsvermögen zu mehren und Schulden abzutragen. Wir müssen uns für das eine oder andere entscheiden, sonst bleibt das Alinea reine Deklamation. Ich bitte den Kommissionspräsidenten, sich dieser Formulierung anzunehmen, und hoffe, es werde auf die zweite Lesung ein Vorschlag ohne innere Widersprüche vorgelegt.

**Schürch.** Ich warne vor dem Antrag von Kollege Schweizer. Mit seinen Ausführungen darüber, wie die Staatsfinanzen verwaltet und gebraucht werden sollen, bin ich im Prinzip einig. Aber wir sollten den Ausdruck «Sparsamkeit» nicht streichen, sonst wird das Volk auf die ihm anderweitig zugemuteten Opfer sauer reagieren. Bitte machen sie nicht diese gefährliche Demonstration gegen die Sparsamkeit. Ich weiss, dass vielleicht gewisse Leute das Sparen mit Knausrigkeit verwechseln. Aber in diesem Sinne muss die öffentliche Verwaltung nicht sparsam sein, sondern sie soll mit den ihr anvertrauten Mitteln nach den Grundsätzen der sparsamen Verwaltung umgehen, das heisst keinen Luxus treiben und keinen unnötigen Aufwand machen, möglichst rationell arbeiten.

Auch die andere vorgeschlagene Änderung scheint mir nicht nötig zu sein. Die Finanzen rational zu verwalten, ist im Prinzip der Wirtschaftlichkeit enthalten. Aus politischen Gründen warne ich vor der Streichung.

**Schweizer (Bern).** Wir sind nicht gegen die Sparsamkeit. Innerhalb der Sparsamkeit ist aber der zweckmässige Einsatz der Mittel das Positive. Das Sparen ist rein negativ, nicht in der Erscheinung, aber das unbesehene Sparen ist an sich eine negative Haltung. Der Einsatz aber ist ein positiver Begriff. Ich glaube, das Volk versteht es, wenn wir sagen, die Mittel des Staates müssen zweckmässig eingesetzt werden. Das beinhaltet die richtig verstandene Sparsamkeit. Ich bitte, die Formulierung bis zur zweiten Lesung zu überprüfen und darüber zu berichten. Wir müssten sonst auf unserem Vorschlag beharren.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Artikel 1 sollte unverändert bleiben. Er ist eindeutig. Ich habe in der letzten Woche, bei der Beratung des Beitragsgesetzes, mindestens ein dutzendmal erklären müssen, es sei der Regierung mit dem Sparen ernst. Ich habe sogar gesagt, wir müssten in einem Dekret zu diesem Gesetz gewisse Wegleitungen herausgeben, damit man diesen Willen noch besser sieht. Unser Vorgehen ist natürlich kein anderes, wenn der Antrag Schweizer angenommen wird. Wir hätten aber doch lieber im Artikel 1 eine klare Grundsatzklärung. Das ist der guten Aufnahme des Gesetzes im Volk nur dienlich. Die Absätze 1 und 2 hängen zusammen; sie sind klar umrisSEN.

Der Begriff «Einnahmen und Ausgaben» kommt vielfach vor, z. B. in den Artikeln 6, 7, 9, 16, 17, 18, 22, 27, 39, 40. Ich kann nicht zusichern, dass wir den Ausdruck durch «Aufwand und Ertrag» ersetzen werden. Wir werden aber untersuchen, ob die Bedeutung überall die gleiche ist wie im Artikel 1. Ich bitte, jetzt dem Artikel 1 zuzustimmen.

**Le Président.** Le gouvernement s'oppose à l'étude de la proposition de M. Schweizer en vue de la deuxième lecture. En revanche, il est prêt à examiner en vue de la deuxième lecture la proposition de M. Hächler tendant au remplacement des mots «recettes et dépenses» par «produits et charges», ceci dans tous les articles où ces mots apparaissent. Je mets aux voix la proposition de M. Schweizer.

## Art. 2

**Graf,** rapporteur de la commission. Comme je vous l'ai dit lors de la discussion d'entrée en matière, la notion de plan financier à longue échéance ne nous a pas paru des plus heureuses ni vraiment utilisable. Les plans à longue échéance ne peuvent guère donner de résultats positifs. C'est pourquoi la commission a préféré s'en tenir à la notion de «plan à assez long terme», qui lui paraît plus réaliste. On ne peut faire des plans financiers valables pour des périodes de plus de dix ans. Encore une fois, on peut établir des prévisions longtemps à l'avance s'agissant de construction de routes ou de bâtiments ou encore d'aménagement du territoire, mais non pour les recettes et les dépenses de l'Etat.

Par l'alinéa 4, nous avons cherché à mettre de l'ordre dans une matière qui en a manqué jusqu'ici, en tenant compte dans la mesure du possible des effets des décisions prises par le Grand Conseil. Je suis persuadé que si toutes les lois et tous les décrets que le Grand Conseil a votés ces cinq ou dix dernières années avaient préalablement été étudiés dans leurs conséquences financières, certains d'entre eux auraient été modifiés.

Angenommen.

## A b s t i m m u n g

### Abs. 1

Für den Antrag	
der vorberatenden Behörden . . . . .	73 Stimmen
Für den Antrag Schweizer . . . . .	34 Stimmen

## Abs. 2

Für den Antrag  
der vorberatenden Behörden..... 59 Stimmen  
Für den Antrag Schweizer ..... 37 Stimmen

## Art. 3

**Wirz.** Im Absatz 2 ist vorgesehen, dass der Grossen Rat den kurzfristigen Finanzplan jeweilen nach der Gesamterneuerung mit dem Voranschlag zusammen genehmige. Im Vortrag dazu steht: «Damit soll erreicht werden, dass sich der neu zusammengesetzte Rat für die Dauer der nachfolgenden Legislaturperiode (4 Jahre) an eine klare Wegeleitung halten kann.» Der Grossen Rat erneuert sich bei jeder Neuwahl um etwa einen Dritt. Ist es zweckmässig, dass sich der neugewählte Grossen Rat sogleich über das schwerwiegende Problem des Finanzplans äussert? Es gibt Grossräte, die schon am ersten Tag nach ihrem Eintritt in den Rat über alles mögliche referieren können, zum Teil mit Erfolg, die den Überblick und die Sachkenntnis haben. Ich persönlich hätte mir nicht zugetraut, vor zwei Jahren, nach meinem Eintritt, über einen Finanzplan zuverlässig zu urteilen. Den meisten wird es ähnlich gegangen sein. Ich frage mich daher, ob der Absatz 2 nicht lauten sollte: «Der Finanzplan wird in der Mitte der Legislaturperiode vom Grossen Rat genehmigt.» Dann sind auch die neuen Mitglieder schon zwei Jahre im Rat und sind mit den Staatsfinanzen einigermassen vertraut.

Der Grundgedanke ist der, den Grossen Rat, wenn er nach Ablauf einer Legislaturperiode wieder neu zusammentritt, gesamthaft zu orientieren. In der ersten Session, im September, erhält er die Staatsrechnung für das abgelaufene Jahr, mit dem dazugehörigen langen Bericht, nicht nur über die Einnahmen und Ausgaben und die Vermögensveränderungen, sondern auch über die Einhaltung des Finanzplans, so dass er nachher über eine allfällige Prognose und den Finanzplan, für zwei oder vier Jahre, orientiert ist, wenn er das im November zusammen mit dem Budget berät. Das dann beurteilen zu können, traue ich dem Grossen Rat zu. Zwei Drittel der Mitglieder sind immer bisherige. Die, welche neu kommen, sind so interessiert, dass sie schnell begreifen, um was es geht. Wenn die Planung sich während ein paar Jahren eingespielt hat, wird das viel einfacher sein. Komplizierter würde es, wenn wir viel mehr Geld hätten und grosse Ausgaben machen könnten. Dann müssten wir darüber reden, ob das zu ändern sei. Jetzt sollten wir den Artikel 3 bestehen lassen.

Angenommen.

## Art. 4 und 5

Angenommen.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

*Der Redaktor:*  
**W. Bosshard**

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Den Artikel 3 sollte man unverändert annehmen. Wir haben über den Finanzplan im November 1965, 1966 und 1967 diskutiert. Wir waren ursprünglich der Meinung, wir würden einen sehr langfristigen und einen kurzfristigen Finanzplan machen. Als langfristige Planung hatten wir eine Finanzprognose für 10 bis 15 Jahre vorgesehen; diese haben wir vor zwei Jahren vorgelegt. Sie haben gesehen, was das wert ist. Das kann die Finanzdirektion für interne Zwecke machen, aber für das Parlament, für das Budget, ist das nicht brauchbar. Wir haben in der Folge einen Finanzplan für drei Steuerveranlagungsperioden (je zwei Jahre) gemacht. Auch sechs Jahre sind wahrscheinlich zuviel. Ein Finanzplan kann praktisch in bezug auf die Einnahmen zwei Jahre umfassen, denn die Haupteinnahmen, die Steuern, bleiben während der Veranlagungsperiode fast unverändert. Wir haben uns überlegt, ob wir einen Voranschlag für die ganze Veranlagungsperiode, also für zwei Jahre, erstellen sollen, eben weil die Steuereinnahmen in dieser Zeit fast unverändert bleiben. Aber das lässt sich aus verschiedenen Gründen nicht machen. – Wir sind in der Folge auf den zweijährigen Turnus gekommen. Ob man auf zwei oder vier Jahre hinaus plane, man muss doch nach jedem Jahr immer wieder die Planung für das zweite, respektive das vierte Jahr weiterführen, damit man immer auf zwei, respektive vier Jahre voraussieht. – Wir haben die Möglichkeit, ausserordentliche Finanzpläne, zum Beispiel ein Investitionsprogramm über grosse Bauvorhaben, zu erstellen.

## Siebente Sitzung

Dienstag, 13. Februar 1968  
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 176 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Boss, Buchs (Lenk), Burri (Bern), Burri (Schliern), Delaplace, Gigandet, Haegeli (Tramelan), Hofmann (Burgdorf), Ischi, Klopfenstein, Kocher, Krauchthaler, Lüthi, Nahrath, Salzmann, Schädelin, Schwander, Schweizer (Wattenwil), Wisard, Zuber; unentschuldigt abwesend sind die Herren Gassmann, Grimm, Voisin (Porrentruy).

**Le Président.** Le «Bernischer Bauernverband», comme il l'a souventes fois fait, a fait servir des pommes dans le hall. Je l'en remercie et prie M. Blaser de transmettre à son association les remerciements du Grand Conseil.

### Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates Bern

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 95 hievor)

Art. 6 und 7

Angenommen.

**Graf,** rapporteur de la commission. Le chapitre 3 du projet n'appelle pas de remarques particulières de la part de la commission. Il contient surtout des définitions, lesquelles ont été adaptées à la situation actuelle. Il n'y a donc pas lieu de prendre des déterminations spéciales à leur égard et elles ne peuvent être qu'acceptées. Tout au plus pourrait-on se demander comment le fonds de réserve doit être constitué et si certaines prescriptions obligatoires ne devraient pas être complétées par les mots «dans la mesure du possible».

Je n'ai pas d'autres remarques à formuler en ce qui concerne les articles 8 à 12 du chapitre 3.

Angenommen.

**Hächler.** Ich komme auf mein Eintretensvotum über das allfällige Herausnehmen technischer Angaben zurück. Ist es nötig, verschiedene technische Ausdrücke zu verwenden und sie zu erklären, oder kann man das Gesetz übersichtlicher machen, indem man sich auf die Kernprobleme beschränkt und die Regelung in ein Dekret verweist?

Für den Fall, dass der Rat den Entwurf für richtig erachtet, möchte ich mich zu einzelnen Punkten äussern. Ist es richtig, in Absatz 2 (Seite 16) von Betriebsvermögen und Kapitalver-

mögen zu reden? Das sind unter dem gegenwärtigen Regime feststehende Ausdrücke; aber jetzt wäre vielleicht der Zeitpunkt, diese genauer anzuschauen. Ist der Staat ein Betrieb? Natürlich hat er Betriebe. Es wäre aber richtig, allgemein übliche Ausdrücke zu verwenden. Statt «Betriebsvermögen» würde man sagen «Umlaufvermögen» und statt «Kapitalvermögen» würde es heißen «Anlagevermögen». Das sind die üblichen Ausdrücke, und deren Verwendung möchte ich zur Diskussion stellen.

In Ziffer 3 ist das Vermögen der Pensionskasse erwähnt. Soll man das wirklich nur bei der Hypothekarkasse anlegen können, oder soll man nicht die Möglichkeit schaffen, wie es bei der Beratung des Dekretes in Aussicht gestellt wurde, einen Teil der Mittel für besondere Zwecke freizuhalten? Das sollte möglich sein, denn es steht in Ziffer 3, dass nur für die ausschliesslich aus öffentlichen Mitteln geschaffenen Vermögen besondere Zweckbestimmungen vorgesehen werden können. An das Vermögen der Pensionsversicherung zahlt auch das Personal Beiträge, und damit hat es einen gewissen Anspruch auf Verfügung. Ich frage den Finanzdirektor, ob für diesen Teil eine gewisse Freizügigkeit für die Anlage geschaffen werden könnte. Es geht natürlich nicht darum, einen grossen Teil des Vermögens aus der Hypothekarkasse herauszunehmen. Aber vielleicht könnte man ermöglichen, aus Pensionsgeldern für Beamte billige Wohnungen zu schaffen usw.

In Ziffer 4 von Artikel 10 steht: «Zur Tilgung von Staatsanleihen sind jährliche Einlagen in einen Reservefonds zu machen.» Sollte man nicht, statt das Wort «Reservefonds» zu verwenden, sagen, es seien Rücklagen zu machen?

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Hächler kommt nun auf die Frage der Verwendung verschiedener technischer Begriffe zurück. Das ist auch von materieller Bedeutung. Bei der Aufzählung der verschiedenen Vermögensarten handelt es sich um eine ähnliche Situation wie gestern, als über den Begriff «Einnahmen und Ausgaben» gesprochen wurde. Mit dem Finanzverwaltungsgesetz wird bezweckt, die wichtigsten Grundsätze des Finanzgebarens des Staates festzulegen. Die hierzu nötigen Bezeichnungen sind im Laufe der Zeit von der Finanzrechtswissenschaft erarbeitet worden; die Begriffe sind also Rechtsbegriffe geworden. Sie decken sich vielleicht nicht ganz mit den technischen Begriffen aus der Buchhaltungslehre. Aber das ist auch gar nicht erforderlich. Mit dem Finanzhaushaltsgesetz sollen ja nicht Buchhaltungsregeln aufgestellt werden. Das wäre allenfalls Sache der Vollziehungsverordnung zum Finanzverwaltungsgesetz, die wir dann auch aufstellen werden. – Wenn das Finanzhaushaltsgesetz auf der ganzen Linie mit den anerkannten Rechtsbegriffen ausgestattet wurde, muss auch am Begriff «Einnahmen und Ausgaben» festgehalten werden wie an den Begriffen «Betriebs- und Kapitalvermögen». Der Bund hat übrigens die Absicht, im Zuge des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen einheitliche Buchhaltungen zu schaffen, damit die kantonalen Rechnungen miteinander verglichen werden können. Es ist gut,

sich schon jetzt an diese Rechtsbegriffe zu halten, sonst entstehen Unklarheiten. Die Anpassung an die Vorschriften des Bundes wird dann möglich sein, ohne dass wir unser Gesetz ändern; denn die Rechtsbegriffe werden die gleichen bleiben. Darum muss ich diese Änderung ablehnen.

Der Inhalt der Begriffe, die von der Wissenschaft geprägt worden sind, ist in den Artikeln 6 und 7 festgehalten. Gerade diese Definitionen zeigen, dass der Ausdruck «Einnahmen und Ausgaben» nicht mit dem Begriff «Ertrag und Aufwand» gleichgesetzt werden kann. Der erstgenannte Ausdruck wird im weiteren Zusammenhang des Gesetzes immer wieder verwendet. Wir lesen da von öffentlichen Einnahmen, privatwirtschaftlichen Einnahmen, gebundenen Einnahmen, Einnahmequellen, Einnahmepolitik, Ausgabenermächtigung, Ausgabenkompetenz, Ausgabenreferendum, Ausgabenkontrolle, Ausgabenpolitik usw. Überall in diesem Gesetz wird mit diesem Begriff operiert. Wir können also nicht auf die Buchhaltungsterminologie abstehen, die sich nicht ganz mit den hier verwendeten Begriffen deckt.

Nun hat Herr Grossrat Hächler eine Frage aufgeworfen, die mit dem Artikel 11 zusammenhängt. Sie wurde schon früher im Zusammenhang mit den Dekreten über die Versicherungskasse des Staatspersonals und über die Lehrerversicherungskasse aufgeworfen. Die Versicherungskasse des Staatspersonals ist eine unselbständige Anstalt des Staates. Sie hat keine eigene Rechtspersönlichkeit. Das Vermögen gehört privatrechtlich dem Staat. Da aber das Vermögen teilweise von Privaten geäuftet wurde und ganz bestimmten Zwecken gewidmet ist, wird es nach Artikel 11 Ziffer 1 nicht zum allgemeinen Staatsvermögen gerechnet, sondern gemäss Artikel 38 durch die Hypothekarkasse verwaltet. – Im Gegensatz dazu ist die Lehrerversicherungskasse eine selbständige Anstalt des Staates mit eigener Rechtspersönlichkeit und eigenem Vermögen. Gemäss Dekret über die Lehrerversicherungskasse ist jedoch die Verwaltung des Vermögens dem Staat übertragen, und zwar wird hiefür die Hypothekarkasse eingesetzt. Gemäss Artikel 11 Ziffer 2 des vorliegenden Gesetzes verwaltet der Staat derartige Vermögen gesondert vom allgemeinen Staatsvermögen durch die Hypothekarkasse. – Der Artikel 38 hängt mit dem Artikel 11 zusammen. Der erstere könnte auf zwei Arten aufgefasst werden, nämlich entweder so, dass die Hypothekarkasse verwalten darf oder dass sie verwalten muss. Nach der Konzeption des Gesetzes ist die Verwaltung der Sondervermögen durch die Hypothekarkasse zwingend, denn die Sondervermögen werden, gemäss Artikel 11, vom allgemeinen Staatsvermögen getrennt, weil sie besondere, dauernden Zwecken dienen, die weniger im Interesse der allgemeinen Staatsverwaltung als vielmehr im Interesse einer Minderheit sind, nämlich dem der Stifter und der Begünstigten. Wenn diese Vermögen wirksam einem besonderen Zweck dienen sollen, müssen sie auch gesondert verwaltet werden, und zwar so, dass jede Gefährdung des Sonderzwecks ausgeschlossen ist. Die Vermögenssubstanz und die Liquidität muss für den besonderen Zweck erhalten bleiben. Das ist nur durch eine Sonderverwaltung gewährleistet, und hiefür ist die Hypothekarkasse einge-

setzt. An dieser grundsätzlichen Regelung müssen wir unbedingt festhalten. Der Zweckerhaltung muss ungeachtet allfälliger Nachteile für die allgemeine Verwaltung (zum Beispiel Rendite) und ungeachtet allfälliger Vorteile einer anderweitigen Verwaltung (zum Beispiel gezielte Investitionen) die Priorität eingeräumt werden. Die Artikel 11, 12 und 38 enthalten zwingende Vorschriften. Das können wir nicht ändern. Ich müsste mich dagegen wehren, dass man das Vermögen anders anlegt, denn im Dekret über die Kasse steht, der Staat sei für die richtige Verwaltung dieses Vermögens verantwortlich, und zwar für das ganze, nicht nur für den Anteil, den er beträgt. Also muss er die entsprechenden Bestimmungen aufstellen.

Nun ist gefragt worden, ob man nicht einen Teil des Geldes hätte in Liegenschaften anlegen müssen. Diese Frage hätte man sich früher stellen sollen, nämlich als die Liegenschaften billiger waren als heute. Diese Frage hätte man aufwerfen sollen, als die Hypothekarkasse die Gelder der Pensionskasse zu  $3\frac{1}{2}$  Prozent verzinst, während sie anderweitig Geld zu 2 Prozent oder  $2\frac{1}{2}$  Prozent erhielt. – Nun lautet aber doch die Frage, ob man einen Teil der Fondsgelder für den Bau von Beamten- und Angestelltenwohnhäusern verwenden soll. Es wäre die Meinung, dass man für diese Bauten billiges Geld zur Verfügung stelle. Wenn aber die Hypothekarkasse solches Geld billiger ausleihen würde, als sie selbst an Zinsen zu bezahlen hat, müsste wohl der Staat wieder die Differenz zahlen. Das müssten wir jedoch ablehnen. – Soll der Staat für seine Beamten und Angestellten Wohnhäuser erstellen? Bis zu einem gewissen Grad fördern wir den Bau von Wohnungen für das Personal, sei es durch Bürgschaften, sei es durch die Garantie von Darlehen. Aber jedesmal schaffen wir zweierlei Recht, wenn wir einem einzelnen Beamten oder Angestellten ein Entgegenkommen zeigen und ihm Geld zu billigem Zins geben. Alle andern sind dann benachteiligt. Wir sind der Meinung, dass wir an den hier festgelegten Grundsätzen festhalten müssen.

Angenommen.

#### Art. 10

**Schürch.** Zu Absatz 3 hätte ich eine Frage und behalte mir vor, einen Antrag einzureichen. Dieser Absatz enthält scheinbar bloss die Definition dessen, was man als buchmässige Passiven bezeichnet. Damit ist nun aber eine Beschränkung der finanzpolitischen Verfügungsfreiheit der Regierung verbunden. Was heisst das, wenn gesagt wird: «Zu den buchmässigen Passiven gehören... die auf besonderer gesetzlicher Vorschrift beruhenden Reserven für künftige Ausgaben?» Im Vortrag steht, dass Rückstellungen im Sinne der Schaffung von Reserven nur gestattet sind, wenn sie das Gesetz vorsieht. In welchen Fällen erachtet der Finanzdirektor die Schaffung von Rückstellungen und Reserven für möglich? Der Fall drohender Verluste ist im Absatz 3 vorgesehen, ebenso die Rückstellung für besondere Risiken. – Aber ein in Aussicht stehender grosser finanzieller Aufwand ist weder ein drohender Verlust noch ein besonderes Risiko. Aber dafür dürfte man dann

keine Rückstellung machen, denn das wäre im Gesetz nicht vorgesehen. Ich denke zum Beispiel an die bevorstehenden grossen Leistungen des Kantons beim Einbau der Teuerungszulagen in die versicherte Besoldung. Hiefür sollte man Rückstellungen machen dürfen. Ist das auf Grund des vorliegenden Entwurfes möglich?

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Diese Frage hat Herr Grossrat Schürch schon in der Kommission aufgeworfen. Wir haben ihm zugesichert, sie zu prüfen. Das Problem der Reserven stellt sich nicht unter dem Gesichtspunkt der Deckung oder Deckungspolitik, sondern unter dem des Budgets und der Budgetpolitik. Mit der Reservebildung werden keine zusätzlichen Mittel für Neuausgaben beschafft, sondern es werden nur vorhandene Mittel einer Rechnungsperiode zugunsten einer späteren Periode sterilisiert. Das Budget wird unter anderem vom Grundsatz der Einjährigkeit und der Einheit beherrscht. Alle Einnahmen und Ausgaben haben über ein einziges, vollständiges Budget zu laufen. Das dient der klaren und wahren Darstellung des Finanzaushalts in der Staatsrechnung. Die Reservebildung verstösst gegen diese Grundsätze der Einjährigkeit und Einheit, indem dann, über die Reserven, Zahlungen vorgenommen werden können, die nicht im Voranschlag des laufenden Jahres enthalten sind. Wir dürfen daher der Reservestellung nicht freien Lauf lassen, wenn wir am klaren, unverfälschten Ausweis des Staatshaushalts festhalten wollen. Die eingeschränkte, d. h. die nur in gesetzlich vorgesehenen Fällen zugelassene Reservestellung, zum Beispiel für Anleihen, kann verantwortet werden, weil das Bedürfnis zur Reservestellung im übrigen nicht gross ist. Die Zuteilung von Mitteln auf die verschiedenen Aufgaben kann nämlich in den meisten Fällen im Rahmen des Budgets befriedigend erfolgen. Insbesondere können grössere Aufgaben in der Regel durch die tranchenmässige Aufteilung des Finanzbedarfs auf mehrere Budgetjahre verteilt werden. Die Verpflichtungskredite können dabei eine nützliche Rolle spielen. Die Reservestellung erübrigt sich und sollte die Ausnahme sein, d. h. nur in den seltenen Fällen erfolgen, in denen die Aufteilung auf mehrere Jahre voraussichtlich nicht möglich sein wird, zum Beispiel bei Anleihenskonversionen. Hiezu bietet der Absatz 4 die gesetzliche Grundlage. Daran ist festzuhalten. Durch den Artikel 10 wird die Schaffung von konjunkturpolitischen Reserven nicht ausgeschlossen. Man kann in guten Jahren einen Einnahmenüberschuss für die Zeit schlechter Jahre in Reserve stellen. Das wäre wahrscheinlich der Fall, den Herr Dr. Schürch ins Auge fasst. Es handelt sich hier um konjunkturpolitische Reserven. Diese kann der Grosse Rat im Rahmen der sogenannten zyklischen Budgetpolitik beschliessen.

Die Schlussfolgerung ist die, dass man an der Fassung von Absatz 3 festhalten und die Zulassung von Reservebildungen in andern als den gesetzlich vorgesehenen Fällen ablehnen muss. Was Herr Dr. Schürch anstrebt, ist trotz dem Absatz 3 möglich.

**Le Président.** M. Schürch est-il satisfait de la réponse qui lui a été donnée?

**Schürch. Ja.**

### Art. 11

**Geissbühler** (Köniz). Ich wollte eigentlich das Wort bei Artikel 38 ergreifen. Aber nach den Ausführungen des Finanzdirektors zu Artikel 11 sehe ich mich veranlasst, schon hier zum Problem der Anlage der vom Staat verwalteten Vermögen, die nicht eigentliches Staatsvermögen sind, zu sprechen. Der Finanzdirektor hat darauf hingewiesen, dass die Sicherheit dieser Vermögen Priorität hat. Damit bin ich einverstanden. Zu den nicht eigentlichen Staatsvermögen gehört auch das der Versicherungskasse für das Staatspersonal und der Bernischen Lehrer-Versicherungskasse. Diese Vermögen werden von der Hypothekarkasse verwaltet. Es ist enorm wichtig, dass diese Gelder gut angelegt sind, dass keine Unsicherheit in die Verwaltung kommt; denn diese Gelder sind dazu bestimmt, den Staatsbeamten und Lehrern ihr Ruhegehalt zu sichern. – Nun sagt der Finanzdirektor, es sei ein Begehr eingelangt, man möge einen Teil des Vermögens für Wohnbauten verwenden, die zum Beispiel dem Staatspersonal oder den Lehrern vermietet würden. Das müsse man jedoch ablehnen. Vielleicht könnte man diesem Anliegen auf anderem Wege Rechnung tragen. Gerechterweise muss ich sagen, dass bei der Gründung einer Wohnbaugenossenschaft durch das Staatspersonal die Finanzdirektion mitgeholfen hat, was in den Zeiten der grössten Wohnungsnot eine günstige Lösung ermöglicht hat. Vom Vermögen der Versicherungskassen aber hat man für solche Zwecke nie etwas erhalten. Wenn der Finanzdirektor sagt, man hätte früher daran herantreten sollen, weise ich darauf hin, dass ich schon in den ersten Jahren, in denen ich das Sekretariat des Staatspersonals betreute, mit diesem Begehr an die Finanzdirektion gelangt bin. Das war vor etwa 15 Jahren. Man erklärte mir, diese Verwendung von Geldern der Pensionskassen sei nicht möglich, weil die Hypothekarkasse gemäss Gesetz unter der Aufsicht der Finanzverwaltung das zweckgebundene Staatsvermögen (die Stiftungsvermögen und die privatrechtlichen Zweckvermögen) verwalte. So hat man mein Begehr abgewiesen. Ich fand, es habe keinen Sinn, gegen diese deutlichen Gesetzesbestimmungen anzurennen.

Nun werden aber die Vermögen der beiden Versicherungskassen nicht allein vom Staat geäuftnet, sondern wesentliches tragen die Versicherten bei, nämlich 7 Prozent des versicherten Lohnes, zuzüglich die Monatsbetreffnisse, die bei Besoldungserhöhungen bezahlt werden müssen. Der Staat zahlt 9 Prozent; er zahlt auch höhere Monatsbetreffnisse bei Besoldungserhöhungen als die Versicherten. Zur Verwaltung des Vermögens haben die Versicherten gar nichts zu sagen; sie ist laut Gesetz der Hypothekarkasse übertragen.

Nun hat bei der Beratung der beiden Versicherungskassendekrete im letzten Jahr Kollege Würsten mit Recht darauf hingewiesen, es sei in Zeiten, wo der Staat derart in der Finanzklemme sei, ein Unsinn, die Vermögen auf diese Weise anzulegen, so dass der Staat keinen Vorteil habe. Er hat darauf hingewiesen, dass zum Beispiel die Eidgenössische Versicherungskasse gar kein separates Vermögen hat. Dieses ist zwar buchmässig

ausgewiesen, aber es besteht in einer Kontokorrentforderung gegenüber der Eidgenossenschaft, und diese verfügt über das Geld. Noch nie hat jemand verlangt, die Eidgenossenschaft müsse mit den Pensionsgeldern ein Stiftungsvermögen anlegen, um die Ruhegehälter der Pensionierten sicherzustellen. – Mit den Geldern der Eidgenössischen Versicherungskasse hat nun der Bund wesentliche Subventionen an Wohnungsbauten für das eidgenössische Personal geleistet. Ich kann jetzt keine Zahlen nennen, aber sicher sind auf diese Art Hunderte von Millionen in Liegenschaften für eidgenössisches Personal angelegt worden. Ich erinnere nur an die Wohngenossenschaften in Meiringen, in Interlaken, in Biel, im Tessin usw., durch die dem Personal günstige Wohnungen zur Verfügung gestellt wurden.

Nun behauptet der Finanzdirektor, das sei im Kanton Bern nicht möglich, weil damit die beiden Versicherungskassen gefährdet würden. Das will mir nicht in den Kopf. Wenn man Geld in solchen Liegenschaften anlegt, ist ja der Mietzins gesichert, weil man nötigenfalls auf den Lohn des Mieters greifen kann. Die Liegenschaften sind jeden Tag mehr wert. Um das in diesen angelegte Geld muss man nicht bangen.

Ich frage mich, ob der Staat an den Geldern der Pensionskassen nicht ein grösseres Interesse hätte als die Hypothekarkasse. Ich beantrage natürlich nicht, es seien der Hypothekarkasse diese Gelder wegzunehmen. Ich weiss, dass sie ein guter Regulator auf dem Hypothekenmarkt ist. Sie erfüllt die Pflichten, die ihr durch das Gesetz auferlegt worden sind. Ich möchte mich also nicht dem Vorwurf aussetzen, ich würde diese Kasse schädigen; das zu verlangen, wäre geradezu ein Verbrechen gegenüber der bernischen Wirtschaft. Ich sehe aber die Lösung so, dass man künftig eingehende Gelder auch noch anders anlegen könnte. Ich bitte, das für die zweite Lesung noch einmal zu prüfen und uns besser begründete Antworten zu erteilen, als es bisher der Fall war.

**Graf**, rapporteur de la commission. Il faut éviter de semer la confusion dans les esprits. Nous discutons l'article 11, qui énumère les fonds qui n'entrent pas dans la fortune de l'Etat. Il s'agit des fonds qui, tout en appartenant à l'Etat, sont constitués entièrement ou partiellement par des libéralités de particuliers et ont une destination déterminée, ainsi que des fonds appartenant à des fondations ou à des établissements possédant la personnalité juridique et administrés par l'Etat.

Les considérations émises par MM. Schürch et Geissbühler sont certes judicieuses, mais elles n'ont pas leur place ici. Si M. Geissbühler a l'intention de présenter des propositions d'amendement, je l'invite à les soumettre au Grand Conseil lors de la discussion de l'article 38.

Angenommen.

Art. 11 und 12

Angenommen.

Art. 13

**Graf**, rapporteur de la commission. La Constitution fait obligation à l'Etat d'établir un budget

annuel. Elle n'en pose cependant que le principe général sans en préciser les modalités.

Comme vous l'aurez constaté, le chapitre du projet relatif au budget contient quelques dispositions nouvelles. L'une d'elles est précisément contenue à l'article 13, qui reprend partiellement les dispositions contenues dans la loi de 1938. La commission a jugé utile de préciser que le budget doit être soumis au Grand Conseil en vue de la session de novembre, alors que la loi de 1938 parlait de la session d'automne. L'alinéa 3 innove en ce sens qu'il prévoit que le budget doit être accompagné d'un rapport du Conseil-exécutif exposant notamment le lien existant entre le projet et le programme financier.

Cette innovation est judicieuse car un programme financier ne saurait logiquement être établi indépendamment du budget.

Angenommen.

Art. 14

**Graf**, rapporteur de la commission. L'alinéa 2 de l'article 14 contient également une disposition nouvelle. Elle prévoit que les crédits budgétaires qui n'ont pas été utilisés à la fin de l'exercice sont périmés. La commission estime qu'il convient d'éviter que des crédits qui n'ont pas été utilisés au cours d'un exercice puissent être reportés automatiquement sur l'exercice suivant. Une telle pratique nuit à l'ordre et à la clarté du budget. Les crédits non utilisés doivent être l'objet d'une nouvelle demande.

Art. 15 und 16

Angenommen.

Art. 17

**Baumberger**. Der Absatz 1 engt die Tätigkeit der Staatsbetriebe und der Verwaltung ein, und es könnte ein grosser Papierkrieg entstehen, nur um die erforderlichen Nachkredite zu erhalten. Es ist nicht unser Ziel, jeden kleinen Nachtragskredit zu behandeln, bevor die betreffende Ausgabe getätigkt werden kann. Wenn sich die Staatswirtschaftskommission auch mit den ganz kleinen Fällen beschäftigen müsste, könnten sie die grossen Brocken nicht mehr gründlich behandeln. Ich habe mir daher erlaubt, den folgenden Abänderungsantrag zu Absatz 1 einzureichen:

«Wird eine Ausgabe notwendig, für welche im Voranschlag kein oder nur ein nicht ausreichender Kredit bewilligt ist, so hat der Regierungsrat beim Grossen Rat einen Nachkredit anzufordern, sofern der Betrag Fr. 5000.— übersteigt.»

Nachkredite bis zu Fr. 5000.— sollten wir in die Kompetenz der Regierung legen. Oder wollen Sie sich damit befassen, wenn sich zeigt, dass ein Staatsbetrieb mehr Telephonespesen hat, als budgetiert war? Wir könnten ja nur nicken, könnten nicht für den Rest des Jahres das Telefon sperren. – Bei den Produktionsbetrieben trifft es häufig ein, dass bei Überschreiten der budgetierten Ausgaben gleichzeitig die Einnahmen höher sind, als budgetiert wurde. Soll auch da das Prozedere über den Grossen Rat eingeschaltet werden? Ich glaube, einen kleinen Betrag sollten wir in die Kompetenz der Regierung legen.

Im Absatz 7 ist von der zeitlichen Dringlichkeit die Rede. Wer entscheidet darüber, ob zeitliche Dringlichkeit vorliegt? Mit der vorgeschlagenen Lösung wäre dem Staat besser gedient. Ich bitte, dies auf die zweite Lesung hin zu prüfen.

**Le Président.** Le texte de l'amendement déposé par M. Baumberger vous ayant été distribué, il n'y a pas lieu de le traduire.

**Morand.** Je dépose également une proposition d'amendement. L'article 17 nous remet en mémoire les dépassements de crédits exorbitants auxquels nous avons assisté ces dernières années, alors que lesdits crédits avaient été votés sur la base de devis qui paraissaient exclure toute surprise.

Pour parer à toute exagération et à toute négligence dans l'utilisation des crédits, je propose l'adjonction à l'article 17 d'un chiffre 4 ainsi conçu: «Si le crédit supplémentaire demandé dépasse le 10% (déduction faite du taux officiel d'augmentation des prix) du crédit prévu, le Conseil-exécutif joindra à sa proposition d'accord un rapport d'enquête particulière établi par le Contrôle des finances sur les causes du dépassement.»

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Dieser Artikel hat auch in der Kommission zu ausgiebigen Diskussionen geführt. Das bisherige System hat sicher nicht befriedigen können. Grundsätzlich ist die Aufstellung des Budgets ein Verwaltungsakt des Grossen Rates. Daran muss sich die Regierung halten. Jede Überschreitung fällt daher grundsätzlich in die Kompetenz des Grossen Rates, denn nur er kann seinen eigenen Verwaltungsakt abändern. Bisher sagten wir, das Budget dürfe im Rahmen der Finanzkompetenzen, die in der Verfassung festgelegt sind, überschritten werden. Bei Überschreitungen bis Fr. 60 000.— war die Regierung und bei mehr der Grosse Rat zuständig. Das hat zu den bekannten Missverständnissen geführt. Wir hatten Kreditüberschreitungen von insgesamt bis zu 10 Millionen Franken. Diese haben wir dem Grossen Rat jeweilen zur Kenntnis gebracht. Der Zustand war unbefriedigend. Jedes Jahr hatte man Diskussionen über die Kreditüberschreitungen. In den letzten Jahren haben wir diese auf etwa 2 Millionen Franken zurückschrauben können. — Wenn wir schon die Leitung des Finanzhaushalts straffen wollen, müssen wir feststellen, dass das Budget ein Verwaltungsakt des Grossen Rates ist und spätere Änderungen ebenfalls von ihm bewilligt werden müssen. Das ist im Artikel 17 enthalten. Man kann darüber im Sinne der Voten der Herren Grossräte Baumberger und Morand diskutieren. Ich glaube aber nicht, dass wir den Grundsatz, der hier festgelegt ist, abändern können. Hingegen bin ich bereit zu prüfen, ob man in Alinea 2 sagen könne: «Zwingt zeitliche Dringlichkeit dazu, oder muss ein nicht ausreichender Kredit um weniger als Fr. 2000.— ergänzt werden, so kann der Regierungsrat einen Nachkredit beschliessen.» Das würde die Staatswirtschaftskommission schon wesentlich entlasten. Man müsste das nicht im Absatz 1 sagen, wo der Grundsatz festgelegt ist, sondern im Absatz 2, wo von den Ausnahmen die Rede

ist. — Aber was kann denn schon passieren, wenn der Grosse Rat das beschliessen muss? Wir haben jedes Jahr vier Sessionen. Zwischen den Sessionen haben wir jeweilen etwa 6 Wochen Zeit, um die Geschäfte für die nächste Session vorzubereiten. In dieser Zeit wird nicht viel passieren. Es geht darum, vielleicht vom Grundsatz eine Ausnahme zu machen, indem man die Staatswirtschaftskommission und den Grossen Rat nicht mit Kleinigkeiten belästigt. Diese Lösung wäre in Absatz 2 zu treffen. Aber ich würde auch dort nicht viel weiter gehen. Es hat ohnehin die Unsitte eingerissen, gegen Jahresende Kreditreste noch aufzubrauchen. Unsere Anstaltsvorsteher, Heimleiter usw. hatten grössere Möglichkeiten, konnten einfach alles bewilligen, was im Rahmen ihrer Budgetposition war, und haben das am Jahresende ausgenützt. Hier mussten wir den Riegel stossen. — Infolge dieser Verhältnisse müssen wir uns wohl überlegen, wieweit wir mit den Ausnahmen vom Grundsatz abgehen können. In diesem Sinne nehme ich die beiden Anträge zur Prüfung auf die zweite Lesung entgegen. Am Grundsatz im Absatz 1 müssen wir jedenfalls festhalten.

**Le Président.** M. Baumberger s'est déclaré d'accord avec l'examen de sa proposition en vue de la deuxième lecture. M. Morand est-il d'accord que sa proposition soit traitée de la même manière?

**Morand.** Oui.

**Le Président.** L'article 17 est donc adopté dans ce sens.

Angenommen.

#### Art. 18

**Graf,** rapporteur de la commission. En vertu de l'article 15, le budget se compose du budget financier et du budget des variations de la fortune. L'article 16 dispose que le budget financier comporte les dépenses approuvées (crédits) et les recettes estimées. Il importait de donner également une définition claire du budget des variations de la fortune, et c'est précisément le but de l'article 18.

Angenommen.

#### Art. 19 bis 21

Angenommen.

#### Art. 22

**Hächler.** Ich habe schon gestern auf das Wort «Verpflichtungskredit» aufmerksam gemacht. Diese Wortschöpfung gefällt mir nicht. Man sollte einen verständlicheren Ausdruck suchen. Das Wort «Verpflichtungskredit» ist eine Kombination von «Verpflichtungen» und «Krediten». Man will offenbar damit sagen, dass diese Kredite über das Budget hinausgehen und dass man dafür eine Übersicht zu erstellen hat, d. h. bei den Krediten die eingegangenen Verpflichtungen festhält. Statt zu sagen «sowie den Stand der Verpflichtungskredite» könnte man sagen «sowie für den Stand der eingegangenen Verpflichtungen und der bewilligten Kredite». Der beanstandete Ausdruck

wird auch im sechsten Titel wieder verwendet. Ich bitte also, eine bessere Bezeichnung zu suchen.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir wollen über diesen Punkt noch mit den Finanzsachverständigen reden. Wir haben darüber bereits eine Diskussion angehört. Die Meinungen gingen anfänglich darüber auseinander, was Verpflichtungskredite seien. Der Begriff ist vom Bund her geprägt worden, und wir haben ihn von dort übernommen. Verpflichtungskredite sind all das, was wir auf weite Sicht bewilligen. Darüber müssen wir eine Übersicht haben. Es wird zur Hauptsache um die Verpflichtungen gehen, die der Grosse Rat in jeder Session eingeht, sowie um die meist kleineren Verpflichtungen, die der Regierungsrat eingeht. Das alles hat gegenwärtig den Betrag von 400 Millionen Franken überstiegen. Da muss eine verbesserte Kontrolle einsetzen, und man muss auch über die Deckung sprechen. Im Jahre 1964 haben wir mit dem bekannten Grossratsbeschluss in dieser Richtung begonnen. Wir hatten sehr grosse Mühe, das in Gang zu setzen, und nun muss es ausgebaut werden. Ob die Bezeichnung «Verpflichtungskredite» genau das ausdrückt, was wir meinen, wollen wir noch prüfen. Wir können es in den Ausführungsbestimmungen noch genau festlegen. Vorerhand sollte man den Ausdruck bestehen lassen. – Die Finanzkontrolle des Bundes ist nicht genau so eingerichtet wie die unsrige oder wie die der Stadt Bern. Wenn man von dort Begriffe übernimmt, muss man sie in den Ausführungsbestimmungen genau umschreiben. In diesem Sinne werden wir die Anregung prüfen. Vorerhand aber müssen wir unsere Konzeption aufrechterhalten.

Angenommen.

#### Art. 23 bis 26

Angenommen.

#### Art. 27

**Graf**, rapporteur de la commission. La commission a jugé nécessaire d'introduire dans la loi sur les finances de l'Etat la notion des crédits en faveur d'engagements. Les orateurs qui se sont exprimés au sujet de ces crédits n'en ont pas combattu le principe. Ils s'en sont pris surtout à la terminologie. Il ne m'appartient pas de juger si le mot «Verpflichtungskredite» est clair ou non. En revanche, les mots «crédits en faveur d'engagements» me paraissent exprimer clairement ce qu'ils veulent dire.

La notion de crédits en faveur d'engagements est définie avec précision dans le rapport que vous ont soumis le Conseil-exécutif et la commission. Ces crédits sont destinés à l'accomplissement des tâches dévolues à l'Etat et qui se renouvellement année après année en vertu des dispositions légales ou contractuelles qu'il a prises.

M. le représentant du gouvernement a déclaré devant la commission qu'il était prêt à revoir la terminologie employée, mais le principe des crédits en faveur d'engagements n'étant pas combattu, je pense que l'article 27 peut être adopté tel qu'il est rédigé, sous réserve d'un nouvel examen de la terminologie de la part de la commission.

**Zingg** (Bern). Ich habe in der Kommission gefragt, ob die Kredite für die Wohnbauförderung auch unter den Artikel 27 fallen. Die Auskunft war nicht klar. Ich war der Meinung, die Kredite für die Wohnbauförderung würden nicht dazu gehören; denn das Volk hat ja diese Kredite schon bewilligt. In einer Volksabstimmung sind 60 Millionen Franken gewährt worden. Ich erachte es als überflüssig, nachher mit diesen Krediten noch vor den Grossen Rat zu kommen. Das ganze Gesetz ist ohnehin ein wenig dazu angelegt, uns Schwierigkeiten zu bereiten. Das ist vielleicht auch Absicht. Aber gerade bei der Wohnbauförderung sollten Schwierigkeiten vermieden werden, denn solche sind ohnehin genug vorhanden, weil den Leuten das ganze Prozedere nicht passt, das nötig ist, um solche Kredite zu erhalten. Man sollte das Vorgehen nicht noch mehr erschweren. Nun habe ich also die Auskunft erhalten, auch die Wohnbauförderungskredite würden unter die Verpflichtungskredite gehören. Ich möchte vom Finanzdirektor aber eine ganz klare Auskunft haben und behalte mir vor, bei der zweiten Lesung einen Antrag einzureichen. Vielleicht habe ich die Auskünfte in der Kommission nicht richtig verstanden. Was beispielsweise Professor Probst mir geantwortet hat, ist mir nicht klar. Im Protokoll – dort kann man das vielleicht nicht ganz exakt festhalten – steht, Professor Probst weise darauf hin, dass der Grosse Rat die Verpflichtungskredite beschliessen muss, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen für eine Ausgabe gegeben sind. Die Gesetzgebung gehe den Verwaltungsakten des Grossen Rates vor. – Diese Antwort ist orakelhaft, ich bitte, sie zu verdeutlichen.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir müssen in die Verpflichtungskredite Ordnung bringen. Jahrelang hat man über die Kredite, die auf weite Sicht gesprochen wurden, keine Buchhaltung geführt. Das hat uns in die jetzige missliche Situation gebracht. Man hat über die Einnahmen und Ausgaben Buch geführt und am Schluss der Staatsrechnung über das Vermögen Auskunft gegeben. Das war alles. Dann hat man aufgezählt, man habe die beiden Staatsbanken, an sich unselbständige, aber selbständig geführte Anstalten; das kam auch in die Staatsrechnung. Gewisse Garantieverpflichtungen wurden aufgeführt. Es handelte sich um ganz bescheidene Bürgschaften zugunsten von Personalhäusern. Das war alles. Aber über die Verpflichtungen des Staates, die auf Jahre hinaus eingegangen wurden, hat man keine Buchhaltung geführt.

Nun sagt Herr Grossrat Zingg, die 60 Millionen Franken für die Wohnbauförderungen seien vom Volk schon bewilligt worden. Das stimmt, aber die Gesetze, auf Grund derer wir Subventionen bewilligt haben, hat das Volk auch angenommen. Der Unterschied ist nur der, dass für die Verpflichtungen für Beiträge, die wir auf Grund der Gesetze eingegangen sind, keine Dekkung vorhanden ist, während das bei den Wohnbaukrediten quasi der Fall war, indem im Gesetz steht, man könne das Geld auf dem Anleihensweg beschaffen. Aber gerade aus diesem Grunde müssen die Kredite für die Wohnbauförderung wie die andern unter den Verpflichtungskrediten auf-

geführt werden. Es geht ja nur darum, eine vollständige Übersicht über die Kredite zu erhalten, gleichgültig, ob sie gedeckt seien oder nicht. Es besteht kein Grund, die Wohnbaukredite herauszunehmen. Alle Kredite müssen nachher im Einzelfall vom Grossen Rat doch wieder bewilligt werden. So verhält es sich auch bei den Subventionen, die wir in Berggebieten bewilligen, wo wir ja auch die gesetzliche Grundlage haben. Wir können vom hier festgesetzten Grundsatz keine Ausnahme machen.

**Zingg (Bern).** Ich werde in der zweiten Lesung einen Antrag einreichen.

Angenommen.

#### Art. 28 bis 36

Angenommen.

#### Art. 37

**Leuenberger.** Ich möchte hier ein Randproblem aufgreifen und bitte, dieses auf die zweite Lesung zu prüfen. Es handelt sich darum, den Artikel 37 etwas elastischer zu formulieren. – In der Mai-session 1967 haben Sie mein Postulat über Fragen der Bezirksverwaltung angenommen. Mit dem Postulat wurden weitere Rationalisierungen in den Bezirksverwaltungen angestrebt, auch gewisse Gewichtsverlagerungen von unten herauf und von oben herab auf die Regionen. Regierung und Rat haben das Postulat angenommen. Wenn man ihm mit der Zeit Rechnung trägt, muss der Artikel 37, besonders der Absatz 2, elastischer formuliert werden, so dass er auch organisatorische Massnahmen ermöglicht. Ich könnte mir die weitere Zusammenlegung von Amtsschaffnereien usw. vorstellen. Das müsste durch den Artikel 37 gedeckt sein. Ich stelle keinen bestimmten Antrag, mache aber darauf aufmerksam, dass man beispielsweise im Absatz 2 die Worte «bestimmter Einnahmen und Ausgaben» ersetzen kann durch «von Einnahmen und Ausgaben», wobei sich die Frage stellt, ob man etwas, das wesentlich weiter geht, auf dem Verordnungsweg vorkehren könnte, oder ob man bereits im Artikel 37 die Kompetenzordnung anders gestalten müsste. Ich bitte, das bis zur zweiten Lesung zu prüfen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin einverstanden, dass das geprüft wird, und zwar noch aus einem andern Grund. Herr Grossrat Leuenberger hat, abgesehen von seiner Anregung auf redaktionelle Änderung des Textes, die Frage der Umorganisation, eventuell der weiteren Zusammenlegung von Amtsschaffnereien aufgeworfen. Darüber haben wir schon oft gesprochen. Der heutige Zustand befriedigt nicht ganz. Einzelne Amtsbezirke haben ihre Amtsschaffnereien im Blick auf die Grösse des Bezirks, andere wegen der geographischen Lage (Oberhasli und Saanen) behalten können. Für Interlaken besteht eine Spezialorganisation. Bei andern Bezirken hat sich die Frage gestellt, ob durch Zusammenlegungen bei der bestehenden Organisation der Bezirksverwaltung Einsparungen möglich seien oder nicht. Man hat dann in der

Folge auf diese Massnahme verzichtet. An vielen Orten hat man aus politischen Gründen von ihr abgesehen. Jedenfalls besteht in bezug auf die Amtsschaffnereien eine ganz unbefriedigende Situation. – Sie wissen, wir werden zum ratenweisen Steuerbezug übergehen. In der Folge wird der Staat die Steuern selber einkassieren, über die Amtsschaffnereien. Wir werden daher auch überprüfen müssen, welche Amtsschaffnereien nötig sind. Vielleicht müssen wir solche, die aufgehoben wurden, wiedereröffnen. Immerhin glaube ich, das sei infolge unserer Datenverarbeitungsanlage nicht nötig. Wir wollen im Blick auf diese Vorhaben die Anregung des Herrn Grossrat Leuenberger prüfen.

Angenommen.

#### Art. 38

**Graf,** rapporteur de la commission. Cet article, dont il a été question lors de la discussion de l'article 10, prévoit que la fortune de l'Etat, de même que les fortunes de fondations et les fonds de droit privé à affectation déterminée sont gérés par la Caisse hypothécaire.

M. Geissbühler propose qu'un certain pourcentage des excédents de recettes des comptes des caisses d'assurance du personnel de l'Etat et du corps enseignant primaire puissent être affectés à d'autres buts et ne soient pas obligatoirement versés à la Caisse hypothécaire. Il n'a cependant pas présenté de proposition ferme dans ce sens et a simplement demandé que la commission réexamine ce point. A mon avis, cette suggestion vaut la peine d'être retenue, et je ne vois pas d'objection à ce que la commission examine la possibilité d'accorder des prêts à certaines fondations. Elle vous soumettra une proposition dans ce sens en deuxième lecture si elle le juge opportun.

**Kopp.** In der Novembersession haben wir das Dekret über die Bernische Lehrer-Versicherungskasse genehmigt. Dessen Artikel 2 lautet: «Die Statuten der Bernischen Lehrer-Versicherungskasse regeln die Mitgliedschaft, die Organisation der Kasse, ihre Leistungen sowie diejenigen der Versicherten. – Dem Staat ist in der Verwaltung der Lehrer-Versicherungskasse eine angemessene, vom Regierungsrat zu bezeichnende Vertretung einzuräumen.» Daraus geht hervor, dass im Grundsatz die Verwaltung der Lehrer-Versicherungskasse der privatrechtlichen Organisation der Lehrer-Versicherungskasse übertragen sein soll. Weil der Staat aber mit Beiträgen sehr stark engagiert ist, hat er eine angemessene Vertretung. Die Statutenänderungen sind dem Regierungsrat vorzulegen. Den besonderen Verhältnissen des Lehrerstandes ist gebührend Rechnung zu tragen.

Nun hat Kollege Geissbühler hier ausgeführt, es bestehe das Bedürfnis, einen Teil der Gelder, die die Versicherten in die beiden Kassen legen, für den Bau eigener Wohnungen zu verwenden. Zur Verantwortung der Verwaltung der Lehrer-Versicherungskasse gehören auch Kompetenzen. Die Kasse krankte bisher daran, dass diese Kompetenzen zu klein waren. Bei der Mitgliedschaft ist eine Missstimmung vorhanden, weil man kein

Entgegenkommen gezeigt hat, als man einen Teil des Geldes für den Kauf von Liegenschaften, für die Bedürfnisse der Mitglieder, verwenden wollte. Der Staat sollte doch froh sein, dass in diesen Kreisen aus eigener Initiative Wohnungen zu bauen angestrebt wird. Der frühere und der jetzige Volkswirtschaftsdirektor appellierten immer wieder an die freie Initiative und sagten, man solle um Gottes Willen bauen. Das zu tun, wäre in Kreisen der Lehrer-Versicherungskassen der Wunsch. Man hat einen ersten Bau gekauft und möchte weiterfahren. Man hat ein Logierhaus erstellt, vor allem für Studenten aus dem Lehrerkreis und für Seminaristen, auch das aus eigener Initiative. Solche Bestrebungen sollte man unterstützen.

Der Finanzdirektor sagte, wenn die Kasse die Mittel zu billigem Zins ausleihe, so verlange man vom Staat die Zinsdifferenz. – Die Hypothekarkasse verzinst immerhin die Kapitalien zu 4 Prozent. Schon das wäre eine Hilfe an die beiden Organisationen, die hinter der Kasse stehen, wenn sie Geld zu 4 Prozent erhielten; denn die Hypotheken kosten heute 5 und mehr Prozent. Aber ein noch weiter gehendes Entgegenkommen wäre gerechtfertigt. Ich unterstütze daher den Antrag Geissbühler und bitte, auf die zweite Lesung eine Lösung zu suchen. Vielleicht müsste man dem Artikel 38 folgendes beifügen, wobei ich mich beim Text nicht behaften lasse: «Sie kann zugunsten der Mitglieder der beiden Kassen Mittel zu günstigem Zinssatz für den Wohnungsbau zur Verfügung stellen.»

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Einen Teil meiner Ausführungen habe ich schon bei den Artikeln 10 und 11 gemacht. Herr Kopp, die Fonds werden nicht zu 4 Prozent, sondern zu  $4\frac{1}{4}$  Prozent verzinst. Sie müssen sich überlegen, was Sie vorkehren wollen. Seinerzeit legte die Lehrer-Versicherungskasse Wert auf die Verpflichtung des Staates, das Kapital zu  $3\frac{1}{2}$  Prozent zu verzinsen. Für die Verzinsung dieser Fonds hat der Staat jahrelang Geld drauflegen müssen. – Der Hauptteil der Gelder dieser beiden Kassen hat der Staat beigebracht. Dieser ist für die Verwaltung des Vermögens verantwortlich. Also muss er für richtige Verwaltung sorgen, und diese besteht in der Anlage der Gelder. Im Dekret betreffend die Versicherungskasse des Staatspersonals steht: «Der Staat garantiert die Erfüllung der Verpflichtungen der Kasse.» Wahrscheinlich steht das auch im Dekret für die andere Kasse. Nun sind die Zinsen gestiegen. Vorher hat man einen Minimalzins festlegen müssen, damit die Gelder ausreichen. Jetzt zahlt man, wie gesagt,  $4\frac{1}{4}$  Prozent. Wenn dieses Geld für den gemeinnützigen Wohnungsbau oder für Wohnungen für das Staatpersonal zu billigem Zins ausgeliehen werden soll, entsteht ein Einnahmensausfall. Den müsste wahrscheinlich der Staat wieder decken. Wollen Sie das?

Sie sagen vielleicht, Sie wollten wegen der Geldentwertung selber bauen. Wenn Sie dann aber aus dem Neubau eine Bruttorendite von 6 Prozent herausbringen und Sie davon den Unterhalt und die Verwaltungskosten usw. abziehen, so bleibt ein Zins übrig, demgegenüber die  $4\frac{1}{4}$  Prozent, welche

die Hypothekarkasse zahlt, noch eine ganz anständige Rendite darstellen. Das müssen wir auch würdigen.

Herr Geissbühler, ich hätte heute für die paar hundert Millionen des Fonds auch Verwendung. Ich würde nämlich dann die über 400 Millionen Franken Beiträge zahlen, die fällig sind. Wir zahlen für unser Geld nicht  $4\frac{1}{4}$  Prozent, sondern  $4\frac{1}{2}$  Prozent, und auch dieser Satz bedeutet ein Entgegenkommen der Staatsbanken. Wir zahlen somit zwar  $\frac{1}{4}$  Prozent mehr und könnten einige Millionen einsparen, wenn wir, statt den Staatskredit zu beanspruchen, die Fondsmittel verwendeten. Brauchen wir aber die Fondsmittel, so sind sie nicht mehr da, um die Verpflichtungen zu erfüllen. Der Staat garantiert jedoch die Erfüllung der Verpflichtungen der Kasse. Dann ist das Geld nicht da, und soweit wir es nicht von den Staatsbanken erhalten, weil es auch dort nicht mehr vorhanden ist, müssen wir zu den Grossbanken gehen und dort zu  $5\frac{1}{2}$  Prozent, nicht zu  $4\frac{1}{2}$  Prozent, Kredite aufnehmen. – Ich mache auf die praktische Seite des Problems aufmerksam. Weil der Staat zur Verwaltung verpflichtet ist, und die Erfüllung der Verpflichtung beider Kassen garantieren muss, hat er ein Interesse daran, dass das Geld aus der eigentlichen Staatsverwaltung ausgeschieden, aber so angelegt wird, dass es greifbar ist und einen rechten Zins abwirft, so dass nicht der Staat eine Zinsdifferenz bezahlen muss. Das ist der Sinn der ganzen Konzeption.

Ich mache daraus keine Prestigefrage, wir werden die Angelegenheit nochmals prüfen; aber grundsätzlich werden wir keine andere Lösung vorlegen. Es wird sich höchstens darum handeln, dass man, vielleicht weitergehend als bisher, da und dort einen gemeinsamen Wohnungsbau für das Personal fördert. Wenn wir das Geld zu billigem Zins geben, entsteht ein Loch in der Kasse. Wenn wir gleich viel verlangen wie andere Geldgeber, ist den Interessenten nicht gedient. – Wir könnten übrigens nicht von Oberhasli bis in die Ajoie Personalhäuser mit billigem Geld aus den Pensionskassen bauen, sonst würden wir zweierlei Recht schaffen: Die einen Beamten müssten den üblichen Mietzins bezahlen, während andere, die Wohnungen hätten, für deren Bau der Staat billiges Geld zur Verfügung stellte (bei Übernahme der Zinsgarantie, damit sich das Deckungskapital der Versicherungskassen nicht verkleinert), bevorzugt wären. Das Problem ist nicht einfach zu lösen.

Angenommen.

### Art. 39

**Bärtschi** (Heiligenschwendi). Ich bin froh, dass der Regierungsrat sagte, er mache aus der Annahme seiner Anträge keine Prestigefrage, und ich bin froh, wenn er auch beim Artikel 39 bei seinem Standpunkt bleibt. Auf Seite 9 des Vortrages steht zu Artikel 39: «Im Hinblick auf eine in näherer Zukunft neuerdings erforderliche Anpassung der verfassungsmässigen Finanzkompetenzen wird die Kompetenz der Direktionen heute bereits auf Fr. 10 000.— festgesetzt...». Ich wäre begeistert gewesen, wenn nach dem Wort «festgesetzt» ein Punkt stünde. Dann könnten die einzelnen Direk-

tionen in diesem Rahmen ihre Geschäfte erledigen. Es heisst dann aber weiter: «... unter Vorbehalt der Zustimmung der Finanzdirektion ...». – Es braucht also, damit die einzelnen Direktionen darüber beschliessen können, noch die Zustimmung der Finanzdirektion. Es gibt aber Kredite, bei denen es deutlich heisst: «Die Direktionen des Regierungsrates beschliessen im Rahmen des Voranschlages ...». Es handelt sich da um Geschäfte im Rahmen des Voranschlages. Weiter vorne steht im Vortrag, dass der Voranschlag in verbindlicher Weise die Ausgaben regle. Es handelt sich also um eine verbindliche Bewilligung von Ausgaben. Es wäre logisch und angemessen, wenn die Direktionen im Rahmen des Voranschlages über ihre Kredite verfügen könnten, dies um so mehr, als im Artikel 35 steht: «Die Finanzdirektion stellt zuhändig des Regierungsrates die Entwürfe für den Voranschlag auf.» Sie weiss also, welche Kredite den Direktionen zugeteilt sind. Die Finanzkontrolle wird sodann ohnehin laufend überwachen, wie der Voranschlag vollzogen wird. Ich sehe nicht ein, warum das die Finanzdirektion und die Finanzkontrolle gleichzeitig machen müssen, wenn man doch eine Finanzdirektion hat, die im Rahmen der Franken 10 000.— selbständig sollte entscheiden können. Mir scheint, die Koordination auf diesem Gebiet sollte nicht zur Komplikation führen, dass verschiedene Stellen einander gegenseitig zusätzlich kontrollieren, und zwar über etwas, das der Grossen Rat im Grundsatz schon bewilligt hat.

Ich schlage Ihnen vor, den Absatz 1 wie folgt zu fassen: «Die Direktionen des Regierungsrates beschliessen im Rahmen des Voranschlages über Ausgaben bis zum Betrage von Fr. 10 000.—» Das Alinea 2 würde wegfallen. – Ich weiss, Fr. 10 000.— sind gegenüber der bisherigen Kompetenz von Fr. 2000.— eine starke Erhöhung. Über den Betrag könnte man also noch miteinander reden, man könnte auch Fr. 8000.—, evtl. Fr. 7000.— festsetzen. Man bedenke, dass es sich hier nicht um neue Ausgaben, sondern um solche im Rahmen des Voranschlages handelt.

Der Name «Superdirektion» klingt nicht schön, aber ich glaube, er würde ein wenig zutreffen, wenn Sie den Artikel 39 gemäss Vorschlag der Regierung annehmen. Die Kontrolle durch die Finanzkontrolle würde ich einigermassen begreifen. Aber warum soll es die Finanzdirektion prüfen? Durch die Finanzkontrolle erfolgt die Prüfung ohnehin gemäss Artikel 51 Absatz 1 lit. b, so dass man meinem Vorschlag zustimmen könnte. Die Zeiten ändern sich, hat Finanzdirektor Moser gesagt. Auf der Finanzdirektion sitzt nicht immer der gleiche Regierungsrat. Ich bitte Sie, meinem Vorschlag zuzustimmen.

**Graf, rapporteur de la commission.** La proposition de M. Bärtschi concerne le ménage interne du Conseil-exécutif. Du moment que les chefs de département, qui ont été appelés à donner leur avis sur ce point, estiment que la Direction des finances doit avoir une vue sur les dépenses des différentes directions, nous considérons qu'il n'y a pas lieu de modifier l'article 39. Il n'est pas souhaitable que les directions puissent décider certaines dépenses sans prendre préalablement contact au moins avec la Direction des finances.

M. Bärtschi dit qu'il existe un contrôle. C'est exact, mais il n'est pas efficace; il intervient trop tard, c'est-à-dire au moment où la dépense aura été engagée. L'obligation qu'auront les départements de soumettre à l'approbation de la Direction des finances les dépenses inférieures à 10 000 francs n'implique pas de grosses complications d'ordre administratif ni une accumulation de paperasse. Rien n'indique non plus que la Direction des finances deviendra une super-direction. Son rôle est précisément de veiller à ce que les autres directions fassent un emploi judicieux des derniers publics.

La commission n'a pas eu l'occasion d'examiner la proposition d'amendement présentée par M. Geissbühler mais je crois pouvoir vous demander en son nom de maintenir l'article 39 dans le texte qui vous est soumis par le Conseil-exécutif et la commission.

**Moser, Finanzdirektor,** Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss die beiden Anträge ablehnen. Es geht auch hier wieder um ein Prinzip. Man könnte sich auf den Boden stellen, dass über die Beträge, die im Budget enthalten sind – dieses aufzustellen, ist ein Verwaltungsakt des Grossen Rates –, die Regierung nachher verfügen könne. Das ist aber nicht der Fall. Das Budget bildet nur den Rahmen. Jedes einzelne Geschäft muss nachher, entsprechend den Kompetenzen, vor die Direktion, vor die Regierung oder vor den Grossen Rat. Davon können wir nicht abgehen. Wir haben lediglich gesagt, die Kompetenzgrenze von Franken 2000.— sei für die Regierung etwas niedrig. Anstaltsvorsteher haben im Rahmen ihrer Spezialbudgets für die Anstalten viel grössere Kompetenzen. Darum sagten wir, wir wollten die Kompetenzgrenze der Direktionen erhöhen. Da wir aber unser Finanzwesen straffen wollen, können wir nicht über das Ziel hinausschiessen. Wir waren daher der Meinung, man solle von Fr. 2000.— auf Fr. 10 000.— gehen, aber die Finanzdirektion müsse über diese Geschäfte den Überblick behalten. Eine Ausnahme haben wir im Absatz 2 vorgesehen; es betrifft die Ausgaben von weniger als Fr. 2000.—. Es verhält sich so, wie der Herr Kommissionspräsident sagte: Es geht nicht darum, dass die Finanzdirektion die andern Direktionsvorsteher aufgrund dieser Bestimmung schikaniere – der Budgetkredit ist ja vorhanden –, sondern darum, dass die Finanzdirektion den Überblick und die Koordinationsmöglichkeit hat und dass die Kompetenzgrenze einheitlich angewendet wird. In diesem Sinne muss ich am Artikel 39 festhalten. In einer Verordnung werden wir festhalten, dass wir uns mit den und den Geschäften, mit Beträgen von weniger als Fr. 2000.—, nicht abgeben wollen. – Die Finanzkontrolle kommt hinternach, die Bewilligung kommt vorher, und diese zu geben, obliegt der Finanzdirektion für alle Geschäfte. Der Artikel 39 bezieht sich auf die Vorkontrolle für Ausgaben unter Fr. 10 000.—.

Anschliessend werden wir die übrigen Finanzkompetenzen neu regeln. Wir werden untersuchen, ob die Finanzkompetenz des Grossen Rates noch richtig festgelegt sei und ob man, nach einer gewissen Erhöhung derselben, zum fakultativen Referendum kommen müsse. Wir werden auch

untersuchen, ob der Regierungsrat Fr. 60 000.— Kompetenz oder mehr haben soll. In diesem Stadium wird man auch über die einzelnen Direktionen reden. Bis zur Neuregelung der Finanzkompetenzen kann noch einige Zeit verstreichen. Im heutigen Moment geht es um die straffe Leitung der Finanzen, und da ist der Artikel 39 richtig konzipiert. — Der Fall ist nicht der gleiche, Herr Grossrat Bärtschi, wie beim komplexen Problem betreffend die Anlage und die Verwaltung des Fondsvermögens. Im Artikel 39 ist der Fall klar, und darüber muss ich heute eine Abstimmung verlangen. Wir können nicht alles auf die zweite Lesung aufsparen.

**Bärtschi** (Heiligenschwendi). Einsteils bin ich von den Ausführungen von Finanzdirektor Moser beruhigt, aber mich stört nach wie vor der Beisatz «und mit Zustimmung der Finanzdirektion». Ich begreife sehr gut, dass die Finanzdirektion über die Vorgänge bei den andern Direktionen orientiert sein muss. Aber das Wort «Zustimmung» ist nicht richtig, weil der grosse Rat den Krediten bereits zugestimmt hat. Es sollte heißen «mit Meldung an die Finanzdirektion» oder «mit Kenntnisgabe an die Finanzdirektion». Ich halte meinen Antrag aufrecht.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss noch mehr präzisieren. Was an die Finanzdirektion gelangt, ist im Rahmen des Budgets genehmigt, aber nicht im Einzelfall. Es geht darum, dass wir sagen, was im einzelnen Fall bewilligt werden soll. Wenn man nur zur Orientierung Mitteilung machen will, kann man das ganz weglassen. In der Regel wird die Finanzdirektion zustimmen. Wenn sie es aber einmal nicht kann, redet sie mit den Direktionen, wie es heute geschieht, und sagt, unter welchen Bedingungen sie zustimmen würde. Wenn man sich nicht einigen kann, entscheidet der Regierungsrat. Das ist schon heute die Praxis.

**Le Président**. Je vous prie de vous prononcer sur l'article 39, étant entendu que si vous appuyez la proposition de modification de l'alinéa premier, vous vous prononcez par voie de conséquence pour la suppression de l'alinéa 2, si bien qu'une seule votation suffit.

#### A b s t i m m u n g

Für den Antrag  
der vorberatenden Behörden ..... 77 Stimmen

Für den Antrag  
Bärtschi (Heiligenschwendi) ..... 31 Stimmen

Art. 40 bis 42

Angenommen.

#### Art. 43

**Graf**, rapporteur de la commission. Le texte de cet article est bref. Il n'en a pas moins donné lieu à de longues discussions au sein de la commission. Il pose un principe important puisqu'il définit la politique foncière de l'Etat.

Il est évident que l'Etat doit pouvoir acquérir certains biens-fonds. Cependant, il faut éviter qu'il puisse le faire dans un but d'enrichissement ou de spéculation.

Comme le relève le Conseil-exécutif à la page 10 de son rapport, l'Etat ne doit pas avoir le pouvoir de disposer de la propriété privée si ce n'est dans l'intérêt direct du canton et pour lui permettre de poursuivre une politique à longue vue. De l'avis de la commission, l'Etat ne doit procéder qu'aux acquisitions absolument nécessaires. Ce principe ne semble cependant pas être admis par chacun, et la proposition a été faite de donner à l'article 43 une tournure moins restrictive par la suppression des mots «ne... que».

La commission a longuement débattu cette question et ce n'est qu'à une faible majorité qu'elle s'est prononcée en faveur du maintien du mot allemand «nur», soit, dans le texte français, des mots «ne... que». Un membre de la minorité de la commission vous proposera tout à l'heure la suppression de ces termes. Il appartiendra ensuite au Grand Conseil de se déterminer.

**Schweizer** (Bern). Ich beantrage, das Wörtchen «nur» zu streichen. Gestern hat Kollege Staender betont, wie wichtig für den Staat eine neuzeitliche Bodenpolitik ist. Für eine solche ist das einschränkende Wörtchen «nur» nicht nötig. Wenn man einwenden sollte, die Gefahr wäre dann gross, dass der Staat zuviel Land kaufe, dann möchte ich entgegnen, dass Regierungsrat Moser schon gestern erklärte, das wäre gar nicht möglich, denn der Staat hätte dazu das Geld nicht. Ich bitte, meinem Antrag zuzustimmen.

**Staender**. Ich habe gestern in der Eintretensdebatte gesagt, der Staat sollte in bezug auf die Bodenpolitik etwas aktiver sein. Kollege Schweizer sagt nun richtig, der Artikel 43 lege dem Staat gewisse Fesseln an. Ich möchte Ihnen beliebt machen, diesen Artikel im Sinne meiner gestrigen Ausführungen etwas auszuweiten, wobei ich im Gegensatz zum Vorredner das Wörtchen «nur» aufrechterhalten würde. Ich bitte, auf die zweite Lesung die folgende Form zu prüfen:

«Der Staat erwirbt und veräussert Grundstücke nur, wenn damit einem öffentlichen Zweck gedient oder öffentliches Interesse gewahrt wird.»

Ich ergänze den Text also durch das Wort «veräussert», damit das, was der Finanzdirektor gestern so beiläufig erwähnt hat, nicht eintritt, nämlich dass der Staat mit der Zeit einen sehr grossen Teil des Grund und Bodens im Kanton aufkauft. Von seinem Land soll er dann, wenn es im öffentlichen Interesse liegt, etwas abtreten können. Wenn man den vorliegenden Artikel 43 eng auslegen wollte, dürfte der Staat nur Land erwerben und nicht verkaufen. Man muss im Gesetz ersichtlich machen, dass es sich anders verhält. Ich weiss, der Staat verkauft nicht gerne Land. Der Finanzdirektor hat hiefür die Gründe angegeben. Er befürchtet, die Gemeinden, die Land brauchen, würden den Weg des geringsten Widerstandes beschreiten und sich immer zuerst an den Staat wenden. Dieser hat unter Umständen sogar ein Interesse daran, bestimmte Landkomplexe zu veräussern und sie einer produktiven

Bestimmung zuzuführen. Ich kenne Landstücke des Staates, die mitten in einer Bauzone liegen, wo der Quadratmeterpreis Fr. 200.— bis Fr. 300.— betragen würde, aus denen der Staat aber einen Ertrag von nur Fr. 120.— bis Fr. 150.— pro Jucharte einkassiert, weil er das Grundstück landwirtschaftlich bewirtschaften lässt. Ich will nicht etwa sagen, die Landwirtschaft solle verdrängt werden; aber in ausgesprochenen Bauzonen ist es nicht wirtschaftlich, das Land ewig für landwirtschaftliche Nutzung zu hüten und auf die Realisierung von namhaften Vermögenswerten zu verzichten. Der Staat, der so in der Klemme ist, sollte sich auf die Dauer solche Spässe nicht erlauben. Unter «veräussern» verstehe ich nicht nur den Verkauf, sondern auch die Abgabe im Baurecht und die Einräumung von Dienstbarkeiten für andere Zwecke.

**Schürrch.** Zum Vorschlag von Kollege Staender möchte ich mich positiv äussern. Ich will nicht zu starke Akzente setzen. Selbstverständlich muss der Staat auch Boden verkaufen oder eintauschen können. Namentlich der Umtausch ist wichtig. Das ist auch eine Form von Veräusserung. Die Ergänzung gemäss Antrag Staender ist nötig.

Herr Schweizer will das Wörtchen «nur» streichen. Wir haben aber die ursprüngliche Fassung dieses Artikels schon ganz erheblich gemildert. Wie auf andern Gebieten braucht auch hier der Staat Zügel und Sporen. Man muss zwischen Freiheit und Zurückhaltung abwägen, muss auch untersuchen, wo Einschränkungen aus politischen Gründen nötig sind und wo nicht. – Hier liegt eines der wenigen Gebiete, wo man aus der Grundhaltung heraus die Sache verschieden ansehen kann. Im ursprünglichen Text stand: «Der Staat erwirbt Grundstücke nur, wenn damit einem bestimmten öffentlichen Zweck gedient oder ein besonderes öffentliches Interesse gewahrt wird.» Ich habe in der Kommission beantragt, das Wort «bestimmt» zu streichen, weil ich vermeiden wollte, dass man aus dieser Bestimmung herausliest, der Staat dürfe nur Land kaufen, wenn er schon genau wisse, was für ein Gebäude erstellt wird. Das ginge zu weit; damit würden dem Staat die Hände zu sehr gebunden. Wir haben in der Stadt Bern darüber im Zusammenhang mit den Vermögensgewinnsteuern Erfahrungen gemacht. Das sage ich nur zur Illustration. Da wurde uns erklärt, aufgrund von Artikel 43 des Steuergesetzes könne der Landverkäufer nicht von der Steuer befreit werden, wenn die Gemeinde das Land kauft, sofern es nicht schon für ein ganz bestimmtes Werk bestimmt sei. – Ich möchte dem Staat die Möglichkeit geben, weiter zu gehen, d. h. Land nicht nur kaufen zu dürfen, wenn er schon ein Projekt und vielleicht sogar schon einen Kredit hat. Daher ist mit Recht im Beisatz «zu einem bestimmten öffentlichen Zweck» das Wort «bestimmten» gestrichen worden. Wir haben sodann im Ausdruck «besondere öffentliche Interessen» das Wort «besondere» gestrichen, sagen also nur: «Der Staat kann Land kaufen und verkaufen, wenn er damit einem öffentlichen Zweck dient und ein öffentliches Interesse wahrt». – Rein sprachlich ist das Wörtchen «nur» nicht nötig, es bedeutet aber eine Akzentsetzung.

Wenn wir das Wörtchen «nur» streichen, ist das eine Demonstration in falscher Richtung. Wir wollen den Staat nicht anspornen, nun laufend Land zu kaufen. Sie werden antworten, das würde ohnehin nicht viel nützen, denn er habe dazu kein Geld. Mir scheint das Wörtchen «nur» am Platze zu sein, und ich beantrage, es stehenzulassen.

**Iseli.** Das Votum von Herrn Staender veranlasst mich zu einer Bemerkung. Wenn sein Vorschlag angenommen werden sollte, bitte ich, sich in der zweiten Lesung über folgendes auszusprechen: Es ist logisch, dass der Staat auch Land soll veräussern können. Ich möchte aber wünschen, dass in dem Zusammenhang auch die Frage der Abgabe im Baurecht, die Kollege Staender ange deutet hat, überprüft werde. Die Gemeinden geben häufig Land im Baurecht, und diese Möglichkeit sollte dann im Artikel 43 auch zum Ausdruck kommen.

**Schweizer (Bern).** Ich bin der Meinung, man sollte die Ergänzung, die Herr Staender wünscht, nicht aufnehmen. Wenn es dann aber heisst, der Staat erwerbe und veräussere Grundstücke, müssten wir verlangen, dass das Wörtchen «nur» stehenbleibt; denn wenn man verlangt, dass der Staat Land verkaufe, müsste man die Einschränkung haben, dass er es nur tut, wenn damit einem öffentlichen Zweck gedient oder ein öffentliches Interesse gewahrt wird.

**Tschannen.** Was Herr Staender wünscht, hat Kollege Horst in der Kommission beantragt. Er hat aber seinen Antrag zurückgezogen, weil der Finanzdirektor sagte, die Möglichkeit der Landveräusserung sei schon in Artikel 40 Absatz 1 lit. b gegeben.

**Graf,** rapporteur de la commission. La question que vient de soulever M. Tschannen a été débattue au sein de la commission, et M. le représentant de la Direction des finances avait répondu qu'il n'était pas nécessaire d'introduire le principe de l'aliénation des biens-fonds de l'Etat à l'article 43 du moment qu'il est déjà contenu à l'article 40, lettre b.

M. Staender pense pour sa part qu'une telle précision s'impose alors que M. Schweizer estime que si l'on introduit à l'article 43 la notion de l'aliénation, il faut en tout cas maintenir les mots «ne... que». Comme vous le constatez, on joue un peu sur les mots, mais ce n'est pas tout à fait inutile. Les suggestions émises sont valables et elles méritent d'être examinées. Je suis personnellement d'accord avec M. Schweizer, mais il appartient au Grand Conseil de trancher.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bitte, dem gemeinsamen Antrag von Kommission und Regierung zuzustimmen und die beiden Abänderungsanträge abzulehnen. Das Wörtchen «nur» hat eine gewisse psychologische Bedeutung. Man will nicht, dass der Staat Land kauft, wenn es nicht nötig ist. Ich bin daher froh, wenn das Wörtchen «nur» stehenbleibt. Heute wird uns sehr viel Land offeriert und gesagt,

her oder später hätten wir daran ein Interesse. – Wenn wir schon heute Interesse haben, prüfen wir die Offerte. Aber nur weil in unbestimmter ferner Zeit einmal ein Interesse entstehen könnte, können wir nicht Land erwerben. Wir werden förmlich überschüttet mit Landangeboten, so dass ich über das Wörtchen «nur» froh bin; denn dann habe ich etwas in der Hand um die Käufe abzulehnen.

Bei der Beratung des Steuergesetzes ging es unter anderem um die Frage: Wo soll die Steuerbefreiung im öffentlichen Interesse anfangen und wo soll sie aufhören? Wenn Sie im Artikel 43 das Wörtchen «nur» stehenlassen, entspricht das der Linie, die beim Steuergesetz vertreten wurde.

Der Antrag Staender erübrigts sich. – Es ist auch nicht nötig, das Wort «veräussern» aufzunehmen. Das haben wir schon bisher gestützt auf den Artikel 40 gehandhabt. Bei Artikel 43 geht es darum, festzulegen, unter welchen Umständen der Staat Land erwerben kann. Dieser Artikel handelt vom Landerwerb und nicht von der Veräusserung von Anlagen. Ich bitte Sie, dem Antrag der Kommission zuzustimmen.

**Le Président.** M. Staender maintient-il sa proposition d'amendement?

**Staender.** Ja.

**Le Président.** Avant de passer à la votation sur cette proposition, je demande à M. Schweizer s'il maintient la sienne dans le cas où la proposition de M. Staender est acceptée.

**Schweizer.** Nein.

**Le Président.** Je mettrai tout d'abord aux voix le texte de la commission et du Conseil-exécutif, puis la proposition de M. Staender. Si celle-ci est rejetée, j'opposerai la proposition du gouvernement à celle de M. Schweizer.

#### A b s t i m m u n g

Für den Antrag

der vorberatenden Behörden ..... 75 Stimmen

Für den Antrag Staender ..... 24 Stimmen

Für den Antrag

der vorberatenden Behörden ..... 90 Stimmen

Für den Antrag Schweizer (Bern) .... 51 Stimmen

Art. 44 bis 46

Angenommen.

#### Art. 47

**Graf**, rapporteur de la commission. L'article 47 est un des points névralgiques de la nouvelle loi sur les finances, et il a donné lieu à une longue discussion au sein de la commission. Il définit les tâches du Contrôle des finances, qui est l'organe technique supérieur de surveillance en matière de finances.

Comme je l'ai souligné lors du débat d'entrée en matière, cette surveillance doit s'exercer non seulement au stade de la décision ou de l'engagement de la dépense, mais encore après que celle-ci aura été effectuée.

Nous avions autrefois un Contrôle cantonal des finances, qui a été remplacé par l'Inspectorat des finances. Nous vous proposons de revenir à l'ancienne conception, c'est-à-dire au Contrôle des finances. La question qui se pose est de savoir s'il doit être un organe du Grand Conseil ou un organe de l'administration. Le Gouvernement estime que le Contrôle des finances doit être un organe administratif et qu'il doit avoir un droit de regard dans les différents départements. De plus, il doit être à même d'orienter le Conseil-exécutif sur les incidences financières de tel projet de loi ou de décret ou de telle décision et, au besoin, de le conseiller.

Le Contrôle des finances doit-il être rattaché à la section présidentielle ou à la Direction des finances? Comme il aura le droit et même le devoir de contrôler les dépenses de chaque département, il semble qu'il devrait être rattaché à la section présidentielle. Cependant, le mandat du président du Conseil-exécutif – et en cela il diffère de celui du président d'un exécutif communal – ne dure qu'une année. Il serait donc judicieux de subordonner le Contrôle des finances non à la section présidentielle, mais à la Direction des finances.

La crainte a été émise que la Direction des finances ne devienne une sorte de super-direction. Or, je crois que de par la force des choses, et c'est le cas dans toute administration, la Direction des finances a un droit de regard sur les autres directions, si bien qu'elle a inévitablement une vue d'ensemble de toutes les activités de l'administration.

Après une discussion approfondie du chapitre 8, la commission s'est ralliée, dans la plupart des cas à l'unanimité, aux diverses dispositions qu'il contient, si bien qu'elle peut vous recommander sans hésitation de les approuver.

L'article 47, qui prévoit que la Direction des finances est compétente pour examiner les projets d'actes législatifs et les projets d'arrêtés dans leurs conséquences financières, au besoin avec la collaboration des organes du Contrôle des finances, n'appelle pas de commentaires de la part de la commission.

Angenommen.

**Schweizer** (Bern). Mein Antrag zu Artikel 48 ist nicht grundsätzlicher Art, und ich nehme an, er führt nicht zu einer Abstimmung. Unsere Fraktion fand, die Einteilung wäre besser, wenn man den Absatz 3 vorausnahme und dann den bisherigen Absatz 1 und 2 als Absatz 2 und 3 folgen liesse. Ich beantrage, diese Umstellung vorzunehmen.

**Schürch**. Ich bin mit Herrn Schweizer einverstanden.

Im jetzigen Absatz 2 ist der Ausdruck «Sie ist administrativ der Finanzdirektion unterstellt», im französischen Text übersetzt mit «Dans son domaine». Das ist unrichtig, denn die Finanzkontrolle ist nicht «dans son domaine» der Finanzdirektion unterstellt. Deutsch würde das heißen «in ihrem Sachgebiet». Gerade das wollte man nicht. Man wollte eine Einschränkung machen. Ich bitte, die welsche Redaktion zu überprüfen, damit sie mit dem deutschen Text übereinstimmt.

**Braunschweig.** Ich bitte den Finanzdirektor um ein paar Auskünfte im Zusammenhang mit der Finanzkontrolle. Diese nimmt tatsächlich eine Schlüsselstellung ein. Die bisherigen Erklärungen über die Unterstellung der Finanzkontrolle befriedigen mich nicht. Von einem Kommissionsmitglied hörten wir, sie sei dem Finanzdirektor unterstellt. Der Gesetzestext lautet anders. Ich bitte den Finanzdirektor, sich detailliert zu äussern, wieweit seiner Auffassung nach die Finanzkontrolle der Finanzdirektion unterstellt ist, d. h. was er unter dem Begriff «administrativ» versteht.

Nach dem bisherigen Gesetzestext arbeitet die Finanzkontrolle gleichsam als eine Art Treuhandbüro für dritte Auftraggeber, nämlich für die Finanzdirektion, für den Regierungsrat sowie für den Grossen Rat. Man sollte sich klar sein, wie die Arbeitsweise in der Praxis erfolgt. Es ist nicht gut möglich, dass das gleiche Organ beispielsweise ein Geschäft mit einem Zündstoff auf drei Stufen behandelt, nämlich im Auftrag der Finanzdirektion, des Regierungsrates und später des Grossen Rates und seiner Kommissionen, denn damit würde die Finanzkontrolle ihre fachliche Selbständigkeit verlieren. Wenn sie nämlich für einen bestimmten Auftraggeber Stellung bezogen hat, kann sie nicht noch einmal die gleiche Sache durchleuchten. Ich bitte daher den Finanzdirektor, uns zu sagen, wie er sich in der Praxis die Arbeitsweise der Finanzkontrolle für die drei verschiedenen «Kunden» denkt.

Die Finanzkontrolle ist ein Organ der Finanzaufsicht. Demnach wäre sie eigentlich nicht dazu da, die Finanzverwaltung selber durchzuführen. In Artikel 51 Absatz 3 steht aber, dass der Finanzkontrolle Aufgaben der Finanzplanung übertragen werden. Ich bitte, mich zu korrigieren, wenn es die Meinung hat, die Finanzkontrolle habe die Finanzplanung nur zu überwachen. Solche Neuerungen müssen klar umschrieben sein.

Wie gross schätzt der Finanzdirektor die Kosten der Finanzkontrolle? Ich werde ihn nicht beim Wort nehmen, wenn es nachher Fr. 10 000.— mehr oder weniger sind. Schliesslich möchte auch das Volk wissen, was der erweiterte Apparat der Finanzkontrolle ungefähr kosten wird.

**Hächler.** Ich bin mit der Schaffung der Finanzkontrolle einverstanden, auch mit den Umstellungen, die hier vorgesehen werden. Aber es besteht eine Lücke in dem Sinne, dass die Finanzkontrolle in dem, was über das Administrative hinaus geht, in der Luft liegt. Die Finanzkontrolle selber muss wissen, an wen sie sich in bestimmten, nicht administrativen Fällen zu wenden hat. Aber auch die Aufsichtsbehörde muss wissen, wie die Sache läuft. Die Unterstellungsvorhältnisse sollten auf die zweite Lesung überprüft werden. Die Unterstellung unter die Präsidialabteilung lehnt man ab. Ich glaube, es wäre kein grosser Fehler, die Finanzkontrolle dem Regierungspräsidium zu unterstellen, auch wenn dieses jedes Jahr wechselt. – Man könnte sich auch überlegen, ob eine Delegation des Regierungsrates oder der Regierungsrat als Gesamtheit als zuständig erklärt werden solle. Man könnte sich auch überlegen, ob die Unter-

stellung unter die Staatswirtschaftskommission vorzusehen sei. Das wäre gar nicht ausgeschlossen.

Das sind ein paar Anregungen für die zweite Lesung.

**Graf,** rapporteur de la commission. La commission n'a pas pris position au sujet de la proposition de M. Schweizer tendant à modifier l'ordre des alinéas. Je ne puis donc m'exprimer en son nom. Personnellement, je ne m'oppose pas à son adoption.

En ce qui concerne la proposition de M. Schürch, il serait bon que la commission qui a étudié ce projet de loi, de même que la commission de rédaction, se penchent sur la question et, le cas échéant, nous soumettent une proposition en vue de la deuxième lecture.

Je laisse à M. le représentant du gouvernement le soin de répondre aux questions posées par MM. Braunschweig et Hächler.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Mit dem Antrag Schweizer bin ich einverstanden. Nachdem mich Herr Schweizer gestern fast zum Bischof gemacht hat, kann ich mich bei diesem Artikel gnädig erweisen. Mit der beantragten Umstellung passiert kein grosses Unglück. So oder so ist die Anknüpfung an den Artikel 47 gegeben.

Was Herr Schürch beanstandet hat, muss selbstverständlich der Übersetzungsdiensst korrigieren.

Herr Grossrat Braunschweig wirft in bezug auf die Unterstellung der Finanzkontrolle ziemlich genau die gleiche Frage auf wie Herr Grossrat Hächler. Die Frage ist die, wie man die Finanzaufsicht ordnen will, ob diese ganz ausserhalb der Verwaltung stehen, also eine ganz selbständige Einrichtung sein soll, ähnlich wie wenn ein grosses Treuhandbüro mit der Finanzkontrolle über den Staat beauftragt wäre. Das würde wahrscheinlich nicht unsern Absichten entsprechen. Wem soll die Finanzkontrolle dienen, der Finanzdirektion oder der Regierung oder dem Grossen Rat? Ich bin der Meinung, es soll bleiben wie bisher. Die Finanzkontrolle ist primär ein Instrument der Finanzdirektion, denn diese ist ja mit der Vorprüfung der Geschäfte beauftragt und muss Gewähr dafür haben, dass die Geschäfte, die auch politisch vorbereitet worden sind, nachher über die Finanzdirektion und die Regierung und den Grossen Rat richtig abgeschlossen werden. Daher sind wir der Auffassung, die Finanzkontrolle müsse primär ein Instrument der Finanzdirektion sein und sei ihr auf jeden Fall administrativ zuzuteilen.

Die Unterstellung unter die Regierung erfolgt ja indirekt über die Finanzdirektion. Die Unterstellung unter einen Ausschuss der Regierung oder einen Ausschuss des Grossen Rates könnte nicht befriedigen, weil ein solches Gremium sich gar nicht mit der Vorbereitung und dem Abschluss der Geschäfte befassen könnte. Das ist, gesamthaft gesehen, Aufgabe der Finanzdirektion, und daher wird dieser die Finanzkontrolle unterstellen. – Aber wir wollen die Finanzkontrolle schaffen, damit sie weiter gehen kann als das bisherige Finanzinspektorat. Sie soll nicht nur das rechnerische Revisorat sein, sondern die Geschäfte materiell prüfen. Sie

muss nicht nur mit der Finanzdirektion, die die Vorprüfung besorgt, unabhängig Kontakt nehmen können, sondern muss auch mit den andern Direktionen und mit den Direktionsvorstehern Kontakt haben. Es soll sogar die Verbindung zum Grossen Rat hergestellt werden über die Staatswirtschaftskommission. Das ist eine sehr subtile Angelegenheit. Daher muss man den Kontakt dieses unabhängigen Chefs der Finanzkontrolle zu andern Direktionsvorstehern, zur Regierung und zum Grossen Rat, regeln. Das hat sich aufgedrängt.

Nun können wir natürlich im Gesetz das alles nicht genau umschreiben. Wir hatten ja schon im Dekret über die Organisation der Finanzdirektion einen besondern Abschnitt über das Finanzinspektorat. Wir werden die Funktion der Finanzkontrolle in den Ausführungserlassen noch genauer umschreiben.

Was die Mitwirkung bei der Planung anbetrifft, handelt es sich darum, dass wir die Finanzkontrolle zu Planungsfragen und all den Fragen, die materielle Auswirkungen haben, beziehen können.

Die Mehrkosten werden nicht übermäßig gross sein. Es wird sich um einen neuen Chef handeln und wahrscheinlich höchstens einen weitern Beamten dazu, und im übrigen wird man mit dem Apparat, der heute schon besteht (Revisorat des Finanzinspektorates und der Kantonsbuchhalterei), auskommen. Bei der Beratung des Dekretes über die Organisation werden wir besser abschätzen können, was das kosten wird. Wir werden die Organisation der Finanzkontrolle ins Dekret über die Organisation der Finanzdirektion einbauen müssen. Bei der Gelegenheit werden wir die Zusammenhänge behandeln. Jenes Dekret werden Sie auf die zweite Lesung des vorliegenden Gesetzes hin erhalten.

#### Beschluss:

Absatz 3 wird Absatz 1.

Absatz 1 wird Absatz 2.

Absatz 2 wird Absatz 3.

#### Art. 49

**Jardin.** Le Contrôle des finances deviendra un organe tentaculaire, qui surveillera toute l'administration cantonale, une sorte d'Etat dans l'Etat. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'article 51, qui définit ses différentes attributions.

On dit souvent que la minorité doit être choyée. C'est particulièrement nécessaire dans le domaine qui nous occupe et qui est important, car le Jura a un intérêt évident à ce que les finances du canton soient gérées d'une manière saine, efficace et intelligente. Telle est la raison pour laquelle nous estimons qu'un poste dirigeant de cet organe cantonal de contrôle doit revenir au Jura. La collaboration de deux personnalités de mentalités et de cultures différentes ne peut être que bénéfique pour le canton. Je vous propose en conséquence de remplacer l'alinéa premier de l'article 49 par le texte suivant: «A la tête du Contrôle des finances sont placés un chef et un adjoint (un de ces postes sera attribué à un Jurassien) auxquels on adjoindra le personnel technique et de chancellerie nécessaire.»

**Bärtschi** (Heiligenschwendi). Ich schlage vor, in Absatz 2 zu sagen:

«Wenn die Erfüllung einer Aufgabe besondere Fachkenntnisse erfordert, kann der Vorsteher, nach Rücksprache mit dem zuständigen Direktionsvorsteher und im Einverständnis mit der Finanzdirektion, Sachverständige beizeihen.»

Was materiell dazukommt, sind nur die Worte «nach Rücksprache mit dem zuständigen Direktionsvorsteher». Ich bitte, das auf die zweite Lesung hin zu prüfen.

**Graf**, rapporteur de la commission. Je répondrai tout d'abord à M. Bärtschi. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'une affaire d'Etat, si bien que nous pouvons accepter sans autre sa proposition en vue de la deuxième lecture.

Par contre, la proposition de M. Jardin soulève un problème plus complexe. Comme membre d'une minorité linguistique, je sais combien il importe que les minorités soient vigilantes et actives si elles ne veulent pas se laisser écraser par la majorité, même si cet écrasement est involontaire. Il est donc du droit et même du devoir de M. Jardin de chercher à défendre les intérêts de la minorité jurassienne. Cependant, j'estime qu'il faut le faire à bon escient, et je ne suis pas certain que sa proposition soit judicieuse. Si l'un ou l'autre des titulaires devait avoir des contacts actifs avec la population de langue française, il serait nécessaire qu'il maîtrise cette dernière, mais tel n'est pas le cas, et les compétences sont beaucoup plus importantes que les connaissances linguistiques. Le chef du Contrôle des finances – et son adjoint si un poste d'adjoint est créé – doit avant tout posséder des connaissances mathématiques et comptables approfondies, et la disposition que M. Jardin propose d'introduire dans la loi est par trop restrictive. Il faudrait en tout cas remplacer le mot «Jurassien» par «Romand» ou «fonctionnaire de langue française», car nous ne savons où nous allons si on commence à faire de l'ostracisme dans un tel domaine et si on n'engageait plus que des Bernois ou des Jurassiens dans l'administration cantonale.

Encore une fois, on ne peut insérer des dispositions aussi précises dans une loi. En revanche, nous pouvons mentionner au protocole du Grand Conseil que dans la mesure du possible, et pour autant que des candidats se présentent, il sera tenu compte de l'appartenance linguistique pour l'un des deux postes.

La commission n'a pas eu l'occasion de se pencher sur cette proposition mais je ne puis en tout cas pas lui en proposer l'adoption car encore une fois, elle me paraît inacceptable. Je vous invite en conséquence à la rejeter, sans toutefois m'opposer à ce que soit inscrite au protocole la remarque que j'ai faite tout à l'heure.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin bereit, den Vorschlag von Herrn Grossrat Bärtschi auf die zweite Lesung hin zu prüfen. Man wird insbesondere auch die Redaktion untersuchen müssen.

Hingegen muss ich den Antrag des Herrn Grossrat Jardin ablehnen. Es geht nicht darum, hier im Gesetz die Organisation der Finanzkontrolle

festzunageln. Was Herr Grossrat Jardin will, ist eine Organisationsfrage und ist im Organisationsdekrete zu ordnen. Dort werden wir sagen, es gebe einen Chef und zwei Vizechefs, einer, der das Revisorat besorgt, und einer, der die materielle Kontrolle unter sich hat. Dort fragt es sich dann, ob man aufnehmen wolle, dass einer ein Jurassier sein müsse. Wir wollen im Gesetz nicht auch die Organisation verankern.

Zur Bemerkung, die Finanzkontrolle wäre ein Staat im Staate. Wie manches Jahr haben wir schon gesagt, das heutige Finanzinspektorat erfülle die ihm zugewiesenen Aufgaben recht, aber das genüge nicht mehr, wir brauchten auch eine materielle Kontrolle. Jetzt, wo wir das präsentieren, entgegnet man, das wäre ein Staat im Staate, ungefähr wie man gesagt hat, die Finanzdirektion würde zu einer Superdirektion. Beides stimmt nicht.

Die Frage der Anstellung von Beamten französischer Muttersprache stellt sich ja überall. Wir haben schon vor 20 Jahren gesagt, wir würden das berücksichtigen. Ich suche seit Jahren französisch sprechende Leute in unserer Verwaltung, aber es meldet sich niemand, namentlich niemand aus dem Jura. In der Folge können wir doch nicht solche Verpflichtungen im Gesetz verankern. An unserem guten Willen fehlt es nicht, und ich hätte Freude, sofort einen Beamten welscher Sprache in der Liegenschaftsverwaltung und einen auf der Finanzkontrolle plazieren zu können. Auch die Justizdirektion hat Mühe, für das Justizinspektorat französisch sprechende Leute zu finden. Trotzdem setzen wir in der ganzen Verwaltung unsere Bemühungen fort, Beamte welscher Sprache anzustellen.

**Le Président.** La proposition de M. Bärtschi est acceptée par le Gouvernement en vue de la deuxième lecture. Elle est donc provisoirement liquidée.

Quant à la proposition de M. Jardin, elle pose deux principes nouveaux. Elle prévoit d'une part la création d'un poste d'adjoint au Contrôle des finances et, d'autre part, l'attribution de l'un des deux postes à un Jurassien.

Le projet de loi ne prévoit pas la création d'un poste d'adjoint, et je ne pense pas que le Grand Conseil puisse prendre une telle décision aujourd'hui. M. Jardin maintient-il la proposition qu'il a faite dans ce sens?

**Jardin.** Oui.

**Le Président.** La question de la langue est accessoire. Si le Grand Conseil admet le principe de la création d'un poste d'adjoint au Contrôle des finances, contrairement à l'avis du Gouvernement, M. Jardin est disposé à renoncer à la deuxième partie de son amendement, qui prévoit que le poste d'adjoint ou de chef du Contrôle des finances soit attribué à un Jurassien.

Le Grand Conseil doit donc tout d'abord trancher la question de la création d'un poste d'adjoint, étant entendu que le titulaire pourra aussi bien être un Jurassien qu'une personne de langue française ou de langue allemande.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss präzisieren. Wir wollen einen Leiter der Finanzkontrolle. Wenn wir im Gesetz von einem Vorsteher und einem Adjunkten reden, müssen wir die Funktionen festlegen. Jetzt wurde gesagt, die Finanzkontrolle dürfe nicht zu viel kosten, man solle sie möglichst einfach organisieren. Also bestellen wir die Finanzkontrolle mit dem obersten Chef und überlassen den Rest dem Dekret. Vielleicht bestimmen wir intern, aufgrund der Beamtenordnung und durch Grossratsbeschluss zwei Adjunkte, die dann je eine Abteilung unter sich hätten. Das kann der Große Rat durch Dekret beschließen und gehört nicht ins Gesetz. Darum halten wir an unserem Vorschlag fest.

### A b s t i m m u n g

Für den Antrag	.....	109 Stimmen
der vorberatenden Behörden		
Für den Antrag Jardin	.....	4 Stimmen

Art. 50 bis 53

Angenommen.

### Art. 54

**Mischler.** Beim Eintreten habe ich darauf aufmerksam gemacht, dass man eine ganz klare Trennung zwischen der Kontrolle und den Instanzen haben sollte, die die Geschichte durchführen. Ich bitte den Finanzdirektor, die Anregung zur zweiten Lesung entgegenzunehmen. Er hat bei der Eintretensdebatte darauf hingewiesen, er sei bereit, das nochmals zu überprüfen. Ich bin ihm dafür dankbar. Einen konkreten Antrag kann man eigentlich nicht stellen, weil man dann die Angelegenheit im Zusammenhang mit dem Artikel 53 beurteilen muss. Aber mir scheint, im Artikel 54 müsse der erste Absatz gestrichen werden. Ich glaube, man sollte den Schritt wagen und klar zwischen Kontrolle und Ausführung trennen und nicht ein Stück der Kontrolle auf der Administration belassen.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Über dieses Problem haben wir in der Kommission gesprochen. In der Eintretensdebatte hat Herr Grossrat Schürch gefragt, ob man nicht die Kontrolle vollständig von der ausführenden Verwaltung, insbesondere der Zahlstelle, trennen wolle. Herr Grossrat Mischler befürwortet dieses Vorgehen. Ich habe gesagt, diese Frage beschäftigte auch mich. Ich glaube, wir werden Ihnen auf die zweite Lesung die vollständige Trennung beantragen, wollen das aber noch studieren.

Angenommen.

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Achte Sitzung

Dienstag, 13. Februar 1968,  
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 174 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Ast, Barben, Baumberger, Buchs (Lenk), Christen, Delaplace, Droz, Gigandet, Gruber, Hadorn, Haegeli (Tramelan), Hofmann (Burgdorf), Horst, Ischi, Kocher, Lüthi, Nahrath, Roth (Münsingen), Salzmann, Schädelin, Schweizer (Wattenwil), Wisard; unentschuldigt abwesend sind die Herren Aebi, Braunschweig, Grimm, Rätz.

### Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates Bern

(Fortsetzung)

Art. 55 und 56

Angenommen.

Art. 57

**Bärtschi** (Heiligenschwendi). Im Absatz 3 schlage ich folgende redaktionelle Änderung vor:

«Bei Entdeckung einer möglicherweise strafbaren Handlung meldet die Finanzkontrolle, im Einverständnis mit der zuständigen Direktion, an die Finanzdirektion, welche für die gebotenen Massnahmen sorgt.»

Ich füge also ein «im Einverständnis mit der zuständigen Direktion», analog wie es in Artikel 58 formuliert ist. Ich bitte, das für die zweite Lesung zu prüfen.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin grundsätzlich einverstanden, zu prüfen, ob man das ändern soll. Mit dem Grundgedanken wäre ich einverstanden, hingegen nicht mit der Formulierung «im Einverständnis mit der zuständigen Direktion», denn das ginge zu weit. Wenn die Finanzkontrolle spielen soll, müsste man sagen «unter Orientierung der zuständigen Direktion», sonst prallen die Auffassungen vielleicht aufeinander. Prof. Probst wäre grundsätzlich mit dem Vorschlag von Herrn Bärtschi einverstanden, es handelt sich um eine kleine redaktionelle Ergänzung.

**Le Président**. Le Gouvernement se rallie à la proposition de M. Bärtschi dans la mesure où il s'agit d'une modification d'ordre rédactionnel. M. Bärtschi semble être d'accord sur ce point. L'article 57 est donc adopté dans ce sens.

Angenommen.

Art. 58

Angenommen.

**Graf**, rapporteur de la commission. L'article 59 donne à la commission de gestion certains moyens d'action dans le cadre des droits que lui a conférés le Grand Conseil. Vous savez qu'il a été question à plusieurs reprises de créer une commission des finances qui aurait joué le rôle d'organe de contrôle, mais nous y avons toujours renoncé. En revanche, nous estimons qu'il importe de revaloriser le rôle de la commission d'économie publique. C'est pour cette raison que nous voulons lui attribuer certaines compétences. D'où l'article 59.

Angenommen.

Art. 59 und 60

Angenommen.

Art. 61

**Le Président**. Selon extrait du protocole du Gouvernement du 6 février 1968, celui-ci a retiré l'article 61. Il ne sera donc pas mis en discussion.

Art. 62 bis 64

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

**Le Président**. Quelqu'un désire-t-il revenir sur l'un ou l'autre des articles de ce projet de loi?

**Abbühl**. Entschuldigen Sie, wenn ich noch einmal auf den Artikel 1 Absatz 2 zurückkomme. Wir haben in der Abstimmung zwischen dem Antrag der sozialdemokratischen Fraktion und dem Antrag von Regierung und Kommission entschieden, und der Rat hat mit grosser Mehrheit den vorberatenden Behörden zugestimmt. Man hat leider dann nicht darauf zurückkommen können. Nun möchte ich dazu noch ein paar Bemerkungen anbringen.

Kollege Braunschweig hat schon darauf hingewiesen, dass in Artikel 1 Absatz 2 ein Widerspruch vorhanden ist, indem steht, Einnahmen und Ausgaben seien auf die Dauer im Gleichgewicht zu halten, anderseits aber bemerkt ist, das Staatsvermögen sei zu mehren, und Schulden seien abzutragen. Diesen Widerspruch sollte man auf die zweite Lesung hin ausmerzen.

Sodann habe ich gewisse Mühe, zu begreifen, dass das Staatsvermögen zu mehren sei. Ich glaube, es ist nicht Aufgabe des Staates, sein Vermögen zu mehren. Es ist Pflicht des Staates, eine zyklische Finanzpolitik zu betreiben, also in Krisenzeiten Schulden zu machen und in guten Zeiten diese abzutragen, aber nicht seine Pflicht ist es meiner Auffassung nach, das Vermögen zu mehren.

Ich wäre froh, wenn die Kommission und der Finanzdirektor bereit wären, diese Fragen auf die zweite Lesung hin nochmals zu prüfen.

**Moser**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich habe mich auf den Standpunkt gestellt, dass man nicht alles auf die zweite Lesung zurücknehmen könne. Ich lege Wert darauf, dass man über Fragen abstimmt, die genügend abgeklärt sind. Es ist ganz klar, dass wir auf die zweite Lesung hin das Ganze nochmals anschauen. Aber

über den Artikel 1 hat man abgestimmt, und der ist für heute erledigt. Ich glaube hingegen, man missverstehe diesen Artikel. Er enthält eine allgemeine Richtlinie. Er bildet die Fassade des Gesetzes. Ich glaube, das hat namentlich psychologische und referendumspolitische Bedeutung. Wir müssen den alteingesessenen Gedanken, die als Tradition im bernischen Staatsbewusstsein verankert sind, im Gesetz über den Finanzhaushalt Ausdruck verleihen, sonst glaubt man uns nicht, dass es uns damit ernst ist, einen gesunden Staatsfinanzhaushalt zu erhalten oder wiederherzustellen. Der erste Entwurf, von Professor Probst, hat im Laufe der Beratungen in vielen Punkten ein anderes Gesicht erhalten. Ich kann Herrn Grossrat Abbühl versichern, dass wir das Ganze auch auf die zweite Lesung hin nochmals genau anschauen werden, auch wenn über einzelne Punkte jetzt schon abgestimmt worden ist. Gewisse Probleme sind sehr komplex, und sie müssen im Gesamtzusammenhang nochmals angeschaut werden, also auch im Zusammenhang mit Artikel 1. Dann werden wir sehen, ob wir die Gedanken von Herrn Grossrat Abbühl noch verwirklichen können. Das kann ich zusichern, aber in der ersten Lesung ist nun der Artikel 1 genehmigt worden.

#### Schlussabstimmung

Für Annahme des Gesetzesentwurfs 130 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

**Le Président.** Nous sommes arrivés au terme de l'examen des affaires de la Direction des finances. Je voudrais, en mon nom personnel, et je crois pouvoir le faire aussi en votre nom à tous, remercier le Conseil-exécutif ainsi que sa direction pour l'important travail qu'ils ont fourni.

Je donne maintenant la parole à M. Moser, conseiller d'Etat, qui désire faire une déclaration concernant l'université.

**Moser,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es tut mir ausserordentlich leid, dass ich Sie mit dem Problem der Universität, das wir hier ausgiebig diskutiert haben, noch einmal beschäftigen muss. Ich muss sagen: Ich kann mich nicht zum Lügner machen lassen. Man behauptet, man lege ein Dossier über mich an, das beweise, dass das, was ich gesagt habe, nicht stimme. Das kommt in einem Brief an einen Grossrat zum Ausdruck – er wurde möglicherweise an mehrere Grossräte verteilt –, worin unter anderem geschrieben wird: «Es liegt mir daran, Ihnen zur Kenntnis zu geben, dass die Ausführungen von Herrn Finanzdirektor Moser vor dem Parlament nicht der Wirklichkeit entsprechen. Rektor Mercier hat seine Zustimmung zum Numerus clausus nie gegeben, sondern auch immer eindeutig dagegen Stellung bezogen. Abgesehen davon wurde er von der Regierung nie offiziell um eine Stellungnahme ersucht und erfuhrt von der Sparvorlage erst aus der Presse. – Herr Finanzdirektor Moser wurde auf die Unrichtigkeit seiner Darstellung aufmerksam gemacht und um Berichtigung vor dem Grossen Rat ersucht. Falls eine solche in der nächsten Sitzung unterbleiben sollte, wird ein Mitglied des Grossen Rates in einer persönlichen Erklärung den Sachverhalt klarstellen.»

Das also steht in einem Brief an den Grossen Rat. Ich muss annehmen, dass ein gleicher Brief an verschiedene Grossräte gelangt ist und dass dieser auch in der Dokumentation enthalten sein wird, die man der Presse übergeben will.

Ich habe hier erklärt, in der Regierung sei niemand für den Numerus clausus. Auch in der ersten Redaktion zur Vorlage stand nichts von Numerus clausus. In der abgeänderten Vorlage, die wir der Kommission vorlegten, die in der Kommission mit 11:8 Stimmen unterlegen ist, stand nichts vom Numerus clausus. – Man hat den gemacht, wie, dem wollen wir heute nicht nachgehen. Ich habe aber erklärt, dass keiner der Regierungsräte in der Debatte für den Numerus clausus war, dass wir aber, wenn die Verhältnisse sich ändern sollten und Zürich und Basel zu einschränkenden Massnahmen gelangen würden, die Möglichkeit haben müssten, ebenfalls gewisse Einschränkungen vorzunehmen, nicht im Sinne eines Numerus clausus, aber vielleicht doch so, dass zum Beispiel an der Medizinischen Fakultät vorübergehend die Zahl der Plätze eingeschränkt würde, und zwar für kurze Zeit, dies im Blick auf die Zahl der Immatrikulationen vom letzten Winter. Aber von einem Numerus clausus und vom Willen, einen solchen jetzt einzuführen, war nie die Rede. Ich habe hier auch nie eine entsprechende Erklärung abgegeben.

Ich habe hier erklärt: Der zweite Vorschlag, den die Erziehungsdirektion dem ersten gegenübergestellt hat (dem des Regierungsrates), sei in der Kommission mit 11:8 Stimmen unterlegen, und das sei der Vorschlag gewesen, den uns die Erziehungsdirektion im Einvernehmen mit dem Rektorat übergeben habe.

Und nun sehen Sie, was man daraus gemacht hat. Ich will Ihnen einen andern Brief vorlesen, um zu zeigen, dass ich hier, wenn ich mich auf eine Antwort der Erziehungsdirektion stütze, im guten Glauben war. Das liegt in einem Brief vom 19. Januar 1968 schriftlich vor. Ich bitte, das Datum zu beachten. Am 22., 23. und 24. Januar hat die Kommission getagt, also Montag, Dienstag und Mittwoch. Die Erziehungsdirektion brachte den erwähnten abgeänderten Vorschlag, den sie im Einvernehmen mit dem Rektorat mündlich bereinigt hatte. Nachher kam der Donnerstag. Man hat die Vorlage für die Sitzung vom Freitag in der Regierung bereinigt, um möglichst zu einem einhelligen Antrag von Regierung und Kommission zu gelangen. Dort hat die Regierung beschlossen, sie halte, trotzdem sie in der Kommission unterlegen sei, den zweiten, rektifizierten Antrag aufrecht, also den Vorschlag, den man abgesprochen hat, d. h. den Vorschlag der Erziehungsdirektion, der im Einvernehmen mit dem Rektorat zustande kam. Das war am Freitag, dem 26. Januar. Aus dem Brief vom 19. Januar, unterzeichnet von Professor Mercier, lese ich das Wesentliche vor:

«Dies würde andern Begehren Tür und Tor öffnen» (wenn man auf allem beharren würde, was die Universität eigentlich wollte), «so dass am Schluss die ganze Spardebatte zum Hornberger-schiessen werden könnte. Ja, es wäre im schlimmsten Fall sogar möglich, dass das Ganze vorab an der Front – im Interesse der Universität – der

vereinigten Subventionsempfänger scheiterte, ausser den gerade die höhere Bildung betreffenden Vorschlägen.

Sollte aber doch eine Revision von Artikel 11 des Universitätsgesetzes in diesem oder einem andern Zusammenhang bevorstehen, so dringt die Universität, in teilweiser Abänderung des vorliegenden Entwurfes» (gemeint ist der Entwurf der Regierung) «auf folgende Formulierung:

„Artikel 11: Aufnahme, Immatrikulation und Disziplin: 1. Voraussetzung zur Aufnahme an die Universität ist der Nachweis genügender Vorbildung. 2. Die Bedingungen für die Immatrikulation sowie die Disziplin an der Universität ordnet der Regierungsrat nach Anhören des Senates durch Reglement. 3. Die Studierenden verpflichten sich bei der Immatrikulation, die an der Universität geltenden Vorschriften einzuhalten.“

Das ist wörtlich das, was die Regierung und die Kommission, in Abänderung ihres Vorschlages, aufgenommen haben.

Der Brief lautet weiter:

«Sie werden feststellen, dass die Universität auf der Mitsprache bei der Festsetzung der Immatrikulationsbedingungen besteht. Hingegen scheint es uns zweckmässig, in diesem Zusammenhang nicht mehr von der Zulassung zu den Prüfungen zu reden, da diese alle fakultätsweise geregelt sind. Andernfalls wäre u. a. der Artikel 42 vom Absatz 3 wie folgt zu ergänzen:

„Die von den Fakultäten aufgestellten Vorschriften über den Studiengang und die Prüfungen unterliegen der Genehmigung durch den Regierungsrat.“

Genehmigen Sie ...

Professor Mercier.»

Die Regierung hat also beschlossen, an ihrem Antrag festzuhalten – es ist der Wortlaut, wie ihn die Erziehungsdirektion im Einvernehmen mit der Universität vorgesehen hat –, nachdem am 19. Januar diese schriftliche Bestätigung eingegangen ist. Gestützt darauf hatte die Regierung allen Grund, an ihrem Antrag festzuhalten. Habe ich gelogen? Ich überlasse es Ihnen, sich Ihre Gedanken zu machen. Aber so werden die Universitätsprobleme nicht gelöst. Da muss eine andere Zusammenarbeit her. Mit Dokumentationen und Briefen, die nach allen Seiten versandt werden, ist der Sache nicht gedient, sondern es braucht viel Zusammenarbeit, Verständnis und Opfer des Bernervolkes.

### **Bodenverbesserungen (Hofsanierungen und Weganlagen) in Langnau, St. Stephan, Habkern, Hofstetten, Mont-Tramelan, Kandergrund**

(Siehe Beilage 1, Seite 30 bis 33)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

### **Bodenverbesserung (Wasserversorgung) in den Gemeinden Schwanden, Hofstetten und Brienz**

(Beilage 1, Seite 34)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### **Bodenverbesserungen (Siedlungen und Weganlagen) in Koppigen, Oberbipp, Niederbipp, Frutigen**

(Beilage 1, Seite 36 bis 38)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

### **Postulat des Herrn Grossrat Gerber (für die BGB-Fraktion) — Förderung der landwirtschaftlichen Schulen**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 748)

**Gerber.** Mein Postulat befasst sich mit der landwirtschaftlichen Schulbildung der Bauergeneration. Die Regierung ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen. Ich kann mich daher kurz fassen.

In unserem Rat ist in den letzten Jahren bei der Behandlung des Staatsverwaltungsberichts verschiedentlich auf den unbefriedigenden Zustand hingewiesen worden, der die bernischen landwirtschaftlichen Schulen nicht mehr in die Lage versetzt, die angemeldete Zahl von Schülern aufzunehmen. So hat an den Schulen Rütti, Schwand, Waldhof, Courtemelon und Hondrich zusammengezählt folgende Zahl von Kandidaten zurückgestellt werden müssen:

Im Jahr 1963 35 (aufgenommen 294), im Jahr 1964 44 (aufgenommen 318), im Jahr 1965 43, im Jahr 1966 waren es deren 67, im Jahr 1967 119 (bei total 300 Aufnahmen). – Für die hauswirtschaftlichen Schulen lauten die entsprechenden Zahlen für die Winterkurse wie folgt: Im Jahr 1963 wurden 58 Schülerinnen zurückgewiesen, bei 135 Aufnahmen, im Jahr 1964 wurden 50 zurückgewiesen, im Jahr 1965 deren 57, 1966 33, 1967 37 (bei 127 Aufnahmen).

Die Erfahrung zeigt leider, dass ein gewisser Prozentsatz der zurückgestellten Kandidaten sich nicht mehr meldet und dass sie also diese unerlässliche berufliche Ausbildung nicht geniessen.

Weshalb besteht dieser erhöhte Andrang zu den Schulen? Der Berufsbildungsgedanke setzt sich in der Landwirtschaft vermehrt durch. Behördliche Empfehlungen legen den Bauern nahe, eine Berufsschule zu besuchen. Die Entwicklung in der

Landwirtschaft zwingt sozusagen hiezu. Ein Blick auf die Entwicklung in der Landwirtschaft zeigt, dass die Technik und die Wissenschaft mit riesigen Schritten vorwärtsgehen. Wer mitgehen will, muss eine seriöse berufliche Grundausbildung besitzen. Es ist der Landwirtschaft gelungen, trotz Abnahme der Zahl der darin Beschäftigten um einen Dritt, die Produktion von 1955 bis 1965 um 20 Prozent zu steigern. Ein Teil des Produktivitätsfortschrittes ist dem Konsumenten zugute gekommen. Das geht unter anderem daraus hervor, dass die Kaufkraft des Erlöses für die landwirtschaftlichen Erzeugnisse gegenüber den landwirtschaftlichen Produktionsmitteln, bei einem Stand von 100 im Jahr 1948, im Jahr 1967 noch 76,2 betragen hat. – Unsere Landwirtschaft sieht sich zu dem heute trotz Rationalisierung und erhöhter Produktivität einem zunehmenden Konkurrenzdruck von zu Dumpingpreisen importierten landwirtschaftlichen Produkten ausgesetzt. Die Markt-situation wechselt verhältnismässig rasch. Vom einzelnen Bauern wird viel Verständnis für grössere wirtschaftliche Zusammenhänge verlangt.

Mit diesem Hinweis möchte ich nur zeigen, dass in Zukunft nur der tüchtige, gutausgebildete Bauer im harten Wirtschaftskampf wird bestehen können. Ich bin der bernischen Regierung daher dankbar, dass sie die Aufnahmekapazität an unsren landwirtschaftlichen Schulen durch Provisorien erhöhen will. Ich hoffe, das geschehe nicht unter dem Motto «Ce n'est rien que le provisoire qui dure», sondern dass möglichst rasch die Provisorien in die vom Grossen Rat mit Dekret vom 3. Februar 1964 beschlossenen landwirtschaftlichen Schulen im Emmental und im Seeland übergeführt werden können. – Ich hoffe, es werde gelingen, für die vermehrte Schülerzahl die nötige Zahl von Lehrkräften zu finden, damit unserer heranwachsenden Bauerngeneration das berufliche Rüstzeug mitgegeben werden kann.

Ich bitte Sie, meinem Postulat zuzustimmen.

**Buri**, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Nachdem sich in den Aufnahmeexamen vom letzten Oktober eine weitere Zunahme der zurückgestellten Schüler abzeichnete, haben wir die Angelegenheit sofort an die Hand genommen. Herr Grossrat Gerber hat Ihnen einen Teil unserer Statistik verlesen. Die Anmeldungen sind von 398 im Jahr 1966 auf 434 im Jahr 1967 angestiegen. Einzelne Kandidaten haben die Aufnahmeprüfung nicht bestanden, andere haben die Anmeldung zurückgezogen. – Wichtig ist das Alter der zurückgestellten Kandidaten. Dass diejenigen aus den Jahrgängen 1950 bis 1952 zurückgestellt wurden, kann man noch verstehen. Es waren deren 12. Aber 29 Kandidaten mit Jahrgang 1949 wurden zurückgestellt, 21 mit Jahrgang 1948, 45 mit Jahrgang 1947, 12 mit Jahrgang 1946. Die letzteren sind also 22jährige Leute, und das ist das Kritische an der Angelegenheit. Wir haben nun versucht, mittels Provisorien den Überhang möglichst rasch abzubauen. Die Aufnahme von etwa 300 Schülern ist das Maximum dessen, was die Schulen aufnehmen können. Man hat viel Lärm um den Numerus clausus an der Universität gemacht. Hier aber besteht er wirklich, denn es haben viele Kandidaten das Examen bestanden

und können doch nicht aufgenommen werden. Ist das weniger schlimm, als wenn gewisse Leute nicht an die Universität könnten? Darüber kann man sich seine Gedanken machen.

Wenn die Kandidaten zurückgestellt werden, entsteht ein Unterbruch in der Ausbildung. Gemäss Plan machen die Bauern zwei Jahre Lehrzeit und absolvieren gleichzeitig die bäuerliche Berufsschule (Fortbildungsschule). Nach der Lehrabschlussprüfung folgt die Vorbereitung auf die Berufsprüfung. Dazwischen liegen zwei Semester an landwirtschaftlichen Winterkursen oder Jahreskurse oder, wie im Voralpengebiet, ein einsemestriger Kurs in Hondrich oder Langnau. In diese Zeit fällt dann oft auch der Militärdienst. Wer die Meisterprüfung machen will, muss all das absolviert haben, kommt erst nachher an eine weitere Stufe heran. Das gilt auch für das landwirtschaftliche Technikum (Agrartechniker) und für die Ingenieur-Agronomen der ETH. Ein gewisses Minimum an Ausbildung muss absolviert sein, wozu in vielen Fällen die landwirtschaftliche Schule gehört. Nur sehr wenige Leute können von deren Besuch Umgang nehmen und sich nachher trotzdem weiterausbilden.

Das Schlimme ist nun, dass bei vielen Leuten eben der Ausbildungsgang unterbrochen wird. Aus bäuerlichen Kreisen wurde sofort der Bau der Schulen in Ins und Langnau verlangt. Ich bin einverstanden, dass wir versuchen, die beiden Provisorien in ein Definitivum überzuführen. Aber vorweg kommt, gemäss unserem langjährigen Ausbauplan, nun zuerst der Ausbau der hauswirtschaftlichen Schulen. Ich konnte mit dem Baudirektor im letzten Sommer alle die Projekte betreffend Courtemelon, Hondrich, Schwand und auch das Projekt vom Waldhof besprechen. Diese Projekte liegen nun ziemlich fertig vor. Zum Teil hat der Grosser Rat dazu schon Stellung genommen. Auch die andern Projekte werden in kurzer Zeit vorliegen. – Ich hoffe also, dass möglichst bald die hauswirtschaftlichen Schulen erstellt werden können, damit man den zukünftigen Bäuerinnen Gelegenheit geben kann, diese Kurse zu absolvieren. – Aber so rasch, wie es wünschbar wäre, kann man das Definitivum in Langnau und Ins nicht erstellen. Es bestehen noch keine Pläne. Wir wollen natürlich das zeitraubende System nicht wiederholen, wonach man eine Baukommission bestimmt hat, die dann die Pläne eines Architekten prüfte und wobei man schliesslich wenig oder nichts hat brauchen können. Auf diese Weise gingen mitunter ja viel Zeit und Geld verloren. – Hier handelt es sich um reine Zweckbauten, die es ermöglichen, die Leute auszubilden. Das sind ja keine definitiven Aufenthaltsorte, und die jungen Leute können da und dort gewisse Einschränkungen in bezug auf Platz und Komfort in Kauf nehmen. – Ich bin der Meinung, dass viele Neubauten ganz anders konzipiert werden müssen, als es bisher der Fall war. Wenn irgend möglich wollen wir die Projekte für Ins und Langnau dem Bernervolk gleichzeitig zur Abstimmung unterbreiten. Aber bei aller Anstrengung wird es nicht möglich sein, auf den Herbst 1968 neue Klassen zu eröffnen und so die Zahl der zurückgestellten Schüler abzubauen. Daher kommen nur weitere Provisorien in Frage.

Ich habe die Angelegenheit frühzeitig mit den Schuldirektoren besprochen. Wir haben erwogen, ob es möglich wäre, mit Pavillons mehr Platz zu schaffen. Das ist aber sehr schwierig. Direktor Schnyder von der Schwand sagte, er glaube, man könnte einen Pavillon für eine Klasse erstellen. Nachher aber erklärte er, das sei unmöglich. Man brauche nämlich nicht nur den Klassenraum, sondern auch Aufenthaltsräume usw. Eher muss man also versuchen, in bestehenden Gebäuden ein Provisorium einzurichten. Wir haben ein paar Landbädli im Kanton Bern in Betracht gezogen. Das sind Gaststätten, die im Sommer viele Feriengäste haben und viel von Ausflüglern besucht werden. Sich dort einzurichten, ist aber kompliziert. Die einfachste Möglichkeit hat sich im Schweizerischen Landwirtschaftlichen Technikum ergeben, wo der Platz noch nicht vollumfänglich beansprucht wird. Aber dort könnte diese Klasse nur verpflegt, nicht aber gesamhaft einlogiert werden. Die Schüler müssten also zum Teil am Abend heimreisen. – Dann hat sich gezeigt, dass die Heimstätte Gwatt sehr gut ein oder zwei Klassen aufnehmen könnte. Wir erwägen, dort einen einsemestriegen Kurs durchzuführen, um Hondrich und Langnau zu entlasten und nachher eine erste Klasse eines zweisemestriegen Kurses dazuzunehmen. Dort wären die Unterkunft, die Verpflegung und alles perfekt, man muss nur bezahlen. – Weitere Möglichkeiten sehen wir in Worben. Dort ist das alte Schulhaus, dessen Räume renoviert wurden. Diese könnte man brauchen. Im Worbenbädli könnte man die Leute unterbringen und verpflegen. Im Seelandheim sind Möglichkeiten für Werkstattarbeiten und für die Vermittlung von Kenntnissen anhand des lebenden Materials (Viehkenntnis) gegeben. Verwalter Dennler hat die Mithilfe zugesichert. Diese Möglichkeiten scheinen zu genügen. Die Landwirtschaftsdirektion ist daran, die Kostenberechnungen aufzustellen. Hierauf sollte die Regierung einen ersten grundsätzlichen Entscheid fällen, damit nachher die Landwirtschaftsdirektion Verträge abschliessen und die Lehrer anstellen kann. Für die Spezialfächer braucht man Ingenieur-Agronomen. Diese zu erhalten, wird nicht einfach sein. Verschiedene Herren betätigen sich lieber im Dünger- und Futtermittelhandel oder sind in der Branche der Schädlingsbekämpfungsmittel usw. tätig. Die chemischen Fabriken können bessere Besoldungen ausrichten als der Staat Bern! So sind uns von den wertvollsten Kräften einige weggegangen. Wir hoffen, dass die bleibenden Lehrer einige zusätzliche Stunden übernehmen und dass die ortsansässige Lehrerschaft (vielleicht hilft Herr Grossrat Stauffer im Seeland) für die allgemeinen Fächer auch einige Stunden übernahme. Wir können die allerdings nicht sehr generös entschädigen. Aber diese Lehrer leisten sicher gerne etwas für die Allgemeinheit. Wir sind auf diese Lehrkräfte angewiesen. Ohne Mithilfe der ortsansässigen Lehrer und weiterem Personal, auch für die Aufsicht usw., könnten wir die Kurse nicht durchführen. Sobald der Regierungsrat den grundsätzlichen Beschluss gefasst hat, wird man mit den Leuten verhandeln, die sich dafür interessieren. – In Worben könnten wir zudem die Turnhalle benutzen, und auch ein Turnlehrer liesse sich dort finden. So könnten die

Kurse im Provisorium durchgeführt werden. Immerhin kann Worben nur für zwei Jahre benutzt werden. Diese Bedingung wurde gestellt. Ich hoffe aber, dass der Bau von Ins und Langnau und auch der Ausbau der übrigen Schulen rasch vorgenommen wird. In den meisten bestehenden Klassen haben wir mehr als 30 Schüler. Das ist zuviel.

Was uns aber fehlt, ist der Kredit. Der Grosses Rat muss diesen in den nächsten Jahren beschließen. Ich glaube, die Notwendigkeit der Ausbildung der Bauern ist im Grossen Rat nicht bestritten. Es geht nur darum, wie man die Kosten im Budget unterbringen kann.

Die Landwirtschaftsdirektion hat sich seit dem Oktober ununterbrochen mit der Angelegenheit beschäftigt und hat keine Zeit verloren. Die Regierung nimmt das Postulat entgegen. Sie will es verwirklichen, insofern das nötige Geld aufgebracht werden kann, und wird sich bemühen, für 1968 und wahrscheinlich auch für 1969 Provisorien einzurichten. Ich hoffe, dass wir im Herbst 1970 die Neubauten in Ins und Langnau werden beziehen können.

**Le Président.** Le Gouvernement accepte le postulat Gerber. Est-il combattu au sein de cette assemblée? Tel n'est pas le cas. M. Tschudin, se référant à l'article 64 du règlement sur le Grand Conseil, propose que ce postulat soit mis en discussion. Si l'assemblée n'en décide pas autrement, il en sera fait ainsi. (Assentiment.) Je donne la parole à M. Tschudin.

**Tschudin.** Wenn ich als Nichtlandwirt über die Angelegenheit rede, hat das seinen Grund. Vor vier Jahren hat der Grosses Rat ein Dekret über die Schaffung landwirtschaftlicher Schulen in Ins und Langnau geschaffen, also für das Seeland und das Oberemmental. Beide Schulen haben spezifische Aufgaben zu erfüllen. Langnau ist die Schule für das Voralpengebiet. – Eine von der Regierung eingesetzte Kommission, in der ich Mitglied bin, hat etliche Male getagt. Sie erhielt Bearbeitungsaufträge (Raumprogramm, Zweck der Schule usw.). Sie hat den Schlussbericht abgeliefert. Angesichts der Schlüsse, zu denen die Kommission gelangte, sind wir über die neuste Entwicklung, die sich anbahnt, etwas erstaunt. Man will, wie ich den letzten Meldungen entnehme, den Gutsbetrieb abtrennen, also eine landwirtschaftliche Schule ohne Gutsbetrieb machen, respektive denjenigen der Anstalt Bärau benützen. Die Meinungen über die Zweckmässigkeit des Vorgehens sind verschieden. Prominente Bauern sind der Meinung, diese Lösung befriedige auf die Dauer nicht. Angesichts der Aufgaben dieser Schule bin ich ebenfalls dieser Meinung. Natürlich wäre die genannte Lösung bei der heutigen Finanzlage des Staates günstig. Aber für eine landwirtschaftliche Schule darf das nicht allein massgebend sein. Überdies ist die Schule ohne Gutsbetrieb nur im Moment billiger; wenn man dann aber nach ein paar Jahren zur Überzeugung gelangt, ein Gutsbetrieb sei doch nötig, kommt er vielleicht teurer zu stehen als wenn man ihn von Anfang an eingerichtet hätte. – Ich kann mir vorstellen, dass ein Schulleiter in seinem Unterrichtsplan nicht absolut frei ist, wenn er immer auf die Dispositio-

nen der Anstalt angewiesen ist. Nach dem Exposé wäre es so, dass die Verwaltung der Anstalt für die Pläne massgebend ist. Ich bitte den Landwirtschaftsdirektor, zu helfen, dass eine andere Richtung eingeschlagen wird. Wir hatten den Kauf eines Bauernhofes für die Schule in Aussicht, aber die Widerstände gegen diesen Kauf waren bis in die oberste Verwaltung sehr gross, denn man glaubte, es nicht verantworten zu können, jenem Landwirt seinen Hof abzukaufen. Bei dieser Einstellung ist die Möglichkeit natürlich nicht gross, ihn zu erhalten. Bei positiver Einstellung zu jenem Plan wären wir heute vielleicht weiter. Vielleicht sollte die Liegenschaftsverwaltung mithelfen, dass man dort zum Ziele kommt. Wir wollen nötigenfalls lieber noch ein Jahr länger warten, um dafür dann etwas Rechtes zu haben.

**Buri**, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Errichtung von zwei Schulen mit Gutsbetrieben ist wirklich eine sehr kostspielige Angelegenheit. Selbst wenn man in Ins auf Staatsboden bauen kann, kostet jene Schule mehrere Millionen Franken. Das gleiche gilt für Langnau. Herr Grossrat Tschudin, wir haben unsere Offerte für jenen Hof sehr lange aufrechterhalten. Vielleicht war sie etwas tief, lautete immerhin, wenn ich mich richtig erinnere, auf ungefähr 1½ Millionen Franken. Das wurde nicht angenommen, im Gegenteil, es läuft in der Sache ein Erbschaftsprozess.

Wenn eine Überzahl von Anmeldungen für die Schulen besteht, sollte man ein Provisorium machen, dann aber so rasch wie möglich an beiden Orten definitiv eine Schule mit Internat bauen. – Wir glauben, dass mit der Zeit ein Landwirtschaftsbetrieb dazu gehört. Ob sich aber der Schulbetrieb auf dem Boden des Gutsbetriebes abwickeln muss, ist eine andere Frage. Der Gutsbetrieb kann nämlich auch in einer gewissen Distanz vom Schulhaus sein. Natürlich wird damit die Bewirtschaftung nicht einfacher. Aber wir sehen vorderhand keine Möglichkeit, alles zu realisieren. Die Zweckbauten, die nötig sind, um die Schüler aufzunehmen – in Langnau und Ins müsste man wahrscheinlich an zwei Klassen denken –, erfordern schon ziemlich viele Mittel. Auch mit Rücksicht auf die Staatsfinanzen können wir nicht alles miteinander haben.

## Waldwege in Diemtigen (2) und Rüti bei Riggisberg

(Beilage 1, Seite 29 bis 30)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

## Forstdirektion, Nachkredit

(Beilage 2, Seite 18,  
französische Beilagen Seite 20)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

---

## Motion des Herrn Grossrat Ischi — Ausdehnung der Schutzwaldzone

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 468)

**Le Président.** Nous avons appris avec beaucoup de regret ce matin que notre collègue M. Ischi est atteint dans sa santé. Je lui adresse les meilleurs voeux du Grand Conseil pour son prompt et complet rétablissement. En son absence, sa motion sera développée par un co-signataire, M. Geissbühler, de Madiswil. Je lui donne la parole.

**Geissbühler** (Madiswil). Auch ich bedaure sehr, dass der Motionär wegen schwerer Erkrankung nicht zur Sitzung hat erscheinen können. Als erster Mitunterzeichner werde ich die Motion begründen. Alles, was ich hier sage, deckt sich mit der Begründung, die der Motionär gegeben hätte.

Der schweizerische Wald untersteht eidgenössischen und kantonalen Vorschriften. Der Gesetzgeber unterscheidet zwischen Schutzwald und Nichtschutzwald. Das Bundesgesetz vom 11. Oktober 1902 betreffend die eidgenössische Oberaufsicht über die Forstpolizei umschreibt in Artikel 3 die Schutzwaldungen wie folgt:

«Schutzwaldungen sind diejenigen Waldungen, welche sich im Einzugsgebiet von Wildwassern befinden, sowie solche, welche vermöge ihrer Lage Schutz bieten gegen schädliche klimatische Einflüsse, gegen Lawinen, Stein- und Eisschläge, Erdabruschungen oder Rüfungen sowie gegen ausserordentliche Wasserstände.»

Das kantonale Gesetz vom 20. August 1905 betreffend das Forstwesen führt in seinem Artikel 3 aus:

«Als Schutzwaldgebiete sollen die gebirgigen Teile des Kantons Bern ausgeschieden werden, und zwar einerseits die Zone des Alpengebirges und seiner Vorberge und anderseits diejenige der jurassischen Bergketten und Hochebenen. Der Grosse Rat bestimmt die Grenzen dieser Zonen unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Bundesrat. (Artikel 4 Bundesgesetz.)

In besonderen Fällen kann der Regierungsrat auch ausserhalb der Schutzzonen näher abzugrenzende Waldbezirke unter Schutz stellen, nämlich

wenn die Rücksicht auf bestimmte Wasserschäden dies verlangt und die betreffenden Staats- oder Gemeindebehörden einen dahingehenden Antrag stellen;

wenn durch neue Waldanlagen lokale Schutzwälder geschaffen werden sollen, von welchen sich die Eigentümer einen günstigen Einfluss auf das örtliche Klima versprechen und deshalb ein bezügliches Begehrten einreichen;

wenn die Mehrzahl der Waldbesitzer einer Gemeinde, eines Teiles derselben oder eines gewissen Waldgebietes, welche zugleich die grössere Hälfte der Waldfläche vertritt, darum nachsuchen sollte.»

Das Bundesgesetz und das kantonale Forstgesetz sind beide über 60 Jahre alt. Dass sie in ihrem Wortlaut den heutigen Verhältnissen nicht mehr ganz Rechnung tragen, kann aus Artikel 2 Absatz 2 der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz vom 1. Oktober 1965 entnommen werden, so gesagt wird:

«Es ist Sache der Kantone, auch Wälder, die für die Wasserreinhaltung und Wasserversorgung, die Luftreinigung, die Erholung und Gesundheit der Bevölkerung sowie für den Landschaftsschutz von Bedeutung sind, zu Schutzwald zu erklären.»

Das Bundesgesetz und das kantonale Gesetz stellen eindeutig den Bannwald der Berggebiete in den Vordergrund, also deren Schutzaufgabe gegen Lawinen, Steinschlag, Eisschlag, Abrutschungen und Rüfen. Besonders das bernische Forstgesetz bringt das in krasser Weise zum Ausdruck in der Beschreibung der Schutzzonen. Dem Wald des Flachlandes wurde hauptsächlich die Aufgabe des Holzproduzenten zugewiesen. Die forstpolizeilichen Vorschriften sind deshalb für diesen weniger einschneidend.

Nun haben gerade die Aufgaben des Flachlandwaldes mit der Zunahme der Bevölkerung, der Industrialisierung des Landes und den dadurch veränderten Lebensverhältnissen des Menschen zugenommen. Wichtige Aufgabe des Waldes ist heute nebst der Holzproduktion die Funktion als Wasserreservoir und -reiniger, als Luftreiniger und als Erholungsgebiet.

Es sind also vor allem gesundheitserhaltende Funktionen, die vermehrt dem Wald anfallen, wodurch er in ausserordentlicher Weise ins Interesse der Allgemeinheit gerückt wird. Aber auch im Interesse des Landschafts- und Naturschutzes bedarf der Wald des ganzen Landes erhöhten Schutzes und erhöhter Pflege. Damit ist nicht gesagt, dass bei uns Raubbau in gefährlicher Art betrieben worden sei. Dank einer weitsichtigen und umsichtigen Forstpfllege sind bei uns Kahlschläge und Rodungen mit grossen nachteiligen Folgen auf Wasserversorgungen und auf die klimatischen Verhältnisse sehr selten, aber die Entwicklung zwingt uns, zum heutigen Bestand grösste Sorge zu tragen.

Nun hat der bernische Wald in den letzten Jahren ausserordentlich schwere Schläge erlitten. Der Bergwald wurde durch einen Föhnsturm (1962) stark angeschlagen, der Flachlandwald wurde durch Borkenkäferbefall (Ende der vierziger Jahre), Schneedruck (Anfang der sechziger Jahre) und letztes Jahr durch Windwurf geschädigt. Für den Bergwald des Oberlandes, des Juras und des Emmentals gelten die Bestimmungen des Schutzwaldes, und entsprechend sind von Bund und Kanton die möglichen Hilfsmassnahmen zur Behebung der Schäden eingeleitet worden.

Der Wald des Seelandes, des Mittellandes, des Oberaargaus, eines Teils der Ämter Konolfingen, Thun und Seftigen befindet sich ausserhalb der Schutzone. Dies zu ändern, ist der Zweck der Motion Ischi.

Herr Forstmeister Kilchenmann hat mir folgende Angaben über die Schäden gemacht:

Der Borkenkäferbefall bedingte Holzschläge von ausserordentlichen Ausmassen, speziell in den Trockenjahren 1947 und 1949.

Der Schnee drückte im Mittelland am 2. Januar 1962 etwa 300 000 Kubikmeter Holz nieder. Bei Annahme eines Vorrates von 200 Kubikmeter pro Hektare entspricht dies einer zerstörten Waldfläche von insgesamt 1500 Hektaren.

Der mutmassliche Schaden: Vorzeitiger Abtrieb und Wiederanpflanzung gemäss Richtlinien für Schatzung von Waldschaden, etwa Fr. 10 000.— je Hektare, gibt 15 Millionen Franken Schaden. Aus Elementarschadenfonds wurden an Private 1,4 Millionen Franken ausbezahlt. Der Forstinspektion Mittelland sind 73 642 Hektaren Wald unterstellt. Nach Abzug der nicht betroffenen Gebiete, oberes Emmental, Jurasüdhang und Gurnigel, hatte der Schneedruck eine Ausdehnung über etwa 50 000 Hektaren Wald. Im Durchschnitt entstand pro Hektare somit ein Schaden von Fr. 300.—, was ungefähr einem Jahresnettoertrag pro Hektare entspricht.

Die Windwurfschäden im Mittelland vom Frühjahr 1967 ergaben im gesamten etwa 430 000 Kubikmeter geworfenes Holz (von total 550 000 Kubikmeter im ganzen Kanton). Bei Annahme eines Vorrates von 300 Kubikmeter pro Hektare entspricht dies einer zerstörten Waldfläche von etwa 1400 Hektaren.

Mutmasslicher Schaden: Vorzeitiger Abtrieb gemäss Richtlinien für Wald und Waldschadenberechnungen (1961) 430 000 Kubikmeter zu Fr. 12.—, ergibt 5,1 Millionen Franken; Verlust durch Bruch, Entwertung 10 Prozent von 430 000 Kubikmeter = 43 000 Kubikmeter zu Fr. 40.—, ergibt 1,7 Millionen Franken; Preiseinbusse durch Marktlage wenigstens Fr. 25.— pro Kubikmeter, ergibt bei 430 000 Kubikmeter 10,7 Millionen Franken; Mehrkosten für Wiederherstellung der Wälder, 1400 Hektaren zu Fr. 5000.— (im vorzeitigen Abtrieb ist die Entschädigung für Wiederanpflanzung nach Kahlschlag enthalten), ergibt 7 Millionen Franken. Der totale Schaden beläuft sich auf 24,5 Millionen Franken. Bezogen auf die betroffene Waldfläche von etwa 60 000 Hektaren ergibt dies Fr. 400.— pro Hektare. Im Durchschnitt allerdings wurden einzelne Waldbesitzer erheblich mehr (bis zum 20fachen), andere weniger betroffen.

Diese Zahlen zeigen deutlich, dass der Flachlandwald schwer heimgesucht worden ist, in einigen Gebieten kann man füglich von einer Katastrophe sprechen. Für viele Waldbesitzer ist für Jahre der ordentliche Holzschlag unmöglich. Anderseits stehen sie vor der Aufgabe der Wiederherstellung der Wälder, der Ausebnung des Waldbodens, der Neuapflanzung und der Instandstellung der zufolge der Überbeanspruchung zerstörten Waldwege.

Ohne fachmännische Beratung und Anleitung kann der Wald von seinen Wunden nicht geheilt werden, und für viele Waldbesitzer dürfte es schwierig sein, den finanziellen Aufwand zu bestreiten.

Die Allgemeinheit ist aber in höchstem Masse daran interessiert, dass der Waldbestand erhalten und in seinen Funktionen nicht beeinträchtigt wird.

Der Staat muss deshalb helfend eingreifen, durch Beratung und durch Bereitstellung finanzieller Mittel. Das mag bei der derzeitigen Finanzlage von Bund und Kanton sehr unerwünscht sein, aber die Waldsanierung geht ins Kapitel Gewässerschutz und Lufthygiene.

Es scheint mir deshalb gegeben, das ganze Gebiet des Kantons Bern als Schutzzone zu erklären. Wir sind mit einer solchen Massnahme nicht die ersten; die Kantone Genf, Waadt, Freiburg, Baselland, Schaffhausen und Thurgau haben diesen Schritt schon getan.

Welche Auswirkung hat die Einordnung in die Schutzzone für den Waldbesitzer?

1. Für Holz, das verkauft werden soll, ist eine Schlagbewilligung des Forstamtes erforderlich. In der Praxis geht das so, dass der Waldbesitzer den zuständigen Unterförster zur Holzanzeichnung bezieht und daraufhin beim Kreisforstamt um die Bewilligung nachgesucht wird. Das verursacht keine Kosten (Art. 28 Forstgesetz).

2. Für Aufforstungen, Verbauungen aller Art, Waldwiederherstellung und Waldwegbau werden Beiträge von Bund und Kanton ausgelöst, was eine finanzielle Beihilfe von 36 bis 64 Prozent für den Wegbau und von 40 bis 70 Prozent für die Wiederherstellung bedeutet.

3. Rodungsbewilligungen für Flächen von über 30 Arealen erteilt der Bundesrat und nicht mehr der Regierungsrat.

Vor Jahren wurde ein Anlauf gemacht, das ganze Kantonsgebiet in die Schutzzone einzureihen, aber schon im Vorstadium blieb die Sache stecken. Man opponierte mit Vehemenz, sagte, der Privatwaldbesitzer werde in seiner Freiheit eingeschränkt. Wenn dem wirklich so wäre, hätten sich die Privatwaldbesitzer des Oberlandes, des Emmentals und des Juras vermutlich längst gegen die Mitwirkung des Försters gewehrt, aber es ist kein Fall bekannt, in dem sie als Einmischung des Staates gerügt worden wäre.

Ich glaube mit dem Motionär, dass die Vorteile der Unterstellung die Nachteile, wenn überhaupt von solchen gesprochen werden kann, ganz wesentlich überwiegen.

Von der Gesamtwaldfläche des Kantons mit 186 000 Hektaren sind 143 000 Hektaren oder 77 Prozent in die Schutzwaldzone eingeteilt. Der Einbezug der restlichen 23 Prozent scheint mir bei Berücksichtigung aller aufgeführten Tatsachen und Überlegungen gegeben zu sein.

Beim Wortlaut des geltenden kantonalen Forstgesetzes werden wir vermutlich nicht um eine Gesetzesrevision herumkommen, weil, wie gesagt, der jetzige Text vorab das Berggebiet anvisiert.

In diesem Sinne bitte ich, der Motion Ischi zuzustimmen.

**Buri**, Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Geissbühler hat zuletzt gesagt, für die Unterschutzstellung der restlichen Waldungen des Kantons Bern seien schon verschiedentlich Schritte unternommen worden. Ich möchte deshalb die Meinung der Regierung und speziell der Forstdirektion ausführlich darlegen. Herr Grossrat Geissbühler hat die Waldflächen des Kantons bekanntgegeben. Die geographische Karte, auf der die beiden Waldarten unterschieden werden, steht Ihnen hier zur Verfügung. Der Kanton Thurgau hat seine Waldungen gesamthaft dem Schutz unterstellt. Zürich und Luzern sind daran, das ebenfalls zu beschliessen. Die nicht unter Schutz stehende Waldfläche wird immer kleiner.

Um was handelt es sich eigentlich? Gestatten Sie mir, einen Überblick zu geben. Einst war unser Land vornehmlich von Wald bedeckt. Durch die Besiedlung setzten die Rodungen ein, um Weide und Ackerland zu gewinnen. Das Holz wurde zum Bauen und zum Feuern gebraucht. Die Kahlschläge, vor allem im Alpen- und Voralpengebiet, vor allem im Einzugsgebiet unserer Wildbäche, hatten zur Folge, dass im Winter Lawinenzüge immer wieder die Wohnstätten vernichtet haben und dass im Frühjahr bei der Schneeschmelze und im Sommer bei starken Gewittern im Unterland gewaltige Überschwemmungen entstanden, die grosse Schäden anrichteten, mit denen wir uns immer wieder abzugeben haben. Ich erinnere mich als Schulbub, dass wir jeweils nach Aefligen gerannt sind, um uns das Hochwasser anzuschauen, wenn es hiess, der Eggwil-Fuhrmann (die Emme) komme hoch. Dann brachte die Emme jeweilen Tannen mit Wurzelstöcken, halbe Scheunen usw., hat fast regelmässig Brücken weggerissen, Dämme durchbrochen und das ganze Gebiet überschwemmt. Wie steht es heute? Natürlich steigt der Wasserstand der Emme bei grossen Niederschlägen. Aber nie mehr haben wir derartige Überschwemmungen wie damals. – Ich erinnere auch an das Schutzwaldgebiet in Brienz, auf dem Gebiet von Schwanden, speziell wo vom Brienzer Rothorn von den steilen Hängen das Wasser rasch abfliesst und Geschiebe mitträgt. Früher hat man gar nicht daran denken können, dort Häuser zu bauen. Ich habe seinerzeit die Verhältnisse besichtigen können. Verdiente Forstleute haben dort während Jahren gearbeitet, um die Gefahren zu bannen. Heute wird das ganze Gebiet von Schwanden überbaut. Niemand hat Bedenken, dass die Rüfenen, die das Geschiebe hinunterführen, wieder einmal das ganze Gebiet überdecken könnten. Das sind die Früchte der Aufforstungen in den Einzugsgebieten der Wildbäche. Das wurde früher vernachlässigt. Man hat alles zu Boden geschlagen, und das musste man mit ungeheurem Geldaufwand wiederaufforsten. – Ich erinnere auch daran, dass der Staat seinerzeit in der Lenk, im Einzugsgebiet des Wallbachs, 300 Hektaren hat übernehmen müssen, weil die Gemeinde Lenk das wünschte. Sie hätte die Sanierungen nicht übernehmen können. Ursprünglich waren es 400 Hektaren. Wir haben die Fläche in Zusammenarbeit mit den Bundesinstanzen auf 300 Hektaren reduzieren können. Das Gebiet wird gegenwärtig aufgeforstet. Im Gebiet des Seitenbaches ist wieder eine starke Vegetation vorhanden. Auch im Gebiet des Wall-

baches wird eine Beruhigung eintreten. Wald kann bekanntlich erhebliche Mengen rasch anfallenden Wassers (zum Beispiel bei Schneeschmelze) speichern, und er gibt es langsam wieder ab. Damit werden die Überschwemmungen vermieden.

Im Gegensatz zum Oberland, zum Voralpengebiet und zum Jura hat man die Waldungen des Mittellandes nicht als Schutzwaldgebiet erklärt; denn der Mittellandwald hatte eine andere Bedeutung. In den meisten Mittellandkantonen war anfänglich der Wald nicht Schutzzone. Jetzt ist das anders. Bis vor kurzem hatte der Wald im Unterland hauptsächlich die Aufgabe, Holz zu liefern, auf das die Wirtschaft bis vor kurzer Zeit sehr angewiesen war (Baugewerbe, Schreinerei usw.). Auch als Energiespender musste Holz verwendet werden. Zeitweise war der Holzbedarf bedeutend grösser als das, was unsere Wälder liefern konnten. Wir mussten Holz importieren. Heute ist das Holz als Energiespender durch Kohle, Elektrizität, Erdöl, Erdgas verdrängt, und zum Bauen kommen immer mehr die neuzeitlichen Baustoffe zur Anwendung, und diese verdrängen das Holz. In der Beziehung hat der schweizerische Mittellandwald an Bedeutung verloren. Infolgedessen sind viele Leute der Meinung, man solle entsprechend weniger Geld im Wald investieren, denn er werfe nicht mehr viel ab, d. h. man müsse ihn «extensiv» bewirtschaften. Unser Wald hat aber eine ganz neue Bedeutung erhalten. Allerdings, die Aufgabe, das Klima zu regeln, hatte er schon immer. Im Winter hat er Stürme und kalte Winde aufgehalten usw.

Heute hat das alles grössere Bedeutung als früher. Der Wald kann Hagelschäden und Gewitter aufhalten. Das ist erwiesen. Je weniger Wald im Unterland vorhanden ist, um so grösser ist die Gefahr des Hagelschlages. – Dazu kommt aber der zunehmende Wasserbedarf der Bevölkerung. Wir müssen die Grundwasserströme schützen! Das musste früher nicht im jetzigen Ausmass geschehen. Der Wald ist heute die Lunge der Landschaft. Die verpestete Luft wird am besten vom Wald geläutert. Der Wald ist auch ein Schalldämpfer, was im technischen Zeitalter eine sehr grosse Bedeutung hat. Schliesslich ist er Erholungsgebiet unserer Bevölkerung, die sich immer mehr in den Städten zusammenballt. Er ist ja auch das letzte Rückzugsgebiet für Wild und Vögel. Infolgedessen müssen wir den Wald pflegen.

Man könnte weitere Wohlfahrtswirkungen aufzählen. Sie spielen eine ganz andere Rolle als früher. Der gepflegte Wald wird aber auch in der Zukunft etwas abwerfen. «Holz wächst nur an Holz.» Ein gewisser Bestand muss also da sein, sonst ist der jährliche Zuwachs gering. Wald mit standortgemässer Pflanzengemeinschaft (Laubholz und Nadelholz) hat sich in der Hinsicht bis heute am besten bewährt. Die Wohlfahrtswirkungen werden vermindert, wo reine Tannenbestände stocken. Diese können den Stürmen und den Schädlingsinvasionen nicht standhalten. Bei dieser Monokultur verarmt der Waldboden, er «versackt», wird undurchlässig und eignet sich nicht mehr zum Speichern von Wasser.

Warum haben die Kantone Genf, Waadt und zuletzt auch der Thurgau ihr ganzes Gebiet unter Schutz stellen lassen? Man erkannte, dass darin gewisse Vorteile liegen. Diese dürfen wir nicht

übersehen. Es gibt auch heute im Unterland sehr schöne Waldungen, zum Beispiel Korporationswaldungen; ich will nicht einmal die Staatswaldungen zuerst nennen. Es gibt auch sehr schöne Privatwälder. Aber die besten Wälder sind dort entstanden, wo in gemeinsamer Arbeit zwischen Waldbesitzer und Förster seit Generationen die Waldpflege durchgeführt wird. – Wir haben für die Landwirtschaft, sogar für die Hausfrauen, und auch für das Gewerbe einen Beratungsdienst eingerichtet. Warum glaubt man in gewissen Kreisen, der Forstdienst sei nicht nötig, man könnte den Wald ohne Mitwirkung von Fachleuten pflegen? Ich war immer der Meinung, die Zusammenarbeit zwischen Waldbesitzer und Forstdienst würde jedem Waldbesitzer Vorteile bringen. Man wendet ein, es gingen die letzten Freiheiten verloren, und lehnt darum die Zusammenarbeit ab. Ist das wirklich die Freiheit, die wir meinen, dass einer mit seinem Wald machen kann, was er will? Leider erfolgt vielenorts im Wald noch der Kahlschlag. Ich könnte Ihnen Wälder zeigen, die im Laufe von 8 oder 10 Jahren ganz ausgeplündert wurden. Wir haben, um das einigermassen zu verhindern, das Dekret vom 19. September 1961 erlassen. In Zusammenarbeit mit den Korporationen und den Privaten haben wir die Wälder in drei Stufen eingeteilt. Wir haben Erfolge zu registrieren. Im Kreis Bern sind heute 13 Hektaren in der Stufe 3. Im Kreisforstamt Burgdorf, mit 139 Hektaren, sind alle Wälder in der dritten Stufe. Im Kreisforstamt Langenthal sind von 1866 Hektaren nur deren 33 in der Stufe 2. Im Seeland haben sich die Burgergemeinden und Einwohnergemeinden, die nicht eigene Förster haben, gemeldet. Fast alle sind in Stufe 2. Auch aus dem Oberland meldeten sich ein paar Gemeinden und Korporationen mit zusammen 977 Hektaren. Wir haben seit 1961 eine Zusammenarbeit für 4390 Hektaren. – Aber gerade die, welche es am nötigsten hätten, wollen nicht mitmachen, die wollen ihre Freiheit weiterhin geniessen, also machen, was ihnen passt. Es ist schade, dass nicht zusammenhängende Gebiete dem Dekret unterstellt werden können. Die abseitsstehenden Waldbesitzer sagten uns eine Zeitlang, sie erhielten für ihr Holz so viel, dass sie die Unterstellung nicht nötig hätten. Nachdem nun der Holzpreis zurückgegangen ist, sagen diese Leute, es lohne sich nicht, Geld im Wald zu investieren. Wir erhalten häufig Anfragen, was zu tun sei, um der Misere in der Waldwirtschaft einigermassen Meister zu werden. Wir wissen wohl, was zu tun wäre, aber was wir empfehlen, wird nicht angenommen, weil man total frei sein will.

Es ist nicht interessant, Nachbar solcher Leute zu sein. Ich könnte Ihnen im Amt Fraubrunnen Schäden an Waldungen zeigen, die entstanden sind, weil nebenan, auf der Wetterseite, Kahlschlag erfolgte. In der Folge hat dann vor Jahresfrist der Sturm diese Waldungen schwer geschädigt, und weitere Schäden werden auftreten, nur weil nebenan unsachgemäß gewirtschaftet wurde.

Es stimmt nicht, dass man bei der Unterstellung unter den Beratungsdienst nachher nicht mehr holzen dürfte. Wenn ein Waldbesitzer das Gefühl hat, sein stehender Holzvorrat sei so angestiegen, dass er mehr sollte holzen dürfen, wird ihm entsprechend mehr Holz angezeichnet. Oder wenn einer

für sein Haus Holz braucht, nimmt man selbstverständlich darauf Rücksicht. Nicht von ungefähr sagt man, der Wald sei «die Sparbüchse des Bauern». Er muss zu gewissen Zeiten für speziellen Bedarf holzen können, und darauf nimmt der Forstdienst ohne weiteres Rücksicht.

Zum Bau von Waldwegen: Es gibt gewisse Gebiete – Herr Gerber würde den Frienisberg erwähnen –, wo Wege privat gebaut worden sind. Ich freue mich immer, wenn ich die sehe. Aber es gibt auch Gebiete, wo es mit den Wegen himmeltraurig steht. Dort braucht man kein Autofahrverbot für die Jäger anzubringen. Wir haben solche Beispiele von Waldwegen der Staatswirtschaftskommission verschiedentlich gezeigt. Sie hat seinerzeit die Projekte besichtigt, die wir ausführten. In jenen Gebieten ist nun der Holzertrag wesentlich höher, denn die Abfuhr kostet viel weniger. Ausserdem kann das Holz abgeführt werden, wenn es der Abnehmer benötigt. Man kann auch mit Traktoren besser zufahren, und überhaupt wird die Bewirtschaftung sehr erleichtert.

Seit Jahren hat man sich bemüht, für den Unterstellungsgedanken zu werben. Entschuldigen Sie, wenn ich etwas weiter ausgeholt habe. Aber jetzt geht es darum, einen entscheidenden Schritt zu tun.

Forstmeister Aerni hat vor Jahren Vorträge gehalten, um die Leute zu orientieren. Daraus hat sich leider kein Erfolg ergeben. Er ist mit grosser Enttäuschung darüber, dass seine Ratschläge nicht ernst genommen worden sind, aus dem bernischen Forstdienst ausgeschieden.

Zürich und Luzern und seit einiger Zeit schon der Thurgau werden nun Schutzwaldzonen sein. Es verbleiben noch die Kantone Aargau, St. Gallen, Solothurn und Bern. Ist es nötig, dass Bern auch hier am Schwanz aller Kantone marschiert?

Herr Grossrat Ischi hat die Sturmschäden zum Anlass seiner Motion genommen. Herr Grossrat Geissbühler sagte, der Bund oder der Kanton würden die jetzt nötigen Aufforstungen unterstützen. Ich will nicht sagen, man solle diesen Schritt nur wegen der Beiträge tun. Aber jetzt wäre doch der Moment, sich zu entscheiden. Innert dreier Jahre sollen diese Gebiete aufgeforstet werden. Wenn man jetzt das Gesetz revidieren würde (Artikel 3) könnte man für die Aufforstungen Bundesbeiträge erhalten. Dieser direkte Nutzen besteht wahrscheinlich nicht mehr, wenn man es erst in 6 oder 8 Jahren tut.

Es wurde angeregt, man solle die Motion als Postulat annehmen. Ich bin der Meinung, es gehe nicht darum, die Angelegenheit zu studieren, sondern etwas zu unternehmen, also die Motion anzunehmen, oder nichts zu machen, d. h. die Motion abzulehnen. Dann weiss die Regierung, woran sie ist.

Es wurde auch gesagt, man solle gemäss Artikel 703 des Zivilgesetzbuches vorgehen und Geossenschaften gründen. Der Motionär hat diese Angelegenheit auch abgeklärt. Vor etlichen Jahren hätten wahrscheinlich die Bundesbehörden einer teilweisen Unterschutzstellung noch zugestimmt. Forstmeister Kilchenmann hat mir nun aber mitgeteilt, er sei überzeugt, dass die Bundesbehörden auf nur teilweise Unterschutzstellung nicht mehr eintreten würden. Ein solches Vorgehen wäre zu

durchsichtig: Man würde einzelne Gebiete des Oberaargaus unterstellen, um eidgenössische und kantonale Beiträge zu erhalten. Wenn nur das der Beweggrund ist, ist die Bevölkerung für dieses Unterschutzstellen noch nicht reif.

Kosten: Natürlich werden dem Kanton Kosten erwachsen. Wir werden ein paar Förster vollamtlich anstellen müssen, werden mit der Zeit wahrscheinlich auch die Zahl der Oberförster vergrössern müssen. Das wäre aber ohnehin nötig, denn die Intensivierung der Forstwirtschaft erfordert, dass den Ober- und Unterförstern kleinere Kreise zugeteilt werden. Ich erinnere an das Beispiel von Neuenstadt. In diesem Kreis sind, gestützt auf das Dekret von 1961, eine grosse Zahl von Burgergemeinden in die Bewirtschaftung eingetreten. Das hat zur Folge, dass wir in absehbarer Zeit aus dem dortigen Forstkreis deren zwei machen müssen. Man konnte in den Beratungsdienst (Anzeichnungen usw.) auch ein paar Privatwaldbesitzer einbeziehen.

Ich bin erfreut, feststellen zu können, dass man beim nächsten Abschluss der Wirtschaftsplanrevision im bernischen Staatswald im Mittelland, wie mir gesagt wurde, voraussichtlich etwa 18 bis 20 Prozent mehr Holz wird schlagen können. Das ist die Frucht der Bewirtschaftung. Der Hiebsatz im Staatswald wird also bedeutend grösser werden als bisher. Die Papierholzabnehmer können in den nächsten Jahren so viel Papierholz haben, wie sie wollen, trotzdem wir jetzt etwas exportiert haben. Aber diese Lieferungen werden nicht aus den ausgeraubten Waldungen, sondern aus den gutbewirtschafteten Wäldern kommen.

In diesem Sinne ist die Regierung bereit, die Motion anzunehmen. Sie möchte das aber nur tun, wenn das auch im Willen des Grossen Rates liegt. Wenn aber bei der Revision des Forstgesetzes mit der allergrössten Opposition zu rechnen ist, können wir uns, glaube ich, die ganze Arbeit ersparen. Der heutige Entscheid des Grossen Rates ist daher ausserordentlich wichtig. Wenn Sie durch Annahme der Motion für die Revision des Forstgesetzes eintreten, werden wir durchhalten können. Wenn man das aber nicht will, ist es besser, Sie lehnen die Motion ab. Die Regierung wäre in diesem Sinne bereit, die Motion anzunehmen.

**Burri** (Schliern). Ich lehne die Motion Ischi und die Ausdehnung der Schutzwaldzone auf das Mittelland ab. Die Privatwaldbesitzer sind mehrheitlich dagegen, und man sollte uns das nicht aufzwingen. An der Versammlung in der Inneren Enge, zu der die Privatwaldbesitzer eingeladen waren, haben sich fast nur Forstleute für die Ausdehnung der Schutzwaldzone ausgesprochen, fast alle Privatwaldbesitzer haben sich dagegen gewehrt.

Ich bin erstaunt, dass die Motion hier behandelt wird. Ich glaubte, sie würde zurückgezogen.

In unsern Wäldern wird die Reinhaltung des Wassers nicht beeinträchtigt, und wir pflegen unsere Wälder auch. Wenn nicht restlos alle zum Wald richtig Sorge tragen, so darf man deswegen nicht gegen alle Vorwürfe erheben. Überdies gibt es auch unschöne Wälder, die nicht Privatwald sind.

Wenn einzelne Waldbesitzer holzen, wo sie es nicht hätten tun dürfen, hätte man es in der Hand gehabt, sie zu büßen.

Für das Erstellen von Wegen benötigt man die Motion nicht. Ich glaube nicht, dass Kollege Ischi meint, mit den privaten Wäldern, die nicht Schutzwald seien, sei es viel schlechter bestellt als mit den Schutzwäldern. Die letzteren waren dort nötig, wo Gefahr von Lawinen und Wasserschäden usw. besteht. Sicher war es richtig, dass im Berggebiet der Staat Land angekauft und es bepflanzt hat. Aber das heisst nicht, dass man jetzt den Schutzwald ausdehnen müsse.

Wenn es im Wald nicht immer so aussieht, wie es sein sollte, so ist daran der Mangel an Arbeitskräften schuld. Man weiss sehr wohl, was zu tun wäre.

Der Privatwaldbesitzer will in Freiheit den Wald pflegen und wird unterlassen, was nicht in Ordnung ist. Ich glaube, da reden wir aneinander vorbei. Auf die Freiheit will man nicht gerne verzichten. Das heisst aber nicht, dass man beabsichtigen würde, Raubbau zu treiben.

Man wirft uns mitunter vor, wir hätten einen zu grossen Rottannenbestand und zuwenig Weiss-tannen. Die ersten ertragen eben den Wildschaden eher als die Weisstannen. Der Privatwaldbesitzer kann sein Aufforstungsareal nicht einzäunen, wie es der Staat macht.

Mit dieser Motion will man jetzt etwas erzwingen. Wir haben jetzt ein paar Tage lang vom Sparen gesprochen. Hier will man nun wieder eine Mehrausgabe von jährlich mindestens Fr. 200 000.— beschliessen. Hiefür ist jetzt nicht der geeignete Zeitpunkt.

Ich bitte, die Motion abzulehnen, denn sie wird von denen, die es direkt betrifft, nicht verlangt. Wir hörten von Kollege Geissbühler, es bestehe die Möglichkeit, ohne Annahme der Motion gewisse Gebiete als Schutzwaldzone zu erklären.

Aus all diesen Gründen bitte ich, die Motion abzulehnen.

**Gerber.** Auch ich kann der Motion nicht zustimmen. Auch wir wollen den Wald für die Zukunft erhalten. Er wird mehr als bisher Erholungsgebiet sein, ist für Wasser und Luft wichtig. Die Waldfläche darf nicht verkleinert werden.

Ist der Wald gefährdet, der nicht der Schutzzone unterstellt ist? Auf Grund des Forstgesetzes vom Jahre 1905 kann der heutige Bestand gewährleistet werden. Der Artikel 4 lautet: «Das Waldareal des Kantons Bern darf in seinem Bestand nicht vermindert werden.» Der Artikel 34 lautet: «Alle Schlagflächen oder anderweitigen Blössen sind innerhalb einer Frist von 3 Jahren zu bestocken, soweit dies nicht schon auf natürlichem Wege geschehen ist.» Die Schneedruckschäden vom Jahr 1962 mussten inzwischen behoben werden. In der Motion Ischi ist von Schädlingen die Rede. Es handelt sich besonders um den Borkenkäfer. Auch für dessen Bekämpfung bestehen gesetzliche Bestimmungen. Der Artikel 8 lautet: «Wenn in einer Gegend schädliche Forstinsekten in starker Vermehrung begriffen sind, wird der Regierungsrat auf den Antrag der Forstdirektion die betroffenen Gemeinden oder Teile derselben unter besondern Forstschutz stellen und die nötigen Schutzmassnahmen gegen die weitere Verbreitung der Schädlinge anordnen.» Der Weiterbestand des Waldes ist also gewährleistet, und die Bestimmungen werden nicht geändert.

An der Besprechung in der Enge, von der Kollege Burri sprach, kam zum Ausdruck, dass ein grosser Teil der bernischen Waldbesitzer die Unterschutzstellung nicht will. Die Leute rekrutieren sich besonders aus dem Amt Fraubrunnen, aus der Gegend von Utzenstorf, Bern und Frienisberg. In andern Gebieten, die Herr Ischi vertritt, möchte man den Wald unter Zonenschutz stellen.

Ist es nötig, die privaten Waldbesitzer, die ihre Selbsthilfe dokumentieren, zwangsweise unter Schutz zu stellen? Wäre es nicht gescheiter, zu differenzieren? Das wäre aufgrund der jetzigen Bestimmungen möglich. Der Artikel 3 des Forstgesetzes lautet: «In besondern Fällen kann der Regierungsrat auch ausserhalb der Schutzone näher abzugrenzende Waldbezirke unter Schutz stellen, wenn die Mehrzahl der Waldbesitzer einer Gemeinde, eines Teils derselben oder eines gewissen Waldgebietes, welche zugleich die grössere Hälfte der Waldfläche vertritt, darum nachsuchen sollte.» Wir haben die gesetzliche Handhabe, den speziellen regionalen Bedürfnissen des Oberhasli zu entsprechen.

Wir handeln gescheit, wenn wir die Motion nicht annehmen. Es ist immer ungeschickt, wenn sich der grosse Rat über den Kopf der direkt Beteiligten hinwegsetzt und Gesetze beschliesst, die die Betroffenen selber nicht wollen. Wir werden weiterhin die Wälder betreuen. Im grossen und ganzen wurde das bisher richtig getan. Wir wollen dem Staat nicht neue Aufgaben und Lasten aufbürden. Den Oberaargau kann man auf den Artikel 3 des Forstgesetzes verweisen. Es ist nicht nötig, die gesamten restlichen 23 Prozent unter Schutz zu stellen. — Die grösste Seuche der Menschheit ist das Vergleichen. Es ist nicht zwingend, dass Bern das gleiche mache wie Zürich, Luzern und der Thurgau. Ich bitte, die Motion abzulehnen.

**Stoller.** Wir wollen die Stellungnahme den Vertretern der Waldbesitzer überlassen. Vom Forstdirektor hätte ich gerne die Zusicherung für das Oberland, dass, wenn die Motion angenommen wird, die Beiträge, welche uns zugesichert wurden, nicht geschmälert werden. Es handelt sich um Lawinenverbauungen und Walderschliessungen.

**Probst.** Eines Mannes Red ist keine Red, man soll sie hören alle beed. Ich unterstütze die Motion, weil in meinem Wohngebiet die Waldungen nicht Privaten, sondern vorwiegend den Einwohnergemeinden gehören. Ein grosser Teil ist Staatswald. Was Herr Ischi verlangt, ist bei uns seit Jahren erprobt und durchgeführt worden. Wir sehen, in welche Misere man gerät, wenn man den Wald nicht richtig pflegt. Vor etwa 10 Jahren hat man mit Umstellungen begonnen (Pflege, Mischwald). Wir werden später Nutzholz ernten können. Die meisten Gemeinden im Amt Erlach gehören zum Kreisforstamt Neuenstadt, das von Oberförster Wenger betreut wird. Die Gemeinden sind in zwei Stufen eingeteilt. Die meisten Gemeinden haben keinen Förster und sind froh über die Beratung durch staatliche Förster.

Es geht nicht um eine Zwängerei. Uns hat man in die Innere Enge nicht eingeladen. Ich empfehle Ihnen, der Motion Ischi beizupflichten.

**Reber.** Als Volksvertreter hat man die Volksinteressen zu vertreten, und ich muss die Motion ablehnen. Das Problem wurde bei den Verwertungsorganisationen und im landwirtschaftlichen Verein oft angeschnitten. Junge Meisterbauern sind für die Schutzzone, erfahrene Bauern sind dagegen. – Der Motionär sieht vor allem die Bundesbeiträge für die Wiederaufforstung.

Das Geschäft wird hier nicht zum erstenmal besprochen. Ein bewährter Bauernpolitiker, Hermann Arni, war vehement gegen die Einschränkung eines der letzten Freiheitsrechte. Die Verhältnisse sind noch nicht reif, den Kanton durchgehend zur Schutzzone zu erklären. Mindestens 80 bis 90 Prozent der Waldbesitzer wären dagegen. Die Eingriffe in die individuellen Rechte werden bagatellisiert. Der Eingriff wird einmal kommen. Aber die Waldbesitzer lieben ihren Wald. Ich weiss, dass sich Fehler in der Waldbewirtschaftung während Generationen ungünstig auswirken.

Nun besteht ein gewisses Malaise. Die Kette von Schäden von 1961 bis heute lastet auf den Bauern. Ich habe immer beanstandet, dass sich die amtliche Bewertung auf eine Zehnjahresperiode stützt. Jetzt wirkt sich das sehr unglücklich aus.

Der Zeitpunkt ist nicht günstig, die Motion zu verwirklichen. Was sie anstrebt, wird einmal kommen. Jetzt aber beantrage ich Ablehnung der Motion.

**Stalder.** Ich habe die Motion unterzeichnet und muss Ihnen sagen, dass ich heute gegen diese Motion stimmen werde. Das muss ich natürlich begründen. Als ich unterzeichnete, glaubte ich, es sei nötig, diese Änderung zu beschliessen. Ich habe aber nicht gewusst, dass sich das Ziel schon aufgrund des geltenden Forstgesetzes erreichen lässt. Ich bin auch Privatwaldbesitzer. Meinetwegen könnte man meinen Wald unter Schutz stellen. Ich habe mit vielen Kollegen gesprochen, nicht nur aus dem Seftigenamt, auch mit Korporationen usw. Die meisten wollen das lieber jetzt noch nicht einführen.

Der Forstdirektor hat weit ausgeholt. Längs der Gürbe und im Gurnigelgebiet wurde viel aufgeforstet. Bei Unwettern, wie sie letzten Sommer eintraten, wurden neue Schwellen weggerissen, deren Erstellung Fr. 5000.—bis Fr. 6000.— gekostet hat. Trotz Aufforstung ist die Gürbe überlaufen, allerding waren die Schäden nicht so gross wie im letzten Jahrhundert. Der Schutzwald ist von etwelcher Wirkung. Trotzdem sollte man von der zwangswise Unterstellung absehen.

Der Forstdirektor sprach von der Zusammenarbeit. Ich habe mit dem Forstpersonal immer zusammengearbeitet, habe noch nie einen Baum gefällt, ohne dass er angezeichnet worden wäre. Man kann also zusammenarbeiten, ohne dazu gezwungen zu werden. Ich habe mich auch beraten lassen. Manchmal war der Ratschlag gut, manchmal falsch. Zum Beispiel hat mir vor 10 Jahren ein Unterförster empfohlen, Lärchen zu setzen, und er hat sogar mitgeholfen, 500 Stück zu setzen. Nach einem halben Jahr waren sie gefressen.

Beim Bau von Autobahnen wird auch Holz gehauen, und die ungünstigen Auswirkungen lassen sich nicht vermeiden. – Natürlich ist auch der Wegbau nötig, um die Abfuhr mit Motoren zu

sichern. Im Gurnigelgebiet verwendet man heute zur Holzabfuhr nur noch Motoren.

Der Bau von guten Transportwegen zieht natürlich den motorisierten Ausflugsverkehr an, und mit der Zeit sind die Wege von Konservenbüchsen übersät. Man kann das Befahren zu touristischen Zwecken nicht verbieten, denn wenn der Kanton Beiträge gibt, sind das nachher öffentliche Strassen. Immerhin, Wege müssen trotzdem gebaut werden.

Die Annahme der Motion würde die Waldbesitzer in zwei Lager aufspalten. Ich bitte, die Motion abzulehnen.

**Krauchthaler.** Ich muss wohl nicht sagen, dass in Kreisen der Waldbesitzer über die Unterstellung der 23 Prozent, die noch nicht in der Schutzzone sind, keine einheitliche Meinung besteht. Ich will das nicht dramatisieren. Ich habe die Motion mitunterzeichnet und stehe zu ihr. Ich war jahrelang mit Hermann Arni gleicher Meinung und habe geholfen, eine der alten Freiheiten des Bauern zu verteidigen. Ich verstehe diese Auffassung. Ich bestätige, dass wir im Mittelland auch in Gebieten, die nicht Schutzwaldzonen sind, schöne Privatwaldungen haben. Der Grossteil der Wälder wird in freiwilliger Zusammenarbeit zwischen Eigentümern und Förstern bewirtschaftet. Mit der allgemeinen Unterstellung der Wälder unter die Schutzwaldzone würde nur der bisherige Zustand legalisiert. An den Verhältnissen würde eigentlich nichts geändert. Nach vielseitiger Führungnahme habe ich mich zur Befürwortung der Motion durchgerungen. Tatsächlich nimmt man den Bauern etwas weg. Aber der Wald hat eben eine andere Bedeutung als früher. Er ist in viel stärkerem Masse Allgemeingut geworden, hat zum Beispiel die Aufgabe, die Luft gesund zu erhalten. Aufgrund der allgemeinen Schutzwaldzone hat man keine Zwangsmassnahmen zu befürchten. Die individuelle Betätigung im Wald ist auch in Zukunft möglich, denn der Förster befasst sich nur mit Stämmen von mehr als 16 cm Durchmesser.

Durch Annahme der Motion schaffen wir klare Verhältnisse. Man muss mit den Leuten reden, wenn man das Forstgesetz ändert. Die heutige Debatte wird weitere Aufklärungen bringen. Mit richtiger Bewirtschaftung des Waldes lassen sich viele zusätzliche Erfolge erreichen. Durch unermüdliche Aufklärung muss man mit alten Vorurteilen aufräumen helfen.

**Jenzer.** Ich stamme aus dem Oberaargau, habe die Motion mitunterzeichnet. Die Technik mit ihren Umwälzungen auf dem Gebiet der organischen und anorganischen Welt hat anscheinend am Rand der Wälder haltgemacht. Der Wald verkörpert das Bleibende. Er ist das nutzbringende Erbe früherer Geschlechter, ein Volksgut unserer Zeit. Im Wald sehen wir eine Lebensgemeinschaft, die sich immer wieder erneuert. Er ist uns zu treuhänderischer Verwaltung übergeben. Der Waldboden wird immer Wald tragen müssen. Das Forstgesetz vom Jahre 1902 zeugt von Gemeinsinn. Der Wohlfahrtscharakter des Waldes charakterisiert das Bundesgesetz. Das Betreten des Waldes ist jedermann erlaubt, er ist Nationalgut, steht im Dienst jedes einzelnen.

Das Gesetz hat der Ertragssteigerung des Waldes gedient. Nicht alle wirtschaftlichen Möglichkeiten wurden ausgenutzt. In der Anwendung des Bundesgesetzes wurde dem föderalistischen Staatsgefüge zu sehr Rechnung getragen.

Die Erhöhung der Holzerzeugung setzt intensive Bewirtschaftung unter Mitwirkung von Fachleuten voraus. Der Wald ist Helfer in der Not. Aber das muss auf lange Sicht vorbereitet werden. Die Förster sind mit dem neusten Stand der Erkenntnisse vertraut. Der Forstdienst ist gut organisiert. – Auch das soziale Problem der Waldarbeiter muss beachtet werden. Die Hilfskräfte reichen längst nicht mehr aus. Der Überalterung und Überfremdung der Waldarbeiter kann nur durch die Schaffung eines waldverbundenen, sozial hinreichend gesicherten Berufsstandes begegnet werden. Der Land- und Bergflucht sollte nicht auch die Waldflucht folgen.

Im Vordergrund aller Massnahmen zur Verbesserung der Waldwirtschaft steht im Moment, neben der Personalfrage, die Erschliessung der Wälder mit Strassen und Wegen, wie es der Motionär ausgeführt hat. Die Hilfe, die dem Schutzwald angeboten wird, sollte man nicht abweisen. Die einzige Einengung besteht darin, dass eine Schlagbewilligung erforderlich ist, wenn man das Holz verkaufen will. Das Holzen für eigenen Bedarf wäre frei. Die Forstberatung ist sehr wertvoll, besonders für die Wiederinstandstellung der Wege, die Abfuhr des Fallholzes und die Wiederaufforstung. Gegenüber dieser bedeutenden Hilfe fallen die Einengungen, die viel zu schwarz dargestellt werden, kaum in Betracht. Daher stimme ich der Motion Ischi zu.

**Guggenheim.** Ich rede hier vom Gesichtspunkt der Landes-, Regional- und Ortsplanung. Für die Planung kommt dem Wald eine besondere Bedeutung zu. Er hat eine Gliederungsfunktion, ähnlich wie die Bodenform und die Gewässer. Der Wald ist ein sehr stabiles Landschaftselement. Die Orts- und Regionalplanung stützt sich auf den Waldbestand als etwas dauernd Gegebenem. Es ist unerwünscht, wenn Waldflächen gerodet werden und man an anderem Ort wieder aufforstet. Solche Verschiebungen bringen die Regional- und Ortsplanung ins Wanken. Die Planung muss mit der unveränderten Waldfläche rechnen können. – Ich verweise auf den Artikel 24 der Vollziehungsverordnung vom 1. Oktober 1965, wo steht: «Das Waldareal der Schweiz soll im Hinblick auf die Nutz-, Schutz- und Wohlfahrtaufgaben des Waldes in seinem Bestand und seiner regionalen Verteilung erhalten bleiben.» Es ist bedauerlich, dass diese Bestimmung noch nicht in einem Bundesgesetz verankert ist, sonst hätten wir wahrscheinlich die heutige Diskussion nicht.

Infolge der Verschiebung in der Bedeutung des Waldes haben die meisten Kantone ihre Waldungen zum Schutzwald erklärt. Darin kommt die erhöhte Bedeutung der Wälder für das Allgemeinwohl zum Ausdruck. Der Wald kann seine Aufgabe nur voll erfüllen, wenn er im gesamten Kanton zum Schutzwald erklärt wird. Daher ersuche ich Sie namens der sozialdemokratischen Fraktion, der Motion Ischi zuzustimmen.

**Augsburger.** Wir sollten mit der Diskussion nun wahrhaft zum Schluss kommen. Die Befürworter und die Gegner der Motion setzen sich für den Wald ein, meinen es mit dem Wald gut, aber jeder auf eine andere Art. Die Mehrheit meiner Fraktion gibt der Bewirtschaftungsart den Vorzug, mit der man eine gewisse Freiheit aufrechterhalten kann. Ein guter Waldbesitzer lässt sich beraten. Wir möchten dem Staat zusätzliche Kosten ersparen. Warum sollen Subventionen ausgelöst werden, wenn der Grossteil der Privatwaldbesitzer im Mittelland diese nicht will, sondern den Wald aus eigener Kraft aufforsten und pflegen möchte? Man kann die Möglichkeiten des bestehenden Gesetzes ausschöpfen. Man soll einstweilen die Gebiete in die Schutzone eingliedern, in denen es die Eigentümer wollen, aber die unbekämpft lassen, die es nicht wollen. Wo ein Wille ist, ist ein Weg.

Man sollte die Motion ablehnen, nicht weil die Gedanken nicht prüfenswert wären, sondern weil es besser ist, das zu realisieren, was sich ohne Zwang erreichen lässt, und dort die Freiheit bestehen zu lassen, wo man sie höher stellt als die staatliche Intervention.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Neunte Sitzung

Mittwoch, 14. Februar 1968,  
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 178 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Buchs (Lenk), Burri (Bern), Delaplace, Favre, Gigandet, Hofmann (Burgdorf), Ischi, Kocher, Krähenbühl, Salzmann, Schädelin, Siegenthaler, Trachsel, Voin (Porrentruy), Walter, Winzenried, Wisard; unentschuldigt abwesend sind die Herren Gassmann, Grimm, Jacot des Combes, Linder.

### Motion des Herrn Grossrat Ischi — Ausdehnung der Schutzwaldzone

(Fortsetzung)  
(Siehe Seite 123 hievor)

**Hirt** (Utzenstorf). Vorerst möchte ich dem Herrn Forstdirektor danken, dass er mir gestern versprochen hat, in Zukunft noch mehr Papierholz zu liefern. Zurzeit ersticken wir fast in der Menge, die anfällt. Aber vielleicht kommt einmal der Moment, da ich ihn daran erinnern muss.

Nun zur Motion: Ich muss die Motion ablehnen, so leid es mir tut, und zwar auch im Namen meiner beiden Fraktionskollegen aus dem Amt Fraubrunnen. Im Amt Fraubrunnen ist man gegen eine Schutzunterstellung. Der Grund dazu ist nicht etwa philantropischer Natur mit Rücksicht auf das kürzlich beratene Finanzhaushaltsgesetz. Die Argumente sind anderer Art. Wir haben sie zur Genüge gehört, und ich will sie nicht wiederholen. Es geht hier darum, ein Stück Freiheit zu erhalten. Ich setze mich gegen jeden staatlichen Eingriff zur Wehr, und ich begreife in diesem Sinne die Waldbesitzer, die dasselbe sagen. Natürlich sollte man soweit kommen, den Ämtern, die eine Schutzunterstellung wünschen, zu gestatten, sie einzuführen. Ein Zwang dazu sollte jedoch nicht bestehen, abgesehen davon, dass man den Gemeinden nur dankbar sein kann, wenn sie bei den Sparbemühungen mithelfen. Vielleicht wird es gut sein, wenn wir später in der Schweiz noch ein Stück Wald besitzen werden, um feststellen zu können, welche Waldpartien besser oder schlechter gepflegt sind, diejenigen in der Schutzzone oder die andern. Persönlich bin ich der Meinung, man sollte auf die Leute keinen Zwang ausüben. Es ist ein Novum, dass eine Gruppe bereit ist, auf Subventionen zu verzichten, um ihre Freiheit in bezug auf die Pflege des Waldes beizubehalten. In diesem Sinne möchte ich die Motion Ischi ablehnen. Ich bin jedoch nicht dagegen, dass man den Regionen entgegenkommt, die dies wünschen.

**Haltiner.** Wir sind von der freisinnigen Fraktion zu einer Versammlung des Verbandes bernischer Waldbesitzer eingeladen worden, die am 26. Januar

in Bern stattgefunden hat. Mein Freund Theodor Kästli war ebenfalls dabei. Wie unser Fraktionsvorsprecher, Herr Augsburger, bereits mitteilte, haben wir dort in äusserst eindrucksvoller Weise hören können, wie die Meinungen geteilt sind. Der Vorsitzende der Versammlung, unser ehemaliger Ratskollege Fritz Berger aus Linden, hatte kein leichtes Amt. Man vernahm, dass für den Schutz des Waldes im Gegensatz zu den Behauptungen und Vermutungen, die hier aufgestellt worden sind, seit 1902 Massnahmen auf der Ebene der Bundesgesetzgebung stipuliert sind. Das kantonale Forstgesetz datiert aus dem Jahre 1905. Aufgrund dieses Gesetzes ist der Regierungsrat kompetent, Sonderregelungen zu treffen, wenn eine Gemeinde einen entsprechenden Antrag stellt, zum Beispiel zum Schutz vor Wasserschäden, wenn der Antrag vom Waldeigentümer stammt, wenn besondere klimatische Verhältnisse vorliegen und wenn der Antrag von der Mehrzahl der Waldbesitzer, die über mehr als 50 Prozent der Waldfläche verfügen, gestellt wird. Für die Reinhaltung der Luft im Interesse der Volksgesundheit und für den Gewässerschutz genügt meiner Auffassung nach die geltende Ordnung vollauf. Wir erkennen in keiner Weise, dass zum Beispiel das Wachstum der Bevölkerung – vielleicht werden wir im Jahre 2000 in der Schweiz 8 Millionen oder 10 Millionen Einwohner zählen – ernsthafte Probleme aufwirft und dem Wald eine ganz neue Rolle zukommen wird. Wir haben bei dieser Gelegenheit erfahren, dass rund ein Viertel der bernischen Waldfläche von den staatlichen Schutzbestimmungen frei ist, wie sie jetzt von der Motion Ischi beantragt werden, und zwar auch der Holzschlag mit Ausnahme des Kahlschlages. Die Waldbesitzer ausserhalb der Schutzzone können jedoch keine Subventionen verlangen, und darum geht es schliesslich. Aus den Unterlagen, die man uns zur Verfügung gestellt hat, konnte man berechnen, dass bei einer Erweiterung der Schutzzone die Subventionen zusammen mit dem Personalaufwand im Jahr rund 250 000 Franken betragen würden. Nun stehen wir aber vor der Tatsache – die Diskussionen in dieser Session haben das deutlich gezeigt –, dass der Staat Bern von seinem Ausgabenüberhang dringend entlastet werden muss, um die laufenden Aufgaben erfüllen zu können. Die Frage, die sich dabei stellt, ist die, ob dem Staat, der jetzt gewissermassen mit leeren Kassen und vielen Aufgaben dasteht, eine Aufgabe überbürdet werden soll, die nicht dringlich ist. Wir finden, der Zeitpunkt zur Erfüllung der Motion Ischi sei nicht günstig, dies um so weniger, als die Diskussion deutlich zum Ausdruck gebracht hat, dass der private Waldbesitzer diese letzte Freiheit beibehalten möchte und selber dafür sorgt, dass sein Wald so gehegt und gepflegt wird, wie das vom Staat erwartet und verlangt wird. Wenn der private Waldbesitzer die Bewirtschaftung seines Waldes ohne Staatskrücken übernehmen will, sollten wir ihn davon nicht abhalten. Aus diesen Überlegungen empfehle ich Ihnen im Namen der freisinnigen Fraktion, die Motion Ischi abzulehnen.

**Horst.** Die Motion Ischi ist mir sympathisch, und zwar aus folgendem Grunde: Ich komme aus einem Gebiet mit ziemlich vielen kleinen Privat-

waldungen. Diese kleinen Wälder sind im Besitze von Nichtlandwirten, die zum Teil weit davon weg in einer andern Gemeinde wohnen und ihre Wälder vollständig vernachlässigen. Wenn man zwischen solchen Waldungen ebenfalls ein Stück Wald besitzt, so wirken sich die ungepflegten Waldungen sehr nachteilig auf den eigenen Wald aus. Ich möchte nun den Herrn Forstdirektor anfragen, ob man bei Annahme der Motion Ischi damit rechnen könnte, dass auch diese Leute angehalten würden, ihre Wälder zu pflegen oder pflegen zu lassen.

**Buri, Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates.** Ich will nicht mehr allzu weit ausholen. Ich sehe, dass sehr wahrscheinlich der Zeitpunkt noch nicht gekommen ist, einen solchen Beschluss zu fassen. Von verschiedenen Votanten wurde erklärt, die Zeit sei noch nicht reif dazu. Das sagt man natürlich auch von anderem, so beispielsweise auch vom Frauenstimmrecht.

Ich möchte den Grossen Rat nicht veranlassen, einen unüberlegten Beschluss zu fassen. Ich habe Ihnen gestern dargelegt, aus welchen Gründen der gesamte Regierungsrat, einschliesslich der Finanzdirektion, der Motion Ischi gegenüber eine positive Haltung einnimmt. Ich will hier nicht nochmals darauf zurückkommen; ich will vielmehr nur noch den Votanten, die Fragen an mich gerichtet haben, kurz antworten.

Von den Herren Grossräten Haltiner und Burri wurde ein Betrag von Fr. 250 000.— erwähnt, mit dem die Staatsrechnung durch die vorgesehenen Massnahmen vermehrt belastet würde. Ich glaube, das ist übertrieben; sonst hätte die Finanzdirektion der Motion bestimmt nicht zugestimmt. Wir haben diese Summe als späteren normalen Gesamtbetrag errechnet. Zweifelsohne würde man einige Förster, die heute noch nicht vollamtlich angestellt sind, vollamtlich beschäftigen, und solche, die neben ihrer forstlichen Tätigkeit auch noch Bürodienst verrichten, würde man wahrscheinlich durch die halbtagsweise Anstellung von Büropersonal entlasten. Das würde vorderhand keine grossen Mehraufwendungen verursachen. Kosten werden ferner entstehen, da auch die Aufgaben nach dem Dekret aus dem Jahre 1961 weiter zunehmen. Ich habe Ihnen gestern die bis jetzt bereits angemeldeten Flächen genannt. Diese müssen bewirtschaftet werden, was ohnehin gewisse Mehrauslagen zur Folge haben wird. Vorab sollte man daran denken, die Wiederaufforstung durchzuführen. Daran zahlt der Bund bekanntlich wesentlich höhere Beiträge als der Kanton. In einzelnen Fällen verhält es sich so, dass mit den Wiederaufforungsbeiträgen und den Arbeiten im Gebirge sozusagen «mit einer Wurst ein Schinken heruntergeholt» werden kann, wie man im Volksmund sagt. Indem der Bund hier höhere Beiträge entrichtet als der Kanton, würde der Kanton nicht übermäßig belastet.

Herrn Grossrat Hirt möchte ich daran erinnern, dass ich gestern versprochen habe, darnach zu trachten, Papierholz zu liefern. Die vom Staat bewirtschafteten Waldungen lassen tatsächlich eine Mehrnutzung zu. Das ist erfreulich. Natürlich lässt sich eine wesentliche Mehrnutzung nicht von einem Jahr zum andern erzielen, aber es zeigen

sich hier doch beachtliche Möglichkeiten. Wenn ich gestern erklärte, dass man beim Hiebsatz in vielen Staatswaldungen bis auf eine Mehrnutzung von ungefähr einem Fünftel gekommen sei, so ist hier vor allem auch das Papierholz inbegriffen. Das wird uns freuen, besonders wenn einmal das Preistief des Holzes überwunden ist. Vielleicht wird bis in ungefähr einem Jahr das Sturmholz verwertet sein. Wir stellen schon heute fest, dass die frischen Schläge wesentlich mehr gelten als das alte Holz, das ein Jahr lang gelegen hat und das vielfach im Saft geschlagen werden musste. Ich hoffe, dass nach Durchführung weiterer Rationalisierungsmassnahmen der Staatswald doch wieder einen vermehrten Ertrag abwerfen wird.

Herr Grossrat Burri hat angeregt, das zu pflanzen, was die Rehe nicht abweiden, nämlich Rottannen anstatt Weisstannen. Ich möchte dazu nur sagen, dass es nicht mehr gut bestellt wäre, wenn wir uns in bezug auf die waldbaulichen Probleme allgemein nach dem Rehschaden richten müssten. Ich hoffe, dass sich nach der Annahme des neuen Jagdgesetzes die diesbezüglichen Verhältnisse wesentlich verbessern werden. Es wird aber notwendig sein, dass sich die Waldbesitzer organisieren. Wir können nicht einfach jedem einzelnen seinen Jungwuchs pflegen, der dies verlangt; das muss vielmehr gemeindeweise oder regional erfolgen. Auch diesbezüglich wäre eine vermehrte Organisation unter den Waldbesitzern dringend zu wünschen.

Herr Grossrat Gerber ist nochmals auf den Artikel 3 Absatz 5 des Forstgesetzes zu sprechen gekommen, wonach die Waldbesitzer Genossenschaften gründen können. Ich möchte ihn ermutigen, diese Genossenschaften einmal zu gründen. Wir haben uns hiefür auch seit Jahr und Tag für die Waldzusammenlegungen eingesetzt. Mit der Aufgabe der Genossenschaftsgründung kann sich die Forstdirektion nicht weiterbeschäftigen. Diese Aufgabe muss von den Privaten übernommen werden. Gerade in der Gegend, aus der Herr Grossrat Gerber kommt, hatten wir ausgesprochene Kahlschläge. Wir mussten uns fragen, ob man die Leute bestrafen will; es wäre dies am Platze gewesen. Der Forstmeister vertrat aber die Ansicht, von der Verhängung von Bussen abzusehen und die Leute vielmehr zu veranlassen, sich zu organisieren und gemeinsame Wiederaufforstungsprojekte einzureichen, die den waldbaulichen Anordnungen entsprechen würden. Es ist jedoch nichts gegangen. Man hat vermutlich wiederum bloss einige Rottannen gepflanzt, worauf die Genossenschaftsgründung unterblieben ist.

Herr Grossrat Haltiner möchte ich folgendes sagen: Wenn wir gewisse Gegenden unter Schutz stellen wollten, wie zum Beispiel den Oberaargau, wenn dies von Waldbesitzern verlangt wird, die über 50 Prozent der Fläche repräsentieren – nach den Aussagen von Herrn Hirt (Utzenstorf) würde das Amt Fraubrunnen, das sonst zum Oberaargau zählt, hier nicht mitmachen –, glaube ich, würden sich bei der Realisierung enorme Schwierigkeiten einstellen. Ich glaube deshalb, dass es sinnlos wäre, nur ein Postulat anzunehmen. Damit könnten wir nicht viel erreichen und müssten nur warten, bis die Waldbesitzer reif und bereit sind, etwas zu unternehmen, wie gestern angetönt worden ist.

Noch ein Wort zu Herrn Grossrat Stoller. Er hat gefragt, ob das Oberland weiterhin mit dem gleichen Betrag rechnen könne wie bisher. Ich möchte den Herren im Schutzwaldgebiet, sei es im Oberland, im Jura oder in den Voralpen, sagen, dass sie keine Bedenken zu haben brauchen, es würde aus «ihrem Kuchen ein Stück herausgeschnitten» für diejenigen, die neu hinzukommen. Die heute für das Schutzwaldgebiet bestehenden Ansätze werden weiterhin eingehalten werden müssen. Für die neuen Unterschutzstellungen im Mittelland müssten selbstverständlich neue Kredite bewilligt werden.

Herrn Grossrat Hirt möchte ich mitteilen, dass ich gestern nicht den schlecht gepflegten Privatwald dem gut gepflegten Staatswald gegenübergestellt habe. Ich halte ausdrücklich fest, dass es ebensoviel schönen und gut gepflegten Privatwald gibt, aber es gibt leider auch anderen. Unter den gut gepflegten Wald zähle ich beispielsweise auch meinen, ohne prahlen zu wollen. Wer einen eingeräumten gut gepflegten Wald besitzt, braucht von der Unterschutzstellung überhaupt nichts zu fürchten. Es gibt aber auch andere Waldungen, wie sie vorhin Herr Grossrat Horst erwähnt hat. Diese wollte ich gestern herausstreichen. Es gibt Waldbesitzer, vielfach Nichtlandwirte, die ihren Wald einfach so bewirtschaften, wie es ihnen am besten passt. Was der Holzer anzeichnet und bereit ist zu rüsten, wird gefällt. Dabei spielt natürlich die Rendite mit, so dass vor allem das schöne Holz angezeichnet wird, das noch etwas gilt.

Wir sollten darnach trachten, möglichst wenig Brennholz und möglichst viel Sagholt, das von der Wirtschaft gebraucht werden kann, zu produzieren, anstatt zu klagen, dass das Brennholz nicht abgesetzt werden könne. Gutes, einwandfreies Sagholt erhält man jedoch nur in einem gut gepflegten Wald. Dadurch ist es auch möglich, den Prozentsatz des Brennholzanfalls weitgehend zu senken.

Ich will schliessen. Ich überlasse es dem Grossen Rat, zu entscheiden, ob in dieser Beziehung etwas gehen soll oder nicht. Es geht für mich hier nicht um eine Prestigefrage. Immerhin verhält es sich so, wie gestern Herr Grossrat Stalder ausgeführt hat: Früher oder später wird man sehr wahrscheinlich doch darauf zurückkommen müssen.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme der Motion Ischi .....	90 Stimmen
Dagegen .....	63 Stimmen

---

#### Wahlen

**Le Président.** Nous avons à élire un membre de la Cour suprême, le procureur général, un membre du Tribunal administratif, un membre de la commission de justice et un membre de la commission routière.

M. Walter Schneeberger a été élu à la Cour suprême le 18 novembre 1942. Il est entré en fonction le 1<sup>er</sup> février 1943 comme membre de la

Chambre criminelle II, dont il est devenu ensuite le président. Il est ensuite devenu membre de la Cour criminelle III, qu'il a présidé en 1958. De 1959 à 1962, il a été vice-président de la Cour suprême et il en a assumé la présidence jusqu'en 1966.

En prenant congé de M. le juge Schneeberger, je lui adresse les remerciements du Grand Conseil ainsi que ses vœux pour une longue et heureuse retraite.

Nous devons également prendre congé de M. Walter Loosli, procureur général.

M. Loosli a exercé son activité dans différents secteurs de l'administration judiciaire cantonale. Il a tout d'abord fonctionné comme greffier, puis comme président du Tribunal d'Erlach, avant d'assumer la charge d'avocat des mineurs, puis de président du Tribunal de Berne. Il a ensuite été nommé procureur de l'arrondissement du Seeland puis, dès 1949, remplaçant du procureur général. Il a enfin été élu procureur général en 1954.

J'adresse également à M. Loosli les remerciements du Grand Conseil pour les services qu'il a rendus au canton et forme en son nom des vœux pour une heureuse et longue retraite.

Je me propose d'ouvrir la discussion pour la présentation de tous les candidats dans l'ordre de leur élection, puis nous procéderons successivement aux élections. J'attends vos propositions pour le remplacement d'un juge à la Cour suprême.

#### Wahl eines Mitgliedes des Obergerichts

**Tschannen.** Ich möchte auch im Namen unserer Fraktion Herrn Oberrichter Schneeberger herzlich danken für seine vorzügliche Tätigkeit als Oberrichter des Kantons Bern.

Es wurde seinerzeit gewünscht, die Kandidaten kurz vorzustellen, auch wenn ein gemeinsamer Wahlvorschlag vorliegt. Ich will mich dieser Aufgabe unterziehen.

Für das Amt eines Oberrichters schlagen wir Ihnen vor Herrn Dr. Fritz Falb. Nach der Maturitätsprüfung an der Literararbeitung des Städtischen Gymnasiums in Bern im Jahre 1938 begann er gleichzeitig mit dem juristischen Studium an der Universität Bern und promovierte 1942 mit einer Dissertation aus dem Gebiete des Markenrechts (besprochen durch Prof. Guhl) mit dem Prädikat magna cum laude zum Doktor iur. Trotz viel Aktivdienst und damaligen günstigen Stellenangeboten entschloss er sich, noch das bernische Fürsprecherpatent zu erwerben. Nach kürzerer Tätigkeit in der Advokatur bei den Fürsprechern Karl Maurer in Thun und J. D. Lifschitz in Bern wurde er juristischer Mitarbeiter der Justizdirektion unter Herrn Regierungsrat Mouttet, wo er sich hauptsächlich mit Fragen aus dem Gebiete des Vormundschaftsrechts befasste. Aus dieser Zeit stammt sein in der Zeitschrift für Vormundschaftswesen publizierter Aufsatz über das Vorecht des nahen Verwandten bei der Bestellung des Vormundes.

Im Jahre 1947 erfolgte seine Wahl zum Gerichtspräsidenten von Bern. Elf Jahre Untersuchungsrichteramt und acht Jahre Funktion als Einzelrichter in Strafsachen verschafften ihm einen gründlichen Einblick in die Strafrechtspraxis, bewogen ihn aber, bei sich bietender Gelegenheit in die zivilrechtliche Sparte hinüberzuwechseln, um dieses Fach nicht zu vernachlässigen und der Gefahr der Einseitigkeit und des Spezialistentums vorzubeugen. Als Strafrichter verfasste er die in der Zeitschrift für Strafrecht erschienene Abhandlung über den Diebstahl in Selbstbedienungsläden.

Mit dem ihm gleichsam ans Herz gewachsenen Strafrecht blieb er indessen durch seine militärische Tätigkeit verbunden. Nach dem Aktivdienst wurde er auf Gesuch hin zur Militärjustiz umgeteilt, wo er in den vergangenen 22 Jahren vom Gerichtsschreiber über den Untersuchungsrichter und Auditor (Staatsanwalt) bis zum Grossrichter (Präsident eines Divisionsgerichts) alle Chargen innehatte. Auf den 1. Januar 1968 wurde er zum Oberst befördert und ist heute Stellvertreter des Oberauditors.

Herr Dr. Fritz Falb ist verheiratet und Vater von drei Töchtern.

Ich kann Ihnen Dr. Fritz Falb als einen würdigen und besonders gut ausgewiesenen Kandidaten für das Obergericht wärmstens empfehlen.

#### Wahlergebnis

Bei 168 ausgeteilten und 166 wiedereingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 26, in Betracht fallend 140, also bei einem absoluten Mehr von 71 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Dr. Falb Fritz, Bern, mit 134 Stimmen.  
(Vereinzelte Stimmen: 6.)

---

#### Wahl des Generalprokurator

**Tschannen.** Artikel 85 des Gesetzes vom 31. Januar 1909 über die Organisation der Justizbehörden hat folgenden Wortlaut: «Der Generalprokurator wird auf einen unverbindlichen doppelten Vorschlag des Obergerichts, welcher vom Regierungsrat ergänzt werden kann, durch den Grossen Rat gewählt. Die übrigen Prokuratoren wählt das Obergericht. Die Amtsduauer beträgt vier Jahre.»

Die Fraktionspräsidenten haben den Doppelvorschlag erhalten. Auf der einen Seite ist es Herr Arist Rollier. Er ist gegenwärtig stellvertretender Generalprokurator. Auf der andern Seite ist es unser Kandidat, Theodor Jenzer, Staatsanwalt des Mittellandes.

Wenn wir uns heute erlauben, unseren Vorschlag zu untermauern, so deshalb, weil die letzten vier Generalprokuratoren samt und sonders aus den bürgerlichen Parteien stammten. Es ist sicher der zweitgrössten Fraktion nicht übelzunehmen, wenn sie versucht, das Amt des Staatsanwalts einmal für sich zu beanspruchen.

Der Kandidat Theodor Jenzer ist in Bern aufgewachsen, wo er an der Literarschule des Städtischen Gymnasiums im Jahre 1933 die Maturitätsprüfung nach Typus B (Englisch) bestand. Im gleichen Jahr liess er sich an der Juristischen Fakultät der Universität Bern immatrikulieren, bestand im Jahre 1935 die theoretische Fürsprecherprüfung und im Februar und März 1939 das Staatsexamen als bernischer Fürsprecher. Das erste Jahr der reglementarischen Praktikantenzzeit verbrachte er auf den Richterämtern Fraubrunnen (Gerichtspräsident Dr. Staub) und Bern (Gerichtspräsidenten Peter und Lehmann), das zweite auf dem Anwaltsbüro Eduard von Steiger in Bern. Nach dem Staatsexamen begab er sich zur weiteren Ausbildung nach Paris (Studien an der Sorbonne, Volontärstelle auf der «Helvetia Unfall»), bis ihn der Kriegsausbruch zur Heimkehr zwang. Mit kurzen Unterbrechungen versah er hierauf während zweier Jahre das Amt eines interimistischen Zentralverwalters der Krankenkasse für den Kanton Bern. Von 1941 bis 1943 arbeitete er als juristischer Sekretär der Sektion der Sozialen Fürsorge der Stadt Bern, wo er der Abteilung Kriegsfürsorge vorstand. Am 15. Juni 1943 wechselte er in die Privatwirtschaft über und war als beratender Jurist und Direktionssekretär bei der «Helvetia Unfall» in Zürich tätig. Diese Stelle verliess er am 31. Dezember 1944, weil er sich entschloss, wiederum nach Bern überzusiedeln. Vom 1. Januar 1945 bis zum 31. August 1947 war er als Jurist I. Klasse beim Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, Sektion für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsrecht, in Stellung. Am 10. Juni 1947 wurde er zum Gerichtspräsidenten des Amtsbezirks Bern gewählt. Hier war er drei Jahre lang als Untersuchungsrichter und seit 1950 als Einzelrichter in Strafsachen tätig. Auf den 1. Januar 1958 trat er das Amt des Prokurators des II. Bezirks an. Nebenamtlich ist er Obmann des Einigungsamtes Mittelland und einer eidgenössischen Einigungsstelle, ferner Mitglied des Schiedsgerichts gemäss Artikel 25 und 73 des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung und der Rekurskommission der Bernischen Lehrerversicherungskasse als Vertreter des Staates Bern.

Herr Theodor Jenzer ist bestimmt ein würdiger Kandidat für das Amt eines Generalprokurator des Kantons Bern. Ich möchte ihn zur Wahl wärmstens empfehlen.

**Haltiner.** Ich möchte zunächst die langjährigen, treuen Dienste von Herrn Dr. Walter Loosli, Generalprokurator des Kantons Bern, im Namen unserer Fraktion bestens danken. Er stand seit dem Jahre 1922, also volle 46 Jahre, im Dienste der bernischen Justiz und im Dienste der Militärjustiz, zuerst als Gerichtsschreiber, dann als Gerichtspräsident, Staatsanwalt und seit 1954 als Generalprokurator. In dieser Eigenschaft haben alle diejenigen, die seit dieser Zeit im Grossen Rate sind, ihn kennengelernt als Berichterstatter über den Stand der bernischen Justiz in seinen Berichten an den Grossen Rat, die von grosser Sachkenntnis zeugen, die aber auch unabhängig, eigenwillig, offen und rückhaltslos ausgefallen sind, und oft hatte man das Gefühl, er sei mit seinen Berichten so etwas wie ein Rufer in der

Wüste. Wir möchten ihm einen angenehmen, schönen Ruhestand wünschen, wenn er einmal sein Amt niedergelegt haben wird.

Die freisinnige Fraktion, zusammen mit den Fraktionen der BGB-Partei und der Christlich-sozialen Partei, schlägt Ihnen zur Wahl vor Fürsprecher Arist Rollier, den gegenwärtigen Stellvertreter des Generalprokurator. Wie Ihnen Herr Tschannen schon ausgeführt hat, ist es gesetzliche Pflicht des Obergerichts, dem Grossen Rat einen Zweiervorschlag zu unterbreiten. Wir haben Ihnen einen kurzen Lebenslauf des Kandidaten Arist Rollier austeilen lassen, aus dem ich nur einige Daten herausgreifen will.

Herr Arist Rollier ist im Jahre 1919 als Bürger von Nods im Amtsbezirk Neuenstadt und von Bern geboren. Im Jahre 1945 erwarb er das Fürsprecherpatent. Im Jahre 1946 trat er als Sekretär in das Bernische Obergericht ein und wurde 1948 zum Kammerschreiber ernannt. Zwischen 1950 und 1958 war er als ausserordentlicher Gerichtspräsident in den Amtsbezirken Interlaken, Biel, Thun und Bern tätig, vor allem als Einzelrichter und Amtsgerichtspräsident in Strafsachen. 1959 wurde Arist Rollier Staatsanwalt des Kantons Bern, dann auch stellvertretender Prokurator und 1965 Stellvertreter des Generalprokurator.

Arist Rollier hat sich aber nicht nur der Justiz gewidmet, sondern bekleidete auch viele öffentliche Ämter. Ich nenne aus der Vielfalt nur seine segensreiche und wirkungsvolle Tätigkeit als Obmann des Schweizer Heimatschutzes, wo er auch grossen Einfluss auf die Gesetzgebung über den Naturschutz ausübte. Seit 1960 ist er Mitglied des Berner Stadtrates, gegenwärtig als Zweiter Vizepräsident.

Von den 24 richterlichen Posten, die der Kanton Bern zu vergeben hat, wenn man das Verwaltungsgericht und den Generalprokurator mitrechnet, belegt unsere Partei nur 4 Sitze. Der Anspruch der Freisinnigen Partei ist daher sicher unbestritten. Wir sind übrigens der Auffassung, dass prinzipiell die Justiz über den Parteien und den reinen Parteiinteressen stehen sollte.

Herr Arist Rollier, das unterstreicht den Anspruch, ist als Stellvertreter des Generalprokurator in die Funktionen bestens eingeführt. Er ist zweisprachig als Bürger von Nods und Träger eines welschen Namens. Er spricht Deutsch und Französisch fliessend und beherrscht diese Sprachen auch schriftlich. Er ist verheiratet und Vater von drei Kindern. Wie ich bereits gesagt habe, ist er politisch interessiert und bestens bekannt. In der Armee bekleidet er den Rang eines Majors. Ich möchte Ihnen diese Kandidatur bestens empfehlen.

#### Wahlergebnis

Bei 169 ausgeteilten und 165 wiedereingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 7, in Betracht fallend 158, also bei einem absoluten Mehr von 80 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Arist Rollier, Bern, mit 91 Stimmen.  
(Herr Theodor Jenzer erhielt 67 Stimmen.)

#### Wahl eines Mitgliedes des Verwaltungsgerichts

**Tschannen.** Zur Wahl als neues Mitglied des Verwaltungsgerichtes schlagen wir Ihnen vor: Herrn Georg Kunz, Gerichtspräsident in Aarberg.

Georg Kunz ist in Lyssach bei Burgdorf aufgewachsen, wo er auch die Sekundarschule und das Gymnasium in Burgdorf besuchte. Nach bestandener Matura studierte er an der Universität Bern. Sein Studium, das er wegen Erkrankung seiner Eltern selber verdienten musste, schloss er mit dem Anwaltspatent ab. Sämtliche drei Examen zum Anwaltspatent bestand er auf ersten Anhieb. Nach seinem Studium war er zunächst auf einem Anwalts- und Notariatsbüro in Schwarzenburg tätig. Auf Anfang 1957 wurde er als Gerichtsssekretär an das Richteramt Thun gewählt. Anfangs 1958 kam er als Gerichtsschreiber nach Aarberg. Seit 1. Januar 1963 ist er dort als Gerichtspräsident tätig. Seit 1960 ist Georg Kunz Mitglied des Gemeinderates von Aarberg. Er gehört ferner verschiedenen Kommissionen an, von denen er eine präsidiert. Er wirkt auch im Vorstand des Regionalplanungsverbandes östliches Seeland mit. Seit einem Jahr ist er Mitglied der Schulkommission der Handelsschule und des Handelsgymnasiums Biel. Herr Georg Kunz ist somit auch in der Öffentlichkeit sehr aktiv. Militärdienst leistet er in der Infanterie als Zugführer.

Ich möchte Ihnen diese Kandidatur wärmstens empfehlen.

#### Wahlergebnis

Bei 138 ausgeteilten und 134 wiedereingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 35, in Betracht fallend 99, also bei einem absoluten Mehr von 50 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Kunz Georg, Aarberg, mit 86 Stimmen.  
(Vereinzelte Stimmen: 13.)

---

#### Wahl eines Mitgliedes der Justizkommission

Bei 111 in Betracht fallenden Wahlzetteln, also bei einem absoluten Mehr von 56 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Kohler Raoul, Biel, mit 107 Stimmen.  
(Vereinzelte Stimmen: 4.)

---

#### Wahl eines Mitgliedes der Strassenbau-kommission

Bei 118 in Betracht fallenden Wahlzetteln, also bei einem absoluten Mehr von 60 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Frosio Bartolomeo, Bern, mit 115 Stimmen.  
(Vereinzelte Stimmen: 3.)

### **Wahl des Präsidenten des Bankrates der Kantonalbank von Bern**

Bei 86 in Betracht fallenden Wahlzetteln, also bei einem absoluten Mehr von 44 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Siegenthaler Walter, Muri BE, mit 81 Stimmen.

(Vereinzelte Stimmen: 5.)

---

### **Wahl eines Mitgliedes der Paritätischen Kommission**

Bei 89 in Betracht fallenden Wahlzetteln, also bei einem absoluten Mehr von 45 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Roth Walter, Urtenen, mit 88 Stimmen.

(Vereinzelte Stimmen: 1.)

---

### **Interpellation des Herrn Grossrat König — Gefährdung der Waldwirtschaft**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 750)

**König.** Meine Interpellation, die ich am 15. November letzten Jahres eingereicht habe, lädt den Regierungsrat ein, Auskunft zu geben, welche Massnahmen vom Kanton aus ergriffen wurden und noch vorgesehen sind, um die schwierige Lage auf dem Holzmarkt etwas zu verbessern. Wegen der unglücklichen Naturereignisse hat sich die Lage ohnehin verschärft. Das eine Mal waren es Schneedruckschäden, das andere Mal Windwurfschäden. Noch liegen grosse Mengen unverkauften Holzes in den Wäldern. Die Bauern erleiden ins Gewicht fallende Einkommenseinbussen. Leider müssen wir feststellen, dass jahrein, jahraus grosse Holzeinfuhren getätigten werden. Das wird in den Waldbesitzerkreisen nicht verstanden, dies um so weniger, als die Bundeskasse 8 Millionen Franken zur Verfügung stellen muss, um grosse Holzmengen im Ausland abzusetzen. So haben wir die merkwürdige Situation, dass unsere Nachbarstaaten und wir namhafte Gelder einsetzen müssen, um verbilligtes Holz gegenseitig über die Grenze zu schieben. Ganz unverständlich ist die Tatsache, dass die PTT grosse Mengen imprägnierter Stangen aus Österreich zu importieren beabsichtigt hat.

Die Holzeinfuhren betragen 1967 total: Nadelbrennholz 77 000 Ster, Papierholz 144 000 Ster, Rundholz (Sägeholz) 52 400 Kubikmeter, Schnittwaren (Bretter) 248 000 Kubikmeter. Das gibt ein Total an Rundholz und Brettern von 300 000 Kubikmeter.

Ist der Regierungsrat bereit, seinen Einfluss im Interesse der Waldbesitzer geltend zu machen? Es wäre zudem wertvoll, wenn die Architekten bei den Aufträgen für die öffentliche Hand vermehrt Holz verwenden würden. Die Erhaltung unserer

Wälder ist weitgehend eine Frage der guten wirtschaftlichen Nutzung. Das Interesse an schönen Wäldern muss erhalten bleiben. Der Wald hat in unserer Zeit für die Menschen eine immer grössere Bedeutung.

Wir danken der Regierung für alles, was sie für unseren Wald bereits getan hat.

**Buri,** Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat König hat in seiner Interpellation nochmals auf die grossen Sorgen hingewiesen, die wir gegenwärtig in der Holzverwertung antreffen. Es ist verständlich, dass er dabei ebenso besorgt auf die Importe blickt, die sich abwickeln.

Ihr Rat hat seinerzeit den Antrag von Herrn Grossrat Blaser – ich glaube, es war eine Motion – gutgeheissen, worauf wir beim Bundesrat vorstellig wurden. Der Bundesrat lehnte es dannzumal ab, die Holzimporte einzuschränken bis zum Zeitpunkt, da diese Importe so massiv würden, dass dadurch bei uns tatsächlich ein Preisdruck entstünde. Man muss sich bewusst sein, dass die Schwierigkeiten für den Holzabsatz erst mit dem Anfall des Windwurffholzes in wesentlichem Masse auftraten. Das Föhnholz hatten wir noch einigermassen absetzen können. Restliche Windwurffholzquantitäten befinden sich vielfach noch im Walde. Ich habe vorhin gesagt, dass wir hoffen, bis in einem Jahr die alten Bestände zu liquidieren. Man stellt heute schon fest, dass frisches Holz im Preis bedeutend höher liegt und zum Teil auch wieder begehrt ist. Immerhin ist das Holz leider etwas aus der Mode gekommen. Es wurde in den Bauten verdrängt, worauf ich auch gestern bei der Beantwortung der Motion Ischi hingewiesen habe, aber vor allem auch in der Energiewirtschaft. Zum Heizen werden heute vorwiegend Öl, Kohlen und elektrische Energie verwendet; vor allem die Ölfeuerung hat heute bis in die grössten Waldgebiete hinein Eingang gefunden, so dass man dort nicht mehr weiss, wie man das Brennholz verwerten soll. Trotzdem müssen wir mit den Schwierigkeiten fertig werden, wozu gewisse Möglichkeiten noch vorhanden sind.

Ich möchte auch mitteilen, dass uns der Artikel 14 des EFTA-Vertrages weitere Sorgen bereitet hat, wonach die EFTA-Länder verpflichtet sind, auch das Holz dort zu kaufen, wo es am billigsten ist. Der Bundesrat hat seinerzeit Weisungen veröffentlicht, wonach auch die Importe aus den EFTA-Ländern nicht einfach übergegangen werden dürfen. Wegen der Leitungsstangen wurde im Herbst eine Delegation von Herrn Botschafter Jolles und seinen Mitarbeitern auf der Handelsabteilung empfangen. Wir erklärten, dass wir der Meinung seien, gerade die PTT, die sehr grosse Mengen an Stangen brauchen, sollten bei ihren Bezügen auch die Qualität berücksichtigen. Wir konnten feststellen, dass aus unseren Wäldern hervorragendes Stangenholz geliefert wird, was in bezug auf das ausländische Produkt nicht immer zutrifft. Auch die Imprägnieranstanstalten sind in diesem Sinne mit uns bei der Handelsabteilung vorstellig geworden. Unseren Begehren wurde denn auch Verständnis entgegengebracht, und heute dürfen wir feststellen, dass die PTT, gestützt auf diese Besprechung, ihren Bedarf wiederum vollumfänglich in unserem Lande decken.

Was das Schwellenholz für die Eisenbahnen anbelangt, verhält es sich leider so, dass die Holzschwellen auch konkurrenzieren werden durch Metallschwellen, jetzt aber hauptsächlich durch die Betonschwellen mit den fugenlosen Schienen, die das Fahren in den Zügen ausserordentlich angenehm machen. Immerhin können bei den Betonschwellen im Sommer in gewissen Kurven Schwierigkeiten auftreten durch die Dehnung des Eisens. Vor einigen Jahren ereignete sich ein grosser Unfall, indem sich eine Kurve geweitet hatte und dort ein Zug entgleiste. Für gerade Strecken eignen sich die Betonschwellen aber vorzüglich. Es muss deshalb damit gerechnet werden, dass die Betonschwellen bei den Eisenbahnen noch vermehrt Eingang finden werden. Auf den Stationen dagegen, wo längere Stücke benötigt werden, werden die Holzschwellen weiterhin verwendet.

In bezug auf die Eichenschwellen ist zu sagen, dass solche zum Teil weiterhin importiert werden müssen, da wir nicht in der Lage sind, sie in genügender Zahl zu liefern. Was die Buchenschwellen anbelangt, verlangen die Schweizerischen Bundesbahnen, dass sie aus inländischem Buchenholz geschnitten werden. Eine genaue Kontrolle ist natürlich sehr schwierig durchzuführen. Immerhin müssen die Schwellenlieferanten den Nachweis erbringen, dass sie mindestens auch inländisches Buchenholz gekauft haben. Das ist eine Bedingung, die man stellt und die von den Schweizerischen Bundesbahnen genau eingehalten wird. Ich habe übrigens als Mitglied der Bundesbahnkommission des Ständerates Gelegenheit, diese Probleme zu verfolgen. Die Privatbahnen dagegen sind nicht in gleichem Masse an die erwähnten Weisungen gebunden. Sie decken sich vorwiegend dort ein, wo sie die Schwellen am billigsten erhalten können.

Wie Ihnen bekannt ist, haben die eidgenössischen Räte in der letzten Dezembersession eine zweite Rate Exportbeiträge in einer Grösseordnung von 3 Millionen Franken beschlossen. Man musste sich natürlich fragen, ob dieser Betrag ausreiche. Wir glauben, dass dies der Fall sein sollte, da diese Mittel ja nur zur Exportförderung des Sturmholzes verwendet werden dürfen. Eine Drosselung des Imports wurde übrigens, Herr Grossrat König, abgelehnt, weshalb man zum Mittel der Exportförderung griff. Das Sturmholz geht hauptsächlich in den Mittelmeerraum. Es ist anzunehmen, nachdem die vereinbarten Lieferungen erfolgt sind, dass wir weiterhin Exporte dorthin tätigen können neben Deutschland und Österreich. Der Preis ist allerdings etwas tief, aber für gewisse Holzkategorien werden diese Exporte trotzdem die geeignetste Massnahme sein.

In der Kennedy-Runde hat überdies die Handelsabteilung veranlasst, dass nicht der volle Zollabbau, wie vorgesehen, vorgenommen werden muss, da im EFTA-Raum die Holzzölle ohnehin bereits sehr stark abgebaut waren. Wir möchten hier doch der Handelsabteilung bestätigen, dass die letzten Massnahmen die schweizerische Waldwirtschaft in sinnvoller Weise zu unterstützen vermochten und dass die ganze Aktion im grossen und ganzen zur Zufriedenheit vor sich ging.

Es gibt natürlich noch andere Faktoren, auf die ich kurz zu sprechen kommen will. Wir erhielten

immer wieder Proteste, nicht nur von Privaten, sondern auch von Burgergemeinden. So hat die «Fédération jurassienne des Bourgeois» vorgestern in einem Brief ihrer Entrüstung darüber Ausdruck gegeben, dass trotz dem Zusammenbruch der Holzpreise die Waldschatzungen sehr hoch ausfallen. Diesen Punkt werden wir sehr wahrscheinlich weiterhin im Auge behalten müssen. Es ist uns klar, dass diese hohen Waldschatzungen nicht in Übereinstimmung stehen mit den gedrückten Holzpreisen. Die Holzpreise waren jedoch vorwiegend wegen des enorm grossen Anfalls an Sturmholz derart gedrückt. Wir werden abwarten müssen, um zu sehen, wie sich die Lage stabilisiert. Ich habe in den letzten Tagen Verkäufe aus Staatswaldungen unterzeichnet, die in den Positionen von 190 bis 220 Grundpreisprozenten lagen. Man kann also feststellen, dass durch eine gewisse Preisnormalisierung die Waldwirtschaft doch etwas entlastet wird. Wir haben vor allem vor einem zu grossen Holzschlag im Winter 1967/68 gewarnt. Trotzdem gab es Waldbesitzer, die über diese Warnung hinweggingen. Glücklicherweise gibt es aber auch Waldbesitzer, die Solidarität geübt und eingesehen haben, dass man zuerst das alte Holz liquidieren sollte. Es gibt natürlich auch Abnehmer, die unbedingt frisches Holz benötigen, weshalb wir auch vom Staat aus zu Neulieferungen gezwungen wurden, um die betreffenden Abnehmer nicht auf den Import zu verweisen. Wir müssen also auch die Bedürfnisse unserer Abnehmer berücksichtigen und uns in dieser Hinsicht elastisch zeigen, weshalb wir nicht jeden Holzschlag verurteilen können, der vorgenommen wird.

Ich glaube zusammenfassend Herrn Grossrat König und damit dem Grossen Ratte mitteilen zu können, dass die Bestrebungen zur Stabilisierung der Situation in der Waldwirtschaft und auf dem Holzmarkt auf gutem Wege sind. Hoffen wir, dass die Entwicklung in dieser Richtung weiterschreitet. Wir können natürlich nicht erwarten, in nächster Zeit wiederum Höchstpreise zu erzielen, aber zum mindesten Preise, welche die Kosten der Waldwirtschaft einigermassen zu decken vermögen.

**Präsident.** Ist der Herr Interpellant von der Antwort des Regierungsrates befriedigt?

**König.** Ich bin befriedigt.

---

### Zivilschutzbauten in den Gemeinden Wahlern/Schwarzenburg, Langnau, Interlaken, Biel, Bern, Langnau, Porrentruy, Tramelan, Sefigen, Münchenbuchsee, Spiez und Hilterfingen

(Beilage Nr. 1, Seiten 4 bis 11; französische Beilage Seiten 5 bis 11)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Michel (Meiringen), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

**Motion des Herrn Grossrat Schaffter —  
Transportgutscheine für Rekruten**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 746)

**Schaffter.** Par la motion que j'ai déposée au cours de la session de novembre 1967, j'ai demandé qu'avec l'assentiment du Grand Conseil, le Conseil-exécutif intervienne auprès de la Confédération en vue d'obtenir la gratuité de transport pour les recrues rentrant à leur domicile à l'occasion des déconsignations de fin de semaine.

Pendant la durée de son école de recrue, chaque soldat n'a droit qu'à un seul bon de transport pour le voyage de la caserne à son lieu de domicile et le retour. En règle générale, les recrues sont déconsignées à la fin de chaque semaine, soit du samedi au dimanche soir. Presque tous les soldats en profitent pour rentrer dans leurs familles, ce qui, pour la durée de l'école, représente dix à quinze voyages caserne-domicile et retour. Tous ces déplacements sont donc, sauf un seul, à la charge des militaires.

Pour le soldat dont le domicile est proche de la caserne, le prix du billet de chemin de fer est minime. Plus favorisée est encore la recrue qui accomplit son service dans la localité où elle habite, puisque dans ce cas, il n'y a aucun frais de déplacement.

En revanche, la situation est toute différente pour le soldat qui accomplit son service dans un endroit éloigné de son lieu de domicile. Pour ne citer qu'un exemple, je vous signale que pour rentrer du Tessin à Delémont, le militaire doit payer chaque samedi fr. 21.20 au départ de Locarno. Ce montant dépasse largement la maigre solde d'une semaine, et si le voyage s'effectue une dizaine de fois, cela représente plus de fr. 200.— pour la durée de l'école de recrue, alors que dans le cas particulier, le soldat domicilié à Locarno ne supporte aucun frais de déplacement.

Personne ne pourra contester qu'il y a là une inégalité de traitement flagrante, pour ne pas dire une injustice. Pour remédier à cette situation, la meilleure mesure à prendre consisterait à accorder la gratuité de transport à toutes les recrues pour les voyages caserne-domicile et retour. Cette mesure ne se justifie pas seulement en raison de l'inégalité de traitement que je viens de souligner, mais aussi pour des questions de principe. Si les recrues sont déconsignées le samedi, c'est avant tout pour leur permettre de rentrer dans leurs familles en fin de semaine. Cette déconsignation, même si elle n'est pas un exercice militaire, découle des obligations sociales de l'armée et ne peut de ce fait être dissociée de l'ensemble des activités de l'école de recrue. Les voyages à domicile qui en résultent devraient donc être assimilés aux déplacements de service et par conséquent être pris en charge par la Confédération.

C'est dans ce but que, par voie de motion, je demande au Conseil-exécutif d'intervenir auprès des autorités fédérales compétentes. Le Conseil-exécutif semble être prêt à entreprendre cette démarche puisqu'il accepte ma motion sous forme de postulat. Dès lors, je ne comprends pas pourquoi il n'accepte pas purement et simplement la motion telle qu'elle est présentée. Il ne s'agit en fait que d'une démarche du canton, la décision

finale ne pouvant être prise que par la Confédération. Dans le cas présent, la demi-mesure du postulat n'a pas de sens. Ou bien le Conseil-exécutif est d'accord et il accepte la motion, ou bien il ne l'est pas et il la rejette. En parlant de postulat, le gouvernement semble dire oui tout en pensant non.

La gratuité de transport pour les recrues rentrant le samedi à leur domicile se justifie pleinement, et je ne vois pas quelles objections valables on pourrait opposer à une mesure qui, finalement, ne peut être que dans l'intérêt d'une défense nationale bien comprise.

Par conséquent, je vous prie, Messieurs et chers collègues, de bien vouloir accepter ma motion.

**Buri,** Militärdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Herr Motionär wünscht, dass jedem Rekruten über das Wochenende Gratis-bahnfahrten nach Hause bewilligt werden anstelle der Abgabe nur eines einzigen Transportgutscheins für den grossen Urlaub. Der Herr Motio-när weiss, dass es sich dabei um eine eidgenössische Angelegenheit handelt, weshalb er den Regierungsrat ersucht, bei den zuständigen eidgenössischen Behörden vorstellig zu werden. Solche Aufträge nimmt der Regierungsrat entgegen, ab und zu auch in imperativer Form, wenn er glaubt, es sei wirklich am Platze. Hier muss man sich aber fragen, ob ein imperativer Auftrag des Grossen Rates an den Regierungsrat gerechtfertigt ist. Es stellt sich eben die Frage der Berechtigung eines solchen Begehrens. Man geht bestimmt zu weit, wenn man erklärt, Rekruten, die ihre Ausbildung auf einem von ihrem Wohnort entfernt gelegenen Waffenplatz erhalten, wären gegenüber anderen Rekruten benachteiligt. Der Fall, den Herr Grossrat Schaffter erwähnt hat, betrifft sehr wahrscheinlich Losone. Die Grenadiere können wir aber nicht irgendwo ausbilden, sie müssen vielmehr zusammengezogen und gemeinsam ausgebildet werden. Herr Schaffter schreibt: «Il y a donc là une inégalité de traitement manifeste pour ne pas dire une injustice.» Von Ungerechtigkeit kann hier bestimmt keine Rede sein. Jeder Rekrut hat sich bis heute einfach auf den Waffenplatz begeben, wo die Truppengattung, der er zugeteilt ist, ausgebildet wird. Daran können wir nichts ändern. Hinzu gesellen sich staatsbürgerliche Überlegungen, die auch staatspolitisch eine gewisse Bedeutung haben sollten. Ich glaube, wenn man schon einmal im Tessin ist, sollte man die Gelegenheit benützen, um dort Land und Leute kennenzulernen. Es ist merkwürdig, dass die Burschen, wenn sie im Tessin sind, so rasch als möglich wieder heim zur Mutter oder zum Schatz fahren wollen; sind sie aber daheim, so möchten sie bei nächster Gelegenheit wieder ins Tessin oder nach Italien reisen. Wenn man einmal dort an Ort und Stelle ist, hätte man bestimmt Gescheiteres zu tun, als an jedem Wochenende heimzufahren. Die Rekrutenschule ist doch keine Kleinkinderschule, und die Rekruten sind doch keine kleinen Kinder, die der Mutetr bei jeder Gelegenheit am Rock hängen müssen. Die Burschen sollten selbstständig werden und ihre Freizeit nützlicher verbringen als mit langen Reisen.

Es stellt sich noch folgende Frage: Im Zusammenhang mit dem Begehrten für weitere Freizeit in der Wirtschaft ist man auch dazu gekommen, die Rekruten fast über jedes Wochenende zu beurlauben. Das ist eine schöne Sache. Ich glaube aber, es ginge zu weit, den Bund nun noch verpflichten zu wollen, für jedes Wochenende Transportgutscheine abzugeben. Die Rekruten haben heute gegenüber früher bedeutend mehr Geld zur Verfügung, und zudem können sie ja zur halben Taxe fahren, wovon jeweils ausgiebig Gebrauch gemacht wird. Ich glaube, man sollte nicht alles immer wieder dem Staat aufbürden wollen.

Die Regierung ist nun aber der Meinung, man könnte das Begehrten der Motion Schaffter prüfen. Der Text der Motion hat überdies gar keinen imperativen Charakter. Sie ist also in ihrer Form überhaupt ein Postulat. In der Motion steht nämlich: «Im Einverständnis mit dem Grossen Rat wird der Regierungsrat somit gebeten» (prié d'intervenir). Wir sind mit Herrn Schaffter einverstanden, immerhin sollte der Vorstoss nicht in der imperativen Form der Motion, sondern in der Form eines Postulates angenommen werden. Der Regierungsrat geht schon weit, wenn er sich bereit erklärt, das Begehrten von Herrn Grossrat Schaffter dem Eidgenössischen Militärdepartement zur Prüfung zu unterbreiten.

**Le Président.** Le gouvernement est prêt à accepter la motion Schaffter sous forme de postulat. M. le député Ueltschi a demandé la discussion de cette motion. Je constate que le Grand Conseil est d'accord.

**Ueltschi.** Ich bin hieher gekommen, um sowohl eine Motion wie ein Postulat Schaffter zu bekämpfen. Ich beantrage Ihnen deshalb Ablehnung.

Mit den Ausführungen des Herrn Militärdirektors gehe ich vollständig einig. Es geht hier um eine Grundsatzfrage. Auf die formelle Frage, ob es sich dem Wortlaut nach im vorliegenden Falle um eine Motion oder um ein Postulat handelt, will ich nicht eintreten. Der Vorstoss des Herrn Grossrates Schaffter ist für uns in beiden Formen nicht tragbar.

Vorerst möchte ich feststellen, dass die Rekruten in den letzten Jahren in Sachen Urlaubspraxis eine grosszügige Haltung von seiten unseres Ausbildungscheifs zu spüren bekamen. Erinnern wir uns doch einmal an unsere Rekrutenschule. Wir waren 13 Wochen in der Rekrutenschule und konnten erst in der 5. oder 6. Woche zum erstenmal heimfahren. Ich zum Beispiel befand mich in Aarau und konnte zweimal nach Boltigen heimreisen. Entweder hatte man Stallwache oder Polizeiwache oder war Küchenmann. Heute dagegen haben die Rekruten schon am ersten Sonntag frei. Es verhält sich so, wie der Herr Militärdirektor ausgeführt hat: Die Rekrutenschule sollte doch in erster Linie dazu dienen, den Mann zur Selbständigkeit und zu einer minimalen Härte zu erziehen. Ich glaube, es geht zu weit, wenn man meint, an jedem Wochenende zur Mutter oder zum Schatz fahren zu müssen, namentlich wenn man im Tessin, zum Beispiel in Losone oder Bellinzona, stationiert ist, obschon ich für alle Variationen, die dieses Gebiet beschlagen, sonst volles Ver-

ständnis habe. Herr Schaffter hat erklärt, eine Fahrt von Bellinzona nach Delsberg koste über Fr. 20.— Nun wollen wir einmal die Rechnung anstellen, wieviel ein Rekrut heute bezieht. Er erhält heute einen Sold von Fr. 2.— gegenüber früher 70 oder 80 Rappen. Ferner bezieht er eine Lohnausfallentschädigung von Fr. 3.20 im Tag, das macht Fr. 5.20. Hat einer nun noch das Glück oder vielleicht auch das Pech, heiraten zu dürfen oder zu müssen, kommen ihm in Sachen Lohnausgleich Fr. 8.— bis Fr. 23.— zu und pro Kind auch noch Fr. 3.— Ich möchte damit sagen, dass wir heute gegenüber früher doch vor vollständig veränderten Verhältnissen stehen.

Ich kann mich noch sehr gut an unsere Verlegung in den wunderschönen Berner Jura, in die Freiberge, erinnern. Dort wäre es doch keinem Rekruten eingefallen, in den 5 bis 6 Wochen dieses Ausmarsches einmal heimzufahren. Man wollte vielmehr Land und Leute kennenlernen, auch die kulinarische Seite, die Tranksame, die der Jura in besonderer Weise zu vergeben hat.

Stellen wir einmal eine grobe Rechnung auf, was das Begehrten Schaffter den Bund kosten würde. Wie Herr Schaffter gesagt hat, rechnet man je Rekrutenschule und Rekrut mit 10 bis 15 Fahrten. Rechnen wir die Fahrt zu Fr. 10.— bis Fr. 15.—, so kommen wir auf rund Fr. 200.— je Rekrut. Jährlich werden ungefähr 35 000 bis 40 000 Rekruten ausgebildet. Das ergibt dann die runde Summe von 6 bis 8 Millionen Franken. Ich glaube, es befindet sich nicht mancher unter uns, der nicht nur mit Rücksicht auf die bernischen, sondern auch auf die Bundesfinanzen der Eidgenossenschaft ein solches Opfer zumuten möchte.

Der Herr Militärdirektor und die Berner Regierung hatten eine gute Laune, als sie sich bereit erklärten, den Vorstoss des Herrn Schaffter, wenn auch in der Form eines Postulates, anzunehmen. Herr Schaffter hat aber selber richtig bemerkt, ein schubladisiertes Postulat nütze nichts. Somit sollten wir folgerichtig sowohl eine Motion wie ein Postulat ablehnen.

**Achermann.** Unsere Fraktion lehnt den Vorstoss Schaffter auch in der Form eines Postulates aus formellen Gründen mehrheitlich ab. Es ist betont worden, dass es sich hier um eine Bundessache handle und dass der Vorstoss im Nationalrat oder im Ständerat eingereicht werden sollte. Wir haben hier wiederholt von einer Straffung unseres Ratsbetriebes gesprochen. Wo kommen wir hin, wenn jedes Ratsmitglied auch noch Bundesprobleme aufgreift und die Regierung damit belastet, wo sie bestimmt schon genug andere Geschäfte zu erledigen hat?

Aber auch aus sachlichen Gründen lehne ich persönlich den Vorstoss ab. Ich möchte die Auffassung meines Vorrredners unterstützen. Es mag sein, dass es gewisse Härtefälle gibt. Wer aber selber Söhne hat und sieht, wie die Rekruten heute gehalten sind, wird feststellen, dass sich die finanzielle Situation der Rekruten durch die Erwerbsersatzordnung um einiges verbessert hat. Von einer schlechten Situation kann auf alle Fälle nicht gesprochen werden, und sehr wahrscheinlich ist es auch nicht der allgemeine Wunsch der Rekruten, an jedem Wochenende zur Mutter oder

zum Schatz zu fahren. Wir lehnen deshalb das Begehr Schaffter in jeder Form ab.

**Schaffter.** Je ne suis pas surpris des réactions ni de l'opposition que ma motion soulève au sein du Grand Conseil, et je ne prendrai pas la peine du répondre aux arguments qui ont été invoqués à son encontre, et dont certains sont très discutables.

Je persiste à voir une inégalité dans le fait que certaines recrues doivent débourser vingt francs pour rentrer chez elles le samedi alors que leurs voisins de chambre peuvent le faire sans débourser un sou. Il faut être aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas le reconnaître.

Ce n'est pas la première fois, et je tiens à le souligner, qu'un député intervient sur une question dont le règlement est de la compétence de l'autorité fédérale. Souvent même, le Grand Conseil a fait office de boîte aux lettres et transmis une requête plus loin. Encore une fois, je ne suis pas surpris des réactions soulevées par ma motion, ni du refus de comprendre de certains, qui procède d'un parti-pris manifeste.

M. Ueltschi a dit que lorsqu'il a fait son école de recrue, il ne rentrait pas à la maison tous les dimanches. Or, les conditions ont changé. Actuellement, les recrues sont déconsignées le samedi à midi déjà, et il est parfaitement normal que celles qui ne veulent pas aller se promener désirent rentrer à la maison. On ne reproche que trop souvent aux jeunes gens de ne pas cultiver l'esprit de famille.

Je ne comprends pas que le Gouvernement refuse d'accepter ma motion comme telle et me demande de la transformer en postulat. Du moment qu'il se déclare prêt à transmettre ma demande aux autorités fédérales, pourquoi n'accepte-t-il pas purement et simplement ma motion? Ou bien il l'accepte, ou bien il s'y déclare opposé, et je ne comprends pas cette demi-mesure puisque les finances cantonales ne sont pas en cause.

Ma motion, je le répète, tend uniquement à supprimer une sérieuse anomalie – puisque le mot «injustice» semble effrayer certains – celle qui consiste à mettre à la charge des jeunes recrues les frais de transport du lieu de leur consignation au lieu de domicile durant l'école de recrues. La prise en charge de ces frais par le Confédération entraînerait une dépense relativement minime au regard d'autres dépenses militaires, parmi lesquelles je ne citerai que celle qu'a entraînée l'acquisition des «Mirage». Dans ces conditions, je maintiens ma motion et vous invite à l'appuyer. Je suis certain qu'elle serait acceptée si elle émanait d'un député appartenant au groupe de M. Ueltschi.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme der Motion Schaffter...	18 Stimmen
Dagegen .....	81 Stimmen

---

#### Postulat des Herrn Grossrat Brawand — Überschallflugzeuge über dem Jungfraugebiet

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 748)

**Brawand.** Wie Sie meinem Postulat entnehmen können und wie Ihnen allen sicher bestens bekannt ist, verursachen die Überschallflugzeuge auf ihren Übungsflügen im Fremdenverkehrsgebiet, vor allem im Jungfraugebiet, nicht nur Schäden an Objekten, sondern sie wirken auch erschreckend auf die Menschen. Ich möchte hier feststellen, dass wir nicht nach dem Grundsatz handeln wollen, der hier schon einmal erwähnt worden ist: Heiliger St. Florian, verschone unsere Häuser, zünd' lieber andere an! – Diesen Zustand wünschen wir keiner andern Gegend. Es zeigt sich zwar, und es ist dies leicht verständlich, dass der Mirage-Knall in den engen Talkesseln, in den Bergtälern und im Gebirge nicht zu vergleichen ist mit dem Mirage-Knall im Flachland. Aus diesem Grunde muss im Winter von gewissen Flugrouten wegen der Gefahr des Auslösens von Lawinen abgesehen werden. In aller Form möchte ich aber zurückweisen, was in einer Zeitung stand, dass wir im Fremdenverkehrsgebiet nur Geld verdienen und den Fluglärm anderen Gegenden zu halten wollten. Ich möchte hier mit aller Deutlichkeit festhalten, dass gerade die Amtsbezirke Interlaken und Oberhasli durch den Militärflugplatz Unterbach etwelches an Lärm zu erleiden haben. Es dürfte Ihnen auch bekannt sein, dass von diesem Flugplatz aus unsere Militärpiloten ihre Schiesspflicht erfüllen. Doch dieser Lärm ist noch, wie der Lärm auf anderen Flugplätzen, zu ertragen. Wir müssen ihn ertragen und sind dazu auch bereit. Durch den Mirage-Knall aber und durch den Sog der Explosion in den Talkesseln entstandenen sogar nachweisbare Schäden an Schaufenstern, Fenstern und Hausfassaden. Für die Bevölkerung jener Gegenden aber, für Alte und Junge, für Gesunde und Kranke, nicht zuletzt aber für unsere Kurgäste, ist der Überschallknall äusserst lästig, der sich mit der Zeit nachteilig auf die Kurorte auswirken müsste. Es sind auch bereits Beschwerden bei der Schweizerischen Verkehrszentrale in Zürich und auf ihrer Agentur in London eingetroffen. Auch in der internationalen Presse hat man sich mit dieser Angelegenheit befasst.

Wir begreifen natürlich auch, dass unsere Militärpiloten ihre Flugstunden absolvieren müssen, doch ist das ganze Fremdenverkehrsgebiet, das hier geschlossen zusammensteht, keinesfalls mehr bereit, nochmals eine Knallerei entgegenzunehmen, wie dies vom letzten Frühling bis in den Herbst hinein der Fall war. Deshalb bitte ich den Herrn Militärdirektor, beim Eidgenössischen Militärdepartement, Abteilung Flugwaffe, vorstellig zu werden und die Herren zu ersuchen, eine Expertise durchzuführen an einem Tag, wo diese Knallerei drei bis fünfmal vor sich geht, um festzustellen, ob eine solche Immission einer Gegend tatsächlich noch zugemutet werden kann. Sollten die Experten ja sagen, so müssten wir uns wohl fügen, aber ich bin überzeugt, dass sie eines anderen belehrt werden.

Wir hoffen, dass für alle Teile eine tragbare Lösung gefunden werden kann. Ich danke dem

Herrn Militärdirektor und der Regierung, dass sie bereit sind, mein Postulat entgegenzunehmen, und Sie, meine Herren Ratskollegen, lade ich ein, einmal zu uns zu kommen an einem Tag, da dieses «Bombardement» losgeht. Ich bitte Sie, dem Postulat zuzustimmen.

**Buri**, Militärdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Klagen, wie sie jetzt Herr Grossrat Brawand vorgetragen hat, sind nicht ganz neu. Schon bei der Behandlung des Verwaltungsberichts der Militärdirektion im September 1967 hat Herr Grossrat Brawand an diese Angelegenheit erinnert. Ich möchte aber auch mitteilen, dass nicht nur aus dem Fremdenverkehrsgebiet, sondern auch aus anderen Teilen unseres Landes immer wieder Klagen über den Fluglärm laut wurden. Die Militärdirektion gab mir bekannt, dass man seinerzeit auch aus der Ajoie ähnliche Klagen vernommen hatte und sogar eine Rechnung präsentiert worden war für geborstene Schaufenster. Als der Fall abgeklärt wurde, stellte sich jedoch heraus, dass die Detonation von ausländischen Flugzeugen verursacht worden war. Man sieht also, dass sich die Sache oft nicht leicht lokalisieren lässt.

Ich gebe zu, dass die Überschallflugzeuge eine Belästigung sein können. Wir verstehen die Reaktionen, besonders diejenigen aus dem Fremdenverkehrsgebiet, wo die Fertiengäste Ruhe haben wollen. Wir brachten deshalb der Angelegenheit von allem Anfang Verständnis entgegen. Es verhält sich aber so, dass nicht nur die eidgenössischen Instanzen, sondern auch ausländische versuchen müssen, durch verbesserte technische Einrichtungen den Fluglärm herabzumindern. Ob dies schliesslich gelingen wird, können wir zurzeit noch nicht genau beurteilen. So ist denn auch zu befürchten, dass durch den weiteren Ausbau des Flugwesens, vor allem auch durch die weitere Inbetriebnahme von Überschallflugzeugen im zivilen Luftverkehr, die unangenehmen Überschalldetonationen in Zukunft noch in vermehrtem Masse zu hören sein werden.

Nach der Septembersession 1967 haben wir den Chef des Eidgenössischen Militärdepartements von der bei der Behandlung des Verwaltungsberichts der Militärdirektion im Grossen Rat angebrachten Klage schriftlich in Kenntnis gesetzt. Er hat uns sofort bestätigt, er wolle sich der Angelegenheit annehmen. Am 4. Dezember 1967 richteten wir nochmals ein Schreiben an das Eidgenössische Militärdepartement, worin wir mitteilten, unterdessen sei in der Novembersession des bernischen Grossen Rates noch ein Postulat betreffend die Überschallflüge eingereicht worden, das wir in der Februarsession 1968 zu beantworten beabsichtigten. Die Antwort wurde uns zugesichert, und sie ist inzwischen eingetroffen. Da sie von allgemeinem Interesse ist und gewisse Präzisierungen enthält, erachte ich es als angezeigt, Ihnen den Inhalt dieses Briefes bekanntzugeben. Das Schreiben des Eidgenössischen Militärdepartements an die kantonalberische Militärdirektion datiert vom 1. Februar 1968 und lautet:

«Überschallflüge. Sehr geehrter Herr Regierungsrat!

Mit Schreiben vom 6. Oktober 1967 gaben Sie uns Kenntnis von den in der Septembersession des

Grossen Rates gefallenen Voten der Herren Grossräte Brawand (Grindelwald) und Michel (Meiringen), die sich über die Auswirkungen der Überschallflüge durch Militärflugzeuge beschwerten. Nach gründlicher Prüfung des Problems mit den zuständigen Dienstabteilungen nehmen wir zu den Ausführungen wie folgt Stellung:

Die in der Schweiz hergestellten Flugzeuge Mirage müssen vor der Ablieferung an die Truppe einerseits durch die Einflieder der Kriegstechnischen Abteilung auf ihre Funktionstüchtigkeit getestet, andererseits durch die Werkpiloten der Abteilung der Militärflugplätze im Rahmen der Abnahme- und Kontrollflüge geprüft werden. Ferner müssen die Militärpiloten in ihrem Flugtraining die Flugzeuge ab und zu im Überschallbereich fliegen. Dies gehört unbedingt zur Schulung auf die Aufgaben, die sie nötigenfalls zum Schutze unserer Neutralität und zur Verteidigung unseres Landes in einem bewaffneten Konflikt zu erfüllen haben. Schliesslich geht es darum, aus dem aufwendigen Kampfmittel im Ernstfall die grösstmögliche Wirkung herauszuholen.

Über die Natur und die Auswirkungsmöglichkeiten des Überschallknalls bestehen weitverbreitete irrtümliche Vorstellungen. Wir erachten deshalb eine Klarstellung darüber als angezeigt:

Ein Schall oder Knall ist eine Druckstörung der Luft. Solange sich ein Körper langsamer als mit Schallgeschwindigkeit bewegt, ist nur das von der Luftbewegung um den Körper erzeugte Rauschen zu hören. Beim Überschreiten der Schallgeschwindigkeit aber können die Luftteilchen nicht mehr ausweichen. Sie werden zusammengedrückt, und es entsteht eine Druckwelle, die sich dann in Form des bekannten Knalles ausbreitet. Die Meinung, dass der Knall nur gerade beim Durchbrechen der Schallmauer auftrete, ist irrig. Das Flugzeug zieht den Knall wie einen Teppich hinter sich her, solange es im Überschallbereich fliegt, und zwar mit Ausbreitung bis zu 20 Kilometer beidseits der Flugbahn.

Den Auswirkungen des Überschallknalls wird in Fachkreisen des Inlandes und Auslandes grösste Beachtung geschenkt. Trotzdem kann dieses Phänomen leider noch nicht als wissenschaftlich erforscht gelten. Schon vor Ausführung der ersten Überschallflüge in unserem Lande hat sich unsere Luftwaffe die Erfahrungen des Auslandes bei der Aufstellung der Flugvorschriften zunutze gemacht. Daneben führt die Eidgenössische Materialprüfungsanstalt in verschiedenen Teilen unseres Landes Versuche durch, deren Ergebnisse noch ausstehen.

Die bis jetzt vorliegenden Untersuchungsresultate zeigen, dass die Intensität des Überschallknalls von verschiedenen Faktoren abhängt, wie Grösse, Form, Lage im Raum, Flugverlauf des Flugzeugs; Temperatur, Druck- und Windverhältnisse der Luft zwischen Flugzeug und Boden; Art der Bodenoberfläche, vor allem Reflexionsmöglichkeiten.

Auf Menschen kann der unerwartete Knall einen gewissen Schreck ausüben, der aber nach den bisherigen Erfahrungen nicht über das Mass von Schreckerscheinungen anderer Vorkommnisse des täglichen Lebens hinausgeht.

Bei einem Überschallflug von mehr als 10 000 Meter über Meer verursacht die Druckwelle an Bauten und Fensterscheiben normalerweise keine Schäden. In Einzelfällen können indessen durch Verhältnisse oder durch andere noch unabgeklärte Ursachen die Druckwellen verstärkt werden und kleinere Schäden, vor allem an Glas, erzeugen. Bei vorbestehenden Spannungen können möglicherweise auch andere Bauelemente beeinträchtigt werden.

Unsere Luftwaffe ist bestrebt, die Auswirkungen des Überschallknalls so klein wie möglich zu halten. So werden die Überschallflüge auf das Allernotwendigste beschränkt. Jeder Flug wird minutenweise programmiert und während der Durchführung mit Radar überwacht. Im Überschallbereich ist eine Mindesthöhe von 10 000 Meter über Meer einzuhalten. Die den Piloten genau vorgeschriebenen Flugwege werden so angelegt, dass möglichst wenig bewohnte Gebiete vom Überschallknall betroffen werden. Bei der Kleinheit unseres Territoriums ist es unmöglich, Flugwege zu bestimmen, die Störungen durch den Überschallknall ganz ausschliessen, besonders wenn man auch bedenkt, dass bei einem Flug von 4 bis 6 Minuten eine Fläche von 120 bis 200 Kilometer Länge und ungefähr 40 Kilometer Breite berührt wird. Die in dieser Beziehung günstigste Strecke liegt im Alpengebiet, und zwar auf der Linie Aigle-Landquart. Sie ist daher auch der meistbenützte Flugweg. Eine Verlegung dieser Strecke im Sinne des Vorschlags von Herrn Grossrat Brawand würde nicht die erwartete Entlastung bringen, sondern höchstens die Immissionen in noch dichter besiedelte Gegenden oder über die Landesgrenze hinaus verschieben.

In Extremfällen könnte der Überschallknall auch eine Lawine auslösen. Aus diesem Grunde werden in den Monaten akuter Lawinengefahr die Überschallflüge in die Voralpen und das Mittelland verlegt, was sich als gewisse Entlastung für die Gebiete im Bereich der Hauptüberschallflugstrecke auswirkt.

Für allfällige durch Überschallknall verursachte Schäden haftet der Bund nach den Bestimmungen des Luftverkehrsgesetzes. Zuständig für die Behandlung der Ansprüche ist die Direktion der Eidgenössischen Militärverwaltung, die ordentlicherweise die Schatzungsorgane für die Abklärung und Schadenermittlung einsetzt.

Zusammenfassend halten wir fest:

1. Die Durchführung von Überschallflügen ist eine Notwendigkeit, auf die weder beim Einfliegen der einzelnen Maschinen noch bei der Abnahme und Kontrolle noch bei der Pilotenausbildung verzichtet werden kann.

2. Die Überschallflüge werden auf das Allernotwendigste beschränkt und so durchgeführt, dass die Knallauswirkungen auf die Erde möglichst gering sind.

3. Eine Verlegung der heute meistbenützten Strecke Aigle-Landquart würde die Schallimmissionen in noch dichter besiedelte Gebiete tragen.

4. Der wissenschaftlichen Erforschung des Phänomens des Überschallknalls und der allenfalls daraus sich ergebenden Möglichkeiten auf Minde rung der Immissionen wird von uns nach wie vor alle Beachtung geschenkt.

Sosehr wir die Beschwerden aus den Kurorten des Berner Oberlandes verstehen, sehen wir leider zurzeit noch keine Möglichkeit zu einem Entgegenkommen. Mit einer Einschränkung der Überschallflüge im gegenwärtigen Zeitpunkt würden unweigerlich die Abgabe der Mirage-Flugzeuge an die Truppe und die Umschulung der Piloten unliebsame Verzögerungen erfahren. In einer späteren Phase, d. h. wenn die Ablieferung der Mirage-Flugzeuge abgeschlossen sein wird und es sich nur noch um die Ausbildung neuer Piloten und um die Sicherstellung des erforderlichen Flugtrainings handeln wird, wird zu prüfen sein, ob nicht durch zeitliche Flugbeschränkungen, beziehungsweise Verlagerung der Flüge auf die Zwischensaison, eine Erleichterung für die betroffenen Kurgebiete erzielt werden kann. Wir können allerdings in dieser Beziehung heute noch keine Zusicherungen abgeben.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Regierungsrat, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung. Eidgenössisches Militärdepartement: gez. Celio.»

Obschon wir alle das notwendige Verständnis für die von Herrn Grossrat Brawand vorgebrachte Klage haben, müssen wir doch zugeben, dass zur Ausbildung unserer Militärpiloten eine gewisse Unannehmlichkeit in Kauf genommen werden muss, wie das im Schreiben des Eidgenössischen Militärdepartements angetönt wird. Man kann sich vielleicht damit trösten, dass der Lärm, der zur militärischen Ausbildung dient, unter Umständen eines Tages schlimmeren Lärm in unserem Lande vermeiden kann.

Ich kann Herrn Grossrat Brawand versichern, dass wir weiterhin mit dem Eidgenössischen Militärdepartement zur Abklärung der Angelegenheit in Kontakt bleiben werden. Wir wollen auch veranlassen, dass die Experten, wie Herr Brawand das vorgesehen hat, das Problem an Ort und Stelle prüfen. Wir würden dann dem Grossen Rat zu gegebener Zeit über den Erfolg unserer Bemühungen berichten.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme des Postulates.... Grosse Mehrheit

---

#### Motion des Herrn Grossrat Villard — Familienzulagen

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 747)

**Villard.** Nous avons souvent entendu dire ces derniers jours que les caisses de l'Etat sont vides, mais comme l'a dit Gotthelf et comme on le rappelle fréquemment, les vrais trésors d'un pays, ce sont ses enfants, sur lesquels se fonde son avenir. Dans beaucoup de discours bien sentis, on a insisté sur la valeur de la famille, cellule de base de notre société. Cela est émouvant, mais trop souvent, dans certains calculs, on ne pense qu'au côté matériel, au rendement immédiat, et on a trop tendance à oublier que cette famille idéale, florissante, valable, n'est pas une simple vue de

l'esprit. Il faut lui donner, sur le plan matériel également, les moyens de réaliser le bel idéal qu'on lui assigne. Il importe de donner à nos jeunes, dans le relatif bonheur qui est le nôtre au sein d'un monde agité où règne une grande incertitude, les moyens dont ils ont besoin pour affronter l'avenir.

Je rappelle que l'année 1968 a été décrétée – cela paraît presque une dérision quand on voit ce qui se passe dans le monde – année des Droits de l'homme. Or, un des articles de la Charte des Droits de l'homme dispose que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille.

Si nous considérons la situation qui règne dans certains pays, même proches du nôtre, qui connaissent un chômage grandissant, nous pouvons nous estimer relativement heureux et même très heureux. Cependant, notre système de sécurité sociale présente des lacunes, et c'est peut-être une des faiblesses de notre structure fédérale, à côté de la disparité des régimes fiscaux cantonaux. On constate en effet des différences énormes entre les allocations pour enfants versées dans les différents cantons. En tête figurent quelques cantons romands, dont Genève, et il est regrettable qu'il n'ait pas encore été possible jusqu'ici d'uniformiser dans une certaine mesure ces allocations, car il en résulte parfois des injustices assez graves.

Le canton de Berne a été l'un des derniers à légiférer en la matière, et à l'origine, les allocations pour enfants étaient très modestes. Aujourd'hui, plus personne ne conteste leur nécessité. Malheureusement, les montants actuellement versés ne correspondent plus au coût de la vie, qui est en continue augmentation, et chacun a encore en mémoire le rejet par le peuple de l'initiative des syndicats chrétiens-sociaux et du contre-projet du gouvernement il y a deux ou trois ans. Les deux propositions ont été présentées simultanément au peuple, qui s'est de ce fait trouvé dans l'embarras, et l'échec était inévitable.

Avec une allocation de 25 francs par mois, le canton de Berne figure dans le peloton du milieu. Il occupera le onzième rang au début d'avril prochain, lorsque le peuple schaffousois aura accepté – car je crois que sa décision ne fait aucun doute – de porter le montant de l'allocation pour enfant à 30 francs par mois.

En ce qui concerne la participation à la charge de l'employeur, qui s'élève à 1,3 % du salaire, le canton de Berne figure au treizième rang.

On peut affirmer que d'une manière générale en Suisse, exception faite peut-être de certains cantons très avancés dans ce domaine, les charges sociales ne grèvent pas trop lourdement l'économie du pays et que par conséquent, les conseils de modération et de prudence prodigués par certains milieux ne sont pas tout à fait à leur place.

Les allocations familiales sont un des moyens de répartir un peu plus équitablement le revenu national. Les allocations actuellement versées sont très insuffisantes, en particulier pour les familles les plus modestes, dont les revenus sont déjà insuffisants. Vous n'ignorez pas en effet que certains salariés ne touchent encore que 700 à 800 francs par mois. Lequel d'entre nous souhaiterait vivre et élever une famille avec un pareil salaire?

On m'a soumis récemment le cas d'un père de famille qui gagne 1300 à 1400 francs par mois et qui doit payer 530 francs de loyer pour l'appartement de 4 pièces et demie qu'il occupe – il a trois enfants – et 90 francs par mois pour les assurances. Il lui reste donc à peine 700 francs par mois pour subvenir aux autres besoins de sa famille: alimentation, habillement, frais dentaires, etc.

Si certaines familles se trouvent déjà dans une situation précaire quand les enfants sont en bas âge, les difficultés augmentent à mesure que les enfants grandissent, surtout au moment où ils entrent en apprentissage ou à l'école secondaire ou professionnelle. L'initiative déposée en son temps par les syndicats chrétiens-sociaux prévoyait une allocation de formation telle qu'elle existe déjà dans certains cantons. Malheureusement, cette proposition n'a trouvé grâce ni devant le peuple, ni devant le Grand Conseil.

Les apprentis ne sont pas dans une situation aussi brillante qu'on le croit communément. Certains d'entre eux ne touchent que de maigres salaires alors que leur entretien coûte cher à leur famille. J'en ai fait l'expérience dans ma propre famille. Ils doivent quelquefois se déplacer pour suivre des cours, ce qui entraîne des frais de déplacement et de repas. Tous ces frais pèsent lourdement sur le budget familial, et beaucoup de familles ont de la peine à nouer les deux bouts. Le coût de la vie augmente de 4 % par année et cette aggravation est sensible pour celles qui ont déjà de la peine à tourner. Les fameux arrêtés dits de lutte contre la vie chère n'ont pas donné les résultats qu'on nous avait promis, et une véritable politique de lutte contre la vie chère doit être mise en œuvre, car l'inquiétante montée des prix menace de réduire à néant les avantages obtenus par la classe ouvrière et les milieux les moins favorisés. C'est pourquoi j'aurais voulu inviter le Conseil-exécutif à vous soumettre un projet portant l'allocation pour enfant à 35 francs par mois. Cette mesure d'aide à la famille répond à une nécessité aussi longtemps qu'une lutte résolue contre la hausse du coût de la vie n'aura pas été entreprise sur le plan fédéral. Je demande également un réexamen de la question tous les deux ans.

Le Gouvernement a accepté ma motion sous forme de postulat. Je sais que les belles illusions rendent les fous joyeux, mais je n'en espère pas moins que si le postulat est accepté par le Grand Conseil, il ne dormira pas trop longtemps dans la poussière des tiroirs.

**Tschumi**, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Gestatten Sie mir zuerst einen kurzen Hinweis auf den Stand der Gesetzgebung über die Kinderzulagen. Diejenigen Ratsmitglieder, die in der letzten Legislaturperiode dabei waren, wissen, dass wir das Gesetz über die Kinderzulagen an nichtlandwirtschaftliche Arbeitnehmer am 5. März 1961 im Grossen Rat verabschiedeten. Mit der Vollziehungsverordnung vom 28. April konnte das Gesetz dann auf den 1. Oktober 1961 in Kraft treten, aufgrund dessen die Anspruchsberechtigten mit einer monatlichen Kinderzulage von Fr. 15.— rechnen konnten. Am 17. April 1966 wurde das Gesetz revidiert, wodurch

die Kinderzulage mit Wirkung ab 1. April 1966 von Fr. 15.— auf Fr. 25.— erhöht wurde. Herr Villard hat erklärt, es gebe Kantone, die höhere Kinderzulagen ausrichten als der Kanton Bern, aber auch solche, die weniger hoch gehen. Es verhält sich tatsächlich so, und ich will Ihnen diese Liste nicht im einzelnen bekanntgeben. Der Kanton Bern befindet sich dort im Mittelfeld. Es figurieren auf dieser Liste etwa 9 oder 10 Kantone, die niedrigere Kinderzulagen kennen als der Kanton Bern, etwa 5 oder 6 Kantone, die auf unserer Höhe liegen, und etwa 9 Kantone, die höhere Kinderzulagen entrichten, vornehmlich welsche Kantone.

Herr Villard stellt in seiner Motion zwei Forderungen. Er verlangt erstens, die Kinderzulage um Fr. 10.—, d. h. von Fr. 25.— auf Fr. 35.—, zu erhöhen, und zweitens, die Kinderzulage indexmäßig zu berechnen, d. h. im Verhältnis zur Teuerung dem Lebenskostenindex jeweils anzupassen. Herr Villard begründet seine Forderung auf Erhöhung um Fr. 10.— mit der Teuerung. Dazu möchte ich folgendes sagen: Im April 1966, als das Bernervolk die Kinderzulage auf Fr. 25.— festgelegt hat, betrug der Landesindex der Konsumtenpreise 222,5 Punkte. Im November 1967, bei der Einreichung der Motion Villard, hatten wir einen Indexstand von 237,6. Die Erhöhung des Indexes hat somit in dieser Zeitspanne 6,8 Prozent betragen. Das würde, übertragen auf die Kinderzulage von Fr. 25.—, eine Erhöhung um Fr. 1.75 rechtfertigen. Was Herr Grossrat Villard verlangt, kann somit nicht als teuerungsmässiger Ausgleich angeprochen werden. Ferner möchte ich feststellen, dass nach einer Mitteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements der Lebenskostenindex im Jahre 1967 weniger stark angestiegen ist, als das vorher der Fall war. Eine Erhöhung der Kinderzulage um Fr. 10.— kann deshalb nicht mit der Teuerung begründet werden.

Herr Villard hat auf die Kosten verwiesen, die einer Familie mit der Erziehung und Ausbildung der Kinder erwachsen und dabei sogar seine eigene Familie zitiert. Diese Kosten sind hoch, das gebe ich ohne weiteres zu. Ich möchte aber Herrn Villard erwidern, dass wir im Kanton Bern heute die Möglichkeit haben, bedürftigen Familien durch Stipendien sehr weitgehend entgegenzukommen, sei es für Kinder, die sich in einer Berufslehre oder sich sonstwie in der Ausbildung befinden.

Auch das zweite Begehr der Motion, die Indexierung der Kinderzulagen, ist unbegründet. Die Kinderzulage stellt doch einen relativ kleinen Beitrag zur Bestreitung der Lebenshaltungskosten einer Familie dar. Wenn sich die Kinderzulage als solche in ihrer Höhe absolut sehen lassen darf, so ist der Betrag allerdings doch zu klein, um an den Index gebunden und dann sozusagen rappenweise immer und immer wieder der Teuerung angepasst zu werden. Es würde dies zu einem grossen administrativen Aufwand führen, der sich nicht rechtfertigen liesse. Wir haben die Motion Villard auch der beratenden Kommission für das Beitragsgesetz und der Volkswirtschaftskommission zur Stellungnahme unterbreitet. In beiden Gremien gingen die Meinungen auseinander. Von seiten der Arbeitgeber vertritt man die Ansicht, dass die heutige Höhe der Kinderzulage noch genügen

sollte. Die Arbeitnehmerseite dagegen hielt dafür, es liesse sich eine gewisse Erhöhung rechtfertigen, aber niemals um Fr. 10.—, höchstens um Fr. 5.—. Nirgends herrschte also die Meinung vor, die Forderung der Motion voll und ganz zu erfüllen. In beiden Gremien war man sich jedoch einig, dass eine Indexierung der Kinderzulagen niemals in Frage kommen könne. Aufgrund dieser Tatsachen muss ich erklären, dass die Regierung die Motion Villard nur in der Form eines Postulates entgegennehmen kann. Wenn wir ein solches Postulat annehmen, so heisst das, dass wir die Entwicklung der Teuerung weiterverfolgen werden. Wird die Teuerung einen Stand erreicht haben, der eine Erhöhung der Kinderzulage um Fr. 5.— oder Fr. 10.— als angezeigt erscheinen lässt, so wird die Regierung bereit sein, dem Wunsch von Herrn Villard Folge zu geben. Auf irgendeinen Zeitpunkt können wir uns jedoch nicht festlegen, da wir heute noch gar nicht wissen, wie sich die wirtschaftliche Lage entwickeln wird. Unter diesen Voraussetzungen ist die Regierung bereit, die Motion in der Form eines Postulates entgegenzunehmen.

**Le Président.** Le Gouvernement accepte, avec certaines réserves, la motion de M. Villard sous forme de postulat. Je demande à M. Villard s'il accepte de transformer sa motion en postulat.

**Villard.** Oui.

**Le Président.** Le postulat est-il combattu au sein de cette assemblée?

Tel n'étant pas le cas, je vous prie de vous prononcer.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme der Motion	
in der Form eines Postulates . . . . .	59 Stimmen
Dagegen . . . . .	28 Stimmen

---

#### Volksbeschluss betreffend Neu- und Umbau des Amthauses in Aarberg

(Siehe Nr. 7 der Beilagen)

#### E i n t r e t e n s f r a g e

**Schorer**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Ich schätze es, dass ich den Auftrag erhalten habe, im Namen der Staatswirtschaftskommission das Geschäft über den Neu- und Umbau des Amthauses in Aarberg hier vertreten zu dürfen. Ich wurde im Jahre 1966 beauftragt, zum Geschäftsbericht der Justizdirektion zu referieren, und unsere Delegation hatte ausgerechnet das Amthaus Aarberg zusammen mit Herrn Justizdirektor Jaberg gründlich besichtigt. Ich habe bereits damals in meiner Stellungnahme zum Geschäftsbericht ausgeführt, wie dringend notwendig es sei, das Amthaus Aarberg umzubauen. Es bestehen dort zum Teil sehr rückständige Verhäl-

nisse. Im Gefängnis fehlt jede hygienische Einrichtung. Auch in den Büroräumlichkeiten der Beamten fehlt vieles, und die Heizung ist veraltet.

Die Vorlage dient eigentlich drei Interessen, vorerst einmal der Verschönerung des ohnehin schönen Stadtbildes von Aarberg. Hinzu kommt eine Neueinteilung und Neuerstellung von Amtsräumen und von weiteren Räumen für die Verwaltung und die Rechtspflege. Schliesslich wird den dort tätigen Personen, den Beamten, den Polizisten und dem Kreisvorstand, die Arbeit erleichtert. Man sieht selten ein Projekt, das so vielen Interessen dient. Das Schöne dabei ist überdies, dass der prächtige Bau weiterhin bestehenbleibt. Sie kennen sicher alle den schönen, alten Stadtplatz von Aarberg. Er weist eine ovale Form auf, und ringsherum befinden sich die Burgerhäuser. Ausgerechnet das schöne Amthaus, das ein vorspringendes Bogendach mit sechseckigem Turm besitzt, wurde nachher durch die Polizeigebäude verstümmelt, die man dort als einen viereckigen Mauerwürfel angehängt hat und die wie ein Fremdkörper wirken. Diese kommen nach Projekt weg. Damit wird man vom schönen Stadtplatz aus auch wieder die Kirche sehen. Das Gefängnis- und Bezirkspostengebäude wird neu erstellt, aber wesentlich weiter hinten, und zwar das Untergeschoss ebenerdig mit dem Garten. Auf der östlichen Seite steht das Jennihaus, ein altes, schmales Haus, das der Staat im Jahre 1964 erwerben konnte und das nun abgebrochen und neu gebaut werden soll, gleich hoch wie das Amthaus. Dadurch wird die jetzt noch bestehende Lücke verschwinden und das Stadtbild von Aarberg wesentlich gewinnen. Der bekannte Berner Architekt Lutstorf hat wirklich alles darangesetzt, um eine schöne Lösung zu finden, die gleichzeitig auch den praktischen Anforderungen dient. Im Amthaus werden nachher untergebracht sein das Betreibungsamt, das Richteramt, das Grundbuchamt, die Amtsschaffnerei und im Dachstock einige Zimmer für ledige Polizeiangestellte. In das Jennihaus sollen die Archive verlegt werden sowie das Kreisforstamt, das Regierungsstatthalteramt und eine Polizistenwohnung. Auf der andern Seite entsteht als Neubau das Bezirksgefängnis mit Zellen, Wohnung des Bezirkschefs und Arbeitsräumen für die Gerichtsbeamten.

Über die Dringlichkeit des Um- und Neubaus ist man sich seit Jahren einig. Das Amthaus Aarberg wurde in dieser Hinsicht mehrmals genannt. Das Projekt lässt sich durchführen, ohne nach Bauland Umschau halten zu müssen. Die Kosten belaufen sich auf Fr. 1 947 800.—. Davon entfallen rund Fr. 129 000.— auf das Mobiliar. Der Bund wird auf alle Fälle einen Beitrag sprechen, da es sich bei diesem Umbau um Denkmalpflege im schönsten Sinne des Wortes handelt. Wir wollen hoffen, dass die Klausel, wonach Mehrkosten auszuweisen sind und der Nachkredit vom Grossen Rat zu bewilligen ist, nicht angewendet werden muss.

Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt Ihnen, dem Beschlussesentwurf zuzustimmen und ihn dem Volk zur Annahme zu empfehlen.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

### D e t a i l b e r a t u n g

Keine Diskussionen.

Angenommen.

### S c h l u s s a b s t i m m u n g

Für Annahme  
des Beschlussesentwurfes . . . . . 119 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

---

### **Psychiatrische Universitätsklinik Waldau; Kredit**

(Beilage Nr. 2, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Ferner sprechen dazu Grossrat Kunz (Thun) und Baudirektor Schneider, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Schluss der Sitzung um 11.50 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Zehnte Sitzung

Mittwoch, 14. Februar 1968,  
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 165 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Ast, Barben, Braunschweig, Buchs (Lenk), Buchs (Stechelberg), Bühl, Christen, Delaplace, Eggenberg, Fankhauser, Favre, Freiburghaus (Laupen), Gigandet, Gruber, Hirt (Utzenstorf), Hofmann (Burgdorf), Ischi, Iseli, Jacot des Combes, Jörg, Kocher, Kohler (Bienne), Krähenbühl, Kunz (Oey-Diemtigen), Kunz (Thun), Mürner, Nahrath, Roth (Münsingen), Salzmann, Schädelin, Schnyder, Staender, Winzenried, Wissard; unentschuldigt abwesend ist Herr Grimm.

### Landwirtschaftliche Schule in Courtemelon; Kredit

(Beilage Nr. 3, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Ferner spricht dazu Grossrat Voisin (Corgémont), worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

### Strassenkehrmaschinen für die Oberingenieurkreise I und IV; Kredit

(Beilage Nr. 2, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### Gehwege, Gebäude- und Landerwerb in Moutier; Beiträge

(Beilage Nr. 2, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### Schlossgut in Pruntrut; Kredit

(Beilage Nr. 2, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### Augenklinik der Universität Bern; Kredit

(Beilage Nr. 2, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### Gehwege in Burgdorf; Beitrag

(Beilage Nr. 2, Seite 3;  
französische Beilage Seite 4)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### Gehwege in Vechigen und Roggwil; Beiträge

(Beilage Nr. 2, Seiten 4 und 5)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

### Gemeindestrassen in Hasle bei Burgdorf, Court und Bäriswil

(Beilage Nr. 2, Seiten 4 bis 7;  
französische Beilage Seiten 5 bis 7)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

## Strassenbauten in Worblaufen (Gemeinde Zollikofen); Beiträge

(Beilage Nr. 2, Seite 6)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### Postulat des Herrn Grossrat Voisin (Corgémont) — Gemeindestrasse Vauffelin-Romont

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 749)

**Voisin (Corgémont).** Il est peut-être un peu osé de revenir sur une demande de transfert de route qui a fait l'objet d'une correspondance avec la Direction des travaux publics il y a trois ans seulement. Il s'agit de la route Vauffelin-Romont, sortie est, direction Granges.

Cette route, longue de 2800 mètres, qui a été construite au cours des années 1895/96, et emprunte le territoire de Longeau sur une longueur de 630 mètres, est encore considérée à l'heure actuelle comme une route communale. Elle est abornée et son entretien incombe à la commune de Romont. Toutefois, l'Etat participe à son entretien par le travail du cantonnier, en versant, selon les travaux, une participation qui s'est élevée à 1316 francs pour les années 1964 à 1966. Durant la même période, les frais d'entretien à la charge de la commune se sont élevés à 7547 francs.

Certains d'entre vous connaissent cette route ainsi que la région qu'elle dessert. Le village de Romont compte quarante voitures et nombreux sont ses habitants qui travaillent soit à Bienne, soit à Granges. La liaison entre Bienne-Vauffelin-Plague-Romont est assurée par un service de car postal, qui effectue des courses régulières ainsi qu'une course par jour en direction de Granges. Cette route est également empruntée pendant la semaine par des camions venant de la région soleuroise et qui se rendent à la fabrique de ciment de Reuchenette pour s'y ravitailler, ce qui a pour avantage de décharger quelque peu le trafic sur la route nationale N° 5 du Pied du Jura et de le rendre plus fluide entre Bienne et Granges. Je précise en outre que la commune de Romont, qui compte 215 habitants, est une commune à faible capacité financière. Les communes de cette région montagneuse procèdent chaque année à des coupes en forêt, dont le produit ne peut être transporté vers les agglomérations de Bienne ou de Granges que par la route.

Les autorités communales de Romont se trouvent devant plusieurs problèmes à résoudre: épuration des eaux usées, recaptage de la source principale, aménagement du territoire. Il serait dès lors regrettable que sa population diminue, les communes voisines, celles du plateau surtout, offrant des avantages que nos villages agricoles ne sont pas à même de lui offrir.

Il appartient au Grand Conseil d'examiner ce postulat et de se déterminer à son sujet. Je l'en remercie d'avance, en émettant le vœu que ce postulat soit traité le plus tôt possible.

**Schneider**, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Mit dem Hinweis, dass die Gemeindestrasse Vauffelin-Romont-Kantongrenze Solothurn sehr stark befahren werde, wünscht Herr Grossrat Voisin, dass sie als Staatsstrasse eingereiht wird. Es gibt viele Autotouristen, die sehr gerne in diese Gegend fahren, da sie sehr schön ist; auf der andern Seite wird diese Strecke aber auch von Lastwagenchauffeuren befahren, vor allem nach der Zementfabrik Reuchenette. Man kann es bis zu einem gewissen Grad verstehen, dass die finanzschwache Gemeinde Romont es begrüssen würde, wenn dieses Strassenstück in den Besitz des Kantons überginge. Ich muss gestehen, dass wir uns in einer etwas unklaren und auch unangenehmen Situation befinden, seitdem der Grosse Rat seinerzeit dem Postulat Führer zugestimmt hat, indem wir nun nicht einfach nein sagen können, obwohl wir im Grunde genommen nein sagen würden; denn der Verkehr auf dieser Strecke ist absolut nicht so gross, dass man zugestehen müsste, dieses Strassenstück sollte unbedingt vom Staat übernommen werden.

Das Plateau von Vauffelin befindet sich im Amtsbezirk Courtelary. Es besteht aus den drei Gemeinden Plagne (239 Einwohner), Vauffelin (278 Einwohner) und Romont (215 Einwohner). Das Plateau wird durch eine Staatsstrasse von Frinvillier her erschlossen. Diese ist etwa 4,7 Kilometer lang, gut ausgebaut und mit einem Belag versehen. Sie reicht bis an den Westeingang von Vauffelin. Von da an ist die Gemeinde Vauffelin Strasseneigentümerin bis zur Gemeindegrenze Romont. Das Dorf Plagne ist mit einem gemeinde-eigenen Strassenstück, das bei Punkt 710 abzweigt und etwa 2,25 Kilometer lang ist, angeschlossen. Die Gemeinde Romont ist sodann Eigentümerin der 2,8 Kilometer langen Strassenstrecke von der Gemeindegrenze Vauffelin bis an die Kantongrenze Solothurn. Diese Strecke ist gut ausgebaut und mit einem Belag versehen. Der Staat hat den Ausbau seinerzeit mit 50 Prozent subventioniert.

Auf allen drei Strassenstrecken Vauffelin-Romont, Vauffelin-Plagne und Romont-Kantongrenze Solothurn stellt der Staat überdies den Wegmeister. An das letztgenannte Strassenstück leistet er außerdem einen jährlichen Unterhaltsbeitrag von 50 Prozent, d. h. höchstens Fr. 500.—, und subventioniert die Schneeräumungskosten mit 37,5 Prozent, was in den letzten Jahren zwischen Fr. 300.— und Fr. 600.— gekostet hat. Der Gemeinde Romont verbleiben noch jährliche Kosten von Fr. 1000.— bis Fr. 2000.— für ihr Teilstück bei einer Steueranlage im Jahre 1967 von 2,8 und einem Tragfähigkeitsfaktor von 31,42. Die finanziellen Verhältnisse sind also nicht so prekär, dass diese Kosten für rund 3 Kilometer Strassenunterhalt eine unerträgliche Last darstellen würden. Der Staat leistet mit der Wegmeisterstellung und den Beiträgen an die Unterhaltskosten und an die Schneeräumung bedeutend mehr als die Gemeinde Romont.

Der von Herrn Grossrat Voisin speziell hervorgehobene Strassenverkehr ist, wie gesagt, sehr bescheiden. Er beträgt im Durchschnitt pro Tag nur wenige 100 Fahrzeuge. Diese bescheidene Frequenz ist wahrscheinlich dem Umstand zuzuschrei-

ben, dass die Zufahrt von Grenchen und Lengnau her sehr schlecht ist.

Das wären alles Gründe, um das Postulat abzulehnen. Nun hat aber bereits Herr Regierungsrat Kohler vor Jahresfrist um Übernahme des Strassenstücks der Gemeinde Plagne von Punkt 710 bis zum Dorf Plagne nachgesucht. Sein Gesuch ist zurzeit noch hängig, weil die Gemeinde vorerst eine Zusammenstellung ihrer Aufwendungen für den Unterhalt während der letzten Jahre einreichen muss. Da wir annehmen müssen, Herr Grossrat Voisin habe seinen Vorstoß nicht nur für die Gemeinde Romont, sondern auch für die Gemeinden Vauffelin und Plagne gemacht, möchten wir die Frage der Einreichung als Staatsstrasse für alle drei genannten Gemeinden gemeinsam prüfen und entscheiden. Romont, Vauffelin und Plagne müssen gleich behandelt werden. Dabei wird für uns weniger die Mehrbelastung des Staates durch drei kurze Teilstrecken von zusammen etwa 7 Kilometer ins Gewicht fallen als die Auswirkung dieser Neueinreichung auf zahlreiche andere Gemeinden im Kanton, die schon lange darauf warten, ihre Strassen dem Staat anhängen zu können. Das ist nämlich die Situation, in der wir gegenwärtig stecken und deshalb nicht mehr eindeutig und klar ja oder nein sagen können.

Ferner muss ich darauf hinweisen, dass nach Artikel 16 des Strassenbaugesetzes der bisherige Unterhaltpflichtige bei der Änderung der Einreichung einer Strasse diese in befahrbarem Zustand übergeben muss und sich überdies von der Unterhaltpflicht loszukaufen hat. Die Loskaufsumme, das wird oft nicht beachtet oder vergessen, beträgt in der Regel den zwanzigfachen Betrag der mittleren jährlichen Unterhaltskosten der letzten zehn Jahre. Wenn man das den Postulanten vor Augen führt, erhält das ganze Problem dann jeweils auf einmal ein anderes Gesicht. Das stimmt doch, Herr Grossrat Führer! Kürzlich haben wir darüber gesprochen, und es stellte sich dann heraus, dass der Betrag ziemlich hoch ist, den eine Gemeinde zahlen muss. Die Probleme müssen auch in dieser Relation betrachtet werden. Es ist keineswegs einfach, dem Staat eine Strasse anzuhängen; man muss vielmehr auch berücksichtigen, was man zahlen muss, bis der Staat bereit ist, die Strasse zu übernehmen. In bezug auf das Postulat von Herrn Grossrat Voisin gelten genau die gleichen Übernahmekriterien. Daran möchte ich bei dieser Gelegenheit erinnert haben. In diesem Sinne ist die Regierung auch bereit, das Postulat Voisin zur Prüfung entgegenzunehmen.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme des Postulates . . . grosse Mehrheit

---

#### **Interpellation des Herrn Grossrat Geiser — Gastwirtschaftsbetriebe an Autobahnen**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 750)

**Geiser.** Ich möchte mich bei der Begründung meiner Interpellation kurz fassen. Es dürfte Ihnen bekannt sein, dass die Bestimmungen über die Er-

richtung von Gastwirtschaftsbetrieben an Autobahnen weitgehend in der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über die Nationalstrassen umschrieben sind. Trotzdem scheint es mir wünschenswert zu sein, dass der Regierungsrat uns heute schon darlegt, wie diese Fragen im Kanton Bern gelöst werden sollen.

Vorweg möchte ich bemerken, dass schon der Ausdruck «Gastwirtschaftsbetrieb» etwas hoch gegriffen ist, stehen doch in der Bundesgesetzgebung die Bezeichnungen «Erfrischungsraum» und «Kiosk». Allein schon in bezug auf diese Begriffe dürfte eine Präzisierung durch den Herrn Baudirektor klarend wirken. Was die Zahl der Betriebe im Kanton Bern anbelangt, nehme ich an, dass es sich nur um sehr wenige Betriebe handeln kann. Ein weiterer unnötiger Landverschleiss sollte doch soweit als möglich vermieden werden.

Ferner möchte ich wissen, ob zur Übernahme dieser Betriebe Ausschreibungen erfolgen werden, oder ob zum mindesten alle interessierten Kreise zur Bewerbung eingeladen werden. Nicht verstehen würde ich es, wenn branchenfremde Unternehmer diese Dienstleistungsbetriebe übernehmen könnten. Vorzuziehen ist doch bestimmt der individuelle Privatbetrieb. Überdies scheint es mir klar zu sein, dass diese Betriebe alkoholfrei sein sollten. Sie sollten doch nur ihrem eigentlichen Zweck, nämlich der Erfrischung und Erholung, dienen. Trotzdem vernimmt man immer wieder Stimmen, die sich gegen eine solche Regelung wenden. Bereits ist in einem Kanton eine grossräumliche Motion überwiesen worden, die eine andere als die vorgesehene Lösung verlangt. Auch der Zentralpräsident eines schweizerischen Autoverbandes soll sich für einen Alkoholausschank eingesetzt haben. Es wird deshalb wertvoll sein, wenn uns der Regierungsrat seine Haltung in dieser Sache bekanntgibt, damit sich die Öffentlichkeit nicht in unnützer Weise durch Diskussionen ereifert. Ich danke zum voraus für die Beantwortung der von mir gestellten Fragen.

**Schneider,** Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Geiser stellt dem Regierungsrat über die Eröffnung von Gastwirtschaftsbetrieben an den bernischen Autobahnen drei Fragen, die wir ihm im Einvernehmen mit der Volkswirtschaftsdirektion wie folgt beantworten können:

Erste Frage: In welcher Zahl sollen solche Betriebe geführt werden? Nach Artikel 7 des Bundesgesetzes über die Nationalstrassen vom 8. März 1960 und Artikel 4 der Vollziehungsverordnung zu diesem Gesetz vom 24. März 1964 können den vorgesehenen Tankstellen nach Massgabe der Bedürfnisse des Verkehrs Erfrischungsräume und Kioske angegliedert werden. Gestützt auf Artikel 5 und 6 der zitierten Vollziehungsverordnung legte das Eidgenössische Departement des Innern Normalien für die bauliche Gestaltung und über den Betrieb von Nebenanlagen auf dem Nationalstrassennetz fest. Im dazugehörigen Richtplan sind die Tankstellen generell festgelegt. Sie liegen je etwa 30 bis 40 Kilometer auseinander. Im Kanton Bern sind drei derartige Tankstellenpaare vorgesehen: auf der Grauholz-Autobahn der N 1 (Platz im Ittigenfeld vorbereitet); auf der Strecke Bern-

Murten der N 1 (Standort noch unbestimmt); auf der Strecke Bern-Thun der N 6 (Standort noch nicht genau bestimmt).

Zweite Frage: Nach welchen Aspekten sollen diese Gaststätten unter den möglichen Bewerbern (Privat- oder Regiebetrieb) vergeben werden? Nach Artikel 7 Absatz 3 des Bundesgesetzes über die Nationalstrassen ist die Erteilung der erforderlichen Rechte für den Bau, die Erweiterung und den Betrieb der Nebenanlagen, unter Vorbehalt der Projektgenehmigung durch die zuständigen Bundesbehörden, Sache dere Kantone. Es ist beabsichtigt, die insgesamt 6 einseitigen Tankstellen von Fall zu Fall gestützt auf eine öffentliche Ausschreibung im Baurecht zu vergeben. Für die Vergebung der Erfrischungsräume bieten sich uns folgende Möglichkeiten:

1. Vergebung des Erfrischungsraumes zusammen mit der Tankstelle. Beide Betriebe sind im gleichen Gebäudekomplex zusammengefasst. Der Inhaber der Tankstelle muss dann den Erfischungsraum unter Einhaltung der einschlägigen Bestimmungen des Gastwirtschaftsgesetzes vom 8. Mai 1938 weiterverpachten.

2. Von der Tankstelle getrennte Vergebung des Erfrischungsraumes im Baurecht. Servicegebäude und Gastwirtschaftsgebäude sind in diesem Falle voneinander zu trennen.

3. Zusammengefasste Vergebung der Erfischungsräume eines Tankstellenpaars. Bei guter Querverbindung über die Autobahn hinweg könnte der Gastwirtschaftsbetrieb auf einer Seite konzentriert werden.

4. Vergebung sämtlicher Erfrischungsräume bei Autobahntankstellen im Kantonsgebiet generell an eine in dieser Branche tätige Gesellschaft, die ihrerseits pro Betrieb einen Geranten (mit Fähigkeitsausweis) einsetzen könnte.

Eine wichtige Rolle spielt die Grösse dieser Gastwirtschaftsbetriebe. Offiziell wird konsequent nur von «Erfrischungsräumen» gesprochen. Es besteht aber heute eindeutig die Tendenz, eigentliche Restaurants mit mindestens 100 Sitzplätzen und entsprechendem Angebot an Speisen und Getränken einzurichten. Bei den zuständigen Stellen von Bund und Kanton ist die Bereitschaft vorhanden, diesen Bedürfnissn in einem gewissen Rahmen Rechnung zu tragen. Diese Betriebe sollten jedoch vorerst nicht allzu gross vorgesehen werden. Wir müssen vorerst gewisse Erfahrungen sammeln und können auch nicht ohne weiteres mit dem Ausland vergleichen. Bei uns bestehen an den Autobahnen bedeutend mehr Ein- und Ausfahrten, so dass bei uns der Weg zum nächsten Gastwirtschaftsbetrieb, im Gegensatz zum ausländischen Autobahnnetz, ziemlich kurz ist. Wenn wir die entsprechenden Erfahrungen gesammelt haben, werden wir immer noch allfällige Erweiterungen vornehmen können. Es ist im Prinzip auch vorgesehen, einfachere Erweiterungsmöglichkeiten vorzubehalten.

Grundsätzlich könnte jedermann, der die nötigen Voraussetzungen erfüllt und insbesondere im Besitze eines Fähigkeitsausweises zur Führung eines solchen Betriebes ist, sich für die Übernahme eines Erfrischungsraumes auf Nationalstrassen bewerben. Hingegen könnte ein solcher Betrieb nicht einem ansässigen Wirt übertragen

werden, da nach den Bestimmungen des Gastwirtschaftsgesetzes ein Patentinhaber nur einen Jahresbetrieb führen kann.

Dritte Frage: Wurde bereits in bezug auf den Alkoholausschank an den Autobahnen in grundsätzlicher Hinsicht beschlossen? Wir sind der Meinung, dass unter allen Umständen auf den Autobahnen kein Alkohol ausgeschenkt werden darf. Der Sprechende selber betätigt sich aktiv im Schweizerischen Autostrassenverein. Wir haben dort die gleiche Frage behandelt. Ich bin der Meinung, dass es sinnlos wäre, den Alkoholausschank auf den Autobahnen zuzulassen, wenn auf der andern Seite immer wieder Klagen und Gerichtsurteile wegen Alkoholexzessen vorliegen. Ich möchte mich deshalb hier ganz eindeutig dafür aussprechen, dass diese Betriebe unter keinen Umständen sollten Alkohol ausschenken dürfen. Anderseits geht natürlich die Auseinandersetzung darum, ob man beim einfachen Erfrischungsraum stehenbleiben will – dafür sind die gesetzlichen Grundlagen vorhanden – oder ob man allenfalls eine Erweiterung vornehmen will durch die Eröffnung von Restaurants mit einem entsprechend grossen Sitzangebot. Dort würde sich die Frage etwas anders stellen. Diese Auseinandersetzung ist gegenwärtig im Gang. Auch in bezug auf diese Restaurants halte ich jedoch dafür, dass sie auf jeden Fall alkoholfrei geführt werden sollten.

**Präsident.** Ist Herr Grossrat Geiser von der Antwort des Regierungsrates befriedigt?

**Geiser.** Ich bin befriedigt.

### Interpellation des Herrn Grossrat Binggeli — Renovation des Schlosses Schwarzenburg

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 751)

**Binggeli.** Nachdem der Grosse Rat zum Geschäft betreffend das Amthaus Aarberg so viel Verständnis an den Tag gelegt hat, fällt es mir leichter, meine Interpellation zu begründen, welche die Renovation des Schlosses und Amthauses in Schwarzenburg zum Gegenstand hat.

Es sind nun 10 Jahre verflossen, seit Herr Kantonsbaumeister Türler eine Gesamtrenovation des Schlosses Schwarzenburg für die nächste Zeit in Aussicht gestellt hatte. Tatsächlich wurde damals das Amthaus Schwarzenburg auf die Liste der auszubauenden Objekte gesetzt – es ist das im Finanzbericht vom Jahre 1959 verankert – und dafür ein Kostenbetrag von Fr. 900 000.— vorgesehen. Es handelte sich damals um ein vordringliches Projekt. Es ist verständlich, dass es in zehn Jahren ein wenig in Vergessenheit geraten kann. In der Zwischenzeit hat sich jedoch der Zustand des Objektes nicht etwa verbessert, sondern ständig verschlechtert. Das Schloss Schwarzenburg in seinem heutigen Zustand erscheint mir und der ganzen Bevölkerung als ein dem Staate Bern unwürdiges Objekt.

Vorab ist die Heizung absolut ungenügend. Die Korridore und Treppenhäuser können nicht geheizt werden und sind im Winter oft mit Eis überzogen. Die Amtsrichter beklagen sich über Erkältungen wegen des schlecht geheizten Gerichtssaales. Seinerzeit wurde ein Kamin erstellt, an das man eine Zentralheizung anschliessen könnte, aber bis heute geschah nichts. Alles, was man hier für Flickarbeiten aufwendet, ist nach meiner Auffassung hinausgeworfenes Geld. Es drängt sich eine Gesamtrenovation auf. – Was das Gefängnis anbelangt, ist im Staatsverwaltungsbericht des Jahres 1946 zu lesen, der Generalprokurator habe es als mittelalterlich bezeichnet. Aus gesundheitlichen Gründen mussten oft Häftlinge anderswo untergebracht werden. Was das Äussere betrifft, erwecken die fleckigen Fronten mit dem abfallenden Mörtel den Eindruck der Vernachlässigung, so dass die Öffentlichkeit daran Anstoss nimmt. Die Arbeits- und Wohnräume im Innern des Schlosses befinden sich dagegen noch in relativ gutem Zustand. Einzig die Heizung ist unbefriedigend. Es ist eine Ofenheizung, die mit grossem Arbeits- und Materialaufwand bewerkstelligt werden muss. Auch die Fenster schliessen nicht mehr dicht.

Wie ich erwähnt habe, ist das Schloss Schwarzenburg in einem für ein Staatsgebäude absolut unwürdigen Zustand. Ich wäre daher dem Herrn Baudirektor sehr dankbar, wenn er uns mitteilen könnte, dass auch dieses Objekt in nächster Zeit renoviert werden wird.

**Schneider**, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Nachdem Herr Grossrat Binggeli seine Interpellation begründet hat, möchte ich gerne weiterhin ein Lieber sein und ihm eine positive Antwort erteilen. Ich kann aber im Moment kein Lieber sein, da die Sanierung unserer Amtshäuser sich nach einem bestimmten Programm abwickelt.

Was Herr Binggeli Ihnen dargelegt hat, ist unbestritten. Der Zustand des Amthauses Schwarzenburg ist alles andere als gut. Mir ist auch bekannt, dass seinerzeit darauf hingewiesen wurde, mit einem Betrag von Fr. 900 000.— glaube man, den Umbau des Schlosses Schwarzenburg durchführen zu können, und zwar innerhalb einer Zeitspanne von etwa 6 Jahren. Leider haben sich die Verhältnisse seither geändert.

Nach dem Regierungsratsbeschluss vom 20. September 1966 sind Gesuche um Erteilung von Projektierungsaufträgen jeder Art (inklusive Vorprojekte und Projektstudien) – wir haben heute morgen schon darüber gesprochen – für Neu- und Umbauten sowie für neue Einrichtungen in bestehenden Gebäuden durch die zuständigen Direktion an die Baudirektion zu richten, welche sie in Verbindung mit der Finanzdirektion und der antragstellenden Direktion prüft und entscheidet, ob sie zu bewilligen, zurückzustellen, abzulehnen oder zu ergänzen sind. Das ist das Procedere, das heute eingehalten werden muss.

Nun besteht in bezug auf das Schloss Schwarzenburg folgende Situation: Die Justizdirektion schlug uns am 28. November Projektierungsarbeiten in folgender Reihenfolge vor: Wangen, Aarberg, Wimmis, Frutigen, Courtelary, Fraubrunnen,

Schwarzenburg, Belp. Am 12. Oktober 1965 gab sie der Finanzdirektion eine neue Dringlichkeit mit 3 Stufen bekannt, worin Schwarzenburg nicht figurierte. Gestützt auf eine Umfrage der Finanzdirektion vom 7. November 1967 wurde seitens der Justizdirektion an der Ausführung folgender Bauvorhaben in den Jahren 1968 bis 1970 festgehalten: Beobachtungsstation Röhrswil (das Geschäft wird Ihrem Rate in der Maisession unterbreitet werden), Amthaus und Gefängnisgebäude Delsberg, Amthaus und Gefängnisgebäude Aarberg (heute morgen verabschiedet), Umbau des Amthauses und Gefängnisses Wangen, Amthausneubau Frutigen.

In bezug auf den Standort ist man sich in der Gemeinde Frutigen noch nicht ganz einig. Die Gemeinde Frutigen möchte keine Verlegung an einen andern Standort vornehmen.

Die Finanzdirektion führte ihrerseits im Vortrag an den Regierungsrat zuhanden des Grossen Rates zum Finanzplan 1967 bis 1972 in der ersten Dringlichkeit zur Ausführung in den Jahren 1967 bis 1969 folgende Vorhaben auf: Bolligen, Röhrswil (Vorlage in Vorbereitung), Amthaus Wimmis (Bau heute fertig), Gefängnis Delsberg (Vorlage in Vorbereitung), Amthaus Aarberg (Vorlage heute verabschiedet), Amthaus Frutigen (Vorlage in Vorbereitung) und Amthaus Wangen a. d. A. (Vorlage in Vorbereitung).

Weil die zur Verfügung stehenden Kredite nicht ausreichen, können Frutigen und Wangen a. d. A. in den Jahren 1967 bis 1969 nicht ausgeführt werden. Laut Mitbericht der Justizdirektion zur Interpellation Binggeli sind nach Wangen und Frutigen noch bauliche Sanierungen in folgenden Schlössern oder Amtshäusern durchzuführen: Bern, Büren a. d. A., Burgdorf, Courtelary, Fraubrunnen, Schlosswil (zurzeit in Projektierung und Vorbereitung), Laupen, Meiringen (Erweiterung der Büros für das Grundbuchamt, Gefängnisse), Schwarzenburg, Belp. Die Reihenfolge muss noch festgesetzt werden. Es ist also sehr wohl möglich, dass Schwarzenburg noch etwas nach vorne rückt.

In bezug auf das Schloss Schwarzenburg war dem Mitbericht zu entnehmen, dass im Jahre 1956 die Wohnung im zweiten Stock aufgehoben und daselbst das Regierungsstatthalter- und Richteramt untergebracht worden ist. Bis dahin verfügte der Regierungsstatthalter/Gerichtspräsident über kein eigenes Büro. Das wäre nun vorhanden. Die Kanzlei des Betriebsamtes ist in den 1. Stock verlegt worden. Der Zustand der Büros darf im allgemeinen als sehr gut bezeichnet werden. Anders ist es im Gefängnistakt. Ein Schlossumbau, speziell auch aussen, drängt sich auf.

Allgemein darf gesagt werden, dass in den letzten 15 Jahren verschiedene Amtshäuser und Schlösser restauriert werden konnten; zum Teil wurden sogar Neubauten erstellt, wie in Erlach und Langnau. Der Nachholbedarf war aber so gross, dass nicht alles auf einmal ausgeführt werden konnte. Es bestehen Leistungsgrenzen in technischer und finanzieller Hinsicht.

Was im besondern die von Herrn Grossrat Binggeli gewünschte Überprüfung einer Gesamtrenovation des Schlosses Schwarzenburg betrifft, steht ausser Zweifel, dass das Schloss einer Renovation unterzogen werden muss. Der genaue Zeit-

punkt dafür kann aber heute noch nicht bestimmt werden. Sobald die Objekte Aarberg, Delsberg, Wangen a. d. A. und Frutigen – für die zwei letzten sind noch keine Projektierungskredite verlangt worden – sich dem Abschluss nähern, sollen die Projektierungsarbeiten für die noch verbleibenden sanierungsbedürftigen Schlösser oder Amtshäuser in Angriff genommen werden, auch für Schwarzenburg, um so dem Wunsch entgegenzukommen, der heute geäussert worden ist. Es tut mir leid, dass ich in bezug auf Schwarzenburg keinen positiveren Bescheid geben kann. Sie werden aber begreifen, dass wir uns nach den Finanzen, die uns zur Verfügung stehen, richten müssen und dass in Zusammenarbeit mit der Justizdirektion ein gewisses Dringlichkeitsprogramm eingehalten werden muss. Dabei verhält es sich eben so, dass einige andere Projekte noch dringlicher sind als das Projekt Schwarzenburg.

**Präsident.** Ich frage Herrn Binggeli an, ob er von der Antwort des Regierungsrates befriedigt ist.

**Binggeli.** Nachdem Schwarzenburg auf der Zahl 7 gelandet ist, hoffe ich, es sei dies eine Glückszahl, so dass wir noch etwas vorrücken können. Ich bin im grossen und ganzen befriedigt.

### **Motion des Herrn Grossrat Jardin — Schutz der französischen Sprache im Jura**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 746)

**Jardin.** Lors de la session de novembre 1967, j'ai déposé une motion intitulée «protection de la langue française dans le Jura». Mon intervention est motivée par le fait que, prochainement, une Association pour le développement physique et mental, fondée à Bâle, construira à la Chaux-d'Abel, dans les Franches-Montagnes, un home pour enfants infirmes «moteurs cérébraux». Pour sauvegarder la langue française de la minorité jurassienne et son patrimoine culturel, je demandais au Conseil-exécutif:

1<sup>o</sup> d'exiger, dans le cas de la Chaux-d'Abel, que le personnel soit choisi dans la région;

2<sup>o</sup> d'exiger que les travaux de construction, d'aménagement, etc., soient confiés à des artisans ou entreprises des Franches-Montagnes ou du Jura;

3<sup>o</sup> de nommer les surveillants prévus au chiffre 4 de la convention relative aux écoles spéciales passée avec la Confédération;

4<sup>o</sup> de créer une commission jurassienne chargée de collaborer avec les organisations qui s'occupent des invalides et handicapés mentaux, de les renseigner et d'intervenir avec elles auprès de l'Assurance-invalidité fédérale, qui dispose de fonds importants pour les handicapés et la création des établissements nécessaires pour les héberger et les soigner.

Monsieur le Président, Monsieur le Conseiller d'Etat, Messieurs, je tiens à déclarer d'emblée que je ne suis nullement opposé, cela va sans dire, à l'idée qui est à la base du projet en cause. On ne s'oppose pas en effet à la construction d'un

établissement qui a pour but d'accueillir des enfants déshérités, dont la cause, je l'affirme, me tient particulièrement à cœur. J'apporte d'ailleurs ma collaboration à une institution pour débiles mentaux comme membre de son Conseil de gestion. On ne fera jamais assez, en Suisse et dans le canton, pour ceux qui n'ont pas la chance de disposer de toutes leurs facultés mentales et physiques. A titre d'information, je vous rappelle que, lors de la première journée nationale de l'arriération mentale, la Fédération suisse des associations de parents d'enfants mentalement handicapés a publié un rapport précisant qu'il y a en Suisse près de 170 000 déficients mentaux et que chaque année naissent, dans notre pays, 2600 nouveaux handicapés mentaux. Dans le canton de Berne, sur 17 000 enfants qui naissent chaque année, 2 à 3 % seront handicapés, soit 300 à 500 enfants dont la communauté a le devoir de s'occuper. Ces enfants méritent que l'on crée pour eux les conditions les plus favorables à leur développement et à leur intégration dans la société. Pour le futur home d'enfants de la Chaux-d'Abel, dix hectares de terrain, soit 100 000 m<sup>2</sup>, ont été achetés avec la participation financière de l'Assurance-invalidité. Il s'occupera de 120 enfants et adolescents de 1 à 20 ans atteints de déficiences physiques ou mentales multiples et graves, de cécité, de surdité. Les soins à ces 120 enfants demanderont quelque 75 à 80 personnes, c'est-à-dire des médecins, des infirmières, des éducatrices, des jardiniers d'enfants, des thérapeutes, du personnel de maison, etc. On projette la construction de plusieurs villas et logements, de 45 garages, de chemins d'accès, le tout évalué à une quinzaine de millions. 85 à 90 % de cette somme sera fourni par l'Assurance-invalidité. En outre, les cantons de Berne et de Soleure, éventuellement le canton de Neuchâtel, que l'on cherche à intéresser à ce projet, devront participer aux frais de construction s'ils veulent avoir le droit de placer un certain nombre de leurs ressortissants dans le home. Je tiens à vous faire remarquer que dans les fonds publics massifs dont dispose l'Assurance-invalidité sont aussi comprises les contributions des Jurassiens. J'estime donc que ces derniers ont leur mot à dire déjà pour cette raison. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement, sous chiffre 1 de ma motion, d'exiger que le personnel soit choisi dans la région. Pourquoi cette exigence? Pour éviter que la germanisation du Jura continue sa progression. A cet effet, permettez-moi, Messieurs les députés, de vous rappeler que dans son rapport de 1949 sur les relations de l'Etat de Berne avec sa partie jurassienne, le Conseil-exécutif s'exprimait comme suit: «Le canton de Berne n'a aucun intérêt à ce que le Jura perde son caractère romand. Nul se saurait non plus désirer raisonnablement que l'influence culturelle ou politique du Jura faiblisse au sein du canton. Berne tient, bien au contraire, à l'autonomie culturelle des populations de langue française du Jura. Il est hautement intéressé à ce que celui-ci soit économiquement prospère et politiquement conscient de sa valeur.»

L'arrivée, avec toutes les conséquences que cela comporte, de près de 80 nouvelles personnes et de leurs familles de langue allemande à la Chaux-d'Abel, n'aura-t-elle pas pour conséquence d'affai-

blir le patrimoine linguistique et culturel du Jura? Et n'est-il pas du devoir d'un député jurassien de dénoncer ce nouveau danger de germanisation qui menace une région jurassienne de langue française où l'élément alémanique n'est déjà que trop fortement implanté, cela est notoire?

Dans son rapport du 7 novembre 1963, le Conseil-exécutif promettait la suppression successive des écoles allemandes dans le Jura (voir page 23 du rapport). Il en reste actuellement 6, dont celle de la Chaux-d'Abel. L'implantation de 80 nouvelles familles, soit 200 à 300 personnes de langue allemande n'aurait-elle pas pour effet de renforcer l'école allemande de la Chaux-d'Abel?

Dès avril 1967, lors d'un entretien, Messieurs les Conseillers d'Etat Jaberg, Huber et Kohler ont déclaré: «Le gouvernement entend se vouer à fond à la recherche d'une solution, comme s'il s'agissait de saisir la dernière chance d'arriver à un règlement honorable et durable du conflit. Il examinera attentivement les réformes proposées et verra de quelles manières on peut encore activer la mise en valeur du patrimoine linguistique et culturel du Jura.»

Construire un home à la Chaux-d'Abel avec un important personnel de langue allemande, cela contribue-t-il à mettre en valeur le patrimoine linguistique du Jura?

Lors d'un débat, organisé à Biel par la Nouvelle Société helvétique, le pasteur Krummenacher, chef spirituel de la paroisse de langue allemande de Moutier et environs, a déclaré que dans la région de Moutier, au-dessus de 600 mètres, l'école française elle-même ne parvient plus à assimiler les Suisses-allemands et actuellement, le degré de saturation est dépassé.

La commune de La Ferrière, proche de la Chaux-d'Abel, est déjà majorisée par des citoyens de langue allemande. A Prêles, où l'on a construit un Foyer cantonal d'éducation, ceux qui parlent l'allemand seront bientôt majoritaires.

Dans sa réponse à la Commission des «24», le Parti des paysans, artisans et bourgeois de l'Ancien canton écrit: «Nous partons du principe que l'Ancien canton de langue alémanique est sincèrement disposé à conférer un statut spécial à la partie de langue française, dans la mesure où cela est justifié et s'avère indispensable pour le maintien et le développement du patrimoine linguistique de la région.» Laisser venir s'installer 80 familles, soit 200 à 300 personnes de langue allemande à la Chaux-d'Abel, est-ce maintenir et développer le patrimoine linguistique de la région des Franches-Montagnes?

Vous le constaterez, Messieurs les députés, que de belles promesses, mais hélas, elles sont très rarement tenues. Que le gouvernement et le Grand Conseil montrent aujourd'hui leur bonne volonté par des actes pour qu'enfin soit protégée la minorité linguistique du Jura à laquelle vous tenez tant. Que le canton de Berne intervienne pour que cesse la majorisation du Jura et prenne les mesures adéquates pour que le personnel stable du home de la Chaux-d'Abel soit de langue française.

Au point 2 de ma motion, je demande au Conseil-exécutif d'exiger que les travaux de construc-

tion, d'aménagements, etc., soient confiés à des artisans ou entreprises des Franches-Montagnes ou du Jura.

Dans les réponses envoyées par les partis politiques du canton à la Commission des «24» et lors des entretiens qui ont eu lieu récemment entre les membres de la dite Commission et les principaux chefs de partis, on constate la volonté ardente et unanime de trouver une solution au problème jurassien pour que reviennent la paix et l'ordre. Le Parti des paysans, artisans et bourgeois parle de confiance réciproque, de compréhension mutuelle, de tirer au clair des aspects politiques, économiques, scolaires, confessionnels, culturels.

Le Parti socialiste reconnaît que le problème jurassien est un problème politique, qu'il est nécessaire de rétablir la confiance. Lors de la discussion, le représentant de ce parti a dit qu'il fallait de la confiance mais pas seulement pour la façade et que, dans le passé, des erreurs avaient été commises.

Le Parti radical de l'Ancien canton parle lui aussi de meilleure compréhension et cite les paroles d'un ancien conseiller d'Etat: prenez soin du Jura (Häbet Sorg zum Jura). Il propose des réalisations sur le plan économique et culturel, l'extension des moyens d'existence, le développement économique. D'autres partis ont également émis des vœux pour qu'on développe l'économie jurassienne, qu'on subventionne le Jura, qu'on améliore les voies de communications. Attribuer aux artisans, aux entreprises, aux fournisseurs francs-montagnards ou Jurassiens pour plusieurs millions de travaux, n'est-ce pas contribuer au développement économique d'une région? N'est-ce pas prendre soin du Jura? N'est-ce pas, pour le gouvernement, le moment d'intervenir?

Au point 3 de ma motion, je demande au Conseil-exécutif de nommer les surveillants prévus au chiffre 4 de la convention. Il s'agit d'une convention entre l'Office fédéral des assurances sociales et l'autorité cantonale compétente. Cette convention porte sur la participation des cantons à la reconnaissance et à la surveillance des écoles spéciales dans l'assurance-invalidité. Au chiffre 4, il est prévu que: «l'autorité cantonale fait visiter périodiquement les écoles spéciales. Ces contrôles s'étendent au fonctionnement de l'école et, s'il y a lieu, à celui de l'internat, ainsi qu'aux locaux et installations. L'autorité cantonale établit la liaison nécessaire avec les autres autorités cantonales intéressées à la surveillance des écoles spéciales. L'autorité cantonale charge de ces contrôles des inspecteurs possédant la formation et l'expérience requises dans le domaine des écoles spéciales. Elle établit, d'entente avec l'Office fédéral des assurances sociales, un modèle de rapport de contrôle.»

Ce service d'inspection est-il créé? Les inspecteurs seront-ils choisis dans les deux parties du canton? J'espère que Monsieur le Directeur des Oeuvres sociales pourra me renseigner.

Quant au point 4 de ma motion, il demande au gouvernement de créer une commission jurassienne chargée de collaborer avec les organisations qui s'occupent des invalides et handicapés mentaux, de les renseigner et d'intervenir avec elles auprès de l'Assurance-invalidité, qui dispose de fonds importants pour les handicapés.

Si une telle commission jurassienne avait existé, je ne pense pas qu'une société bâloise serait venue construire un home aux Franches-Montagnes avec les fonds de l'Assurance-invalidité. Une œuvre humanitaire de ce genre aurait été créée par un groupement jurassien et réservée aux handicapés du Jura. On aurait évité ainsi de nombreuses polémiques et l'on aurait reconnu que l'endroit choisi n'était pas des plus adéquats.

En effet, les hivers sont longs et rigoureux sur le plateau des Franches-Montagnes. En outre, déplacer des enfants de langue allemande, même malades, dans une région française, est-ce leur faciliter la possibilité de se réadapter dans les conditions les meilleures? Construire un grand home pour 120 enfants déficients, est-ce bien conforme aux nouvelles techniques curatives? Permettez-moi de vous citer l'avis d'un grand spécialiste, le docteur Peter Germeread, d'Amsterdam, directeur du service d'hygiène mentale: «Il nous donne une idée de ce que font les Hollandais pour leurs handicapés, et plus spécialement pour ceux qui sont privés de leurs parents et de leur foyer. Il relève avec justesse que les handicapés ont besoin de quelqu'un qui s'occupe de tous les détails de leur vie, qu'ils ont besoin de l'amour d'un foyer. Primitivement, la solution était apportée par des instituts, qui offraient peu de contacts avec la société extérieure. En transplantant ces handicapés dans ces sociétés fermées, on constatait généralement une régression dans le comportement des arriérés mentaux. Le docteur Germeread souligne encore que les arriérés mentaux se plaisent dans la société, il est donc inutile de les enfermer dans des sociétés artificielles. Les Hollandais ont donc conçu la solution suivante: un foyer qui accueille environ 8 handicapés, dans leur propre ville de façon qu'ils puissent retrouver le plus souvent possible leur propre famille et garder un contact avec la société.»

Le home de la Chaux-d'Abel réunit tous les inconvénients cités par le professeur hollandais susnommé: éloignement du foyer familial, différence de langue, différence de mentalité, hiver rigoureux, isolement.

On peut aussi s'étonner que le président de cette Association bâloise ne réponde pas, lorsqu'on lui écrit, aux questions posées.

Je vous le répète, Messieurs, si une commission jurassienne avait été créée, elle aurait pu collaborer étroitement avec les responsables du canton et de la Confédération. Elle aurait aussi pu conseiller utilement et judicieusement toutes les associations ou groupements qui se dévouent sans compter et d'une manière admirable pour l'avenir de ceux que le sort n'a pas favorisés.

Dans le climat explosif qui règne au Jura du fait de la Question jurassienne et qui peut se détériorer encore ces prochaines années, la construction d'un home alémanique à la Chaux-d'Abel risque d'introduire dans ce pays un nouveau sujet d'opposition et de conflit.

Je tiens une fois encore à préciser que je ne suis nullement hostile à la construction d'un home à la Chaux-d'Abel mais je voudrais, Monsieur le Président, Monsieur le Conseiller d'Etat et Messieurs les députés, qu'on mette tout en œuvre pour qu'un

foyer de germanisation ne soit pas créé aux Franches-Montagnes ou dans le Jura romand.

Vous êtes tous décidés à sauvegarder et à promouvoir la culture française du Jura; vous avez aujourd'hui l'occasion de prouver cette bonne volonté, cette confiance. Je vous demande donc instamment d'accepter ma motion, et par avance, je vous remercie de votre compréhension.

Après avoir rédigé le texte de cette motion, j'ai reçu la réponse du Conseil-exécutif. Il me propose de transformer ma motion en postulat. J'accepte cette proposition, car la décision du Gouvernement me prouve que mon intervention est justifiée et qu'une certaine vigilance est de rigueur.

**Blaser**, Fürsorgedirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. In der Motion des Herrn Grossrat Jardin wird dargestellt, dass verschiedene Initianten aus der deutschen Schweiz im Jura neue Institutionen geschaffen haben oder im Begriffe sind, sie zu schaffen. Nach Auffassung des Motionärs – ich glaube, das ist in seiner Begründung der wichtigste Punkt – bedrohen diese Werke das sprachliche Kulturgut des Jura. Der Motionär erwähnt besonders das Bauvorhaben der Schweizerischen Vereinigung für körperliche und geistige Förderung in Basel. Sie hat in La Chaux-d'Abel Land erworben zur Errichtung eines Heims für zerebral gelähmte Kinder. Der Herr Motionär verlangt, dass die Heimleitung verpflichtet wird, das Personal aus der Gegend der Freiberge zu wählen. Hierzu möchten wir die Erklärung abgeben, dass es dazu kaum einer Verpflichtung bedarf; denn die Institution wird froh sein, wenn sie Leute aus der näheren Umgebung anstellen kann. Wir verweisen darauf, dass die Initianten in einer öffentlichen Erklärung sich in diesem Sinne geäußert haben. Sie werden froh sein müssen, wenn sie Leute aus der näheren Umgebung finden können, und zwar aus folgenden Gründen: Wir haben heute zahlreiche Bezirksspitäler, die im wirtschaftlichen Sektor überhaupt kein schweizerisches Personal, geschweige denn bernisches beschäftigen, sondern alles ausländisches Personal aus Mangel an Rekrutierungsmöglichkeiten.

Der Herr Motionär verlangt ferner, dass die Bau- und Einrichtungsarbeiten an Handwerker oder Unternehmungen aus den Freibergen oder aus dem Jura vergeben werden. Grundsätzlich möchten wir dazu bemerken, dass es sich hier nicht um ein staatliches Heim des Kantons Bern handelt. Die Fürsorgedirektion hat deshalb nicht zu bestimmen, welche Handwerker und Unternehmer berücksichtigt werden sollen. Wir sind jedoch der Meinung, dass die Institution die Ausführung der Bau- und Einrichtungsarbeiten zur Konkurrenz ausschreiben wird. Die Unternehmer werden damit in die Lage versetzt, sich um die Arbeiten zu bewerben. Dabei ist wohl anzunehmen, dass in bezug auf die Konkurrenzpreise die nächstgelegenen Handwerker und Unternehmer begünstigt sind, dies wegen der kürzeren Arbeitswege zur Institution oder zum Bauplatz.

In einem dritten Punkt erwähnt der Herr Motionär die Vereinbarung zwischen der Kantonalen Fürsorgedirektion und dem Eidgenössischen Amt für Sozialversicherung, die 1964

abgeschlossen wurde. Sie regelt die Beteiligung der Kantone bei der Anerkennung und Beaufsichtigung der Sonderschulen in der Invalidenversicherung. Herr Grossrat Jardin verlangt deshalb, dass die Regierung die entsprechenden Aufsichtspersonen wählen möchte. Hierzu ist zu sagen, dass der Staat Bern sicher eine Vertretung wird abordnen müssen, sobald die Heimorgane rechtlich geschaffen worden sind. Im gegenwärtigen Zeitpunkt hat jedoch die Fürsorgedirektion zu dieser Gründung noch keine rechtsverbindliche Stellung bezogen, weil noch kein entsprechendes Gesuch bei uns vorliegt. Die Wahl von Staatsvertretern in die Aufsichtsorgane wäre deshalb noch verfrüht.

Bevor wir uns zum vierten Punkt der Motion äussern, möchten wir grundsätzlich vermerken, dass die kantonale Fürsorgedirektion das initiativ Vorgehen der erwähnten Vereinigung sehr begrüßt, denn in unserem Lande besteht ein starkes Bedürfnis, schwergeschädigte Kinder unterbringen zu können. Der Herr Motionär hat die entsprechenden Zahlen zitiert. Ich will sie nicht wiederholen.

Anderseits sind wir in diesem speziellen Fall etwas zurückhaltend, da wir die Lage von La Chaux-d'Abel nicht als zweckmässig betrachten, und dies aus verschiedenen Gründen. Es ist zu erwarten, dass bei der Grösse des geplanten Heimes sich ein bedeutender Teil der Kinder aus anderen Kantonen rekrutieren wird, vor allem aus den Kantonen Solothurn und Basel. Die besondere Lage des Heimes wird den Besuch der Kinder durch Angehörige erschweren. Der Verkehr des Heimes nach aussen wird durch diese Lage überhaupt sehr erschwert. Während der Wintermonate werden Autofahrer, seien es Eltern oder andere Personen, die Beziehungen zum Heim haben, grosse Mühe haben, das Heim zu erreichen. Zudem befürchten wir, dass es schwierig sein wird, genügend Personal für diese Aufgabe an diesem speziellen Ort zu finden. In diesem abgelegenen Ort sich niederzulassen, ist nicht jedermann's Sache. Wir wissen aus Erfahrung von anderen Heimen, dass dieser Gesichtspunkt ausserordentlich grosse Bedeutung hat. Die Rekrutierung von Wirtschafts- und Pflegepersonal für Heime, Anstalten und Spitäler ist eine der primärsten und schwierigsten Aufgaben. Wir haben übrigens diese Bedenken den Initianten mit aller Deutlichkeit bekanntgegeben. Wir haben sie auch gewarnt, diesen Standort, gestützt auf die genannten Überlegungen, zu wählen. Sie haben sich jedoch diesen Wünschen vollständig verschlossen und wollten von keinem anderen Ort etwas wissen. Die Initianten sind offensichtlich durch langjährige Ferienaufenthalte in den Freibergen gefühlsmässig so stark an diese Gegend gebunden, dass sie glauben, diese Aufgabe nur dort lösen zu können. Diesen Eindruck haben wir aus verschiedenen Besprechungen mit den Initianten erhalten.

Die Pläne für die Erstellung der notwendigen Bauten sind den zuständigen Instanzen unterbreitet worden. Unseres Wissens haben die entsprechenden eidgenössischen Amtsstellen dazu noch nicht Stellung genommen. Es ist uns bekannt, dass sich die Behörden des Kantons Solothurn eine Anzahl Betten sichern wollen durch Übernahme eines entsprechenden Anteils der Baukosten. Auch die

Behörden des Kantons Neuenburg haben entsprechende Beschlüsse gefasst. Die Kantonale Fürsorgedirektion hat seinerzeit den Initianten erklärt, sie werde dem Grossen Rat beantragen, die Mitfinanzierung von etwa 20 Betten zu beschliessen. Wenn die Stellungnahme der eidgenössischen Behörden zu diesem Bauvorhaben vorliegt, werden wir eine entsprechende Vorlage ausarbeiten. Auf diese Weise dürfte es möglich sein – und wir erstreben das –, vor allem für Kinder aus dem Jura Betten zu reservieren, insofern die Institution wirklich entsteht und nachher lebensfähig ist. Dass derartige Heime nachher inspiert werden, ist bei uns im Kanton Bern eine Selbstverständlichkeit. Wenn wir in bezug auf die Anzahl Betten zurückhaltend sind – 20 Betten, gemessen an der Gesamtzahl, sind nicht ausserordentlich viel –, so deshalb, weil wir glauben, dass, wie ich bereits gesagt habe, das Personalproblem in La Chaux-d'Abel auf die Dauer sehr schwer zu lösen ist. Die Initianten werden vor allem Mühe haben, in dieser Gegend Pflegepersonal zu finden.

In einem vierten Punkt verlangt der Herr Motionär, dass eine jurassische Kommission geschaffen werde. Sie sollte den Auftrag erhalten, mit denjenigen Organisationen zusammenzuarbeiten, welche die geistig Behinderten und die Invaliden vertreten und betreuen. In letzter Zeit ist im Jura erfreulicherweise die Initiative ergriffen worden, um verschiedenen Kategorien von Invaliden zu helfen. Es besteht u. a. eine Elternvereinigung für zerebral gelähmte Kinder. In Delémont ist durch private Initiative eine Eingliederungsstätte geschaffen worden. Sie führt Jünglinge und Töchter ins Erwerbsleben, die vorher in einer Institution für praktisch Bildungsfähige im Alter der Schulpflicht ausgebildet wurden. Diese Initiative war sehr nötig. Es wird bald die Forderung gestellt werden müssen, dass auch Dauerwerkstätten für Behinderte errichtet werden. Im Jahre 1967 ist in La Chaux-de-Fonds mit dem Bau einer Schule für zerebral gelähmte Kinder begonnen worden. Es war uns bekannt, dass Studien für eine solche Institution gemacht wurden, aber man hat mit uns keine Fühlung aufgenommen. Die Behörden von La Chaux-de-Fonds haben uns dann ein Baubeitragsgesuch eingereicht. Das Projekt war jedoch bereits im Bau. Unseres Wissens hat das Eidgenössische Amt für Sozialversicherung noch nicht dazu Stellung genommen. Sobald diese Stellungnahme vorliegt, werden wir die Angelegenheit prüfen und einen entsprechenden Beschluss fassen.

Wir sind ebenfalls der Meinung, dass alle Fragen, die mit der Förderung und Eingliederung der Invaliden zusammenhängen, genau geprüft werden müssen. Diese Fragen können nicht losgelöst von dem, was bereits geschehen ist, bearbeitet werden. Wir glauben auch, dass eine Zusammenarbeit von allen Kreisen wichtig ist. Es sollten jedoch nach Auffassung der Regierung nicht immer neue Kommissionen geschaffen werden, sondern es sollten sich diejenigen Kommissionen oder Institutionen mit diesen Fragen befassen, die sich bis jetzt auch darum gekümmert haben. Wir sehen deshalb zwei Kommissionen, wovon sich die eine mit diesen Problemen befassen soll. Die eine ist die «Commission sociale de l'ADIJ». Die andere ist die

Invalidenversicherungskommission des Kantons. Die Kommission der ADIJ befasst sich ja mit dergestaltigen Fragen, und wir sind der Meinung, es wäre dies eine Aufgabe, die man ihr sollte übertragen können. Sollte dies nicht möglich sein, würden wir die kantonale Invalidenversicherungskommission begrüßen. Erst wenn sich auch auf diesem Wege keine Lösungsmöglichkeit zeigen würde, sollte man unserer Ansicht nach eine Sonderkommission schaffen. Wir werden uns also mit den beiden Kommissionen in Verbindung setzen und versprechen dem Herrn Motionär, die Angelegenheit gewissenhaft zu prüfen. Die Regierung kann jedoch die Motion nicht im imperativen Sinn, wie sie schriftlich formuliert und jetzt begründet worden ist, entgegennehmen. Sie ist bereit, die Motion in der Form eines Postulats anzunehmen und zu bearbeiten.

**Le Président.** Le Gouvernement accepte la motion de M. Jardin sous forme de postulat. Le motionnaire s'est déclaré d'accord avec cette transformation. Cependant, cette motion est combattue au sein de cette assemblée. J'ouvre donc la discussion.

**Gueissaz.** Cette motion est cousue de fil blanc et entachée de racisme. L'auteur de la motion et les milieux qu'il soutient prétendent que le patrimoine linguistique du Jura est de plus en plus menacé, ceci en particulier par le home pour infirmes moteurs-cérébraux en voie de création à la Chaux-d'Abel, home destiné à héberger des mineurs et du personnel provenant de cantons suisses-alémaniques. On voit déjà la suite: un jour, les mêmes gens exigeront que des mesures discriminatoires soient prises envers les braves étrangers qui contribuent à l'épanouissement de notre économie parce qu'ils ne parlent pas la même langue que la majorité des Jurassiens.

Lorsqu'a été connue l'acquisition de terrains à la Chaux-d'Abel par l'Association bâloise pour le développement physique et mental, la presse séparatiste s'est opposée avec une véhémence hargneuse à la création du home en question parce qu'il s'agit d'une entreprise dont le personnel sera en partie de langue allemande. Or, il va de soi que la création dudit home ne peut être qu'avantageuse pour le Jura bernois. C'est précisément aussi l'occasion de démontrer les qualités hospitalières de la Suisse romande et de faire apprendre à mieux connaître le Jura bernois à de nombreuses personnes. Cependant, l'activité à contre-sens des séparatistes annihile les efforts faits en faveur du tourisme. Si on veut s'exercer à la défense de la langue française, il y a encore beaucoup à faire dans les institutions d'enseignement, dans les chancelleries et dans les bureaux de rédaction. Que l'on agisse dans ce sens, c'est bien, mais que l'on s'attaque à une œuvre hautement humanitaire et sociale, à des enfants physiquement ou mentalement déficients et aux spécialistes qui s'en occupent, c'est de la xénophobie, c'est du racisme!

Il faut voir où est le mensonge. On déclare maintenant plus ou moins explicitement, selon M. Jardin, que l'on est pour le home de la Chaux-d'Abel, mais en réalité, on agit contre sa création. Le séparatisme qui a cru dans les plates-bandes

du motionnaire et des milieux qu'il représente est si touffu qu'il leur bouche la vue sur la démocratie suisse et sur ses impératifs. Pour ces raisons, je vous recommande le rejet de la motion Jardin, même transformée en postulat.

**Haltiner.** Ich nehme an, dass Sie vom Vorsitzenden der freisinnigen Fraktion eine Erklärung erwarten, da Herr Jardin immerhin in unserer Fraktion Einsitz genommen hat. Diese Erklärung will ich Ihnen geben.

Herr Jardin hat seine Motion ohne Konsultation der Fraktion eingereicht. Als wir die Motion in der Fraktion besprachen, war man einhellig der Meinung, dass Punkt 1 der Motion unter keinen Umständen angenommen werden kann, auch nicht als Postulat. Der Punkt 1, der zum vornehmlich verlangt, dass das Personal aus der dortigen Gegend rekrutiert werden muss, ist für den Präsidenten unserer Fraktion, der selber Bundesbeamter ist, absolut unannehmbar. Als junger Beamter durfte ich in sämtlichen Sprachgebieten der Schweiz arbeiten, im italienischen, im französischen, im romanischen und im deutschen. Es ist schweizerisch, wenn man die Leute so formt, und ich bin dankbar, dass ich mich in alle Sprachgebiete unseres Landes begeben durfte. Ich habe mich auch im Jura wohlgeföhlt. Mein erster Schritt ins Welschland ging in den Jura, und zwar direkt von Teufen im Kanton Appenzell nach Les Breuleux. Es wäre mir dabei nie in den Sinn gekommen, mich nicht zu assimilieren, d. h. mich bei meiner täglichen Arbeit so unbequem und unbeholfen zu zeigen, dass man mir ansah, dass ich nicht in die Landschaft passe. Im sog. Dienstleistungssektor muss man Leute aus den verschiedenen Sprachgebieten versetzen können. Das gilt vornehmlich für die Hotellerie und die Spitäler, aber auch für die eidgenössischen Sanatorien, zum Beispiel in Novaggio oder Montana, die ja zum Teil wegen Mangels an Patienten eingestellt sind. Deshalb lehne ich alle schönen Worte vom «Patrimoine linguistique» und von der «Germanisation» als einen Auswuchs von schlimmstem Chauvinismus ab. Damit geben wir Grundprinzipien des schweizerischen Zusammenhaltes preis und nähern uns Ideen, denen gegenüber wir einmal den Mut haben müssen, zu erklären, dass wir sie nicht annehmen können, weil sie nicht nur intolerant und unliberal, sondern unschweizerisch sind. Dazu gehören auch alle ethnischen Gedanken sowie alle Gedanken, die, um es ganz klar zu sagen, mit der Francophonie zusammenhängen, die bis nach Kanada Unstimmigkeit ausgelöst haben. Solche Überlegungen haben schon aus dem Text der Motion durchgeschimmert, sind nun aber bei der Begründung durch Herrn Jardin ganz deutlich zutage getreten, indem er gesagt hat, man müsse «vigilance» zeigen. Aus diesen Gründen lehne ich die Motion auch als Postulat ab.

Die Punkte 3 und 4 der Motion hat der Herr Fürsorgedirektor praktisch bereits entgegengenommen. Es sind dies organisatorische Fragen, die man laufend in guten Treuen regeln kann. Wir sind jedoch der Meinung, dass man auf dem Weg, den Herr Jardin einschlagen will, im Kanton Bern nicht politisieren kann.

**Wirz.** Der Herr Motionär sagt in seiner Motion, dass die Erstellung eines Heims für deutschsprachige zerebral gelähmte Kinder die offizielle Sprache im Jura gefährde. Leider hat er es dabei ernst gemeint. Es ist dies für uns auch nicht zum Lachen, sondern schon eher zum Weinen. Es muss schon schlimm stehen um die Kultur und das Sprachgut gewisser fanatischer Kreise im Jura – ich sage: gewisser Kreise –, wenn zerebral gelähmte Kinder diese wertvollen Güter gefährden sollten, Kinder, die wegen ihres Leidens ihr Heim und ihren Garten kaum verlassen können. Die Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei findet es auf jeden Fall in höchstem Masse deplaziert und geschmacklos, dass mit diesen armen Kindern in übelster Weise demagogische Politik betrieben wird. Die BGB-Fraktion lehnt Motion und Postulat kategorisch ab.

**Achermann.** Ich hatte nicht die Absicht, das Wort zu ergreifen, da ich bei Geschäften, an denen ich selber beteiligt bin, sonst nicht interveniere. Ich fühle mich nun allerdings verpflichtet, hier eine Klarstellung anzubringen. Zunächst besteht auf alle Fälle beim Herrn Motionär Unklarheit darüber, um was für Kinder es sich hier handelt. Ich kann Ihnen mitteilen, dass es die unterste Kategorie geistesschwacher Kinder ist, die zum Teil bettlägerig sind. Ich möchte dem Herrn Motionär einmal anraten, einige Schritte durch das Heim in Bremgarten zu tun. Ich glaube, dann wird ihm jede Lust, über dieses Problem zu diskutieren, vergehen. Dies nur als Vorbemerkung.

Zur rechtlichen Seite möchte ich folgendes ausführen: Das Bundesamt für Sozialversicherung hat mit Rücksicht darauf, dass der Bedarf an solchen Heimen sehr gross ist, formell die Bewilligung zur Errichtung des Heims erteilt. Dabei wurden die Organisation und die Voraussetzungen, die das Heimpersonal erfüllen muss, geregelt. Wenn die Voraussetzungen in bezug auf die fachlichen Anforderungen, die an das Personal gestellt werden müssen, und in bezug auf eine richtige Betreuung der Kinder erfüllt sind, muss die Zulassungsbewilligung erteilt werden. Dann gibt es gar keine Diskussionen. Glücklicherweise haben wir eine ganze Reihe solcher Heime im Tessin, im Welschland, aber auch in der deutschen Schweiz, wo die Sprachen ebenfalls nicht miteinander übereinstimmen und wo absolut keine Diskussion über die Zulassung solcher Institutionen besteht.

Was noch in Diskussion steht, ist die Subventionierung der sehr hohen Baukosten. Der Herr Motionär hat ausgeführt, sie würden rund 16 Millionen Franken betragen, woran sich der Bund mit 8 Millionen Franken beteiligen sollte. Es ist selbstverständlich, dass man bei dieser Sachlage in bezug auf die Organisation und die Ausbildung des Personals alle notwendigen Absicherungen treffen muss. Wenn jedoch die Voraussetzungen erfüllt sind, wird die Subvention gewährt, und zwar unbekümmert um das sprachliche Moment. Auch das ist in der Schweiz Übung. Ich glaube kaum, dass der Kanton Bern in dieser Hinsicht andere Usanzen einführen könnte.

Noch ein Wort zur Aufsicht. Die Aufsicht, wie sie in Ziffer 4 der Vereinbarung vorgesehen ist, bezieht sich ausschliesslich auf die fachtechnische

Aufsicht, d. h. darauf, ob das Personal, das im Heim tätig ist, seine Aufgaben in fachtechnischer Hinsicht erfüllt. Auch in dieser Beziehung kann meines Erachtens nicht die Rede davon sein, sprachliche Momente mitberücksichtigen zu müssen. Ich habe ein gewisses Verständnis für den Herrn Motionär, wenn er wünscht, dass sich das dortige Personal in die jurassischen Verhältnisse eingliedern sollte. Aus Besprechungen mit den Leuten habe ich aber, wie schon der Herr Fürsagedirektor betont hat, den Eindruck gewonnen, dass sie alles daran setzen wollen, dort nicht ein Fremdkörper zu sein, sondern sich zu assimilieren. In der Antwort des Regierungsrates wurde schon ausgeführt, dass die Initianten diesen Ort gewählt haben aus Liebe zum Jura, aus Liebe zu dieser Gegend, aber auch aus Liebe zur dortigen Bevölkerung. Ich verstehe es nun sehr schlecht, dass man von dort aus dem Projekt Schwierigkeiten bereiten will. Ich werde mich in der Abstimmung der Stimme enthalten, da ich selber beruflich mit diesem Fall zu tun habe.

**Kopp.** Die geistig Behinderten hat man erst vor wenigen Jahren entdeckt, und zwar nicht nur im Kanton Bern, sondern in der Schweiz überhaupt, d. h. man hat sie allmählich aus der Isolation, aus unzweckmässigen Unterbringungsstätten hervorgeholt und versucht nun, ihnen, soweit das möglich ist, eine Sonderschulung, ein gewisses Arbeitstraining und eine gewisse berufliche Ausbildung angeudehen zu lassen. Darüber wollen wir uns sehr freuen. Wir wissen, dass das Verdienst dafür der eidgenössischen Invalidenversicherung zukommt.

Nun besteht ein grosses Projekt mit einer Kostensumme von 15 Millionen Franken, das in einer sehr schönen Gegend errichtet werden soll, die neben Unzweckmässigkeiten auch sehr viele gute Seiten hat. Es ist den Initianten sehr hoch anzurechnen, dass sie den Mut haben, für einen Zweck, bei dem sie sich nicht besondere Lorbeeren erwerben können, so viel Geld aufzubringen. Neben den Beiträgen der Invalidenversicherung und des Kantons werden noch allerhand eigene Beiträge notwendig sein. Des weiteren haben wir gehört, dass auch für bernische Kinder, speziell solche aus dem Jura, eine Anzahl Betten reserviert werden sollen. Ferner behandelten wir in der letzten oder vorletzten Session eine Interpellation Gigandet, die gewünscht hat, die Institutionen der sozialen Hilfe zu koordinieren und im Jura zusammenzufassen. Schon aus diesem Grunde sollte man daher das erste schöne Projekt nicht bereits bekämpfen. Schliesslich erinnere ich an meine eigene Interpellation in der letzten Session, auf die Herr Regierungsrat Blaser antworten konnte, er möchte eine Koordination der Bestrebungen herbeibringen und eine Bestandesaufnahme vornehmen. Wir wissen, dass gerade im Jura solche Institutionen noch fehlen. Dem Herrn Motionär möchte ich sagen, dass wir den «Caractère romand» und die «Langue française» sehr hoch schätzen. Ich versäume keine Gelegenheit, zu versuchen, mit unseren «chers collègues» im Grossen Rat Kontakt aufzunehmen und mich mit ihnen auf französisch auszusprechen. Neben der schönen französischen Sprache und der deutschen Sprache gibt es aber noch eine dritte Sprache, die menschliche Sprache,

und die sollte man hier sprechen lassen. Man sollte ihr den Vorrang geben vor der französischen und vor der deutschen Sprache. Wir sollten das Werk durch unsere Mitarbeit soweit als möglich unterstützen. Ich habe ein Beispiel vor Augen. In Zetzwil im Kanton Aargau, das verkehrsmässig auch nicht sehr gut erschlossen ist, ist auf Initiative von Herrn Pfarrer Wintsch und durch Beiträge des Kantons und der Landeskirche ein ähnliches Heim entstanden. Ich habe es mehrmals besucht und werde auch in Zukunft hingehen. Es ist hoch ermutigend, zu sehen, was dort aus den geistig behinderten Kindern gemacht werden kann. Man nimmt sie dort wie normale Kinder, indem man ihnen eine gewisse Lebenssphäre gestaltet, in der sie glücklich sein können und vielfach auch sehr glücklich sind. Ich habe das Gefühl erhalten, dass das Heim in Zetzwil sogar für die ganze Bevölkerung sehr viel bedeutet. Die Bevölkerung nimmt an diesen Problemen Anteil und gewinnt Verständnis dafür. Ich bin überzeugt, dass auch das geplante Heim in La Chaux-d'Abel eine Bereicherung für den Jura sein wird.

Dem Herrn Motionär möchte ich nun noch ganz kurz von einem Fall erzählen. Der Leiter des Heims in Zetzwil entdeckte vor einigen Jahren in einem Unterbringungsheim einen zerebral gelähmten Knaben, der ganz unbeteiligt in einer Ecke sass. Da ging Herr Pfarrer Wintsch zu ihm, nahm sich seiner an und erfuhr durch den Betreuer, dass der Knabe dort abgestellt worden war. Herr Pfarrer Wintsch sagte, das komme nicht in Frage, den Knaben nehme er zu sich, er wolle etwas aus ihm machen. Ich sah ihn zwei Jahre später in Strengelbach in einer Werkstatt, wo er mit dem Mund kleine Drähte zusammenlötete. Er hat einen Arbeitsplatz zugeteilt, wo er sich bewegen kann. Er ist dort als kleiner, bescheiderner Arbeiter tätig, aber mitten in einer Gemeinschaft. Dieses Beispiel liesse sich verdutzend fachen. Herr Motionär, um solche Kinder geht es, und ich glaube, wir sollten solche Projekte nicht hindern, sondern fördern.

Die sozialdemokratische Fraktion lehnt den Vorstoss Jardin sowohl in der Form der Motion wie in der Form eines Postulates ab.

**Flückiger.** An die Adresse von Herrn Jardin möchte ich sagen, dass wir bei uns dankbar wären, Arbeitskräfte zu finden, wie sie Herr Jardin aus der Gegend von La Chaux-d'Abel rekrutiert wissen will. Seit längerer Zeit suchen wir für genau gleiche Patienten 12 Angestellte, die auf den 1. April eintreten sollten. Wir haben sie heute noch nicht beisammen.

Was mich vor allem beschäftigt, ist der Umstand, dass wir bei Annahme der Motion Jardin einen ganz wesentlichen schweizerischen Grundsatz verletzen würden, nämlich den Grundsatz der Freizügigkeit. Wir kennen doch in der Schweiz das Recht der Freizügigkeit, d. h. wir können uns an irgendeinem Orte unserer Wahl niederlassen. Dieses Recht steht auch dem Jurassier zu. Ich glaube, daran müssen wir festhalten.

**Jardin.** Je serai très bref. Je me garderai bien de suivre M. Gueissaz sur le terrain sur lequel il a cru devoir se placer.

En avril 1967, lorsque le Gouvernement et la députation jurassienne ont décidé de procéder à une nouvelle étude du problème jurassien, j'avais déclaré dans cette salle que je faisais confiance au Gouvernement. Je lui fais confiance jusqu'au jour où il nous aura soumis des propositions en vue du règlement du problème.

On a parlé de racisme, d'ostracisme. Je pourrais être aussi violent que M. Gueissaz s'il le fallait, mais comme j'ai promis de respecter la trêve, je m'abstiendrai de répondre à M. Gueissaz.

M. Haltiner me reproche de n'avoir pas soumis ma motion à mon groupe. Je ne suis pas le seul dans ce cas: beaucoup de députés ne soumettent pas leurs motions ou postulats à leur groupe. Il m'a également reproché d'avoir parlé de patrimoine jurassien et de culture française. Or, ces expressions ont été employées par les partis politiques eux-mêmes devant la commission des «24». Et le Gouvernement lui-même a parlé en 1949, en 1963 et en 1967 de la sauvegarde du patrimoine linguistique du Jura et de la nécessité d'éviter une trop forte germanisation du Jura. Je suis étonné que vous critiquez le Gouvernement et que vous vous critiquez vous-même.

M. Wirz me reproche de considérer la présence de ces enfants comme un danger. Je n'ai pas dit cela. Je visais le personnel qui les surveillera. Le personnel comprendra 80 personnes et avec leurs familles, cela fera 200 à 300 personnes. S'ils sont prêts à s'assimiler, bienvenue à eux dans le Jura, mais qu'ils s'assimilent, c'est tout ce que nous demandons. Ce n'est pas des enfants malades que nous avons peur. C'est faux, je n'ai pas dit cela. (Brouaha)

Pour terminer, je voudrais remercier M. le représentant du Conseil-exécutif de sa réponse. Il accepte ma motion sous forme de postulat et c'est là déjà un élément positif. Il faut éviter la création d'un trop grand nombre de ces homes et qu'un de ces quatre matins, d'autres associations des Grisons ou de Soleure en construisent tant et si bien que le Jura n'abrite plus que des homes. Si on nous donne l'assurance que le personnel qui travaillera à la Chaux-d'Abel s'assimilera, j'en serais très heureux, mais il était de mon devoir de dénoncer ce danger. C'est un conseiller d'Etat radical qui a dit «Habet Sorg zum Jura», et il nous en parle continuellement.

Il ne faut pas en vouloir à un député qui a l'amour de sa langue comme vous avez l'amour de la vôtre de demander qu'elle ne disparaîsse pas. C'est tout ce que j'avais à dire.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme des Postulates .....	5 Stimmen
Dagegen .....	116 Stimmen

**Le Président.** Je vous donne connaissance des noms des présidents et vice-présidents des commissions désignées pour la session de mai 1968:

Décret concernant le mode de procéder aux votations et élections populaires: président Kautz Hans; vice-président Dr. Freiburghaus Emil.

Décret fixant les émoluments en matière pénale et concernant le tarif des émoluments judiciaires

en matière civile: président Dr. Krähenbühl Hans; vice-président Dr. Cattin André.

Décret sur les impositions paroissiales: président Oesch Fritz; vice-président Zuber Hans.

### **Bezirksspital Biel; Betriebsleistung**

(Beilage Nr. 1, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Achermann, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### **Betriebsbeitrag an die Pflegerinnenschule Lindenhof Bern; Rotkreuzstiftung für Krankenpflege**

(Beilage Nr. 1, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Achermann, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### **Anschaffung von Verbandmaterial für den Kriegsfall; Kredit**

(Beilage Nr. 1, Seite 2;  
französische Beilage Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Achermann, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### **Asyl «Gottesgnad», St. Niklaus; Anschaffung von Spitalbetten und einer neuen Haus-telefonzentrale**

(Beilage Nr. 1, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Achermann, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### **Bezirksspital Langenthal; Personalhaus**

(Beilage Nr. 1, Seite 3;  
französische Beilage Seite 4)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Achermann, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

### **Interpellation des Herrn Grossrat Sutermeister — Revision des Einführungsgesetzes zum KUVG**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 750)

**Sutermeister.** Genau vor einem Jahr wurde das Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung von uns verabschiedet. Schon damals publizierte Stadtrat Fürsprecher Augstburger in der Presse eine scharfe Kritik daran: Das durch dieses Gesetz eingeführte Schiedsgericht zwischen Ärzten und Krankenkassen verdiene den Namen «Schiedsgericht» nicht, sondern sei sogar verfassungswidrig, da es dem Artikel 58 der Bundesverfassung (Verbot von Ausnahmegerichten) und einem Bundesgerichtsentscheid vom 26. Oktober 1966 widerspreche. Unter Schiedsgericht verstehe man normalerweise ein nichtstaatliches Gremium von ad hoc gewählten Fachleuten. Es widerspreche aber auch den seit 1910 bewährten Vorschriften des Einigungsamtes und sei so weder Fisch noch Vogel. – Bekanntlich wählte man die Mitglieder des Einigungsamtes nach öffentlichem Doppelvorschlag der Parteien, und zwar zwei ständige neben zwei nichtständigen Mitgliedern, und der «neutrale» Obmann muss alle vier Jahre, im Gegensatz zu unserem Gesetz, erneuert werden. Im neuen Schiedsgericht sässen dagegen als Richter mehrheitlich die Vertreter der Streitparteien selber, so zum Beispiel sogar SUVA-Beamte bei Streitigkeiten mit der SUVA, was mit Sicherheit Befangenheit mit sich bringe. Gegenwärtig amtiert zum Beispiel als «neutraler Obmann» der Chefideologe des Holz- und Bauarbeiterverbandes, und zwar für den ganzen Kanton und ohne zeitliche Beschränkung. Da diese Gewerkschaft eine eigene Krankenkasse besitzt, kann also von Neutralität nicht die Rede sein.

Dementsprechend grotesk kam denn auch der erste Fall dieses neuen Schiedsgerichts heraus, der zugleich mein erster und letzter Streit mit den Kassen in dreissigjähriger Praxis war, mir aber genügte, um die Praxis endgültig mit der Politik zu vertauschen. Ich muss ihn leider als Testfall kurz schildern, um das Nichtfunktionieren dieses Schiedsgerichts nach dem Einführungsgesetz zu beweisen.

1962, vor sechs Jahren also, schickte ich einen Patienten mit hartnäckigem Grippeungenschatten zum Spezialarzt weiter. Dieser fand keine sichere Tuberkulose und schickte ihn, zumal er in die Sommerferien ging, wieder an mich zurück mit

der Bemerkung, ich solle entscheiden, ob er noch zur Sicherheit nach Heiligenschwendi gehen sollte. Der Patient tauchte aber erst nach den Sommerferien wieder bei mir auf. Er habe gemeint, ich sei auch in den Ferien. Er war ganz geheilt, aber zur Sicherheit schickte ich ihn doch noch nach Heiligenschwendi, von wo er bald entlassen wurde. Soweit alles schön und gut. Nun unterschlug mir aber die Kasse plötzlich Fr. 500.— von meinem Patientenguthaben mit der merkwürdigen Begründung, während der Sommerferien habe sie keine Tbc-Bundessubvention für den Patienten erhalten, da diese nur während der Kur ausgerichtet werde. Mit einem Wort: Für das Herumstrolchen des Patienten in Bern sollte der Arzt büßen! – Ein fertiger Verhältnisblödsinn! Das Ärztesekretariat betrieb also die Kasse, die Rechtsvorschlag erhab. Wir wollten nun beim Schiedsgericht klagen, aber es stellte sich heraus, dass es keines mehr gab. Die Sache wurde also nach bewährter Manier für fünf Jahre schubladisiert in der Hoffnung, die Zeit heile alle Wunden. Erst mit dem neuen Einführungsgesetz kam letztes Jahr das Schiedsgericht wieder zustande, aber wieder erst nach 9 Monaten, im letzten Oktober. Und nun kam der grosse Tag des Gerichts. Die Kasse hatte einen jungen, heftigen Anwalt mitgebracht, obgleich beim Einigungsamt verboten, der den Angriff als die beste Verteidigung fand und anhand einer einwandfreien Eingangsdatumsfälschung durch einen Kassenfunktionär auf einem meiner Briefe nachweisen wollte, dass der Patient doch in den Sommerferien in meiner Behandlung gewesen sei. Ich verlangte eine Untersuchung von Amtes wegen, aber der «neutrale» Obmann und sein Assistent fanden diese Idee so grossartig, dass sie die ganzen 4 Stunden an mir herumborsten, ohne mit einem einzigen Wort auf die Klage des Ärztesekretariats und die Rechtslage einzugehen. Da fiel mir ein, was mir Oberrichter Luder, mit dem ich oft im Bahnhofbuffet ass, einmal sagte: Die bernischen Richter sind überlastet und folgen daher unwillkürlich dem aggressiveren Anwalt, da dieser die Sache sonst weiterzieht, und dann donnern sie zunächst einmal den Kläger an, damit er unsicher wird und einen Vergleich macht, so wie es ja in Bern zum Beispiel bekanntlich praktisch nur noch Konventionsscheidungen gibt. Das war also alles andere als ein Schiedsgericht von akademischem Niveau, obgleich der Obmann ein Professor war, sondern eine ganz gewöhnliche Amtsgerichtsverhandlung mit der üblichen «Déformation professionnelle». Ich machte daher dem ganzen Trauerspiel ein Ende, indem ich vorschlug, die Streitsumme dem Roten Kreuz zu vermachen, aber die sparsame Kasse wollte nur Teilung, und zwar auch der Anwaltkosten, da ich ja wegen meines guten Mundwerks keine solchen gehabt habe. Als ich mich noch zu beschweren wagte, dass der Kassenchef einem meiner Patienten sagte, als er nach 5 Jahren einen Schein für mich beziehen wollte: «Was, zu diesem kriminellen Arzt wollen Sie?» meinte dieser, er habe eigentlich «kriminalistischer Arzt» sagen wollen, um mir ein Kompliment wegen der Jaccoud-Expertise zu machen, was den sogenannten «neutralen» Obmann ebenfalls befriedigte. Nun wusste ich mit Sicherheit, dass dieses neue «Schieds-

gericht» die Spannung zwischen Ärzten und Kassen nicht verringern, sondern noch vergrössern wird. Es ist also von den Ärzten unbedingt abzulehnen.

Mein Antrag lautet daher: Revision des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung, das offenbar flüchtig entworfen worden war und hinter dem Dekret über die Einigungsämter von 1910 weit zurücksteht. Also Angleichung an dieses Dekret oder noch besser: Schaffen wir endlich das in diesem Einführungsgesetz selber vorgesehene kantonale Versicherungsgericht, damit die leidige Dreisprigkeit zwischen Verwaltungsgericht, Versicherungsabteilung des Obergerichts und kantonalem Schiedsgericht aufhört, wo die oft grundverschiedene Beurteilung derselben Sache durch Verwaltung und Richter die Öffentlichkeit beunruhigt. Die kantonale Justizdirektion arbeitet ja längst an einer entsprechenden Vorlage. Aber offenbar braucht auch hier «gut Ding gut Weil»!

Als Nebenantrag möchte ich vorschlagen, den derzeitigen Obmann wegen seiner möglichen Befangenheit den Ärzten gegenüber infolge seiner Verbindung mit der Bau- und Holzarbeitergewerkschaft abzulösen.

**Blaser**, Gesundheitsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Interpellation des Herrn Grossrates Dr. Sutermeister besteht aus zwei Teilen. Im ersten Teil der Interpellation wird die Institution des kantonalen Schiedsgerichts an sich kritisiert, d. h. des Schiedsgerichts, das zuständig ist für die Behandlung von Streitigkeiten zwischen Krankenkassen und der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt einerseits und Ärzten, Apothekern, Hebammen, medizinischen Hilfspersonen, Laboratorien oder Heilanstalten anderseits. Das Schiedsgericht wird kritisiert in bezug auf Name, unbestimmte Amtsduauer, angeblich fehlende Begrenzung der Zuständigkeit, Zusammensetzung und Zulassung von Beamten der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt als Beisitzer. Im zweiten Teil der Interpellation wird die Neutralität beziehungsweise die Unbefangenheit des Obmannes, eines «Chefideologen» angezweifelt, allerdings in Frageform.

Das kantonale Schiedsgericht wurde gestützt auf eidgenössisches Recht eingesetzt. Der Artikel 25 des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung schreibt vor: «Streitigkeiten zwischen Kassen einerseits und Ärzten, Apothekern, Chiropraktoren, Hebammen, medizinischen Hilfspersonen, Laboratorien oder Heilanstalten anderseits sind durch ein für das ganze Kantonsgebiet zuständiges Schiedsgericht zu entscheiden.» Im Artikel 5 unseres Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung vom 9. April 1967 steht denn auch geschrieben: «Zur Beurteilung von Streitigkeiten zwischen Kassen einerseits und Ärzten, Apothekern, Hebammen, medizinischen Hilfspersonen, Laboratorien oder Heilanstalten anderseits wird ein für das ganze Kantonsgebiet zuständiges Schiedsgericht eingesetzt.» Wir haben also den Inhalt des Artikels 25 des Bundesgesetzes über die Unfall- und Krankenversicherung fast wörtlich übernommen.

Artikel 25 Absatz 4 des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung bestimmt weiter: «Das Schiedsgericht setzt sich zusammen aus einem neutralen Vorsitzenden und entsprechend den zu behandelnden Fällen aus je einer Vertretung der Kassen und der Ärzte, Apotheker, Chiropraktoren, Hebammen, medizinischen Hilfspersonen, Laboratorien oder Heilanstalten in gleicher Zahl.» Der Artikel 5 Absatz 2 unseres Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Unfall- und Krankenversicherung hat diese Bestimmung wie folgt übernommen: «Das Schiedsgericht setzt sich zusammen aus einem Obmann, einem Obmannstellvertreter, je zwei Vertretern der Parteien und der entsprechenden Anzahl Ersatzmitglieder.» Anlässlich der Gesetzesberatung hier in diesem Saale hat niemand bestritten, dass wir den Sinn von Artikel 25 Absatz 4 des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung nicht übernommen hätten. Der Artikel 25 Absatz 4 des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung schreibt weiter vor: «Die Kantone bezeichnen das Schiedsgericht und regeln das Verfahren», und im Absatz 3 des Artikels 5 des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung steht: «Wahlbehörde ist der Regierungsrat, der nach Anhörung der Parteien auch das Sekretariat bestimmt.»

Damit ist dargelegt, dass unser Einführungsgesetz fast wörtlich die entsprechenden Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung übernommen hat. Das Einführungsgesetz wurde anlässlich der Volksabstimmung vom 9. April 1967 angenommen. Es ist somit rechtskräftig, und die kritisierte Regelung stützt sich auf eine klare eidgenössische Rechtsgrundlage. Mit seiner Kritik wendet sich der Herr Interpellant deshalb an die falsche Adresse. Er könnte als Mitglied des Grossen Rates oder als Gemeinderat der Stadt Bern, aber auch als einfacher Bürger mit einer Petition an das eidgenössische Parlament gelangen, wenn ihm die entsprechenden Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung nicht richtig scheinen.

Zur Frage, ob diese Bestimmungen im Bundesgesetz über die Kranken- und Unfallversicherung richtig sind, wäre zu sagen, dass mit der Zusammensetzung des Schiedsgerichtes eine paritätische Zusammensetzung aus gleichviel Beisitzern des einen und des andern Berufsstandes gemeint ist. Das ist ein bekanntes Charakteristikum bei den Arbeitsgerichten wie in den Sozialversicherungen des Auslandes und des Inlandes und weiterer staatlicher und privater Schiedsgerichte.

Der vom Herrn Interpellanten zitierte Zeitungsartikel von Herrn Fürsprecher X in Bern wurde am Vortag der Abstimmung über das Einführungsgesetz im «Bund» publiziert. Herr Fürsprecher X nimmt dort Bezug auf einen Bundesgerichtsentcheid Nr. 92/I/271. Dieser Entscheid befasst sich aber mit einem ganz andern Tatbestand, als er hier zur Diskussion steht. Zudem kritisiert der Herr Interpellant das Schiedsgericht als verfassungswidrig, aber er verschweigt vollkommen, dass diese Institution in bezug auf Namen, Zuständigkeit und Zusammensetzung auf einem Bundesgesetz des Jahres 1964 beruht.

Im zweiten Teil der Interpellation wird die Unbefangenheit des Obmannes dieses kantonalen Schiedsgerichtes angezweifelt. Der Herr Interpellant zitiert allerdings keine konkreten Anhaltpunkte, um diese Auffassung zu untermauern. Als Obmann dieses Schiedsgerichtes wurde ein Oberrichter bezeichnet, Herr Prof. Dr. Schweingruber. Er amtiert unter anderem als Präsident des Kantonalen Versicherungsgerichtes seit zehn Jahren, und dies absolut unangefochten. Herr Professor Schweingruber pflegt gute Beziehungen zur Ärzteschaft und ist frei von jeglichen Bindungen gegenüber Krankenkassen und der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt. Herr Dr. Sutermeister bezeichnet Herrn Prof. Schweingruber als Chefideologe des Bau- und Holzarbeiterverbandes. Dazu ist zweierlei zu sagen: Herr Professor Schweingruber unterrichtet an der Universität Bern Arbeitsrecht. Er wird deshalb seit ungefähr 20 Jahren beansprucht für Radiovorträge, Bildungsvorträge, Kurse, Referate und Hunderte von Gutachten, alle im freien Auftrag und für alle Institutionen, gleichgültig welcher politischen oder ökonomischen Richtung. Wenn er Chefideologe wäre, würde er wohl längstens nicht mehr beansprucht.

Und dazu ein zweites: Darf ich als Laie auf Ihrem beruflichen Gebiet mir erlauben, Ihnen eine Medizin zu empfehlen? Ich hoffe, dass Sie etwas Humor vertragen. Gestützt auf jahrelange Tätigkeit in der Gemeindepolitik, d. h. in der Leitung einer Gemeinde, und während Jahren in diesem Saale und nun als Mitglied der Regierung habe ich immer und immer wieder erfahren, dass vor einem kommunalen oder kantonalen Parlament derjenige den kürzeren zieht, der da glaubt oder fühlt, dass seine Begründungen zuwenig durchschlagskräftig sind und deshalb dramatisiert oder sogar importierte politische Bezeichnungen aus dem Ausland benutzt. Der Berner ist Gott sei Dank viel zu bedächtig und zu überlegen, als dass er auf derartige Requisiten hereinfällt. Ich bin überzeugt, Sie werden mir in einigen Jahren für die Empfehlung dieser Medizin dankbar sein. (Heiterkeit.)

**Präsident.** Ich frage Herrn Dr. Sutermeister an, ob er von der Antwort des Regierungsrates befriedigt ist.

**Sutermeister.** Ich bin befriedigt.

## Universität; Kredit

(Beilage Nr. 1, Seite 12)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

**Schulhausbauten in Oberdiessbach, Malleray, Interlaken, Lyssach, Wilderswil, Port, Eschert, Reichenbach im Kandertal und Eriswil; Beiträge**

(Beilage Nr. 1, Seiten 12 bis 26)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

**Neubau eines Doppelkindgartens in Langnau; Beitrag**

(Beilage Nr. 1, Seite 22)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

**Schulgebäude mit Turnplatz und Lehrerwohnungen in Jeanguisboden (Gemeinden Sonceboz, Tavannes und Tramelan); Beitrag**

(Beilage Nr. 1, Seite 26;  
französische Beilage Seite 27)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren an der Aare), Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner sprechen dazu die Grossräte Gobat und Arni sowie Erziehungsdirektor Kohler, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

**Der Redaktor:**  
**W. Bosshard**

## Elfte Sitzung

Donnerstag, 15. Februar 1968,

9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 181 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Annen, Barben, Buchs (Lenk), Delaplace, Eggenberger, Hirt (Utzenstorf), Hofmann (Burgdorf), Ischi, Kocher, Probst, Salzmann, Schädelin, Stähli, Winzenried, Wisard, Zuber; unentschuldigt abwesend sind die Herren Gassmann, Grimm, Nahrath.

**Primarschulhaus in Rüedtigen-Alchenflüh; Beitrag**

(Beilage Nr. 1, Seite 27;  
französische Beilage Seite 28)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

**Dekret über die Einreihung der Gemeinden in Beitragsklassen für die Lehrerbesoldungen**

(Siehe Nr. 5 der Beilagen; die Beschlüsse sind nachstehend nur aufgeführt, soweit sie anders lauten als die in der Beilage gedruckten gemeinsamen Anträge des Regierungsrates und der Kommission.)

### Eintretensfrage

**Martignoni**, Präsident der Kommission. Das vorliegende Dekret ist eine rein technische Vorlage, d. h. es ist die Konsequenz aus der bestehenden Gesetzgebung, dem Lehrerbesoldungsgesetz, und im weiteren die Konsequenz aus der neuen Steuerveranlagung 1960 bis 1965, die eine erhöhte Steuerkraft der Gemeinden ausgewiesen hat. Diese erhöhte Steuerkraft ist in der Klasseneinreihung des neuen Artikels 7 berücksichtigt.

Um es ganz konkret zu sagen: Nach der bisherigen Gesetzgebung teilen sich der Staat und die Gemeinden grosso modo in die Übernahme der Lehrerbesoldungen. Nach den uns von der Erziehungsdirektion unterbreiteten Zahlen steht ein Gesamtbetrag von jährlich 124 Millionen Franken zur Diskussion, von dem die Hälfte der Staat und die Hälfte die Gemeinden übernehmen. Beim vorliegenden Dekret geht es um die Gemeindehälften, die mit Gültigkeit ab 1. April 1968 neu auf die 38 Besoldungsbeitragsklassen gemäss finanzieller

Tragfähigkeit der Gemeinden aufgeschlüsselt wird. Es handelt sich also weitgehend um eine mathematische Angelegenheit.

Die beiden neuen Finanzgesetze des Kantons sind für dieses Dekret irrelevant. Erst bei Annahme des Gesetzes über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften durch das Volk und bei Inkraftsetzung durch den Regierungsrat würde die Verteilung der Gesamtsumme von 124 Millionen Franken zwischen dem Staat und den Gemeinden zu Lasten der Gemeinden abgeändert. Da das geltende Dekret, das die Steuerkraft der Gemeinden der Jahre 1954 bis 1959 berücksichtigt, nur bis zum 31. März 1968 befristet ist, muss es aufgrund der neuen Steuerkraft der Gemeinden ersetzt werden.

Angesichts dieser Situation konnte sich die Kommission darauf beschränken, die gesetzlichen Grundlagen nachzuprüfen. Sie konnte sich davon überzeugen lassen, dass unsere Statistiker und Mathematiker die 38 Besoldungsbeitragsklassen richtig aufgeschlüsselt haben. In der Aussprache in der Kommission wurde noch die Frage der Schülerzahlen in den einzelnen Schulklassen aufgeworfen. Tatsächlich bestehen hier verschiedene recht erhebliche Differenzen. Herr Regierungsrat Kohler hat dann darauf hingewiesen, dass die Erziehungsdirektion namentlich im Hinblick auf die speziellen Verhältnisse bei Landgemeinden eine gewisse Toleranz gelten lasse. Missbräuchen aber müsste man mit einer Gesetzesänderung entgegentreten. Dieses Thema steht aber in keinem direkten Zusammenhang mit dem vorliegenden Dekret.

Im Hinblick auf die Detailberatung möchte ich betonen, dass gegenüber der bisherigen Regelung nur der Artikel 7 ändert, während alle anderen Bestimmungen unverändert aus dem geltenden Dekret übernommen sind, von geringfügigen technischen Korrekturen, wie Übergangsbestimmungen, abgesehen.

Die einstimmige Kommission beantragt Ihnen Eintreten auf die Vorlage und Zustimmung.

**Bärtschi** (Heiligenschwendi). Ich möchte Ihnen vorerst nur kurz mitteilen, dass die einstimmige sozialdemokratische Fraktion Eintreten beschlossen hat. Nur um Ihnen diese Mitteilung zu machen, wäre ich allerdings nicht hieher gekommen, denn es ist selbstverständlich, dass wir auf das Dekret eintreten. Eine andere Frage hat uns dagegen leicht beschäftigt. Zur Beratung dieses Dekrets wurde eine 21köpfige Kommission nach Bern einberufen, die genau eine Viertelstunde getagt hat. Wir finden nun, wenn man im Kanton Bern schon sparen muss, hätte man dieses Geschäft vielleicht der Staatswirtschaftskommission übertragen können. Ich gebe gerne zu, dass ich noch nie einen solchen Stundenlohn verdient habe, aber auf der andern Seite verlieren die Kommissionsmitglieder einen ganzen Nachmittag und der Kanton Bern über Fr. 1000.—, nur um einige Grossräte während einer Viertelstunde zu beschäftigen. Ich möchte deshalb bitten, in Zukunft solche Dekrete an die Staatswirtschaftskommission zur Behandlung zu überweisen.

**Martignoni**, Präsident der Kommission. Ich möchte Herrn Bärtschi korrigieren; wir tagten

nicht eine Viertelstunde, sondern eine halbe Stunde, wenn er etwa den Minutenlohn ausrechnen will! Ich habe diese Frage in unserer Fraktion auch zur Diskussion gestellt, wollte aber im Rate nichts darüber sagen. Nachdem nun Herr Bärtschi die Frage aufgeworfen hat, kann ich Ihnen mitteilen, dass ich mich seiner Auffassung anschliesse. Zur Entlastung der Regierung kann man jedoch anführen, dass es hier um die Besoldungsbeiträge der Gemeinden geht und dass man vielleicht die Auffassung vertrat, es könnten im Zusammenhang mit diesem Dekret neue grundsätzliche Fragen aufgeworfen werden, die man schon in anderem Zusammenhang diskutiert hat, wenn es um die Kostenaufschlüsselung ging. Da das vorliegende Dekret aber weitgehend das übernimmt, was bisher Praxis war, glaube ich auch, dass man das Verfahren hätte vereinfachen können.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

#### Detailberatung

##### § 1 bis 6

Angenommen.

##### § 7

**Martignoni**, Präsident der Kommission. Es ist dies der einzige Paragraph, der eine Änderung bringt. Die Gemeinden werden neu eingestuft nach ihrer eigenen Steuerkraft, und die Steuerkraft wird auf den gesetzlichen Grundlagen ermittelt. Die Berechnung ist ziemlich kompliziert. Wenn jemand wünscht, dass sie hier dargelegt wird, bin ich gerne bereit, sie anhand eines Beispiels zu erläutern; sonst wollen wir aber diese Frage lieber den Mathematikern überlassen.

Angenommen.

##### § 8

Angenommen.

##### § 9

**Buchs** (Stechelberg). Grundsätzlich bin ich einverstanden, dass man nicht eine 21köpfige Kommission nach Bern einberuft, um einen absolut unbestrittenen Dekretsentwurf zu beraten. Ich habe nun allerdings das Gefühl, dass man doch die Tragweite des vorliegenden Dekrets nicht voll erfasst. Wir haben im Mai 1967 das Dekret über Schulhausbausubventionen genehmigt, und zwar meiner Ansicht nach etwas zu rasch. Es kann nämlich ein spätes Erwachen geben, wenn wir sehen werden, wie sich das Dekret in bezug auf die Pauschalierungen auswirkt. Auch der Einbau einer Indexklausel wurde abgelehnt. Das vorliegende Dekret wird wiederum gewaltige Auswirkungen haben. Es kann bei einzelnen Gemeinden und vielleicht auch bei einzelnen Grossräten ein schlimmes Erwachen zur Folge haben.

Ich möchte nun zum § 9 eine Bemerkung anbringen. Er lautet: «Wo im Hinblick auf besondere Steuer-, Erwerbs-, Verkehrs- oder Lebensverhältnisse die Einreichung einer Gemeinde in die Besoldungsbeitragsklassen nicht als zutreffend er-

scheint, kann der Regierungsrat die Gemeinde in eine höhere oder niedrigere Beitragssklasse versetzen (Artikel 24 Lehrerbesoldungsgesetz).» Ich habe bereits beim Gesetz über die Abgabevorschriften und die Beitragsänderungen einen Rückkommensantrag gestellt und verlangt, in Zukunft auch die Anzahl der Schulhäuser in einer Gemeinde einzubeziehen. Es werden die Schulklassen und die Gesamtsteueranlage berücksichtigt, aber nicht die Zahl der Schulhäuser. Nun bestehen aber ganz wesentliche Belastungsunterschiede für die Gemeinden, je nachdem, ob sie zum Beispiel 20 Schulklassen in zwei Schulhäusern unterbringen können oder ob sie sie in 5 oder sogar noch mehr Schulhäusern unterbringen müssen. Als das neue Primarschulgesetz im Jahre 1951 oder 1952 in Kraft trat, stellte man sofort eine «Wanderung» nach Bern fest. Die Gemeinden begannen, Schulhausbauprojekte am Laufmeter anzumelden. Der damalige Erziehungsdirektor erklärte nun, es sollten nicht alle Gemeinden auf einmal ihre Subventionsbegehren anmelden und sozusagen in Torschlusspanik machen; man wolle vielmehr die Projekte nach deren Dringlichkeit verwirklichen. Eine Gemeinde beispielsweise im Oberland mit 5 bis 7 oder noch mehr Schulhäusern konnte bis heute meist nur 1 oder 2 Schulhäuser erneuern lassen, während die andern 5 bis 7 Schulhäuser noch im gleichen Zustand sind wie vor 50 oder 100 Jahren. Ich möchte hier das Beispiel Lauterbrunnen zitieren. Wir haben 5 Schulhäuser. Davon wurde eines erneuert, dasjenige in Wengen, während die übrigen 4 Schulhäuser, meistens Gebäude im Alter von 100 Jahren, nicht in grösserem Rahmen renoviert werden konnten. Bei uns haben wir die Hochkonjunktur erst im Jahre 1960 zu spüren bekommen. Erst damals sahen wir die Möglichkeit, unsere Schulhäuser zu erneuern. In der gegenwärtigen Situation werden nun diejenigen Gemeinden bestraft, die zurückhaltend und bescheiden waren. Wir sind also jetzt mehr oder weniger die Betrogenen.

Der Herr Finanzdirektor hat sich bereit erklärt, meinen Rückkommensantrag zum Beitragsgesetz auf die zweite Lesung hin zu prüfen. Ich möchte nun hier in aller Form die Frage stellen, ob man bereit ist – ich bin mir bewusst, dass dieses Dekret noch auf dem alten Gesetz fußt –, die Anzahl der Schulhäuser einer Gemeinde in § 9 zum Beispiel unter dem Begriff «Verkehrs- oder Lebensverhältnisse» zu berücksichtigen. Ich finde es nicht in Ordnung, dass man jetzt mehr oder weniger ein Versprechen bricht, indem man uns seinerzeit zum Warten aufforderte und nun erklärt, wir kämen jetzt zu spät.

**Kohler**, directeur de l'instruction publique, rapporteur du Conseil-exécutif. M. Buchs demande des assurances quant à l'application de l'article 9. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire à M. Borter en commission, l'article 9 vise précisément les cas d'exception auxquels M. Buchs a fait allusion.

Quant au dispositif du décret, nous sommes obligés de le subordonner aux dispositions légales actuelles. Deux lois sur les finances sont actuellement en préparation – vous les avez adoptées en première lecture – et elles pourront éventuelle-

ment avoir une influence sur la suite des opérations, mais tant qu'elles ne sont pas adoptées en deuxième lecture, nous devons nous en tenir aux dispositions actuellement en vigueur.

M. Buchs voudrait d'autre part que l'on retienne le nombre des maisons d'école plutôt que le nombre des classes. Je prends acte de sa suggestion et nous verrons si et dans quelle mesure il est possible d'en tenir compte, étant bien entendu que l'article 9 est destiné, comme je viens de la dire, à régler les cas d'exception. Il me semble donc que sur ce point, M. Buchs obtient satisfaction.

Quant aux remarques émises en ce qui concerne notamment l'accélération des opérations, nous en prenons note avec satisfaction. Il faut reconnaître que le parlement, comme le Gouvernement d'ailleurs, ne se décerne pas un mauvais certificat en faisant en sorte que la réalisation de ses propositions soit activée dans la mesure du possible. C'est la raison pour laquelle nous ne nous plaignons pas trop de ces remarques.

Angenommen.

#### §§ 10 bis 14

Angenommen.

#### Titel und Ingress

Angenommen.

#### Schlussabstimmung

Für Annahme  
des Dekretsentwurfes ..... Grosse Mehrheit

---

### Postulat des Herrn Grossrat Sutermeister — Koordination Kindergarten / Schule

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 748)

**Sutermeister.** Nach dem etwas destruktiven Votum von gestern möchte ich heute ein konstruktiveres bringen und damit eine Art Wiedergutmachung.

Anlässlich der Tagung der Arbeitsgemeinschaft für die Koordination der kantonalen Schulsysteme im November 1967 in Bern wurde auch eine bessere Koordination von Kindergarten und Schule postuliert. In unserem Kanton entstanden die Kindergärten auf privater Basis, und so behielten die Kindergartenvereine und ihre Kommissionen Aufsichts- und Verwaltungsrechte, die manchenorts infolge unnötigen «Paternalismus» dieser sich selbst wählenden und ergänzenden Privatkomitees den Frieden unter den Kindergartenrinnen und den Nachwuchs an solchen gefährden. Gerade Laien wollen hier oft gerne auch einmal «Beamte spielen» und zwingen die Kindergartenrinnen zum Beispiel zu ihren Kommissionssitzungen, wo diese dann vor der Tür warten müssen, bis man genug über sie gesprochen hat. In Zürich und Basel dagegen sind die Kindergartenrinnen gleichwertige

Kommissionsmitglieder mit beratender Stimme. Dort werden sie auch von der Schuldirektion moralisch unterstützt, wenn sie genötigt sind, ein entwicklungsgestörtes Kind dem Schularzt zu melden, während bei uns die erbosten Eltern dann die Kindergartenkommissionen gegen die Kindergärtnerinnen gerne aufhetzen. Jedenfalls beklagt sich das Schularztamt, dass gerade sprachgestörte Kinder nicht mehr oft im Kindergartenalter gemeldet werden, wo eben doch schon die Behandlung einsetzen sollte. In Zürich und Basel gibt es ja bereits diesbezügliche Sonderkindergärten. Auch die Abrechnung mit den privaten Kindergartenfonds ist bei uns oft schwierig für die Kindergärtnerin und manchmal etwas undurchsichtig, so dass allerlei Konflikte entstehen. Ebenso verhält es sich im Sektor Disziplin, wo ältere, autoritätsgläubige Lehrerinnen mit jungen, freieren aufeinanderprallen. Obwohl wir im Landesring die Tendenz haben, jeden überflüssigen Zentralismus zu vermeiden, glauben wir doch, dass eine straffere Zuordnung des Kindergartenwesens zur Schuldirektion auch bezüglich der einheitlichen Modernisierung des Unterrichts usw. nützlich wäre. In Basel zum Beispiel liegt die Oberaufsicht in den Händen einer Vorsteherin mit eigenem Sekretariat, und die Kindergartenkommissionen werden analog den übrigen Schulkommissionen nach Vorschlägen der politischen Parteien vom Regierungsrat gewählt, wie auch in Zürich. Man weiss heute auch, dass die Kleinkinder viel früher bildungsfähig sind, als man bisher meinte, und die Tendenz geht überall, besonders im Ausland, eher dahin, ob man das nun begrüßt oder nicht, schon im Kindergarten eine Art Vorschule zu beginnen, da das moderne Leben eine enorme Bildungsausweitung und -intensivierung verlangt. Bisher wurde es ja bei uns ausdrücklich verboten, den Kindergartenkindern Lesen und Schreiben beizubringen, denn seit Fröbel galt als einziges Ziel die sogenannte Gemütserziehung. Dazu kam in den früher meist überfüllten Kindergärten eine Art Dressur. Später suchte man mit Jacques Dalcroze, der Eurhythmie Steiners und dem Orffschen Schulwerk die jugendliche Spontaneität zu wecken und zu erhalten, aber schon Madame Montessori baute in den Kindergartenbetrieb sogenannte Lernspiele ein. Man muss nun freilich nicht, wie zum Beispiel Prof. Correll in Giessen, wieder übertreiben, indem man sogar Lernmaschinen mit Programmierung in den Kindergartenbetrieb einführt. Aber die Zukunft wird doch sicher schon auf dieser Stufe eine Art Vorschule fordern. Die Zeiten der blossen «Gvätterischule» sind vorbei.

Die Gemeinde Bern besitzt nun dadurch schon eine gewisse Handhabe für Reformen, als im Rahmen der Schuldirektion seit jeher eine sogenannte «Zentrale Kindergartenkommission für allgemeine Kindergartenfragen» vorgesehen ist, die allerdings schon lange nicht mehr aktiviert wurde. Analog könnte man also zunächst auf Kantonsebene eine ähnliche zentrale Kommission mit jährlich einer oder zwei Sitzungen schaffen, die sich einfach aus den Präsidenten der ersten zusammensetzen würde und welche die nötige Koordination zu den Primarschulen und eventuelle Reformen besorgen würde. Damit ist aber keinesfalls ein Obligatorium des Kindgartens gefordert, wie ich es aus Ge-

sprächen in unseren Wandelhallen hörte. Wir wollen auch absolut keine Kostensteigerung. Die Voraussetzungen für die Bildung einer zusammenfassenden Kommission sind somit schon vorhanden.

**Kohler**, directeur de l'instruction publique, rapporteur du Conseil-exécutif. M. Sutermeister voudrait que les jardins d'enfants soient placés sous l'autorité des commissions scolaires, afin que la coordination entre ceux-ci et l'école soit améliorée. Or, comme vous le savez, le jardin d'enfant n'est pas obligatoire dans le canton de Berne, de sorte qu'aucune commune n'est tenue d'ouvrir des jardins d'enfants et, par conséquent, d'en confier la surveillance à la commission d'école. Ce problème peut être réglé à bien plaisir dans le cadre des communes, en vertu de l'article 14 du règlement concernant les attributions des commissions d'école primaire, qui stipule que les communes ont la faculté de charger la commission d'école de la surveillance de leurs écoles enfantines.

Nous pouvons dire d'expérience que la solution la plus judicieuse consiste à confier la surveillance des jardins d'enfants à des commissions spéciales. C'est la solution qui est préconisée par les jardinières d'enfants. Elle est d'ailleurs appliquée dans la plupart des cas car elle a fait ses preuves.

La surveillance des jardins d'enfants qui sont au bénéfice d'une subvention, qu'il s'agisse d'institutions privées ou communales, incombe aux inspecteurs scolaires. Par ce moyen, la coordination entre jardins d'enfants et école est ainsi garantie. Au surplus, l'article 17 du décret sur les jardins d'enfants donne à l'Etat la faculté de désigner deux représentants au maximum dans les commissions de surveillance des jardins d'enfants. Jusqu'à présent, il n'a pas été fait application de cette disposition, mais il va sans dire qu'elle serait immédiatement appliquée si cela devait se révéler nécessaire.

En résumé, toutes les questions relatives à la surveillance des jardins d'enfants pourront être réexaminées lors de la prochaine révision du décret les concernant. C'est dans cette perspective que nous acceptons le postulat de M. le député Sutermeister.

**Le Président.** Le postulat de M. Sutermeister est accepté par le Gouvernement, mais il est combattu au sein du Grand Conseil. Je donne la parole à M. Gullotti.

**Gullotti.** Ich will mich möglichst kurz fassen, muss aber folgendes hier festhalten: Ich bekämpfe das Postulat Sutermeister nicht in dem Sinne, dass ich keine Zusammenarbeit zwischen Schule und Kindergarten begrüssen würde, im Gegenteil. Ich bekämpfe das Postulat jedoch wegen der Begründung und den Angaben, die gemacht worden sind und die den Tatsachen nicht entsprechen. Bis ungefähr im Jahre 1940 hatten wir in Bern, wie das ausgeführt wurde, Kindergärten auf privater Grundlage. Die Kindergärtnerinnen waren auf ein bescheidenes sogenanntes Schulgeld angewiesen sowie auf das Wohlwollen der Schulkreise, irgendwo unterzukommen. Die Stellung der Kindergärtnerinnen in ökonomischer Hinsicht war mehr als bescheiden. Im Jahre 1940 begann sich

der Sprechende dafür einzusetzen, das ganze System zu ändern. Wir taten dies auf der Grundlage von Kindergartenvereinen, worin wir wesentliche Vorteile erblickten. Die Vorteile bestehen darin, dass die Eltern ein Mitspracherecht besitzen, und auf der andern Seite kann aus dem Kontakt zwischen den Eltern und den Kindergärtnerinnen nur Nutzen gezogen werden. Ich war über zehn Jahre Präsident eines solchen Kindergartenvereins. Ich stelle fest, dass ich nie Differenzen hatte, weder mit der Schuldirektion, die immer außerordentlich entgegenkommend war und viel Verständnis zeigte, noch mit den Kindergärtnerinnen oder mit den Eltern. Wenn man nicht gleicher Meinung war, hat man miteinander gesprochen. Wir kennen heute noch den Kindergartenverein Kirchenfeld, der seine Aufgabe in ausgezeichneter Weise erfüllt. Ich werde veranlassen, dass der Herr Postulant zur nächsten jährlichen Hauptversammlung dieses Vereins eingeladen wird. Ich glaube, er wird dann auch den Vorwurf fallenlassen, dass sich diese Leute selber wählen und ergänzen. Die Wahlen erfolgen auf demokratische Art an einer Versammlung, und es scheint mir dies das einzige Richtige zu sein.

Früher waren die Kindergärtnerinnen auch nicht rentenversichert. Die Rentenversicherung haben wir nach grossen Anstrengungen dann zu stande gebracht. Auch von seiten des Staates erhielten die Kindergartenvereine früher keine Unterstützung. Das hat sich nun geändert. Das kam aber nicht von heute auf morgen, sondern nur im Verlaufe der Jahre dank der Arbeit und dem Einsatz der Kindergartenvereine.

Der Vorwurf des Postulanten ist deplaziert. Ich weiss auch, aus welcher Quelle er stammt, weshalb er mich auch nicht verwundert. Herr Dr. Sutermeister, ich möchte Ihnen immerhin den Rat geben, das nächste Mal, wenn Ihnen etwas Ähnliches zu Ohren getragen wird, vorerst mit den beiden Vorsteherinnen der Kindergartenseminarien Fühlung aufzunehmen. Dort werden Sie wahrheitsgetreu orientiert.

Der Herr Postulant hat auch ausgeführt, man gefährde den Nachwuchs an Kindergärtnerinnen. Ich habe ein Schreiben der Vorsteherin eines dieser Kindergartenseminare vor mir. Es datiert vom 12. Februar 1968 und enthält folgende Angaben: Im Jahre 1965 – ich könnte noch weiter zurückgehen: Anmeldungen 62, aufgenommen 24; 1966: Anmeldungen 62, aufgenommen 37; 1967: Anmeldungen 51, aufgenommen 22; 1968: Anmeldungen 69, aufgenommen 35. Diese kleinen Schwankungen erklären sich dadurch, dass einmal im Marzili und das andere Mal an der Neuen Mädchenschule die Kindergartenklassen doppelt geführt werden. Für die Neue Mädchenschule lauten die Zahlen wie folgt: 1966: Anmeldungen 48, aufgenommen 21; 1967: Anmeldungen 60, aufgenommen 36; 1968: Anmeldungen 48, aufgenommen 24. Es ist mir schleierhaft, wie man bei diesen Zahlen sagen kann, der Nachwuchs werde gefährdet. Es wäre noch beizufügen, dass sich im Grunde genommen noch viel mehr Töchter für die Laufbahn der Kindergärtnerin interessieren. Die vorgenannten Zahlen beziehen sich nur auf die Anmeldungen zur Prüfung. Die Vorsteherinnen haben vorher jeweils noch zahlreiche Besprechungen mit den

Eltern und den Interessentinnen, in deren Verlauf die Vorsteherinnen von einer Anmeldung abraten müssen, da die Bewerberinnen die Voraussetzungen nicht erfüllen. Wenn man diese noch hinzurechnen würde, käme man schätzungsweise auf eine fast doppelt so hohe Zahl von Anmeldungen.

Ich glaube, man sollte versuchen, die Probleme im gegenseitigen Einvernehmen zu lösen, und nicht auf Ausserungen von jemand abstehen, der nicht zufrieden ist. Ich will auch nicht in Abrede stellen, dass nicht das eine oder andere Mal ein Kindergartenverein einen Entscheid gefällt hat, der vielleicht etwas unglücklich war. Ich war jedoch auch jahrelang Mitglied einer Primarschulkommission. Auch dort wurde manchmal ein Entscheid gefällt, bei dem man sich nachher sagen musste, es hätte noch bessere Lösungen gegeben. Das ist menschlich erklärlich.

Im Hinblick auf die Begründung, die zum Postulat gegeben worden ist, muss ich es bekämpfen. Mit Rücksicht auf die Kindergartenvereine, deren Vorstände ehrenamtlich tätig sind, dürfen wir uns so etwas nicht bieten lassen. Wir dürfen Vertrauen in die Kindergartenvereine haben. Es wird vom Geschick des jeweiligen Schuldirektors abhängen, ob er mit den Kindergartenvereinen ein gutes Verhältnis, ein Vertrauensverhältnis zu unterhalten in der Lage ist. Eines solchen Verhältnisses konnten wir uns in Bern unter mehr als einem Schuldirektor erfreuen. Wir wollen hoffen, dass dies auch in der veränderten Situation, in der wir uns heute befinden, der Fall sei. Ich bitte Sie somit, das Postulat abzulehnen.

**Kautz.** Auch ich muss Sie ersuchen, das Postulat Sutermeister abzulehnen. Nach den Ausführungen von Herrn Kollega Gullotti kann ich mich kurz fassen. Dem Herrn Postulanten möchte ich immerhin folgendes sagen: Mir kommt es vor, als ob er sagen möchte: So, ihr Frauen, ihr habt eure Pflicht jetzt 50 Jahre lang getan. Nun kann man euch heimschicken. Wir Männer wollen jetzt selber schauen. – Das ist nicht in Ordnung. Die Kindergartenvereine sind eine Pionierarbeit der Frauen wie viele Sozialwerke in den Gemeinden. Man darf den Frauen ihre Initiative nicht wegnehmen. Es kommt mir auch vor, als ob man den Frauen nicht zutrauen würde, bei der Erweiterung und Vergrösserung der Kindergärten diese Aufgabe noch erfüllen zu können. Herr Dr. Sutermeister verallgemeinert aufgrund des Urteils einer Einzelperson. Ich kann ihm mitteilen, dass wir in Herzogenbuchsee unseren Kindergarten auch auf der Basis eines Kindergartenvereins aufgebaut haben. Wenn auch die Gemeinde heute selbstverständlich den grösseren Teil der finanziellen Lasten trägt, so ist man doch immer noch froh über die Frauen, die dort in der Kindergartenkommission die Arbeiten bis in die kleinsten Details ausführen. Wenn einmal die Schulkommissionen diese Aufgabe übernehmen sollten, wäre sie eine Verwaltungsaufgabe unter vielen anderen. Die Belange des Kindergartens würden dann unter den vielen anderen Aufgaben einer Primarschulkommission untergehen. Ich glaube deshalb, man sollte an der bisherigen Regelung festhalten. Ich habe mir sagen lassen, dass es sogar für die Stadt Bern

vorteilhafter sei, die Kindergartenkommissionen nicht den Schulkommissionen zu unterstellen.

**Walter.** Je dois dire que je ne comprends pas l'opposition qui se manifeste à l'endroit du postulat du docteur Sutermeister. La coordination entre les jardins d'enfants et l'école me paraît une chose éminemment désirable. A Biel, il existe une commission des jardins d'enfants qui contrôle tous les jardins d'enfants de la ville. Il est certain qu'elle fait œuvre utile.

Je ne doute pas que les commissions qui existent dans le canton fassent leur devoir, mais il ne faut pas rejeter une solution meilleure au nom de traditions respectables et sympathiques, mais qui sont dépassées. Il est préférable à tous égards de créer des commissions spéciales pour la surveillance des jardins d'enfants, surtout dans les villes, bien que la fréquentation de ces classes ne soit pas obligatoire, ce qui me paraît d'ailleurs ahurissant. C'est pourquoi j'appuie le postulat de M. Sutermeister.

**Flückiger.** Ich bin sehr überrascht, dass man nun plötzlich versuchen will, vorschulpflichtiges Alter mit schulpflichtigem Alter zu vermengen. Ich bin genau der gegenteiligen Auffassung wie Herr Dr. Sutermeister. Ich glaube nicht, dass man bereits im Kindergarten mit der eigentlichen Schule anfangen sollte, dies mit Rücksicht auf die Entwicklung des Kindes. Ich habe das Recht, mir hierüber mein eigenes Urteil zu bilden. Wenn man schon mit dreijährigen Kindern anfangen wollte zu lesen und zu schreiben, wie Herr Dr. Sutermeister dies in seiner Begründung angetönt hat, möchte ich als Vater das volle Recht haben zu sagen: Mein Kind bleibt vorläufig zu Hause und geht nicht in den Kindergarten. Die ersten 7 Jahre gehört das Kind nicht in erster Linie in den Kindergarten, wenn es möglich ist, sondern in die Familie, zur Mutter. Ich bin der festen Überzeugung, dass wir nicht Kindergarten und Schule miteinander vermengen dürfen. Die Organisationen, die wir bis heute vor allem in den Städten hatten, haben sich bewährt. Ich beantrage Ihnen Ablehnung des Postulates.

**Sutermeister.** Ich möchte nur ganz kurz folgendes erwiedern. Ich habe niemals gesagt, ich wolle eine Verschulung im Kindergarten. Die Tendenz geht heute aber nach dieser Richtung, was Sie feststellen werden, wenn Sie die Literatur studieren. Ob eine solche Tendenz zu begrüssen ist oder nicht, ist eine andere Frage. Ich finde sie auch nicht begrüssenswert, denn man sollte die Kinder spontan wachsen lassen. Die Zeit erfordert aber offenbar eine Straffung. Sie haben vielleicht auch schon etwas von der Akzeleration gehört, dass die Reifung heute schneller vor sich geht als früher. Deshalb sind die Bedingungen heute auch anders.

Ferner möchte ich sagen: Es ist das Schularztamt in Bern, das über die privaten Kindergärten geklagt hat, da die Kindergärtnerinnen wegen der Kindergartenvereine es nicht wagen, die entwicklungsgeschädigten Kinder beizeiten zu melden. Wenn man diese Kinder aber nicht früh erfasst, kann es zu spät sein. Man sollte entwicklungs-

geschädigte Kinder schon im Kindergartenalter erfassen. Wenn man bei den privaten Kindergartenvereinen bleiben will, müsste man den Kindergärtnerinnen den Rücken stärken. In Zürich und Basel kennt man übrigens bereits Sonderkinderhäuser für entwicklungsgeschädigte Kinder. Der Kanton Bern ist in dieser Beziehung wiederum weit zurück.

Zum Schluss möchte ich Ihnen noch bekanntgeben, dass Sie das Postulat, zum Beispiel was die Organisation betrifft, überhaupt nicht ablehnen können, da die Institution der zentralen Kindergartenkommission auf dem Papier schon seit 20 Jahren besteht. Mein Postulat ist also nach dieser Seite gar nicht anzufechten. Wir brauchen nur das zu reaktivieren, was in den Vorschriften schon bis jetzt bestanden hat, aber nicht getan worden ist.

**Kohler,** directeur de l'instruction publique, rapporteur du Conseil-exécutif. Si le Conseil-exécutif s'est jusqu'ici accommodé de la situation actuelle en déléguant notamment ses pouvoirs de surveillance aux inspecteurs, et s'il a renoncé à désigner des représentants de l'Etat au sein des commissions, c'est précisément en raison du fonctionnement satisfaisant des jardins d'enfants. Je répète que ces derniers ne sont pas obligatoires et personnellement, je ne connais pas de cas litigieux. Nous ne pouvons pas régler le problème en fonction de la seule ville de Berne. Nous ne pouvons que nous incliner devant les mérites des organisations privées, dont beaucoup sont des organisations religieuses, notamment dans le Jura nord. Une intervention de l'Etat dans ces organisations pourrait créer des situations délicates. Il appartient au Grand Conseil de se prononcer en dernier ressort.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme	
des Postulates Sutermeister ..	Minderheit
Dagegen .....	Grosse Mehrheit

---

#### Postulat des Herrn Grossrat Gullotti — Lehrstuhl für Sozial- und Präventivmedizin

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 749)

**Gullotti.** Es ist ein Zufall, dass ich schon wieder an dieser Tribüne stehe.

Das Anliegen, das ich hier vertrete, ist von ausserordentlich grosser Bedeutung und Tragweite. Ich war mir vorerst nicht schlüssig, ob ich es in Form einer Motion oder eines Postulates einreichen soll. Ein Grund für meine Unschlüssigkeit war der Umstand, dass schon vor Jahren der frühere Stadtpräsident von Bern, Dr. Eduard Freimüller, als er noch Mitglied des Grossen Rates gewesen war, in dieser Richtung bereits einen parlamentarischen Vorstoss unternommen hatte. Ferner habe ich mich noch aus folgender Überlegung zum Weg des Postulates entschlossen: Es schwelbt mir vor, dass möglicherweise mit der Besetzung des

Postens des Kantonsarztes irgendeine Kombination getroffen werden könnte in bezug auf das, was ich postuliere. Ich ersuche den Regierungsrat in meinem Postulat, die Frage der Schaffung eines Lehrstuhls für Sozial- und Präventivmedizin, wie er an anderen Hochschulen bereits vorhanden ist, zu prüfen. Die Frage, ob eine hauptamtliche oder nebenamtliche Professur zu schaffen sei, möchte ich im gegenwärtigen Zeitpunkt nicht entscheiden. Es geht vielmehr darum, dass uns die Regierung Vorschläge unterbreitet. Ich bin unter anderem auch von der Bernischen Liga gegen die Tuberkulose gebeten worden, die Angelegenheit hier zur Sprache zu bringen.

Nachdem ich feststellen musste, dass man sich über den Begriff der Sozialmedizin nicht im klaren ist, möchte ich Ihnen bekanntgeben, wie Herr Prof. Dr. Schär, Zürich, der einen Leitfaden der Sozial- und Präventivmedizin geschrieben hat, dieses Gebiet umschreibt: «Die Sozialmedizin als Lehre und Wissenschaft befasst sich mit den durch die gesellschaftliche Umwelt bedingten Ursachen von Krankheit, Invalidität und vorzeitigem Tod und den Auswirkungen von Krankheit und Invalidität auf die gesellschaftliche Stellung des Individuums, seiner Familie und ganzer Bevölkerungsgruppen.» Ich glaube, damit ist sehr gut gesagt, worum es geht.

Es ist unbestritten, dass unsere Medizinstudenten, insbesondere auch an der Universität Bern, in fast jeder Beziehung ganz hervorragend ausgebildet werden. Es steht aber auch fest, dass das Gebiet der Sozial- und Präventivmedizin, wie es gegenwärtig organisiert ist, nicht befriedigt. Wir müssen von unseren Ärzten verlangen, dass sie auch in bezug auf die Sozial- und Präventivmedizin von kompetenter Seite geschult werden. Darunter kann man auch die Bekämpfung wichtiger Seuchenkrankheiten verstehen. Ich denke dabei an die Tuberkulose, die man vielenorts verharmlost. Ferner denke ich an die Krebsbekämpfung und an die Bekämpfung gewisser Krankheiten, die in letzter Zeit aufgetreten sind. Dazu braucht es eine besondere Schulung und ein besonderes Verständnis. Ich würde es schon sehr begrüssen, wenn beispielsweise unsere Mediziner Gelegenheit hätten, vor dem Staatsexamen in Gebieten eingesetzt zu werden, wo noch immer, trotz Hochkonjunktur, sehr viele Bevölkerungsschichten in bescheidensten Verhältnissen und in trostlosen Unterkünften leben müssen. Es wäre für unsere Mediziner eine wertvolle Schulung, wenn sie Einblick in solche Verhältnisse erhalten könnten. Ich und mit mir weite Kreise messen dieser Frage grosse Bedeutung zu.

Ich möchte nochmals wiederholen: Wenn ich den Weg des Postulates gewählt habe, dann nicht etwa in der Meinung, es brauche nichts zu gehen, wie dies in bezug auf den Vorstoss von Herrn Dr. Freimüller der Fall war. Ich möchte vielmehr bitten, das Postulat wie eine Motion zu behandeln, da ich der Meinung bin, eine Lösung des aufgeworfenen Problems lohne sich, auch in finanzieller Hinsicht. Jemand hat mir gesagt, die Verwirklichung meines Postulates würde wiederum ziemlich viel Geld kosten. Dazu muss ich sagen: Mit jeder Person, die wir wieder in den Arbeitsprozess eingliedern können, sparen wir der Öffent-

lichkeit, dem Staat und den Gemeinden, ungeheure Summen, indem die betreffende Person in die Lage versetzt wird, sich und ihre Angehörigen wieder selber zu erhalten. Ich bitte Sie daher, meinem Postulat zuzustimmen. Dem Herrn Erziehungsdirektor danke ich schon zum voraus, dass er sich bereit erklärt hat, mein Postulat entgegenzunehmen. Ich hoffe, dass ich die Verwirklichung meines Begehrns noch erleben kann. Ich bin mir bewusst, dass dazu manches erforderlich ist, aber wir können und müssen das gesteckte Ziel erreichen.

**Kohler**, directeur de l'instruction publique, rapporteur du Conseil-exécutif. Le problème de la médecine sociale et préventive nous préoccupe au premier chef. Il a été traité en détail en relation avec la création d'un poste de médecin cantonal.

En principe, les propositions tendant à la création d'une chaire d'enseignement universitaire émanent, après examen approfondi, des facultés concernées. Dans le cas qui nous occupe, la Faculté de médecine de l'université de Berne a été consultée et sa réponse est parvenue à notre Direction en date du 17 janvier écoulé, soit assez récemment. La Faculté de médecine propose en principe la création d'une telle chaire et elle a suggéré la constitution d'une commission qui serait chargée d'examiner la question de la désignation de son titulaire. La Direction de l'instruction publique soumettra en conséquence une proposition dans ce sens. La Direction de l'hygiène publique sera préalablement consultée, étant donné que cette question la concerne également. Autrement dit, les voeux émis par M. Gullotti sont en voie de réalisation. Quant aux suggestions qu'il a faites, nous prenons l'engagement de les examiner. Nous acceptons donc son postulat au nom du Conseil-exécutif.

**Le Président.** Ce postulat est-il combattu au sein de cette assemblée? Tel n'étant pas le cas, je vous prie de vous prononcer.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme des Postulates.... Grosse Mehrheit

---

### Postulat des Herrn Grossrat Lüthi — Musikunterricht in den Seminarien

(Jahrgang 1967, Seite 749)

**Lüthi.** Der Instrumentalunterricht am Staatlichen Lehrerseminar ist durch ein Reglement vom Jahre 1957/58 festgelegt. Dieses Reglement enthält folgende Punkte:

1. Der Instrumentalunterricht sei obligatorisch in dem Sinne, dass jeder Seminarist das Spiel auf einem im Gesangsunterricht der Volksschule verwendbaren Instrument zu erlernen habe.

2. Musikalisch begabten Seminaristen, die auch dem Unterricht in den andern Schulfächern leicht zu folgen vermögen, kann die Hauptlehrerkonferenz gestatten, ein zweites Instrument zu spielen.

3. Ausnahmsweise kann die Hauptlehrerkonferenz einem Seminaristen, der Orgel- und Klavierunterricht erhält, auf begrenzte Zeit das Spielen eines dritten Instrumentes gestatten.

4. Der Unterricht im zweiten respektive dritten Instrument kann auch von Musiklehrern erteilt werden, die nicht dem Lehrkörper des Seminars angehören. In diesen Fällen hat der Seminarist die Hälfte der Kosten selbst zu tragen.

5. In allen Fällen entscheidet die Hauptlehrerkonferenz auf Antrag der Konferenz der Musiklehrer.

6. Für das erste Semester des ersten Schuljahres gilt die Sonderregelung, dass während seiner Dauer jeder Seminarist Instrumentalunterricht in Klavier und Violine erhält. Ausnahmsweise kann von diesen beiden Instrumenten eines durch ein drittes ersetzt werden.

Mit diesem fortschrittlichen Reglement wurde vielen Seminaristen ermöglicht, sich auf ihrem Lieblingsinstrument weiterzubilden, und nicht zuletzt war es die Volksschule, d. h. unsere Jugend, die davon profitierte. Wenn wir die Entwicklung im Gesangs- und Musikunterricht in unseren Volksschulen betrachten, so können wir eine grosse Wandlung feststellen. In vielen Schulklassen werden die Lieder durch Mitschüler auf verschiedenen Instrumenten begleitet, und vielenorts wird sogar Instrumentalunterricht im Klassen- oder Schulverband erteilt. Dieser Instrumentalunterricht wurde durch das abgeänderte Gesetz über die Primarschule vom 2. Dezember 1951 in der revisierten Fassung vom 27. September 1964 ermöglicht und ist im Artikel 27<sup>bis</sup> lit. b niedergelegt. Wie ich bereits erwähnte, wird dieser Instrumentalunterricht an vielen Schulen bereits erteilt und ist eine Bereicherung für die musizierende Jugend. Mit dem Orffschen Instrumentarium schulen schon die jüngsten Kinder das rhythmische Gefühl, während die älteren Schüler sich zu einem Schülerorchester zusammenfinden und sich so einer Idee, einem Ganzen einzufügen haben. Es ist sicher nicht vermessen, wenn ich behaupte, dass was das Turnen für die Gesunderhaltung und Förderung des Körpers bedeutet, der Gesang und die Musik für die Seele und das Gemüt des Schülers sind.

Dass der Instrumentalunterricht an der Volksschule durch unsere Lehrer und Lehrerinnen erteilt wird, dafür wollen wir dankbar sein. Diese Lehrkräfte geben so in schöner Art und Weise das Erlernte unserer Jugend weiter und erfüllen eine grosse kulturelle Aufgabe. Was mir aber nicht in Ordnung, ja sogar ungerecht scheint, ist die Bestimmung im Artikel 4 des Reglements aus dem Jahre 1957/58, die besagt, dass der Musikunterricht, der beispielsweise am Konservatorium erteilt wird, zur Hälfte zu Lasten des Seminaristen geht. Es ist nach diesem Reglement möglich, dass ein guter Seminarist drei Instrumente unentgeltlich lernen kann, während ein anderer bei zwei Instrumenten den einen Unterricht bezahlen muss, d. h. die Hälfte der Kosten zu übernehmen hat. trotzdem beide in der Volksschule später ihr Wissen und Können auf gleiche Art weitergeben. Der unentgeltliche Unterricht auf allen im Gesangunterricht der Volksschule verwendbaren Instrumenten (z. B. Cello, Flöte, Oboe, Klarinette, Trom-

pete) ist meines Erachtens durch den neuen Artikel 27<sup>bis</sup> gerechtfertigt, und mein Postulat dient nur diesem Zweck. Nach meinen Erkundigungen nehmen vom Seminar Hofwil zurzeit ein Siebentel der Seminaristen, zusammen 19, am Konservatorium und privat Unterricht. Die Kosten betragen für den Staat pro Semester und Schüler ungefähr Fr. 100.—, so dass die Mehrkosten für den Staat pro Semester für Hofwil Fr. 2000.— ausmachen würden. An den anderen Seminarien wird das Verhältnis sicher ungefähr gleich sein.

Aus allen diesen Gründen bitte ich Sie, meinem Postulat zuzustimmen.

**Kohler**, directeur de l'instruction publique, rapporteur du Conseil-exécutif. L'enseignement du chant et de la musique instrumentale demeure une obligation importante des écoles normales. Nous partageons donc les sentiments de M. Lüthi et souscrivons aux objectifs qu'il poursuit.

Il est souhaitable que normaliens et normaliennes aient la possibilité d'étudier deux instruments, mais le choix de l'un d'eux devrait à notre avis porter nécessairement sur le piano, le violon ou l'orgue. Si l'école normale ne saurait prétendre former des instrumentistes de même niveau que ceux qui sortent d'écoles spéciales – lycées de musique ou conservatoires – il n'en existe pas moins des jeunes gens doués qui, sans préjudice pour leur devoirs scolaires, peuvent s'adonner à l'étude d'un deuxième instrument. Dans de tels cas, les spécialistes sont d'avis que leur choix pourrait se porter sur l'orgue.

Nous ne nous opposons pas au postulat de M. Lüthi. Nous tenons cependant à vous apporter les précisions suivantes.

On ne saurait affirmer que la flûte, la clarinette, la trompette, entre autres, ne sont pas enseignées à l'école normale. Certaines écoles les enseignent, mais le choix de l'instrument ne peut être laissé au seul jugement de l'élève, notamment en ce qui concerne certains instruments tels que la trompette ou la clarinette. Vous en comprenez facilement les raisons. C'est pourquoi les maîtres de musique de nos écoles normales ont élaboré un projet de directives qui fait mention des instruments qui peuvent être étudiés. Je fais remarquer en passant que le plan d'études de l'école normale n'impose qu'un seul instrument à titre obligatoire, si bien que l'élève peut choisir le deuxième instrument parmi un grand nombre.

Si l'Etat prenait entièrement à sa charge le coût des leçons de musique prises au Conservatoire, il en résulterait une inégalité de traitement, l'enseignement de la musique étant donné à l'école normale à raison de deux ou trois élèves par groupe, alors qu'au Conservatoire, les élèves reçoivent des leçons particulières. On peut affirmer que si l'enseignement de la musique instrumentale à l'école normale est conçu de manière rationnelle, sa rentabilité sera telle que l'élève n'éprouvera pas le besoin de suivre les cours du Conservatoire. Il importe d'autre part que les mêmes conditions soient appliquées dans toutes les écoles normales. Si deux ou trois élèves désirent apprendre à jouer d'un même instrument, on formera automatiquement un groupe. S'il n'est pas possible de former un groupe, soit parce qu'il

n'existe qu'un seul instrument, soit parce qu'aucun enseignant ne joue de l'instrument désiré, la solution suivante peut être envisagée. Si l'on admet qu'en principe, 40 heures d'enseignement par groupe correspondent à 20 heures particulières au Conservatoire, et que par conséquent, on arrive au même résultat en prenant une heure de cours tous les quinze jours, on pourrait mettre à la charge de l'Etat le coût des vingt heures.

Tous les spécialistes sont d'avis que l'enseignement de la flûte revêt une importance particulière pour les normaliennes. C'est pourquoi nous envisageons d'introduire un cours annuel de flûte à titre obligatoire. A notre avis, cet instrument devrait également être admis lors de l'examen de brevet.

Nous acceptons le postulat de M. Lüthi avec les réserves que nous venons d'exprimer.

**Le Président.** Le Gouvernement accepte le postulat de M. Lüthi. Est-il combattu au sein de cette assemblée? Tel n'étant pas le cas, je vous invite à vous prononcer.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme des Postulates.... Grosse Mehrheit

---

### Interpellation des Herrn Grossrat Villard — Lehrermangel

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 751)

**Villard.** Une nouvelle fois cette année, une partie des élèves de dernière année des écoles normales ont été attribués à des classes sans titulaire. Ce fait, qui souligne une fois de plus la gravité de la pénurie d'enseignants qui règne dans notre canton, ne peut être constaté sans regret, et c'est par euphémisme que j'utilise ce terme.

Un brin d'amertume se glisse dans ce regret lorsque je songe à certaines promesses faites. Chacun, je crois, admet la nécessité d'une formation professionnelle toujours plus poussée pour les enseignants, mais quand la question de la libération prématurée des élèves de l'école normale est soulevée au sein de cette assemblée, on passe à mon avis un peu rapidement au point suivant de l'ordre du jour. Il semble qu'on n'y attache pas une grande importance.

Il y a un ou deux ans, un journaliste avait écrit que la préparation des bénéficiaires n'en souffrait pas. Voire! Il ajoutait même, parlant de la dernière année qui, chacun le sait, est presque entièrement consacrée à la formation pédagogique, c'est-à-dire à la formation professionnelle pure: «Les bénéficiaires n'en souffrent pas dans leur formation, attendu que la dernière année à l'école normale est avant tout d'ordre pratique». C'est le comble!

Si mes informations sont exactes, la mesure incriminée, qui est des plus discutables, n'a pas été appliquée dans le Jura. C'est déjà un léger progrès. Encore faudrait-il savoir à quel prix il a été réalisé.

Nous n'ignorons certes pas les difficultés avec lesquelles la Direction de l'instruction publique est aux prises, et que la pénurie d'enseignants est loin de se résorber, mais tout en appréciant les efforts qu'elle déploie pour sortir de l'imbroglion actuel, nous lui demandons avec insistance de renoncer dès que possible à des «solutions» qui ne sont qu'emplâtres sur jambe de bois. Comme l'a souligné le directeur d'une école normale, cette mesure fausse l'esprit des études et en pervertit l'opération. D'ailleurs, elle ne comble les vides que temporairement et artificiellement. Pénélope, la subtile épouse qui défaisait la nuit ce qu'elle avait brodé le jour, œuvrait avec un haut rendement en regard de l'efficacité de la libération prématurée des élèves des écoles normales. Tout esprit objectif admettra qu'elle est à ranger dans l'arsenal des mauvaises armes avec lesquelles on se voit forcés de lutter contre la pénurie d'enseignants.

Celui qui vous parle a été une victime, parmi de nombreuses autres, de l'imprévoyance catastrophique de l'autorité au temps de la pléthora. L'absence de prévisions valables, de statistiques exactes sur les besoins en enseignants et l'évolution démographique a eu pour bon nombre d'entre nous des conséquences catastrophiques. Nous étions sur le pavé, sans secours, sans moyens d'existence parfois. Nous avons appris ce que signifie l'expression «manger de la vache enragée». Les temps ont certes changé, mais il semble, hélas, que les funestes expériences faites il y a trente ou quarante ans ont été vite oubliées. Il y a quelques années seulement que l'on a pris sérieusement en main la statistique des besoins qui se manifestent dans ce domaine, si l'on en croit la déclaration faite devant cette assemblée en date du 6 mai 1963 par M. le député Freiburghaus. «Nous nous apercevons, disait-il, que les hauts responsables se sont rendu compte beaucoup trop tard du tour que prenait l'affaire. La faute n'en incombe pas au premier chef à la Direction de l'instruction publique si le problème n'a pas été reconnu suffisamment tôt.» Si les déclarations de M. Freiburghaus correspondent à la réalité, ce n'est que tout récemment que l'on a établi des statistiques dans ce domaine, alors que le mal est ancien et a commencé à se faire sentir il y a dix, voire quinze ans. Il doit être possible de résoudre le problème de la pénurie d'enseignants par des solutions préparant l'avenir sur les bases solides et non pas par un nouveau palliatif.

L'engagement d'enseignants retraités peut résoudre momentanément et partiellement le problème, j'en suis conscient, car si je suis partisan d'une modernisation de l'école, je suis aussi convaincu que les bonnes vieilles méthodes avaient du bon et que malgré l'usure inévitable qu'entraîne l'exercice de la profession enseignante, nos collègues retraités peuvent encore rendre de grands services à l'école. Beaucoup d'entre eux se sont du reste mis à la disposition de la Direction de l'instruction publique et nous devons leur en être reconnaissants. Cependant, le remplacement ne doit pas être de trop longue dugée car un enseignement de six mois ou d'une année représente déjà une grande fatigue à cet âge, étant donné la docilité pas toujours exemplaire des enfants

d'aujourd'hui. Il est certain que l'application de ce moyen ne suffira pas à lui seul à résoudre le problème, mais il faut éviter à tout prix l'engagement d'enseignants qui n'ont aucune qualification, expérience scientifique ou formation les désignant à cette profession. Comme je l'ai signalé à une autre occasion, on est même allé jusqu'à confier une classe à des gens qui n'avaient pas pu suivre les cours de formation accélérée. Il faut renoncer aux moyens trop commodes car leurs conséquences peuvent être désastreuses. Il faut empoigner le problème à la base en revalorisant véritablement la profession d'instituteur.

La réelle démocratisation des études dépend avant tout du niveau de l'enseignement primaire. Pour nous socialistes, le faible pourcentage des enfants de la classe ouvrière et de la classe travailleuse en général qui accèdent aux hautes études est un phénomène inquiétant. La société a raison de faire un effort en faveur des sujets doués et même surdoués, mais elle ne doit pas négliger la grande masse du peuple.

Les problèmes universitaires ont à maintes reprises préoccupé ce Conseil. Il a le droit et le devoir de s'en préoccuper, mais encore une fois, la démocratisation des études commence à l'école primaire. Elle a besoin d'un corps enseignant suffisamment nombreux et de haute qualité professionnelle, car c'est à ce stade des études que l'intérêt de l'enfant s'éveille. C'est à ce moment qu'il faut éliminer les obstacles qui pourraient entraver le développement intellectuel futur. Le maître doit graduer avec intelligence et doigté la progression des difficultés, et sa tâche diffère de celle des maîtres des degrés moyen et supérieur. Elle revêt une importance primordiale. Or, si l'on veut que les enfants du peuple soient aptes à faire des études de plus en plus poussées, il ne faut pas exiger d'eux, comme cela est malheureusement trop souvent le cas à un autre degré, de montrer des connaissances qu'ils n'ont pas encore acquises, par exemple qu'ils sachent parler une langue avant d'en avoir appris les rudiments. Il faut les encourager et non les décourager par des exigences manifestement exagérées. Ce sont là des problèmes de caractère essentiellement pédagogique et qui ne peuvent être résolus à satisfaction que si le maître est au bénéfice d'une formation suffisante. La diminution de leur temps de formation, alors que le niveau moyen de qualification n'est pas en hausse, est des plus regrettables. Elle l'est d'autant plus à un moment où la société des instituteurs bernois se prononce résolument, et je crois qu'elle a raison malgré les difficultés que la réalisation d'un tel postulat va immanquablement entraîner, pour une cinquième année d'étude à l'école normale. Il convient donc de trouver d'autres solutions que la diminution du temps de formation, tenter par exemple de regrouper des classes dont les effectifs sont très en-dessous de la moyenne acceptable.

Je demande en conclusion au représentant du Gouvernement de nous dire ce qu'il compte entreprendre pour que tous les enseignants du degré primaire bénéficient à l'avenir d'une formation complète. Je lui demande également de nous renseigner sur la durée et l'ampleur prévisibles de la pénurie d'enseignants, bien entendu dans la me-

sure où elles peuvent être prévues, et surtout de nous dire quand il sera enfin possible de renoncer aux libérations anticipées de normaliens, libérations qui empêchent les écoles normales de jouer pleinement leur rôle et constituent un facteur non négligeable de dévalorisation de la profession d'instituteur.

En remerciant M. le directeur de l'instruction publique de ses efforts et de l'intérêt constant qu'il n'a cessé de témoigner pour les problèmes aigus que pose la pénurie de personnel enseignant, nous lui demandons de faire tout ce qui est en son pouvoir pour résorber cette pénurie, tout en renonçant à des palliatifs illogiques, afin que le canton dispose d'un nombre suffisant de bons enseignants qui croient à ce qu'ils font et afin qu'ils bénéficient de la meilleure formation possible. De telles mesures ne manqueront pas de susciter un regain d'intérêt pour cette belle profession, à travers laquelle nous voulons servir le pays et préparer l'avenir de nos enfants. Pour atteindre ce but, il faut des enseignants conscients de l'importance de leur tâche et bien formés.

**Kohler**, directeur de l'instruction publique, rapporteur du Conseil-exécutif. Il est malheureusement exact que, comme l'a relevé M. le député Villard dans son interpellation, il a été fait appel, au cours du dernier semestre d'hiver, à des élèves des écoles normales pour repourvoir les cinquante postes vacants. Le Conseil-exécutif, par décision des 23 juin et 18 août 1967, a, sur la proposition de notre Direction, décidé de nommer deux commissions, l'une pour la partie allemande du canton, l'autre pour la partie française, en vue d'étudier les mesures qu'il conviendrait de prendre pour éviter à l'avenir une libération anticipée d'élèves des écoles normales. Le but visé est double: remédier à la situation actuelle et éviter son retour. Des propositions ont déjà été soumises à la Direction de l'instruction publique à cet effet, et nous sommes en train de les examiner. Il a été notamment proposé d'inviter les instituteurs et institutrices à la retraite de s'annoncer en vue de remplacements éventuels. Cette solution n'est évidemment pas du goût de l'interpellateur, mais elle est pour nous une nécessité. Entrent en ligne de compte 106 instituteurs et 65 institutrices de langue allemande et 15 instituteurs et 29 institutrices pour le Jura. Il va sans dire que tous ne pourront pas répondre à notre appel, en particulier pour des raisons de santé. Les institutrices mariées qui ont quitté l'enseignement seront également invitées à se mettre à disposition pour assurer des remplacements. De plus, des pourparlers seront engagés avec le Département militaire afin qu'il soit tenu compte de nos difficultés lors de la fixation des périodes de service militaire des instituteurs. Si ces démarches aboutissent, les remplacements seront moins nombreux en été.

L'enquête qui sera effectuée auprès des membres retraités du corps enseignant et des institutrices mariées permettra d'établir le nombre des remplaçants disponibles. La Direction de l'instruction publique espère pouvoir, par ce moyen, éviter le recours à des normaliens libérés prématurément en automne 1968. Néanmoins, pour des motifs que nous ne sommes pas à même de maîtriser, il nous

est impossible d'affirmer qu'il ne sera pas fait appel, au cours de l'année 1968, à des enseignants qui n'ont pas terminé leur dernière année d'études.

Comme il nous a été donné à plusieurs reprises de le dire à M. le député Villard, nous restons fermement convaincus de la nécessité d'assurer une formation complète à tous les enseignants et de tout mettre en œuvre pour obtenir un recrutement suffisant. Si nous avons dû, par la force des choses, recourir en son temps à des gens insuffisamment préparés, il n'en est plus de même aujourd'hui. En tout cas, nous faisons l'impossible pour éviter de nous retrouver devant une telle nécessité.

Quant à la démocratisation des études, c'est-à-dire à l'accès aux études pour tous, elle est une des préoccupations majeures de notre Direction. Si, autrefois, les obstacles à la démocratisation des études étaient avant tout d'ordre matériel et financier, il n'en est plus de même aujourd'hui. C'est un certain esprit, un certain climat qui empêche le recrutement.

M. Villard nous a reproché de passer un peu trop rapidement à l'ordre du jour lorsque le problème de la pénurie de personnel enseignant est traitée par le Parlement. Je lui réponds que si nous devons passer à l'ordre du jour sans avoir obtenu nous-même satisfaction, nous en sommes le premier ulcéré. L'article de journal auquel M. Villard a fait allusion n'émane en tout cas pas de nous et il n'a pas non plus été inspiré par nous, car nous désirons autant que lui voir la situation s'améliorer.

Quant aux données statistiques qu'il réclame, nous ne les voyons pas seulement en chiffres. Nous devons aussi les considérer sous l'angle humain et pédagogique. Il est certain par ailleurs que lorsque nous disposerons de nouveaux bâtiments plus fonctionnels et plus attractifs, en particulier à Porrentruy, à Biel et dans l'ancien canton – à Biel, un accord, obtenu sans préjudice pour l'autonomie communale, est intervenu au terme duquel les écoles normales de langue allemande et de langue française seront abritées sous le même toit – lorsque les constructions projetées à Berne, Thoune et Delémont, où des agrandissements sont prévus, seront réalisées, lorsque la formation sera renforcée selon les impératifs modernes et que des classes de raccordement seront ouvertes non seulement là où cela est nécessaire mais encore là où cela est souhaitable, il n'est pas douteux que la situation sera grandement améliorée.

Si les mesures envisagées portent leurs fruits, nous pourrons définitivement renoncer aux libérations prématuées. Je puis donner à M. Villard l'assurance que nous voulons tous nos efforts à la réalisation de cet objectif.

**Le Président.** Je prie M. Villard de déclarer s'il est satisfait de la réponse du Gouvernement.

**Villard.** Je suis partiellement satisfait.

## Abänderung von Artikel 13 Absatz 1 der Staatsverfassung des Kantons Bern (Herabsetzung des Wahlbarkeitsalters)

### Zweite Lesung

(Erste Lesung, Jahrgang 1967, Seiten 608 bis 610)  
(Siehe Nr. 6 der Beilagen)

### Eintretensfrage

**Freiburghaus** (Laupen), Präsident der Kommission. Im Hinblick auf die Diskussion zu Beginn der heutigen Sitzung, ob sich Kurzsitzungen von Kommissionen rechtfertigen, möchte ich vorausschicken, dass unsere Kommission beschlossen hat, ihre Sitzung während der gegenwärtigen Session abzuhalten, in der Annahme, dass sie sehr kurz ausfallen werde. Dadurch war es uns immerhin möglich, dem Staate einige Franken einzusparen.

Nun zur Sache selbst. In der ersten Lesung ist der Vorschlag der Regierung, nur das Wahlbarkeitsalter der Grossräte von 25 auf 20 Jahre herabzusetzen und nicht auch dasjenige der Beamten der Verwaltung und der richterlichen Gewalt, mit 57:55 Stimmen unterlegen. In der Schlussabstimmung wurde dann die Vorlage mit 85 Stimmen ohne Gegenstimme gutgeheissen. Es stellte sich nachher für die Regierung und die Kommission die Frage, ob sie am ursprünglichen Antrag festhalten wollen. Mit Rücksicht auf die Einstimmigkeit in der Schlussabstimmung verzichtete die Regierung dann, auf ihren alten Beschluss zurückzukommen, und unsere Kommission hat in ihrer Sitzung von letzter Woche denselben Standpunkt eingenommen. Wir schlagen Ihnen somit vor, das Wahlbarkeitsalter für die Grossräte sowie für die Chefbeamten der Verwaltung und der richterlichen Gewalt allgemein auf 20 Jahre herabzusetzen. Der Artikel 13 Absatz 1 der Staatsverfassung würde dann so lauten, wie er aus der ersten Lesung hervorgegangen ist, nämlich: «Wählbar als Mitglied des Grossen Rates sowie zu den in der Verfassung bezeichneten Stellen der administrativen und richterlichen Gewalt ist jeder stimmberechtigte Kantons- und Schweizerbürger. Vorbehalten sind die besonderen Bestimmungen der Artikel 33 und 59 der Verfassung.»

Ich beantrage Ihnen Eintreten und Zustimmung.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

### Detailberatung

#### Einziger Artikel

Angenommen.

#### Titel und Ingress

Angenommen.

### Schlussabstimmung

Für Annahme  
des Beschlussesentwurfes ..... 104 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

**Justizdirektion; Nachkredit**

(Beilage Nr. 2, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren an der Aare), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

---

**Motion des Herrn Grossrat Hügi —  
Wahl der Betreibungs- und Konkursbeamten**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 670)

**Hügi.** Der vorgerückten Zeit wegen und da die Begründung meiner Motion schon im Motionstext selber enthalten ist, will ich mich möglichst kurz fassen. Anlass zur Einreichung meiner Motion geben mir eine Interpellationsbeantwortung durch Herrn Justizdirektor Jaberg in der September-session 1967 und der Verwaltungsbericht der Justizdirektion über das Jahr 1966. Ich bin mir vollauf bewusst, dass ich durch die Einreichung meiner Motion ein sehr heisses Eisen anfasse. Prinzipiell geht es darum, die Volkswahl für die Betreibungs- und Konkursbeamten aufzuheben und diese Kompetenz dem Regierungsrat zu übertragen. Vorab muss man sich grundsätzlich überlegen: Wer trägt bei einer Volkswahl die Verantwortung für die Gewählten? Es sind die Stimm-bürger oder unter Umständen ist es sogar eine politische Partei, während bei einer Übertragung der Kompetenz an den Regierungsrat die Justiz-direktion die Verantwortung zu übernehmen hätte. Im Amt Wangen werden sowohl die Betreibungs- und Konkursbeamten wie die Gerichtsschreiber durch das Volk gewählt. Bei diesen Wahlen stellen wir immer eine sehr schlechte Stimm-beteiligung fest, und vielfach erfolgt sogar eine stille Wahl. Man muss sich daher fragen, ob sich ange-sichts dieser Tatsache der Aufwand zur Durch-führung einer Wahl durch das Volk rechtfertigt.

Von den Bezirksbeamten sind es vor allem der Grundbuchverwalter, der Gerichtsschreiber, der Betreibungs- und Konkursbeamte sowie der Amts-schaffner, die sich über ein fachliches Wissen oder ein Studium ausweisen müssen. Politische Überlegungen sollten bei deren Wahl in den Hintergrund treten. Die Betreibungsbeamtenwahl ist im § 4 eines Gesetzes aus dem Jahre 1891 geregelt. Seit diesem Zeitpunkt hat sich aber der Aufgaben-kreis eines Betreibungs- und Konkursbeamten enorm vergrössert. An sein fachliches Wissen werden gegenüber früher bedeutend höhere Anforderungen gestellt. Es liegt im Interesse von Gläubiger und Schuldner, wie es im Motionstext heisst, dass sie einen Beamten vor sich haben, der die Betreibungen und Konkurse richtig durchzuführen in der Lage ist.

Warum ist man eigentlich dazugekommen, die Grundbuchverwalter, Gerichtsschreiber und Amts-schaffner durch den Regierungsrat wählen zu las-sen? Sicher um Beamte wählen zu können, die über das notwendige Fachwissen verfügen. Es bleibt natürlich fraglich, ob vermehrte Bewerbun-

gen zu den Betreibungs- und Konkursbeamten-stellen eingehen werden, wenn diese Beamten durch den Regierungsrat gewählt werden. Bei der Beantwortung meiner Interpellation vom Septem-ber 1967 und aus dem Verwaltungsbericht der Justizdirektion haben wir aber vernommen, dass die Justizdirektion Rationalisierungsmassnahmen in ihrem Verwaltungsbereich durchführen will. Die Übertragung der Wahlkompetenz an den Re-gierungsrat würde es diesem nun bestimmt we-sentlich erleichtern, die auch gestützt auf das Gesetz vom 30. Juni 1935 über Massnahmen zur Wiederherstellung des finanziellen Gleichgewichts im Staatshaushalt sachlich gerechtfertigten Ratio-nalisierungsmassnahmen durchzuführen.

Wir stellen auch fest, dass beim Auftreten von Vakanzen, die manchmal wegen mangels an Be-werbern nicht besetzt werden können, so dass Stellvertretungen erfolgen müssen, die Bürger, die mit den betreffenden Behörden zu tun haben, jeweils die Benachteiligten sind. Sollte meine Motion angenommen werden, würde sie zur Folge haben, dass der § 4 des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs abgeändert werden müsste. Es geht mir bei meiner Motion vor allem darum, die fachliche Eignung der Kandidaten vor die parteipolitischen Überlegungen zu stellen. Wir müssen uns daher heute im Rate entscheiden, ob wir die betreffende Wahlkompetenz aus der Hand des Volkes in die Hand des Regierungsrates legen wollen. Es würde dies dem Herrn Justizdirektor zusammen mit sei-ner Direktion erlauben, gewisse Rationalisierungs-massnahmen vorzunehmen. Immerhin möchte ich erwähnen, dass ich aus dieser Motion keine Prestigeangelegenheit mache.

Ich danke der Regierung, dass sie die Motion behandelt hat und bereit ist, sie entgegenzuneh-men. Sie, meine verehrten Herren Kollegen, bitte ich, meiner Motion zuzustimmen.

**Jaberg,** Justizdirektor, Berichterstatter des Re-gierungsrates. Ich möchte vorausschicken, dass auch die Regierung keine Prestigefrage daraus macht, ob Sie die Motion erheblich erklären oder nicht. Es liegen aber gewichtige Gründe vor, die für eine Annahme der Motion sprechen. Wie der Herr Motionär ausgeführt hat, beantragt er die Abänderung des § 4 des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs, um damit die Durchführung gewisser Rationalisie-rungs- und Sparmassnahmen in der Justizverwal-tung, wenigstens in gewissen Teilen davon, zu er-möglichen. Es sollte dadurch auch möglich wer-den, gewisse Schwierigkeiten in bezug auf die Besetzung einzelner Stellen wegen des Mangels an wahlfähigen Juristen zu beheben. Ich werde Ihnen die Verhältnisse an einigen Beispielen er-läutern.

Wie Sie wissen, ist der Kanton Bern in 30 Amts-bezirke mit je 6 Ämtern eingeteilt: Regierungs-statthalteramt, Richteramt, Gerichtsschreiberei, Betreibungs- und Konkursamt, Grundbuchamt, Amtsschaffnerei. Es dürfte Ihnen auch bekannt sein, dass zwischen den einzelnen Amtsbezirken sehr grosse Unterschiede bestehen hinsichtlich der flächenmässigen Ausdehnung, aber auch hinsichtlich der Bevölkerungszahlen. Im Jahre 1960 zum

Beispiel zählten der Amtsbezirk Bern 230 000 Einwohner und der Amtsbezirk Neuenstadt als kleinster Amtsbezirk rund 5000 Einwohner. Auch die Zahl der Gemeinden in den einzelnen Amtsbezirken variiert sehr stark. Der Amtsbezirk Biel hat beispielsweise nur zwei Gemeinden im Gegensatz zum Amtsbezirk Pruntrut mit 36 Gemeinden. Mehr oder weniger im Verhältnis zu diesen tatsächlichen Gegebenheiten steht denn auch die Geschäftslast der einzelnen Ämter. Wir haben einmal versucht, nach einem Punktbewertungssystem objektive Anhaltspunkte in bezug auf die Geschäftslast der Richterämter in den einzelnen Amtsbezirken und deren Personaldotierung zu erhalten. Dabei ergaben sich beispielsweise pro 1966 für den Amtsbezirk Bern rund 24 000 Punkte, für den Amtsbezirk Neuenstadt 394 Punkte, für den Amtsbezirk Obersimmental 549 Punkte, für den Amtsbezirk Schwarzenburg 574 Punkte usw. Daraus ist ersichtlich, wie gross der Unterschied der Belastung in den einzelnen Amtsbezirken ist. In der Gesetzgebung wurde dann eine flexible Ordnung geschaffen, um diesen Gegebenheiten Rechnung tragen zu können. In Bern zum Beispiel, wie in den grossen Amtsbezirken überhaupt, verfügen wir über mehrere Richterämter, in Bern auch über zwei Regierungsstatthalterämter. Bis zum Jahre 1924 gab es in sämtlichen Amtsbezirken je 6 Beamte, die den 6 Ämtern vorstanden. Man musste dann feststellen, dass ein grosser Teil der Beamten in den kleinen Amtsbezirken nicht vollbeschäftigt war. Deshalb wurde im Jahre 1924 das Gesetz über die Vereinfachung der Bezirksverwaltungen geschaffen, das die Möglichkeit einführte, gewisse Beamtungen in den Amtsbezirken zusammenzulegen, so das Regierungsstatthalteramt und das Richteramt einerseits und die Gerichtsschreiberei und das Betreibungs- und Konkursamt anderseits. Solche Zusammenlegungen wurden dann in 19 von 30 Amtsbezirken vorgenommen. Heute dagegen sind das Regierungsstatthalteramt und das Richteramt nur noch in 9 Amtsbezirken zusammengelegt, während sich die Zahl von 19 Zusammenlegungen bei den Gerichtsschreibereien und Betreibungsämtern nicht verändert hat. Weitere Vereinfachungsmöglichkeiten wurden durch das Wiederherstellungsgesetz aus dem Jahre 1935 geschaffen, indem man sich sagte, dass dem Gerichtsschreiber und Betreibungsbeamten, wenn die Geschäftslast es rechtfertigt, auch noch die Amtsschaffnerei und das Grundbuchamt zur Betreuung übertragen werden können. Man ist sogar noch weitergegangen und hat erklärt, dass dort, wo die Verhältnisse es gestatten, gleichartige Amtsstellen verschiedener Bezirke vereinigt werden können. Gestützt auf diese Möglichkeiten haben wir im Verlaufe der letzten Jahre eine Reihe weiterer Vereinfachungen durchgeführt. So sind heute beispielsweise in den Amtsbezirken Schwarzenburg, Neuenstadt, Obersimmental, Frutigen und Freiberg die Gerichtsschreiberei, das Betreibungs- und Konkursamt und das Grundbuchamt zusammengelegt. Die letzte derartige Zusammenlegung erfolgte vor einigen Monaten in den Freibergen. Es war dies deshalb möglich, weil die beiden früheren Beamten kurz nacheinander demissioniert haben oder verstorben sind und weil der Bewerber für den Gerichts-

schreiber- und Betreibungsbeamtenposten, nachdem er in stiller Wahl als gewählt erklärt worden war, einverstanden war, auch das Amt des Grundbuchverwalters zu übernehmen. Zur Führung auch des Grundbuchamtes hätte man den betreffenden Beamten nicht zwingen können, nachdem er durch das Volk als Betreibungs- und Konkursbeamter und als Gerichtsschreiber gewählt worden war. In Frutigen kandidierte vor ungefähr einem Jahr beim Freiwerden der Grundbuchverwalterstelle der Gerichtsschreiber und Betreibungsbeamte auch für den Grundbuchverwalterposten, da er sich als Gerichtsschreiber und Betreibungsbeamter unterbeschäftigt fühlte. So war es im Einvernehmen mit dem betreffenden Beamten möglich, dort eine weitere Zusammenlegung vorzunehmen. Es gäbe aufgrund meiner Erfahrungen noch eine Reihe weiterer Amtsbezirke, wo man gleiche oder ähnliche Rationalisierungsmassnahmen durchführen könnte. Die Justizdirektion kann jedoch keinen Druck ausüben, weil die Wahlkompetenzen verschieden verteilt sind. Ich will Ihnen rasch nur stichwortartig schildern, wie die Wahlkompetenzen heute ge regelt sind. Wir kennen einmal Amtsbezirke, in denen ein Beamter ausschliesslich Betreibungs- und Konkursbeamter ist. Nach der heute gelgenden Regelung ist er durch das Volk zu wählen. In den Amtsbezirken, wo ein Gerichtsschreiber auch die Funktion des Grundbuchverwalters ausübt, erfolgt die Wahl durch die Regierung. Endlich haben wir in 19 von 30 Amtsbezirken Gerichtsschreiber, die auch das Amt eines Betreibungsbeamten ausüben. Nach den Bestimmungen über die Vereinfachung der Bezirksverwaltung vom Jahre 1924 ist der betreffende Beamte in diesen Fällen durch das Volk zu wählen. Wir kennen also drei verschiedene Situationen: Der Gerichtsschreiber ist im Prinzip durch die Regierung zu wählen und der Betreibungsbeamte durch das Volk; ist der Gerichtsschreiber gleichzeitig aber noch Betreibungsbeamter, so kann er nicht durch die Regierung ernannt, sondern muss durch das Volk gewählt werden, obschon bei einer Zusammenlegung dieser Ämter das Volk das Hauptaugenmerk auf die Gerichtsschreiberei und nicht auf das Betreibungsamt legt.

Wir sind nun der Ansicht, dass bei einer Übertragung der Wahlkompetenz für Betreibungs- und Konkursbeamte an den Regierungsrat, wie der Herr Motionär dies anbegeht, die Regierung eine grössere Bewegungsfreiheit besässe, um Rationalisierungsmassnahmen in der Justizverwaltung durchzuführen, die sich unter anderem auch unter dem Gesichtspunkt des Mangels an Juristen aufdrängen. Legt man Wert darauf, dass unsere Juristen in den Bezirken mit qualifizierter Arbeit voll beschäftigt sind und nicht in einer Überzahl eingesetzt werden müssen, so sollte man der Motion zustimmen.

Es stellt sich nun natürlich die Frage, ob die Motion als politisch tragbar erachtet wird. Die Regierung glaubt, diese Frage bejahen zu dürfen. In der ersten Vorlage vom Jahre 1891 beschloss der Grosse Rat, dass die Betreibungsbeamten nicht durch das Volk, sondern durch die Regierung zu wählen sind. Die Vorlage wurde dann in der Volksabstimmung mit ungefähr 1700 Mehrstim-

men verworfen, insbesondere da gewisse Kreise eine Volkswahl gewünscht hatten. Es wurde nachher eine weitere Vorlage ausgearbeitet, welche die Volkswahl der Betreibungs- und Konkursbeamten vorsah und die dann sozusagen ohne Opposition angenommen wurde. Wenn wir einen Blick auf andere Kantone werfen, so stellen wir ein sehr buntes Bild fest. Eine Reihe von Kantonen kennen die Volkswahl. Es bestehen aber auch in organisatorischer Hinsicht sehr grosse Unterschiede. Im Kanton Zürich zum Beispiel sind die Betreibungsämter gemeindeweise organisiert, und die Betreibungsbeamten werden in den Gemeinden gewählt. Die Konkursämter sind von den Betreibungsämtern getrennt. Für die Konkursbeamten kennt man die Volkswahl. In andern Kantonen wiederum ist der Regierungsrat oder das Kreisgericht zuständig. Im Hinblick auf den Jura möchte ich auch noch erwähnen, dass in den romanischen Kantonen Tessin, Waadt, Neuenburg, Wallis und Genf der Regierungsrat als Wahlbehörde bezeichnet ist. Man kann also sagen, dass etwa die Hälfte der schweizerischen Kantone die Volkswahl kennt und die andere Hälfte eine Wahl durch den Regierungsrat.

Geht man von den Aufgaben aus, die einem Betreibungsbeamten übertragen sind, so kommt man zum Schluss, dass sie weniger politischen Charakter tragen als beispielsweise die Funktionen eines Regierungsstatthalters oder eines Gerichtspräsidenten. Die Arbeit des Betreibungs- und Konkursbeamten besteht aus Zwangsvollstreckungs-handlungen. Er hat keine Urteile zu fällen. In dieser Beziehung ist der Betreibungs- und Konkursbeamte eher dem Gerichtsschreiber und dem Grundbuchverwalter gleichzustellen, die ja im Prinzip bereits vom Regierungsrat gewählt werden nebst anderen Beamten, die in der Rechtspflege tätig sind, wie Jugendarwälte usw.

Abschliessend möchte ich folgendes sagen: In Abwägung aller Überlegungen sind wir zum Schluss gekommen, es wäre zu empfehlen, die Neuerung einzuführen. Wir bekämen dadurch den Weg frei zur konsequenten und systematischen Durchführung von Rationalisierungsmassnahmen. Gleichzeitig würde ein Beitrag geleistet zur Behebung der Auswirkungen des gegenwärtigen Juristenmangels. Wir halten auch dafür, dass das Begehrn politisch tragbar ist, obschon wir uns bewusst sind, dass im Prinzip die Bereitschaft, auf Volksrechte zu verzichten, kaum gross ist. Wir glauben aber, dass man sich im vorliegenden Falle sagen sollte, die Argumente für einen Verzicht auf die Volkswahl seien gewichtiger als für deren Beibehaltung.

**Le Président.** Le Gouvernement accepte la motion Hügi. Est-elle combattue au sein du Grand Conseil?

**Cattin.** Au nom du groupe démocratique chrétien-social, je vous propose le rejet de la motion de M. Hügi.

Il n'y a aucune raison de modifier le mode actuel d'élection des préposés à l'office des poursuites et faillites, d'enlever au peuple l'une de ses prérogatives et de transférer cette compétence au Conseil-exécutif. Les raisons invoquées par le motion-

naire en faveur du changement préconisé, raisons qu'il qualifie d'importantes, sont loin d'emporter notre conviction. En premier lieu, nous ne voyons pas en quoi la nature de l'activité d'un préposé aux poursuites et faillites justifierait la nomination de ce fonctionnaire par le Conseil-exécutif. Son activité se déploie dans le cadre d'une loi malgré tout assez souple; les délais qu'elle prévoit permettent en général aux débiteurs qui font preuve d'un minimum de bonne volonté de se retourner. Elle laisse à ce fonctionnaire une marge de compréhension, dont il use souvent sans en abuser, ce qui fait qu'en règle générale, le préposé est, de tous les magistrats et fonctionnaires du district, celui qui est non seulement le moins exposé aux foudres de ses administrés et, partant, aux contingences politiques, mais encore celui qui jouit de la plus grande sympathie, et même les débiteurs les plus récalcitrants ne lui refusent pas la leur.

A lire le texte de la motion, on pourrait presque en déduire que son auteur oppose les qualifications professionnelles au mode d'élection par le peuple. Ce qui compte avant tout, dit M. Hügi, c'est que le préposé soit professionnellement qualifié. Mais, Messieurs, cette exigence est tout aussi valable pour les préfets, les présidents de tribunaux et, d'une manière générale, pour tous les magistrats et fonctionnaires.

L'intervention de notre groupe n'est nullement dictée par une attitude de méfiance vis à vis du Conseil-exécutif. Il ne s'agit pas de cela, mais nous estimons que nous devons continuer de faire confiance aux partis politiques qui proposent ce fonctionnaire et au peuple qui les élit. A ma connaissance – je limite cette constatation au Jura car je ne connais pas MM. les préposés de l'ancien canton – je ne sache pas qu'un parti quel qu'il soit ait sacrifié la qualification professionnelle sur l'autel de la politique. Les préposés que je connais, et en tant qu'avocat, j'ai très souvent des contacts avec eux, sont tous capables, pour reprendre les termes mêmes du motionnaire, de mener toutes les démarches prévues en matière de poursuites et pour agir aussi bien dans l'intérêt des créanciers que dans l'intérêt des débiteurs, et cela bien qu'ils soient nommés par le peuple.

Par ailleurs, on ne saurait comparer la situation très particulière des préposés à celle d'un greffier de tribunal ou d'un conservateur du registre foncier qui, eux, sont nommés par le Conseil-exécutif.

La rationalisation invoquée par M. Hügi, qui doit, si elle est entreprise et poursuivie non seulement à l'échelon des autorités du district mais dans le cadre de l'administration cantonale en général, ne me semble pas être le corollaire d'une nomination par le Conseil-exécutif des préposés aux offices des poursuites. Dans plusieurs districts, les fonctions de préposé et de greffier sont réunies. Dans le district des Franches-Montagnes, ainsi que M. Jaberg, conseiller d'Etat, vient de le dire, la rationalisation a été poussée encore plus loin en ce sens que les trois fonctions de greffier du tribunal, de conservateur du registre foncier et de préposé à l'office des poursuites sont réunies dans la même personne. Cette rationalisation souhaitée à juste titre peut dès lors très bien s'opérer sans enlever au peuple aucune de ses

prérogatives dans le cadre du mode d'élection actuel. Si une simplification du mode d'élection doit intervenir, il me semble qu'elle peut aussi bien s'opérer dans le sens d'une extension des droits du peuple que dans celui d'une restriction de ces droits.

Enfin, le problème soulevé par M. Hügi touche à une question de principe et revêt aussi un aspect politique. Faut-il enlever au peuple certains pouvoirs en matière d'élection pour les transférer au pouvoir central? Cela ne me paraît pas souhaitable. Il vaut mieux, dans ce domaine, étendre les droits du peuple plutôt que de les restreindre. Au demeurant, ce que demande M. Hügi peut être un dangereux précédent. Une fois ce premier pas franchi, il n'y a aucune raison de ne pas s'engager plus loin dans cette direction. Et faut-il vous rappeler que lorsque le canton de Berne établit des comparaisons avec les droits des citoyens d'autres cantons, il ne manque aucune occasion de souligner avec une fierté tout à fait légitime et justifiée que chez nous, c'est le peuple qui élit certains magistrats et certains fonctionnaires qui, dans d'autres cantons, sont nommés par le Gouvernement? Au moment où nous discutons les droits du peuple de l'ancien canton et du Jura, discussion qui va dans le sens d'une extension des droits populaires, le moment nous semble mal choisi pour les restreindre. J'ai le sentiment très net que le Jura ne verrait pas d'un bon œil une décision prise dans ce sens. C'est la raison pour laquelle je vous propose de rejeter cette motion.

**Geissbühler** (Spiegel/Bern). Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion möchte ich Ihnen ebenfalls Verwerfung der Motion Hügi empfehlen. Herr Regierungsrat und Justizdirektor Jaberg hat uns eindrücklich geschildert, dass man in der bernischen Staatsverwaltung noch rationalisieren könnte. Ich bin in dieser Beziehung vollständig mit ihm einverstanden. Man könnte in der bernischen Staatsverwaltung noch vieles rationalisieren, aber nicht auf dem Weg, den die Motion beschreiten will, indem nur ein Gebiet herausgegriffen wird, ohne die andern überhaupt zu überprüfen. So kann man nicht rationalisieren. Das wäre eine Salamitaktik, die wir unter keinen Umständen gutheissen könnten. Wir sind dabei, wenn man uns vernünftige Vorschläge zur Rationalisierung unterbreitet anhand von Statistiken und anderem Beweismaterial.

Bei der Motion Hügi, wie dies auch der Herr Justizdirektor mit aller Deutlichkeit festgestellt hat, geht es nun aber um einen Abbau der Volksrechte. Ich weiss, dass man in allen Zeitungen und in allen Kreisen immer wieder das Klagelied von der Interesselosigkeit der Stimmbürger, vor allem der stimmberechtigten jungen Leute, vernimmt. Man prüft auch, wie man diese Interesselosigkeit beheben könnte, wie man dieses oder jenes in unserem politischen Leben attraktiver gestalten könnte. Wenn hie und da eine Massnahme für einen Augenblick einschlägt, so erlischt das Feuer jedoch immer wieder schon nach kurzer Zeit, und man steht wieder am alten Ort. Wenn man im Volk herumhört – und ich komme viel mit Leuten in Berührung –, so erklären einem die Stimmfaulen meistens: In Bern machen sie ja

gleichwohl, was sie wollen. Wir haben nur noch zu den Gesetzen etwas zu sagen und hie und da bei den Wahlen. Nachher müssen wir aber akzeptieren, was von Bern kommt. – Ich glaube, wenn wir jetzt ein weiteres Volksrecht abbauen, wird die Interesselosigkeit noch grösser. Wir dürfen unter keinen Umständen die Interesselosigkeit weiter fördern. Ich habe gestern abend an einer Versammlung über die Abstimmungsvorlagen vom nächsten Sonntag referiert. Dabei hat ein anwesender Stimmbürger die Frage der Übertragung der Kompetenz zur Festsetzung des Salzpreises an den Grossen Rat aufgegriffen. Er übte heftige Kritik und erklärte mit aller Deutlichkeit: «Ich lasse mir ein Recht, das ich besitze, nicht nehmen.» Alle meine Überredungskünste und alle Argumente, die ich ihm beizubringen versuchte, wonach es hier nur um eine eigentliche Bagatelle gehe, nützten nichts. Der Mann beharrte auf seinem Standpunkt: «Ich habe ein Recht, und das lasse ich mir nicht nehmen». – Das ist nur ein kleiner Ausschnitt aus dem öffentlichen Leben.

Wenn der Grossen Rat nun dem Volk wiederum ein Recht wegnehmen will, nämlich das Recht, die Betreibungs- und Konkursbeamten selber zu wählen, so wird ein grosser Widerwille im Volk entstehen. Ich möchte das Abstimmungsresultat über eine solche Gesetzesvorlage sehen! Ich bin fest überzeugt, dass der Stimmbürger die Vorlage verwerfen würde.

An der Motion Hügi ist noch ein weiteres Moment gefährlich, nämlich die Frage der Qualifikationen. Ich glaube, dass wir uns in bezug auf das Austeilen von Noten auf einen allzu gefährlichen Weg begeben könnten. Ich bin einverstanden, dass man nur tüchtige Beamte wählen und auf die verantwortungsvollsten Posten die besten Leute hinstellen sollte. Ich bin aber auch der Meinung, dass man in bezug auf die Qualifikationen überall den gleichen Massstab anlegen sollte. Wenn man einmal bei der Wahl der Grossräte oder sogar bei der Wahl der Regierungsräte Qualifikationen verlangen müsste, so wäre es durchaus möglich, dass wir uns plötzlich auf einem Ast befinden könnten, der bricht. Ich möchte in bezug auf das Austeilen von Noten daher doch zur Vorsicht mahnen. Übrigens verhält es sich auf einigen Betreibungsämtern so – das weiss der Herr Justizdirektor so gut wie ich –, dass nicht der gewählte Betreibungsbeamte die Arbeit erledigt, sondern sein Sekretär, da der Betreibungsbeamte zugleich Gerichtsschreiber ist und gar nicht dazukommt, die Arbeit selber auszuführen. Auch hier müsste man sich fragen, ob das in Ordnung sei.

Ich hätte noch einige weitere Argumente anzu führen, verzichte aber darauf mit Rücksicht auf die vorgerückte Zeit. Aufgrund der von mir angestellten Überlegungen bitte ich Sie, die Motion Hügi abzulehnen.

**Hirt** (Biel). Nachdem ich während etwa 30 Jahren auf dem Betreibungs- und Konkursamt Biel vorerst als Kassier, dann als Adjunkt und die letzten Jahre als Vorsteher tätig war, darf ich mir erlauben, zu dieser Motion meine Meinung bekanntzugeben.

Vorerst möchte ich festhalten, dass die Männer, die das Einführungsgesetz für den Kanton Bern

zum Bundesgesetz vom 11. April 1891 über Schuld-betreibung und Konkurs in Kraft setzten, sehr vorsichtig waren. Sie haben schon damals fest-genagelt, dass von den Bezirksbeamten die Regierungsstatthalter, die Gerichtspräsidenten und die Betreibungs- und Konkursbeamten durch das Volk und die Gerichtsschreiber, die Grundbuch-verwalter und die Amtsschaffner durch den Regierungsrat gewählt werden. Heute will der Motionär im Einvernehmen mit dem Regierungsrat eine Abänderung des Einführungsgesetzes durch-setzen und künftighin die Betreibungs- und Konkursbeamten von der Volkswahl ausklammern, d. h. diese durch den Regierungsrat wählen lassen. Ich bin überzeugt, dass der Weg, der jetzt einge-schlagen werden soll, grundfalsch ist. Die vom Volk gewählten Beamten haben sich bis heute im ganzen Kanton restlos bewährt. Durchleuchten wir kurz die wichtigsten Ämter im Kanton, wo der Beamte nur das Betreibungs- und Konkursamt veraltet, also nicht zugleich Gerichtsschreiber ist. Da finden wir Herrn Morand in Delsberg, Herrn Ackermann in Moutier, Herrn Challancin in Courtelary, Herrn Stamm in Biel, Herrn Keusen in Burgdorf, Herrn von Allmen in Thun, Herrn Stähli in Interlaken und Herrn Born in Bern. Alle diese Beamten wurden durch das Volk direkt oder indirekt gewählt. Eine Änderung der Wahl-behörde drängt sich somit nicht auf. Es sind alles Männer, die von den verschiedenen grossen Parteien des Kantons in Vorschlag gebracht wurden, mit der Ausnahme einiger wilder Kandidaten, die aber auch durch das Volk gewählt worden sind. Ich wiederhole noch einmal: Alle diese Beamten haben sich absolut bewährt.

Warum will man nun heute einen neuen Wahl-modus einführen? Wer würde bei einer Änderung des Wahlmodus den Vorschlag machen? Etwa der Inspektor der Justizdirektion, der jährlich ein- oder zweimal auf den betreffenden Ämtern vor-spricht und einige wenige Kontrollen durchführt in bezug auf die Fristeneinhaltung usw., oder der Regierungsrat, der überhaupt keinen Kontakt mit diesen Amtsstellen hat? In meiner langen Tätig-keit auf dem Betreibungs- und Konkursamt hatte ich zweimal Gelegenheit, einen Justizdirektor auf meinem Amt zu sehen und mit ihm über die Arbeit zu diskutieren. Hätte der Regierungsrat eine Umfrage bei diesen obgenannten Beamten durchgeführt, wäre seine Stellungnahme zur Motion Hügi bestimmt anders ausgefallen.

Als Vorsteher eines solchen Amtes braucht man bewegliche, integre Männer mit Menschenkennt-nis und guter Auffassungsgabe und nichts anderes. Die gesetzlichen Kenntnisse, wenn man sie nicht mitbringt, kann man sich nach kurzer Ein-arbeitungszeit aneignen. Schon viele Beamte haben bewiesen, dass sie nach zweijähriger Tätig-keit vollständig eingearbeitet waren und die ge-setzlichen Bestimmungen ebensogut kannten wie viele Juristen.

Aus allen diesen Gründen bitte ich Sie, meine sehr verehrten Herren Kollegen, die Motion Hügi abzulehnen.

**Staender.** Ich komme vollständig unbelastet hierher. Ich habe praktisch noch nie mit einem Betreibungs- und Konkursamt etwas zu tun ge-

habt; dafür bin ich sehr dankbar. Es sind gewisse grundsätzliche Erwägungen, die mich hierher führen, sowie ein Auftrag unserer Fraktion. Vor-erst möchte ich hervorheben, dass es unsympa-thisch anmuten muss, Rationalisierungsmassnah-men unter Einschränkung von Volksrechten erzie-len zu wollen. Die Beschreitung eines solchen Weges schiene mir sehr unglücklich zu sein. Selbstverständlich gibt es rationellere Staatsfor-men als die Demokratie. Ich glaube aber nicht, dass wir solche herbeiwünschen. Was mich bei der Begründung der Motion Hügi insbesondere erstaunt hat, ist das Hervorheben von fachlicher Eignung einerseits und von politischen Überlegun-gen anderseits. Wenn wir in unserer Demokratie ein Fachmännersystem einführen und das poli-tisch laienhafte System sukzessive abbauen woll-ten, kämen wir auf eine schiefe Ebene. Aus den Ausführungen des Herrn Justizdirektors hat sich ergeben, dass es auch unter dem heutigen Regime mög-lich ist, durch gegenseitige Verständigung schrittweise zu rationalisieren und Vereinfachun-gen herbeizuführen. Aus diesem Grunde ist es sicher besser, den bisherigen Weg nicht zu verlas-sen. Im angelsächsischen Sprachgebiet gibt es für die Laiendemokratie folgende Formulierung, die dort geläufig ist: «Better self governed than well governed». Wir sollten diesen Grundsatz auch bei uns hochhalten. Wir wollen unsere Beamten lieber selber wählen, als von diesen gut verwaltet zu werden.

Im Namen unserer Fraktion und aufgrund per-sönlicher Überzeugung bitte ich Sie, die Motion Hügi abzulehnen.

**Wenger.** Ich will die Diskussion nicht wesent-lich verlängern, glaube aber, die Motion sei so wichtig, dass wir nicht allzu rasch darüber hin-weggehen sollten.

Ich bin froh, dass der Motionär und der Herr Justizdirektor aus der aufgeworfenen Frage keine Prestigeangelegenheit machen. Es geht hier tat-sächlich nicht darum, irgend etwas vergewaltigen zu wollen. Ich möchte Ihnen nur noch einige Punkte aus einer etwas anderen Sicht beleuchten.

Der Juristenmangel ist hier als Argument für eine Zustimmung zur Motion ins Feld geführt worden. Ich habe jedoch schon Zeiten erlebt, wo dies nicht der Fall war, und es ist nicht ausge-schlossen, dass wir schon in einigen Jahren wieder genügend Juristen zur Verfügung haben.

In bezug auf die schlechte Stimmbe teiligung kann man zweierlei Meinung sein. Wenn in einem Bezirk plötzlich eine Kampfwahl bevorsteht, so stellt man sofort ein regeres politisches Interesse fest und dann auch eine wesentlich höhere Stimm-be teiligung. Meiner Auffassung nach geht es nicht an zu erklären, wegen der schlechten Stimmbe teiligung gebe es keine Volkswahl mehr.

In bezug auf die politischen Überlegungen hat der Herr Motionär erklärt, diese hätten für die Betreibungs- und Konkursbeamtenstellen in den Hintergrund zu treten. Ich glaube jedoch, dass auch diesen Stellen eine gewisse politische Bedeu-tung zukommt. Heute werden in den Amtsbezirken drei Posten durch Volkswahl besetzt, nämlich die Ämter des Regierungsstatthalters, des Gerichts-präsidenten und des Betreibungs- und Konkurs-

beamten. Bei einer Verwirklichung der Motion Hügi hätten wir nachher nur noch zwei Beamtungen mit Volkswahl. In einem solchen Fall wäre meines Erachtens der politische Friede unter den Parteien viel schwieriger zu wahren. In unserer Demokratie sind wir heute doch so weit, dass die meisten Parteien einsehen, dass die Bezirksbeamtenstellen einigermassen nach Recht und Gerechtigkeit verteilt werden sollten. Werden nur noch zwei Stellen durch Volkswahl zu vergeben sein, so werden die Mehrheitsparteien erklären, sie könnten nun keine Konzessionen mehr eingehen, worauf der politische Friede, der uns viel wert ist, gefährdet wäre. Darüber darf man nicht lächelnd hinweggehen.

Das Argument in bezug auf die Qualifikation ist ebenfalls falsch am Platze. Damit lässt sich gar nichts beweisen. Die Qualifikation wird genau dieselbe sein, ob die betreffenden Beamten nun durch die Regierung oder durch das Volk gewählt werden. Auch das Volk kann urteilen. Das Volk wird nicht ungeeignete Leute wählen, ja es wird vielleicht in dieser Beziehung noch skeptischer sein als die Regierung.

Ich möchte Ihnen aus diesen Überlegungen empfehlen, die Motion Hügi abzulehnen. Ich bin froh, dass man daraus keine Prestigeangelegenheit macht.

**Freiburghaus** (Laupen). Ich bin der Auffassung, dass die materielle Seite der Motion Hügi durchaus ihre Berechtigung hat. Trotzdem bin ich für eine Ablehnung der Motion, und zwar aus politischer Rücksichtnahme. Es geht heute nach meiner Auffassung nicht an, eine Wahl durch das Volk abzuschaffen, namentlich auch nicht mit Rücksicht auf das Verhältnis zum Jura.

**Jaberg**, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich habe schon einleitend bemerkt, dass es mir darum geht, zu wissen, ob wir in unseren Bestrebungen konsequent weiterfahren sollen, Beamtungen zusammenzulegen, wenn sich aus der Erfahrung heraus ergibt, dass ein Funktionär mit qualifizierter Arbeit nicht voll beschäftigt ist. Wir wollen Ihnen jedoch nicht eine entsprechende Vorlage unterbreiten, wenn Sie glauben, sie wäre politisch nicht tragbar. Aus der Diskussion, die hier gewaltet hat, musste man entnehmen, dass gegen eine Kompetenzübertragung an den Regierungsrat grösste Bedenken bestehen. Ich teile diese Bedenken allerdings nicht, jedenfalls nicht in dem Ausmass, wie sie hier geäussert worden sind. Trotzdem will ich einräumen, dass man die Gewichte diesbezüglich verschieden beurteilen kann. Immerhin wollen wir feststellen, dass die Betreibungs- und Konkursbeamten vielfach in stiller Wahl erkoren werden oder dass sich die politischen Parteien zum voraus auf einen Kandidaten einigen, so dass die Stimmbeteiligung jeweils zu wünschen übriglässt. Bei einer Wahl durch den Regierungsrat dagegen – das gebe ich zu – hätten die politischen Parteien nicht mehr dieselben Einwirkungsmöglichkeiten, obschon der Regierungsrat die politischen Aspekte natürlich auch nicht vollkommen ausser acht lassen würde.

Es ist hier auch gesagt worden, wenn man Rationalisierungsmassnahmen durchführen will,

dürfe man es nicht auf dem Rücken der Volksrechte tun. Auch darüber kann man verschiedener Auffassung sein.

Zum Votum von Herrn Cattin möchte ich mich wie folgt äussern: Ich bin der Meinung, dass es nicht eine Grundsatzfrage ist, ob die Regierung oder die politischen Parteien einen Kandidaten aussuchen, damit eine Stelle richtig besetzt wird. Es hängt dies weitgehend von der Sorgfalt und Seriosität ab, welche die Parteigremien im Einzelfall zeigen. Jedenfalls würde der Regierungsrat nicht in erster Linie politische Gesichtspunkte in den Vordergrund rücken, sondern die fachliche Eignung eines Kandidaten. Beim Vorhandensein mehrerer qualifizierter Bewerber könnten dann natürlich auch die politischen Gesichtspunkte mitberücksichtigt werden.

In bezug auf den Jura kann man unter Umständen gewisse Bedenken haben, aber ich glaube, dass sie auch dort nicht überwiegen. Es liesse sich übrigens auch die Lösung ins Auge fassen, nur dort auf die Volkswahl zu verzichten, wo die Funktionen des Gerichtsschreibers und des Betreibungs- und Konkursbeamten in einer Person vereinigt sind. Ebensogut wie man sich seinerzeit bei dieser Doppelfunktion für den Wahlmodus des Betreibungs- und Konkursbeamten entschieden hat, könnte man sich auch auf den Wahlmodus des Gerichtsschreibers festlegen. In diesem Falle würden im Jura durch die Motion nur zwei Beamtungen tangiert. Ich halte dafür, eine solche Lösung liesse sich verantworten, nachdem die Wahl politisch in der Regel ja keine grossen Wellen wirft.

Herrn Grossrat Geissbühler möchte ich antworten, dass es hier keineswegs um Salamitaktik geht. Was hier zur Diskussion steht, nämlich ein Teil der Bezirksbeamtungen, ist ein in sich abgeschlossenes Gebiet. In den meisten Fällen der übrigen Beamtungen ist der Regierungsrat ja schon heute Wahlbehörde, und dort hat er es auch ohne weiteres in der Hand, die geeigneten Massnahmen zu treffen.

Herr Hirt (Biel) ist der Überzeugung, dass die heutige Regelung die beste ist, auch wenn ein Kandidat gewählt wird, der nicht über die notwendigen Fachkenntnisse verfügt, da er sich diese auf dem Amt erwerben könne. Ich glaube, diese Argumentation ist etwas gefährlich. Eine solche Lehrzeit geht nämlich auf das Konto des Bürgers, der das Amt in Anspruch nimmt. In dieser Hinsicht darf man bestimmt nicht zu weit gehen.

Herr Dr. Staender vertrat, ähnlich wie Herr Geissbühler, die Auffassung, man dürfe Rationalisierungsmassnahmen nicht auf dem Rücken der Volksrechte vornehmen. Mir geht es darum, dass der grosse Rat heute die Verantwortung dafür übernimmt, was vorzuziehen ist. Die Regierung möchte sich jedenfalls nicht später dem Vorwurf aussetzen, sie hätte in der Administration nicht genügend rationalisiert und gespart.

Das sind meine summarischen Bemerkungen zu den gefallenen Voten. Wie gesagt, die Regierung macht aus der Angelegenheit keine Prestigefrage. Sie wünscht aber einen Entscheid des bernischen Grossen Rates darüber, ob man uns den Weg öffnen will, den wir als den richtigen erachten, um unsere Bestrebungen zur Rationalisierung

der Bezirksverwaltungen zu intensivieren. Sollte der Entscheid negativ ausfallen, würden wir unsere Rationalisierungsbemühungen weiterhin im Rahmen des möglichen fortsetzen; allerdings könnten wir es in diesem Falle nicht konsequent tun.

**Hügi.** Ich bin froh, dass man heute über die von mir aufgeworfene Frage diskutiert hat. Präzisieren möchte ich noch, dass ich keinen der heute im Amt befindlichen Betreibungs- und Konkursbeamten fachlich irgendwie anzweifle. Ich möchte diesbezüglich nicht falsch verstanden werden. Meine Ausführungen bezogen sich vielmehr auf die Zukunft.

Ich glaube, es wäre sinnlos, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln, da vermutlich auch ein Postulat aus der Mitte des Rates bekämpft würde. Es geht mir vor allem darum, die Stellungnahme des Rates zu erfahren. Wenn die Motion abgelehnt wird, weiss man nachher, woran man ist. Ich möchte Sie daher bitten, sich zu entscheiden.

Für mich waren die Gründe zur Einreichung der Motion die schlechte Stimmbeteiligung sowie Überlegungen in fachtechnischer Hinsicht, also keine politischen. Wenn argumentiert worden ist, man würde dem Volk ein Recht wegnehmen, so möchte ich immerhin daran erinnern, dass wir mit dem in der letzten Woche verabschiedeten Beitragsgesetz dem Volk ebenfalls Kompetenzen weggenommen und an den Grossen Rat übertragen haben, ohne zu glauben, es wäre dies politisch nicht tragbar. Ich war der Ansicht, das Recht auf Volkswahl der Betreibungs- und Konkursbeamten sei nicht derart wichtig, wie das aufgrund dieser Debatte der Fall zu sein scheint.

#### A b s t i m m u n g

Für Annahme der Motion .....	32 Stimmen
Dagegen .....	63 Stimmen

---

Eingelangt sind folgende

#### Motionen:

##### I.

In den letzten Jahren hat der Strassenverkehr auf der Hauptstrasse Nr. 1, insbesondere zwischen Rizenbach und Bern, in einem Ausmass zugenommen, das als unhaltbar bezeichnet werden muss und nicht mehr zu verantworten ist.

Speziell der zunehmende Lastenverkehr führt häufig zu grossen Verkehrsstauungen, namentlich im Flaschenhals des Rizenbach- und des Gümmerenstuztes.

In den Dörfern Gümmeren, Mühleberg und Frauenkappelen führt die vermehrte Verkehrsfrequenz zu unzumutbaren Schwierigkeiten. Die gegenwärtig in Prüfung und Planung stehende Strassenkorrektion durch die genannten Dörfer ist sehr schwierig und kostspielig und kann wegen der örtlichen Verhältnisse zu keiner befriedigenden Lösung führen.

Die einzige Möglichkeit einer durchgreifenden Verkehrssanierung liegt im Bau der Autobahn zwischen Bern und Murten.

Der Regierungsrat wird deshalb beauftragt, bei den zuständigen Bundesstellen dahin zu wirken, dass der Bau der Autobahn zwischen Bern und Murten zeitlich vorverlegt wird.

14. Februar 1968

Gasser  
und 16 Mitunterzeichner

#### II.

Lors des concours de bétail bovin, chevalin, et de petit bétail, autant ceux du printemps que ceux de l'automne, les exposants doivent se munir d'un certificat de santé formule C pour certains catégories.

On peut se demander si ces prescriptions sont encore justifiées. En conséquence, je prie le Conseil-exécutif – en faisant une exception pour les cas d'épidiootie – de modifier l'ordonnance cantonale en la matière dans le sens de l'annulation de ces prescriptions.

15 février 1968

Voisin (Corgémont)  
et 15 cosignataires

(Für die im Frühjahr und im Herbst stattfindenden Tierschauen [Rindvieh, Pferde und Kleinvieh] müssen die Aussteller für gewisse Kategorien einen Gesundheitsschein Formular C besitzen.

Es erhebt sich die Frage, ob diese Vorschrift noch berechtigt ist.

Der Regierungsrat wird deshalb gebeten, durch Abänderung der diesbezüglichen kantonalen Verordnung die obenerwähnte Vorschrift aufzuheben [Seuchenfälle ausgenommen].)

#### III.

In den nächsten Jahren hat sich das Bernervolk vermehrt mit hochschulpolitischen Anliegen zu befassen. Im Zusammenhang mit der Bundeshilfe und dem geplanten Ausbau der Universität werden Entscheidungen zu treffen sein, die vom Stimmbürger angesichts der prekären staatlichen Finanzlage Vertrauen in die zweckmässige Verwendung der enormen Mittel und ein waches Interesse für die Belange der Universität erfordern. Damit sich diese Voraussetzungen erfüllen, wird der Regierungsrat ersucht, im Zusammenhang mit der in Aussicht gestellten Strukturreform folgende zwei Forderungen zu verwirklichen:

1. Die Hochschulspitze ist so zu reorganisieren, dass der personelle Wechsel im Rektorat die Konstanz der Geschäftsführung nicht mehr behindert.
2. Es ist in Form eines ständigen Hochschulrates, einer Universitätskommission (oder wie immer man das Gremium nennen wird) eine Behörde zu schaffen, in welcher Vertreter des öffent-

lichen Lebens und der Wirtschaft neben jenen der Wissenschaft und der Verwaltung Sitz und Stimme haben.

15. Februar 1968

Schindler  
und 11 Mitunterzeichner

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

**Postulate:**

I.

Bekanntlich ist die Alpkäsefabrikation im Abnehmen begriffen. Der Arbeitskräftemangel in der Alpwirtschaft, aber auch die Konkurrenzierung durch staatlich verbilligte Milchprodukte haben zu dieser Entwicklung geführt. Der Bergbauer wurde durch diese Verbilligungsaktionen in zweifacher Hinsicht betroffen:

1. Als Selbstversorger von Alpkäse und Alpbutter kann er als einzige Volksgruppe von diesen Verbilligungsaktionen nicht profitieren.
2. Bei der Vermarktung seiner Produkte wird er durch die verbilligten Konkurrenzprodukte geschädigt.

Da der Alpkäse und die Alpbutter vielfach zusätzlich konsumiert werden, hilft die Alpkäsefabrikation den Absatz von Milchprodukten fördern, eine Tatsache, die bei der heutigen Lage auf dem Milchmarkt von grosser Bedeutung ist.

Aus diesen Gründen wird der Regierungsrat dringend ersucht, zusammen mit den zuständigen Instanzen Mittel und Wege zu suchen, um der Alpkäsefabrikation neuen Auftrieb zu geben.

14. Februar 1968

Michel (Brienz)  
und 16 Mitunterzeichner

II.

Nach Artikel 5 Ziffer 3 des kantonalen Bauvorschrifengesetzes können die Gemeinden Vorschriften aufstellen über genügende Isolationen gegen Schallübertragungen durch Decken, Wände und Leitungen in Gebäuden, die zum dauernden Aufenthalt von Menschen bestimmt sind und zur Verhinderung von übermässigem Lärm bei Bauarbeiten.

Die Regierung wird beauftragt zu prüfen, in welcher Form dieser Artikel 5 abgeändert werden kann. Der Lärmbekämpfung und den Schallschutzmassnahmen sollte in Wohnungen, Betrieben und auf Baustellen mehr Beachtung geschenkt werden. Die eingereichten Pläne zur Baubewilligung müssten bereits entsprechende Schallschutzmassnahmen enthalten.

14. Februar 1968

Kohler (Bern)  
und 26 Mitunterzeichner

III.

Die Grundlage unserer Universitätsordnung geht auf die «klassische» Konzeption zurück, die vor mehr als 150 Jahren vor allem in Deutschland entwickelt wurde.

Wir wissen, dass heute Strukturfragen der Universität bei Dozenten, Assistenten und Studenten zur Diskussion stehen und dass sich die Organe der Universität intensiv mit Fragen der Hochschulkonzeption befassen.

Im Hinblick auf die grosse Erweiterung unserer Universität bitte ich den Regierungsrat, in Zusammenarbeit mit der Universität folgende Anregungen zu prüfen und dem Grossen Rat Bericht und Antrag zu stellen:

1. Die Universitätsordnung ist in ihrer Gesamtheit dem heutigen Stand der Erfahrungen im Universitätsbetrieb anzupassen. Vor allem sind die Dozenten von den eigentlichen administrativen Arbeiten zu entlasten, damit sie sich ihren Hauptaufgaben, der Forschung, der Vermittlung der Allgemeinbildung und der Ausbildung akademischer Fachkräfte widmen können.

Für die Wahrung der Kontinuität in der Universitätsleitung ist die Verwaltung zu verselbstständigen und mit den nötigen Organen, eventuell einem Universitätskanzler oder Universitätspräsidenten, zu versehen. Der Erziehungsdirektion ist zugunsten der Universität im Rahmen des Staatsvoranschlages ein Globalkredit einzuräumen.

2. Die heutige Aufteilung in Fakultäten mit ihrer Hierarchie ist zu überprüfen. Entsprechend dem Wachstum einzelner Wissenschaftszweige sollten bestimmte Fachgebiete, vom entsprechenden Lehr- und Forscherteam geleitet, grössere Selbständigkeit erhalten und die Nachwuchskräfte vermehrt beigezogen werden. Die Organisation hat eine gute Zusammenarbeit in und unter den einzelnen Disziplinen zu gewährleisten.

Der Lehrkörper ist so zu erweitern, dass ein enger Kontakt zwischen Dozenten und Studenten möglich ist.

3. Allzuviele Studenten, die ursprünglich einen akademischen Studienabschluss anstreben, erreichen ihr Ziel nicht. Anderseits genügen für viele Berufe bestimmte akademische Grundausbildungen. Es ist daher zu prüfen, ob das Studium in eine Grundausbildung und ein Spezialistentum mit entsprechender Prüfungsordnung zu gliedern und vermehrt die Möglichkeit von Lizentiaten zu schaffen sei.

14. Februar 1968

Grob  
und 35 Mitunterzeichner

IV.

Die Psychiatrische Beobachtungsstation für Mädchen ist in der Psychiatrischen Klinik Münsingen untergebracht. Diese räumliche Zusammenlegung gibt immer wieder Anlass zu berechtigter Kritik seitens der Eltern der zu begutachtenden Mädchen. Der Zustand kann aber auch die Be-

hördnen, welche die Begutachtung veranlassen müssen, keineswegs befriedigen.

Der Regierungsrat wird eingeladen zu prüfen, ob nicht auch im Kanton Bern, wie dies bereits in Basel und Zürich der Fall ist, ein von der Psychiatrischen Klinik räumlich getrennter Zweckbau errichtet werden könnte.

14. Februar 1968

Jaggi  
und 39 Mitunterzeichner

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

**Interpellationen:**

I.

Ungefähr vor Jahresfrist ist die Tollwut von der Bundesrepublik her über unsere Landesgrenze getreten und hat seither bereits ein weites Gebiet der Nordostschweiz betroffen. Es besteht somit eine ernste Gefahr, dass sich die Seuche auch über die übrigen Gebiete der Schweiz ausbreiten wird.

In Anbetracht der Tatsache, dass die Tollwut eine äusserst ernst zu nehmende Gefahr für Mensch und Tier darstellt, hat die Weltgesundheitsorganisation im Jahr 1966 in einem Aufruf alle Behörden aufgefordert, Kontrollorgane zu unterhalten, um die Ausbreitung der Tollwut mit allen Mitteln zu bekämpfen.

Ich bitte daher die Regierung um Auskunft darüber, wie und in welchem Umfang auf unserem Kantonsgebiet bereits Vorbereitungen getroffen worden sind, um einem allfälligen Übertritt dieser Seuche in den Kanton Bern zu begegnen.

12. Februar 1968

Geissbühler (Madiswil)  
und 6 Mitunterzeichner

II.

Die Abnahme und Kontrolle der Tank- und Ölfeuerungsanlagen durch die örtlichen Feuerpolizeibehörden lassen sehr zu wünschen übrig.

Meistens fehlt es an der Unkenntnis und der zuwenig straffen Anwendung der Vorschriften.

Was gedenkt der Regierungsrat zu tun, damit diese Missstände beseitigt werden können?

15. Februar 1968

Zingg (Brügg)  
und 6 Mitunterzeichner

III.

Die Einkommensverhältnisse bei der Berglandwirtschaft sind, verglichen zu denjenigen im Flachland, wesentlich zurückgestellt.

Ist der Regierungsrat bereit, bei den zuständigen eidgenössischen Behörden vorstellig zu wer-

den in dem Sinn, dass die Kinder- und Familienzulagen für Bergbauern den verschlechterten Verhältnissen angepasst werden können?

Wäre des weiteren nicht auch die Einkommensgrenze der heute gegebenen Lage neu anzupassen?

15. Februar 1968

Stoller  
und 18 Mitunterzeichner

IV.

In der Volksabstimmung vom 9. April 1967 wurde die Erstellung von zwei Schwesternhäusern und eines Personalhauses in der Psychiatrischen Universitätsklinik Bern gutgeheissen. Durch die Wahl und Verwendung von Raumelementen einerseits und die Pauschalvergebung an eine einzelne Firma anderseits konnten nach Angabe der Regierung massive Kosteneinsparungen erzielt werden.

Wie man vernimmt, soll in der Zwischenzeit von seiten des bernischen Gewerbes und dessen Organisationen der Nachweis erbracht worden sein, dass auch das einheimische Gewerbe in der Lage ist, bei gleichen Voraussetzungen nicht teurer zu bauen.

Da dieser detaillierte Preisvergleich sowie die ganze Gegenüberstellung der Verwendung von Raumelementen zu den Möglichkeiten unseres Gewerbes für die Öffentlichkeit von grossem Interesse ist, wird der Regierungsrat höflich eingeladen, folgende Fragen zu beantworten:

1. Stimmt es, dass das bernische Gewerbe der Baudirektion nachträglich einen Preisvergleich zu den Raumelementen eingereicht hat?
2. Was für Resultate hat diese Abklärung ergeben und welches sind deren Auswirkungen für weitere Bauvorhaben des Staates?

15. Februar 1968

Abbühl

V.

Um die Bevölkerung vor eventuellen Dammbrüchen bei den Kraftwerkanlagen im Oberhasli zu warnen, sind in den gefährdeten Ortschaften Tieftonsirenen angebracht, welche alljährlich von Übermittlungstruppen auf ihr Funktionieren geprüft werden.

Diese Alarmproben finden jeweils Ende August oder Anfang September statt, zu einer Zeit, da die Stauseen gefüllt sind und effektiv die grösste Gefahr eines Ausbruchs besteht. Obwohl der Tag der Probe jeweils in der Lokalpresse bekanntgemacht wird, sind die Bevölkerung und auch die zu dieser Zeit noch zahlreich anwesenden Touristen durch diese Alarne erschrocken und beunruhigt.

Eine Eingabe des Gemeinderates von Innertkirchen, die vor einigen Jahren erfolgte und wünschte, diese Übungen seien auf die Monate April oder Mai, auf einen Zeitpunkt gesenkter Seespiegel, zu verlegen, wurde leider nicht beachtet.

Ist der Regierungsrat bereit, bei den zuständigen Bundesbehörden in dem Sinne zu intervenieren, dass diese Probealarme nicht in Zeiten gefüllter Stauseen durchgeführt werden?

15. Februar 1968

Zybach  
Michel (Meiringen)

## VI.

Le Jura-Nord entier et principalement le district de Porrentruy sont reliés à la capitale par l'excellent train direct N° 572 partant de Porrentruy le matin à 7 h. 05.

Or, sans justification suffisante, ce train marque un temps d'arrêt de 18 minutes à Bienne, provoquant un retard dont tous les usagers se plaignent amèrement, parce qu'il compromet leurs activités normales.

Le gouvernement est-il prêt à user de son influence auprès de qui de droit pour que remède soit apporté à cette situation?

15 février 1968

Parietti

(Der ganze Nordjura, insbesondere der Amtsbezirk Pruntrut, sind mit der Hauptstadt durch den vortrefflichen Schnellzug Nr. 572 Pruntrut ab 7.05 Uhr verbunden.

Nun hält dieser Zug ohne genügenden Grund in Biel 18 Minuten an, was eine Verspätung verursacht, worüber sich alle Zugbenutzer bitter beklagen, weil dadurch ihre üblichen Verrichtungen behindert sind.

Ist der Regierungsrat bereit, seinen Einfluss an zuständiger Stelle geltend zu machen, damit dieser Zustand behoben werden kann?)

## VII.

In der vergangenen Februarsession hat der Grosse Rat für die Projektierung der Gesamt-sanierung der Psychiatrischen Universitätsklinik Waldau einen Kredit bewilligt. Nun besteht aber auch bei den andern Anstalten des Kantons (siehe Bericht der Direktion des Gesundheitswesens über die Spitalplanung) bei aller Anerkennung der bisherigen Massnahmen der Sanierung ein ausgesprochener Nachholbedarf in bezug auf die betrieblich-organisatorische und bauliche Entwicklung.

In diesem Zusammenhang stellen sich folgende Fragen:

- Sollte nicht unter Berücksichtigung der im erwähnten Bericht gemachten Feststellungen über die Entwicklung des psychiatrischen Spitalwesens eine betriebliche und organisatorische Gesamtplanung für den ganzen Kanton, d. h. unter Berücksichtigung aller Anstalten, aufgestellt werden?
- Wäre es nicht wünschbar, im Zeitpunkt der Baukrediterteilung für die Waldau, auch den ungefährten aus dieser Planung entstehenden Aufwand, unter Berücksichtigung allfälliger Provisorien, zu kennen?

Ist der Regierungsrat nicht auch der Meinung, vor allem der in der ersten Frage erwähnte Gesamtplan sollte so bald als möglich verwirklicht werden?

15. Februar 1968

Michel (Meiringen)

## VIII.

L'affaire de Thorberg, soulevée l'an dernier par la publication dans le «Beobachter» d'allégations au sujet du traitement de détenus soumis à la peine du cachot pour une durée de 28 jours, a provoqué diverses polémiques.

Ne pourrait-on en éviter le retour en modifiant ce traitement, dont la rigueur paraît excessive?

Dans un cas parvenu à ma connaissance, cette méthode a eu des effets qui auraient pu être dangereux sur l'état physique d'un détenu.

Le Conseil-exécutif ne pourrait-il envisager la possibilité d'atténuer la rigueur de tels châtiments, avant que d'autres cas regrettables l'obligeant à adopter des procédés plus humains?

15 février 1968

Villard

(Die letztes Jahr vom «Beobachter» aufgegriffene Angelegenheit von Thorberg durch Veröffentlichung von Behauptungen wegen der Behandlung von Strafgefangenen, welche während 28 Tagen unter strengen Arrest gestellt waren, hat mehrmals zu Meinungsverschiedenheiten geführt.

Wäre eine Wiederholung solcher Fälle nicht zu vermeiden durch eine Änderung dieses Verfahrens, das von einer übermässigen Härte zu sein scheint?

In einem mir zur Kenntnis gelangten Fall hätte sich dieses Verfahren auf den Gesundheitszustand eines Strafgefangenen gefährlich auswirken können.

Wäre es dem Regierungsrat nicht möglich, solche harten Strafen zu mildern, bevor er durch weitere bedauerliche Fälle gezwungen wird, menschlichere Methoden anzuwenden?)

## IX.

Dans quelle mesure un agent de police chargé de rédiger un certificat de bonnes mœurs a-t-il le droit de faire état des idées politiques professées par un citoyen en vertu des droits que reconnaît la Constitution et d'émettre à ce sujet dans un tel document des appréciations personnelles qui risquent fort d'être entachées de partialité?

La justice ne devrait-elle pas être informée de façon objective concernant la personnalité de citoyens accusés devant les tribunaux civils ou militaires?

Cela n'étant parfois pas le cas, le Conseil-exécutif est-il prêt à activer la préparation d'un décret à soumettre au Grand Conseil pour délimiter exactement les compétences en la matière et les critères à prendre en considération?

15 février 1968

Villard

(Inwieweit ist ein mit der Abfassung von Leumundszeugnissen beauftragter Polizeibeamter berechtigt, die von einem Bürger – aufgrund der ihm durch die Verfassung anerkannten Rechte – bekundete politische Gesinnung aufzuführen und diesbezüglich in einem solchen Aktenstück persönliche Auffassungen zu vertreten, denen sehr wohl Parteilichkeit anhaften könnte?)

Sollten die Gerichtsbehörden nicht in sachlicherweise über die Persönlichkeit von Bürgern, die sich vor zivilen oder militärischen Gerichten zu verantworten haben, orientiert werden?

Da dies hie und da nicht der Fall ist, ist der Regierungsrat bereit, demnächst zuhanden des Grossen Rates ein Dekret vorzubereiten, um die entsprechenden Befugnisse und die zu berücksichtigenden Anhaltspunkte genau zu umschreiben?)

Gehen an die Regierung.

---

Eingelangt sind folgende

### **Schriftliche Anfragen:**

#### I.

Die Organisation und der Ausbau der Universität (inklusive Revision des Universitätsgesetzes) werfen vielfältige Probleme auf. Die erforderlichen Studien und Arbeiten, die grosse Sachkenntnis voraussetzen, können kaum ohne besondere Verwaltungsstelle bewältigt werden. Es stellt sich die Frage, ob es nicht zweckdienlich wäre, ein Amt für Universitätsfragen zu schaffen oder durch den Regierungsrat einen besondern Delegierten ernennen zu lassen.

Der Regierungsrat wird eingeladen, darüber Auskunft zu geben, wie er sich zu dieser Angelegenheit stellt. Falls keine organisatorische Erweiterung vorgesehen ist, wird um Angaben darüber gebeten, wie die fachlich zweckmässige und rasche Erledigung der mit der Universität zusammenhängenden Aufgaben sichergestellt wird.

13. Februar 1968

Achermann

#### II.

Une fois de plus, nous constatons que les primes de culture des céréales fourragères n'ont pas encore été versées aux ayants-droit pour l'année 1967.

Connaissant la situation précaire de nos paysans, je me permets de vous demander s'il n'est pas possible de remédier à cette anomalie et de verser cette prime au plus tard durant le dernier mois de l'année en cours.

Le Conseil-exécutif peut-il faire le nécessaire pour que nos paysans obtiennent enfin satisfaction?

14 février 1968

Houriet

(Es muss einmal mehr festgestellt werden, dass die Anbauprämien für Futtergetreide den Berechtigten für das Jahr 1967 noch nicht ausbezahlt worden sind.)

Angesichts der misslichen Lage unserer Bauernschaft erlaube ich mir die höfliche Anfrage, ob dieser unbefriedigende Zustand nicht behoben werden könnte, indem die Prämie spätestens während des letzten Monats des laufenden Jahres ausgerichtet wird.

Ist der Regierungsrat in der Lage, das Notwendige zugunsten unserer Landwirte vorzukehren?)

#### III.

Il est arrivé récemment que l'autorité tutélaire a fait le nécessaire auprès de la Caisse de compensation du canton afin d'obtenir une prestation complémentaire en faveur d'une personne qui ne parvenait pas à subvenir à ses besoins.

Cette prestation fut accordée avec effet rétroactif, ce qui représentait une somme assez importante.

La personne en question avait contracté plusieurs dettes auprès de différents commerçants. Il semblait que l'argent ainsi touché aurait dû être affecté à désintéresser ces fournisseurs bienveillants et trop confiants. Mais il n'en fut rien. La bénéficiaire de cette prestation complémentaire en profita pour faire de nouvelles acquisitions dont elle aurait sans doute pu se passer momentanément.

Le Conseil-exécutif ne pourrait-il intervenir pour que des cas de ce genre ne se reproduisent plus et qu'une enquête précède le versement de la prestation complémentaire accordée?

14 février 1968

Houriet

(Es ist kürzlich vorgekommen, dass die Vormundschaftsbehörde bei der Kantonalen Ausgleichskasse vorstellig wurde zwecks Erlangung einer zusätzlichen Leistung zugunsten einer Person, die ihren Lebensunterhalt nicht bestreiten konnte.

Diese Leistung wurde rückwirkend gewährt, was eine ansehnliche Summe ausmachte.

Die betreffende Person hatte in verschiedenen Geschäften Schulden gemacht. Eigentlich hätte das auf diese Weise erhaltene Geld zur Befriedigung dieser wohlwollenden und allzu gutgläubigen Lieferanten verwendet werden sollen. Dies war jedoch nicht der Fall. Die Empfängerin der zusätzlichen Leistung profitierte vielmehr davon, um neue Anschaffungen zu machen, die zweifellos im Moment nicht notwendig waren.

Könnte der Regierungsrat nicht eingreifen, damit sich solche Fälle nicht wiederholen und die Ausrichtung der zusätzlich gewährten Leistungen jeweils nur aufgrund einer vorgängigen Untersuchung erfolgt?)

#### IV.

Die N 6 ist zum Teil im Bau und wird in absehbarer Zeit bis Spiez erstellt. Anderseits ist der

Bau der Rawilstrasse zeitlich zurückgeschoben. Beim Bau der Rawilstrasse ist eine Umfahrung von Wimmis geplant.

Ist die N 6 einmal bis Spiez erstellt, dagegen die Umfahrung von Wimmis noch nicht, ergeben sich für unser Dorf Verkehrsprobleme, die zu grossen Befürchtungen Anlass geben.

Unser Dorf ist durch die alte Simmentalstrasse in zwei ungefähr gleich grosse Teile getrennt. Die Sekundarschule befindet sich südlich (Sekundarschulverband Wimmis, Reutigen, Zwieselberg, Stocken), die neue Primarschulanlage nördlich der Strasse. Täglich haben zwischen 500 bis 600 Kinder die Hauptstrasse in beiden Richtungen verschiedene Male zu traversieren. Der ganze Verkehr der Eidgenössischen Pulverfabrik (Belegschaft über 500 Angestellte) führt ebenfalls in beiden Richtungen auf diese Strasse. Als weiterer schwieriger Punkt ist zu erwähnen, dass der landwirtschaftliche Verkehr (im Frühjahr und Herbst während der Weidezeit sogar das Vieh) sich ebenfalls auf dieser Strasse abwickeln muss.

Einige Bauernhöfe liegen direkt an der Strasse und haben schon heute während der Verkehrs spitzen Mühe, ihre Höfe mit landwirtschaftlichen Gefährten zu verlassen oder wieder zu erreichen.

Wenn man überlegt, dass bei erstellter N 6 bis Spiez der Verkehrsstrom ins Simmental von der Abzweigung in Spiez durch das Dorf Wimmis sich ergiesst, sind die Folgen nicht zu übersehen (heute zweigt der Verkehr ins Simmental in Gwatt ab).

Ist der Regierungsrat bereit, die Umfahrung von Wimmis bis Stauwehr wenn irgend möglich mit der Erstellung der N 6 im Raum Spiez vorzusehen?

14. Februar 1968

Ast

## V.

Les personnes ne connaissant que le français éprouvent de réelles difficultés à s'orienter en ce vaste monde qu'est l'hôpital de l'Ile où instructions, avis et indications à l'intention des visiteurs ne figurent qu'en langue allemande.

Le personnel renseigne aimablement, mais les ennuis subsistent en face de mots inconnus.

Le gouvernement ne juge-t-il pas à propos de faire compléter, en l'établissement en question, le système d'orientation par des indications en français?

14 février 1968

Haegeli (Tramelan)

(Für nur Französisch Sprechende ist es wirklich schwierig, sich im weitläufigen Inselspital zuretzufinden, da die Weisungen, Bekanntmachungen und Angaben zuhanden der Besucher nur deutschsprachig sind.

Das Personal erteilt zwar zuvorkommend Auskunft, aber es ist lästig, vor unbekannten Inschriften zu stehen.

Hält die Regierung nicht dafür, dass die Orientierungsmöglichkeiten in diesem Spital durch Anbringung von französischem Text vervollständigt werden sollten?)

## VI.

Die Kantonsschule Olten hat die Schulgelder für ausserkantonale Schüler ab Schuljahr 1968/69 von Fr. 150.— auf Fr. 1000.— erhöht. Für den Klassenzug A (Maturität) gilt die Verordnung des Regierungsrates betreffend Übernahme der Schulgelder für den Besuch ausserkantonaler öffentlicher Gymnasien vom 23. März 1965.

Für die Klassenzüge Handel und Verkehr konnte, wie der Vorsteher der Schule den Eltern mitteilt, mit dem Kanton Aargau eine Vereinbarung abgeschlossen werden.

Mit dem Kanton Bern bestehe eine solche Vereinbarung noch nicht.

Der Besuch der Kantonsschule Olten aus dem Oberaargau hat den grossen Vorteil der viel geringeren Distanz Wohnort-Schulort (Langenthal-Olten 20 Kilometer, Langenthal-Bern 47 Kilometer).

Kann auch für den Kanton Bern mit einem Abkommen betreffend Übernahme der Schulgelder an der Kantonsschule Olten gerechnet werden?

15. Februar 1968

Frauchiger

## VII.

Nach bisherigen Erfahrungen darf die Verminderung des Haarraubwildes als eine der wirksamsten Massnahmen zur Bekämpfung der Tollwut angesehen werden. Gewisse Erleichterungen in der Ausübung dieser Jagd sind bewilligt worden.

1. Haben diese Erleichterungen zu einem im Vergleich zu früheren Jahren erhöhten Abschuss geführt?
2. Was hat die Regierung bewogen, auf weitergehende Erleichterungen, wie zum Beispiel die Ausübung der Jagd auf Haarraubwild bei Nacht und am Köderplatz zu verzichten?
3. Warum blieb im Jura die Jagd auf Haarraubwild in verschiedenen Amtsbezirken verboten?

15. Februar 1968

Frutiger

## VIII.

Die Kantonale Kunstgewerbeschule Biel – eine dem Kantonalen Technikum angegliederte Fachschule – geht auf eine Gründung des Jahres 1887 zurück. Ursprünglich beschränkte sich die Aufgabe der Schule auf die Ausbildung von Graveuren und Ziseleuren für die Uhrenindustrie. Heute werden nach einem Grundschulungskurs von zwei Semestern in sechs weiteren Semestern graphische Fachleute ausgebildet. Die Absolventen können den eidgenössischen Fähigkeitsausweis für Graphiker erwerben.

Der Standort Biel für diese kantonale Fachschule hat sich als richtig erwiesen. Die Schule hat eine erfreuliche Entwicklung erfahren. Neue Perspektiven eröffnen sich auch im Hinblick auf die Gründung des «Schweizerischen Ausbildungszentrums für Werbung und Information» (SAWI), die vom Schweizerischen Reklameverband vorgesehen ist. Professor Paul Stocker hat als Präsident des

geplanten Ausbildungszentrums erklärt, dass Biel ganz bewusst als Standort für die neue Schule vorgesehen worden sei: «Erstens einmal die geographische Lage der Stadt Biel, dann ihre Zweisprachigkeit» seien ausschlaggebend gewesen. «Mit der Wahl von Biel manifestieren die zahlenmäßig überlegenen deutschschweizerischen Werbefachleute ihren welschen Kollegen ihre Bereitschaft, gemeinsam mit ihnen zu arbeiten... Und dann geniesst Biel in der ganzen Schweiz den Ruf einer sehr aufgeschlossenen Stadt. Die freie, lebensfreudige, von Grosszügigkeit geprägte Atmosphäre ist für kreative Leute eine ideale Arbeitsbasis.» Das SAWI wird sich auch mit der Weiterbildung von Werbegraphikern befassen; eine enge Zusammenarbeit mit der Kantonalen Kunstgewerbeschule wäre deshalb ins Auge zu fassen.

Die Kantonale Kunstgewerbeschule ist seit 1960 nur behelfsmässig einquartiert und leidet unter Raumnot. Nachdem der Ausbau der Berner Gewerbeschule geplant ist, wird der Regierungsrat um die Beantwortung folgender Fragen ersucht:

1. Der frühere Volkswirtschaftsdirektor Rudolf Gnägi gab 1965 auf eine Anfrage im Grossen Rat die Zusicherung, die Graphikerklasse an der Berner Gewerbeschule bedeute keine Konkurrenzierung für die Kantonale Kunstgewerbeschule. Ist diese Zusicherung heute noch gültig?
2. In welcher Weise ist der dringend notwendige Ausbau der Kantonale Kunstgewerbeschule Biel vorgesehen?

15. Februar 1968

Schwander

#### IX.

Der jurassischen Deputation ist ein Zehnjahresplan für den Ausbau der jurassischen Strassen vorgelegt worden. Danach soll die Verbindung Pruntrut-Delsberg-Oensingen als Autostrasse ausgebaut und in das Nationalstrassennetz eingegliedert werden, während die Verbindung (Basel)-Laufental-Delsberg-Biel als kantonale Autostrasse vorgesehen ist.

Diese grosszügige Planung ist sehr zu begrüssen. Der aus dem Laufental stammende Publizist Hans Tschäni bemerkte zum Beispiel: «Man gab einst vor, das Nationalstrassennetz nach streng verkehrstechnischen Gesichtspunkten zu planen. Gut. Man wird aber nicht darum herumkommen, nun eine Ergänzung nach staatspolitischen Gesichtspunkten anzubringen und den Landesteil Jura in das Netz einzubeziehen... Die Berner Regierung ist also mit ihrer Strassenbaupolitik gut beraten, und sie verdient Unterstützung auch auf eidgenössischer Ebene.»

Der Regierungsrat wird in diesem Zusammenhang um die Beantwortung folgender Fragen ersucht:

1. Welche Massnahmen sind getroffen worden, damit die Verbindung Pruntrut-Oensingen ins Nationalstrassenprogramm aufgenommen wird?
2. Die Realisierung des Strassenkreuzes Pruntrut-Oensingen/Laufental-Biel würde eine direkte Autostrassenverbindung Pruntrut-Biel über Delsberg herbeiführen. Ist der Regierungsrat nicht auch der Auffassung, dass diese Nord-Süd-

Verbindung auch über Biel hinaus angemessen ausgebaut werden sollte? Könnte der Ausbau der Autostrasse Lyss-Schönbühl (der aus finanziellen Gründen in Frage gestellt scheint) nicht etappenweise verwirklicht werden (vorläufiger Ausbau mit zwei Spuren, Reservierung des Terrains für zwei weitere Spuren)?

15. Februar 1968

Schwander

#### X.

Les allocations familiales versées à titre de subventions à l'agriculture représentent la somme de 1,8 million de francs.

Le Gouvernement peut-il renseigner le Grand Conseil sur la part que l'Etat supporte pour les allocations familiales dans les autres groupes économiques du canton?

15 février 1968

Marchand

(Die Familienzulagen in der Landwirtschaft belaufen sich auf 1,8 Millionen Franken.

Kann der Regierungsrat dem Grossen Rat den Staatsanteil bei den Familienzulagen für die andern Wirtschaftsgruppen bekanntgeben?)

#### XI.

Un détenu, emprisonné depuis un an et demi à la prison de district de Berne et dont le jugement n'a pas encore eu lieu à ce jour, a demandé à être autorisé à faire usage dans sa cellule d'une machine à écrire. Cela lui a été refusé.

Au cours de sa longue détention préventive, cet accusé cherche à se raccrocher à l'existence en écrivant. Bien qu'il n'ait jamais été condamné auparavant, ses demandes réitérées n'ont pas été prises en considération.

Dans d'autres cas, certaines faveurs sont accordées. Comment justifier cette inégalité de traitement?

15 février 1968

Villard

(Ein seit anderthalb Jahren im Bezirksgefängnis in Bern Verwahrter, über den bis anhin noch kein Urteil ergangen ist, hat ersucht, in seiner Zelle eine Schreibmaschine zu verwenden. Dies wurde ihm verweigert.

Während seiner langen Untersuchungshaft versucht dieser Angeklagte, durch Schreiben mit der Umwelt in Verbindung zu bleiben. Obschon keine Vorstrafen bestehen, ist seinen wiederholten Gesuchen nicht entsprochen worden.

In andern Fällen werden gewisse Vorteile gewährt. Wie rechtfertigt sich diese ungleiche Behandlung?)

#### XII.

Im Januar 1968 wurde in der Tagespresse von einer Unterschlagung von etwa Fr. 70 000.— im Amthaus Biel berichtet. Dieses Vergehen soll im

Büro der Salzfaktorei vorgekommen sein. Es ist erstaunlich, dass die vorgesetzten Stellen die Unterschlagung erst bemerkten, als diese bereits diese Höhe erreicht hatte.

Der Regierungsrat wird angefragt, aus welchen Gründen es so weit kommen konnte. Verfügen die vorgesetzten Stellen nicht über genügende Kontrollmöglichkeiten, solche Unterschlagungen in diesem Ausmass zu verunmöglichen?

16. Februar 1968

Gyger

Gehen an die Regierung.

---

*Bühler  
Frauchiger  
Führer  
Gyger  
Marti  
Messer  
Michel (Brienz)  
Miserez  
Rätz  
Roth (Münsingen)  
Roth (Schönbühl)  
Schnyder  
Staender  
Stähli*

---

Zur Vorberatung der nachfolgend genannten Geschäfte hat das Büro folgende

### Kommissionen

bestellt:

*Dekret vom 10. Mai 1921  
über das Verfahren bei Volksabstimmungen  
und Wahlen (Abänderung)*

Die Grossräte

*Kautz, Präsident  
Freiburghaus (Laupen), Vizepräsident  
Arni  
Jaggi  
Jardin  
Kopp  
Kressig  
Lerch  
Leuenberger  
Marti  
Würsten*

*Dekrete betreffend den Tarif in Strafsachen  
und über die Gerichtsgebühren  
in Zivilprozess-Sachen*

Die Grossräte

*Krähenbühl, Präsident  
Cattin, Vice-président  
Buchs (Stechelberg)  
Burri (Schliern/Köniz)  
Graf  
Guggenheim  
Kästli  
Miserez  
Rollier  
Siegenthaler  
Ueltschi*

*Dekret über die Kirchensteuern  
(Abänderung)*

Die Grossräte

*Oesch, Präsident  
Zuber, Vizepräsident  
Aebi*

### Antwort auf die Schriftliche Anfrage Fankhauser

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 671)

In der Schweizer Presse wurde Ende September 1967 gemeldet, Boillat sei mit seinem eigenen, von den Schweizer Behörden beschlagnahmten Pass nach Spanien geflüchtet.

Diese Behauptung stimmt nur zur Hälfte.

In der Tat verliess Boillat mit seinem noch gültigen Reisepass unser Land, nachdem ihm dieses Dokument offenbar von seinen Fluchthelfern zugesteckt wurde.

Dagegen wurde dieser Pass bei der Verhaftung Boillats von den schweizerischen Behörden nie beschlagnahmt, weil er nicht aufgefunden werden konnte. Die Haussuchungen am Wohnsitz Boillats und in dem von ihm erworbenen Restaurant in Sornetan blieben in dieser Beziehung ergebnislos, und auf Befragung des Untersuchungsrichters erklärte Boillat, er wisse nicht, wo sich dieses Dokument befindet. Weder sein Reisepass noch sein Führerausweis befanden sich deshalb nach seiner Verhaftung je in den Händen der Schweizer Behörden.

Es liegt also kein Passdiebstahl gegenüber den Behörden vor, und somit ist auch keine bernische Amtsstelle betroffen. Der Pass Boillats wird unter den gegebenen Umständen nicht erneuert werden.

Herr Fankhauser ist abwesend.

---

### Antwort auf die Schriftliche Anfrage Schwander

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 672)

1. Grossrat Schwander führt in seiner Schriftlichen Anfrage aus, dass der Regierungsrat vor über einem Jahr in Aussicht gestellt habe, zur Kontrolle der Staubverschmutzung durch die Zementfabrik Reuchenette Kontrollmassnahmen durchzuführen.

Wie der Gemeinderat von Péry ausführt, hat er sich im Juni 1966 und im Juni 1967 schriftlich bei der Volkswirtschaftsdirektion nach dem Stand dieser Massnahmen erkundigt, ohne jedoch eine Antwort erhalten zu haben. Die Bevölkerung von Péry erkundigt sich regelmässig bei der Gemeindebehörde über die erzielten Fortschritte in dieser leidigen Angelegenheit, und der Gemeinderat sollte in der Lage sein, gültige Antworten zu erteilen.

Der Regierungsrat wird um die Beantwortung folgender Fragen ersucht:

- a) Aus welchen Gründen wurden die Schreiben der Gemeindebehörde von Préy – wovon eines über ein Jahr zurückliegt – nicht beantwortet?
- b) Sind die in Aussicht gestellten Kontrollmassnahmen durchgeführt worden?
- c) Liegen Ergebnisse vor, die zu bestimmten Schlussfolgerungen führen?

2. Die beiden Schreiben des Gemeinderates von Péry wurden durch das Büro Biel unseres Kantonalen Industrie- und Gewerbe-Inspektorates beantwortet. Mit Schreiben vom 14. Oktober 1967 der Direktion der Volkswirtschaft wurde dem Gemeinderat Péry geantwortet und darauf hingewiesen, dass er vom Büro Biel des Kantonalen Industrie- und Gewerbe-Inspektorates orientiert worden sei.

Der Gemeindepräsident von Péry erklärte an der von unserem Kantonalen Industrie- und Gewerbe-Inspektorat Bern am 30. November 1967 im beklagten Betrieb durchgeföhrten Besprechung unter dem Vorsitz des Regierungsstatthalters von Courtelary, dass die Antworten offenbar durch den Wechsel in der Leitung der Gemeindeschreiberei nicht weitergeleitet worden seien.

3. Mit einem ganz enormen Aufwand an finanziellen Mitteln wurden in der Zwischenzeit die Betriebseinrichtungen, insbesondere die Staubfilteranlagen, in der Zementfabrik Reuchenette überholt und revidiert.

Unter der Leitung von Prof. Dr. Högger unternimmt der arbeitsärztliche Dienst des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit seit dem Monat November 1967 an verschiedenen Standorten in der Gemeinde Péry Staubmessungen. Auf Ersuchen der Gemeindebehörde werden sich diese Messungen auf alle vier Jahreszeiten erstrecken und bis zum Herbst 1968 dauern.

Nach Vorliegen der Messresultate wird sich ergeben, ob unser Kantonales Industrie- und Gewerbe-Inspektorat weitere Verbesserungsmassnahmen anordnen muss.

4. Die Öfen sind mit den modernsten Elektrofilteranlagen ausgerüstet.

Die Staubmessungen im Betrieb selbst zeigten, dass die vom Verein Schweizerischer Zement-, Kalk- und Gips-Fabrikanten auf 1. Januar 1964 erlassenen Richtwerte nicht erreicht werden. Die Messwerte betragen unter 100 Milligramm pro Betriebskubikmeter Abluft (1 Milligramm = 1 Tausendstelgramm Staub) und nähern sich dem Wert von 50 Milligramm, was als ausserordentlich gut bezeichnet werden kann.

Die Werte von 100 Milligramm für alle Öfen, ohne Rücksicht auf die Grösse, sind bisher in keinem Land erreicht worden. Einzig Westdeutschland sieht seit 1966 gleich scharfe Richtwerte vor, für grosse Öfen von 100 Tagestonnen und mehr.

5. Nach Erhalt der Messresultate werden wir den Gemeinderat von Péry und Grossrat Schwander verständigen.

Herr Schwander ist abwesend.

---

### **Antwort auf die Schriftliche Anfrage Wyss**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 672)

Schon anlässlich der ersten Lesung des Gesetzes über Jagd, Wild- und Vogelschutz ist auf Antrag von Grossrat Hänsenberger versucht worden, eine Bestimmung aufzunehmen, wonach Einschränkungen bei der Verwendung von Motorfahrzeugen bei der Ausübung der Jagd vorgesehen waren. Es hat sich bald gezeigt, dass es in rechtlicher Hinsicht ausserordentlich schwierig ist, eine solche Einschränkung gesetzlich zu verankern, welche nur für die Jäger gilt.

Es ist richtig, dass im Kanton Graubünden die motorisierte Jagd in der Weise eingeschränkt worden ist, dass Motorfahrzeuge zum Zwecke der Jagd nur auf den für alle Motorfahrzeughalter befahrenen Strassen benützt werden dürfen und ausserdem in geschlossenen Ortschaften parkiert werden müssen. Der Erlass einer solchen Parkierungsvorschrift ist ebenfalls im Kanton Bern geprüft worden und lässt sich in rechtlicher Hinsicht kaum verwirklichen.

Es hat sich nun in andern Fällen gezeigt, dass sich die Einschränkung der motorisierten Jagd nur durch ein für sämtliche Motorfahrzeughalter gütiges Fahrverbot verwirklichen lässt. Ein solches Verbot besteht bereits in den Staatswäldern am Fanelstrand, die zwischen dem Broye- und Zihlkanal liegen. Auf dieser Grundlage können sowohl zum Schutze des Waldes, der sich immer mehr als Erholungsraum für die Bevölkerung aufdrängt, als auch zur Eindämmung einer bessern Jagdausübung ohne Verwendung von Motorfahrzeugen weitere Fahrverbote erlassen werden. Sofern sich diese neue Ordnung in den Staatswäldern bewähren sollte, so könnte eine ähnliche Regelung auch in Burgerwäldern oder sogar in Privatwäldern mit Einwilligung der Grundeigentümer erzielt werden.

Die Forstdirektion wird in diesem Sinne beauftragt, weitere Anordnungen zu treffen.

Herr Wyss ist nicht befriedigt.

---

### **Antwort auf die Schriftliche Anfrage Guggenheim**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 752)

Grossrat Guggenheim ersucht den Regierungsrat um Auskunft, wann er beabsichtige, die in § 14 Absatz 2 der Verordnung vom 29. Dezember 1953 betreffend die amtliche Schätzung von Grund-

stücken vorgesehenen Vorschriften für die Schätzung nichtlandwirtschaftlicher Liegenschaften zu erlassen.

Genau die gleiche Frage bildete Gegenstand der Motion von Grossrat Dr. Wirz, die am 10. Mai 1967 angenommen wurde (Tagblatt 1967, Seite 260).

In seiner Stellungnahme zur Motion erklärte der Berichterstatter des Regierungsrates, Finanzdirektor Moser, die Schätzungsverordnungen müssten von Fachleuten der Steuerverwaltung ausgearbeitet werden. Diese seien noch stark mit der Revision der amtlichen Werte sowie mit der Erledigung der Einsprachen beschäftigt. Nach Abschluss dieser Arbeiten werde man an die Ausarbeitung der gewünschten Richtlinien herantreten.

Die Behandlung der im Hauptrevisionsverfahren sowie gegen die Neufestsetzung des Eigennietwertes eingereichten Einsprachen ist in vollem Gange. Sie wird den Vorsteher der Abteilung für die amtliche Bewertung der Grundstücke und seine Schätzungsxperten mindestens bis in den Sommer hinein voll beanspruchen. Mit den Vorarbeiten für den Erlass der Schätzungsinstruktioen im Sinne von § 14 Absatz 2 der Verordnung vom 29. Dezember 1953 soll trotzdem so rasch wie möglich begonnen werden. Die Umstände verbieten es aber, heute schon einen genauen Zeitpunkt für deren Erlass in Aussicht zu nehmen.

Herr Guggenheim ist befriedigt.

---

#### **Antwort auf die Schriftliche Anfrage Sutermeister**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 752)

1. Die Volksabstimmung über den Antrag des Grossen Rates vom 23. Mai 1967 ist angesetzt auf den 18. Februar 1968, den Tag einer eidgenössischen Volksabstimmung.

2. Verwirft das Volk das ihm vom Grossen Rat vorgelegte Ermächtigungsgesetz, so kann den Gemeinden das Recht zur Einführung des Frauenstimmrechtes nur dadurch eingeräumt werden, dass das Volk einen neuen gleichartigen Gesetzesentwurf annimmt. Jede Gemeinde, die alsdann das Frauenstimmrecht einführen möchte, müsste dies in der Form einer Abänderung ihres Organisationsreglementes tun. Die Zustimmung der Mehrheit der an der kantonalen Abstimmung vom 18. Februar 1968 teilnehmenden Stimmberechtigten einer Gemeinde zum Ermächtigungsgesetz würde nur bedeuten, dass diese Bürger den Grundsatz guttheissen, jede Gemeinde solle selber über die Einführung des Frauenstimmrechtes in Gemeindeangelegenheiten entscheiden können. Sie könnte nicht dem Entscheid einer Gemeinde gleichgesetzt werden, von der Ermächtigung Gebrauch zu machen.

Herr Sutermeister ist abwesend.

---

#### **Antwort auf die Schriftliche Anfrage Sutermeister**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 752)

Die vor 25 Jahren erstellte Lüftungsanlage im Grossratssaal wurde auf Jahresende vom Kantonale Hochbauamt unter Bezug einer Spezialfirma für Luft- und Klimatechnik überprüft. Dabei konnte festgestellt werden, dass sie sich noch in einem guten Zustand befindet. Als einzige Reparaturen mussten am Abluftventilator zwei Lager ausgewechselt und am Luftfilter die Füllungen ersetzt werden.

Die Lufteinführung in den Grossratssaal erfolgt durch je zwei Schlitzreihen, welche links und rechts in der gewölbten Decke angeordnet sind. Diese Anordnung führt besonders auf der grossen Ventilatordrehzahl zu Zugverscheinungen. Durch den Einbau von modernen Spaltgittern in die Schlitze kann eine wesentliche Verbesserung erreicht werden. Dieser Einbau sowie eine Nachrechnung und Überholung der Apparate der Regulieranlage sollen im Frühjahr 1968 vorgenommen werden. Die daherigen Kosten werden auf etwa Fr. 10 000.— geschätzt.

Wir erwarten von den erwähnten Verbesserungen, dass sie bei zugsfreier Lufteinführung bis zu einer Aussentemperatur von 16 Grad Celsius ein einwandfreies Raumklima gewährleisten unter der Voraussetzung, dass sowohl die Ventilation als auch die Heizanlage richtig bedient werden. Das Kantonale Hochbauamt wird die Bedienung überwachen und dafür sorgen, dass vor allem die Vorlauftemperatur den Radiatoren, der Saalbesetzung und der Aussentemperatur angepasst wird.

Sollte sich anhand einer sorgfältigen Kontrolle ergeben, dass wider Erwarten die Raumtemperatur bei höherer Aussentemperatur und starker Besetzung des Ratssaales immer noch zu hoch ansteigen würde, so müsste der Einbau einer entsprechenden Kühlwanlage geprüft werden. Dies würde zusätzliche bauliche Arbeiten, wie Fundamente für Kompressor und Kühliturm, elektrische Zuleitungen, Schalter und Sicherungen sowie Wasserzuleitungen bedingen, die zusammen mit der Kühlwanlage mindestens Fr. 70 000.— kosten würden.

Finanzielle Erwägungen und der Umstand, dass die Verwendungszeit einer solchen Klimaanlage nur relativ kurz wäre, zwingen uns, es vorerst einmal bei den erwähnten Reparaturen der Lüftungsanlage und bei den Revisions- und Verbesserungsarbeiten bewenden zu lassen und mit der Installation einer Klimaanlage im Sinne von Grossrat Dr. Sutermeister noch zuzuwarten.

Herr Sutermeister ist abwesend.

---

**Antwort auf die Schriftliche Anfrage Wisard**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 752)

Die Schriftliche Anfrage von Grossrat Wisard wird wie folgt beantwortet:

Laut Voranschlag für das Jahr 1967 und 1968 ist für die Fremdenverkehrswerbung ein Aufwandposten in der Höhe von je Fr. 400 000.— unter dem Konto 1301 945 10 – Beitrag für die Fremdenverkehrswerbung – vorgesehen. Dieser Betrag steht in erster Linie zur Ausrichtung von Staatsbeiträgen an die Kosten der Werbebedürfnisse der regionalen Verkehrsvereine zur Verfügung. So erhalten die nachstehend aufgeführten Beitragsempfänger seit dem 1. Januar 1965 folgende jährliche Zuwendungen des Staates:

Verkehrsverein des Berner Oberlandes mit Sitz in Interlaken	Fr.
Verkehrsverein der Stadt Thun und Umgebung, Thun	3 000.—
Verkehrsverein der Stadt Bern	26 000.—
Emmentaler Verkehrsverband, Langnau im Emmental	11 000.—
Verkehrs- und Verschönerungsverein, Burgdorf	2 000.—
Verband Oberaargauischer Verkehrsvereine, Langenthal	1 000.—
Pro Jura, Moutier	24 000.—
Association pour la défense des intérêts du Jura, Delémont	3 000.—
Verein für Verkehrswerbung im bernischen Seeland, Biel	10 500.—
Verkehrsverein der Stadt Biel und Umgebung, Biel	7 500.—
Verkehrsverein des Amtes Seftigen mit Sitz in Burgistein	1 000.—
Zusammen	286 000.—

Aus dem gleichen Budgetkredit gelangt auch der Jahresbeitrag des Kantons Bern an die Schweizerische Verkehrszentrale (SVZ) mit Sitz in Zürich in der Höhe von ..... 18 000.— zur Ausrichtung.

Ferner werden dem Kredit auch Beiträge an die Kosten von Veranstaltungen mit werbemässigem Charakter belastet.

Im Jahre 1967 handelt es sich um folgende Beitragsbezüger:

Kurhausgesellschaft Interlaken für Mozart-Woche 1967	Fr.
Organisationskomitee Musikfestwoche Meiringen 1967	5 000.—
Verkehrsverein Gstaad für Yehudi Menuhin-Festival pro 1966 und 1967	11 000.—
Organisationskomitee der 6. Internationalen Hochalpinen Ballonsportwoche 1967 in Mürren	2 000.—
Dazu kommen noch weitere ausserordentliche Beitragsleistungen an folgende Organisationen:	
Verkehrsverein des Berner Oberlandes mit Sitz in Interlaken.	
Einmaliger Sonderbeitrag im Hinblick auf die Sommersaison 1967 für die verstärkte Werbung in verschiedenen	

westeuropäischen Ländern, bedingt durch den zu erwartenden Ausfall englischer Gäste, hervorgerufen durch die Devisenrestriktionen der englischen Regierung .....	Fr.
Emmentaler Verkehrsverband mit Sitz in Langnau im Emmental, Sonderbeitrag an die Kosten der Herausgabe des Werbeheftes «Emmental 2» .....	30 000.—
Total ausbezahlte Beiträge pro 1967	<u>394 000.—</u>

Ganz allgemein stellt der Regierungsrat fest, dass bei der Zuerkennung von Beiträgen für die Fremdenverkehrswerbung an die regionalen Verkehrsvereine bestimmte, messbare Kriterien, wie die Bettenzahl, die Anzahl der Logiernächte, die Art und Werbung und nicht zuletzt die Eigenleistung der Regionen massgebend sind. Der Gesamtkredit wird so bemessen, dass darin eine Reserve für nicht überblickbare Bedürfnisse berücksichtigt ist.

Herr Wisard ist abwesend.

**Antwort auf die Schriftliche Anfrage Gyger**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 752)

Der Regierungsrat hatte schon in der November-session 1966 Gelegenheit, über die Frage der Bepflanzung des Mittelstreifens der Nationalstrassen-teilstrecke Bern-Oensingen Auskunft zu erteilen. Damals ging es um die Beantwortung der Schriftlichen Anfrage von Grossrat Dr. Meyer, ob sich nicht eine Bebauung des Trennstreifens mit geeignetem Strauchwerk aufdränge, damit die nächtliche Blendwirkung der Scheinwerfer aus entgegengesetzter Richtung herkommender Fahrzeuge herabgesetzt oder gar beseitigt werden könne.

Die Antwort lautete, die Frage lasse sich nicht abschliessend beurteilen. Da gewichtige Argumente dafür und dagegen sprächen, bestehe noch kein Grund zu überstürzten Beschlüssen. Eine Bepflanzung der Mittelstreifen könne auch noch später ausgeführt werden. Nach Artikel 16 der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz vom 24. März 1964 über die Nationalstrassen erlassee das Eidgenössische Departement des Innern nach Anhören der Kantone Richtlinien und Normalien über die Ausarbeitung, die Auflage und die Einreichung der Ausführungsprojekte samt allen Nebenanlagen. Die Bundesinstanzen hätten dem Kanton Bern am 20. April 1965 bekanntgegeben, es sei auf seinem Teilgebiet der Nationalstrasse Bern-Oensingen vorerst keine Bepflanzung des Mittelstreifens vorzusehen, in der Meinung, dass zuerst Erfahrungen im Betrieb gesammelt werden müssten. Es sollten vor allem Vergleiche gezogen werden zwischen Strassen mit und ohne Bepflanzung des Mittelstreifens.

Seither haben sich keine wesentlichen neuen Gesichtspunkte gezeigt. Zum Problem Blend-schutz kann jedoch ergänzend mitgeteilt werden, dass auf einer Autobahn bei einiger Verkehrsdichte

mit Abblendlicht und nicht mit den Scheinwerfern gefahren werden soll, um zu vermeiden, dass dem Vordermann in das Fahrzeug hineingeblen-det wird. Beim Fahren mit Abblendlicht ist vor allem bei nasser Fahrbahn eine gewisse Blendung durch den Gegenverkehr festzustellen, weshalb eine Blendschutzvorrichtung auf dem Mittelstreifen erwünscht wäre. Im Prinzip kann eine Bepflanzung als Blendschutz dienen. Es besteht aber aus folgenden Gründen noch keine Gewissheit darüber, ob eine Bepflanzung des Mittelstreifens mit immergrünen Sträuchern auch eine dauernde Blendschutzwirkung darstellt. So sind zum Beispiel das Wachstum und die Beständigkeit der Pflanzen wegen des unvermeidlichen Salzens der Fahrbahnen zur Winterzeit noch fraglich. In diesem Zusammenhang spielt ebenfalls eine wichtige Rolle der Kiesunterbau des Mittelstreifens, der auf längeren Strecken der bernischen N 1 auf Weisung des Bundes erstellt wurde mit dem Zweck, den Mittelstreifen aus Gründen der Verkehrssicherheit tragfähig zu machen. Ferner muss beachtet werden, dass die Unterhaltsarbeiten durch Gebüsch auf dem Mittelstreifen erheblich behindert und verteuert werden. Ausserdem gefährden Sträucher auf dem Mittelstreifen das darauf tätige Personal.

Mit dem Ziel, eine weitere Abklärung der verschiedenen Fragen zu erreichen, wurde im Einverständnis mit dem Bund auf der Grauholzstrasse ein längeres Stück des Mittelstreifens bepflanzt. Im einzelnen wurden dabei folgende Probleme untersucht:

- a) Pflanzenwahl, insbesondere Eignung hinsichtlich Blendschutz, Wachstum, Salzbeständigkeit.
- b) Möglichkeiten eines rationellen gefahrlosen Unterhalts des Mittelstreifens, Unterhalt der Grünecke.
- c) Kosten der Anlage und des Unterhalts.

d) Beeinflussung des Sicherheitskabelzaunes durch die Bepflanzung (Abklärung zusammen mit der Eidgenössischen Technischen Hochschule).

Es sollen auch für zukünftige Projekte Unterlagen erarbeitet werden, die es ermöglichen, die Breite des Mittelstreifens derart zu dimensionieren, dass eine Bepflanzung ausgeführt werden kann, ohne dass daraus zu viele Nachteile entstehen.

Herr Gyger ist befriedigt.

#### **Antwort auf die Schriftliche Anfrage Annen**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 752)

Die Durchführung der Schauen zwecks Aufnahme der Tiere ins Herdebuch wird in erster Linie durch die Weisungen des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 30. November 1965 über die Anerkennung, die Aufnahme ins Herdebuch und die Ausrichtung von Einzelprämien beim Rindvieh bestimmt.

Nachdem die Auffuhr von Erstlingskühen im Frühjahr obligatorisch erklärt werden musste, versuchte man, durch den Verzicht auf die Auf-

fuhr der Rinder mit einer minimalen Milchleistungsabstammung im Herbst, das Schauwesen etwas zu rationalisieren.

Diese Massnahme wurde in zahlreichen Genossenschaften des Unterlandes, des Juras und des Oberlandes günstig aufgenommen.

Vor der Organisation der Schauen des Herbstan 1968 werden die Viehzuchtgenossenschaften mittels Kreisschreiben konsultiert.

In den Vereinigungen, deren Mitglieder mehrheitlich die Auffuhr der Rinder verlangen, wird diese Tierkategorie aufgeführt werden können. Eine obligatorische Auffuhr der Rinder in allen Genossenschaften wieder zu verfügen, scheint uns dagegen nicht gerechtfertigt.

Herr Annen ist abwesend.

#### **Antwort auf die Schriftliche Anfrage König**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 753)

Grossrat König beanstandet, dass junge Leute, namentlich Lehrkräfte, die ihr Wochenende auswärts in ihrer Familie verbringen, das Einkommen nicht am Arbeitsort zu versteuern haben. Diese Regelung wirke sich insbesondere zum Nachteil ohnehin steuerschwacher Gemeinden aus.

Nach Artikel 201 Steuergesetz steht der Gemeindesteueranspruch derjenigen Gemeinde zu, in welcher der Steuerpflichtige seinen Veranlagungsort für die Staatssteuer hat. Als Veranlagungsort gilt die Wohnsitzgemeinde (Art. 104 Abs. 1 Steuergesetz). Der Begriff des Wohnsitzes wird im Steuergesetz nicht selbständig umschrieben. Massgebend sind hiefür die Vorschriften des Zivilgesetzbuches (vergleiche Art. 6 Steuergesetz, wo auf die Art. 23 und folgende Zivilgesetzbuch verwiesen wird).

Ledige (unselbständig erwerbstätige) Personen haben ihren zivilrechtlichen und somit auch den Steuerwohnsitz am Arbeitsort. Wenn sie aber regelmässig oder so oft, als es ihnen das Arbeitsverhältnis erlaubt, zu ihrer auswärts wohnenden Familie zurückkehren, gilt dieser Ort als zivilrechtlicher Wohnsitz, als Mittelpunkt ihrer Lebensinteressen, mit der Folge, dass sie dort auch steuerpflichtig sind. Auf die Schrifteneinlage kommt es nicht an. Diese Praxis folgt zwangsläufig aus der Rechtsprechung zum zivilrechtlichen Wohnsitzbegriff. Sie gilt steuerrechtlich nicht nur im bernischen interkommunalen, sondern uneingeschränkt auch im interkantonalen Verhältnis.

Der bernische Steuergesetzgeber wäre zweifellos befugt, eine abweichende Ordnung zu schaffen. Ob das zweckmässig wäre, ist indessen fraglich. Man darf nämlich nicht übersehen, dass die heutige Regelung für die meisten Gemeinden nicht nur Nachteile, sondern auch Vorteile zeitigt, weil praktisch in jeder Gemeinde die Möglichkeit besteht, auswärts arbeitende Wochenendaufenthalter zu besteuern. Im interkantonalen Verhältnis vermöchte sich sodann eine besondere bernische Bestimmung über den Steuerwohnsitz lediger Personen nicht durchzusetzen.

Trotz diesen Vorbehalten soll das vom Fragesteller aufgeworfene Problem für eine eingehendere Prüfung im geeigneten Zeitpunkt vorgemerkt werden.

Herr König ist befriedigt.

---

## Antwort auf die Schriftliche Anfrage Würsten

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 753)

Die Schriftliche Anfrage des Grossrates Würsten, welche drei präzis formulierte Fragen enthält, wird wie folgt beantwortet:

a) Einleitende Bemerkungen:

Zwischen St-Maurice und Grimsel besteht zwischen den Kantonen Bern und Wallis auf einer Länge von 110 Kilometer keine Strassenverbindung über die Berner Alpen. Dieser Mangel beschäftigt den Regierungsrat schon seit Jahren. Die Eidgenössische Strassenplanungskommission hat die Frage einer Strassenverbindung Bern–Wallis eingehend studiert. Das Ergebnis hat sie in Band 5, Kapitel VII, Seiten 111 bis 157 ihres Schlussberichtes festgehalten, worin auch die Frage einer Sanetschstrasse besprochen wurde.

Am 21. Juni 1960 entschloss sich die Bundesversammlung für den Rawil und setzte für die N 6 das Trasse Bern–Thun (Gwatt)–Rawil–Sitten/Siders fest.

Im Jahre 1963 erteilte der Regierungsrat in Verbindung mit der Motion Oester der Kantonalen Verkehrskommission den Auftrag, die Frage, ob Grimsel–Tessin oder Breithorntunnel nach Süden die grösseren Vorteile bietet, zu studieren. Dazu hatte das Kantonale Tiefbauamt eine Verkehrsanalyse auszuarbeiten, worin der Fragenkomplex Strassenverkehr Bern–Wallis behandelt wurde. Die Kantonale Verkehrskommission gelangte zum Ergebnis, es könne auf absehbare Zeit für einen weiteren Alpenübergang neben dem Rawil kein ausreichendes Bedürfnis nachgewiesen werden, es wäre jedoch angezeigt, die Untersuchung dieser Frage etwa alle fünf Jahre zu wiederholen, damit aufgrund der jeweiligen Entwicklung die nötigen Schlüsse gezogen werden könnten. Ferner postulierte die Kantonale Verkehrskommission einen baldigen Ausbau der Zufahrtsstrasse zum Lötschbergtunnel. Die Baudirektion hat sich zwecks Erhältlichmachung von Bundesbeiträgen für diesen Strassenausbau an das Eidgenössische Departement des Innern gewandt.

Es wird nicht bestritten, dass ein Sanetschübergang vom fremdenverkehrspolitischen Standpunkt aus interessant wäre. Vom verkehrstechnischen Standpunkt aus ist diese Lösung jedoch nicht dringlich.

b) Die drei Fragen:

1. Ist der Kanton Bern grundsätzlich bereit, an der Ausarbeitung eines generellen Sanetschstrassenprojekts mitzuarbeiten?

Antwort: Ja. Bevor jedoch die Kosten eines solchen Projekts genau abgeschätzt werden können, müssen die dafür gültigen Normen festgelegt

werden. Die im Vorprojekt Mai 1965 des Technischen Büros B. Ribordy und B. Luyet enthaltene Kostenschätzung von 5,5 Millionen Franken ist eindeutig zu niedrig.

2. Kann damit gerechnet werden, dass der Kanton Bern einem Projekt nach den Baunormen und -methoden der Nufenenstrasse (Ulrichen–Bedretto) zustimmt?

Antwort: Nein. Nie Normen müssen dem Sanetschprojekt entsprechen. Die Entwicklung des Verkehrs hat vor allem in den Bergen gezeigt, dass die Wahl der Normen sehr sorgfältig erfolgen muss. Die unerwartete Verkehrszunahme auf Pässen, wie Susten, Grimsel usw., gebietet grösste Vorsicht. Anhand verschiedener Beispiele ist erwiesen, dass ausländische Fahrer mit minimalsten Strassenbreiten nicht auskommen.

3. Sind die Kantonsbehörden willens, ihre «guten Dienste» bei den einzuleitenden Verhandlungen mit den Bundes- und Armeebehörden dem Initiativkomitee «Sanetschstrasse» zur Verfügung zu stellen?

Antwort: Die Baudirektion ist bereit, bei den Verhandlungen mitzuwirken.

Herr Würsten ist teilweise befriedigt.

---

## Antwort auf die Schriftliche Anfrage Jardin

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 753)

In seiner Schriftlichen Anfrage führt Herr Jardin aus, dass im Rahmen der finanziellen und technischen Sanierung unserer Privatbahnen «nur ein geringer Teil den jurassischen Bahnen zugekommen sei». Zweifellos bezieht sich Herr Jardin auf die Chemins de fer du Jura (CJ) und die Solothurn–Moutier-Bahn (SMB).

Einschliesslich der Aufhebung des Niveauüberganges in Tavannes hat die Öffentlichkeit von 1951 bis 1966/67 ungefähr 21 Millionen Franken für die technische Sanierung der Chemins de fer du Jura (CJ) ausgegeben. Die Betriebsfehlbeträge dieser Bahn beliefen sich in derselben Periode auf über 13 Millionen Franken.

Ausserdem hat das Staatswesen 3,7 Millionen Franken für die Solothurn–Moutier-Bahn (SMB) aufgewendet. Demnach sind von 1951 bis 1966/67 für die jurassischen Privatbahnen total 36 Millionen Franken ausgegeben worden, d. h. ungefähr 21 Prozent der Ausgaben der Öffentlichkeit für die Privatbahnen im Kanton Bern. Das Netz der jurassischen Privatbahnen beträgt ungefähr einen Fünftel des kantonalen Netzes.

Herr Jardin verlangt, dass die Niveauübergänge in der Ajoie und in den Freibergen aufgehoben werden. Diesem Begehr kann nicht stattgegeben werden, da die erforderlichen Kosten sehr hoch und auch unverhältnismässig wären.

Von 1959 bis 1964 sind 19 Niveauübergänge der Chemins de fer du Jura (CJ) mit automatischen Blinklichtanlagen versehen worden. Von 1968 bis 1970 werden alle Niveauübergänge der Chemins de

fer du Jura (CJ) an den Staatsstrassen automatische Halbbarrieren erhalten. Anderseits besteht ein Projekt zur Aufhebung des Übergangs bei St-Joseph, doch können die Arbeiten schwerlich in den nächsten Jahren an die Hand genommen werden.

Auf diese Weise kann praktisch ein voller Schutz für Automobilisten und Fussgänger erzielt werden.

Herr Jardin ist teilweise befriedigt.

---

### **Antwort auf die Schriftliche Anfrage Stauffer (Büren)**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 753)

Es ist dem Regierungsrat nicht bekannt, dass eine politische Partei ausseramtliche Wahlzettel verwendet hätte, durch deren Druck das Stimmgeheimnis nicht gewahrt wurde. Es ist ihm diesbezüglich aus der Gegend, wo die Zettel dieser Partei in Verkehr gesetzt wurden, keine Beanstandung zugekommen.

Das Reglement über den Druck und die Abgabe von Papier für ausseramtliche Wahlzettel für die Nationalratswahlen 1967 wurde am 14. Juli 1967 sämtlichen an den Wahlen beteiligten Parteien zugestellt.

Wir verweisen dabei auf folgende Abschnitte:

Abschnitt 3 Alinea 2: «Die Staatskanzlei übernimmt nur für die durch ihre Vermittlung erstellten Wahlzettel die Verantwortung.»

Abschnitt 4: «Zur Wahrung des Wahlgeheimnisses dürfen die Wahlzettel nicht mit fetten Lettern (Schriften) gedruckt werden. Dies betrifft ganz besonders die Parteizeichnung.»

Die meisten der ausseramtlichen Wahlzettel wurden der Staatskanzlei zur Begutachtung unterbreitet. Einige mussten wegen zu grosser oder zu fetter Schriften beanstandet werden. Den betreffenden Parteien beziehungsweise Buchdruckereien wurden entsprechende Weisungen erteilt.

Die oben erwähnten Weisungen sind deutlich. Es erübrigts sich, andere zu erlassen.

Herr Stauffer (Büren a. d. A.) ist nicht befriedigt.

---

### **Antwort auf die Schriftliche Anfrage Houriet**

(Siehe Jahrgang 1967, Seite 754)

In den Jahren 1944 bis 1947 sind die Berggebiete von der Abteilung für Landwirtschaft des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements neu abgegrenzt worden, um den besondern Produktionsbedingungen dieser Gegenden bei den Förderungsmassnahmen besser Rechnung tragen zu

können. Für die Festlegung der sogenannten Standardgrenze des landwirtschaftlichen Produktionskatasters – diese erfolgte also mehr nach Gesichtspunkten des Ackerbaues – wurden insbesondere die Kriterien Klima, Verkehrslage und Bodengestaltung berücksichtigt. Seither ist die Standardberggrenze gestützt auf unzählige von Einzellandwirten und Gemeindebehörden eingebrachte Gesuche verschiedentlich revidiert worden. Offensichtliche Härten und Benachteiligungen gegenüber vergleichbaren Gebieten wurden dadurch ausgemerzt.

Die Produktionsmöglichkeiten innerhalb des Berggebietes selbst sind jedoch oft derart verschieden, dass sich eine differenziertere Anwendung einzelner Massnahmen nach mehreren Bergstufen aufdrängt. Insbesondere für die Belange der Viehwirtschaft erwies es sich als notwendig, das Berggebiet besonders abzugrenzen und in drei verschiedene Bergzonen zu unterteilen. Nach einem speziell dafür ausgearbeiteten Punktsystem wurden von 1954 bis 1956 die gemäss Produktionskataster ganz oder teilweise im Berggebiet gelegenen Gemeinden beurteilt, wobei für die Festlegung dieser Zonengrenzen nach Viehwirtschaftskataster neben den der Standardberggrenze zugrunde gelegten Kriterien noch folgende Faktoren berücksichtigt wurden: Anteil Kühe am gesamten Rindviehbestand, Anteil der gealpten Kühe, Absatzverhältnisse für Milch, Verkehrslage zu den nächsten Zucht- und Nutzviehmärkten und deren Entfernung vom Hauptabsatzgebiet. Je nach der erreichten Punktzahl gelangten die Gemeinden oder die Gemeindeteile in eine der drei Bergzonen des Viehwirtschaftskatasters.

Die Zonen des Viehwirtschaftskatasters umfassen demnach das ganze Berggebiet, das auch nach Standardgrenze als solches gilt; dazu kommen insbesondere im Jura Gemeindeteile, die über die Standardgrenze hinausreichen, indem den dortigen Klimaverhältnissen und der Verkehrslage angemessen Rechnung getragen wurde.

Seit der Inkraftsetzung des Viehwirtschaftskatasters sind sehr viele Begehren gestellt worden (von Gemeinden, Viehzuchtgenossenschaften und einzelnen Landwirten), die entweder eine Ausweitung des Berggebietes überhaupt oder aber die Umteilung von Gebieten oder Einzelbetrieben in eine höhere Zone zum Ziel hatten. In zahlreichen Fällen konnte den Revisionsbegehren ganz oder teilweise entsprochen werden. Die heutige Zonen-einteilung des Viehwirtschaftskatasters ist als ausgewogen zu bezeichnen.

Laut Artikel 7 der Verordnung des Bundesrates vom 23. Juni 1961 über den landwirtschaftlichen Produktionskataster und die Abgrenzung des Berggebietes ist für Änderungen der Standardgrenze und der Zonengrenzen gemäss Viehwirtschaftskataster das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement zuständig. Der Regierungsrat ist daher nicht in der Lage, «die verschiedenen Zonen in unserem Kanton zu überprüfen». Er erachtet es angesichts der Ausgewogenheit der heutigen Zonengrenzen auch nicht als notwendig, dem Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement deren generelle Überprüfung zu beantragen.

Herr Houriet ist teilweise befriedigt.

**Le Président.** Nous voici arrivés au terme de nos délibérations, qui ont été dominées par la situation financière du canton et le souci d'économie. C'est dans ce même esprit que j'épargnerai votre temps.

Je vous remercie de l'intérêt que vous avez porté aux débats de cette session. La fréquentation moyenne des séances a été de 180 députés. Je remercie également le chancelier, les traducteurs et les sténographes de leur collaboration, ainsi que tous ceux qui, par leur travail, facilitent le bon déroulement de nos séances.

Comme l'université a plusieurs fois été au centre de nos débats, il a paru indiqué de donner aux députés la possibilité d'y faire une visite d'entente avec la Direction de l'instruction publique et le Rectorat. Je pense qu'il sera possible d'organiser cette visite au cours de la session de mai, dans l'après-midi du deuxième mardi.

Le printemps est à la porte. Je souhaite qu'il soit ensoleillé et favorable à vous-mêmes, à vos familles et à tout le pays. Je vous donne rendez-vous au 6 mai.

La session est close.

Schluss der Sitzung und Session um 11.55 Uhr

*Der Redaktor:*

**W. Bosshard**